

UNIVERSITÉ DE DIJON. — FACULTÉ DE DROIT

PRÉVOYANCE
ET
MUTUALITÉ

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Sciences juridiques

SOUTENUE DEVANT LA FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE DIJON

Le Vendredi 18 janvier 1901, à 1 h. 1/2 du soir

PAR

CLAUDE MAYEN

SOUS LA PRÉSIDENTE DE M. TRUCHY, PROFESSEUR

SUFFRAGANTS : { MM. VIGNES, AGRÉGÉ.
TRINQUAT, CHARGÉ DE COURS.



MIRIBEL-LES-ÉCHELLES (ISÈRE)

—
IMPRIMERIE CURIOZ

—
1901

PRÉVOYANCE & MUTUALITÉ

PRÉVOYANCE
ET
MUTUALITÉ

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Sciences juridiques

SOUTÈNUE DEVANT LA FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE DIJON

Le Vendredi 18 janvier 1901, à 1 h. 1/2 du soir

PAR

CLAUDE MAYEN

SOUS LA PRÉSIDENTE DE M. TRUCHY, PROFESSEUR

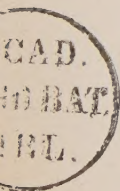
SUFFRAGANTS : { MM. VIGNES, AGRÉGÉ.
TRINQUAT, CHARGÉ DE COURS.



MIRIBEL-LES-ÉCHELLES (ISÈRE)

—
IMPRIMERIE CURIOZ

—
1901





Digitized by the Internet Archive
in 2026

A ma Mère

INTRODUCTION



Que sera le vingtième siècle, ce siècle nouveau que nous touchons des yeux et presque de la main? Les uns disent : Ce sera le siècle des ouvriers. Les autres : Ce sera le siècle de l'association. Ces deux formules sont très acceptables : toutes les pensées vont maintenant à améliorer le sort des travailleurs, non seulement pour eux-mêmes, mais dans l'intérêt du corps social tout entier. Cependant si je devais faire un choix, je préférerais la seconde définition à la première. La première ne me paraît pas assez large et elle a le tort d'éveiller je ne sais quelle idée fâcheuse d'une classe ouvrière séparée des autres classes sociales. La seconde, au contraire, plus générale à la fois et plus élevée, a l'avantage de réunir, de concilier toutes les classes, tous les éléments de la société française.

Cette union, cette conciliation des classes d'une nation à laquelle, quoi qu'on en dise, nous sommes fiers d'appartenir, a-t-on le droit d'en parler plus haut,

de la souhaiter plus vivement, de l'annoncer avec plus d'espoir qu'aujourd'hui, au lendemain de cette loi du 1^{er} avril 1898 qui, en octroyant un régime des plus libéraux à nos associations mutuelles, restera la véritable charte de l'union et de la paix sociale.

Les sociétés de secours mutuels, en effet, forment aujourd'hui le plus vaste groupement d'hommes qui existe dans notre pays. Elles dépassent le nombre de 10,000 et comptent près de deux millions d'adhérents, qu'anime un même esprit de prévoyance et de solidarité, d'où résulte une unité morale singulièrement plus forte et plus profonde que celle d'aucun parti.

Le but qu'elles se proposent « aider les travailleurs et soulager les malheureux » est le plus sacré que puisse concevoir l'homme. Elles ont déjà fait d'immenses efforts pour l'atteindre, et la loi de 1898 vient leur fournir pour cela de nouvelles ressources et de nouvelles forces.

Bref, la mutualité est une des plus grandes choses qui soient en France ; c'est ce qui explique les sympathies qu'elle inspire.

Le mot de mutualité est assez clair par lui-même pour n'avoir pas besoin qu'on s'arrête longtemps à le définir. On comprend immédiatement qu'il désigne des associations destinées à employer des ressources mises en commun pour le soulagement des maux qui peuvent troubler la vie de leurs membres.

Il s'agit donc d'une espèce d'assurance contre ces maux, contre la maladie, contre l'accident, contre l'infirmité temporaire, contre l'invalidité provenant de l'âge, assurance contractée par devant la société dont chacun des associés est en même temps l'actionnaire et l'abonné.

C'est là le trait commun de toutes les mutualités. Mais la mutualité française a ses caractères particuliers

dont il faut bien se rendre compte avant de discuter sur son organisation.

Elle repose sur trois principes qui forment pour ainsi dire son essence.

La liberté d'abord : entre qui veut dans les sociétés de secours mutuels ; en sort aussi qui veut au gré des circonstances ou des préférences de chacun. Nos voisins, les Allemands, estimant que la prévoyance est chose nécessaire dans un ordre social bien organisé, et que la société a le devoir d'être plus sage que les individus, ont installé chez eux l'assurance obligatoire, imposée par la loi et appliquée à tous les degrés pour tous les ordres de travailleurs. Un prélèvement sur le salaire de l'ouvrier, — un versement correspondant de la part du patron, — une contribution éventuelle des pouvoirs publics qui restent garants de l'assurance : voilà le régime établi par une loi qui fonctionne depuis longtemps déjà dans l'Empire.

Jusqu'à présent notre génie national a répugné à ce système de contrainte légale. Même lorsqu'il s'est agi des assurances sur les accidents du travail, matière qui paraissait la plus propre à faire ressortir l'impuissance de la responsabilité individuelle, le Parlement français n'a pas voulu se départir du principe de la liberté, et il s'en est fié à la mutualité pour pourvoir aux risques qui viendraient à rester découverts.

La loi de 1894, créant la caisse nationale des ouvriers mineurs et établissant pour eux l'obligation de l'assurance est la seule exception en ce sens que contiennent nos codes. Dans ce cas, du reste, la loi n'a fait que sanctionner et régulariser un état de fait. La vie de l'ouvrier mineur est exposée à de terribles dangers et, « dans ce monde sombre et ténébreux des mines, la prévoyance spontanée était devenue naturellement la règle ».

Dans toutes les autres hypothèses, c'est à la volonté,

à la raison, au cœur de l'individu qu'on s'est adressé chez nous, pour l'amener à entrer dans les sociétés de secours mutuels qui lui promettent, non pas seulement des avantages pour lui et sa famille, mais des avantages pour ses coassociés et pour la société elle-même dont il fait partie.

Ceci nous conduit au second caractère de la mutualité française qui est la solidarité.

Alors que l'ouvrier allemand compte sur l'Etat pour lui assurer les secours dont il a besoin et qu'il en considère l'obtention comme un droit, l'ouvrier français attend ce secours du seul effet de l'association, des sentiments qu'elle développe entre ses membres, de l'attraction qu'elle exerce autour d'elle; et c'est de la solidarité encore qu'il attend le moyen de combler les lacunes que la loi laisse subsister dans son bien être.

Il se peut que dans l'avenir la France admette à son tour l'obligation de l'assurance; nous ne le souhaitons pas, mais nous sommes forcés d'avouer que si la mutualité échoue ou tarde trop à remplir l'office bien-faisant qui lui est assigné, il deviendra urgent d'en appeler à la loi et de faire sur certains points, particulièrement menacés, ce qu'on a déjà fait pour les ouvriers mineurs.

Le système de l'assurance obligatoire entraînerait la perte du troisième caractère de la mutualité qui est la fraternité. C'est le principal selon nous. Si l'on consulte les statistiques, on remarque que sur 1,800,000 mutualistes actifs, il y en a 250,000 qui sont des honoraires, c'est-à-dire qui versent régulièrement tous les ans une cotisation que ne compense l'espoir d'aucun service correspondant. Ceux-ci se vouent à la tâche de faire prospérer l'association dont ils font partie, ils travaillent énergiquement à une œuvre dont ils n'ont rien à espérer et se conduisent dans la mutualité comme des frères

aisés dans une famille qui contient des frères moins favorisés de la fortune.

Ce rôle de nos membres honoraires n'a pas de raison d'être en Allemagne ; il n'aurait pas non plus sa place dans le système de l'obligation légale, et c'est évidemment une de ses défauts les plus graves, car, avec lui, disparaîtrait quelque chose de cet esprit de générosité qui, malgré tout, reste l'apanage de la France.

Tels sont les caractères de la Mutualité française ; voyons maintenant quelle était la situation de nos associations mutualistes au moment où a paru la nouvelle loi du 1^{er} avril 1898.

On l'a dit bien souvent et c'est une banalité de le répéter, le législateur de 1791, en prononçant la dissolution des confréries, avait rompu les cadres de l'ancienne société sans les remplacer, sans ménager aux classes laborieuses les moyens de renouer le lien de solidarité qui avait fait autrefois leur force. Il faut même ajouter que l'article 291 du Code pénal aggravait cette situation, puisqu'en délimitant étroitement le droit d'association, il semblait arrêter à jamais toute tentative d'union, soit dans l'ordre de la prévoyance, soit dans l'ordre professionnel.

Malgré cela, le besoin d'aide mutuelle était si profond, si évident, que des associations de secours se fondèrent partout sur notre territoire et que vers la moitié de ce siècle, elles étaient assez nombreuses et assez importantes pour nécessiter une législation spéciale. On connaît celle qui leur fut donnée en 1850 et 1852. On peut dire d'un mot qu'elle était franchement illibérale : obligation de solliciter l'autorisation préfectorale pour se constituer, limitation du nombre des membres et du chiffre des fonds libres ; obligation de porter les capitaux disponibles à la Caisse des dépôts et consignations.

Le mouvement mutualiste ne s'en ralentit pourtant pas. En 1872, malgré les désastres qui nous enlevaient l'Alsace et la Lorraine, on comptait 58,00 sociétés mutuelles de tout ordre comprenant 800,000 individus.

La liberté de fait que le gouvernement républicain a laissée aux mutualités, l'encouragement qu'elles ont trouvé auprès des pouvoirs publics leur ont permis de prendre une immense extension. Au 31 décembre 1896, il y avait 10,960 sociétés de secours mutuels avec 1,736,208 adhérents qui certainement, depuis lors, se sont sensiblement augmentés ⁽¹⁾.

Il serait intéressant de connaître la composition de cette immense armée de la prévoyance : dans quelle portion de la population se recrute-t-elle ? Il est difficile de le dire : les statistiques ne nous donnent que peu de renseignements sur ce point, cependant, avec un peu d'observation, on arrive à jeter les bases d'une classification approximative.

Il faut naturellement placer en tête les 250,000 membres honoraires dont nous parlions tout à l'heure : ils sont plutôt des protecteurs de la mutualité que des pratiquants, mais la plupart se rattachent à titre de patrons, de contre-maîtres, de clients ou de fournisseurs, au même métier que les membres ordinaires. Dans ces associations d'assistance mutuelle, ils représentent, comme on l'a dit, l'aisance acquise par le travail venant en aide au travail menacé par la misère.

Un second contingent, le plus fort de tous, comprend les sociétés mutuelles professionnelles qui, à côté des unions syndicales cantonnées sur le terrain général du travail et du salaire, représentent l'effort de la prévoyance individuelle. La moitié environ de cette mutualité professionnelle se compose d'ouvriers proprement dits,

(1) Rapport sur les opérations des sociétés de secours mutuels pendant l'année 1876. (Melun, imprimerie administrative, 1899.)

exerçant des métiers manuels, l'autre moitié comprend des employés, commis, agents des compagnies et fonctionnaires.

Reste le gros de l'armée qui se divise approximativement ainsi :

La moitié est formée d'ouvriers disséminés dans les sociétés ouvertes, de rubrique générale et de recrutement composite, qui se trouvent dans tous les petits endroits et dans les villes ;

Un quart d'employés ;

Le dernier quart de petits patrons.

En plus de cela, quelques dizaines de mille d'agriculteurs, de vigneron, de marins pêcheurs, de gens de professions libérales et même de lettres. Pour ne pas compliquer la classification, nous avons écarté la distinction entre les hommes et les femmes qui ne porte pas sur les professions.

Voilà la mutualité française dont tous les membres sont des travailleurs. « Mieux que cela, a-t-on dit, ils « sont les ouvriers de l'œuvre sociale qui forme pour « ainsi dire la trame de la vie matérielle et morale du « pays, sans laquelle le pays ne pourrait pas pour- « suivre la tâche civilisatrice qu'il s'est assigné dans le « monde. C'est leur humble épargne, c'est leur dévouement de chaque jour qui assurent la continuité de la « tradition nationale, la prédominance du bien-être et « la sélection que supposent le souci et l'exercice de la « haute culture, la solidarité qui est nécessaire en bas « pour que l'unité se fasse en haut. Ce sont les abeilles « de la ruche nationale dont le miel est extrait par les « savants, les artistes, les philosophes, les hommes « d'Etat, et sert à nourrir et à embaumer le monde « pour la plus grande gloire de la France ⁽¹⁾. »

La magnifique efflorescence de la mutualité, à laquelle

(1) L. MABILLEAU : *Conférence au Musée social.*

nous assistons, n'est que le point d'arrivée d'une longue évolution. L'idée mutualiste s'est développée lentement à travers les siècles, imprimant son sceau sur les diverses institutions existantes et marquant ainsi les étapes du chemin parcouru; retrouver ces étapes, rechercher l'influence que l'idée de la mutualité a pu exercer sur les mœurs et sur l'organisation sociale, c'est faire l'historique de nos sociétés de secours mutuels qui « ne sont l'œuvre d'aucun homme, d'aucun pouvoir, mais qui apparaissent dans l'histoire de la civilisation comme un produit nécessaire du travail des siècles ⁽¹⁾ ».

Avant d'étudier le présent, il est donc utile de jeter un regard en arrière pour mesurer le chemin parcouru et recueillir les souvenirs du passé qui s'effacent peu à peu.

(1) HUBBARD : *De l'organisation des Sociétés de Prévoyance*, 1852, p. 5.

LIVRE PREMIER

EVOLUTION HISTORIQUE

de

L'IDÉE DE MUTUALITÉ

PREMIÈRE PARTIE

L'IDÉE DE MUTUALITÉ DANS L'ANTIQUITÉ

CHAPITRE PREMIER

Les Sociétés d'Eranistes

Jusqu'à ces dernières années, les mutualistes n'avaient cherché les premières traces de leurs principes que chez les Grecs et les Romains. En 1881, M. Martin Nadaud, dans un rapport à la Chambre des Députés, leur a découvert d'autres ancêtres ⁽¹⁾ : « L'existence des associations de secours mutuels, ou plutôt leur tentative d'existence dit-il, sont plus anciennes qu'on ne se l'imagine généralement. Les Juifs eurent leurs associations de Khassidéens ; l'Egypte, ses associations de Thérapeutes, et la Grèce, ses Hétairies. » Cette assertion est très discutable ; Thérapeutes et Khassidéens ne sont en effet que des

(1) *Journal Officiel*, 1881. Chambres-annexes, p. 861.

sectes religieuses assez récentes ; quant aux Hétairies, ce sont avant tout des groupes politiques « dont l'Etat ne reconnaissait pas la légitimité, qu'il tolérait tout au plus, car elles poursuivaient des buts peu avouables, qui ont permis de les comparer à des clubs et à certaines sociétés secrètes ⁽¹⁾ ».

Une idée plus ordinaire chez les historiens est d'assigner comme origine à l'institution mutualiste, les Eranes grecs, qui nous représentent l'état embryonnaire de la mutualité. Sous le nom d'Eranes, on entend une espèce très particulière et très curieuse d'associations helléniques ; si particulière et si curieuse, qu'en dehors des mutualistes, elle a été bien des fois l'objet des recherches des archéologues.

A l'origine, l'ἐρανος ne fut, d'après M. Caillemer, qu'une espèce de pique-nique ou repas en commun. A l'occasion d'une fête religieuse ou de toute autre circonstance solennelle, un certain nombre de personnes se réunissaient pour prendre en commun leur repas, et chacune d'elles apportait son écot. Ce genre de repas se distinguait, paraît-il, de tous les autres, par sa simplicité et sa frugalité. Les convives n'apportaient que des mets vulgaires et faciles à transporter ; mais, tout en faisant peu de dépenses, ils s'amusaient beaucoup, paraît-il.

Plus tard, une annuité en argent remplaça la contribution en nature ; l'un des convives fut chargé de recevoir les cotisations, de préparer le festin et de solder les dépenses.

Peu à peu, l'idée d'association se dégagea complètement, les réunions devinrent régulières ; les mêmes personnes prirent l'engagement de s'assembler à des époques

(1) V. CAILLEMER : *Le Contrat de Société à Athènes*.

déterminées, la cotisation fut fixée. On arriva bien vite à rédiger de véritables statuts qui fixèrent les droits et les devoirs de chacun. Naturellement, la communauté choisit un patron ; elle n'avait que l'embarras du choix parmi les nombreuses divinités de l'Olympe hellénique ; vraisemblablement, la divinité tutélaire fut précisément celle dont la fête était célébrée auparavant par le banquet à frais commun.

Enfin, les rapports fréquents que les associés avaient entre eux, firent naître dans le sein de la communauté des liens d'affection et une sorte de fraternité ; l'Erané devint ainsi une véritable société de secours mutuels. Le membre de l'association, éprouvé par des revers de fortune, fut assisté par la caisse sociale, et au besoin, par une contribution extraordinaire imposée aux confrères plus heureux.

On a souvent confondu les Eranes avec les Thiasés ; ces associations ont en effet de nombreux points de ressemblance, leur organisation d'ailleurs est presque identique. Mais tandis que les Thiasés restèrent toujours inféodés à la religion, les Eranes se sécularisèrent de bonne heure, et arrivèrent bientôt à prendre plus de soin des intérêts temporels que des intérêts spirituels de leurs membres.

La qualité de citoyen n'était pas exigée de ceux qui voulaient faire partie d'un collège éraniste ⁽¹⁾ ; bien plus, les affranchis et peut-être même les esclaves pouvaient y être admis ⁽²⁾. Les femmes elles-mêmes n'étaient pas exclues ainsi que le prouvent deux inscriptions citées par M. Caillemér ⁽³⁾.

(1) V. ISOCRATE : *Nicocles*, parag. 62, Didot, page 24.

(2) V. CAILLEMÉR : *Le Contrat de Société à Athènes*, page 13 et s.

(3) V. CAILLEMÉR : *Le Contrat de Société à Athènes*, page 14.

Les monuments nous apprennent que l'admission d'un nouveau membre n'était prononcée qu'à la suite d'une enquête très sérieuse. Elle était faite par les dignitaires de la société : prostate, archiëraniste, secrétaire, trésoriers et συνδικοι (syndics ?) Nul n'était admis, s'il n'était ἀγαθός, ἐυσεβής, ἄγιος, ce que M. Wescher traduit peut-être un peu trop chrétiennement par bon, saint, pieux. L'impétrant, jugé digne d'entrer dans l'association, était inscrit sur la stèle ; il jouissait dès lors de tous les avantages procurés par la société ; il devait en échange se soumettre aux obligations imposées par les statuts. La principale était le maintien de la bonne harmonie entre les sociétaires. « Les membres de l'association, dit M. Caillemer, devaient être amis, c'est pourquoi des mesures disciplinaires étaient édictées par la νόμος ερανιστῶν contre les associés qui troublaient la concorde du collège ; on leur infligeait des amendes et on les excluait de la société. »

Les dignitaires de chaque société d'Eranistes étaient désignés par le sort ou élus par leurs confrères.

En tête de l'association, était placé un προστάτης ou patron, espèce de président honoraire qui conservait ses fonctions toute sa vie. « Il représentait dans le bureau, périodiquement renouvelé, l'élément traditionnel et conservateur ; associé depuis longtemps à l'administration du collège, il devait en effet apporter aux fonctionnaires récemment installés le secours de son expérience et les éclairer sur l'utilité et sur l'opportunité des mesures que, dans la ferveur de leur zèle, ils étaient tentés de proposer. » A cause de l'importance et de la durée de ses fonctions, ce dignitaire était nommé par l'élection.

Au-dessous du προστάτης venait l'ἀρχιερανιστής, président effectif de la société qu'on appelle quelquefois ἐραναρχής. Comme tous les dignitaires, il était désigné

par le sort et renouvelé chaque année (1). Cependant, d'après M. Caillemet, il n'est pas impossible qu'à une époque antérieure à l'inscription citée, l'élection ait ici encore trouvé sa place. Harpocrate dit en effet que les éranarques étaient ou désignés par le sort ou élus par les Eranistes.

Nous trouvons dans la hiérarchie des honneurs après l'archiérarque, le secrétaire de l'association (ὁ γραμματεὺς), les trésoriers (οἱ ταμίαι), quand l'archiérarque n'en remplissait pas les fonctions; les syndics, (οἱ σύνδικοι), les commissaires (οἱ επιμεληταί), les sacrificateurs (οἱ ἱεροποιεῖς), et enfin dans les sociétés qui admettaient des femmes, la directrice des associées (ἡ προερανήστρια) (2).

Inutile d'insister sur les attributions respectives de ces dignitaires; le nom de chacun les indique assez clairement.

Ces divers fonctionnaires étaient vraisemblablement soumis à l'obligation de prêter serment lorsqu'ils entraient en charge; on ne peut cependant pas l'affirmer complètement, car nous n'avons de texte formel que pour les trésoriers (3).

Lorsque ces dignitaires s'étaient acquittés avec zèle de leurs charges, ou lorsqu'ils avaient contribué généreusement sur leur fortune personnelle aux dépenses de la société, une décision de l'assemblée leur accordait un témoignage de satisfaction, qui était habituellement un éloge public (ἔπαινος) et une couronne de feuillage ou de métal. Le texte de la décision était non seulement conservé dans les archives de la société, mais encore

(1) « Ἡ Ἐντῶσαν δὲ οὗτοι κληρωτοὶ κατὰ ἔτος χωρὶς τοῦ προστότου. » *Corpus inscriptionum graecarum*. n° 126.

(2) *Corpus*, n° 120.

(3) *Revue Archéologique*, t. XI, 1865, p. 500.

gravé sur pierre et exposé dans le local des séances. En cas de service exceptionnel, le portrait du bienfaiteur était exposé dans le sanctuaire de la société (4).

Passons au budget de l'association. Pour l'établir, il faut connaître à la fois l'actif et le passif, les ressources et les charges.

Chaque collègue avait une caisse commune placée sous la surveillance d'un ou de plusieurs trésoriers et sous la direction de l'éranarque. Elle était alimentée par des contributions de provenances diverses :

1° Les cotisations périodiques que payaient les associés. Wescher croit que cette cotisation était de trois drachmes par an, mais un passage d'Harpocraton, cité par M. Caillemer, vient démentir cette assertion : ' Ερανιστής μέντοι κυρίως ἐστὶν ὁ τοῦ ἐράνου μετέχων καὶ τὴν φῶραν ἣν ἐκάστου μηνὸς ἔδει καταβάλειν εἰσφέρων (2). D'après ce texte, la cotisation était donc mensuelle ; quant à son chiffre, il devait varier avec chaque société. Le sociétaire s'engageait à acquitter régulièrement sa cotisation ; en cas de retard, il était passible d'amende, sauf excuse légitime de deuil ou de maladie. M. Caillemer pense que l'associé pouvait en payant une fois pour toutes une somme déterminée se décharger de ces prestations périodiques ;

2° Le droit d'entrée, variable suivant les sociétés. La loi des Orgéons (3) en mentionne formellement l'existence ; c'est d'ailleurs le seul document précis que nous possédions sur ce point, mais tous les auteurs n'hésitent pas à étendre aux Eranes le principe adopté par les Orgéons ;

(1) *Revue Archéologique*, t. x, 1864, p. 400.

(2) HARPOCRATON : V. ἐρανίζοντες.

(3) FOUCART : *Inscript.* n° 2.

3° Les redevances spéciales que les Eranistes étaient fréquemment appelés à payer : pour l'achat des couronnes destinées aux bienfaiteurs, pour les sacrifices et pour les banquets extraordinaires par exemple ;

4° Le revenu des biens fonds acquis avec les deniers communs. Nous voyons en effet les Eranes posséder corporellement des domaines parfois considérables et en retirer des sommes qui venaient grossir le capital social. Lorsque la caisse avait fait face à toutes les dépenses régulières de l'association et qu'il restait un boni, les trésoriers, au lieu de garder improductifs les capitaux disponibles, cherchaient à les placer ; mais comme il importait beaucoup de ne pas compromettre dans des spéculations imprudentes les finances de la société, on n'avait recours qu'à des placements offrant toute sécurité. On achetait des immeubles, des fonds de terre exempts de toutes chances de déperissement ; si l'on se décidait à prêter à des tiers, on employait la forme savante du contrat pignoratif, qui donnait au prêteur la meilleure de toutes les garanties : un droit de propriété conditionnel sur l'objet engagé (1) ;

5° Le produit des amendes ;

6° Les donations qui constituaient une source importante de revenus pour l'association, à en croire les monuments qui nous restent (2). Chaque dignitaire, paraît-il, cherchait à signaler son administration par des actes de munificence extraordinaires ; il en était récompensé par les marques de sympathie dont nous avons parlé plus haut.

Après avoir examiné le budget de l'Erané au point de vue actif, il faut l'envisager au point de vue passif :

(1) V. CAILLEMER : *Le Contrat de Société à Athènes*, page 24.

(2) V. CAILLEMER : *Le Contrat de Société à Athènes*, page 22.

1° D'après M. Foucart, la principale source de dépense pour les Eranes était l'acquisition d'un terrain (τεμενος) destiné à recevoir diverses constructions appropriées aux usages communs ; parfois l'association se ruinait avant d'avoir pu mener à bonne fin cette première entreprise, mais généralement, quelque riche citoyen venait à son secours et lui permettait de faire face à ses engagements ;

2° Les frais du culte étaient aussi une lourde charge pour les Eranes ; leur budget cependant n'en souffrait pas autant que celui des Orgéons qui furent obligés de fixer par un règlement leur budget religieux afin d'éviter les surprises pécuniaires que le zèle des prêtres et des sacrificateurs leur ménageait chaque année (1) ;

3° La caisse commune devait également subvenir à d'autres dépenses. Les fonctions sociales étaient gratuites, mais la société témoignait généralement sa reconnaissance envers les dignitaires. Elle leur décernait certaines récompenses, dispendieuses quelquefois : couronnes d'or ou sommes d'argent importantes (2) ;

4° Enfin, les fonds sociaux étaient encore destinés, croyons-nous, à fournir des avances aux membres nécessiteux, à leur procurer des secours en cas de maladie et à leur assurer une sépulture convenable après leur mort. L'Eране serait donc une véritable société de secours mutuels.

D'après Wescher : « Le sociétaire qui subissait des revers de fortune recevait des secours de la caisse commune, à charge de remboursement quand les chances

(1) V. SERULLAZ : *Les Sociétés de Secours mutuels*, page 15, et FOU CART : *Inscript.*, n° 4.

(2) FOU CART : *Inscript.*, n° 30.

lui redeviendraient favorables. Malgré les efforts de Van Holst pour établir l'inexactitude de cette proposition ⁽¹⁾, elle a été admise généralement par tous ceux qui ont étudié les Eranes ⁽²⁾.

Il serait intéressant de connaître dans quels cas l'associé pouvait demander des secours à la communauté, mais on est réduit sur ce point à de simples conjectures. On a indiqué généralement les cas suivants :

D'après Antiphon, quand la fortune de l'Eraniste a été confisquée à la suite d'une condamnation judiciaire.

D'après Démosthènes, quand l'Eraniste prisonnier devait payer une rançon pour être mis en liberté et qu'il était incapable de la fournir lui-même.

D'après Cornelius Nepos, quand l'Eraniste père d'une fille nubile était trop pauvre pour la doter et ne trouvait pas à la marier.

Mais M. Caillemet a démontré jusqu'à l'évidence, que dans ces trois hypothèses, il s'agissait non pas d'ερανοι acquittés par une société, mais bien d'ερανοι volontairement souscrits par des amis généreux ⁽³⁾, car souvent lorsqu'une personne se trouvait dans le besoin, ses amis se réunissaient et faisaient entre eux une souscription dont le produit était aussitôt remis au destinataire à titre d'avance.

La somme ainsi recueillie ne constituait pas une aumône, mais un prêt qu'on était tenu de rembourser si l'on revenait à meilleure fortune ⁽⁴⁾.

(1) *De Eranis veterum Græcorum*, LEYDE, 1832, p. 12.

(2) WESCHER, FOUCART, RENAN, CAILLEMER.

(3) *Le Contrat de Société à Athènes*, page 25 et suivantes.

(4) En réalité, l'emprunt par éranos différait sensiblement de l'emprunt ordinaire, puisque le débiteur n'était plus exposé aux terribles conséquences que l'insolvabilité entraînait après elle dans les législations antiques.

Il est probable que les cas où la société devait intervenir n'étaient pas rigoureusement spécifiés et qu'on s'en référait à la sagesse des magistrats et à la décision de l'assemblée générale ⁽¹⁾.

Les auteurs grecs font fréquemment allusion à des procès entre l'Erané et les membres qui la composaient, à propos de sommes avancées. Platon, dans son traité des Lois, autorise la pratique des *ἐρανοί* et décide que si quelque contestation survient entre les Eranistes sur ce point, il faudra la vider à l'amiable, les lois de la République ne voulant accorder en ce cas aucune action civile ⁽²⁾. Les Athéniens s'étaient montrés moins rigoureux que le philosophe. D'après M. Caillemet, quand des difficultés s'élevaient entre une société et l'un de ses membres, parce que l'associé que le collègue avait secouru dans son malheur, revenu à meilleure fortune, ne remboursait pas l'avance qui lui avait été faite, la société pouvait intenter une des actions connues sous le nom de *δίκαι έρανικάι*. Elles étaient jugées sommairement comme d'ailleurs toutes les *ἐμμενοι δικαί* dont elles faisaient partie ; le jugement devait en avoir lieu dans le délai d'un mois à partir de leur introduction ⁽³⁾.

Nous n'avons que peu de renseignements sur cette procédure. Héraud, s'appuyant sur un passage de Démosthènes ⁽⁴⁾ attribuait l'hégémonie des *ἐρανικάι δίκαι* à l'éranarque, et leur jugement aux membres du collège ; cependant l'opinion générale fondée sur l'assimilation que les

(1) C'est ce qui semblerait résulter d'un passage d'Athénée : " *Ερανοί δέ έισιν αί από τών συμβαλλομένων εισαγωγαί από τού συνερχέν καί συμφέρειν έχαστον* (Athénée VIII).

(2) PLATON : *De legibus*, XI, Didot, p. 462.

(3) CAILLEMET : *Le Contrat de Société à Athènes*, p. 32.

(4) HÉRAUD : *Observationum et emendationum liber*, c. 44.

textes semblent établir constamment entre les ἐμπορικά δίκαι et les ἐρανικά δίκαι donne l'hégémonie aux Thesmothètes (1). Quant au jugement, les uns comme Hermann, croient à des juges spéciaux nécessairement pris parmi les Eranistes ; les autres se contentent des juges de droit communs, c'est-à-dire des Héliastes (2). La question est en somme fort obscure.

Il en est de même pour les secours en cas de maladie ; tout ce que nous savons de certain, c'est que l'Eranie exemptait les confrères malades de la cotisation mensuelle, comme elle le faisait du reste pour les membres trop pauvres : ἐὰν μὴ τινὶ συμβῇ ἢ δια πενίαν ἢ δια ασθένειαν ἀπολείφθῃναι (3). Faisait-on plus ? C'est vraisemblable, mais nous n'avons aucun texte affirmatif en ce sens.

La caisse commune devait aussi supporter les frais de funérailles ; le fait est certain pour les Orgéons (4) et à peu près sûr pour les Eranes. L'inscription sépulcrale suivante, citée par M. Serullaz, paraît du reste concluante.

Ἦ Ἀρτεμίδωρος Σελευκὺς ἐρανισταὶ (5).

Tels sont rapidement esquissés, les principaux caractères des collèges d'éranistes. Cette courte étude nous permet cependant d'apprécier leur véritable rôle, nous n'hésitons pas à les rapprocher de nos sociétés de secours mutuels ; dans l'une et l'autre institution, nous trouvons la même prévoyance et la même assistance mutuelle. L'admission des femmes, des étrangers, des affranchis et

(1) Εἰσαγωγεῖς, dit Pollux, οἱ τὰς ἐμμήνουσ δίκας εἰσαγόντες ᾗσαν δὲ προικὸς, ἐρανικά, ἐμπορικά.

(2) V. CAILLEMER : *Le Contrat de Société à Athènes*, p. 33.

(3) FOUCART : *Inscript.*, n° 21.

(4) FOUCART : *Inscript.*, n° 6, 1, 7, 11.

(5) FOUCART : *Inscript.*, n° 35.

des esclaves dans nos associations est du reste significative ; si les Eranes avaient été de simples institutions de crédit comme l'ont affirmé certains auteurs ⁽¹⁾, on ne voit guère l'avantage qu'ils auraient eu à s'adjoindre de pareils auxiliaires.

Un autre argument que fait valoir M. Serullaz, nous semble du reste sans réplique ⁽²⁾. Il s'agit de deux lettres tirées de la correspondance entre Pline et Trajan. Pline, aussitôt arrivé dans sa province, avait, conformément aux ordres de l'empereur, lancé un édit contre les Hétairies. Cet édit fut rigoureusement appliqué, mais son interprétation souleva certaines difficultés que Pline se hâta de soumettre à Trajan.

La ville d'Amise, libre et alliée de Rome, possédait un Erane ; or, devait-on étendre aux Eranes l'édit porté contre les Hétairies ? D'autre part, Amise était une ville libre et alliée. Pouvait-on lui appliquer l'édit ?

Voici la réponse de Trajan à cette double question :

« Amisenos, si legibus istorum, quibus de officio fœderis utuntur, concessum est eranos habere, possumus, quominus habeant, non impedire, eo facilius, si tali collatione, non ad turbas et illicitos cœtus, sed ad sustinendam tenuiorum inopiam utuntur. In cœteris civitatibus, quæ nostro jure obstrictæ sunt, res hujusmodi prohibenda est ⁽³⁾. »

Ce texte est fécond en enseignements. Il en résulte d'abord que les Eranes sont soumis au régime prohibitif de toutes les associations dans l'empire romain. Ils ne peuvent donc se constituer qu'avec l'autorisation du

(1) RENAN par exemple.

(2) V. SERULLAZ : *Les Sociétés de Secours mutuels et la Question des Retraites*, p. 26 et 27.

(3) PLINE : *Epistol.* X 93 et 94.

Sénat ou de l'Empereur. Il en résulte, en second lieu, que les Eranes sont une institution éminemment populaire, à laquelle les citoyens de certaines villes sont profondément attachés, puisqu'ils se réservent le droit de les former librement dans leurs traités avec le peuple romain. Enfin, et c'est ici le point capital, les Eranes sont créés *ad sustinendam tenuiorum inopiam*, c'est-à-dire dans un but d'assistance mutuelle.

CHAPITRE II

Les Collèges funéraires

Les collèges funéraires présentent plus d'une singularité. Ils n'ont existé que chez les Romains et durant une période relativement courte de leur histoire, environ trois siècles, d'Auguste à Constantin. Ils naissent au début de l'Empire, puis se développent rapidement à Rome, en Italie, et dans les provinces ; une abondance épigraphique extraordinaire atteste cette vitalité, cette extension considérable. Mais à dater de Constantin, on ne trouve plus aucune trace de nos collèges. Leur disparition coïncide avec le triomphe du christianisme et cette coïncidence n'est pas purement fortuite : les enseignements et les pratiques de la nouvelle Religion les rendaient, en effet, inutiles.

Il est moins aisé de déterminer leur nature que la place qu'ils occupent dans l'histoire. Cette difficulté tient à ce que les collèges funéraires n'ont pas un but unique, ils nous apparaissent, au contraire, éminemment complexes, tendant à développer, de plus en plus, leurs attributions, cherchant à satisfaire à tous les besoins de ceux qui les fondent et qui sont les pauvres : les teneurs de la société romaine.

Cependant leur objet principal est la sépulture. Ils ne ressemblent pas aux Confréries pieuses du moyen-âge, qui s'imposaient la charge d'ensevelir les morts. Ce ne sont pas davantage des sociétés commerciales, chargées de l'entreprise des pompes funèbres. Ils ensevelissent seulement leurs propres morts. Un certain nombre de personnes s'associent, forment au moyen d'un apport premier de cotisations mensuelles, une caisse commune, chargée de pourvoir dans la suite aux funérailles des associés. Voilà les collèges funéraires. Ce but commun à tous, ils l'atteignent de diverses façons : les uns payent à la famille du défunt ou à son héritier une somme d'argent destinée à couvrir les frais de ses funérailles, les autres nomment des dignitaires spécialement chargés d'ensevelir les morts, la plupart font construire un monument ou achètent un cimetière où chaque associé a sa place. Leur préoccupation constante est toujours d'assurer la sépulture de leurs membres.

Ceci établi, il est étrange que nos collègues n'aient pas reçu à Rome le nom de funéraires. Cette expression, en effet, ne se trouve pas dans les textes ; elle a été créée par la critique moderne : au témoignage de Schiess ⁽¹⁾, Mommsen en serait l'inventeur. Voici l'explication de cette anomalie. Parmi les collègues qu'aujourd'hui nous appelons funéraires, quelques-uns avaient été créés dans un but tout autre que de pourvoir aux funérailles des associés ; c'étaient ou des collègues d'artisans ou peut être même des collègues purement religieux, devenus funéraires pour des motifs que nous ignorons. Ceux-là prenaient logiquement le nom de : *collegium fabrorum* (dendrophorum tignuarium, etc.) ou de : *collegium*

⁽¹⁾ SCHIESS : *Die Collegia funeraticia nach den Inschriften*, p. 1.

cultorum deorum. Les appeler : *collegia funeraticia* eût été inexact. Les autres, ceux qui ne joignaient pas à leur but funéraire les attributions ordinaires des collèges d'artisans ou des collèges religieux, se préoccupaient cependant, en dehors des funérailles de leurs membres, d'objets bien différents, notamment de distributions de secours (*sportulæ*), d'assistance durant la vie des associés. Pour ces derniers, l'appellation de *collegia funeraticia* eût été incomplète. Voilà pourquoi les Romains n'ont pas connu cette expression. Nos collèges ont pris fréquemment le nom d'une divinité, ils se sont appelés quelquefois, simplement, *collegium sodalitas*, ou encore *collegæ*, *sodales*, *socci*, sans faire allusion au but qu'ils poursuivaient. Nous verrons que pour les désigner dans leur ensemble, les textes emploient l'expression de *collegia tenuiorum*, à défaut de celle de *collegia funeraticia*. Mais on ne saurait conclure de l'absence dans les sources de cette dernière dénomination au caractère accessoire des attributions funéraires de nos collèges. Celles-ci sont au contraire leur raison d'être capitale. La plupart des documents qui nous sont parvenus, sont des inscriptions funéraires. Les rares exemples de *leges collegii* qui ont subsisté, démontrent également la place prépondérante qu'occupe la sépulture dans les attributions de nos collèges. Ainsi la *lex* du collège de Diane et d'Antinous règle et prévoit les différents cas : comment se célébreront les funérailles de l'associé décédé loin de Lanuvium, siège du collège ? Comment fera-t-on celles de l'esclave dont le maître refuse de livrer le corps ?

On peut s'étonner à bon droit de l'existence de ces associations de prévoyance, car la prévoyance est une vertu que les peuples anciens ont à peu près entièrement ignorée. Grâce à la déplorable répartition des richesses, à la con-

currence meurtrière du travail servile, grâce enfin au système économique vicieux, inauguré par l'empire, on s'habitua à vivre au jour le jour, sans souci du lendemain et à recevoir des mains de l'Etat la nourriture quotidienne : l'empereur devint le pourvoyeur des besoins et des plaisirs de la plèbe : la fameuse devise d'Horace « carpe diem » devint la devise de Rome. Il faut dire du reste, que nulle part, les secours publics ne furent aussi bien organisés.

A partir de César, le blé fut distribué gratuitement au peuple ; sous Auguste, deux cent mille personnes participèrent à ces distributions régulières, chacune ayant droit à cinq *modii* de blé par mois, (25 kilogrammes de pain environ). Septime Sévère ajouta une ration d'huile, et Aurélien de la viande à l'ordinaire du peuple romain. Sous ce prince, les distributions se font chaque jour, car le peuple ne veut même plus prendre la peine de transformer en pain le blé qu'il reçoit, il lui faut maintenant du pain tout préparé. La marque remplace la tessère, et c'est sur la présentation de cette marque que les employés du préfet de l'annone remettent à chacun la part qui lui revient, (*panis gradilis*).

Comme les enfants au-dessous de l'âge de onze ans ne pouvaient figurer sur le rôle frumentaire, on dut avoir recours à d'autres expédients ; les tables alimentaires furent créées. (1) Tout le monde connaît le mécanisme ingénieux de ces fondations charitables ; il nous semble donc inutile d'insister sur ce point. On ne peut, il est vrai, affirmer d'une façon certaine que l'institution ait eu une portée générale, mais tout porte à le croire : nous con-

(1) Sur les tables alimentaires on peut consulter l'*Histoire Romaine* de M. DURUY, t. IV, p. 783.

naissions, en effet, nombre de municipes de mince importance dotés de tables alimentaires, soit par Trajan, soit par ses successeurs.

Dans les provinces, de riches particuliers suivirent l'exemple donné par les empereurs : la charité privée secondait les efforts de la charité légale. ⁽¹⁾

C'est ainsi que, dès son enfance, le citoyen se laissait entretenir par l'Etat ; le nom, qui avait figuré sur les tables alimentaires, avait bien des chances de figurer sur les registres frumentaires.

La constitution de Caracalla augmenta encore la clientèle des pauvres ; les distributions gratuites furent multipliées. On a trouvé jusque dans les ruines de Palmyre des tessères frumentaires, ainsi que des bons de pain et d'huile !

D'ailleurs les empereurs ne se bornèrent pas à assurer la vie matérielle du peuple, ils voulurent encore pourvoir à ses autres besoins par des gratifications extraordinaires. Ces gratifications extraordinaires devinrent même si fréquentes, qu'elles formèrent pour les pauvres une source de revenus certains, un véritable patrimoine. César se ruina en prodigalités, espérant faire ainsi oublier à Rome sa liberté perdue : à sa mort, chaque citoyen reçut à titre de legs la somme de 300 sesterces.

Le testament de César facilita singulièrement l'avènement d'Octave. L'exemple était bon à suivre. Tibère et Caligula, à titre d'exécuteurs des volontés de leurs prédécesseurs, vidèrent le trésor entre les mains de la foule ; c'est ainsi que le parcimonieux Tibère laissa 240 sesterces à chacun de ses administrés, il est vrai qu'il leur laissait aussi Caligula.

(1) *PLINE. Epist.*, I, 8.

Si l'on joint à tout cela les congiales fréquents, les dons de joyeux avènement, les distributions supplémentaires, les gratifications faites pendant les jeux (*missilia*), on peut voir ce qu'était, pendant l'Empire, le casuel du peuple romain.

Les meilleurs empereurs suivirent ces errements ; en une seule fois Marc Aurèle donne huit *aurei* ⁽¹⁾ à chaque citoyen, et Septime Sévère, dix.

Enfin les familles riches voyaient se grouper autour d'elles, une multitude de gens besogneux, qui, sous le nom de clients, se faisaient nourrir et entretenir sans le moindre souci de leur dignité.

La sportule du client n'était pas toujours bien garnie, mais enfin, c'était toujours quelque chose : le client était assuré de ne pas mourir de faim. A l'époque de Néron, la sportule est estimée vingt-cinq as. Il est vrai que la clientèle ne se recrutait pas dans les classes infimes de la société ; les patrons ordinairement choisissaient mieux. Ainsi, grâce à l'organisation des secours publics et privés, grâce aux distributions régulières de vivres ou d'argent l'individu pouvait se passer du travail, abandonné aux esclaves.

La vie matérielle n'était d'ailleurs pas chère à Rome, puisque, au témoignage de Sénèque, la modique somme de deux as suffisait à combattre la faim pendant un jour.

Bien des gens se contentaient de ce minimum : un pain de deux as avec quatre sardines, voilà le menu d'un festin de gala dans l'humble collège de Lanuvium. La populace de Rome ne demandait aux empereurs que du pain et des jeux, proclamant ainsi hautement son droit à

(1) L'aureus valait environ 26 fr. 85 de notre monnaie.

l'oisiveté : les empereurs tinrent compte de cette double demande.

Ce fut la religion qui enseigna au peuple le souci de l'avenir et qui jeta dans la plèbe romaine le germe fécond de la prévoyance.

La religion romaine comme certaines religions anciennes, faisait dépendre le sort des âmes après la mort des rites mêmes de l'ensevelissement. Les mânes de ceux qui n'avaient pas reçu les honneurs de la sépulture, suivant les formes prescrites, devaient errer misérablement, sans trouver nulle part la paix et le repos souhaités.

Tous les soins de l'homme sur cette terre devaient donc tendre à prévenir un pareil risque, en assurant une retraite honorable à sa dépouille mortelle.

Ici l'Etat n'intervenait pas et la fosse commune attendait l'imprudent qui n'avait pas su se ménager un tombeau.

Les pauvres gens, les affranchis, les esclaves même, ne se préoccupaient pas moins que les riches de ce qu'on ferait d'eux après leur mort. Comme eux, ils voulaient avant de mourir avoir l'assurance qu'on rendrait à leur corps les derniers devoirs. Ne pouvant compter sur leurs propres ressources, ni sur celles de leurs héritiers, en supposant que la loi leur permit d'en avoir, ils formaient entre eux des collèges (*collegia tenuiorum*) dont l'objet principal était de pourvoir aux funérailles des associés.

Ces associations se formèrent d'abord entre affranchis ou esclaves d'une même maison. On en trouve des exemples qui remontent au temps de la République. A partir d'Auguste, les affranchis et esclaves de la maison impériale établirent plusieurs associations de ce genre. Nous citerons seulement celles des affranchis et esclaves de la maison de Livie et des Césars, fils adoptifs d'Auguste,

de la maison de Marcella, la plus jeune fille d'Octavie, sœur d'Auguste.

A côté de ces associations, il en est d'autres qui avaient un but tout différent, les collèges d'ouvriers, par exemple, et qui, cependant, s'occupaient aussi d'assurer à leurs membres une sépulture convenable ; tel était sous la République, le collège des fabricants de bagues (Anularii) à Rome.

Au premier siècle de l'Empire, on voit apparaître des associations plus larges, formées entre les personnes de professions très diverses, qui se placent sous le patronage d'une divinité, dont elles se disent les adorateurs (cultores), comme les corporations du moyen-âge se mettaient sous le vocable d'un saint. Ces collèges ont presque tous pour but principal de pourvoir à la sépulture de leurs associés. Tels sont les cultores Augusti ou Fortunæ, Victoriæ, Larum Augusti, le collegium Silvani sous Domitien, les cultores Silvani et le collegium larum Volusianorum, sous Vespasien ou Titus (70-80), les cultores Silvani de l'an 97. Quelques-uns de ces collèges paraissent cependant avoir été fondés pour un but plutôt religieux, par exemple, les Seviri Augustales, les cultores domus divinæ, les cultores D. S. I. Mithræ.

C'est surtout au deuxième siècle que les collèges funéraires prennent une grande extension. Quelques-uns d'entre eux ajoutent à leur dénomination, le qualificatif *salutare* ou *salvum*, qui paraissait d'un bon augure pour la prospérité de l'association. Les constitutions impériales particulièrement les mandats, les autorisent à Rome, en Italie et dans les provinces, et déterminent les conditions sous lesquelles ils pourront s'établir. Les femmes y étaient admises ainsi que les esclaves.

Les empereurs reconnaissent formellement aux esclaves

le droit d'en faire partie avec l'autorisation de leur maître. C'est surtout pour eux que ces collèges étaient utiles. La situation des esclaves avait bien changé depuis la fin de la République. Anciennement, l'esclave était traité comme un membre de la famille ; le maître avait des devoirs envers lui : il ne pouvait lui refuser la sépulture. Au point de vue religieux, l'esclave était regardé comme un homme : le chef de famille sacrifiait aux dieux pour lui comme pour ses enfants. Les Romains étaient convaincus que l'esclave avait comme les autres hommes une âme qui avait besoin d'un asile après la mort. Les prêtres offraient des sacrifices à ses mânes et le lieu où il était inhumé était religieux. Plus tard, l'accroissement du nombre des esclaves dans les grandes maisons, l'affaiblissement de la moralité publique firent oublier aux maîtres leurs devoirs envers les esclaves. Si l'on rencontre encore, sous l'Empire, des maîtres comme Pline le Jeune qui pleurent la mort de leurs esclaves et qui prennent soin de leur sépulture, il en est beaucoup qui les considèrent comme une marchandise et qui ne voient dans leur décès qu'une perte d'argent. L'esclave qui a un mauvais maître ou un maître indifférent, doit se préoccuper de sa sépulture. C'est à lui de faire des économies pour s'assurer un tombeau ou une place pour ses cendres dans un columbarium. Sinon, il sera jeté au pourrissoir (*puticulus*), à moins que ses amis ne se cotisent pour lui acheter un tombeau.

Le parti le plus sûr était de s'associer à un collège funéraire ; mais il fallait obtenir du maître une autorisation qui pouvait être refusée. L'esclave acquérait, en vertu de cette autorisation, une certaine personnalité, et le maître devait en supporter les conséquences économiques : il ne pouvait prétendre à aucun droit ni sur les

cotisations versées par son esclave, ni sur les autres prestations qu'il avait pu fournir. S'il refusait par méchanceté de livrer le corps de son esclave, celui-ci était assuré que ses confrères lui feraient des funérailles imaginaires (*funus imaginarium*) en lui érigeant un cénotaphe.

Les monuments épigraphiques donnent des détails assez précis sur l'organisation des collèges funéraires. Pour faire face aux dépenses qu'occasionnaient les funérailles on constituait un fonds commun (*arca*) administré sous caution par des curateurs ou des questeurs. Ce fonds commun provenait de deux sources principales : d'abord, les cotisations des associés. Chacun d'eux devait, lors de sa réception, un droit d'entrée (*hapitularium*) ; il devait, en outre, payer une cotisation mensuelle. A Lanuvium, le droit d'entrée était de cent sesterces avec une amphore de bon vin ; la cotisation était de cinq as par mois. D'autre part, le collège profitait des donations, legs ou des fideicomis, qui lui étaient adressés, ainsi que des amendes infligées aux associés pour infraction aux statuts. Un sénatus consulte (*Divi Marci*), cité par Paul, donna à tous les collèges la capacité de recueillir un legs ; mais peut-être, cette capacité avait-elle été accordée antérieurement à certains collèges ou plutôt aux collèges de certaines régions, comme l'Italie. Il est à remarquer, en effet, que si l'on trouve plusieurs inscriptions mentionnant des legs faits à des collèges d'Italie, les exemples sont très rares pour les provinces. Les collèges ne pouvaient recueillir la totalité ni une quote-part des biens d'une personne, sous forme d'institution d'héritier, mais seulement par voie de fideicomis. Cependant une inscription de Misène donne le titre d'héritiers aux membres d'un collège ; mais il s'agit de matelots de la flotte qui

jouissaient des privilèges accordés aux militaires en matière de testament ⁽¹⁾.

Malgré leur utilité incontestable, les collèges funéraires eurent généralement une existence éphémère, à moins qu'ils n'aient eu la rare fortune de trouver un protecteur à la fois riche et généreux. En effet, le premier soin d'un collège naissant était de chercher à s'assurer la collaboration d'un haut personnage : l'association y trouvait un double avantage : d'abord, elle se ménageait une source féconde de revenus, ensuite un défenseur puissant qui pouvait être fort utile dans certaines circonstances.

Le président du collège était en quelque sorte moralement tenu de signaler sa gestion par des libéralités extraordinaires, que ses administrés reconnaissants payaient en honneurs et en flatteries. Tantôt ce fonctionnaire invitait ses humbles collègues à des repas solennels, tantôt il embellissait la schola où se tenaient les assemblées ; d'autres fois, il donnait à l'association un terrain pour enterrer ses morts ; quelquefois enfin, il léguait des domaines ou de l'argent, avec affectation des revenus produits à certaines dépenses déterminées d'avance.

Enfin, le collège s'efforçait de grouper autour de lui un certain nombre de membres honoraires, sous le nom de patres ou de matres collegii : ces personnes souvent fort riches contribuaient aux dépenses communes sans participer aucunement aux avantages offerts par la société.

Si le collège ne trouvait aucun protecteur, la caisse ne devait pas tarder à se vider, car son organisation ne

(1) Corp. X, 3483.

reposait sur aucune base scientifique et il ne restait plus aux associés qu'à se séparer⁽¹⁾.

Les frais funéraires étaient à la charge du collège, si le défunt avait payé régulièrement sa cotisation. Il faut distinguer deux sortes de collèges : ceux qui se chargent d'inhumer dans une sépulture commune les confrères décédés, ou de déposer leurs cendres dans un columbarium, ont, par voie de conséquence, la charge des funérailles. D'autres collèges se bornent à mettre à la disposition de l'héritier, institué par le défunt une certaine somme (*funeraticium*) pour faire face aux frais de la sépulture. A Lanuvium, cette somme était de trois cents sesterces, mais on prélevait cinquante sesterces pour être distribués autour du bûcher à ceux des confrères qui avaient suivi le convoi (*sportula exequiaria*). A Cabeza del Griego, en Espagne, le *funeraticium* n'était que de deux cents sesterces. Cette somme très modique servait à payer les obsèques et l'inhumation, et il restait souvent quelque chose pour acheter une table de marbre où l'on gravait l'inscription destinée à perpétuer la mémoire du défunt et de ses collègues. A Crémone, une femme déclare qu'elle a payé trente deniers ou cent-vingt sesterces *in funus et memoriam*. Avec deux cents, trois cents sesterces, on pouvait se permettre un luxe relatif.

Si le confrère était mort intestat, le collège se chargeait de ses funérailles : le *funeraticium* n'était pas remis aux héritiers légitimes. L'entrée dans un collège funéraire manifestait suffisamment la volonté du défunt de charger ses collègues de ses obsèques. Cette présomption ne

(1) Des tablettes de cire trouvées en Transylvanie contiennent la copie d'un acte destiné à porter à la connaissance du public la dissolution du collège des adorateurs de Jupiter Cernerius. (*Corp. VI, 10243*).

pouvait être écartée que par un acte de dernière volonté instituant un héritier.

A Lanuvium, quand un confrère mourait à une distance de plus de vingt-milles, on envoyait trois délégués avec l'argent nécessaire pour les obsèques; on leur payait à eux-mêmes pour frais de déplacement vingt sesterces par tête. Si, dans ce même cas, le collège n'avait pu être avisé en temps utile, la personne qui avait bien voulu se charger des obsèques avait un recours contre le collège pour le montant habituel du *funeraticium*. C'était une règle analogue à celle qui était depuis longtemps consacrée pour tous les citoyens par l'édit du préteur.

Le statuts des collèges d'ouvriers contenaient souvent, comme nous l'avons vu, les dispositions relatives aux funérailles des membres décédés. Le *funeraticium* était généralement plus élevé que dans les collèges funéraires proprement dits. A Aquincum, le Collège des *Centonarii* payait trois cents deniers ou douze cents sesterces; à Sarmizegetusa, le collège des *Fabri*, quatre cents deniers ou seize cents sesterces. A Rome, le *corpus mensorum machinariorum* payait un *funeraticium* vraisemblablement supérieur. Les associés pouvaient d'ailleurs y renoncer, soit par actes entre vifs, au profit de leurs confrères, soit par acte de dernière volonté, et dans ce dernier cas, en effectuer le revenu à des sacrifices que les membres du collège devaient offrir à des jours déterminés. A Tibicum, le collège des *Fabri* partage avec les frères du défunt les frais des funérailles. En l'absence d'une clause des statuts ou d'un décret de la corporation, les associés pouvaient encore, par voie de cotisation volontaire, participer aux frais funéraires d'un collègue décédé. Enfin, dans certains collèges, les femmes et les enfants des associés étaient enterrés aux frais de la corporation.

L'organisation des collèges funéraires était en somme assez sommaire, mais si rudimentaire soit-elle, on ne peut s'empêcher en l'étudiant de la rapprocher de celle de nos sociétés modernes. Il y a des ressemblances indéniables entre les deux institutions, de part et d'autre nous trouvons une cotisation périodique, des droits d'entrée, des amendes, car il existait dans les collèges romains une certaine juridiction disciplinaire. ⁽¹⁾ Enfin, curieuse coïncidence à remarquer, les membres honoraires n'étaient pas inconnus à Rome; on les désignait par les termes de *patres* ou *matres collegii*, comme nous l'avons vu.

Il est incontestable que les collèges romains et nos associations procèdent de la même pensée et tendent vers le même but: prévoyance d'une part, épargne de l'autre. Malgré leur caractère étroit, l'idée de fraternité et de solidarité est fort apparente dans les collèges; un membre esclave est-il affranchi, il fête avec ses frères l'aurore de sa liberté en leur offrant une amphore de bon vin; un maître farouche refuse-t-il de livrer aux associés le corps d'un de ses esclaves, l'association toute entière proteste en célébrant des funérailles fictives en l'honneur du pauvre défunt et ne craint pas de flétrir l'inhumanité du maître au risque de s'attirer les plus graves désagréments.

Malgré toutes ces ressemblances nous croyons téméraire l'assimilation complète entre les deux institutions. La capacité des collèges est plus grande que celle de nos sociétés de secours mutuels; ils forment des personnes morales et jouissent de presque tous les privilèges attachés à la personnalité: ils peuvent se faire représenter en

(1) Les statuts du collège de Lanuvium punissent d'amendes diverses infractions.

justice par leur syndic; ils peuvent enfin recevoir des legs et posséder corporativement des immeubles. Leur rôle social est aussi différent : dans leurs règlements nous ne trouvons aucune trace de subventions accordées aux sociétaires malades ou infirmes, de secours donnés aux confrères indigents. L'emploi des fonds sociaux était réglé d'avance : l'argent versé dans la caisse commune devait exclusivement servir à payer les frais funéraires. L'association avait aussi parfois des ressources extraordinaires provenant de la générosité des bienfaiteurs; ces recettes exceptionnelles recevaient diverses affectations suivant la volonté du donateur, mais il était interdit d'en rien distraire pour la communauté et à plus forte raison pour des secours aux membres. Faut-il conclure cependant que les sociétaires pauvres et infirmes n'avaient jamais rien à espérer de leurs collègues ? C'est selon nous une exactitude. Certainement, les statuts sont muets sur ce point : on ne voulait pas se mettre en contradiction flagrante avec la législation, qui n'autorisait que les collèges funéraires. Sous les empereurs surtout le pouvoir central aurait pu considérer comme un réel danger pour l'Etat la création d'associations permanentes ayant une sphère d'action presque illimitée et disposant de capitaux importants. Le silence du règlement ne prouve qu'une chose selon nous, c'est que l'association ne s'engageait pas à fournir des secours à ses membres dans le besoin, elle se réservait une entière liberté d'appréciation; probablement les secours devaient être accordés par l'assemblée générale, sur la proposition d'un des questeurs; elle en avait certainement le droit, car nous la voyons décider des dépenses qui n'ont rien de funéraire : l'érection d'une statue à un bienfaiteur par exemple. Remarquons aussi que de fréquentes distributions de vivres et d'argent

venaient aider les associés indigents. En somme, l'association ne promettait rien, mais chacun savait qu'on pouvait compter sur elle dans les circonstances difficiles. Les sociétaires se donnaient entre eux le titre de frère et de sœur, ce qui implique une étroite solidarité et une touchante intimité. L'individu incorporé dans un collège n'était donc plus seul; tout en étant protégé, il s'habituaît à l'épargne et à la prévoyance, il y trouvait non seulement une douce amitié, mais encore des secours en cas d'infortune, cela nous amène à conclure que si en droit les collèges funéraires n'étaient nullement des associations de secours mutuels, ils s'en rapprochaient beaucoup en fait, c'est du reste ce que nous croyons avoir suffisamment démontré dans les quelques pages que nous leur avons consacrées, regrettant de ne pouvoir nous étendre davantage sur cette intéressante étude.

Nous devons mentionner à côté des collèges funéraires une autre institution qui ressemble beaucoup à nos associations modernes: c'est dans l'armée que nous la trouvons. Les soldats avaient droit à la ration (*annona*), la paye (*stipendium*), et la retraite (*præmium*). Outre cela, ils recevaient souvent de l'empereur ou de leurs chefs des gratifications extraordinaires, comprises sous le nom de *donativum*. Pour que les soldats ne dilapident pas entièrement les sommes quelquefois fort importantes qu'ils recevaient en *donativum*, l'Etat exigeait qu'une partie en soit mise en réserve dans des espèces de caisses d'épargne (*follis*) créées dans chaque cohorte.

Dans chaque légion, il y avait également une caisse dont les fonds étaient destinés à payer les funérailles des soldats morts au service.

A sa libération, le soldat touchait la somme qui avait été économisée et versée dans la caisse de cohorte. Avait-il

droit à des intérêts? c'est vraisemblable, mais aucune indication précise ne permet de l'affirmer.

A côté de cette institution officielle, nous trouvons une institution privée analogue, car la défense de fonder des collèges dans les camps ne fut jamais observée. Partout il se forma des associations entre officiers ou soldats: elles portaient le nom de *scholæ* et différaient sensiblement des collèges funéraires que nous venons d'étudier. D'après les textes qui nous restent⁽¹⁾, on peut supposer que les collèges militaires fonctionnaient comme des sociétés de secours mutuels munies de caisses de retraite.

En entrant dans la *Schola*, chaque membre payait un droit d'entrée et prenait l'engagement de verser une cotisation périodique, moyennant quoi, il jouissait de certains avantages qui nous sont fort mal connus: un des plus considérables était apparemment de pouvoir participer aux avantages de l'*arca* ou caisse de retraite, moyennant un versement fixe et unique, qui portait le nom de *scamnarium* et qui semble avoir toujours été fort élevé⁽²⁾.

Les collèges militaires différaient certainement des collèges funéraires, car à ce titre, ils n'auraient eu aucune raison d'être, puisque la bourse commune de la légion supportait tous les frais quand un soldat venait à mourir en activité de service. Ils ont dû être autre chose que de simples cercles; puisque les sommes qu'ils exigeaient étaient considérables. Leur but a été très certainement d'atténuer les risques de la vie du soldat: blessures, maladies et accidents de toutes sortes. L'association

(1) Voir sur les collèges militaires Orelli, inscriptions n° 6790, 7420 et 7429.

(2) Environ 800 fr. dans le collège des *cornicularii* (officiers). On pouvait faire parti de la *schola* sans être agrégé à l'*arca*, mais la réciproque n'était pas admise.

allouait une indemnité au membre malade ou blessé et veillait à ce qu'il fût convenablement soigné. De plus, on comptait une certaine somme au confrère qui devait entreprendre un voyage pour solliciter de l'avancement ⁽¹⁾. On agissait de même envers celui qui montait en grade. Le sociétaire déchu n'était pas non plus abandonné, on ne voulait pas qu'il fût exposé à se trouver sans ressources. Cette assistance dans le malheur est touchante à noter à une époque où la cruelle maxime « *homo homini lupus* » était généralement en honneur.

Enfin l'association payait une certaine somme d'argent (anularium) au confrère qui avait obtenu son congé et qui s'appretait à quitter l'armée ; cette somme, jointe à la retraite, permettait au soldat libéré de rentrer dans son pays et de s'y établir confortablement.

L'assistance que trouvait le militaire auprès des scholæ n'était donc pas à dédaigner et c'est justice, croyons-nous, de les faire figurer à côté des collèges funéraires dans une étude sur les institutions de prévoyance à Rome.

Tel serait le bilan de l'antiquité, en matière d'assistance mutuelle, si parallèlement aux collèges funéraires païens ne s'étaient développées les associations chrétiennes. Sans parler ici des communautés des premiers chrétiens, où l'on peut trouver l'application du communisme, mais non pas celle de la mutualité, il est prouvé maintenant que l'Eglise adopta pendant les siècles de persécution, la forme légale d'une association funéraire. Les collèges chrétiens dont on ne découvre l'existence qu'à partir de la fin du II^e siècle, sont de véritables sociétés de secours mutuels. C'est d'eux que Tertullien disait :

(1) L'arca lui donnait cette somme pour faciliter ses démarches : *ad spem suam confirmandam*.

« Hæc quasi deposita pietatis sunt : nam inde non epulis nec ingratis voratrinis dispensatur ; sed egenis alendis humanisque, et pueris ac puellis, re ac parentibus destitutis, jamque domesticis senibus, item naufragis. Et si qui in metallis et si qui in insulis vel in custodiis dumtaxat ex causa Dei sectæ alumni confessionis suæ fiunt ⁽¹⁾. »

Voilà donc des associations qui emploient leurs revenus à secourir leurs pauvres, leurs orphelins, leurs vieillards, ceux de leurs membres qui ont fait naufrage ou qui sont persécutés. C'était l'application du double précepte évangélique : *Aimez-vous les uns les autres ; faites aux autres ce que vous voudriez que l'on vous fit*. Chaque chrétien si ses moyens le lui permettaient, versait mensuellement une modique cotisation dans la caisse commune dont les revenus servaient à nourrir les indigents et à soulager les malades. Le trésor des pauvres, alimenté par ces cotisations périodiques, grossi par les aumônes et les offrandes des fidèles, permit à l'Eglise de se passer pendant trois siècles de l'appui de l'Etat. Chaque diaconie formait une société de secours mutuels ayant sa bourse spéciale et sa comptabilité distincte. Les catacombes nous montrent enfin, que l'Eglise naissante n'oubliait pas ses devoirs d'association funéraire, et qu'elle savait préparer à ses morts une demeure digne d'eux.

Ces quelques éclaircissements donnés, nous croyons qu'il serait puéril de contester l'heureuse influence des principes du Christianisme sur le développement de la Mutualité, ⁽²⁾ L'idée évangélique de la fraternité des hommes était bien faite pour contribuer à son succès: les

(1) *Apolog.*, 39.

(2) V. sur cette question LAURENT : *Le Paupérisme et les Associations de prévoyance* t. I, pages 161 et 162.

hommes sont frères, donc ils doivent s'entr'aider et se soutenir. Que les circonstances deviennent favorables, c'est-à-dire que les hommes dans les temps troublés sentent plus impérieusement le devoir de s'unir pour se protéger les uns les autres, ils se rappelleront qu'ils sont frères et leur loi morale s'unira avec les nécessités du moment pour les inviter à s'associer.

DEUXIÈME PARTIE

L'Idée de Mutualité dans les Temps Modernes

CHAPITRE PREMIER

Les Ghildes

De toutes les formes d'associations où se rencontre l'idée d'assistance mutuelle, les ghildes sont peut-être les premiers en date. Leur origine est très obscure. On s'accorde pourtant assez généralement à placer leur berceau dans la Scandinavie. Augustin Thierry, en poète plutôt qu'en historien, reconstitue ainsi l'origine des ghildes : « Dans l'ancienne Scandinavie, ceux qui se réunissaient aux époques solennelles pour sacrifier ensemble, terminaient la cérémonie par un festin religieux. Assis autour du feu et de la chaudière du sacrifice, ils buvaient à la ronde et vidaient successivement trois cornes remplies de bière : l'une pour les dieux, l'autre

pour les braves du vieux temps, la troisième pour les parents et les amis dont les tombes, marquées par des monticules de gazon, se voyaient çà et là dans la plaine ; on appelait celle-ci la coupe de l'amitié. Le nom d'amitié, minne, se donnait aussi à la réunion de ceux qui offraient en commun le sacrifice, et d'ordinaire, cette réunion était appelée ghilde, c'est-à-dire banquet à frais communs ⁽¹⁾. »

Ce récit est une éloquente paraphrase de ce que Tacite nous a rapporté sur le convivium germanique⁽²⁾ ; mais il existe entre ces deux institutions une différence radicale : le convivium n'a rien de fixe ; ceux qui y prenaient part ne formaient pas une association. La ghilde, au contraire, est une association : le lien qui unit ses membres est même si puissant qu'on a pu y voir une extension de la famille ⁽³⁾, nous trouvons chez elle les caractères d'une institution de protection et de secours mutuels.

Comme nous l'avons dit, les origines de la ghilde sont extrêmement obscures, les efforts de Wilda et de Brentano n'ont pas réussi à en dissiper les ténèbres ⁽⁴⁾ : la faiblesse des pouvoirs constitués, la nécessité pour l'individu de pourvoir à sa propre défense, telle fut, sans doute, l'idée première de ces singulières associations répandues dans presque toute l'Europe encore à demi barbare.

Le besoin de secours ou d'appui, voilà le mobile commun de toutes associations, en général. Lorsque le gouvernement est faible, les associations tenteront de suppléer à son impuissance ; lorsqu'il est fort, elles

(1) *Considérations sur l'Histoire de France*, chap. v.

(2) TACITE : *Germ.* 22.

(3) PROU : *Grande Encyclopédie au mot ghilde*.

(4) *Essay on the development of gild in England*. — *Das Gildenwesen im Mittelalter*.

seconderont son action ; lorsqu'il est tyrannique, elles s'insurgeront contre lui. La gilde s'est montrée successivement dans ce triple rôle.

En Angleterre, certains auteurs vont chercher les origines de la gilde dans les lois d'Ina (688-725) et d'Alfred (871-901). Ce qui est certain, c'est qu'au x^e siècle, il existait à Londres une gilde puissante, la *Cnithen Gild*, présentant le caractère d'une association de protection et de secours mutuels.

Au xi^e siècle l'institution entre dans une ère de prospérité ; c'est, en effet, vers cette époque que la grande gilde de Cambridge entreprend la rédaction de ses premiers statuts.

D'ailleurs, les gildes anglaises remplirent toujours fidèlement la mission sociale qu'elles s'étaient donnée, sans chercher à dépasser le but poursuivi ; c'est pourquoi nous les voyons vivre en bonne intelligence avec le pouvoir royal comme avec l'autorité ecclésiastique.

En France, un capitulaire de 779 nous permet de conclure à l'existence déjà ancienne de la gilde :

C. 16. — « De sacramentis pro gildonia conjurantibus ut nemo facere præsumat. Alio vero modo de eorum eleemosynis, aut de incendio, aut de naufragio, quamvis convenientiam faciant, nemo in hoc jurare præsumat. » (Pertz, *Leges*, t. I, p. 37).

Pour l'Allemagne, les capitulaires de 789 et de 794 (Pertz, *Leges*, t. I, p. 68 et 74), pour la Flandre, un capitulaire du ix^e siècle (Baluze, t. I, col. 775, *De conjurationibus servorum quæ fiunt in Flandris*... Cap. de Louis-le-Pieux en 821), nous conduisent à une conclusion semblable.

Circonstance intéressante à noter ; dès leur apparition,

les ghildes françaises se mettent en opposition avec le gouvernement et avec l'Eglise. Les mots de *conspiratio* et de *conjuratio*, dont se servent les capitulaires pour désigner les nouvelles associations, montrent clairement qu'elles avaient des prétentions politiques, incompatibles avec l'ordre de choses établi.

Tandis qu'en Allemagne les ghildes se mirent de bonne heure en règle avec la société et même avec le gouvernement qui les toléra et les favorisa parfois, en France, elles persévérèrent dans l'opposition et jouèrent un rôle important dans les révoltes locales des ix^e et x^e siècles.

Un capitulaire de Karloman (884) nous montre que les ghildes savaient, au besoin, se passer de la justice royale et faire valoir elles-mêmes leurs droits : « Nous voulons, dit ce capitulaire, que les prêtres et les officiers du comte ordonnent aux villageois de ne point se réunir en associations appelées ghildes contre ceux qui leur enlèveraient quelque chose, mais qu'ils portent leur cause devant le prêtre et l'officier du comte... » (*Cap. Karlomani regis* (an 884), ap. *Baluze*, t. II, col. 290).

En Allemagne, l'influence des ghildes est plus considérable qu'en France, mais elle s'affirme d'une façon plus régulière et plus légale. Protégées par les empereurs, dont elles servaient la politique, ces associations ne furent prosrites qu'à de rares intervalles, à la suite de troubles intérieurs. (C'est ainsi que Frédéric II prohiba les ghildes comme favorisant les complots. (*Wilda*, p. 116).

En Flandre, un capitulaire de Louis-le-Pieux, en 821, défend les associations ghildiques après une révolte de serfs. La politique du moyen-âge est donc diamétralement opposée à la politique romaine, qui, loin de prohiber, encourageait au contraire les collèges de pauvres gens; c'est que les temps étaient changés; les idées

d'indépendance et de liberté fermentaient déjà obscurément dans les basses classes de la société.

Jusqu'au xvi^e siècle, les ghildes vécurent prospères et respectées dans le Nord ; on ne trouve aucune trace de mesures restrictives prises contre elles.

Etablir une classification précise parmi les ghildes, serait une œuvre à peu près irréalisable. Toutes ces associations diffèrent en effet les unes des autres ; chacune se présente à nous sous un aspect personnel et original. Le but poursuivi est d'ailleurs essentiellement vague, indécis, fuyant.

Tandis que nos sociétés modernes aiment à spécialiser leur action, à se tracer une ligne de conduite fixe, les associations du moyen-âge affectent des tendances absolument opposées ; elles évitent de borner leur horizon et ne s'effraient point de l'immensité de leur tâche. Cependant, il est possible de distinguer, malgré tout, trois grandes classes de ghildes, trois types principaux et caractéristiques malgré de nombreuses ressemblances :

1^o Les ghildes religieuses ;

2^o Les ghildes de marchands et d'artisans ;

3^o Les ghildes de protection mutuelle (*Conjuraciones*, en France ; *Schutzgilden*, en Allemagne ; *Social gilds*, en Angleterre).

Ces dernières sont évidemment les plus intéressantes à étudier ; remarquons toutefois que l'idée d'assistance et de secours mutuels qui les a inspirées se retrouve également dans la plupart des ghildes appartenant aux autres classes.

C'est sur les ghildes de protection mutuelle que nous allons reporter toute notre attention.

Modelées sur la famille, dont elles ne sont à proprement parler que l'extension, ces ghildes forment un état dans

l'Etat; elles ont leur religion propre, leurs fêtes et leurs dévotions spéciales, leurs lois constitutionnelles, leurs fonctionnaires électifs, enfin leur trésor commun, alimenté par des cotisations périodiques; les membres de l'association s'engagent par serment à se prêter assistance et secours en toutes circonstances privées ou publiques, enfin à s'entraider comme des frères dans la mauvaise fortune.

Nos sociétés de secours mutuels diffèrent profondément des vieilles ghildes. Elles ne sont guère en effet que des sociétés pécuniaires, destinées à couvrir certains risques limitativement déterminés, au moyen du versement d'une somme d'argent; dans la ghilde, au contraire, la promesse de secours embrassait tous les accidents comme tous les incidents de la vie, depuis la maladie et la ruine, jusqu'aux poursuites judiciaires, aux injures, aux voies de fait.

Assistance privée, protection extra-légale, voilà les traits caractéristiques de la ghilde au moyen-âge.

Les ghildes ne se composaient pas simplement d'hommes réunis par des principes de charité et désireux avant tout de se garantir des risques ordinaires de la vie. On cherchait aussi dans la puissance de l'association une force qui suppléât à la faiblesse des pouvoirs publics, et ce but ne pouvait être rempli que par une organisation indépendante et pourvue d'une sanction matérielle. Cette autonomie se manifeste dans les statuts de toutes les ghildes par deux ordres de dispositions : 1^o le secours et la protection accordés par les ghildes à ceux de leurs membres qui se sont rendus coupables d'un crime ou d'un délit; 2^o l'application indépendante de certaines pénalités, au sein même de l'association, par une autorité reconnue de tous. C'est le principe de la solidarité avec toutes ses conséquences.

Le premier souci était de défendre la vie des *conghildæ* ; si l'un d'eux était tué par un étranger, celui-ci devait payer une certaine somme aux héritiers de sa victime et une autre à la ghilde. Jusqu'à ce qu'il ait acquitté sa dette, les *conghildæ* ne devaient avoir avec lui aucun rapport. D'après quelques statuts ils se substituaient aux héritiers de leur confrère, et si le meurtrier ne pouvait fournir la compensation exigée, ils avaient tous le droit de le mettre à mort ; d'après d'autres statuts, comme ceux de la ghilde d'Eric, ils se contentaient de le déférer à la justice du roi. (Wilda, *eod. loc.*, p. 131 — Ghilde d'Eric, § 1 — Ghilde de Cambridge).

Si, au contraire, c'est un des *conghildæ* qui a tué un étranger, tous les autres doivent chercher à mettre sa vie en sûreté ou l'aider à payer la compensation, lorsque le meurtre qu'il a commis ne peut être imputé à sa méchanceté. (Ghilde d'Eric, § 5 — de Flensbourg, § 15 — de Malmö, § 14 — d'Odensée, § 1, 2 — Ghilde de Cambridge). La Ghilde d'Eric contient à ce sujet des prescriptions très détaillées : « S'il arrive que le meurtrier, par crainte de la mort ou par méchanceté, a pris la fuite et mis ainsi ses confrères dans une situation fautive et dangereuse, il sera exclu de la ghilde avec le nom infamant de *nithing* (homme de rien) et tous les *conghildæ* libéreront ceux d'entre eux qui s'étaient engagés à la compensation. Si un membre de la ghilde, par peur ou mauvaise disposition, quoique présent, n'arrache pas son confrère à la mort et si la preuve en est faite par témoins, sans qu'il puisse se disculper par le témoignage de six confrères, il payera trois marcs à chaque membre de la ghilde et sera expulsé comme *nithing*, si quelqu'un se refuse à payer sa part pour le rachat de son confrère, il paiera trois marcs à la ghilde. »

Dans le même ordre d'idées, les membres de la ghilde retiraient de leur union un autre avantage non moins appréciable : l'assistance qu'ils se prêtaient en justice. Au point de vue de la preuve, c'était une simplification considérable que de pouvoir la faire au moyen de *conjuratores*, garants qui certifiaient sous la foi du serment la vérité de votre dire.

La solidarité la plus parfaite existait entre les confrères, puisque devant les tribunaux, l'un d'eux ne devait pas porter contre un autre d'accusation devant l'autorité (*apud potentes*) ni témoigner contre lui (Ghilde d'Eric, § 6 — de Malmoë, § 17, 18 — d'Odensé, § 9 — de Flensbourg, § 21); il était au contraire tenu de l'assister en justice (Ghilde d'Eric, § 8) et de l'accompagner au plaid si la gravité de l'affaire le rendait nécessaire (*si arduum negotium eundi ad placitum habuerit, sequentur eum omnes conghildæ*) (Ghilde d'Eric, § 33 — d'Odensée, § 23). Au plaid, devant la cour de l'évêque ou du roi, la présence des confrères était à la fois une recommandation et une garantie. Leur témoignage, à considérer les choses d'une façon absolue, peut nous paraître d'autant plus suspect qu'ils étaient liés plus intimement avec l'inculpé ou le plaideur; mais cette manière de voir n'était pas celle du moyen-âge. Partout en effet, la coutume exige un nombre de *conjuratores* moindre, s'ils appartiennent à la même ghilde que celui qui est cité devant le tribunal.

L'ingérence de la ghilde dans le droit privé avait pour conséquence logique un droit de surveillance et de juridiction sur ses membres. Tout d'abord la ghilde est un tribunal de conciliation : son but principal est de maintenir la paix entre les confrères et elle se borne aux moyens amiables lorsqu'ils peuvent suffire. Dans tous

les cas, si l'un des confrères veut en citer un autre au tribunal de l'évêque ou du roi, au plaid, au synode, il doit demander l'autorisation du Senior et le consentement de la ghilde. Cette juridiction est de la plus haute importance et ce fut certainement un des points qui attirèrent le plus fréquemment les attaques du pouvoir séculier et épiscopal. Ce n'était pas seulement un tribunal de conciliation, mais ses décisions étaient la plupart du temps confirmées par une sanction pénale : c'est ce qui donne à ses statuts le caractère d'une loi. Les crimes et les délits prévus sont : le meurtre ou la mort d'un confrère (Ghilde d'Eric, § 2, 3, 4, 28) ; les blessures faites avec le poing, un bâton ou quelque autre manière et en général les violences, (Ghilde d'Eric, § 18, 19, 32 — (Ghilde de St-Omer — Ghilde de Berwick, § 6) ; les paroles blessantes ou infamantes, avec une aggravation de pénalité si elles sont prononcées contre l'un des chefs de la ghilde, le Senior, Decanus, Alderman, etc. (Ghilde d'Eric, § 16, 17, 20 — d'Odensée, § 15 — de Flensbourg, § 4 — Ghilde de St-Omer — Ghilde de Ste-Marie à Beverley, — *The original ordinances*, etc., p. 166 — Ghildes de Cambridge et d'Exeter — Ghilde de Berwick, § 5) ; l'introduction d'armes dans la maison de la ghilde avec l'intention d'en frapper un confrère (Ghilde d'Eric, § 21) ; le vol des biens d'un confrère opéré par piraterie ou au moyen de flatteries adressées à un personnage puissant (*confratris sui pecuniam apud præpotentes adulando defraudaverit*) (Ghilde d'Eric, § 7) ; les violences exercées sur des femmes proches parentes d'un membre de la ghilde et l'adultère avec la femme de l'un d'eux, (Ghilde d'Eric, § 3, 9, 40). Enfin, d'une façon générale, on considérerait comme un délit tout refus de prêter à un confrère l'assistance qu'il était en droit

d'attendre de la gilde; c'était une infraction au but même de l'association et elle était sévèrement punie.

La peine prononcée pour tous ces faits et d'autres encore qu'il est inutile de citer plus en détail, était ordinairement une amende, mais jamais une punition corporelle (c'est du moins l'opinion de Wilda, *eod. loc.*, 141 à 143). D'autres historiens prétendent le contraire; nous avouons pour notre part, n'avoir jamais rencontré d'exemple confirmant cette dernière thèse. (V. Gierke, p. 181, 184). Des confrères étaient spécialement chargés de la percevoir ainsi que les droits d'entrée. Cette amende se partageait dans une proportion variable entre la victime et la gilde, ou bien, dans d'autres cas, elle appartenait tout entière à celle-ci. C'était priver les seigneurs d'un certain revenu et créer une nouvelle cause d'hostilité. La pénalité la plus forte était l'exclusion de la gilde avec le titre infamant de *Nithing* (homme de rien). L'individu ainsi exclu perdait tout droit à l'assistance de ses anciens confrères, mais cette peine ne touchait en rien à ses droits de citoyen (Wilda, *eod. loc.*, p. 181, 184), ce qui prouve que la gilde, tout en ayant un pouvoir fort étendu, ne se substituait pas absolument au pouvoir reconnu par les chartes ou les coutumes.

Le principe qui domine en général tous les statuts des ghildes est celui de la liberté la plus complète; l'autorité n'y paraît pas, si l'on en excepte certaines ghildes de métiers, sous la forme d'une surveillance quelconque; elle protège ou proscrit les ghildes, mais n'agit pas pour modifier les lois qu'elles se sont données.

Primitivement, il n'était pas nécessaire sans doute de faire partie d'une certaine classe pour être reçu dans telle ou telle gilde; il n'y avait que des conditions générales à remplir; la première de toutes était de naître dans une

condition libre. Les femmes elles-mêmes n'en étaient pas exclues ; en Angleterre, sur cinq cents ghildes, à peine s'en trouvait-il cinq qui ne les admissent pas. Ces femmes (*sorores*) ne participaient pas aux délibérations et n'étaient pas mêlées à la gestion des affaires communes ; elles avaient seulement le droit d'assister aux réunions religieuses et autres assemblées et bénéficiaient d'ailleurs de l'assistance mutuelle que se devaient les *conghildæ*, à condition de prendre leur part des charges et des dépenses communes. (Wilda, *eod, loc.*, p. 116).

Le nombre des adhérents était très variable ; mais en général les textes ne nous donnent pas de détail sur ce sujet. A en juger par quelques exemples, il pouvait être considérable. Dans la station de marchands étrangers formée à Bergen, on comptait jusqu'à 3.000 membres divisés en deux ghildes, celle de Saint-Martin et celle de la Sainte-Vierge, et comprenant trois classes : *magistri, famuli, discipuli* ⁽¹⁾. La gilde Corpus Christi d'York était beaucoup plus considérable encore ; elle avait 14,850 membres.

Les qualités morales étaient la première des conditions auxquelles on s'attachait dans toutes les espèces de ghildes : « *Idonea sit persona et sine infamia*, » disent les statuts d'une gilde de Kanut. Ensuite, il fallait payer un droit d'entrée, variable à l'infini selon les associations : le plus souvent il est fixé d'avance, d'autres fois, il est réglé à l'amiable entre le président de la gilde et le candidat ; quelquefois il consiste en nature, d'autres fois en argent. Mais il était de règle générale qu'un droit d'entrée devait toujours être payé. C'était un appoint très sérieux pour faire face aux dépenses des réunions, offices, ban-

(1) FORTUYN, p. 76. *Forma stationis Bergensis*.

quets, etc. La gilde des forgerons de Chesterfield, qui n'en exigeait pas, fit bientôt banqueroute. (Voir les statuts des gildes en général : en particulier ceux de la Gilde of St-Katherine, Aldersgate, London. *The original ordinances, etc...* p. 7).

Une dernière condition était de prêter un serment de fidélité aux statuts de la gilde et aux devoirs d'assistance mutuelle qui en sont la base. Ce serment se faisait, soit sur une des lumières entretenues dans une église aux frais de la gilde, « super candelam » soit sur les livres sacrés (Gilde d'Eric, art. 30 — Gilde of St-Katherine). Ce serment était probablement précédé de questions et de réponses déterminées. La formule du serment était elle-même fixée par l'usage et les statuts. (Gilde of St-Katherine. *The original ordinances, etc...* p. 188 — Gilde of the tailors à Exeter, id. p. 316). C'était la partie fondamentale, le lien qui unissait tous les membres de la gilde, et leur créait une obligation nouvelle. A cause de la généralité qui caractérise primitivement ces associations, le serment prêté à l'une d'elles empêchait de faire partie d'une autre; on se devait tout entier à l'association à laquelle on appartenait. Mais cette prohibition ne dura pas, si elle exista jamais d'une façon universelle. La liberté du cumul est formellement reconnue par les statuts de la gilde de Kanut de Flensbourg; ceux de la gilde de la Sainte-Trinité d'Odensée exigent même que le postulant appartienne déjà à une gilde de Saint-Kanut. (Wilda, *eod. loc.*, p. 80, note).

Ces formalités remplies, le nouveau membre échangeait un baiser de paix avec ses confrères réunis en assemblée générale, et il était admis s'il ne se produisait aucune réclamation. Si l'un des assistants formait opposition, on remettait au lendemain pour instruire l'affaire

allouait une indemnité au membre malade ou blessé et veillait à ce qu'il fût convenablement soigné. De plus, on comptait une certaine somme au confrère qui devait entreprendre un voyage pour solliciter de l'avancement ⁽¹⁾. On agissait de même envers celui qui montait en grade. Le sociétaire déchu n'était pas non plus abandonné, on ne voulait pas qu'il fût exposé à se trouver sans ressources. Cette assistance dans le malheur est touchante à noter à une époque où la cruelle maxime « *homo homini lupus* » était généralement en honneur.

Enfin l'association payait une certaine somme d'argent (anularium) au confrère qui avait obtenu son congé et qui s'appretait à quitter l'armée ; cette somme, jointe à la retraite, permettait au soldat libéré de rentrer dans son pays et de s'y établir confortablement.

L'assistance que trouvait le militaire auprès des scholæ n'était donc pas à dédaigner et c'est justice, croyons-nous, de les faire figurer à côté des collèges funéraires dans une étude sur les institutions de prévoyance à Rome.

Tel serait le bilan de l'antiquité, en matière d'assistance mutuelle, si parallèlement aux collèges funéraires païens ne s'étaient développées les associations chrétiennes. Sans parler ici des communautés des premiers chrétiens, où l'on peut trouver l'application du communisme, mais non pas celle de la mutualité, il est prouvé maintenant que l'Eglise adopta pendant les siècles de persécution, la forme légale d'une association funéraire. Les collèges chrétiens dont on ne découvre l'existence qu'à partir de la fin du II^e siècle, sont de véritables sociétés de secours mutuels. C'est d'eux que Tertullien disait :

(1) L'arca lui donnait cette somme pour faciliter ses démarches : *ad spem suam confirmandam*.

« Hæc quasi deposita pietatis sunt : nam inde non epulis nec ingratissimis voracibus dispensatur ; sed egenis alendis humanisque, et pueris ac puellis, re ac parentibus destitutis, jamque domesticis senibus, item naufragis. Et si qui in metallis et si qui in insulis vel in custodiis dumtaxat ex causa Dei sectæ alumni confessionis suæ fiunt (1). »

Voilà donc des associations qui emploient leurs revenus à secourir leurs pauvres, leurs orphelins, leurs vieillards, ceux de leurs membres qui ont fait naufrage ou qui sont persécutés. C'était l'application du double précepte évangélique : *Aimez-vous les uns les autres ; faites aux autres ce que vous voudriez que l'on vous fît*. Chaque chrétien si ses moyens le lui permettaient, versait mensuellement une modique cotisation dans la caisse commune dont les revenus servaient à nourrir les indigents et à soulager les malades. Le trésor des pauvres, alimenté par ces cotisations périodiques, grossi par les aumônes et les offrandes des fidèles, permit à l'Eglise de se passer pendant trois siècles de l'appui de l'Etat. Chaque diaconie formait une société de secours mutuels ayant sa bourse spéciale et sa comptabilité distincte. Les catacombes nous montrent enfin, que l'Eglise naissante n'oubliait pas ses devoirs d'association funéraire, et qu'elle savait préparer à ses morts une demeure digne d'eux.

Ces quelques éclaircissements donnés, nous croyons qu'il serait puéril de contester l'heureuse influence des principes du Christianisme sur le développement de la Mutualité, (2) L'idée évangélique de la fraternité des hommes était bien faite pour contribuer à son succès : les

(1) *Apolog.*, 39.

(2) V. sur cette question LAURENT : *Le Paupérisme et les Associations de prévoyance* t. I, pages 161 et 162.

hommes sont frères, donc ils doivent s'entraider et se soutenir. Que les circonstances deviennent favorables, c'est-à-dire que les hommes dans les temps troublés sentent plus impérieusement le devoir de s'unir pour se protéger les uns les autres, ils se rappelleront qu'ils sont frères et leur loi morale s'unira avec les nécessités du moment pour les inviter à s'associer.

DEUXIÈME PARTIE

L'idée de Mutualité dans les Temps Modernes

CHAPITRE PREMIER

Les Ghildes

De toutes les formes d'associations où se rencontre l'idée d'assistance mutuelle, les ghildes sont peut-être les premiers en date. Leur origine est très obscure. On s'accorde pourtant assez généralement à placer leur berceau dans la Scandinavie. Augustin Thierry, en poète plutôt qu'en historien, reconstitue ainsi l'origine des ghildes : « Dans l'ancienne Scandinavie, ceux qui se réunissaient aux époques solennelles pour sacrifier ensemble, terminaient la cérémonie par un festin religieux. Assis autour du feu et de la chaudière du sacrifice, ils buvaient à la ronde et vidaient successivement trois cornes remplies de bière : l'une pour les dieux, l'autre

pour les braves du vieux temps, la troisième pour les parents et les amis dont les tombes, marquées par des monticules de gazon, se voyaient çà et là dans la plaine ; on appelait celle-ci la coupe de l'amitié. Le nom d'amitié, minne, se donnait aussi à la réunion de ceux qui offraient en commun le sacrifice, et d'ordinaire, cette réunion était appelée ghilde, c'est-à-dire banquet à frais communs ⁽¹⁾. »

Ce récit est une éloquente paraphrase de ce que Tacite nous a rapporté sur le convivium germanique⁽²⁾ ; mais il existe entre ces deux institutions une différence radicale : le convivium n'a rien de fixe ; ceux qui y prenaient part ne formaient pas une association. La ghilde, au contraire, est une association : le lien qui unit ses membres est même si puissant qu'on a pu y voir une extension de la famille ⁽³⁾, nous trouvons chez elle les caractères d'une institution de protection et de secours mutuels.

Comme nous l'avons dit, les origines de la ghilde sont extrêmement obscures, les efforts de Wilda et de Brentano n'ont pas réussi à en dissiper les ténèbres ⁽⁴⁾ : la faiblesse des pouvoirs constitués, la nécessité pour l'individu de pourvoir à sa propre défense, telle fut, sans doute, l'idée première de ces singulières associations répandues dans presque toute l'Europe encore à demi barbare.

Le besoin de secours ou d'appui, voilà le mobile commun de toutes associations, en général. Lorsque le gouvernement est faible, les associations tenteront de suppléer à son impuissance ; lorsqu'il est fort, elles

(1) *Considérations sur l'Histoire de France*, chap. v.

(2) TACITE : *Germ.* 22.

(3) PROU : *Grande Encyclopédie au mot ghilde*.

(4) *Essay on the développement of gild in England.* — *Das Gildenwesen im Mittelalter.*

seconderont son action ; lorsqu'il est tyrannique, elles s'insurgeront contre lui. La gilde s'est montrée successivement dans ce triple rôle.

En Angleterre, certains auteurs vont chercher les origines de la gilde dans les lois d'Ina (688-725) et d'Alfred (871-901). Ce qui est certain, c'est qu'au x^e siècle, il existait à Londres une gilde puissante, la *Cnithen Gild*, présentant le caractère d'une association de protection et de secours mutuels.

Au xi^e siècle l'institution entre dans une ère de prospérité ; c'est, en effet, vers cette époque que la grande gilde de Cambridge entreprend la rédaction de ses premiers statuts.

D'ailleurs, les gildes anglaises remplirent toujours fidèlement la mission sociale qu'elles s'étaient donnée, sans chercher à dépasser le but poursuivi ; c'est pourquoi nous les voyons vivre en bonne intelligence avec le pouvoir royal comme avec l'autorité ecclésiastique.

En France, un capitulaire de 779 nous permet de conclure à l'existence déjà ancienne de la gilde :

C. 16. — « De sacramentis pro gildonia conjurantibus ut nemo facere præsumat. Alio vero modo de eorum eleemosynis, aut de incendio, aut de naufragio, quamvis convenientiam faciant, nemo in hoc jurare præsumat. » (Pertz, *Leges*, t. I, p. 37).

Pour l'Allemagne, les capitulaires de 789 et de 794 (Pertz, *Leges*, t. I, p. 68 et 74), pour la Flandre, un capitulaire du ix^e siècle (Baluze, t. I, col. 775, *De conjurationibus servorum quæ fiunt in Flandris...* Cap. de Louis-le-Pieux en 821), nous conduisent à une conclusion semblable.

Circonstance intéressante à noter ; dès leur apparition,

les ghildes françaises se mettent en opposition avec le gouvernement et avec l'Eglise. Les mots de *conspiratio* et de *conjuratio*, dont se servent les capitulaires pour désigner les nouvelles associations, montrent clairement qu'elles avaient des prétentions politiques, incompatibles avec l'ordre de choses établi.

Tandis qu'en Allemagne les ghildes se mirent de bonne heure en règle avec la société et même avec le gouvernement qui les toléra et les favorisa parfois, en France, elles persévérèrent dans l'opposition et jouèrent un rôle important dans les révoltes locales des ix^e et x^e siècles.

Un capitulaire de Karloman (884) nous montre que les ghildes savaient, au besoin, se passer de la justice royale et faire valoir elles-mêmes leurs droits : « Nous voulons, dit ce capitulaire, que les prêtres et les officiers du comte ordonnent aux villageois de ne point se réunir en associations appelées ghildes contre ceux qui leur enlèveraient quelque chose, mais qu'ils portent leur cause devant le prêtre et l'officier du comte... » (*Cap.. Karlomani regis* (an 884), ap. *Baluze*, t. II, col. 290).

En Allemagne, l'influence des ghildes est plus considérable qu'en France, mais elle s'affirme d'une façon plus régulière et plus légale. Protégées par les empereurs, dont elles servaient la politique, ces associations ne furent prosrites qu'à de rares intervalles, à la suite de troubles intérieurs. (C'est ainsi que Frédéric II prohiba les ghildes comme favorisant les complots. (*Wilda*, p. 116).

En Flandre, un capitulaire de Louis-le-Pieux, en 821, défend les associations ghildiques après une révolte de serfs. La politique du moyen-âge est donc diamétralement opposée à la politique romaine, qui, loin de prohiber, encourageait au contraire les collèges de pauvres gens; c'est que les temps étaient changés; les idées

d'indépendance et de liberté fermentaient déjà obscurément dans les basses classes de la société.

Jusqu'au xvi^e siècle, les ghildes vécurent prospères et respectées dans le Nord ; on ne trouve aucune trace de mesures restrictives prises contre elles.

Etablir une classification précise parmi les ghildes, serait une œuvre à peu près irréalisable. Toutes ces associations diffèrent en effet les unes des autres ; chacune se présente à nous sous un aspect personnel et original. Le but poursuivi est d'ailleurs essentiellement vague, indécis, fuyant.

Tandis que nos sociétés modernes aiment à spécialiser leur action, à se tracer une ligne de conduite fixe, les associations du moyen-âge affectent des tendances absolument opposées ; elles évitent de borner leur horizon et ne s'effraient point de l'immensité de leur tâche. Cependant, il est possible de distinguer, malgré tout, trois grandes classes de ghildes, trois types principaux et caractéristiques malgré de nombreuses ressemblances :

- 1^o Les ghildes religieuses ;
- 2^o Les ghildes de marchands et d'artisans ;
- 3^o Les ghildes de protection mutuelle (*Conjuraciones*, en France ; *Schutzgilden*, en Allemagne ; *Social gilds*, en Angleterre).

Ces dernières sont évidemment les plus intéressantes à étudier ; remarquons toutefois que l'idée d'assistance et de secours mutuels qui les a inspirées se retrouve également dans la plupart des ghildes appartenant aux autres classes.

C'est sur les ghildes de protection mutuelle que nous allons reporter toute notre attention.

Modelées sur la famille, dont elles ne sont à proprement parler que l'extension, ces ghildes forment un état dans

l'Etat; elles ont leur religion propre, leurs fêtes et leurs dévotions spéciales, leurs lois constitutionnelles, leurs fonctionnaires électifs, enfin leur trésor commun, alimenté par des cotisations périodiques; les membres de l'association s'engagent par serment à se prêter assistance et secours en toutes circonstances privées ou publiques, enfin à s'entraider comme des frères dans la mauvaise fortune.

Nos sociétés de secours mutuels diffèrent profondément des vieilles ghildes. Elles ne sont guère en effet que des sociétés pécuniaires, destinées à couvrir certains risques limitativement déterminés, au moyen du versement d'une somme d'argent; dans la gilde, au contraire, la promesse de secours embrassait tous les accidents comme tous les incidents de la vie, depuis la maladie et la ruine, jusqu'aux poursuites judiciaires, aux injures, aux voies de fait.

Assistance privée, protection extra-légale, voilà les traits caractéristiques de la gilde au moyen-âge.

Les ghildes ne se composaient pas simplement d'hommes réunis par des principes de charité et désireux avant tout de se garantir des risques ordinaires de la vie. On cherchait aussi dans la puissance de l'association une force qui suppléât à la faiblesse des pouvoirs publics, et ce but ne pouvait être rempli que par une organisation indépendante et pourvue d'une sanction matérielle. Cette autonomie se manifeste dans les statuts de toutes les ghildes par deux ordres de dispositions : 1^o le secours et la protection accordés par les ghildes à ceux de leurs membres qui se sont rendus coupables d'un crime ou d'un délit; 2^o l'application indépendante de certaines pénalités, au sein même de l'association, par une autorité reconnue de tous. C'est le principe de la solidarité avec toutes ses conséquences.

Le premier souci était de défendre la vie des *conghildæ* ; si l'un d'eux était tué par un étranger, celui-ci devait payer une certaine somme aux héritiers de sa victime et une autre à la ghilde. Jusqu'à ce qu'il ait acquitté sa dette, les *conghildæ* ne devaient avoir avec lui aucun rapport. D'après quelques statuts ils se substituaient aux héritiers de leur confrère, et si le meurtrier ne pouvait fournir la compensation exigée, ils avaient tous le droit de le mettre à mort ; d'après d'autres statuts, comme ceux de la ghilde d'Eric, ils se contentaient de le déférer à la justice du roi. (Wilda, *eod. loc.*, p. 131 — Ghilde d'Eric, § 1 — Ghilde de Cambridge).

Si, au contraire, c'est un des *conghildæ* qui a tué un étranger, tous les autres doivent chercher à mettre sa vie en sûreté ou l'aider à payer la compensation, lorsque le meurtre qu'il a commis ne peut être imputé à sa méchanceté. (Ghilde d'Eric, § 5 — de Flensbourg, § 15 — de Malmö, § 14. — d'Odensée, § 1, 2 — Ghilde de Cambridge). La Ghilde d'Eric contient à ce sujet des prescriptions très détaillées : « S'il arrive que le meurtrier, par crainte de la mort ou par méchanceté, a pris la fuite et mis ainsi ses confrères dans une situation fausse et dangereuse, il sera exclu de la ghilde avec le nom infamant de *nithing* (homme de rien) et tous les *conghildæ* libéreront ceux d'entre eux qui s'étaient engagés à la compensation. Si un membre de la ghilde, par peur ou mauvaise disposition, quoique présent, n'arrache pas son confrère à la mort et si la preuve en est faite par témoins, sans qu'il puisse se disculper par le témoignage de six confrères, il payera trois marcs à chaque membre de la ghilde et sera expulsé comme *nithing*, si quelqu'un se refuse à payer sa part pour le rachat de son confrère, il paiera trois marcs à la ghilde. »

Dans le même ordre d'idées, les membres de la ghilde retiraient de leur union un autre avantage non moins appréciable : l'assistance qu'ils se prêtaient en justice. Au point de vue de la preuve, c'était une simplification considérable que de pouvoir la faire au moyen de *conjuratores*, garants qui certifiaient sous la foi du serment la vérité de votre dire.

La solidarité la plus parfaite existait entre les confrères, puisque devant les tribunaux, l'un d'eux ne devait pas porter contre un autre d'accusation devant l'autorité (*apud potentes*) ni témoigner contre lui (Ghilde d'Eric, § 6 — de Malmoë, § 17, 18 — d'Odensé, § 9 — de Flensbourg, § 21); il était au contraire tenu de l'assister en justice (Ghilde d'Eric, § 8) et de l'accompagner au plaid si la gravité de l'affaire le rendait nécessaire (*si arduum negotium eundi ad placitum habuerit, sequentur eum omnes conghildæ*) (Ghilde d'Eric, § 33 — d'Odensée, § 23). Au plaid, devant la cour de l'évêque ou du roi, la présence des confrères était à la fois une recommandation et une garantie. Leur témoignage, à considérer les choses d'une façon absolue, peut nous paraître d'autant plus suspect qu'ils étaient liés plus intimement avec l'inculpé ou le plaideur; mais cette manière de voir n'était pas celle du moyen-âge. Partout en effet, la coutume exige un nombre de *conjuratores* moindre, s'ils appartiennent à la même ghilde que celui qui est cité devant le tribunal.

L'ingérence de la ghilde dans le droit privé avait pour conséquence logique un droit de surveillance et de juridiction sur ses membres. Tout d'abord la ghilde est un tribunal de conciliation : son but principal est de maintenir la paix entre les confrères et elle se borne aux moyens amiables lorsqu'ils peuvent suffire. Dans tous

les cas, si l'un des confrères veut en citer un autre au tribunal de l'évêque ou du roi, au plaid, au synode, il doit demander l'autorisation du Senior et le consentement de la gilde. Cette juridiction est de la plus haute importance et ce fut certainement un des points qui attirèrent le plus fréquemment les attaques du pouvoir séculier et épiscopal. Ce n'était pas seulement un tribunal de conciliation, mais ses décisions étaient la plupart du temps confirmées par une sanction pénale : c'est ce qui donne à ses statuts le caractère d'une loi. Les crimes et les délits prévus sont : le meurtre ou la mort d'un confrère (Gilde d'Eric, § 2, 3, 4, 28) ; les blessures faites avec le poing, un bâton ou quelque autre manière et en général les violences, (Gilde d'Eric, § 18, 19, 32 — (Gilde de St-Omer — Gilde de Berwick, § 6) ; les paroles blessantes ou infamantes, avec une aggravation de pénalité si elles sont prononcées contre l'un des chefs de la gilde, le Senior, Decanus, Alderman, etc. (Gilde d'Eric, § 16, 17, 20 — d'Odensée, § 15 — de Flensbourg, § 4 — Gilde de St-Omer — Gilde de Ste-Marie à Beverley, — *The original ordinances*, etc., p. 166 — Gildes de Cambridge et d'Exeter — Gilde de Berwick, § 5) ; l'introduction d'armes dans la maison de la gilde avec l'intention d'en frapper un confrère (Gilde d'Eric, § 21) ; le vol des biens d'un confrère opéré par piraterie ou au moyen de flatteries adressées à un personnage puissant (*confratris sui pecuniam apud præpotentes adulando defraudaverit*) (Gilde d'Eric, § 7) ; les violences exercées sur des femmes proches parentes d'un membre de la gilde et l'adultère avec la femme de l'un d'eux, (Gilde d'Eric, § 3, 9, 40). Enfin, d'une façon générale, on considérait comme un délit tout refus de prêter à un confrère l'assistance qu'il était en droit

d'attendre de la gilde; c'était une infraction au but même de l'association et elle était sévèrement punie.

La peine prononcée pour tous ces faits et d'autres encore qu'il est inutile de citer plus en détail, était ordinairement une amende, mais jamais une punition corporelle (c'est du moins l'opinion de Wilda, *eod. loc.*, 141 à 143). D'autres historiens prétendent le contraire; nous avouons pour notre part, n'avoir jamais rencontré d'exemple confirmant cette dernière thèse. (V. Gierke, p. 181, 184). Des confrères étaient spécialement chargés de la percevoir ainsi que les droits d'entrée. Cette amende se partageait dans une proportion variable entre la victime et la gilde, ou bien, dans d'autres cas, elle appartenait tout entière à celle-ci. C'était priver les seigneurs d'un certain revenu et créer une nouvelle cause d'hostilité. La pénalité la plus forte était l'exclusion de la gilde avec le titre infamant de *Nithing* (homme de rien). L'individu ainsi exclu perdait tout droit à l'assistance de ses anciens confrères, mais cette peine ne touchait en rien à ses droits de citoyen (Wilda, *eod. loc.*, p. 181, 184), ce qui prouve que la gilde, tout en ayant un pouvoir fort étendu, ne se substituait pas absolument au pouvoir reconnu par les chartes ou les coutumes.

Le principe qui domine en général tous les statuts des gildes est celui de la liberté la plus complète; l'autorité n'y paraît pas, si l'on en excepte certaines gildes de métiers, sous la forme d'une surveillance quelconque; elle protège ou proscrit les gildes, mais n'agit pas pour modifier les lois qu'elles se sont données.

Primitivement, il n'était pas nécessaire sans doute de faire partie d'une certaine classe pour être reçu dans telle ou telle gilde; il n'y avait que des conditions générales à remplir; la première de toutes était de naître dans une

condition libre. Les femmes elles-mêmes n'en étaient pas exclues ; en Angleterre, sur cinq cents ghildes, à peine s'en trouvait-il cinq qui ne les admissent pas. Ces femmes (*sorores*) ne participaient pas aux délibérations et n'étaient pas mêlées à la gestion des affaires communes ; elles avaient seulement le droit d'assister aux réunions religieuses et autres assemblées et bénéficiaient d'ailleurs de l'assistance mutuelle que se devaient les *conghildæ*, à condition de prendre leur part des charges et des dépenses communes. (Wilda, *eod., loc.*, p. 116).

Le nombre des adhérents était très variable ; mais en général les textes ne nous donnent pas de détail sur ce sujet. A en juger par quelques exemples, il pouvait être considérable. Dans la station de marchands étrangers formée à Bergen, on comptait jusqu'à 3.000 membres divisés en deux ghildes, celle de Saint-Martin et celle de la Sainte-Vierge, et comprenant trois classes : *magistri, famuli, discipuli* ⁽¹⁾. La gilde Corpus Christi d'York était beaucoup plus considérable encore ; elle avait 14,850 membres.

Les qualités morales étaient la première des conditions auxquelles on s'attachait dans toutes les espèces de ghildes : « *Idonea sit persona et sine infamia*, » disent les statuts d'une gilde de Kanut. Ensuite, il fallait payer un droit d'entrée, variable à l'infini selon les associations : le plus souvent il est fixé d'avance, d'autres fois, il est réglé à l'amiable entre le président de la gilde et le candidat ; quelquefois il consiste en nature, d'autres fois en argent. Mais il était de règle générale qu'un droit d'entrée devait toujours être payé. C'était un appoint très sérieux pour faire face aux dépenses des réunions, offices, ban-

(1) FORTUYN, p. 76. *Forma stationis Bergensis*.

quets, etc. La gilde des forgerons de Chesterfield, qui n'en exigeait pas, fit bientôt banqueroute. (Voir les statuts des gildes en général : en particulier ceux de la Gilde of St-Katherine, Aldersgate, London. *The original ordinances, etc...* p. 7).

Une dernière condition était de prêter un serment de fidélité aux statuts de la gilde et aux devoirs d'assistance mutuelle qui en sont la base. Ce serment se faisait, soit sur une des lumières entretenues dans une église aux frais de la gilde, « super candelam » soit sur les livres sacrés (Gilde d'Eric, art. 30 — Gilde of St-Katherine). Ce serment était probablement précédé de questions et de réponses déterminées. La formule du serment était elle-même fixée par l'usage et les statuts. (Gilde of St-Katherine. *The original ordinances, etc...* p. 188 — Gilde of the tailors à Exeter, id. p. 316). C'était la partie fondamentale, le lien qui unissait tous les membres de la gilde, et leur créait une obligation nouvelle. A cause de la généralité qui caractérise primitivement ces associations, le serment prêté à l'une d'elles empêchait de faire partie d'une autre; on se devait tout entier à l'association à laquelle on appartenait. Mais cette prohibition ne dura pas, si elle exista jamais d'une façon universelle. La liberté du cumul est formellement reconnue par les statuts de la gilde de Kanut de Flensbourg; ceux de la gilde de la Sainte-Trinité d'Odensée exigent même que le postulant appartienne déjà à une gilde de Saint-Kanut. (Wilda, *eod. loc.*, p. 80, note).

Ces formalités remplies, le nouveau membre échangeait un baiser de paix avec ses confrères réunis en assemblée générale, et il était admis s'il ne se produisait aucune réclamation. Si l'un des assistants formait opposition, on remettait au lendemain pour instruire l'affaire

de Saint-Jacques-de-Bordeaux, que les auteurs ont continuellement citées comme des modèles du genre.

Fondée en 1300, c'est du moins la date que nous donne les statuts de 1500, que nous allons citer tout à l'heure, cette confrérie ne comptait en 1422 que cent cinquante membres, nombre restreint qui peut s'expliquer soit par les malheurs du temps, soit par les mesures prises contre les confréries, soit, comme le fait remarquer M. Guigue, que la confrérie fut devenue presque exclusivement bourgeoise, ensuite de la scission qui devait fatalement s'opérer entre des membres de conditions sociales différentes, à raison des troubles qui marquèrent l'administration consulaire à la fin du xiv^e siècle et amenèrent l'émeute de 1400. Quoiqu'il en soit, vers la fin du xv^e siècle, l'association était devenue assez riche, c'est-à-dire assez nombreuse pour songer à élever dans l'église Saint-Nizier la chapelle qui existe encore, et ses courriers traitaient à ce sujet avec les chanoines, le 4 septembre 1486. Peu après, le 10 juillet 1496, elle contribue à l'établissement de l'hôpital de Saint-Laurent-des-Vignes (la Quarantaine), pour les pestiférés, et crée en 1508 un hospice spécial pour les confrères atteints de cette terrible maladie.

En 1527, la confrérie attache son nom à une institution « qui à elle seule suffirait pour la sauver de l'oubli ; le collège, le lycée Ampère d'aujourd'hui, qu'elle aurait, paraît-il, organisé dès 1519 ⁽¹⁾ et dont elle fit cession gracieusement à la ville, ne demandant en échange, que des prières pour les morts et le maintien du nom du collège de la Trinité.

Il y aurait à signaler bien d'autres faits encore : réparations à l'Hôtel-Dieu au point de vue sanitaire, et pour

(1) GUIGUE : *Le Livre des Confrères de la Trinité de Lyon*. Lyon, Georg. 1898.

sauvegarder la vertu des filles repenties qui y étaient enfermées; véritables bourses créées au collège de la Trinité en faveur des enfants des confrères pauvres; réfection du portail de Saint-Nizier, dont l'état de délabrement ne pouvait être toléré par la noble confrérie.

Supprimée par suite de l'occupation protestante de 1562, elle se reconstituait en 1565, recouvrait ses archives et sa bannière, réparait sa chapelle, rétablissait le service des messes et reprenait sa place dans les processions et cérémonies officielles.

Peu à peu, elle perdit de son importance en devenant insensiblement simple confrérie de dévotion, exclusivement aristocratique. Dès lors, ses chefs se recrutent difficilement, le nombre des confrères va en diminuant. Des nombreuses assemblées d'autrefois, pour lesquelles la chapelle était trop petite, il n'y a plus que le souvenir, et l'on se réunit chez l'aumônier aux gages de la confrérie. A peine quelques aumônes aux pauvres honteux viennent-elles rappeler les largesses d'autrefois. Au ^{xviii}^e siècle, on passe des années à amasser une somme à distribuer; en 1748, cinq cent quatre-vingts livres sont réparties entre neuf paroisses et les prisonniers; en 1750, deux cent cinquante livres pour huit paroisses; en 1751, dix écus sont attribués à la chapelle de N.-D. des Tisserands, et vingt-neuf livres un sou aux petites écoles. Il y a loin de là à la fondation de la chapelle de la confrérie, au don du terrain et des bâtiments du collège, à la fondation d'un hôpital, à la création des bourses pour les écoliers pauvres, aux réparations faites à l'Hôtel-Dieu. Enfin, le 29 mai 1792, les confrères décident, à l'unanimité, la dissolution de l'association, à cause de la triste position où elle se trouve.

Nous n'avons pas les statuts primitifs de la confrérie,

mais une traduction abrégée, datée de 1500, qui nous permet de saisir le véritable caractère de l'association. La voici dans toute son originalité :

« S'ensuivent les statuts et ordonnances de la dévotte excellante et noble confrarie de la Sainte Trinité, instituée et ordonnée par messeigneurs les citoyens bourgeois, marchans et habitans, ensemble les circonvoyains de la noble cité de Lion, fondée et célébrée en l'esglise collégiale de mons. Saint Nysier de Lion, l'an mil ccc, constituée et maintenue en la chappelle dudict Saint Nysier nouvellement faicte, ensemble dex votes faictes par les courriers de l'an mil et V^e, nommez Jaques Vyse, Louys Girault, François Bathon et Jehan Brotet, gouverneur pour icelle année.

« Et premièrement, que les courriers seront tenus le sammedi, vigille de la Sainte Trinité, ou plus tost, si nécessité est, de faire la despense de ladicte confrarie, comme il a esté, est et sera, sinon que, par deffortune, avint empeschement de quelque chose qui pourroit estre mis en la maison de la dicte confrarie, tant pour le roy nostre sire que par fortune de maladie contagieuse qui pourroit nuyre aux confrères de ladicte confrarie.

« Item le second chappitre que lesd. courriers seront tenus de faire apprester et appareiller le disner ainsi qu'il appartiendra, selon la quantité des gens qu'il y pourroit avoir.

« Item le tiers chappitre que tous les confrères seront tenus, selon le serment qu'ilz ont promis et juré à mess, les courriers de tenir, observer et garder les statuts et ordonnances de ladicte confrarie, c'est assavoir que la dimenche entre cinq et six heures ou plus tost se le cas y estoit requis qu'il faillit aller de là le pont du Ronsne, à Saint-Just ou en Vese, de matin se trouveront tous

leds confrères à Saint Nysier, en la chapelle de ladicte confrarie pour ouyr la messe, là où seront mess. les prebstres ordonnez par mess. les courriers, pour acompagner la procession ainsi que sera ordonné pour icelle année, et conduitz par celluy qui porte la cloche pour mener lesd. confrères aux lieux accoustumez de la ville, faisant la procession et spécialement sur les trespassez d'icelle année.

« Item seront tenus mess. les prebstres, clerks et clerjons d'aller sur lesd. trespassez dire les obsecques, c'est assavoir le *De Profundis*, *Absolve*, *Da Nobis*, *Et Fidelium*, sur lesd. confrères trespassez de ladicte année et généralement pour tous les aultres confrères trespassez et biens-faiteurs de ladicte confrarie.

« Item seront tenus les quatre courriers qui auront esté pourvus pour celle année de conduire à tout leur cane après la banière et mess. de l'esglise tous les confrères d'icelle confrarie, nobles, bourgeois, marchans et laboureurs deux à deux, disant leurs heures de Nostre Dame de mors, ceulx qui les sauront, les autres le *Pater Noster*, *Ave Maria*, leur créance et ce qu'il scauront sans murmuration quelconque, sinon priant Dieu pour le bien de la terre et pour tous les confrères qui ont esté, sont et seront, en mettant d'eaue benoiste sur les trespassez d'icelle année, là où ilz seront conduitz par le porteur de la cloche, en ensuivant les obsèques de mess. les prebstres condysans ladicte confrarie, et au revenir de ladicte procession viendront tout leds confrères à l'esglise dudict Saint Nysier, en la chappelle de ladicte confrérie, là où se dira une aulte messe pour leds. confrères. Et au parti de la messe, les prebstres et clerjons s'en iront avec la banière, en chantant *Regina cœli* à la maison de ladicte confrarie, ensemble leds. confrères qui viendront deux

à deux pour disner ensemble, ainsi que il est de bonne coustume, et seront leds confrères en bonne paix et là seront leuz lesd. statuts de ladicte confrarie par le com-mys de mess. les courriers, et seront tenus leds courriés de carculer la despense entre eulz pour réciter aux confrères combien ilz doyvent payer, et au partir du disner, lesd. prebstres, courriés et confrères s'en iront à Sainct Nysier deux à deux, et là, ourront le sermon, lequel se dit aux despens de la confrarie, et cependant que l'on dira le sermon leds courriers seront tenus de donner tout le reliqua pour l'amour de Dieu.

« Item feront dire lesd. courriers après vespres les vigilles des mors à neuf leçons, pour les confrères vivans et trespassez, et pour icelles vigilles payeront lesd. courriers vingt solz tourn., et ne sera permis à nulz de mess. les chanoynes ne prebstres d'estre exsans s'ilz ne sont malades.

« Item se le disner ne se fait pour les excusations des maladies ou des empeschemens de la maison, comme devant est dit, seront tenus lesd. courriers de donner pour l'amour de Dieu, le jour de la Sainte Trinité et le lendemain vii ou viii anées de blez, cuytes en pain d'une lib. la pièce, aux despens de ladicte confrarie.

« Item seront tenus les confrères venir lendemain de la Trinité pour acompagner la procession, laquelle ira à Sainct Sébastien, et là sera célébrée une messe dudict saint pour tous les confrères que Dieu et mons. Sainct Sébastien les vueille garder de pestillence et d'autres maladies.

« Item au revenir de Sainct Sébastien, tous les confrères seront tenus d'estre à la messe, laquelle est célébrée en la chappelle de ladicte confrarie, en l'esglise de Sainct Nysier, laquelle messe se dira des mors par mess. le secrétain et

chanoynes perpétuaulx, prebstres, clerks et clerjons habietuez en ladicte esglise, à diacre et à soubdiacre, les deux clerjons revestus, les deux candélabres et seront tenus lesd. courriés d'icelle année fournir les candélabres et les cierges en nombre V ou ratellier, et deux pour les deux clerjons, faisant les revestus aux despens de ladicte confrarie, et seront tenus deux des courriers vieux et deux des nouveaulx offrir à ladicte messe, ensemble les confrères qui lors seront sui le lieu, et seront tenus lesd. courriers de payer pour icelle grande messe vingt solz tourn.

« Item que tous les confrères qui ont à coustume d'estre de lad. confrarie de la Sainte Trinité seront tenus de payer leur confrarie dedans les octaves de la feste ou à tout le moins par tout le moys auquel ladicte feste se trouvera, soit à l'entrée ou à l'issue dudict moys, se ce n'est par aventure que aulcun desd. confrères fusse absenté de la ville et du pays pour ses affaires et qu'il ne trouvast nul seur pour envoyer son débit pour paier ladicte confrarie, celui quant il viendra sera tenu pour excusé, mais ceulx de la ville et d'environt seront tenus de paier pour tout led. moys, ou aultrement ne seront point de ladicte confrarie pour icelle année.

« Item que tous les confrères de ladicte confrarie seront tenus et doivent estre en charité, amour et dilection sans discordes quelconques et sans murmuration nulle les ungs contre les aultres.

« Item lesd. confrères de ladicte confrarie ne porteront, ne procureront porter ou faire porter aucun témoignage en cause criminelle contre aulcun desd. confrères, mais seront tenus de procurer l'honneur et prouffit desd. confrères.

« Item se le cas advenoit, dont ne plaise, que aulcuns desd. confrères feussent en malvueillance ou en procès,

lesd. courriers seront tenus de solliciter lesd. discordans et de les mettre en appointment, et, en cas de reflux, lesd. courrier déjecteront lesd. discordans de ladicte confrarie, au son de la cloche et leurs trois s. rendus et en icelle non receuz jusques à ce que accordez seront.

« Item le VIII^e chapitre dit que tous les confrères de ladicte confrarie doibvent fuyr fornication, avarice détester, et non estre orgueilleux ne trop sur le mangier, mais les pouvres repaistres, les nuds revestir, les malades visiter, les errans à la voye de vérité redyre et semblables aultres choses que selon Dieu et raison se doibvent faire. Ces deux chappitres se contiennent an chappitre, lequel se commence *Omnis bonorum operum devotio*, etc.

« Item le IX^e chappitre dit que se le cas advenoit, dont Dieu ne vueille, que aucuns desd. confrères noble ou aultres, de quel condition qu'ilz soyent, eussent esté reprins de quelque grant péché public, comme d'adultère ou perjus, ou de larrecin, ou d'aulture cas infâme, que ledict confrère soit amonnesté par lesd. courriers de soy chastier et amender, si que après la première admonition ne se vueille chastier; ledict confrère soit dejecté de ladicte confrarie jusque ad ce qu'il se soit admendé.

« Item le X^e chappitre dit que se le cas advenoit, dont Dieu ne veille que aucuns des confrères de ladicte confrarie, non pas par sa faute à misère et pouvreté devenoit, non pas seulement des biens de ladicte confrarie soit soustenu, mais aussi pareillement ung chacun desd. confrères le doit et debvra subvenir de ses biens au moins mal qu'il pourra.

« Item le XI^e chappitre dit que se aucuns desd. confrères, tant grans que petits devenoit à maladie, tant prebstres, clerks ou aultres de quelque estat que ce soit, seront tenus lesd. confrères de visiter ledict malade, sinon qu'il ayt

maladie contagieuse, par quoy lesd. confrères n'osassent aller ne entrer en sa maison; l'admonestreront ledict malade de bien et dévotement soy confesser entièrement de tous ses cas et péchez au plus près de sa conscience, qu'il pourra et de bien et dévotement recevoir le précieux corps de Jhésu-Christ et tous les aultres sacremens qu'il appertient à un bon et vray chrestien, en le sollicitant tousjours de penser au péchez qu'il peult avoir commys ou temps passé jusques à l'heure présente; et se le cas advenoit que ledict malade fust malade de maladie contagieuse, pourquoy lesd. confrères ne peussent entrer en la maison, seront tenus lesd. confrères de solliciter le curé ou le vicaire du lieu et le bien et léallement admonester et advertir de sa conscience, affin que ledict malade ne fust danpné perpétuellement.

« Item le XII^e chappitre dit que, se le cas advenoit que ledit malade allast de vie à trépas, les parens dudict malade seront tenus de venir à celui qui porte la cloche de ladicte confrarie, lequel porteur de ladicte cloche s'abillera des vestemens, c'est assavoir robe et chaperon de ladicte confrarie, portant en sa main la cloche de la confrarie par tous les carreffours de la cité de Lion, sonnant troys foiz de ladicte cloche en disant : « Mess^{rs} le courriers de la confrarie de la Sainte Trinité vous font assavoir que aujourduy est allé de vie à trépas ung N., lequel sera sepveli à heure N., pourquoy mess^{rs} les courriers vous prient que vous ayez acompaignier le corps à son enterrement, en priant Dieu pour son âme; » et là seront tenus lesd. confrères de dire pour l'âme dudict deffunct chescun sept foiz le *Pater Noster* et sept foiz *Ave Maria*, le grant *Credo* et le petit, et celui qui sonne la cloche aura quatre blancs et son disner, ou son soupper selon l'heure qu'il sera.

« Item seront baillées six torches aux dépens de la confrarie avec les armes de la Trinité, lesquelles torches seront pour acompaignier le corps du trespasné confrère de ladicte confrarie jusques à son enterrement. Et après ledict enterrement, lesd. torches seront retournées à ladicte confrarie à celui qui les aura baillées par le porteur de la cloche de ladicte confrarie.

« Item le XIII^e chappitre dit que le jour après le trépas dudict confrère, seront tenus lesd. parens venir ausd. courriers de ladicte confrarie, pour faire dire et célébrer le trentenier de ladicte confrarie ; pourquoy seront tenus les parens dudict trépassé faire sonner la cloche par ledict porteur, luy estre revestu desd. habits de ladicte confrarie, c'est assavoir, robe et chapperon, la cloche au poing, en disant : « A heure de N. se fera le trentenier de la confrarie de la Sainte Trinité en l'esglise de Saint N. » Et seront tenus lesd. parens bailler audict porteur quatre blancs et son disner, et seront tenus lesdicts confrères de s'i trouver et diront sept foiz le *Pater Noster* et sept foiz l'*Ave Maria*, le grant *Credo* et le petit.

« Item le XIV^e chappitre dit que se le cas advenoit aucun des confrères alet de vie à trépas loing de Lion, comme à Paris, Rouan ou ailleurs, et là estre sépulturé, les parens d'icelluy de ce informés seront tenus en avertir les courriers, affin de faire dire le trentenier, lequel sera célébré en l'esglise députée par lesd. parens, soyt cathédrale, parrochiale, monastère, couvent de religieux ou mandians, hospital ou reclusière de ladicte ville de Lyon ou des faubours et suburbs d'icelledicte ville, comme de l'Isle, burg d'icelle, Veyse, frère Jehan Bourgeoys, Saint Yppipoy, Laschana, Saint Just, Saint Hyrinier, Sainte Foy, Beschevillain, la Magdelaine, la Guillotière et non ailleurs.

« Item seront participans lesdicts confrères en une messe tous les jours dicte et célébrée en la chappelle de ladicte confrarie par mess^{rs} le secrétain, chanoynes perpétuaulx et prebstres de ladicte esglise, mesmement ceulx qui seront de ladicte confrarie et non aultres, et généralement en tous les aultres biens qui se feront en ladicte chappelle, et sera payé pour chescune messe quatre blancs.

« Item seront tenus les courriers qui auront gouverné l'année devant de rendre compte et reliqua aux aultres courriers qui gouverneront pour l'année après, sans point retenir aucun argent, lettres, ne aultres choses qui soit de ladicte Trinité et en ce faisant leur soit faicte, dedans le papier où sont escriptz les comptes, leur quittance de leurs dicts comptes.

« Item tous confrères qui sont de présent et qui seront au temps advenir, seront tenus payer chascune année leur confrarie, c'est assavoir le taux ordonné par mess^{rs} les courriers, et si aucun desd. confrères laissez de payer sad. confrarie pour une année ou plusieurs et voudroyt retourner en ladicte confrarie, sera tenu payer les années précédentes délayssées à payer, ou autrement ne sera receu ; et si par l'inorance des courriers estoit receu sans avoyr payé les précédentes années et en icelle dernière année, aloyt de vie à trespas, seroyt privé du trentenier, des messes et des torches accoustumées à bailler. »

Quel admirable code d'assistance mutuelle que ce simple sommaire, quel esprit de fraternité dans cette organisation établie par nos pères au milieu de tant de soucis et de tant de luttes : tous les confrères, liés par serment, doivent être en charité, amour et dilection, nourrir les pauvres, vêtir les nus, visiter les malades, ouvrir les yeux de ceux qui errent. Un confrère tombé dans la misère doit être

secouru, non seulement par la confrérie, mais par chaque confrère. Les courriers doivent trancher les différents entre sociétaires, et s'ils ne peuvent réussir à mettre l'accord, ils font publier au son de la cloche que les récalcitrants sont rejetés du sein de la société. Des secours temporels et spirituels sont apportés aux malades, même en temps de peste. S'ils meurent, le porte-clochette revêtu d'une robe et d'un chaperon blanc aux armes de la confrérie va publier par la ville, dans tous les carrefours, tout comme les hérauts de l'archevêque, et plus tard les crieurs du Consulat, que « Messieurs les courriers de la confrarie de la Sainte Trinité font assavoir que l'aujourd'hui est allé de vie à trespas ung N., lequel sera seprevi à heure N. ; pourquoy, messieurs les courriers vous prient que vous ayez acompaignier le corps à son enterrement, en priant Dieu pour son âme » ; enterrement qui avait lieu, si le défunt en avait manifesté le désir, dans la chapelle même de la confrérie.

Le cercueil, accompagné de tous les confrères en procession, était accosté de cierges aux armes de la société, portés par des gens en sa livrée. Même longtemps après la dernière cérémonie, le nom du défunt résonnait dans les carrefours, publié par le porte-cloche qui annonçait le « trentin ou trentenier », les trente messes célébrées à son intention.

Le jour de la Trinité, dans les rues étroites du vieux Lyon, se déroulait une longue théorie, précédée de sa bannière, d'un nombreux clergé, de son porte clochette, des courriers portant la canne, c'était la confrérie entière : « nobles, bourgeois, marchands et laboureurs, deux à deux, disant les airs de Notre-Dame des morts, ceux qui les savent, les autres, le *Pater* ou l'*Ave* à leur créance, et ce qu'ils savent sans murmuration quelconque »,

c'était la confrérie allant jeter l'eau bénite sur les trépassés de l'année jusqu'au delà du pont du Rhône, à Saint-Just, à Vaise, avant de venir entendre une grand'messe à Saint-Nizier, avant d'aller, toujours en procession, précédée de sa bannière et du clergé, dans la maison de la rue Neuve, célébrer le banquet fraternel.

Des secours en cas de misère, un arbitrage précieux en cas de procès, l'assistance dans la maladie, un tombeau assuré, des funérailles décentes et presque somptueuses, des messes après la mort, le nom qui ne sera point oublié parce qu'il est inscrit sur le livre d'obit ; c'en est là certes assez, étant données les idées du moyen-âge pour expliquer le succès d'une association de ce genre ⁽¹⁾.

C'est bien, à n'en pas douter dans les confréries que nous trouvons les plus proches ancêtres de nos sociétés de secours mutuels.

Nous pourrions citer d'autres confréries ; c'est inutile, croyons-nous, car l'exemple que nous venons de donner suffit amplement pour montrer le rôle tutélaire qu'ont joué ces associations bienfaisantes pendant de longs siècles.

(1) V. GUIGUE : *Le Livre des Confrères de la Trinité*.

Voir sur la confrérie de la Trinité, outre l'ouvrage de M. GUIGUE : *Le Livre des Confrères de la Trinité de Lyon*, dans lequel nous avons abondamment puisé : ONOFRIO, *Essai d'un Glossaire des patois de Lyonnais, Forez et Beaujolais* (Lyon, Scheuring, 1864, p. XLI).

Revue du Lyonnais, 1880, quatrième série, tome IX, p. 106, article de VITAL DE VALOUS, et 1897, cinquième série, tome XXIV, page 215, article de M. DES-VERNAY.

La Prévoyance Mutuelle, journal bi-mensuel de société de secours mutuels, numéros du 15 février et du 1^{er} mars 1885. *Anciennes Confréries et Corporations lyonnaises*, par M. Auguste BLETON. Cf., le même. (M. JOSSE :) *A travers Lyon*, première édition, p. 181, et deuxième édition. p. 189 et 190.

CHAPITRE III

Le Compagnonnage et la Franc-Maçonnerie

Deux sortes d'associations survécurent aux institutions qu'engloutit le torrent révolutionnaire : la franc-maçonnerie et le compagnonnage.

De bonne heure, la première de ces associations s'était transformée, l'art architectural ayant été profondément modifié par la Renaissance. D'industrielle qu'elle était, la franc-maçonnerie devint philosophique et politique ; de bonne heure, le travail n'y fut plus qu'un symbole. Les ustensiles des vieux bâtisseurs d'églises devinrent des emblèmes : le tablier de peau symbolisa le travail, le compas la justice, l'équerre la droiture, le niveau l'égalité, le maillet la puissance. Dans de telles conditions, la franc-maçonnerie a cessé d'être exclusivement une société d'assistance mutuelle, et son rôle n'a pas à nous préoccuper beaucoup. Je sais bien que les statuts du Grand Orient de France portent cette clause : « Le franc-maçon a pour devoir en toute circonstance, d'aider, d'éclairer, de protéger son frère, même au péril de sa vie et de le défendre contre l'injustice », et que cette assistance, cette solidarité maçonnique s'exerce en toutes circonstances, mais ce n'est pas la pratique de cette solidarité qui a été

le but de la franc-maçonnerie ; son influence s'est développée surtout dans le domaine politique, et en cela elle échappe à l'objet de cette étude.

Il en est autrement du compagnonnage qui est une institution d'assistance mutuelle dont l'histoire se lie intimement à celle des sociétés de secours mutuels ; il a rendu de grands services aux ouvriers en leur facilitant le tour de France, complément autrefois nécessaire de leur apprentissage. L'étude de cette institution n'a plus aujourd'hui qu'un intérêt rétrospectif, car le compagnonnage primitif semble avoir vécu et n'avoir laissé que peu de trace. Quoi qu'il en soit, nous chercherons brièvement à élucider les questions suivantes :

Qu'était le compagnonnage ?

Comment est-il né ?

Quelle était sa pensée dirigeante ?

Quelles étaient ses pratiques ?

Quel a été son rôle social ?

Laurent décrit le compagnonnage en ces termes : « En plein soleil et cependant presque dans l'ombre ; sans organisation réellement occulte, mais non sans aspects mystérieux, subsiste encore parmi nous une institution puissante, profondément enracinée dans les mœurs, renfermant dans ses cadres des milliers d'hommes, la partie la plus vive et non la moins intelligente de la classe ouvrière. Cette institution est si forte, si vigoureuse, a poussé des ramifications si larges au sein des masses, répond à des besoins tellement réels, qu'elle a résisté au mouvement général de rénovation qui nous entraîne depuis plus d'un demi-siècle, et qu'au milieu de tous les bouleversements sociaux de notre âge, elle a conservé dans toute leur pureté sa physionomie primitive, ses légendes, ses mythes, sa poésie, offrant ainsi un contraste

étrange avec les teintes effacées, les habitudes sans couleur de la vie moderne : nous avons nommé le compagnonnage. Institution singulière dont le nom n'est ignoré de personne, dont les erreurs et les fautes toujours bruyantes sont présentes à l'esprit de tous, dont les côtés essentiellement salutaires sont à peine aperçus de quelques-uns. Qui n'a vu sur les promenades publiques et sur les avenues de nos grandes villes de province, ces longues processions de jeunes hommes défilant gravement et en bon ordre, quelquefois poussant des hurlements bizarres, en faisant entendre des chants inconnus ? Ce spectacle est si familier à tout le monde, qu'à peine lui accorde-t-on une attention d'un instant ; combien cependant se sont demandés quel pouvait être sa signification ; combien se sont enquis du but que peuvent poursuivre ces hommes qui ne semblent pas plus se préoccuper des étonnements distraits et des sourires de la foule, que la foule, au fond, ne se préoccupe d'eux ?... »

Et d'abord, quelle est la source du compagnonnage ? Tout le monde est d'accord pour admettre que la franc-maçonnerie et le compagnonnage ont une commune origine : « Les sociétés des métiers, dit Charles Nodier, sont probablement anciennes comme les métiers. On retrouve des traces de leur existence et de leur action dans toutes les histoires. La maçonnerie n'est autre chose dans sa source comme dans ses emblèmes, que l'association des ouvriers maçons ou bâtisseurs, complétée en ses trois grades : l'apprenti, le compagnon et le maître ; et l'origine réelle de la maçonnerie, c'est le compagnonnage. » Le compagnonnage et la maçonnerie découlant de la même source, préciser les origines de l'un ce sera préciser les origines de l'autre.

Nous ne voulons pas discuter les origines bibliques que

revendiquent ces associations de défense mutuelle ; nous passerons sous silence la construction du temple de Salomon, où d'après Agricol Perdiguier, se formèrent les premières sociétés de compagnons. Sans s'arrêter à cette explication, qui, comme on le pense bien, ne repose sur aucun fait précis, l'origine véritable de la maçonnerie et du compagnonnage semble être plus récente et ne dater que du moyen-âge. A la suite des Croisades, les ouvriers allemands qui bâtirent les cathédrales de Strasbourg et de Cologne se formèrent en mystérieuses confréries dont les adeptes se reconnaissaient à certains signes et juraient de cacher au vulgaire les règles de l'Art sacré. Ils se nommaient maçons francs ou francs maçons, et se divisaient en maîtres et ouvriers. A certains jours, ils se réunissaient mystérieusement dans l'habitation de l'architecte qui portait le nom de loge. L'esprit de ces associations semble avoir été fort religieux : « C'est au nom du Père, du Fils et du Saint-Esprit et de la Vierge Marie et aussi de ses quatre serviteurs, les quatre saints couronnés, que les statuts sont publiés. Les gens qui vivent dans le concubinage, les joueurs et les chrétiens tièdes qui n'observent pas ponctuellement leurs devoirs et ne reçoivent pas annuellement les saints sacrements, sont proscrits de la communauté, et défense est faite à tout franc maçon d'entretenir avec eux aucune relation (1). »

Les associations maçonniques furent très bien vues d'abord, franchises et privilèges leur furent largement octroyés. Les seigneurs, les évêques, les papes eux-mêmes ne dédaignèrent pas d'entrer dans cet ordre des francs-

(1) V. ROUGIER : *Les Associations ouvrières*. — LEVASSEUR : *Histoire des Classes ouvrières*.

maçons qui accomplissait de si beaux ouvrages (1). Il y avait un grand esprit de fraternité dans l'association, et unité non seulement sous le rapport du principe d'assistance mutuelle, mais aussi au point de vue du style dans l'exécution des travaux.

Comme toutes les confréries, la franc-maçonnerie primitive était énergiquement mutualiste ; ses membres qui se reconnaissaient entre eux par certains signes, se devaient en tous lieux et en toutes occasions aide, protection et assistance.

Sous l'influence de la Renaissance, l'art architectural se modifia profondément et cessa de constituer une science occulte ; la franc-maçonnerie perdit par cela même sa raison d'être, mais, au lieu de disparaître, elle changea de caractère et devint comme nous l'avons dit plus haut, politique et philosophique.

Il en fut autrement du compagnonnage qui est toujours resté une institution exclusivement ouvrière et par suite énergiquement mutualiste. Il s'organisa d'abord parmi les tailleurs de pierres, auxquels leur vie nomade fit donner le nom de compagnons étrangers. Il se recruta ensuite parmi les ouvriers menuisiers et serruriers, qui prirent le nom de compagnons de la liberté, inspirés sans doute, dit M. Rougier, par le besoin d'indépendance qui les faisaient recourir à l'association.

Les uns et les autres vécurent originellement en bonne harmonie et reconnurent, on ne sait pourquoi, Salomon pour fondateur et patron.

Mais vers la fin du XIII^e siècle, une scission éclata parmi eux. Les dissidents se mirent sous la protection de

(1) Ce fut à leur concours que l'église Saint-Jean de Lyon dû t son achèvement au XIII^e siècle. (V. MONFALCON : *Histoire de Lyon*, tome I, p. 350.)

Jacques Molay, grand maître des Templiers, et formèrent deux associations nouvelles : celle des tailleurs de pierres, compagnons passant en opposition aux compagnons étrangers, et celle des compagnons menuisiers du devoir, en opposition aux compagnons de la liberté ⁽¹⁾. Dès cette époque, le compagnonnage fut partagé en trois grandes catégories bien distinctes : l'une, composée des compagnons étrangers et de la liberté, dits les Loups, marcha sous la bannière de Salomon ; l'autre, dite des Gavots, et composée des compagnons passants et du devoir, sous celle de Jacques Molay, dit maître Jacques. La troisième, dite des Enfants du Père Soubise, comprit les ouvriers charpentiers qui se réunirent sous la conduite d'un moine bénédictin de ce nom, organisèrent leurs statuts et se constituèrent en compagnonnage.

Lyon a été une des villes de France où le compagnonnage s'est développé le plus promptement et a pris la plus grande extension. La situation même de la cité explique cette circonstance. De même que les industriels étrangers y ont afflué à toutes les époques, de même les ouvriers qui ne trouvaient nulle part du travail et des ressources, y venaient de préférence tenter fortune.

La corporation était pour les maîtres une association de défense mutuelle contre l'arbitraire seigneurial et les dangers de la concurrence. Le compagnonnage fut pour les ouvriers une association de défense mutuelle contre l'arbitraire des maîtres et une protection occulte qui les suivait de ville en ville et leur facilitait le travail ⁽²⁾. Au commencement du moyen-âge, le compagnon ne s'était jamais séparé de son maître ; il vivait dans son

(1) Plus tard, les compagnons de tous les partis ont appelé Devoir le corps de leurs statuts.

(2) V. ROUGIER : *Les Associations ouvrières*.

atelier et travaillait à ses côtés ; malgré la désignation fréquente de valet il était considéré pour ainsi dire comme son égal et pouvait dans beaucoup de métiers s'établir à la fin de son apprentissage. Plus tard, il ne suffit même plus « d'avoir de quoi » ; pour obtenir la maîtrise, il fallût encore après l'apprentissage faire un stage de plusieurs années comme compagnon ; après le stage même, il y avait le chef-d'œuvre auquel on n'était admis qu'à tour de rôle, de telle sorte qu'on pouvait longtemps, toute sa vie quelquefois, être réduit à la condition d'ouvrier. Les maîtres des métiers s'étaient donc transformés en aristocratie, l'atelier n'était plus un asile commun, mais une sorte d'exploitation du plus faible par le plus fort ; l'intérêt du maître et celui du compagnon devinrent alors aussi distincts que possible, et un fossé profond finit par se creuser. De ce jour, l'association exclusivement ouvrière dût naître avec des habitudes, des règles, des plaisirs et des fêtes à part. Ajoutons à cela que l'ouvrier n'était pas attaché comme le patron à une ville, à un quartier, à une rue, à titre d'établissement fixe, que désespérant de la maîtrise, soit à cause d'un stage presque indéfini, soit à cause de sa pauvreté, il dût préférer courir de ville en ville les chances de la fortune, pour acquérir du reste, une instruction et une expérience que la routine de l'atelier original lui refusait, et nous aurons le tour de France et les agrégations de compagnonnage de plus en plus multipliées, parce qu'elles devinrent de plus en plus nécessaires à l'ouvrier voyageur. Celui-ci rapportait dans ses foyers les découvertes et les perfectionnements qu'il avait remarqués ailleurs et le souvenir des exemples, des traditions de bienfaisance, d'honneur et de probité qu'il avait rencontrés. L'extension de cette institution, la haine des

échevins et des bourgeois, l'incertitude et le nombre des périls qui pouvaient au loin menacer les compagnons dans leurs voyages, enfin la crainte des défections et des trahisons inspira aux adeptes de l'association compagnonnique des habitudes de prudence qui dégénérèrent en règles occultes, en cérémonies symboliques, en initiations mystérieuses, en serments secrets, en cris de ralliement (1). De pareilles singularités devaient attirer l'attention ombrageuse des pouvoirs officiels ; les rois comme le clergé s'en émeurent. Un édit de François I^{er}, de 1541, interdit aux compagnons de se lier par serment, d'élire pour le mettre à leur tête un capitaine ou chef de bande, de se former en rassemblement hors des maisons ou ateliers de leurs maîtres, au nombre de plus de cinq, sous peine d'être emprisonnés, bannis et punis comme monopoleurs d'amendes arbitraires, de porter épées, poignards ou bâtons ès-maisons de leurs maîtres, ni par la ville, ni tenter aucune sédition sous les mêmes peines, de faire enfin aucun banquet pour entrée et issue d'apprentissage ou toute autre raison de métier. Un règlement de 1723 s'élève avec force contre toute communauté, confrérie, assemblée, cabale ou bourse commune de compagnons. Les mêmes prohibitions sont renouvelées par un arrêt du parlement de 1778, qui défend en outre aux taverniers de recevoir chez eux des compagnons au-dessus du nombre de quatre et de favoriser en aucune manière les pratiques du prétendu devoir, sous peine de punition exemplaire.

Enfin à Lyon, sur la demande des maîtres de divers métiers, le gouvernement consulaire rendit plusieurs ordonnances qui défendaient aux compagnons, sous peine

(1) V. ROUGIER : *Les Associations ouvrières*.

d'une amende de trente livres, de se réunir et s'attrouper sous quelque prétexte que ce soit, pour faire entre eux ce qu'ils nomment le Devoir et de s'embaucher les uns les autres (4).

Le clergé, lui aussi, joint ses anathèmes aux prohibitions du pouvoir civil. « Ce prétendu devoir, dit une délibération de l'Officialité de Paris de 1655, consiste en trois paroles : Honneur à Dieu, conserver le bien du maître et maintenir les compagnons. Mais tout au contraire, ces compagnons déshonorent grandement Dieu, profanent tous les mystères de notre religion, ruinent les maîtres, vidant leurs boutiques de serviteurs quand quelqu'un de leur cabale se plaint d'avoir reçu bravade. Les impiétés et sacrilèges qu'ils commettent sont différents selon les métiers. Ils ont cependant tout cela : premièrement, de faire jurer celui qui doit estre reçu, sur les saints Evangiles, qu'il ne révélera à père ny à mère, femme, ny enfants, prestre, ny clerc, pas même en confession, ce qu'il va faire ou voir faire ; et pour ce, choisissent un cabaret qu'ils appellent la mère, parce que c'est là qu'ils s'assemblent d'ordinaire comme chez leur mère commune, dans lequel ils choisissent deux chambres commodes pour aller l'une dans l'autre, dont l'une sert pour les abominations, et l'autre, pour le festin. » Le père Lebrun, prêtre de l'Oratoire, considère purement et simplement le compagnonnage comme une institution du diable : « car pourquoi, dit-il, fermer la fenêtre et la porte de la chambre où ils font leurs cérémonies, sinon pour faire voir que c'est un ouvrage du prince des ténèbres ? Le démon a tenu ses œuvres cachées le plus longtemps qu'il a pu, mais elles ont été enfin découvertes par

(1) V. ROUGIER : *Associations de prévoyance*.

une providence toute particulière. » On ne peut s'empêcher de trouver cet excellent père un peu trop sévère et d'un zèle quelque peu emporté, en tirant du seul secret de telles conséquences. Quoi qu'il en soit, les conclusions de l'Officialité étaient les suivantes : 1^o Dans les réceptions, il y a péché et sacrilège d'impureté et de blasphème contre les mystères ; 2^o le serment de ne pas révéler les pratiques n'est ni juste ni légitime, on est tenu par conscience de l'enfreindre ; 3^o les pratiques doivent au besoin être déclarées aux juges ecclésiastiques et même aux séculiers ; 4^o il y a péché mortel à se servir du mot de guet ; 5^o on n'est pas en sûreté de conscience en continuant les pratiques des compagnons ; 6^o on ne peut pas se mettre de ces compagnonnages sans commettre un péché mortel.

L'institution ouvrière résista d'ailleurs aux anathèmes de l'Eglise comme aux persécutions séculières ; elle était devenue en effet indispensable à l'ouvrier qui, grâce à elle, pouvait maintenant lutter contre la tyrannie et l'égoïsme féroce des maîtres.

Au fond, le compagnonnage, né à une époque indéterminée, aurait disparu obscurément, s'il ne s'était pas trouvé placé dans un milieu qui devait fatalement favoriser son développement.

L'industrie avait été monopolisée par les corporations, et il était de plus en plus difficile à l'ouvrier d'arriver à la maîtrise qui devait lui ouvrir les portes du métier. Placé sous la dure tutelle du maître, l'apprenti se sentait d'avance condamné à une vie misérable et stérile ; libre, sa condition était encore plus lamentable, il se voyait forcé d'errer de ville en ville, quêtant du travail, sans même être sûr d'en obtenir.

Qu'on s'imagine un régime économique, maintenant

l'ouvrier isolé en face des patrons coalisés, et l'on se rendra un compte exact de la situation.

L'extension du compagnonnage est la conséquence nécessaire de cette situation anormale ; à la coalition des patrons, on devait opposer la coalition des ouvriers.

L'association nouvelle prit résolument position vis à vis de l'ennemi : c'était son droit. Dès lors, le maître dût user de certains ménagements avec les compagnons et prendre en considération les légitimes revendications des classes opprimées.

« Lorsqu'un compagnon avait à se plaindre d'un maître, et que la plainte était admise par le corps, on damnait la boutique du maître, et dès ce moment, il n'était permis à aucun d'eux d'y travailler ; le maître était forcé de faire des réparations qui lui étaient dictées pour pouvoir continuer ses travaux. Lorsqu'ils croyaient avoir à se plaindre des magistrats d'une ville, ilsamnaient la ville, et tous les compagnons en sortaient à la fois, les ateliers devenaient déserts, tous les travaux étaient suspendus, les nouveaux compagnons passaient sans s'arrêter, et les maîtres étaient forcés de se transporter dans les villes voisines pour y négocier le retour des compagnons et lever l'interdit ⁽¹⁾. »

Tout le monde connaît les querelles qui déchiraient le compagnonnage et les haines inouïes qui existaient entre les différents devoirs. Ces querelles et ces haines s'envenimaient encore lorsque les deux devoirs rivaux se trouvaient en présence dans une même ville. Chaque devoir prétendait à la propriété exclusive du travail, tant l'idée de monopole était à cette époque

(1) CHAPTAL : *De l'Industrie Française*, II, page 312.

profondément enracinée dans les esprits ; de là, des rixes éternelles, des meurtres, des provocations. La situation n'était bientôt plus tenable, et il fallait en finir. On convenait alors de jouer la ville, ou plutôt le droit d'y travailler seul ; chaque société produisait un chef-d'œuvre, et un jury décidait sans appel. Les vaincus devaient abandonner la place. C'est ainsi qu'en 1720, les tailleurs de pierres, compagnons étrangers et passants, jouèrent Lyon pour une période de cent ans. Battus, les compagnons passants se retirèrent, et pendant cent ans, aucun d'entre eux ne mit les pieds dans la ville perdue.

La possession de Marseille et Montpellier donna lieu à de semblables concours en 1808 et 1823.

Nous avons déjà parlé du caractère mystérieux des sociétés de compagnons, c'est là un signe des temps ; aux époques d'ignorance et de barbarie l'homme aime en effet à s'entourer de mystère, espérant se tromper lui-même sur l'insignifiance de ses propres actes et sur la monotonie de la vie pratique. Nos sociétés de secours mutuels n'ont pas suivi de tels errements ; elles marchent en pleine lumière, et loin de chercher à se dissimuler, elles s'efforcent au contraire d'appeler sur elles l'attention des pouvoirs publics et des particuliers.

La question des aspirants, cette tache du compagnonnage, ne s'est jamais posée dans nos associations mutuelles ; l'égalité est la loi : entre les jeunes et les vieux on ne trouve plus de distinctions irritantes.

Après avoir retracé l'histoire du compagnonnage et fait dans une certaine mesure son procès, il reste à préciser maintenant son véritable but, à énumérer les services qu'il a rendus aux classes ouvrières, enfin, à signaler les ressemblances qu'il présente avec nos sociétés de secours mutuels modernes.

Le but fondamental de toute société de compagnonnage est un but de protection et d'assistance mutuelles.

Cette protection et cette assistance n'étaient pas seulement locales, mais elles suivaient l'ouvrier dans ses pérégrinations lointaines, et lui permettaient d'effectuer sans encombre le fameux tour de France, complément nécessaire de l'éducation professionnelle. Le jeune apprenti était guidé, soutenu, surveillé ; il ne se voyait plus exposé à rester sans ressources et sans amis dans une ville étrangère.

Lorsqu'un compagnon arrivait, il n'avait qu'à se faire reconnaître pour avoir du travail, et si, par hasard toutes les places étaient occupées, le plus ancien lui cédait la sienne. Si un compagnon se trouvait dépourvu d'argent pour se transporter dans une autre ville, l'association venait à son secours ; s'il tombait malade, ses compagnons le soignaient comme un frère ; si l'un d'entre eux était lésé dans ses droits, tous prenaient sa défense ; si quelqu'un s'écartait des voies de l'honneur et de la probité, ils en faisaient justice.

Dans chaque localité, en effet, l'association avait son domicile et ses représentants.

Ce domicile n'était autre que la demeure de la *mère* rappelant le foyer familial ; c'est chez la mère que les compagnons se réunissaient, c'est chez elle qu'étaient déposées les archives sociales, c'est chez elle encore que logeaient ordinairement les compagnons de passage.

Il était déjà question de la *mère* dans la délibération de l'Officialité, en date de 1655, que nous avons citée plus haut, et tout semble prouver que cette touchante coutume des compagnons d'élire une mère remonte aux origines même de notre institution.

Le chef des compagnons, dans chaque ville du devoir,

porte le nom de *premier compagnon*. Il est chargé de veiller sur les intérêts communs, et de représenter l'association dans ses rapports avec les patrons ; le premier compagnon possède en outre une certaine juridiction disciplinaire.

Nous passerons sous silence les formalités de réception, usitées dans le compagnonnage, ces formalités rappellent un peu les initiations antiques, et peuvent être considérées comme de simples enfantillages.

Disons seulement que le candidat doit être représenté, et que son admission n'a lieu qu'après une enquête sévère sur ses antécédents et sa moralité.

Nous retrouvons cette enquête dans toutes les associations mutualistes.

Chaque compagnon doit enfin payer une cotisation déterminée, probablement mensuelle ; cette cotisation versée à la caisse commune constitue le fond social où l'on puise lorsqu'il est utile.

Il serait intéressant de connaître la manière dont étaient administrées les ressources sociales, et le mode de répartition des secours, mais l'histoire intime de l'ancien compagnonnage est très obscure, et les secrets des primitifs devoirs se sont malheureusement perdus.

Pour terminer, nous dirons un mot de deux innovations excellentes qu'on doit au compagnonnage : l'*embauchage* et le *levage d'acquit*.

Grâce à l'embauchage, l'ouvrier trouve du travail sans perte de temps ; un compagnon (*rouleur*) se charge de le conduire chez un maître et de l'y placer.

Grâce au levage d'acquit, l'ouvrier est habitué de bonne heure à une rigoureuse probité. Si en effet il laisse des dettes, s'il donne des sujets de plaintes à ses patrons ou à ses collègues, on lui refuse le certificat de levage

d'acquit qui lui est nécessaire pour se présenter dans les villes du devoir.

Nous croyons que les sociétés de secours mutuels professionnelles pourraient emprunter à l'ancien compagnonnage ces deux usages, dont l'utilité est indiscutable.

En résumé, les associations de compagnons fonctionnent à peu près comme nos sociétés mutuelles ; les mêmes idées de charité, de prévoyance et de fraternité animent ces deux institutions.

Le compagnon malade est soigné par ses frères qui le veillent à tour de rôle ; il reçoit enfin, en règle générale, une indemnité de convalescence.

Le compagnon tombé dans la misère est pareillement secouru par l'association.

Enfin, le compagnonnage se rapproche beaucoup des antiques collèges funéraires ; les rites des funérailles sont l'objet d'une minutieuse réglementation. Nous renvoyons pour les détails à l'ouvrage de M. Perdiguier ⁽¹⁾.

Le dernier acte de vitalité du compagnonnage date de 1889. A cette époque, les compagnons ont tenu un grand congrès dans le but de mettre fin à la division surannée de l'Institution en devoirs. Le congrès a abouti à la fondation des Enfants de l'Union compagnonnique, sorte de fédération mutualiste ⁽²⁾.

La fusion du compagnonnage et des sociétés de secours mutuels, tant souhaitée par Laurent, est donc accomplie depuis dix ans.

(1) AGRICOL PERDIGUIER : *Le Livre du Compagnonnage*, 1857..

(2) V. SERULLAZ : *Les Sociétés de Secours Mutuels et la Question des retraites*.

LIVRE DEUXIÈME

LES SOCIÉTÉS

de

SECOURS MUTUELS



PREMIÈRE PARTIE

PROLÉGOMÈNES

CHAPITRE PREMIER

Progrès théoriques de l'Idée de Mutualité

Dans les chapitres précédents, nous avons étudié les origines diverses de la mutualité moderne : les éranes grecs, les collèges romains, les ghildes, les confréries, le compagnonnage : telles sont les principales de ces origines illustres.

Dans quelle mesure, ces institutions si variées ont-elles concouru à la formation des sociétés de secours mutuels proprement dites ? C'est ce que l'état actuel des connaissances historiques ne permet pas de déterminer d'une manière bien précise ; c'est ce qui ne sera même probablement jamais éclairci. La participation commune d'éléments multiples est démontrée ; la part qui revient à chacun de ces éléments restera toujours incertaine. S'il

nous fallait cependant hasarder une opinion, c'est aux confréries que nous attribuerions la plus large part dans la filiation directe.

La confrérie qui avait pour but des pratiques religieuses, mais aussi, en notable partie, nous le savons, la réciprocité et la garantie des secours, s'est simplement continuée sous ce dernier aspect dans une multitude de localités après la chute officielle des jurandes. Quoi qu'il en soit, prenant sa source dans les besoins les plus impérieux de l'humanité, commencement et fin de toute agrégation sociale, l'assistance réciproque qui est née le même jour que l'homme, s'est constamment développée avec lui. Les grandes associations que nous avons décrites étaient des formes de mutualité en rapport avec les âges qui les virent s'organiser et vivre ; les sociétés de secours mutuels qui fonctionnent aujourd'hui sous nos yeux, sont la forme d'une mutualité appropriée à notre temps ; forme encore instinctive, ajouterons-nous ; ne procédant guère jusqu'à l'heure présente que de l'analogie des situations et de la sympathie ; destinée à être plus tard complétée et transfigurée par la communauté des intérêts et la logique des faits.

En somme, les sociétés de secours mutuels, peut-on dire avec M. Hubbard, « ne sont l'œuvre d'aucun homme, d'aucun pouvoir. Elles apparaissent dans l'histoire de la civilisation comme un produit nécessaire du travail des siècles ⁽¹⁾ ».

Envisagées comme ayant pour destination unique d'assurer à leurs membres, ainsi qu'elles le font actuellement, un traitement et un secours quotidien en cas de maladie, ou bien encore une pension pour la vieillesse et

(1) *De l'Organisation des Sociétés de Prévoyance*, 1852, p. 5.

l'infirmité, les sociétés de secours mutuels ne peuvent, en général, remonter à une époque bien reculée. Leur but était, en effet, rempli et au delà par les institutions beaucoup plus vastes dans leur objet que nous connaissons maintenant et qui constituaient l'organisation sociale sur laquelle la nôtre s'est greffée.

Plusieurs sociétés actuelles revendiquent cependant une origine bien antérieure à la Révolution Française et aux décrets d'abolition des 9 février 1790 et 18 avril 1792.

Sans parler de la fameuse société des portefaix de Marseille, qui prétend être contemporaine de la domination romaine et d'une société de Lille qui remonterait à 1580, d'après Laurent, on peut citer les sociétés Sainte-Anne et parotechnique de Paris qui datent, la première de 1693, la seconde de 1720.

Ce n'était là que la continuation d'anciennes confréries, comme du reste la société de Cadillac dont nous avons parlé, qui remonte à 1609.

Voici maintenant un exemple en dehors des confréries. Le 13 août 1730, il se forma à Bordeaux, sous l'impulsion du grand rabbin, Joseph Falcon, une société composée exclusivement d'Israélites qui prit le nom de « Guemilout-Hassadim ». Cette société, indépendamment de l'allocation des secours en cas de maladie et des autres objets de l'association mutuelle ordinaire, revêtit dès ses débuts, un caractère particulier. Les derniers devoirs à rendre à tous les Israélites de Bordeaux, la toilette funèbre, les ablutions et jusqu'au creusement de la fosse, figurent en tête de son règlement et sont imposés à chaque membre sous peine des amendes les plus sévères.

Le caractère de la société de Guemilout-Hassadim qui est aujourd'hui la plus importante association Israélite de Bordeaux, s'est conservé jusqu'ici sans subir la

moindre altération. Aujourd'hui encore, outre l'allocation quotidienne en cas de maladie, les veilleurs, les frais funéraires, la pierre tumulaire, etc., on trouve dans le règlement de la société, revêtu de l'approbation du Consistoire Israélite, l'obligation imposée à tous les membres âgés de 46 à 70 ans, de faire la cérémonie de l'ablution; à tous les membres de 18 à 45 ans, de remplir l'office de fossoyeurs non salariés, de réciter les prières, d'accomplir enfin, à l'exclusion de tous les autres, dans tous les cas de décès d'Israélites à Bordeaux, toutes les cérémonies funèbres en usage.

Lyon, Marseille, les villes populeuses des Flandres, et d'autres, sans doute, possédaient aussi, avant 1789, des associations mutuelles avec un type se rapprochant plus ou moins du type actuel. L'association des Pilotes-Lamaneurs du Havre a été fondée sous Louis XIV; celle des Calfats de la même ville, est, dit-on, plus ancienne encore. D'après le premier compte rendu officiel dressé en 1853, comptere rendu forcément incomplet, quarante-cinq sociétés ont été fondées antérieurement au xix^e siècle, savoir : une dans la Charente-Inférieure, une dans la Côte-d'Or, une dans les Landes, deux dans les Hautes-Alpes, deux dans le Tarn, quatre dans la Loire-Inférieure, sept dans la Haute-Garonne, sept dans la Seine, neuf dans le Tarn-et-Garonne.

Dans le cours du xviii^e siècle, l'idée de mutualité depuis si longtemps entrée dans les faits, commença du reste à occuper spéculativement quelques esprits. Un des hommes les plus réellement bienfaisants de ce siècle, M. de Chamousset, s'efforça d'appliquer le calcul des probabilités à la fondation d'une « maison d'association » dans laquelle, au moyen d'une somme fort modique, les souscripteurs auraient trouvé en cas de maladie, « toutes les

sortes de secours que l'on peut désirer ». Ces souscripteurs devaient être, d'après M. de Chamousset « ce grand nombre de citoyens qui ne sont pas assez riches pour se procurer des secours suffisants, ni assez indigents pour se faire transporter dans les maisons de charité ». La souscription variait suivant l'âge et suivant le degré de commodités et de soins que les associés désiraient se procurer dans la maison fondée pour eux. De 15 à 55 ans, elle était de vingt-cinq sous par mois, pour ceux qui se contentaient d'être traités dans les salles de trente lits ; elles s'élevaient pour eux jusqu'à trente sous, à l'âge de 55 à 60 ans. Le projet reposait sur cette double supposition : 1^o Que sur cent personnes prises indifféremment, il n'y a pas plus de douze malades dans le cours d'une année, et : 2^o Que le terme moyen de la durée de chaque maladie est d'un mois.

La première proposition nous paraît critiquable ; en effet dans nos associés de secours mutuels modernes, la moyenne est plus forte. En 1884, la moyenne des malades a été de 25,46 0/0 sociétaires ; en 1885, cette moyenne a été de 26,07 0/0.

La seconde proposition n'est guère plus exacte. La moyenne d'un mois pour chaque maladie est exagérée du moins d'après les statistiques récentes.

Prises isolément, les deux propositions de Chamousset sont inexactes ; réunies, elles donnent, au contraire, une solution assez juste. En définitive, la table de maladie tracée par le fondateur de la maison d'association pouvait donner des résultats satisfaisants en temps normal ; mais au XVIII^e siècle, la situation sanitaire était loin d'être ce qu'elle est aujourd'hui. Les calculs de Chamousset étaient évidemment optimistes ; en 1809, M. Mourgue se rapprochait beaucoup plus de la réalité en fixant à sept

journées la moyenne de maladie par an pour chaque individu.

Quoi qu'il en soit, M. de Chamousset a l'honneur d'avoir le premier appliqué le calcul des probabilités et les données de la statistique à l'organisation des sociétés de secours mutuels; le premier, il a montré que la prévoyance devait nécessairement avoir des bases scientifiques.

Par une délibération en date du 13 juillet 1754, les six corps des marchands de la ville de Paris approuvèrent le projet de la « Maison d'Association ». La concession de l'hôtel de Conty fut même faite, à la même époque, à M. de Chamousset, en vue de la réalisation de son projet. « Ce projet, lit-on dans le *Journal des Savants* de mars 1753, il l'avait conçu en citoyen, il le défendit en philosophe; c'est dans son cœur qu'il puisa ces arguments simples, aisés et lumineux, qui persuadent et entraînent sans efforts ». Le plan de la « Maison d'Association » n'eut cependant aucune suite.

En 1770, M. de Chamousset publia un mémoire sur les « compagnies d'assurances pour la santé ». « L'auteur, disent en parlant de ce nouvel écrit les « Mémoires secrets pour servir à l'histoire de la République des lettres », a remanié son projet, l'a rendu plus praticable, plus étendu, et surtout plus attrayant pour la cupidité, ce mobile de nos actions. Il vient de publier un mémoire sur l'établissement de compagnies qui procureront, en maladie, les secours les plus abondants et les plus efficaces à ceux qui, en santé, paieront une très petite somme par an, ou même par mois. L'auteur établit d'abord de quelle importance est pour le royaume une pareille compagnie d'assurance, bien préférable à celles qui n'ont pour objet que les naufrages et les incendies. Il en conclut combien

le gouvernement doit protéger et encourager de pareilles établissements, qu'il propose à toutes les grandes villes de France, d'où il résultera entre les citoyens une fraternité fort utile. Il établit la sûreté de l'exécution sur l'intérêt même de ces compagnies, qui, étant le même que celui du public, seront obligées de bien traiter leurs malades pour en avoir plus, puisque les profits seront en raison du nombre ».

Les diverses compagnies devaient assurer réciproquement à leurs associés en voyage, et sur la simple présentation de leurs cartes d'association, tous les soins et tous les secours qui auraient pu leur être nécessaires. Cette nouvelle manière d'envisager la question n'eut pas plus de succès que la première ⁽¹⁾.

Quelques années après 1783, un archevêque de Bordeaux, M. Champion de Cicé, conçut la pensée d'une institution du même genre assise sur des bases analogues. M. de Cicé ayant été appelé bientôt après aux fonctions de garde des sceaux, sa nouvelle situation ne lui permit pas de réaliser le projet qu'il avait formé.

Lorsque la Révolution Française éclata, les ouvriers de Paris se préoccupèrent de la nécessité de s'assurer des moyens d'assistance. Pendant les années 1790 et 1791, après s'être assemblés par spécialité d'état, les cordonniers aux Champs-Élysées, au nombre de cinq à six mille, les charpentiers à l'archevêché, les maçons, les serruriers, les imprimeurs, etc., sur diverses places et promenades de Paris, ils adressèrent successivement à la municipalité et à l'Assemblée Nationale, des pétitions tendant à ce qu'il leur fût permis de se réunir pour procurer des

(1) Les écrits de Chamousset ont été réunis et publiés par l'abbé Cotton des Houssayes, bibliothécaire de Sorbonne, sous le titre de : *Œuvres de Chamousset*, précédées de son éloge. (Paris, 1783, 2 vol. in-8°.)

secours à leurs camarades malades ou sans travail. Le 14 juin 1791, le député Chapelier, ne voyant dans « ces prétendus intérêts communs » et dans ces caisses de secours projetés que des « motifs spéciaux », des intérêts intermédiaires et séparés à tort de la chose publique, exclusivement préoccupé d'ailleurs de l'idée de corporation qui lui faisait dire : « il n'y a plus aujourd'hui que l'intérêt particulier de chaque individu et l'intérêt général », répondait aux ouvriers, au nom de comité de constitution, que c'était « l'office de la nation et des officiers publics en son nom, de fournir des travaux aux valides, des secours aux infirmes et l'éducation aux enfants ».

Le même jour, une loi mémorable donnait une consécration définitive au principe primordial posé en 1776 par Turgot « que le droit de travail n'était pas un droit royal que le prince pût vendre et que les sujets dussent acheter, mais que Dieu ayant donné à l'homme des besoins, en lui rendant nécessaire la ressource du travail, a fait du droit de travailler la propriété de tout homme, la propriété la plus sacrée et la plus imprescriptible de toutes » et venait changer complètement en France la face du travail et la situation des travailleurs. L'ouvrier était affranchi des entraves que le système corporatif semait sous chacun de ses pas, mais il ne trouvait plus nulle part le secours que la confrérie lui assurait en cas de chômage ou de maladie et dans toutes les circonstances difficiles. Par application d'une pensée dont l'admirable expression semble, on l'a dit souvent, avoir été dérobée à la déclaration des droits de l'homme, la liberté était donnée, mais en même temps la garantie se trouvait détruite. Cet état de choses appelait un remède, c'est-à-dire des institutions nouvelles, circonscrites, dans leur

action, à l'objet réellement utile de celles qui avaient été brisées.

Plusieurs bons esprits ne cessèrent de se préoccuper de la lacune qu'il fallait combler. Dès 1792, un médecin de Paris, M. Marsilliac, s'assimilant, en les modifiant, les plans de M. de Chamousset, mit au jour un projet dont le titre résume très bien la pensée : « Hôpitaux remplacés par des sociétés civiques qui assureraient aux artisans, dans le cas de maladie ou d'afflictions humaines, tous les secours physiques et moraux, et par des maisons d'industrie qui procureraient gratuitement aux enfants des citoyens peu fortunés une éducation morale et civique et des métiers utiles à eux-mêmes et à l'Etat. » Ce projet de sociétés civiques, modelé sur les sociétés anglaises d'amis, n'aboutit pas.

Les idées qui l'avaient inspiré répondaient à des besoins trop impérieux pour qu'elles ne dussent pas triompher.

Les documents existants ne permettent qu'assez difficilement de se rendre compte de la marche des associations mutuelles dans les premières années qui suivirent la Révolution Française ; mais il est constant que ces associations furent entourées des plus vives défiances. On craignait qu'elles ne continssent en germe les corporations détruites, et qu'elles ne fussent, en outre, par la résurrection partielle des confréries, un obstacle à la sécularisation générale des institutions sociales qui avait été une des œuvres principales de la Révolution. Ce ne fut que lorsque l'effervescence fut calmée, qu'on envisagea plus froidement et plus sainement ces associations qui n'étaient pas l'exhumation fâcheuse du passé, mais bien la garantie de l'avenir.

La réouverture des ateliers et les progrès de l'industrie devaient en amener la diffusion et le développement. Le

sentiment purement philanthropique de certaines associations charitables, l'action de quelques conseils municipaux, l'impulsion de citoyens intelligents, l'influence qui pousse les hommes d'une même foi à s'entraider mutuellement, et plus encore probablement la force d'attraction d'éléments brusquement séparés et cherchant à se rejoindre, devaient contribuer à renouer aussi la tradition brisée.

Dans les grandes villes, le mouvement fut assez rapide. A Paris seulement, il se forma de 1794 à 1806 treize sociétés nouvelles (1). En 1806, le mouvement dût s'arrêter devant la tendance de l'administration à ne pas autoriser les réunions des ouvriers de la même profession : « Cette mesure, dit Everat, porta le découragement parmi les ouvriers, leur zèle s'éteignit tout à coup : il leur répugnait de contracter avec des individus qu'ils ne connaissaient pas et qui travaillaient dans des ateliers où ils n'avaient aucun succès. » Heureusement, en 1808, la police fut moins sévère : elle n'exigea point cet amalgame rigoureux qu'elle avait demandé d'abord et qui consistait à ne pas introduire dans ces assemblées plus de dix personnes du même état. On se contenta, pour la forme, d'y admettre quelques étrangers, de manière pourtant à conserver toujours la profession dominante. De 1808, époque où l'administration s'était relâchée de ses rigueurs, à 1821, les associations de secours mutuels s'accrurent jusqu'au nombre de 124. Ce nombre est probablement aussi exact que possible, car le corps municipal de la ville de Paris ayant voté une somme de 50,000 fr. en faveur des sociétés de secours mutuels, à l'occasion du baptême du duc de

(1) D'après les comptes-rendus de la Société philanthropique. (Rapport d'Everat 1822).

Bordeaux, toutes les sociétés existantes avaient eu un intérêt évident à se produire. Cette distribution qui eut lieu le 6 mai 1821 dans l'une des salles de l'Hôtel-de-Ville, par les soins de M. de Chabrol, alors préfet de la Seine, accompagné des membres du conseil municipal, excita chez les ouvriers un enthousiasme difficile à décrire : bientôt on ne parla plus dans les ateliers que de bienfaisance réciproque et du prix que le gouvernement y attachait⁽¹⁾. En 1822, Paris comptait jusqu'à 132 sociétés englobant environ 10,350 ouvriers. A cette date, la Société philanthropique estimait que par le seul fait des sociétés mutuelles, 1,200 personnes de moins se trouvaient tous les ans à la charge des hôpitaux et 30,000 à l'abri de l'indigence.

A Lyon, les sociétés de secours mutuels ont dû leur origine à l'initiative de simples ouvriers qui voulurent se soustraire aux vicissitudes où les avait jetés la disparition subite des anciennes confréries. Dès 1804, nous voyons les membres des divers corps de métiers, les marchands et artisans israélites s'associer entre eux pour former à l'aide de cotisations périodiques, un fonds commun destiné à soulager ceux qui tomberaient malades ou que la vieillesse rendrait incapables de gagner leur vie⁽²⁾.

L'usage immémorial des cueillettes ou collectes dans le but de secourir des confrères incapables de travailler n'a pas été étranger chez nous à la naissance des sociétés de secours mutuels. L'introduction au règlement de la société de secours mutuels des fabricants de tulle et de bas de la ville de Lyon et de ses faubourgs, fondée en 1804, dit à ce sujet que ces fabricants « étaient de temps immémorial

(1) Rapport de M. Deleuze, secrétaire de la Société philanthropique 1826.

(2) ROUGIER : *Les Associations ouvrières*.

dans l'usage de faire des cueillettes entre eux pour secourir leurs confrères qui étaient incapables de travailler pour cause de maladie, de vieillesse ou d'infirmité; mais souvent ces moyens d'assistance devenaient insuffisants pour la plupart de ceux qui étaient accablés des maux qui pèsent sur l'humanité et languissaient aussi sans secours jusqu'à la fin de leur triste existence. Pour remédier à tant de maux et se préserver de semblables calamités, des hommes sages et prévoyants conçurent l'utilité d'une association mutuelle qui, au moyen d'une cotisation mensuelle, procurerait aux malades, aux infirmes, et aux vieillards associés, des secours plus permanents et plus efficaces que ceux qu'on peut leur procurer par la voie des quêtes ⁽¹⁾. A partir de 1810, le mouvement s'accrut encore dans notre ville et dans la région environnante; après avoir obtenu l'autorisation exigée par le Code pénal qui venait d'être promulgué, s'établissent des sociétés de maîtres fabricants de soieries, de tisseurs, de fondeurs, de marchands de vins, de menuisiers; en 1811, de chapeliers, de maîtres plâtriers, de tonneliers. C'est un élan de 1814 à 1830; 27 nouvelles sociétés se fondent et 72 s'organisent de 1830 à 1848 ⁽²⁾.

A Grenoble, grâce à l'initiative intelligente du maire de cette ville, le progrès des sociétés fut très rapide; en 1808, Grenoble possédait déjà sept établissements de secours. « C'est à leur influence salutaire sur les corporations ouvrières de Grenoble, dit un rapport officiel, que cette ville doit d'avoir traversé sans trouble les époques les plus difficiles ⁽³⁾. »

(1) V. LAURENT.

(2) A la chute du gouvernement de juillet il existait dans le département du Rhône plus de 127 sociétés de secours mutuels.

(3) V. LAURENT.

A Bordeaux, où les corporations et les confréries avaient été très puissantes, les décrets de 1790 et de 1792 furent vite oubliés. Les confréries dissoutes réssuscitèrent comme par enchantement; dès les premières années du siècle, tous les métiers y eurent leur association de secours mutuels, dont plusieurs n'étaient d'après les déclarations mêmes contenues dans leurs statuts, que la continuation partielle de l'institution détruite ⁽¹⁾.

Marseille en 1820 compte 34 sociétés. Le mouvement mutualiste s'étend alors de plus en plus. Lille, Nantes, Pau, Strasbourg, Metz deviennent d'importants centres de propagande.

Cependant, en général c'est surtout depuis 1835 que la propagation de l'association réciproque a pris un véritable développement. A partir de ce moment et dès avant 1848, la Côte-d'Or, la Charente-Inférieure, le Lot-et-Garonne, les Landes, le Maine-et-Loire, le Gers, l'Ariège, l'Ain, la Manche offrent un nombre assez considérable de sociétés.

Les seuls documents généraux que l'on pût consulter avant 1852 pour chercher à connaître le nombre des sociétés françaises étaient, comme l'indique Laurent, les rapports annuels publiés par le ministère de l'agriculture et du commerce sur les caisses d'épargne et mentionnant le nombre des livrets appartenant dans chaque caisse aux sociétés de la localité. D'après ces rapports, les caisses d'épargne des départements ne possédaient, en 1835, que 167 livrets de sociétés, dont le solde se montait seulement à 116,966 fr. En 1846, le nombre des livrets s'élevait à 1,809 et le capital déposé à 2.131.511 fr. Le tableau annexé au rapport de l'année 1847, publié en 1851, constata pour toute la France l'ouverture de 2,056 livrets et un crédit

(1) V. LAURENT.

total de 5,720,220 fr. Il est hors de doute que ce nombre de 2,056 est au-dessous de celui des sociétés existant en France en 1847, car un grand nombre de sociétés n'étaient pas dans l'usage de placer leurs fonds aux caisses d'épargne à cette époque.

Par la mise en lumière de l'idée d'association, la révolution de 1848 donna dans le pays tout entier une vive impulsion à l'extention des sociétés mutuelles. Le premier rapport de la commission supérieure des sociétés de secours mutuels contenant les résultats de la première enquête sérieuse faite à leur égard, constate qu'il y avait au 31 décembre 1852, 2,438 sociétés mutuelles signalées par les préfets.

Sur ce nombre, 2,301 avaient envoyé des renseignements permettant de constater que :

45 avaient été fondées antérieurement au XIX^e siècle ;

114 de 1800 à 1814 ;

337 de 1814 à 1830 ;

1,088 de 1830 à février 1848 ;

411 de février 1848 au 15 juillet 1850, date de la première loi sur la matière ;

242 du 15 juillet 1850 au décret du 26 mars 1852.

Le nombre des membres participants était à la fin de 1852, de 249,442 dont 26,141 femmes ; celui des membres honoraires de 21,635.

Le capital de réserve s'élevait à 10,714,827 fr. (1).

Les statistiques ultérieures prouvent que le nombre de 2,438, assigné aux sociétés existant en France à la fin de 1852, est notablement inférieur à la réalité, car beaucoup d'entre elles n'avaient pas fait constater leur existence lors de cette première enquête.

(1) V. LAURENT, p. 274.

En dehors de ces sociétés, combien ont fonctionné depuis le commencement du siècle qui n'ont eu qu'une existence éphémère et qui, n'ayant laissé aucune trace, ne figurent dans aucun dénombrement ! En effet que de sociétés abandonnées à leurs propres lumières, livrées à l'inspiration ou même à l'imagination de leurs fondateurs, se trouvèrent dans la nécessité de se dissoudre, de renoncer au bien qu'elles avaient commencé à faire, la plupart sans doute, parce que les bases de leur organisation n'étaient pas suffisamment étudiées. Dans le seul département de la Gironde, plus de 140 sociétés disparurent en moins de trente ans, ruinées par les vices même de leur organisation intérieure. A Rouen, de 1808 à 1852, 29 sociétés sur 35 disparurent par des causes analogues. Comme le dit M. Serulaz, on comprend facilement qu'en face de pareils résultats, un écrivain de talent, M. de Gérando, ait considéré comme indispensable l'intervention de l'Etat dans la création et l'organisation des sociétés de secours mutuels. Le régime de la liberté ne convient en effet qu'aux peuples forts et aux institutions adultes.

L'inexpérience des sociétaires devait nécessairement les conduire à de douloureux mécomptes ; la plupart n'avaient certainement ni soupçonné les problèmes sérieux, ni prévu les difficultés nombreuses que soulèverait dans son application l'idée d'une association de secours mutuels.

Les principales causes d'insuccès et de dépérissement pour les nouvelles associations peuvent se classer d'après M. Rougier, sous les six chefs suivants :

1^o Erreur dans le calcul qui a pour objet le rapport des mises versées avec le secours promis ;

2^o Mauvaise gestion provenant de l'ignorance et de l'incapacité ;

3° Vices des statuts qui, par leurs lacunes, leur obscurité, préparent des contestations funestes et ruineuses ;

4° Défaut de garantie pour la conservation des fonds communs et la reddition des comptes ;

5° Emploi des fonds à des dépenses inutiles ou contraires au but véritable de la société ;

6° Absence de précaution contre les fraudes et de garantie contre l'oppression.

Faire disparaître les causes multiples qui entravaient la marche des sociétés de secours mutuels, tel était le problème à résoudre et tel aurait dû être le premier souci d'un gouvernement éclairé. Malheureusement, les pouvoirs publics, tout en témoignant de leur sympathie pour l'institution naissante ne se montrèrent pas à la hauteur des circonstances. Au lieu de se mettre résolument à la tête du mouvement qui se manifestait au sein des classes ouvrières, ils se contentèrent de le suivre abandonnant la direction des intérêts des pauvres et des souffrants au seul hasard.

Mais en présence de l'incurie gouvernementale, l'initiative privée se réveilla. On vit de grandes associations, de simples particuliers même se mettre à l'étude des difficiles problèmes de la mutualité et se vouer à la recherche des véritables principes de l'économie et de la prévoyance avec un dévouement qu'on ne saurait trop admirer. Leurs efforts ont fait justice des illusions dangereuses, des utopies malsaines qui menaçaient l'institution naissante. Ces mutualistes ont ainsi connu la vérité sous toutes ces faces ; de bonne heure, on leur a appris à proportionner leurs engagements à leurs ressources d'après les données de l'expérience et du calcul, sans compter pour équilibrer un budget en déficit sur un miracle

éventuel ou même sur une intervention de l'Etat « le deus ex machina de tous les drames sociaux mal charpentés ». Ainsi avertis, ils n'ont pas éprouvé de trop cruelles déceptions ; d'autre part, la théorie de l'Etat-Providence n'a jamais été très en vogue dans leurs associations qui ne demandaient au pouvoir que de bonnes lois et une liberté suffisante. Les sociétés de secours mutuels ne doivent donc rien à l'Etat ni au législateur ; elles sont le magnifique produit des efforts individuels de plusieurs générations d'hommes dévoués et sérieux qui se sont consacrés à leur tâche sans chercher pour leur nom une popularité de mauvais aloi.

CHAPITRE II

Des Bases scientifiques sur lesquelles les Sociétés de Secours Mutuels doivent être établies

Comme nous l'avons démontré, les sociétés de secours mutuels ne sauraient se développer à l'aventure, elles doivent nécessairement suivre des règles fixes, que l'expérience et l'observation seules font connaître.

« Les sociétés de secours mutuels, dit en effet avec raison M. Léon Say, ne doivent pas seulement naître d'un entraînement du cœur, elles sont instituées et doivent l'être scientifiquement. Ce sont des sociétés d'assurance qui ne peuvent réussir à proportionner les remèdes aux maux qu'il leur faut guérir, que si elles ont été organisées par des calculateurs très exercés et par des statisticiens très sagaces. Il y a donc une science des sociétés de secours mutuels, comme il y a une science des caisses d'épargne. »

Ce sont ces règles, c'est cette science que des hommes dévoués autant que savants se sont appliqués à vulgariser.

Puisque les associations mutuelles, tout en étant des

réunions d'amis, sont également des compagnies d'assurances, destinées à couvrir certains risques, tels que la mort, les accidents et la maladie; le présent le plus utile à leur faire, c'est de mettre à leur disposition les éléments nécessaires au calcul des risques, dont elles répondent en vertu d'un véritable contrat.

La publication de bonnes tables de mortalité et de maladie serait donc un service signalé à rendre aux sociétés de secours mutuels, en même temps qu'aux classes laborieuses, qui en forment le véritable personnel.

De la péréquation des cotisations et des dépenses communes dépend en effet l'avenir de l'institution; c'est là une question vitale pour nos sociétés, question qui doit à ce titre, attirer l'attention de tous ceux qui s'intéressent au progrès de la mutualité.

Pour qu'une société mutuelle puisse vivre et remplir le rôle humanitaire qu'elle s'est proposé, il faut qu'elle soit toujours en mesure de maintenir l'équilibre entre son actif et son passif; or elle ne peut arriver à ce résultat qu'en ayant une notion exacte de ses obligations, qu'en ayant une connaissance au moins approximative du montant de ses engagements : comme on l'a dit, en effet, si les obligations des sociétaires envers la société sont fixes, les obligations de la société envers les sociétaires sont au contraire, par leur nature même, vagues et indéterminées.

Si la science était impuissante à découvrir les lois mystérieuses des probabilités qui portent en droit le nom de risques, on devrait d'ores et déjà rejeter l'idée mutuelle parmi les utopies dangereuses; mais heureusement, il n'en est pas ainsi, et nous verrons tout à l'heure, en analysant les recherches faites, qu'il existe des lois réelles

de répartition des maladies et de la mortalité, lois changeantes et variables, il est vrai, mais que le calcul combiné à l'expérience permet néanmoins d'isoler.

Dès lors, nous possédons le moyen d'assurer la position des associations mutualistes et devant elles nous pouvons « ouvrir à deux battants les portes de l'avenir. »

Le calcul et l'expérience, tels sont les deux agents qui peuvent permettre aux sociétés de secours mutuels d'évaluer les risques qu'elles sont appelées à couvrir, et de proportionner à ces risques le taux des cotisations exigibles.

Les Anglais, gens pratiques par excellence, portèrent de bonne heure la question mutuelle sur son véritable terrain. Les sociétés d'amis étaient fort nombreuses en Grande-Bretagne, et loin d'inspirer de la méfiance au gouvernement, elles avaient su au contraire s'attirer ses sympathies par leur sagesse et leur fidélité. Les sociétés d'amis comme la plupart de nos associations mutuelles, accordaient presque toutes aux membres qui en faisaient partie des pensions de retraite et des indemnités de maladie ; elles étaient donc intéressées à connaître la durée probable de la vie humaine d'une part, de l'autre, les chances de maladie suivant les âges, pour pouvoir établir le taux des cotisations d'une manière rationnelle, et proportionner leurs ressources à leurs charges.

Les savants anglais se mirent à l'œuvre, et leurs remarquables travaux n'ont pas peu contribué à la prospérité rapide des sociétés d'amis qui surent profiter des enseignements qu'on leur offrait si généreusement.

Nous allons énumérer brièvement les principaux ouvrages publiés sur la mortalité et la maladie au point de vue de la statistique.

A. — Tables de mortalité (Angleterre)

I. — *Table de Halley* ⁽¹⁾ (1693), calculée d'après des observations faites sur les registres mortuaires de Breslau en Silésie.

II. — *Table de Simpson et Smart* ⁽²⁾ (1742), calculée d'après les registres mortuaires de Londres. Les conditions d'hygiène étant toujours déplorables dans les grands centres, la table de Simpson accusait une mortalité exagérée, aussi fut-elle vite discréditée.

III. — *Table de Northampton* (1783), publiée par le fameux Docteur Price dans son traité des *Reversionary payments* ⁽³⁾.

L'ouvrage de Price eut un grand retentissement en Angleterre, et sa table fut universellement acceptée comme fournissant la formule exacte de la mortalité.

Le gouvernement se servit jusqu'en 1819 des données du Docteur Price pour régler le prix des annuités émises par le Trésor. La table de Northampton accuse comme la table de Simpson une mortalité trop rapide.

IV. — *Table de Carlisle* ⁽⁴⁾ (1815), publiée par M. Milne. D'après cette table, sur 1000 personnes existant à 25 ans, il en doit survivre 513 à 65 ans, alors que d'après la table de Price il n'en survivrait que 343.

(1) An estimate of the degrees of the mortality of mankind drawn from curious tables of the births and funerals at the city of Breslaw (1694).

(2) The doctrine of annuities and reversions, deduced from general and evident principles with useful tables (Londres, 1742).

(3) Cet ouvrage fut publié à Londres en 1769.

(4) A treatise on the valuation of annuities and assurances on lives and survivorships, on the construction of tables of mortality, and on the probabilities and expectations of lives (Londres, 1815).

On comprend sans peine l'intérêt de la question pour les sociétés d'amis qui, en calculant leur pension de retraite de vieillesse d'après la table de Northampton, pouvaient s'exposer à de graves mécomptes.

Un rapport de la Commission du Parlement (1827), vint avertir les sociétés d'amis du danger qui les menaçait; cette sollicitude du gouvernement anglais montre quel prix il attachait à la stabilité de l'institution. D'ailleurs, le gouvernement avait pris lui-même, dès 1819, l'initiative de la publication d'une table de mortalité, et avait chargé M. Finlaison de recueillir les matériaux nécessaires.

V. — *Table de M. Finlaison* ⁽¹⁾ (1829), calculée d'après les registres de quatre tontines, instituées par le chancelier de l'Echiquier. Cette table donne des résultats qui se rapprochent de beaucoup de ceux de la table de Carlisle.

VI. — *Table d'Ansell* ⁽²⁾ (1835). Jusqu'à ce jour les savants, pour dresser une table de mortalité, n'avaient pas songé à prendre pour base même de leurs opérations les registres des sociétés d'amis, mines précieuses d'observations.

M. Ansell eut le premier l'heureuse idée de chercher les lois de mortalité en se servant des données expérimentales que lui fournirent ces sociétés. Il est à regretter que l'auteur n'ait pas achevé son travail et qu'il ait cru devoir combler les lacunes de sa table au moyen de la table du Docteur Price.

(1) Report of John Finlaison, on the evidence and elementary facts on which the tables of life annuities are founded. (Imprimé par ordre de la Chambre, Londres, 1829).

(2) Publiées dans le *Treatise on friendly Societies*.

C'est peut-être à cette cause qu'on doit attribuer l'insuccès des sociétés mutuelles qui adoptèrent les tarifs indiqués par Ansell.

VII. — *Table de M. W. Farr* (1841), dressée d'après les rapports du *general registrar*, sorte de préposé en chef aux actes de l'Etat civil.

VIII. — *Table de M. Neison* ⁽¹⁾ (1846). C'est la plus importante qui ait jamais été publiée en Angleterre. Elle fait connaître :

- 1^o La loi générale de mortalité pour l'Angleterre ;
- 2^o La loi de mortalité parmi les membres des sociétés d'amis anglaises ;
- 3^o La loi de mortalité parmi les membres des sociétés d'amis d'Ecosse.

Les observations qui ont servi de base à ce vaste travail statistique ont été puisées à trois sources distinctes :

1^o Dans les rapports officiels du *general registrar of births deaths and marriages* et dans les rapports des commissaires chargés des opérations du recensement en 1821 et en 1841 ;

2^o Dans les archives du bureau du *registrar of friendly Societies*, créé par l'acte de 1829 ;

3^o Dans les communications faites directement par de nombreuses sociétés d'amis écossaises.

La table de Neison, étant donné la masse des observations sur lesquelles elle repose, peut-être considérée comme l'expression assez exacte de la loi de mortalité en Angleterre, mais ce que nous devons surtout remarquer

(1) The contributions on vital statistics.

dans cette table, c'est la partie qui a trait spécialement aux sociétés d'amis.

On peut cependant adresser à M. Neison la critique suivante : l'auteur s'est servi d'éléments divers dans la confection de la table destinée aux sociétés d'amis et les a confondus dans un même calcul ; c'était un tort. En effet, la mortalité est plus rapide dans les sociétés des grandes villes, que dans les sociétés rurales, d'où il suit qu'en prenant ces dernières pour centre principal d'observation, M. Neison devait trouver un taux de la mortalité inférieur au taux réel.

Quoi qu'il en soit, l'œuvre de Neison, malgré ses imperfections, a été universellement adoptée par les sociétés mutuelles anglaises et écossaises et la prospérité toujours croissante de ces sociétés est la conséquence des efforts de la science,

B. — Tables de maladie (Angleterre)

I. — *Table du Docteur Price* (1817). C'est à Price que revient l'honneur d'avoir le premier cherché la loi de maladie. En partant de cette hypothèse : *que la maladie est proportionnelle à la mortalité, et qu'il y a entre ces deux phénomènes une relation de cause à effet*, l'auteur arrivait à la conclusion suivante : « Dans une société composée de personnes ayant moins de 32 ans, un quarante-huitième des membres sera toujours en état d'incapacité de travail par suite de maladie ou d'accident ; de 32 à 40 ans, ce quarante-huitième s'accroîtra d'un quart des membres qui le composent ; de 43 à 51 d'un demi ; de 52 à 58 des trois quarts ; enfin de 58 à 64, il doublera. »

Par suite, si dans la première période, la contribution de maladie est fixée par la société à un penny par semaine, elle devra s'élever dans la seconde période à un penny un quart ; dans la troisième à un penny et demi ; dans la quatrième à un penny trois quarts ; dans la cinquième à deux pence.

Les données du Docteur Price étaient assurément contestables : essayer en effet de fixer *à priori* la loi de la maladie, sans tenir compte de l'expérience, était chose dangereuse pour ne pas dire impossible.

Toutefois, la tentative du savant auteur des *Reversio-nary payments* stimula le zèle des économistes anglais et provoqua de nouvelles recherches.

II. — *Table de Morgan et Becher*, construite sur les calculs de Price pour la société de Southwell.

III. — *Table de M. Charles Oliphant (1820)*. C'est la première table dressée sur des données expérimentales ; l'initiative de ce vaste travail appartient à une société philanthropique d'Ecosse, *the Highland Society of Scotland*, qui entreprit une enquête parmi les sociétés d'amis, et put réunir près de cent mille observations positives.

En 1825, le Parlement anglais, consulté sur le mérite de la table écossaise, chargea M. Finlaison d'en vérifier les conclusions.

IV. — *Table de M. Finlaison (1827)*. M. Finlaison, qui avait tout d'abord déclaré qu'il était impossible de découvrir une loi de maladie, revint bientôt sur son opinion grâce à une étude plus approfondie de la question : « D'après des faits observés par moi-même, dit-il, et un résultat que je tire du livre de Gilbert Blanc, je suis

maintenant fortement porté à penser que l'apparition des maladies est constante à un plus haut degré que je ne l'avais précédemment pensé. La proportion des décès étant connue, la proportion des maladies, si l'on connaît la durée moyenne de chaque maladie, sera également connue (1). »

Voici les éléments qui servirent de base aux calculs de M. Finlaison :

- 1^o Le nombre moyen de journées de maladie supporté par les soldats de l'armée anglaise ;
- 2^o La loi de mortalité de Carlisle ;
- 3^o Une moyenne entre les données provenant de ces deux sources et les chiffres de la table d'Oliphant.

Comme on le voit, M. Finlaison prenait pour point de départ l'hypothèse du Docteur Price en admettant qu'il existe une certaine relation entre la mortalité et la maladie. Certes, nous ne prétendons pas nier cette relation, mais nous croyons qu'il est assez difficile de la mesurer d'une manière exacte ; l'observation consciencieuse des faits est, à notre avis, une source d'information autrement sûre et véridique.

M. Finlaison le comprit vite d'ailleurs, et en 1829, il dressait sur des données exclusivement expérimentales une nouvelle table à l'usage des sociétés d'amis de Londres (2).

D'après cette table, le nombre moyen des journées de maladie pour un individu, chaque année est :

(1) Report from select Comitee, 1825.

(2) Report on the Evidence elementary on which the Tables of life Annuities are foundet.

De 20 à 35 ans, de jours.	7
De 35 à 40 — —	8,5
De 40 à 50 — —	9,5
De 50 à 55 — —	10,5
De 50 à 60 — —	13,5

Jusqu'en 1835, on se servit presque exclusivement à Londres de cette table pour vérifier si les cotisations fixées par les sociétés d'amis compensaient les charges qu'elles s'engageaient à supporter.

V. — *Table d'Ansell* ⁽¹⁾ (1835), publiée sous les auspices de la société *for the Diffusion of useful Knowledge*, d'après les comptes rendus des opérations des sociétés d'amis anglaises pendant une période de cinq ans (1823-1828). La table d'Ansell accuse un taux de maladie bien plus élevé que celui des tables précédentes, ce qui permet de supposer que l'auteur a pris pour centre d'observation les grandes villes, où l'état sanitaire est toujours déplorable dans les classes pauvres.

VI. — *Table de M. Neison* (1846). Ce savant, en prenant pour base les 1.147.143 observations qui lui avaient déjà servi pour calculer sa table de mortalité, publia une excellente table de maladie, destinée aux sociétés d'amis.

D'après lui, la somme moyenne de maladie pour un individu, chaque année est :

A l'âge de 10 ans, de. . . .	0,46	semaine
— 20 —	0,83	—
De 20 à . . 40 —	0,93	—
A l'âge de 50 —	1,96	—
— 60 —	4,16	—
— 65 —	8	—

(1) *Treatise on friendly Societies.*

La table de Neison accuse, en définitive, un taux de la maladie supérieur à celui que fournit la table d'Ansell.

La table écossaise avait évalué à 687 jours de maladie les charges d'une société pour chaque sociétaire de 21 à 70 ans ; M. Ansell donne le chiffre de 863, et M. Neison le chiffre 1,053. En présence d'écarts aussi considérables, il était urgent de remettre le sujet à l'étude, d'autant que les *friendly Societies* se trouvaient fort embarrassées dans la confection de leur budget et hésitaient à élever le taux normal des cotisations d'après les indications de M. Neison.

Le Parlement prit alors l'initiative d'une vaste enquête qui aboutit à la publication des célèbres tables de Tidd-Pratt, calculées par M. Finlaison.

VII. — *Table de Finlaison et Tidd-Pratt*⁽¹⁾ (1850-1860). L'enquête porta sur les 300,000 faits recueillis dans les rapports quinquennaux du registrar ; M. Finlaison fut chargé de les classer et d'en tirer les conclusions.

Les nouvelles tables furent publiées en 1860 par les soins de M. Tidd-Pratt, qui compléta son œuvre en calculant, d'après ces mêmes tables, le chiffre des cotisations correspondantes pour les sociétés d'amis.

La moyenne des journées de maladie par personne et par année dans les *friendly Societies* est suivant M. Finlaison :

(1) Average sickness to each person in friendly Societies, in England and Wales, adjusted by taking the average of each five years, the middle year of each five. — Instructions prepared by John Tidd-Pratt, with rules and tables. — Tables of contributions for payments in sickness, etc., for friendly Societies in England.

A l'âge de 15 ans, de 6,21 journées

—	20	—	6,88	—
—	25	—	6,83	—
—	30	—	6,91	—
—	35	—	7,14	—
—	40	—	8,21	—
—	45	—	9,34	—
—	50	—	11,49	—
—	55	—	13,95	—
—	60	—	18,73	—
—	65	—	27,36	—

Ainsi, dès 1860, l'Angleterre était dotée d'une table de maladie, sinon parfaite, du moins présentant toutes les garanties d'exactitude désirables. Désormais, les sociétés d'amis pouvaient prétendre à une organisation scientifique et envisager l'avenir avec confiance. Le redoutable problème de la péréquation des cotisations et des dépenses sociales était résolu.

« Ce qui résulte de tous les calculs auxquels ont donné lieu la maladie et la mortalité dans les sociétés d'amis et des tables qu'on en peut déduire, disait M. Brown, à cette époque, c'est que nous avons le moyen d'assurer solidement la position de toute association de prévoyance soumise à l'épreuve de l'évaluation ⁽¹⁾. »

Après avoir analysé les travaux exécutés en Angleterre pour déterminer les lois de la maladie et de la mortalité, nous devons à présent mentionner les efforts tentés en France pour arriver à ce même résultat.

(1) Rapport du registrar de 1864.

A. — Tables de mortalité (France)

I. — *Table de Deparcieux* ⁽¹⁾ (1746). Cette table dressée d'après les registres des tontines françaises, est restée en usage jusqu'à nos jours. Le législateur s'en est servi pour calculer les tarifs de la caisse des retraites pour la vieillesse (loi du 18 juin 1850), malgré les judicieuses critiques de certains économistes distingués. La loi du 20 juillet 1886 s'est également référée à la table de Deparcieux, sous toutes réserves, il est vrai.

Nous reviendrons plus tard sur ce sujet : qu'il nous suffise de constater ici, l'inexplicable inertie du gouvernement, qui s'est mis dans la nécessité de baser une institution comme celle de la Caisse des retraites sur des documents remontant à plus d'un siècle.

La table de Deparcieux accuse une mortalité très lente ; on conçoit par suite les dangers auxquels s'exposerait une société qui en adopterait les données. La société, obligée d'exiger des sociétaires une cotisation trop élevée, se verrait vite délaissée pour ce motif.

II. — *Table de Dupré Saint-Maur et de Buffon* ⁽²⁾, *revisée en 1779 par M. de Saint-Cyran* ⁽³⁾. Cette table basée sur un petit nombre d'observations n'a jamais été bien employée.

(1) *Essais sur la probabilité de la durée de la vie humaine* (Paris 1746), (un supplément seulement a paru en 1760).

(2) *Table des probabilités de la durée de la vie*, publiée d'après les documents de Dupré de Saint-Maur, dans *l'Histoire naturelle de l'Homme* de Buffon, 1867.

(3) *Calcul des rentes viagères sur une ou plusieurs têtes*, par M. de Saint-Cyran (Paris 1779).

III. — *Table de Duvillard* ⁽¹⁾ (1806), accuse une mortalité très rapide. Cette table joue en France vis à vis de celle de Deparcieux, le rôle que joue en Angleterre la table de Northampton vis à vis de celle de Carlisle. Ainsi, selon Duvillard, sur 1,000 personnes âgées de 25 ans, il ne survivrait à 65 ans que 353 personnes, alors que, selon Deparcieux, il en survivrait 510.

IV. — *Table de Montferrand* ⁽²⁾ (1838). Cette table s'éloigne de la précédente pour se rapprocher singulièrement de la table de Deparcieux. C'est peut-être à cause de cette grande ressemblance qu'elle n'a pas eu beaucoup de succès pratique.

Nous pouvons encore citer, pour compléter cet exposé les recherches de MM. de Chateauneuf et Villermé sur la durée comparative de la vie chez le riche et le pauvre, enfin les travaux statistiques de M. Mathieu. En somme, il est à remarquer qu'aucune de nos tables de mortalité française n'a été construite sur des données fournies par les sociétés de secours mutuels; aucun savant n'a essayé de doter la mutualité de tables spéciales, à l'imitation de l'Angleterre. C'est là une lacune sur laquelle on a souvent gémi, mais les gémissements des économistes ont laissé toujours le pouvoir insensible.

Pour justifier l'inaction gouvernementale, M. Bienaymé écrivait en 1850 ⁽³⁾ que les recherches anglaises sur les lois réelles de répartition des maladies et de la mortalité avaient été à peu près infructueuses. Une pareille asser-

(1) *Analyses et Tableaux de l'influence de la petite vérole sur la mortalité à chaque âge et de celle qu'un préservatif tel que la vaccine peut avoir sur la population et la longévité.* (Paris 1806).

(2) *Essai sur les lois de la population et de la mortalité en France* (t. xvi du *Journal de l'Ecole polytechnique de France*, Paris 1838).

(3) *Circulaire* du 9 septembre 1850. Ministère du Commerce. — Cf. *Journal des Economistes*, décembre 1859.

tion était aussi inexacte qu'habile; le gouvernement reculait devant le travail et la dépense.

C'est ainsi qu'en 1851, l'Assemblée législative adopta purement et simplement la table de Deparcieux lors de la création de la caisse de retraite pour la vieillesse (1).

En 1882, la Chambre comprit enfin la nécessité de remplacer les vieilles tables de Deparcieux par de nouvelles.

L'article 26 du projet de la loi sur les associations de prévoyance mutuelle contenait la disposition suivante : « Dans un délai de deux années après la promulgation de la présente loi, le ministre du Commerce fera établir et publier des tables de mortalité et de maladie. Ces tables seront révisées tous les dix ans. Un crédit de 100,000 fr. sera ouvert pour pourvoir aux dépenses nécessitées par l'établissement et la publication des tables dont il est parlé ci-dessus. »

C'était là une promesse précieuse, malheureusement elle ne devait pas être exécutée de longtemps.

Dans les travaux préparatoires de la loi du 20 juillet 1886, la Chambre renouvela ses instances et invita le le gouvernement à agir; l'intérêt de l'institution de la Caisse de retraites pour la vieillesse était d'ailleurs directement en jeu. En effet, la table de Deparcieux, qui accusait très probablement une mortalité trop lente pour l'époque où elle fut publiée, devait à l'heure actuelle pécher par un excès contraire, étant donné les améliorations réalisées depuis un siècle et demi, dans la condition matérielle des classes pauvres.

(1) Cependant, on était unanime à reconnaître la nécessité de nouvelles tables. Le gouvernement en 1850, en 1852, en 1868, s'engagea officiellement à entreprendre cet important travail.

Cette fois, le gouvernement sentit qu'il ne pouvait se dérober plus longtemps et prit l'engagement légal de faire dresser dans le plus bref délai de nouvelles tables de mortalité, en prenant pour base le résultat des opérations de la Caisse nationale de retraites.

Conformément à l'article 9 de la loi du 20 juillet 1886, la Direction générale de la Caisse des dépôts et consignations a établi la nouvelle table destinée à remplacer celle de Deparcieux. Cette table, calculée par M. Fontaine, ancien élève de l'Ecole polytechnique, est appelée à jouer vis à vis de la table de Deparcieux le rôle que cette dernière jouait vis à vis de la table de Duvillard ⁽¹⁾.

B. — Tables de maladie (France)

Si aujourd'hui, la France peut soutenir la comparaison avec l'Angleterre, relativement aux tables de mortalité, elle se trouve, vis à vis de cette dernière puissance, dans un état d'infériorité notable relativement aux tables de maladie.

Nous allons mentionner ici les rares travaux accomplis dans notre pays, en vue de découvrir ce qu'on appelle ordinairement la loi de maladie.

I. — *Table de M. Mourgue* ⁽²⁾ (1809). M. Mourgue, en l'absence de tout autre moyen pratique d'investigation, se borna à rechercher le rapport qui existe entre le nombre des malades traités dans les hôpitaux de Paris, et la masse totale de la population indigente.

(1) La nouvelle table de mortalité a été publiée dans la *Rev. des inst. de pré.*, livraison de février 1888.

(2) *Essai de statistique* (Paris 1808). — Le mémoire de M. Mourgue a été inséré dans le *Recueil des savants étrangers*, t. 1.

On conçoit aisément tout ce que ce procédé avait d'imparfait, nous croyons donc inutile d'énumérer les causes d'erreur qui vicièrent les résultats laborieusement obtenus par l'auteur.

M. Mourgue compte pour chaque individu par an une durée moyenne de 7 journées de maladie. Ce fut sur ces données aussi aléatoires qu'il édifia son plan d'une caisse générale de prévoyance et de secours, faisant à la fois fonction de caisse d'épargne, de caisse de retraite et de société mutuelle.

Quoi qu'il en soit, M. Mourgue est, après Chamousset, le premier qui ait compris la nécessité de donner à l'idée mutuelle une base scientifique.

II. — *Table de Gérando*. M. de Gérando, dans son célèbre traité sur la bienfaisance publique, estime que pour chaque habitant de Paris, il y a probabilité de 8 à 9 jours de maladie par an, mais il n'indique point sur quelles observations il appuie cette importante assertion.

III. — *Table de M. Deboutteville* ⁽¹⁾ (1844). En 1830, M. Villermé, en commentant devant les délégués des sociétés mutuelles de Paris, les travaux exécutés en Angleterre pour formuler la loi de la maladie, déclarait qu'on pourrait peut-être se servir en France des recherches faites, à condition de leur faire subir certaines corrections de détails.

Quinze jours plus tard, M. Deboutteville s'emparait de cette idée, publiait à l'usage des sociétés mutuelles une table de maladie, remarquable à divers points de vue.

(1) *Des sociétés de prévoyance et de secours mutuels ; recherches sur l'organisation de ces institutions*, suivies d'un projet de règlement et de tables à leur usage (Paris 1844), v. le *Journal des Economes*, t. xx, p. 88.

Voici de quelle façon l'auteur s'y prit pour construire sa table :

Il choisit comme point de départ la table écossaise, en rectifiant les chiffres d'après la table de mortalité de Carlisle pour les trente premières années, puis il multiplia les nombres ainsi obtenus par $5/4$, rapport de la mortalité de France à celle d'Angleterre ⁽¹⁾. Cette méthode lui fournit les résultats suivants :

La durée moyenne de la maladie pour un individu, par année est de :

De 20 à 25 ans, de	5,9	journées
De 25 à 30	— 6,7	—
De 30 à 35	— 8	—
De 35 à 40	— 9,5	—
De 40 à 45	— 10,7	—
De 45 à 50	— 12,2	—
De 50 à 55	— 14,5	—
De 55 à 60	— 18,3	—
De 60 à 65	— 28,7	—
De 65 à 70	— 69,8	—

En définitive, de 20 à 70 ans, il y a une probabilité de 923,5 journées de maladie, ce qui donne une moyenne de 18 $1/2$ journées par an.

Malheureusement, on ne saurait avoir une grande confiance dans les résultats annoncés par M. Deboutteville, car ils ne reposent sur aucun document positif. Ses hypothèses peuvent être exactes, mais il est impossible de les vérifier.

(1) D'après QUETELET dans son ouvrage : *Sur l'homme et le développement de ses facultés*.

Les sociétés de secours mutuels veulent bien s'adresser à la science, mais elles se défont du hasard.

IV. — *Table de M. G. Hubbard* ⁽¹⁾ (1852). En 1850, le comité pour la propagation des sociétés de prévoyance prit l'initiative de provoquer, au sein des associations mutuelles de Paris et des départements, une vaste enquête analogue aux enquêtes entreprises en Angleterre parmi les sociétés d'amis, par des hommes tels que Oliphant, Ansell et Neison.

Le comité, dans une circulaire, priait les délégués des sociétés mutuelles de vouloir bien remplir aussi exactement que possible les deux tableaux qu'on leur adressait.

Le premier tableau n'était que la reproduction fidèle du tableau quinquennal, exigé en Angleterre des sociétés d'amis par l'acte de 1829.

Le second tableau devait simplement servir à consigner les résultats généraux obtenus. Son utilité était incontestable : mais le comité comptait trop sur le zèle et l'intelligence des délégués.

Nombre d'entre eux s'embarrassèrent dans leurs opérations ; d'autres n'essayèrent même pas de comprendre ce qu'on attendait d'eux ; beaucoup enfin ne fournirent que des indications insuffisantes.

Sur 150 sociétés consultées, 25 répondirent et 3 seulement parvinrent à remplir convenablement leurs deux tableaux.

(1) *De l'organisation des sociétés de prévoyance et secours mutuels, et des bases scientifiques sur lesquelles elles doivent être établies, avec une table de maladie et une table de mortalité, dressées sur des documents spéciaux*, par G. HUBBARD, Paris 1852.

Ces 25 sociétés ont fourni 44,069 années de vie, pendant lesquelles elles ont payé 453,221 fr. 79 pour 257,478 jours de maladie, et 46,755 fr. 32 pour 102,979 jours d'infirmités, et pendant lesquelles, ayant admis 3,319 nouveaux membres, elles ont perdu, pour cause de décès, 590, et par suite de radiation, 1898 (1).

M. G. Hubbard, secrétaire du comité, calcula alors d'après les données qui venaient de lui être fournies, la première table française de la maladie. Il avait été encouragé et aidé dans ses laborieuses recherches par MM. Olinde Rodrigues, V. Lanjuinais et A. d'Eichtal. Voici les résultats généraux obtenus par M. Hubbard : Chaque sociétaire doit compter :

De 21 à 30 ans, sur	51,420	journées de maladie		
De 30 à 40	—	52,856	—	—
De 41 à 50	—	84,084	—	—
De 51 à 60	—	147,300	—	—

En résumé, de 21 à 70 ans, il y a probabilité de 402,848 journées de maladie.

Les tables anglaises d'Oliphant, d'Ansell et Neison sont moins optimistes, puisque, pour un même laps de temps, elles donnent les chiffres, de 687, 863, 1053.

M. Jouaneau, dans une excellente étude critique sur le travail de M. Hubbard, fait remarquer non sans raison, que la table française de la maladie repose sur un trop petit nombre d'observations pour pouvoir inspirer une confiance absolue.

Quoiqu'il en soit, M. Hubbard, en essayant le premier en France de déterminer scientifiquement la loi obscure

(1) G. HUBBARD, ouvrage cité, introduction LXXVIII.

de la maladie, a droit à toute la reconnaissance des classes deshéritées; c'est à ce titre que son nom doit figurer sur le livre d'or de la mutualité.

V. — *Table de M. Vergnes*. M. Vergnes prend pour point de départ de ses calculs les tables anglaises d'Oliphant, d'Ansell et de Neison, en leur faisant subir quelques corrections de détail. L'auteur invite en outre les sociétés à se servir de leurs expériences personnelles, sans toutefois négliger les enseignements généraux qui résultent des travaux de statistique effectués en France ou à l'étranger.

En somme, M. Vergnes pense que la pratique peut, dans une certaine mesure, corriger la théorie.

L'idée est ingénieuse, mais sa réalisation présente bien de dangers: les mutualistes ne sont que trop portés à s'en remettre au hasard du soin d'équilibrer le budget social; il est peu de sociétés qui ne promettent plus qu'elles ne pourront tenir. De là, bien des mécomptes et des désillusions.

Le système préconisé par Vergnes doit donc être rejeté; les sociétés mutuelles ne sauraient trop se mettre en garde contre les assertions optimistes de certains auteurs. Déduire une loi générale de quelques observations isolées, c'est s'exposer à des chances multiples d'erreurs.

« En fin de compte, dit M. Laurent, le problème attend encore sa solution. Cette solution ne viendra pas chez nous d'un travail particulier; la tâche est trop lourde pour qu'un effort isolé l'accomplisse. »

C'était un appel direct au gouvernement; malheureusement cet appel ne fut pas attendu.

En 1883, M. Hippolyte Maze, député de Seine-et-Oise, un des plus ardents apôtres de la mutualité, réclamait

hautement un travail d'ensemble sur la mortalité et la maladie, travail que seul le gouvernement pouvait entreprendre et mener à bonne fin.

Cette fois le pouvoir parut céder. L'article 26 du projet de la loi sur les associations de prévoyance mutuelle engageait en effet le gouvernement.

Inutile d'ajouter que le projet de loi sur les associations de prévoyance n'étant pas arrivé à terme, le gouvernement se trouve, sinon moralement, du moins légalement dégagé.

L'article 9 de la loi du 20 juillet 1886 a annoncé la publication prochaine d'une table de mortalité, et cette table a effectivement paru ; il est regrettable que le gouvernement s'en soit tenu là.

L'article 36 de la loi du 1^{er} avril 1898 contient un engagement formel de l'Etat : « Dans le délai de deux ans après la promulgation de la présente loi, les ministres de l'Intérieur et du Commerce feront établir des tables de mortalité et de morbidité applicables aux sociétés de secours mutuels. » Dans ce but les préfets auront à veiller à ce que les états statistiques fournis chaque année au ministre de l'Intérieur par les sociétés contiennent tous les détails demandés, conformément à l'article 7 de la loi, pour qu'il puisse être procédé à l'application de l'article 36. Jusqu'ici les sociétés ont fourni, conformément à l'article 20 du décret du 26 mars 1852, au préfet de leur département, la statistique de leurs opérations contenant leur situation morale et financière avec les comptes détaillés de chaque chapitre. Le préfet en fait un état général et l'adresse dans le courant de l'année au ministre de l'Intérieur. L'article 7 de la loi de 1898 confirme cet usage et en précise la pratique. Il

ordonne que cette statistique soit dressée et parvienne au ministre de l'Intérieur dans les trois premiers mois de chaque année. Elle doit contenir, comme d'habitude, l'effectif des sociétés, le nombre des cas de maladie de leurs membres et en outre la nature de la maladie, telle qu'elle est prescrite par l'article 15 de la loi du 30 novembre 1892, sur l'exercice de la médecine. Cette adjonction a pour but de procurer des éléments à la confection des tables de morbidité (1).

Au sujet de ces tables, M. Lourties dans son rapport au Sénat, établit des comparaisons sur la morbidité dans les différents pays et conclut, après M. Cheyson, que le risque des maladies varie sensiblement avec l'âge et avec les professions. Elle varie encore, d'après M. Barberet, avec les contrées, les climats, les tempéraments, les mœurs et les habitudes d'hygiène. Les gens sobres ont une meilleure santé que ceux qui sont intempérants, et certaines parties de la population présentent sous ce rapport des différences notables avec d'autres parties. Ces diversités rendront difficile l'œuvre de statistique voulue par la loi.

Cependant, l'accomplissement n'en est pas impossible. Nous avons devant les yeux l'exemple de l'Italie. A la suite d'une enquête ouverte en 1886 auprès des sociétés de secours mutuels de la Péninsule, des tables furent dressées et donnèrent les résultats suivants pour les deux sexes :

(1) L'article 15 de la loi du 30 novembre 1892 sur l'exercice de la médecine impose à tout docteur, officier de santé ou sage-femme, l'obligation de déclarer à l'autorité publique les cas de maladies épidémiques tombées sous son observation et dont la divulgation n'engage pas le secret professionnel. Ces déclarations doivent être faites au sous-préfet ou au maire.

AGES	NOMBRE annuel des malades sur 100 socié- taires	CAS de maladie sur 100 socié- taires	JOURNÉES de maladie par socié- taire malade	JOURNÉES de maladie par chaque socié- taire	DURÉE moyenne de la maladie
H O M M E S					
10 à 15 ans	19.4	23.5	20.3	3.9	16.5
15 à 20 »	23.3	27.6	20.9	4.9	17.7
20 à 25 »	21.0	25.1	23.2	5.0	19.8
25 à 30 »	22.0	26.6	23.6	5.4	20.3
30 à 35 »	22.9	25.6	23.0	5.1	20.6
35 à 40 »	24.3	27.8	24.8	6.0	21.4
40 à 45 »	23.2	27.3	26.7	6.2	22.7
45 à 50 »	25.3	28.9	27.0	6.8	23.7
50 à 55 »	25.8	30.4	30.7	7.9	26.1
55 à 60 »	27.5	32.8	33.7	9.2	28.2
60 à 65 »	29.9	36.1	37.3	11.2	30.9
65 à 70 »	33.2	40.4	39.9	13.4	33.4
70 à 75 »	34.4	39.7	43.0	14.7	37.2
75 à 80 »	28.6	33.7	47.1	13.4	39.9
80 ans et plus.....	14.8	22.2	52.8	7.8	35.2
10 ans et au-dessus	24.2	28.3	27.1	6.6	23.2
F E M M E S					
10 à 15 ans	38.1	45.2	22.5	8.6	19.0
15 à 20 »	25.5	30.3	23.9	6.1	20.1
20 à 25 »	29.6	35.2	26.6	7.8	22.4
25 à 30 »	26.7	32.7	30.0	8.0	24.5
30 à 35 »	27.5	33.3	32.4	8.9	26.7
35 à 40 »	25.1	30.3	30.9	7.7	25.6
40 à 45 »	27.7	33.8	30.5	9.3	27.5
45 à 50 »	25.7	29.4	31.8	8.2	27.7
50 à 55 »	29.2	35.0	31.9	9.3	25.6
55 à 60 »	27.9	32.1	34.8	9.7	30.3
60 à 65 »	33.5	40.1	29.8	10.0	25.0
65 à 70 »	31.4	37.2	37.0	8.2	31.3
70 à 75 »	30.3	34.9	39.8	12.0	34.6
75 ans et plus.....	31.5	35.9	36.4	11.8	31.6
10 ans et au-dessus	27.5	32.9	33.1	8.5	26.0

Ces tableaux montrent qu'entre vingt et soixante ans, le nombre annuel des journées de maladie rapporté à l'effectif total des sociétaires, représente une moyenne par tête qui varie de cinq à onze pour les hommes et de six à dix pour les femmes avec un point bas très net pour l'âge de trente-cinq à quarante ans.

Jusqu'à l'âge de cinquante-cinq à soixante ans la morbidité des femmes l'emporte sur celle des hommes, aussi bien pour la durée que pour la fréquence des maladies. Au delà, c'est l'inverse qui a lieu.

En est-il de même en France? Nous ne pouvons nous en rendre compte.

En somme, les dispositions de l'article 36 de la loi nouvelle nécessiteront un travail considérable, qui pour être à peu près exact demandera beaucoup de temps et de gros sacrifices; quant au délai de deux ans, il est matériellement impossible de faire le nécessaire dans ce laps de temps. On ne pourra pas se servir des tables des compagnies d'assurances qui portent en quelque sorte sur des têtes choisies; il n'en est pas de même dans les sociétés de secours mutuels. Il faut considérer aussi qu'un grand nombre de nos sociétés sont professionnelles, c'est-à-dire composées de membres d'un même métier ou profession, et qu'en raison de la salubrité plus ou moins grande des ateliers, chantiers, usines, mines, carrières, etc., ainsi que de la nature des matières premières et autres employées et des objets de fabrication, la mortalité et par suite la morbidité frappent plus ou moins ceux qui y sont occupés; puis, comme on l'a fait remarquer, les tempéraments ne sont pas les mêmes dans le Nord que dans le Midi, dans l'Est que dans l'Ouest : il faudra donc opérer un recensement par groupes de professions similaires et par régions, pour obtenir des données sur

lesquelles on pourra tabler quelque peu en connaissance de cause. ⁽¹⁾

En tout cas, ce ne sont pas les états statistiques adressés chaque année au ministère de l'Intérieur par les sociétés de secours mutuels qui pourront fournir tous les éléments nécessaires à cet énorme travail, à moins qu'on augmente le nombre de leurs colonnes et que le contrôle en soit assuré par les médecins de toutes les localités où fonctionnent ces sociétés ⁽²⁾.

Quoiqu'il en soit, les rapports officiels dressés chaque année par les soins du ministre de l'Intérieur peuvent servir de point de départ à un travail statistique sur la maladie, ils peuvent même, jusqu'à nouvel ordre, fonctionner comme tables de maladie et rendre à ce titre de bons services.

Il est utile cependant de signaler une grave lacune dans les tableaux statistiques annexés aux rapports annuels. Il n'y est nulle part question de l'âge des sujets sur lesquels porte l'observation, de telle sorte que la maladie apparaît comme un fléau frappant également la jeunesse, l'âge mûr et la vieillesse. Les sociétés mutuelles qui admettent le principe des cotisations variables ne trouveront donc pas dans la statistique officielle les éléments nécessaires au calcul de leurs risques.

Il ne faut pas se confier non plus à la table du Bulletin de la Ligue et à celle de M. Bertillon, car toutes les deux

(1) Par exemple les carrières de la Ferté sous Jouarre qui extraient la pierre meulière, les ouvriers en papiers peints et les fleuristes artificiels qui se servent du vert de Schweinfurt, les ouvriers miroitiers qui emploient le mercure et tout ceux qui manipulent les toxiques sont incomparablement plus exposés aux maladies que les jardiniers, que les statisticiens classent parmi ceux qui vivent le plus longtemps (BARBERET).

(2) V. BARBERET.

sont très incomplètes, comme le fait justement remarquer M. Lourties dans son rapport au Sénat.

Nous croyons que ce déplorable état de choses va bientôt cesser, car tout récemment, M. Guiyesse, député du Morbihan, membre du Conseil supérieur de la Mutualité, a fait savoir à la presse mutualiste :

« Que la commission qu'a instituée le ministre de l'Intérieur pour préparer les tables de morbidité et de mortalité, commission qu'il a l'honneur de présider, a terminé ses travaux préliminaires et que les sociétés vont recevoir sans tarder de l'Administration les questionnaires auxquels elles auront à répondre ⁽¹⁾. »

L'apparition des tables prévues par l'article 36 de la loi du 1^{er} avril 1898 semble donc assurée. Espérons qu'elle sera prochaine.

(1) V. *Le Mutualiste Lyonnais*, n° du 10 avril 1900.

DEUXIÈME PARTIE

LÉGISLATION FONDAMENTALE

CHAPITRE PREMIER

Régime légal des Sociétés de Secours Mutuels de 1790 à 1848

Les sociétés de secours mutuels, nous l'avons vu, sont bien loin d'être un fait moderne. Ce n'est cependant que depuis notre siècle qu'elles occupent théoriquement les esprits; il n'est donc pas étonnant que leur législation soit toute récente.

Le décret du 2-16 mars 1791 avait proclamé la liberté du travail en déclarant que le droit de travailler n'était pas un droit domanial mais naturel, que la loi laissait à tous sans condition. La suppression des corporations fut accueillie avec ivresse. Camille Desmoulins s'écriait avec enthousiasme : « Ira commercer aux Indes qui voudra, aura une boutique qui pourra. Le maître tailleur, le maître cordonnier plaideront, mais les garçons se réjouiront et il y aura illumination dans les mansardes. »

Malheureusement le décret du 14-17 juin de la même année vint apporter un tempérament à cette belle liberté ; on interdit aux travailleurs de s'unir entre eux pour la défense de leurs intérêts collectifs. Lorsque les ouvriers adressèrent à l'Assemblée Nationale des pétitions tendant à ce qu'il leur fut permis de se réunir pour procurer des secours à leurs camarades malades et sans travail, le député Chapelier, ne voyant dans ces prétendus intérêts communs et dans ces caisses de secours projetées que des motifs spécieux, des intérêts intermédiaires, et séparés à tort de la chose publique, leur fit cette fameuse réponse : « Il n'y a plus aujourd'hui d'intérêts intermédiaires, il n'y a plus que l'intérêt particulier de chaque individu et l'intérêt général, » et il ajoutait que c'était « l'office de la nation et des officiers publics en son nom, de fournir des travaux aux valides, des secours aux infirmes et l'éducation aux enfants ⁽¹⁾. »

Le décret du 17 juin 1791 était ainsi conçu :

« Article 1^{er}. — L'anéantissement de toutes les espèces de corporations de citoyens du même état et profession étant une des bases fondamentales de la Constitution Française, il est défendu de les rétablir de fait, sous quelque prétexte ou sous quelque forme que ce soit. »

« Art. 2. — Les citoyens du même état ou profession, les entrepreneurs, ceux qui ont boutique ouverte, les ouvriers ou compagnons d'un art quelconque ne pourront, lorsqu'ils se trouveront ensemble, se nommer ni président, ni syndic, ni secrétaire, ni tenir des registres, pren-

(1) Là réside, a dit, il y a bien longtemps, M. Emile Ollivier, l'erreur fondamentale de la Révolution Française... De là sont sortis les excès de la centralisation, l'extension démesurée des droits sociaux, les exagérations des réformateurs socialistes. De là procède Babeuf, la conception de l'Etat providence, le despotisme révolutionnaire sous toutes ses formes.

dre des délibérations, former des règlements sur leurs prétendus intérêts communs. »

Ainsi la Révolution portait atteinte à l'un des droits les plus sacrés de l'homme et du citoyen, celui de l'association, c'est-à-dire de la mutualité des secours, de la solidarité, de la fraternité (1).

Le décret du 17 juin 1791 est la conséquence fatale des théories d'alors. « L'Etat tout puissant en face de l'individu isolé et sans défense, voilà l'idéal qu'on s'efforçait d'atteindre, c'était là l'âge d'or promis à l'humanité (2). »

Remarquons d'ailleurs que la prohibition formulée par le décret de 1791 n'était pas générale : les citoyens qui n'appartenaient pas à la même profession conservaient entièrement le droit de s'assembler paisiblement et de former entre eux des sociétés libres à charge d'observer les lois en vigueur. Le décret du 19-22 juillet 1791 est formel sur ce point. Il impose pour toute formalité la déclaration préalable des lieux et jours de réunion au greffe de la municipalité.

Les mêmes principes sont consacrés par la constitution du 3-14 septembre 1791, le décret du 13 juin 1793, et par la constitution du 24 juin 1794.

En somme, le décret de 17 juin 1791, est destiné seulement à lutter contre le rétablissement des anciennes corporations et à empêcher les coalitions d'ouvriers (3).

Il est assez difficile de se rendre compte de la situation des sociétés mutuelles à l'époque où nous nous plaçons. Certainement le gouvernement voyait d'un mauvais œil les tentatives faites par les ouvriers pour se rapprocher

(1) V. MOREAU CHRISTOPHE : *Du Problème de la Misère*.

(2) V. SERULLAZ.

(3) On s'en servit plusieurs fois, notamment en 1796 contre les ouvriers papetiers.

les uns des autres ; de plus, la déplorable théorie de l'Etat providence, si malencontreusement mise en honneur, n'était pas faite pour encourager la prévoyance ; nous savons cependant que quelques sociétés s'organisèrent à cette époque ⁽¹⁾.

Avec le Consulat et l'Empire la paix intérieure revint. Les ouvriers durent alors bien vivement sentir le besoin de se former en associations afin de parer aux risques qui les menaçaient : maladie, vieillesse, chômage.

En 1806, le mouvement mutualiste fut entravé par les exigences de l'Administration, qui se servait du décret de 1791 pour empêcher les réunions des ouvriers de la même profession.

En 1808, l'autorité devint moins ombrageuse, la police ferma les yeux et n'inquiéta plus les associations mutuelles formées entre ouvriers de la même profession qui, d'ailleurs, pour respecter la lettre de la loi s'agrégeaient toujours quelques étrangers.

En 1810, le Code pénal fut promulgué. Comme aucune disposition spéciale ne visait les sociétés de secours mutuels, on en a conclu que le législateur avait entendu les placer sous le régime des associations en général, et que les articles 291 et suivants leur étaient applicables ⁽²⁾ : donc les sociétés de secours mutuels, comprenant plus de vingt membres, ne pouvaient se constituer qu'avec

(1) A Paris, d'après les comptes rendus de la Société philanthropique, il se fonda de 1794 à 1806 treize sociétés de secours mutuels.

(2) Art. 291 — Nulle association de plus de vingt personnes dont le but sera de se réunir tous les jours ou à certains jours marqués pour s'occuper d'objets religieux, littéraires, politiques ou autres, ne pourra se former qu'avec l'agrément du gouvernement et sous les conditions qu'il plaira à l'autorité publique d'imposer à la société.

Art. 294. — Tout individu qui, sans la permission de l'autorité municipale, aura accordé ou consenti l'usage de sa maison ou de son appartement pour la réunion des membres d'une association même autorisée sera puni d'une amende de 16 à 200 francs.

l'autorisation gouvernementale et elles ne pouvaient tenir d'assemblées sans l'autorisation municipale. Elles se trouvaient ainsi placées sous la dure tutelle de l'administration et de la police. Leurs statuts étaient soumis au contrôle des préfets, et examinés au point de vue économique et politique. Il était recherché si l'organisation morale et financière de la société réunissait les garanties convenables de durée et s'il n'y avait rien à redouter de la fondation relativement à la sécurité générale; en fait, l'examen administratif ne portait que sur ce dernier point de vue. La question n'était pas encore mûre : en effet, les premières sociétés de secours mutuels, fondées le plus souvent un peu à la légère, périclitèrent et se virent dans la nécessité de manquer à une partie de leurs engagements.

Une circulaire du ministre de l'Intérieur, comte de Montalivet, en date du 31 octobre 1812, nous montre cependant que le pouvoir s'intéressait quelque peu à la prospérité des associations mutuelles. En voici les termes :

« Il existe dans plusieurs départements, sous le titre de caisses de secours ou prévoyance, des associations qui ont pour objet d'assurer des secours en cas de maladie, d'infirmité ou de vieillesse avancée, à diverses classes de journaliers ou d'artisans. Il me paraît important que l'administration exerce une surveillance sur des associations qui embrassent souvent les intérêts d'un grand nombre d'individus, et une connaissance exacte de ces associations et de leurs effets peut d'ailleurs présenter des données précieuses pour le système général des secours publics, en mettant à portée d'apprécier avec plus de justesse quelle est la masse des secours apportés au

soulagement de l'indigence et quelles sont les institutions vraiment utiles que l'on doit encourager et propager. Je crois devoir, en conséquence, vous inviter à réunir des renseignements sur les associations de ce genre qui peuvent exister dans votre département et à m'adresser ces renseignements dans le plus court délai possible. Vous aurez soin de me faire particulièrement connaître pour chaque association son origine, la date de sa fondation, son but, son mode d'administration, le nombre des intéressés, la mise de fonds de chacun d'eux, l'expectative qu'il attend pour lui et sa famille, la situation de l'association sous les rapports des fonds et de la gestion, les effets qu'elle a produits et l'influence morale qu'elle peut exercer. Lorsqu'il existera des statuts pour ces établissements, vous voudrez bien me les transmettre et vous joindrez à ces renseignements votre avis sur l'utilité de chaque association et sur les mesures que l'administration pourrait être dans le cas de prendre pour augmenter ou étendre les avantages qu'elle procure ».

Les préfets firent-ils l'enquête prescrite? Il est permis d'en douter, car on n'en trouve aucune trace, de plus, l'époque n'était guère propice pour les enquêtes économiques. Il eut été pourtant fort intéressant de connaître la situation des associations mutuelles au commencement du siècle et leur constitution intérieure.

Vers cette époque, éclate la lutte entre les Hébroths israélites et le Consistoire central, lutte dans laquelle l'autorité eût à intervenir à diverses reprises ⁽¹⁾.

C'étaient des associations mi-partie philanthropiques, mi-partie religieuses, assez semblables aux anciennes

(1) Consulter sur ce sujet KAHN : *Les Sociétés de Secours Mutuels*, et SERULLAZ : *Les Sociétés de Secours Mutuels et la Question des retraites*.

confréries. Toutes s'occupaient à la fois de religion et de bienfaisance, toutes avaient un oratoire où les affiliés se réunissaient à certains jours. Le Consistoire, peu disposé à voir amoindrir son pouvoir, somma les Hébroths d'avoir à se dissoudre ; ceux-ci refusèrent de se soumettre à la décision et il fallut que le Consistoire s'adressa au ministre qui, à deux reprises différentes, en 1812 et en 1816, dut recommander par une circulaire aux maires de Paris de n'autoriser aucune association israélite sans avis préalable de l'administration consistoriale.

Cette lutte ne prit fin qu'en 1838, le ministre ayant décidé que dorénavant « aucune association de secours mutuels ne pourrait avoir de caractère mixte comportant tout à la fois des intérêts pécuniaires et des exercices de religion ».

Cette mesure est intéressante à signaler, car nombre de sociétés de secours mutuels ont conservé des attaches religieuses puissantes. C'est ainsi que le culte protestant a donné naissance à diverses associations mutuelles, notamment à Paris et à Lyon, dans lesquelles l'idée religieuse occupe une place importante ⁽¹⁾. D'ailleurs les sociétés protestantes, respectant la législation en vigueur, n'interviennent jamais dans les exercices mêmes du culte.

La religion catholique a pareillement exercé une influence considérable sur le développement des sociétés de secours mutuels : dans beaucoup d'associations l'idée

(1) Extrait du règlement de la Société protestante de prévoyance et de secours mutuels de Lyon, fondée en 1825 : « La société ne reçoit comme membres que des personnes d'une moralité reconnue, professant la religion protestante. Pourra être cependant également admis tout catholique marié à une femme protestante, s'il a pris ou s'il prend l'engagement positif de faire élever tous ses enfants dans cette dernière religion. Sera réputé démissionnaire tout sociétaire qui manquera à cet engagement.

mutualiste emprunte toute sa force à l'idée religieuse ; le fait de visiter le sociétaire malade ou de secourir le sociétaire infortuné y apparaît avant tout comme un devoir pieux. Dans ces sociétés on retrouve encore l'usage de la prière en commun ; on ne reçoit que des membres professant le catholicisme et l'association est toujours placée sous l'invocation d'un saint. Le plus souvent, le curé est président né de l'association ⁽¹⁾.

L'Eglise par le concile d'Avignon en 1849 et par un bref pontifical en date du 20 mars 1850 a hautement reconnu l'influence salutaire des sociétés de secours mutuels basées sur la religion ⁽²⁾.

Il est certain qu'il n'y a aucun inconvénient à ce que l'idée religieuse et l'idée mutuelle coexistent au sein d'une même agrégation, mais le caractère religieux d'une société de secours mutuels ne peut autoriser ses membres à se soustraire aux règles générales de la police des cultes. Avant qu'une décision ministérielle soit intervenue pour interdire aux sociétés de secours mutuels de s'occuper des exercices de religion, la question était tranchée par les articles 44 et 45 de la convention du 26 messidor An ix ⁽³⁾.

Ainsi, dès le début, le régime de l'autorisation permit au gouvernement d'exercer un certain contrôle sur les sociétés de secours mutuels. Quoiqu'on en ait dit, l'article 291 c. p. a été utile à la mutualité française ; il l'a protégé contre ses propres entraînements, en l'empêchant

(1) V. SERULLAZ : *Op. cit.* La société des Lazaristes ou de Saint François Xavier qui fut dissoute lors de la révolution de Février est un des types les plus remarquables du genre.

(2) V. SERULLAZ.

(3) L'article 44 déclarait qu'aucun oratoire particulier ne pouvait être établi sans l'autorisation expresse du gouvernement ; l'article 45 prohibait toute cérémonie religieuse en dehors des édifices consacrés au culte.

de se jeter dans le moule suspect des clubs et dans la forme surannée des confréries.

On s'est demandé si juridiquement on pouvait placer les sociétés de secours mutuels sous l'application de l'article 291. En effet, peut-on dire, ces associations sont plutôt des associations de capitaux que de personnes.

Une fois constituées il n'est plus nécessaire que leurs membres se réunissent à certains jours marqués pour l'accomplissement de certains actes. Les statuts régulent le mode de répartition des secours, le trésorier gère les fonds qui lui sont confiés, l'assemblée des sociétaires n'a guère d'autre rôle que d'écouter les rapports sur l'administration intérieure et d'approuver les comptes.

Cette argumentation n'est pas irréprochable. A côté de l'association des capitaux, il y a dans la société de secours mutuels l'association des personnes. Les assemblées n'ont pas uniquement pour but de vérifier la gestion du patrimoine commun et de procéder à l'élection des administrateurs, leurs pouvoirs sont plus étendus. Elles ont à se prononcer sur toutes les questions qui intéressent la communauté, enfin, elles discutent les nombreux problèmes que soulève la réalisation pratique de l'idée mutualiste.

Nous croyons, avec M. Serullaz, qu'à ce titre les sociétés de secours mutuels rentrent parfaitement dans le cadre de l'article 291. D'ailleurs, ces associations pourraient, en certains cas, avoir action sur l'ordre public et présenter les dangers que l'article 291 a eu pour but de prévenir ⁽¹⁾.

Ainsi, antérieurement à 1850-1852, il existait trois classes de sociétés de secours mutuels:

(1) La jurisprudence est unanime sur ce point ; la loi du 10 avril 1834 a du reste levé tous les doutes à ce sujet.

1° Les sociétés autorisées en vertu de l'article 291 du Code pénal et de la loi du 10 avril 1834;

2° Les sociétés reconnues comme établissement d'utilité publique en vertu d'une ordonnance royale : l'association des artistes dramatiques (17 février 1848) par exemple ;

3° Les sociétés libres composées de moins de vingt personnes, soumises au régime de la déclaration des lieux et des jours de leurs réunions (art. 294 du Code pénal).

Malgré cette étroite réglementation, le mouvement mutualiste continua sa marche progressive ; il faut signaler cependant un temps d'arrêt lors de la promulgation de la loi du 10 avril 1834.

Cette loi, motivée par des raisons politiques, eut une influence néfaste sur la mutualité française. Elle était conçue en termes vagues et ne désignait pas le genre d'associations que le gouvernement voulait atteindre, et les sociétés mutualistes pouvaient craindre à chaque instant de recevoir un ordre de dissolution. Pour calmer leurs justes inquiétudes, il fallut que l'autorité déclara expressément que la récente loi ne visait que les associations politiques et non les sociétés mutuelles qui se renfermeraient strictement dans la sphère de leurs attributions et ne tenteraient aucune incursion dans le domaine politique.

Cette explication fit cesser les appréhensions des mutualistes ; le mouvement si malencontreusement entravé reprit de plus belle.

La loi du 5 juin 1835 mentionne pour la première fois les sociétés de secours mutuels. L'article 6 de cette loi les admit à déposer tout ou partie de leurs fonds à la caisse d'épargne jusqu'à concurrence de 6,000 francs.

Le pouvoir commençait d'ailleurs à prévoir le rôle con-

sidérable que les sociétés mutuelles étaient appelées à jouer. Plusieurs actes témoignent de l'intérêt que les hommes les plus éclairés du gouvernement de Juillet attachèrent à l'institution et démontrent que s'il y a eu hésitation çà et là, il n'y eut jamais hostilité nulle part. Une circulaire de M. Rémusat, ministre de l'Intérieur, en date du 6 août 1840, ne laisse aucun doute à ce sujet. En voici le texte :

« Parmi les associations de bienfaisance je suis, dès à présent disposé à mettre au rang des plus utiles les associations de secours mutuels qui se sont formées dans quelques localités parmi certaines classes d'ouvriers, souvent même sous le patronage et avec les souscriptions des personnes les plus recommandables de la ville. Ces associations ont pour but d'assurer à ceux qui en font partie, en échange de la modique cotisation qu'ils fournissent mutuellement, des secours assurés en cas de maladie ou autres accidents déterminés.

« Je n'ai pas besoin de faire ressortir à vos yeux l'utile influence que de semblables associations peuvent exercer sur la question qui nous occupe. Elles réalisent au plus haut degré les conditions d'un bon système de secours, formé par les économies de ceux même qui doivent en cas de besoin y prendre part ; le fonds de la société est une épargne commune où l'associé peut puiser sans rougir, parce qu'il ne perd rien de sa dignité. Il ne peut songer à abuser du secours parce qu'il sait qu'il ne l'obtiendra que s'il remplit certaines conditions dont il faudra rigoureusement justifier. La seule participation à une association de ce genre est d'ailleurs, de la part du souscripteur une garantie d'ordre, de prévoyance et d'économie. Sous le rapport du bon emploi des sommes,

il ne saurait être mieux fait que par ceux que leur condition rapproche de l'individu qu'il s'agit de secourir. Les besoins réels sont mieux connus et la fraude est moins facile.

« L'enquête faite en Angleterre sur les pauvres a constaté que généralement l'administration des indigents n'était conduite avec la fermeté désirable que par les personnes qui avaient appartenu à la classe laborieuse.

« Partout où les sociétés de secours mutuels ont été établies on a déjà pu en apprécier les excellents effets sous le double rapport de l'ordre public et de la diminution du nombre des pauvres admis dans les hôpitaux.

« J'insiste donc d'une manière toute particulière pour que vous entreteniez le Conseil Général de ces institutions, afin qu'il puisse émettre son avis sur les avantages qu'on peut en retirer, ou les inconvénients qu'il remarquerait. Plusieurs de ces sociétés demandent à être reconnues comme établissement d'utilité publique pour devenir aptes à recevoir les dons et legs qui leur sont déjà offerts; d'autres sollicitent les secours du gouvernement. L'avis des Conseils Généraux éclairera l'administration supérieure sur la portée de ces demandes. »

Conformément aux instructions reçues, quelques préfets se livrèrent dans leur département à une enquête sérieuse⁽¹⁾ et communiquèrent au ministre d'intéressants rapports sur la question.

La sollicitude du gouvernement se manifesta aussi par d'autres actes : en 1846, M. Pinède, avocat à la cour d'appel de Paris, fut envoyé en Angleterre par le ministre du Commerce pour y étudier l'organisation des sociétés d'amis. De son côté, vers la même époque, M. Lacave

(1) Notamment M. SERS, préfet de la Gironde.

Laplagne, ministre des Finances, consulta l'académie des sciences sur les bases scientifiques à donner à la mutualité. Il serait certainement injuste, on le voit, de nier que l'autorité publique se soit occupée avant la Révolution de 1848 des associations de secours mutuels et ait cherché à leur venir en aide. La nécessité d'une loi sur ce point se faisait déjà impérieusement sentir : l'article 291 et la loi de 1834 ne pouvaient régir plus longtemps une institution à laquelle se rattachaient le bonheur et la sécurité de la partie la plus intelligente de la classe ouvrière.

Sur ces entrefaites, éclata la Révolution de 1848 : c'est à cette grande secousse que la question doit d'avoir été généralement mise à l'ordre du jour.

CHAPITRE II

Les Sociétés de Secours mutuels de 1848 à 1852

LA LOI DU 15 JUILLET 1850
LE DÉCRET-LOI DU 26 MARS 1852

Le premier acte de la Révolution fut de proclamer la liberté du droit d'association et de réunion, ce qui entraînait l'abrogation de l'article 291 du Code pénal et de la loi du 10 avril 1834. Le décret du 26 juillet 1848 ne formula quelques restrictions qu'à l'égard des clubs.

Les sociétés de secours mutuels se trouvaient donc placées sous le régime de la liberté la plus complète, ainsi que le constate une circulaire du ministre de l'Intérieur, en date du 31 août 1848 :

« Citoyen Préfet, jusqu'à la promulgation du décret du 28 juillet, les sociétés de secours mutuels ne pouvaient s'établir sans l'autorisation ministérielle ; mais aujourd'hui, ces sociétés se trouvent implicitement comprises dans l'exception de l'article 14 du décret et demeurent libres de toutes formalités préliminaires. Elles ne sont même pas soumises à l'action de l'autorité municipale,

à moins qu'elles ne soient l'occasion de réunions habituelles ; dans ce cas ce serait non les sociétés, mais les réunions qui devraient être déclarées comme le prescrit l'article précité. Le département de l'Intérieur n'ayant donc plus à s'occuper des sociétés de l'espèce, vous devez cesser à l'avenir de m'en soumettre les statuts. Toute intervention de la part de l'Administration, relativement aux dites sociétés, serait désormais contraire à la nouvelle position que le décret du 28 juillet leur a faite. »

Le régime de la déclaration pure et simple des jours de réunion était formellement substitué au régime de l'autorisation préalable.

Le gouvernement ne se réservait le droit de dissoudre les sociétés de secours mutuels que dans le cas où l'ordre public serait directement en jeu, et après avoir obtenu contre elles une condamnation judiciaire.

La législation de 1848 était peut-être trop libérale ; une institution adulte peut seule profiter d'une liberté excessive. Ce qui est désirable à notre époque, présentait des dangers au moment où nous nous plaçons.

Du reste, les mutualistes eux-mêmes réclamaient une loi qui vint régulariser la situation de leurs associations. Le régime intérieur, l'organisation même des sociétés appelaient impérieusement des dispositions spéciales : ce besoin fut bientôt compris.

Une des premières sollicitudes du comité chargé par l'Assemblée Constituante de rechercher les moyens d'améliorer la condition des travailleurs fut de choisir dans son sein une commission qu'il investit du soin d'étudier la question des sociétés de secours mutuels, et de la résoudre de la manière la plus conforme à la fois aux

intérêts des ouvriers et à ceux de l'Etat ⁽¹⁾. Les travaux de cette commission n'étaient pas terminés lorsque le comité fut saisi, par suite du renvoi prescrit par l'assemblée, de deux projets de loi émanant de l'initiative parlementaire. Le premier ⁽²⁾, dû à M. Waldeck-Rousseau, proposait d'astreindre les communes, les départements et l'Etat à une contribution régulière au profit des caisses de prévoyance. Le deuxième ⁽³⁾, dû à M. Rouveure, demandait que les patrons fussent frappés d'une contribution obligatoire au profit des sociétés de secours mutuels.

Ces deux propositions ne pouvaient être accueillies : la première s'inspirait des faux principes économiques qui ont donné naissance à la taxe des pauvres ; la seconde, de ceux qui, par la réglementation artificielle des salaires, font intervenir l'Etat dans la rémunération du travail, c'est-à-dire dans celle de toutes les transactions qui a le plus besoin de l'indépendance à peu près absolue de l'action individuelle. L'Etat serait impuissant à se charger du sort des travailleurs, et, d'un autre côté, le patron grevé d'une contribution obligatoire, rétablirait bien vite, au grand détriment des ouvriers eux-mêmes, le taux régulier des salaires et le cours naturel des choses. L'action indirecte du pouvoir, intervenant simplement à titre de persuasion et d'encouragement, voilà la vérité en pareille matière.

C'est d'après ces principes, que furent examinées les propositions de MM. Waldeck-Rousseau et Rouveure. M. Ferrouillat, au nom du comité du travail, se borna en

(1) Cette commission était composée de MM. Bethmont, Dufournel, Coquerel, Rouveure, Vergnes, Couvreur, Gérard, Ferrand, Ferrouillat.

(2) Présenté le 8 juin 1848, *Moniteur* du 11 juin 1848, p. 1133.

(3) Présenté le 9 décembre 1848.

effet, dans un excellent rapport présenté le 19 février 1849, à proposer d'exercer vis à vis des sociétés de secours mutuels une influence protectrice. L'établissement dans chaque chef-lieu de canton de commissions chargées de favoriser les créations de ces sociétés et de formuler dans des rapports le résultat de leurs observations, telle fut la disposition la plus saillante de ce projet qui ne put être discuté avant la séparation de l'Assemblée Constituante.

Dès sa réunion, l'Assemblée Législative considéra la question des sociétés de prévoyance comme l'une des plus urgentes que lui eût léguées sa devancière ; aussi, les propositions de M. Ferrouillat, ayant été reprises par M. Dufournel, furent-elles aussitôt renvoyées à une commission spéciale ⁽¹⁾ qui confia à M. Benoist-d'Azy le soin de formuler ses conclusions.

Pendant qu'il était procédé à une discussion générale du rapport présenté par la commission dont M. Benoist-d'Azy était l'organe, et qu'on se préparait à passer à une deuxième lecture de ce projet, le gouvernement étudiait la question par lui-même. Une circulaire du Ministère du Commerce, en date du 26 juin 1849, avait invité les associations de secours mutuels à faire connaître non seulement leur avis, mais encore tout ce qui se rattachait à leur administration intérieure et à leur régime financier. Cette circulaire, envoyée en même temps aux Chambres de Commerce, aux Chambres consultatives des Manufactures, aux Sociétés d'Agriculture, aux Conseils de Prud'hommes, aux Préfets, provoqua par le résumé de toutes les données pratiques sur la matière,

(1) Cette commission était composée de MM. Benoist-d'Azy, Dufougerais, Chapper, Proa de Blois, de Chazelle (Léon), de Castillon, Rodat, Mimerel, Rouher, Béchard, Toupet des Vignes, Lebœuf (Louis), Dufournel, Payer.

les réponses les plus complètes qui pussent éclairer le législateur. Le concours de la science avait été en même temps réclamé, et les hommes les plus versés dans les combinaisons financières et les mathématiques appelés à donner leur avis. Parmi ceux dont l'intervention fut le plus utile, on doit citer en première ligne M. Olindes Rodrigues, qui, dès 1844 et 1846, avait puissamment contribué, par ses éminents travaux autant que par un dévouement inébranlable, à appeler l'attention sur l'idée mutuelliste. Le nom de M. Bienaymé, qui déjà, en 1847, avait été désigné par l'Académie des Sciences comme l'homme le plus capable d'élucider toutes les questions scientifiques que soulèvent les sociétés de secours mutuels, restera aussi inséparable de l'histoire de ces importants préliminaires. C'est dès ce moment, que fut proclamée l'indispensable nécessité d'appliquer le calcul des probabilités à l'organisation de l'institution.

Le 11 décembre 1849, à la suite de ces diverses études dont les résultats, du reste, avaient été pareillement soumis à l'Assemblée Législative, M. Dumas, ministre de l'Agriculture et du Commerce, formula devant cette assemblée l'opinion du gouvernement sous la forme d'un nouveau projet de loi. D'après ce projet, les présidents des sociétés *reconnues établissements d'utilité publique*, devaient être nommés par le chef de l'Etat. Le nombre des membres honoraires devait en outre être, dans ces sociétés, le quart au moins de celui des participants ; la moitié du centime additionnel au montant des contributions foncière et mobilière, mis chaque année comme fonds de secours à la disposition du ministère de l'Agriculture et du Commerce, était enfin affectée à la création des associations.

Le projet de M. Dumas qui modifiait sensiblement dans

diverses parties essentielles celui de M. Benoist-d'Azy fut renvoyé à l'examen de la commission qui avait préparé ce dernier. Il était peu probable que cette commission consentit à abandonner les idées qui lui étaient propres et qu'elle avait longuement mûries. L'adoption pure et simple du projet présenté à la suite du rapport du 6 octobre 1849 fut donc proposée le 18 février 1850 à l'Assemblée, qui, le 15 juillet de la même année, convertit en loi ce projet.

La loi du 15 juillet 1850 était à peine en vigueur, lorsqu'apparut le décret organique du 26 mars 1852.

Nous allons examiner ces deux textes qui constituaient jusqu'en 1898 la législation fondamentale de la mutualité française :

A. — Lorsque la loi du 15 juillet 1850 fut discutée, les sociétés de secours mutuels jouissaient de la liberté la plus illimitée au point de vue du droit de réunion et d'association ; le but du législateur dût être de les doter de droits civils et d'avantages déterminés.

D'après l'article premier de la loi, les sociétés de secours mutuels peuvent, moyennant l'exécution de certaines conditions, être reconnues comme établissement d'utilité publique. Ces conditions telles qu'elles résultent de la loi elle-même et du règlement d'administration publique du 14 juin 1851 pour l'exécution de cette loi sont les suivantes :

1^o Adresser la demande en reconnaissance d'utilité publique au préfet, en l'accompagnant des pièces ci-après :

Un acte notarié contenant les statuts (cet acte est exempt des droits de timbre et d'enregistrement) ;

Un état nominatif certifié par le notaire des sociétaires qui ont adhéré aux statuts ;

Un exemplaire du règlement intérieur.

2° Avoir soin de régler dans les statuts :

Le but de la société ;

Les conditions d'admission ou d'exclusion ;

Les droits aux secours et aux frais funéraires ;

Le montant des cotisations, les époques d'exigibilité et les formes de la perception ; le mode de placement des fonds ;

Le mode d'administration de la société (1).

3° Ne pas promettre de pension de retraite aux sociétaires ;

4° Compter au moins cent membres et ne pas dépasser deux mille sauf les cas exceptionnels laissés à l'appréciation du gouvernement ;

5° Lorsque les fonds réunis dans la caisse d'une société de plus de cent membres s'élèvent au-dessus de 3,000 fr., obligation de verser l'excédent à la caisse des dépôts et consignations ; si la société a moins de cent membres, ce versement pourra avoir lieu lorsque les fonds réunis dans la caisse dépasseront 1,000 fr. ;

6° Se soumettre à la surveillance de l'autorité municipale ; avertir trois jours au moins avant chaque séance le maire, qui a toujours le droit d'assister à toute séance et qui préside la réunion lorsqu'il y assiste ;

7° Obligation de communiquer (en général sans déplacement) les livrets, registres, procès-verbaux et pièces de

(1) Aux termes d'une circulaire du Ministère de l'Agriculture et du Commerce, en date du 6 septembre 1851, il faut indiquer en outre la circonscription dans laquelle la société exercera ses opérations.

D'après la même circulaire, les statuts doivent s'abstenir de promettre des secours en cas de chômage.

toutes natures, aux préfets, sous-préfets et maires et à leurs délégués ;

8° Interdiction d'apporter aucune modification aux statuts ou aux règlements et de dissoudre la société sans l'autorisation préalable du gouvernement ;

9° En cas de dissolution volontaire ou forcée, se soumettre à des règles de liquidation établies par la loi ;

10° Adresser chaque année au maire de la commune et au préfet du département un relevé des opérations pendant le cours de l'année précédente et un état de la situation au 31 décembre conformément à des modèles déterminés.

Aux termes de l'article 12 de la loi, « les sociétés non autorisées (c'est-à-dire non reconnues), mais existant depuis un temps assez long, pour que les conditions de leur administration aient été suffisamment éprouvées, peuvent être reconnues comme établissements d'utilité publique, lors même que leurs statuts ne seraient pas complètement d'accord avec les conditions légales ».

Nous venons de dire les conditions auxquelles la *reconnaissance* est accordée ; voici les avantages qu'elle confère :

1° Faculté de faire aux caisses d'épargne des dépôts de fonds égaux à la totalité de ceux qui seraient permis au profit de chaque sociétaire individuellement ;

2° Faculté de recevoir des dons et legs ; avec l'autorisation du préfet s'il s'agit d'un don ou legs en argent ou d'objets mobiliers dont la valeur n'excède pas 1,000 fr. ; avec celle d'un décret rendu sur l'avis du Conseil d'Etat, s'il s'agit d'un immeuble ou d'une valeur mobilière supérieure à 1.000 fr. ;

3° Droit d'obtenir gratuitement de la commune le local

nécessaire aux réunions, les livrets et registres nécessaires à l'administration et à la comptabilité;

4^e Exemption des droits de timbre et d'enregistrement pour tous les actes intéressant la société (1).

La *reconnaissance* obtenue d'après les règles qui précèdent, ne peut être qu'un fait très exceptionnel et hors de la portée de l'immense majorité des sociétés de secours mutuels.

La loi du 15 juillet 1850 n'avait donc qu'une portée restreinte ainsi que nous l'avons dit plus haut; elle n'appelaient à la personnalité civile qu'un petit nombre de sociétés privilégiées. En réalité, rien n'était changé. Les sociétés de secours mutuels continuaient, comme par le passé, à s'administrer librement; elles étaient toujours placées sous le régime de la déclaration préalable, l'article 291 et la loi du 10 avril 1834 ayant été abrogés.

Pourtant, la loi de 1850 contient deux innovations concernant les associations mutuelles libres.

La première innovation consiste à donner au gouvernement le droit de dissoudre les sociétés libres, le Conseil d'Etat entendu, dans le cas de gestion frauduleuse ou si elles sortaient de leur condition de sociétés mutuelles de bienfaisance.

La seconde innovation consiste à obliger les sociétés libres à fournir chaque année au préfet un compte rendu de leur situation et un état des cas de mort ou de maladie de leurs sociétaires. La sanction de cette obligation est la peine de la dissolution.

(1) Aux termes du décret du 13 avril 1861 sur la décentralisation administrative, au nombre des affaires précédemment soumises à la décision du Ministre, et dorénavant placées dans les attributions des préfets, figurent « l'examen et la rectification des statuts présentés par les sociétés qui demandent l'approbation ».

Le gouvernement pouvait ainsi exercer une certaine surveillance sur les sociétés libres, mais cette surveillance était presque illusoire et à coup sûr bien inefficace. En fait, les sociétés étaient abandonnées à elles-mêmes. Celles qui se formaient n'étaient soumises à aucun contrôle, l'autorité n'ayant pas le droit de critiquer les statuts qu'elles adoptaient.

Cette situation ne pouvait durer, car elle était à la fois dangereuse pour le gouvernement et fatale pour la mutualité.

Le décret du 25 mars 1852 remit en vigueur l'article 291 et la loi du 10 avril 1834, remplaçant ainsi sous l'empire de la législation ancienne les sociétés mutuelles qui n'avaient pas profité du bénéfice de la loi du 15 juillet 1850.

Le régime de l'autorisation préalable fut substitué au régime de la déclaration préalable. Le décret du 25 mars n'était d'ailleurs pas rétroactif ; les sociétés créées sous le régime de la simple déclaration préalable furent considérées comme régulièrement autorisées par le seul fait de leur existence. Les circulaires du ministre de la police générale des 3 mai et 28 octobre 1852, sont formelles sur ce point.

Les sociétés de secours mutuels n'eurent guère le temps de mesurer les conséquences de ce retour au passé, car le 26 mars 1852, un second décret fut rendu, qui, sous le nom de sociétés approuvées, institua une nouvelle forme d'associations mutuelles, à laquelle toutes les sociétés existantes pouvaient sans difficultés se rallier.

B. — Le décret du 26 mars 1852, s'il ne se substitua pas entièrement à la législation intermédiaire de 1850, l'a du moins profondément modifiée en donnant naissance, sous le nom de sociétés *approuvées*, à des sociétés inves-

ties, quant à la vie civile, des principaux avantages dont les associations mutuelles ont le plus souvent besoin pour assurer leur développement et leur durée, et dont, pour les autres institutions d'assistance et de prévoyance, l'obtention par la reconnaissance légale entraîne de longues formalités.

L'approbation *confère* les avantages énumérés ci-après :

1^o Droit de prendre les immeubles à bail, de posséder des objets mobiliers et de faire tous les actes relatifs à ces droits. (Art. 8 du décret du 26 mars 1852);

2^o Faculté de recevoir, avec l'autorisation du préfet, les dons et legs mobiliers dont la valeur n'excède pas 5,000 fr. (Art. 8 du décret);

3^o *Jouissance d'un local gratuit fourni par la commune, avec le mobilier nécessaire à la tenue des réunions.* (Art. 9 du décret, circulaire ministérielle du 18 août 1853);

4^o *Fourniture gratuite par la commune des livrets et registres nécessaires à l'administration et à la comptabilité.* (Art. 9 du décret);

5^o Remise des deux tiers du droit municipal sur les convois, dans les villes où ce droit existe. (Art. 10 du décret);

6^o Exemption des droits du timbre et d'enregistrement pour tous les actes intéressant ces sociétés. (Art 11 du décret) ⁽¹⁾;

(1) Une décision de M. le Ministre des Finances, du 25 février 1854, a étendu cette exception aux expéditions des actes de l'état civil, sous la condition que ces expéditions seront délivrées sur la demande des présidents des sociétés approuvées. L'art. 11 précité ne doit cependant pas être interprété dans ce sens que les sociétés approuvées seraient dispensées du paiement des droits de mutation.

7° Faculté pour le bureau de délivrer à chaque sociétaire un diplôme pour servir de passe-port et de livret (art. 12 du décret), aux conditions déterminées par l'arrêté ministériel du 5 janvier 1853;

8° Faculté de faire aux caisses d'épargne des dépôts de fonds égaux à la totalité de ceux qui seraient permis au profit de chaque sociétaire individuellement. (Art. 14 du décret);

9° Faculté de verser à la Caisse générale de retraite, au nom des membres actifs, les fonds restés disponibles à la fin de chaque année;

10° Faculté de servir directement des pensions de retraite, si la société compte un nombre suffisant de membres honoraires. (Art. 6 du décret);

11° Participation aux subventions de l'Etat, réservées désormais aux sociétés *reconnues* ou *approuvées*. (Circulaire ministérielle du 21 septembre 1852) (1).

Voici maintenant les conditions que doivent remplir les sociétés pour être approuvées :

1° Réserver à l'empereur la nomination du président de la société. (Art. 13 du décret);

2° Consacrer, par les statuts, le principe de l'admission des membres honoraires, c'est-à-dire des membres qui paient les cotisations fixées, ou font des dons à l'association, sans participer aux bénéfices des statuts. (Art. 2 du décret);

3° Ne pas promettre de secours en cas de chômage. (Instruction ministérielle du 29 mai 1852);

(1) Pour obtenir les subventions, le président d'une société approuvée doit adresser une demande au ministre de l'Intérieur, par l'intermédiaire du préfet, en joignant à sa demande un état détaillé de la situation financière de la société et un état numérique des membres, tant honoraires que participants.

4° Stipuler l'admission des membres participants au scrutin et à la majorité des voix de l'Assemblée générale. (Art. 5 du décret) ;

5° Faire nommer tous les membres du bureau, à l'exception du président, par l'Assemblée générale. (Art. 3 du décret) ;

6° Stipuler dans les statuts que le nombre des membres participants ne peut excéder celui de cinq cents, à moins d'une autorisation spéciale du préfet. (Art. 5 du décret) ;

7° Ne promettre de pensions de retraite que s'il y a un nombre suffisant de membres honoraires. (Art. 6 du décret) ;

8° S'engager à régler les cotisations de chaque sociétaire d'après les tables de maladie et de mortalité confectionnées et approuvées par le gouvernement ⁽¹⁾ ;

9° Ne pas garder plus de 3,000 fr. en caisse, si la société a plus de cent membres, et plus de 1,000 fr., si elle a moins de cent membres. (Art. 13 du décret) ;

10° N'apporter aucune modification aux statuts ou règlements de la société, sans l'autorisation préalable du préfet. (Art. 15 du décret) ;

11° En cas de dissolution volontaire ou forcée, se soumettre aux règles de liquidation établies par l'article 25 du décret.

Par suite du décret du 18 juin 1864, les présidents étaient renouvelables tous les cinq ans, mais *ils pouvaient* être confirmés dans leurs fonctions.

Les sociétés fondées postérieurement au décret du 26 mars 1852, sont de deux sortes : les unes sont *communales*, c'est-à-dire, aux termes de l'article premier du

(1) Cette condition figure expressément dans le libellé des arrêtés préfectoraux portant approbation.

décret, créées « par les soins du maire et du curé ». Le préfet déclare leur utilité après avoir pris l'avis du Conseil Municipal. Chacune de ces sociétés peut embrasser dans sa circonscription deux ou plusieurs communes voisines entre elles, lorsque la population de chacune est inférieure à mille habitants. Les autres, aux termes de l'article 18, s'établissent en dehors de l'action municipale par l'initiative des particuliers. Le préfet peut les approuver sans prendre l'avis du Conseil Municipal. Ces deux catégories de sociétés doivent se conformer strictement aux diverses conditions que nous venons d'indiquer.

Quant aux sociétés formées antérieurement au décret du 26 mars 1852, une circulaire ministérielle du 29 mai 1852, adressée aux préfets, s'exprime ainsi :

« Si elles demandent l'approbation, vous vous empres-
serez de les accueillir et vous n'exigerez de changement
dans leur règlement que pour les articles en contradiction
flagrante avec l'esprit du décret. Toute société ancienne
ou nouvelle devra, pour être approuvée, admettre des
membres honoraires, faire nommer son président par le
Président de la République et ne pas promettre de secours
contre le chômage ; hors de là, vous avez toute latitude
pour accepter ce que le temps et l'expérience auront con-
sacré dans les statuts des sociétés déjà existantes. L'ap-
probation donnée à l'une de ces sociétés vous dispensera
de provoquer une fondation nouvelle, si la première
suffit aux besoins et à la population de la localité. »

Faire nommer le président par le chef de l'Etat, consacrer le principe de l'admission des membres honoraires (la présence effective de ces membres n'est pas légalement nécessaire, en effet, au début), ne pas promettre de secours contre le chômage ; telles sont donc les trois

conditions que l'Administration imposait aux sociétés antérieures au décret, pour leur conférer l'approbation.

Les formalités administratives à remplir par les sociétés qui voulaient obtenir cette approbation, consistaient dans la transmission au préfet, pour les départements, et au ministre de l'Intérieur pour le département de la Seine, d'une demande d'approbation accompagnée des pièces indiquées ci-après :

1^o Deux exemplaires des statuts;

2^o Une liste nominative des membres, tant honoraires que participants, avec indication de l'âge et de la profession de ces derniers;

3^o Un état de la situation financière.

Les diverses dispositions que nous venons d'analyser ont donné naissance à trois classes de sociétés :

1^o Les sociétés *reconnues* comme établissements d'utilité publique, en vertu de la loi du 15 juillet 1850, qui sont constituées par un décret rendu sur l'avis du Conseil d'Etat, ont le droit de posséder, d'acquérir et de recevoir, par donation ou autrement, des biens mobiliers ou immobiliers quelle qu'en soit la valeur, et jouissent, en outre, des avantages assurés par le décret du 26 mars 1852 ⁽¹⁾;

2^o Les sociétés constituées en vertu de ce dernier décret, et qui sont *approuvées* par arrêté du ministre de l'Intérieur dans le département de la Seine, par arrêté du préfet dans les autres départements, auxquelles l'approbation confère les divers privilèges indiqués par le décret précité, mais qui ne peuvent posséder que des biens

(1) Article 17 du décret. Ceci était applicable, par exemple, à l'interdiction des pensions de retraite, article 2 de la loi. En ce qui concerne la fixation du nombre des membres, il fallait aussi combiner les articles 8 de la loi et 5 du décret.

mobiliers et n'ont le droit de recevoir que les dons et legs mobiliers dont la valeur n'excède pas 5,000 fr.

3^o Enfin, les sociétés *privées* qui existent en vertu d'une simple autorisation de police, accordée par les préfets, et qui, placées sous le régime des lois relatives aux associations ⁽¹⁾, n'ont d'autre droit civil que celui de faire des dépôts de fonds aux caisses d'épargne ⁽²⁾.

Pendant la période qui s'écoule de 1848 à la promulgation de la loi du 15 juillet 1850, le gouvernement ne pouvait dissoudre les sociétés de secours mutuels, pour motifs politiques ou autres, qu'après avoir obtenu contre elles une condamnation judiciaire ; l'art. 12 de cette loi lui donna le pouvoir de dissoudre ces sociétés, à condition toutefois que le Conseil d'Etat serait préalablement entendu. Le décret du 25 mars 1852, en remettant en vigueur l'article 291 du Code pénal et la loi de 1834, aux termes de laquelle l'*autorisation* est toujours révocable, a supprimé l'avis du Conseil d'Etat ⁽³⁾.

Les nombreuses sociétés libres, qui, fondées de février 1848 à mars 1852, n'ont pas été pourvues d'une autorisation explicite, jouissent, du reste, d'une existence régulière et légale. Une circulaire ministérielle du 28 octobre 1852 a dissipé les doutes qui avaient pu s'élever à ce sujet : « Désormais donc, les sociétés de secours mutuels ne peuvent comme toutes les autres associations, se fonder sans une autorisation préalable. D'un autre

(1) C'est-à-dire du décret du 25 mars 1852 qui a remis en vigueur les articles 291 et 292 Code pénal, et la loi du 10 avril 1834.

(2) Jusqu'à concurrence de 8,000 fr., y compris les intérêts accumulés.

(3) Le Conseil d'Etat a rejeté le pourvoi formé pour excès de pouvoir par une société de secours mutuels *privée*, contre l'arrêté préfectoral qui prononçait sa dissolution. L'article 12 de la loi du 15 juillet 1850, sur laquelle se fondait le pourvoi, a été déclaré inapplicable aux sociétés de cette nature. (Décret du 8 mars 1856, affaire Hervé et autres, LEBON ; *Recueil des arrêts du Conseil d'Etat*, p. 342.)

côté, le décret du 26 mars 1852, relatif aux sociétés de secours mutuels, n'établit aucune distinction entre *les sociétés existant au moment de sa promulgation, et considérées, par le seul fait de leur existence, comme pourvues désormais d'une autorisation implicite*, et celles qui viendraient à se fonder ultérieurement, et à être régulièrement autorisées. ».

En dehors de la faculté de faire des dépôts aux caisses d'épargne, les sociétés *privées* pouvaient, opérant des versements à la caisse des retraites, verser sur la tête d'un même individu, la somme nécessaire pour constituer une rente viagère de 750 fr., et demander la jouissance immédiate de la rente, tandis que tout autre déposant ne pouvait verser plus de 2,000 fr. par an, et ne pouvait demander la jouissance de la rente qu'après qu'il s'était écoulé au moins deux ans depuis le versement.

Il faut mentionner aussi la création d'une commission supérieure, chargée notamment d'étudier et de proposer les moyens propres à développer et à perfectionner l'institution mutualiste dans le pays tout entier. Cette commission qui existe encore, a rendu de très grands services.

Telle est l'esquisse à grands traits de la législation qui fut donnée aux sociétés de secours mutuels en 1850-1852. Les modifications qui y ont été apportées ne sont pas nombreuses : le décret du 26 avril 1856 a organisé les pensions de retraite sur d'autres bases que celui du 26 mars 1852, en instituant le fonds de retraite. La loi du 11 juillet 1868 a admis les sociétés à contracter des assurances collectives en cas de décès ou d'accident, aux caisses de l'Etat. Enfin, le décret du 27 octobre 1870 a permis aux sociétés d'élire leurs présidents.

Il est utile d'étudier en détail ces différentes dispositions.

CHAPITRE III

Modifications apportées à la Législation de 1850-1852

DISPOSITIONS LÉGISLATIVES QUI INTÉRESSENT LES SOCIÉTÉS DE SECOURS MUTUELS

Dotation

Dès avant le décret du 26 mars 1852, le gouvernement avait songé à assurer l'avenir des sociétés de secours mutuels qu'il prenait sous sa haute protection.

L'article 5 du décret du 22 janvier 1852 leur accordait à titre de dotation une somme de dix millions.

La vente d'une portion des bois de l'Etat, autorisée par décret du 27 mars 1852, permit de réaliser cette importante dotation qui fut, comme on l'a dit justement, le premier patrimoine de la mutualité française.

L'emploi de la dotation a été réglé par le décret du 28 novembre 1853, aux termes duquel elle devait être déposée par le Trésor à un compte courant ouvert à la caisse des Dépôts et Consignations et productifs d'intérêts.

Enfin, le décret du 24 mars 1860 ordonna l'emploi des capitaux disponibles en rente 3 0/0 sur l'Etat.

Les dix millions furent affectés à l'achat de 437,500 fr. de rentes, et les titres furent placés à la Caisse des consignations, chargée d'en percevoir les arrérages. Les revenus de la dotation étaient à l'origine exclusivement destinés à venir en aide aux sociétés qui se constituaient, pour frais de premier établissement, ou aux anciennes dont les finances se trouvaient en déficit, pour cause de force majeure, pour épidémies par exemple. Alors les sociétés n'étaient pas nombreuses, et les intérêts de la dotation ne recevaient pas leur emploi complet. Le reliquat s'ajoutait au capital, et les économies faites de ce chef permirent de porter à 510,000 fr. les revenus de ce fonds qui furent consolidés à ce dernier chiffre. Cette disponibilité annuelle ne figure pas au budget de l'Etat, elle est simplement inscrite au chapitre spécial du budget du ministère de l'Intérieur. Les excédents annuels ont motivé de nouvelles acquisitions de rentes 3 0/0.

Le décret du 26 décembre 1871, approuvant la liquidation de l'œuvre du patronage des sociétés de secours mutuels, entre anciens militaires des armées de terre et de mer, nouvellement dissoute, augmenta de 39,400 fr. le capital de la dotation.

Le décret du 27 avril 1856 a affecté sur les revenus de la dotation une somme de 200,000 fr. à la constitution d'un fonds de retraites, au profit des sociétés approuvées qui prendraient, en assemblée générale, l'engagement de consacrer à ce fonds de retraites une portion de leur capital de réserve. Ces 200,000 fr. vinrent en augmentation proportionnelle des versements effectués par les sociétés bénéficiaires, au compte de leurs fonds de retraites. Cet encouragement devait produire de prompts résultats.

La plupart des sociétés de secours mutuels approuvées, adoptèrent cette méthode, et bientôt tous les revenus de la dotation furent employés à subventionner les fonds de retraites. Ils devinrent même insuffisants, et à partir de 1881, un crédit spécial fut voté chaque année pour parer le surplus des subventions (1).

Médailles et Récompenses honorifiques

Le décret du 27 mars 1858, complété par l'arrêté ministériel du 24 juin 1858, a créé en faveur des mutualistes méritants un type spécial de décoration, dont le port était autorisé à huis clos et sous certaines conditions. Les promotions avaient lieu tous les trois ans.

Les mutualistes se sont plaints maintes et maintes fois de la bizarrerie de la législation impériale sur ce point (2), ils ont bien souvent porté leurs justes doléances devant les pouvoirs constitués ; nombre de pétitions ont été adressées à la Chambre, au Sénat et aux Ministres, relatives à la modification du décret du 27 mars 1858, en ce qui concerne le port des médailles d'honneur. Comme on le faisait remarquer, il était vraiment curieux que dans un pays où le port des décorations exotiques est si commun, on fasse une exception à la règle, précisément pour une décoration nationale.

La loi du 1^{er} mars 1898 a donné satisfaction aux mutualistes, en disposant dans son article 39, que : « Les personnes auxquelles le gouvernement de la République aura accordé des médailles d'honneur, en leur qualité de

(1) V. BARBERET : *Op. cit.*

(2) Voir deux articles de M. MAZE dans la *Revue des Institutions de prévoyance*, juin et octobre 1887.

membres d'une société de secours mutuels, libre ou approuvée, pourront porter publiquement ces récompenses. »

Admission des Membres d'une Société mutuelle dans les asiles et hôpitaux

Un arrêté du 10 juillet 1874 a fixé exceptionnellement à 0,75 cent. le prix du séjour et du traitement dans les asiles nationaux de Vincennes et du Vesinet, pour les membres participants convalescents des sociétés de secours mutuels approuvées du département de la Seine.

De plus, une lettre de l'administration de l'Assistance publique au ministre de l'Intérieur, en date du 10 octobre 1887, fait connaître que les frais de traitement dans les hôpitaux pour les membres des sociétés de secours mutuels, sont fixés actuellement au prix de 3 fr. 30 par journée.

Timbre de quittance, impôt sur les Cercles

Les sociétés de secours mutuels étaient soumises à la formalité du timbre pour les quittances qu'elles délivraient ; mais l'article 11 de la loi du 16 septembre 1871 les a exemptées de la taxe établie sur les cercles et lieux de réunion.

Les Sociétés de secours mutuels et les Caisses d'épargne

Les caisses d'épargne ont prêté un utile concours à la mutualité naissante ; la possibilité de déposer dans ces caisses les fonds disponibles jusqu'à concurrence de

8,000 fr., a sauvé bien des associations mutuelles de la ruine (1).

Depuis la loi du 9 avril 1881, créant la caisse d'épargne postale, les sociétés de secours mutuels ont un moyen très simple de faire produire des intérêts aux économies qu'elles réalisent, si minimes qu'elles soient (2). Cette loi a modifié l'article 14 du décret du 26 mars 1852; désormais, le compte ouvert au crédit des sociétés de secours mutuels d'une façon générale, ne peut dépasser le chiffre de 8,000 fr.

**Les Sociétés de secours mutuels et les Caisses
nationales d'assurances
en cas de décès ou d'accidents**

La loi du 11 juillet 1868 a créé, sous la garantie de l'Etat, deux caisses d'assurances :

1° Une caisse d'assurances en cas de décès, qui a pour but de permettre aux assurés de constituer, par des versements minimes, au profit de leurs héritiers, un petit capital pouvant atteindre le chiffre de 3,000 fr. ;

2° Une caisse d'assurances en cas d'accidents, qui a pour but :

a) De constituer des pensions viagères au profit des personnes frappées d'une incapacité de travail, absolue ou relative, par suite de blessures ;

b) De donner des secours aux veuves, enfants, pères

(1) L'article 14 du décret du 26 mars 1862, permettait aux sociétés approuvées ou reconnues, de faire des dépôts de fonds égaux à la totalité de ceux qui seraient permis au profit de chaque sociétaire.

(2) V. le 9 avril 1881.

ou mères des personnes assurées, qui auront péri par suite d'accidents.

La gestion de ces deux caisses fut confiée à la Caisse des dépôts et consignations qui avait son administration toute formée, ce qui lui permettait de se charger de ces nouveaux services sans aucune difficulté.

L'assurance en cas de décès peut être contractée par toute personne âgée de plus de seize ans et de moins de soixante ans.

Les sommes assurées ne peuvent excéder 3,000 fr. ; l'assurance peut être soit à prime unique, soit à primes annuelles, avec faculté de conversion à toute époque.

Les assurances en cas d'accidents ont lieu pour une année ; elles peuvent être contractées par toute personne âgée de plus de douze ans, par le versement de cotisation de 3, 5 ou 8 fr. Le mode de liquidation des pensions est fixé par la loi d'une manière uniforme.

Les ressources de la caisse se composent du montant des cotisations versées par les assurés, d'une subvention annuelle de l'Etat, provenant d'un prélèvement de un pour cent sur les travaux de l'Etat et des départements, enfin des dons et legs faits à la caisse.

Sans entrer dans les détails de la loi du 11 juillet, nous devons étudier les dispositions spéciales des sociétés de secours mutuels, c'est-à-dire les articles 7 et 15.

Art. 7. — Les sociétés de secours mutuels approuvées sont admises à contracter les assurances collectives, sur une liste indiquant le nom et l'âge de tous les membres qui les composent, pour assurer au décès de chacun d'eux, une somme fixe qui, dans aucun cas, ne peut excéder 1,000 fr.

Les assurances seront faites pour une année seulement,

et d'après des tarifs spéciaux déduits des règles générales arrêtées à l'article 2. Elles pourront se cumuler avec les assurances individuelles.

Il faut remarquer d'abord que les membres des sociétés mutuelles, étant admis à cumuler le bénéfice de l'assurance collective, contractée en leur nom par la société, avec le bénéfice de l'assurance individuelle, peuvent constituer au profit de leurs héritiers un capital de 4,000 fr.

L'assurance collective a des avantages indéniables : le calcul ayant démontré qu'étant donné un certain nombre de groupes assurant toutes les personnes qui les composent, la réunion de ces groupes fournit un élément de certitude favorable à l'assureur, qui peut dès lors abaisser ses tarifs ordinaires et faire bénéficier les assurés de cette réduction.

Suivant Deparcieux, pour assurer au décès une somme de 100 fr., par primes annuelles, il est nécessaire de payer :

1^o Si l'on agit individuellement :

A l'âge de 20 ans	fr. 1,43
— 30 ans	1,77
— 40 ans	2,35
— 50 ans	3,55
— 60 ans	5,59

2^o Si l'on agit collectivement :

A l'âge de 20 ans	fr. 0,983
— 30 ans	1.090
— 40 ans	1,065
— 50 ans	1,721
— 60 ans	2.808

Les sociétés de secours mutuels sont donc placées par la loi du 11 juillet 1868, qui les autorise à assurer collectivement leurs membres, dans une situation très favorable.

D'après l'article 7, l'assurance est contractée directement par la société, personne morale, au nom de tous ses membres, sur une liste indiquant le nom et l'âge de chacun d'eux ⁽¹⁾.

La caisse des Dépôts et Consignations, pour éviter les erreurs, se charge de calculer le montant de la prime collective et de la prime correspondant à chacun des sociétaires, invitant simplement les présidents à établir les listes nominatives dans l'ordre des années de naissance des sociétaires.

On voit de suite qu'une société mutuelle ne peut souscrire une assurance au décès, qu'avec l'assentiment de tous les membres. C'est là une grave restriction à la faveur accordée aux associations mutuellistes approuvées; les sociétaires qui n'ont pas d'héritiers directs, n'ont évidemment pas d'intérêt à s'assurer, ils préfèrent certainement voir employer les revenus communs à la constitution ou à l'augmentation des pensions de retraites.

L'article 5 de la loi déclare de plus que nul ne peut s'assurer s'il n'est âgé de seize ans au moins et de soixante ans au plus ⁽²⁾. Or, il se peut que, dans la société plusieurs

(1) C'est en somme le principe de l'assurance obligatoire. La proposition d'assurance, dit une des instructions à l'usage des déposants, indique le nom de la société, celui du président, le montant de la prime collective versée, la somme à recevoir au décès de chacun des membres de la société et l'année pour laquelle l'assurance est contractée.

A cette proposition, le président joint une liste nominative de tous les membres qui composent la société, cette liste mentionne les noms et prénoms des sociétaires, la date de leur naissance et la prime correspondant à l'âge de chacun d'eux.

(2) On peut, il est vrai, soutenir que cette disposition ne s'applique pas aux membres d'une société de secours mutuels, compris dans une assurance collective. Cette solution qui n'est peut-être pas celle de la loi, a d'ailleurs été adoptée en pratique.

membres se trouvent dans le cas de l'article 5. Qu'à faire dans ces deux hypothèses refus ou incapacité de souscrire l'assurance? On ne voit aucune solution. La loi défend elle-même de faire une assurance sur la tête d'une tierce personne sans son consentement; enfin, l'incapacité formulée par l'article 5 est absolue. L'assurance collective des sociétés de secours mutuels à la caisse nationale est donc la plupart du temps une chimère irréalisable, comme l'ont démontré les auteurs qui ont étudié la question (1).

De l'avis de tous il est certain que le législateur de 1868 n'a point songé aux difficultés pratiques que soulèverait l'application de la loi; quoi qu'il en soit, le texte est précis et n'autorise aucune équivoque. Les assurances collectives peuvent être contractées, soit au profit de la société, en tant que personne morale, soit au profit de ses membres.

Dans le premier cas, l'assurance est faite sur la tête des sociétaires, au profit personnel de la société (2); celle-ci encaisse les sommes payées et peut ainsi se couvrir des dépenses occasionnées par le décès du sociétaire assuré.

Dans le second cas, les héritiers du sociétaire assuré recueilleront le bénéfice de l'assurance.

Les détails du fonctionnement de la caisse d'assurance en cas de décès, ont été réglés par les textes suivants, que le cadre de notre ouvrage ne nous permet pas de commenter :

1^o Décrets du 10 août 1868 ;

(1) V. SERULLAZ : *Op. cit.*

(2) Ce qui est parfaitement licite en droit commun, comme aux yeux de la loi spéciale qui nous occupe.

2^o Circulaire du ministre de l'Agriculture du 14 octobre 1868 ;

3^o Décret du 13 août 1877 ;

4^o Les instructions à l'usage des déposants aux caisses d'assurances, qu'on peut se procurer gratuitement dans tous les bureaux où se contracte l'assurance ⁽¹⁾.

L'article 15 de la loi du 11 juillet 1868, est ainsi conçu :

« Les administrations publiques, les établissements
« industriels, les compagnies de chemins de fer, les
« sociétés de secours mutuels autorisées, peuvent assurer
« collectivement leurs ouvriers ou leurs membres, par
« listes nominatives, comme il a été dit à l'article 7, etc. »

Ce texte consacre en cas d'accidents le principe de l'assurance collective ; il est le pendant de l'article 7 et va même plus loin, puisqu'il assimile aux sociétés de secours mutuels approuvées, les sociétés simplement autorisées, les établissements industriels, les compagnies de mines, les chemins de fer, les administrations publiques, etc.

L'assurance collective de l'article 15 est soumise aux mêmes formalités que celle de l'article 7 ; elle se contracte sur des listes nominatives ; d'ailleurs, le principe de la responsabilité des patrons reste intacte, et les tribunaux n'ont pas à s'inquiéter de l'existence d'une assurance collective au profit des ouvriers, lorsqu'ils ont à régler une question de dommages-intérêts dus pour accident.

Les primes varient entre 3, 5 et 8 fr., et assurent une pension proportionnelle à ces sommes.

(1) V. aussi ROUGIER : *Les Assurances populaires et les petites Assurances sur la vie*.

Les sociétés de secours mutuels, en insérant dans leurs statuts le principe de l'assurance collective obligatoire, pourraient ainsi rejeter sur l'Etat une partie des risques qui leur incombent. Ceci avait surtout un grand intérêt pour les sociétés professionnelles. Un sociétaire atteint d'incapacité de travail est une lourde charge pour une association ; si plusieurs se trouvent dans ce cas, c'est la ruine sans aucun doute. Certaines professions exposent ceux qui les embrassent à des dangers permanents, et entraînent souvent pour l'ouvrier l'impossibilité de se faire agréer par une société de secours mutuels. La plupart des sociétés excluent de leur sein les ouvriers les plus exposés : maçons, carriers, charpentiers, couvreurs, chauffeurs. Ces exclusions sont certainement déplorables, mais on ne saurait reprocher aux sociétés mutuelles de se montrer soucieuses de leur propre conservation.

Sans doute, avant la promulgation de la loi du 11 juillet 1868, il existait des compagnies d'assurances contre les accidents, auxquelles les ouvriers des professions dangereuses pouvaient s'adresser, mais les tarifs de ces compagnies étaient généralement très élevés ; enfin, les avantages de l'assurance collective étaient alors inconnus.

La loi de 1868 a donc comblé une lacune en permettant aux ouvriers de tous états de se prémunir contre les risques professionnels, moyennant une cotisation minime.

Rien ne s'oppose donc maintenant à l'admission des ouvriers de toutes professions dans les sociétés de secours mutuels, grâce au principe de l'assurance collective. Une heureuse innovation a été faite par le décret du 13 août 1877, qui a organisé l'assurance collective avec clause de substitution. En 1869, M. Rougier signalait déjà l'utilité d'une

pareille réforme. Dans ce cas, le souscripteur de l'assurance, après avoir payé la prime calculée sur le personnel qu'il veut assurer, peut, pendant toute la durée de l'année, faire mentionner les changements survenus dans le personnel assuré. Le montant définitif de la prime est arrêté à la fin de l'année, et donne lieu, soit à un versement complémentaire, soit à un remboursement des sommes versées en trop, avec intérêt de 4 0/0.

L'article 17 de ce décret dit que les propositions d'assurances sont faites par les présidents des sociétés et déposées avec les versements correspondants chez les comptables du Trésor public. Ce sont : à Paris, la Caisse des dépôts et consignations ; dans les départements, les trésoriers-payeurs généraux, les receveurs particuliers des finances, les percepteurs des contributions directes et les receveurs des postes (Art. 2 du même décret). Les versements sont effectués pour un an.

Les propositions sont accompagnées de la liste nominative des assurés ; elles indiquent la date de la naissance de chacun d'eux. Les assurances collectives, en cas de décès, ont leur effet à partir du premier jour du mois qui suit la date du versement de la prime.

L'article 18 du même décret règle le mode de paiement des sommes dues aux sociétés de secours mutuels après décès d'un de leurs membres. Il se fait entre les mains du trésorier des sociétés, dûment autorisé, c'est-à-dire nanti d'un pouvoir spécial, signé des membres du bureau. Ce paiement a lieu sur une autorisation donnée par le directeur général de la Caisse des dépôts et consignations, auquel la demande doit être adressée avec l'acte de décès du sociétaire.

Enfin, un décret en date du 28 novembre 1890, s'occupe des calculs à établir pour déterminer le montant des

primes à payer. Les tarifs sont augmentés ou diminués en raison de la mortalité moyenne, constatée dans chaque société pendant les cinq dernières années d'assurance. Pour la première assurance, il est fait application pour une année seulement, des tarifs spéciaux mis en vigueur pour les sociétés assurées depuis cinq ans au moins. Pour les assurances de moins de cinq ans, la prime calculée sur le mode d'un an est modifiée pour autant de cinquièmes qu'il y a eu d'années d'assurances antérieures d'après la mortalité moyenne des sociétaires assurés ⁽¹⁾. Les mêmes règles sont suivies pour les assurances en cas d'accidents.

La pensée qui a inspiré la loi de 1868, est évidemment généreuse ; son but, d'après Jules Favre, a été d'arriver à une égale répartition des malheurs éprouvés par ceux qui méritent le plus haut intérêt, c'est-à-dire ceux qui vivent de leur travail, et que ce travail expose à d'inévitables dangers.

La création d'une commission instituée sur le modèle de celle qui fonctionne auprès de la Caisse des retraites, complétait la nouvelle loi. Elle était chargée de l'examen expérimental et scientifique des opérations des deux caisses placées sous sa direction ; elle devait chaque année présenter un rapport détaillé au chef de l'Etat. En outre, le gouvernement s'engageait à dresser annuellement une statistique indiquant le nombre, la nature, les causes des accidents qui s'étaient produits dans les diverses professions ; on ouvrait ainsi toute grande la porte au progrès et aux réformes.

En somme, les deux caisses nationales d'assurances s'ouvraient sous d'heureux auspices ; on pouvait leur

(1) V. BARBERET : *Op. cit.* et SERULLAZ : *Op. cit.*

prédire un retentissant succès auprès des classes ouvrières, auxquelles elles étaient à même de rendre d'immenses services.

Ces institutions ont-elles répondu aux espérances de leurs fondateurs ?

La caisse d'assurances en cas de décès est loin d'avoir donné tous les résultats qu'on avait attendus d'elle. Elle ne parut jamais avoir été très goûtée par les mutualistes. Cependant, parmi les sociétés prévoyant statutairement le secours à la veuve ou à la famille du défunt, quelques-unes ont contracté une assurance collective en cas de décès et y ont trouvé profit, mais elles sont extrêmement rares. 69 sociétés approuvées seulement ont contracté du 1^{er} janvier au 31 décembre 1896, des assurances collectives en cas de décès (chiffre porté dans la dernière statistique du Ministère de l'Intérieur).

Si le nombre des sociétés s'assurant au décès est déjà peu considérable, le nombre de celles assurant leurs membres contre les suites des accidents dont ils peuvent être victimes, est encore plus restreint, et à l'heure actuelle, nous n'en connaissons pas une seule qui ait voulu bénéficier de la faculté qui leur est accordée.

CHAPITRE IV

Les Sociétés de Secours mutuels et la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse

Nous avons jusqu'ici volontairement passé sous silence les lois relatives à l'organisation de la Caisse des retraites. Cette institution a rendu d'immenses services à la mutualité, sans elle les sociétés de secours mutuels ne pourraient remplir qu'une partie de leur mandat social. La loi du 18 juin 1850, remplacée aujourd'hui par la loi du 20 juillet 1886, a plus fait pour le développement de l'idée mutuelliste que toutes les dotations gouvernementales; comme on l'a dit, sur les livres de la Caisse des retraites on peut lire l'histoire de nos sociétés de prévoyance.

Les sociétés de secours mutuels, fondées dans la première moitié de notre siècle, se sont heurtées à bien des difficultés pratiques, et elles ont fait à leurs dépens de tristes expériences. Pleins de généreuses illusions, les fondateurs prenaient des engagements lointains; on comptait vraisemblablement sur le hasard, la Providence ou l'Etat pour y faire honneur. En parcourant les statuts des anciennes sociétés, l'imprévoyance des mutualistes d'alors saute aux yeux; aucune proportion entre les recettes et

les dépenses, aucune corrélation entre les cotisations et les risques, aucune précaution pour maintenir l'équilibre entre l'actif et le passif.

L'imprévoyance des mutualistes apparaît surtout dans la question des retraites. Nombre de sociétés promettaient des pensions parfois très élevées, alors que les ressources communes suffisaient à peine à faire face aux obligations du présent ⁽¹⁾. Ces engagements irréfléchis ont causé bien des ruines; bien peu de sociétés, en effet, se trouvaient à même de créer un capital capable d'assurer le service des pensions promises par les statuts. En admettant même la création possible de ce capital, aucune caisse ne s'ouvrait pour le faire fructifier. Il ne fallait pas songer aux compagnies d'assurances, car les conditions qu'elles offraient aux petits capitaux étaient peu avantageuses. En somme, on peut avancer que si, antérieurement à 1850, la plupart des sociétés promettaient des pensions de retraite à leurs vieillards, bien peu réalisaient cette promesse. Dans son rapport, M. Benoit d'Azy déclarait que toute société, qui promet une pension de retraite à ses membres, prend un engagement au-dessus de ses forces, et ne peut éviter une dissolution fatale. La loi du 15 juillet 1850 confirme dans son article 2 cette manière de voir. L'indifférence avec laquelle les mutualistes accueillirent la loi de 1850, tient sans doute principalement à cette cause. Les pensions de retraites ont toujours été pour les ouvriers le principal attrait des sociétés de secours mutuels; disons à ce sujet que la loi du 15 juillet 1850, défendait simplement aux sociétés de se charger elles-mêmes du service des retraites, leur laissant toute liberté de procurer indirectement à leurs membres le bénéfice d'une pension. Le

(1) V. les travaux de DEBOUTTEVILLE, VINGTRINIER et HUBBARD.

législateur du 26 mars 1852 fut moins sévère ; les sociétés approuvées reçurent le droit de promettre des retraites à leurs membres, sous certaines conditions qui, d'ailleurs, ne furent pas longtemps observées.

Un événement des plus importants venait de se produire ; nous voulons parler de l'institution d'une Caisse nationale des retraites pour la vieillesse par la loi du 18 juin 1850, dont nous allons examiner les principales dispositions.

La Caisse des retraites est placée sous la garantie de l'Etat, gérée par l'administration de la Caisse des dépôts et consignations, sous la surveillance d'une commission supérieure qui présente chaque année son rapport au gouvernement.

Les versements sont reçus à Paris à la Caisse des dépôts ; dans les départements, chez les trésoriers-payeurs généraux et les receveurs particuliers des finances ; ils ne peuvent être inférieurs à cinq francs. On a attendu pendant de longues années le règlement d'administration publique promis, qui devait permettre de recueillir dans des caisses intermédiaires les sommes inférieures à cinq francs ; la loi du 20 juillet 1886, en autorisant les versements à partir de un franc, est venue combler une regrettable lacune.

Les versements peuvent être faits au profit de toute personne âgée de plus de trois ans et jouissant de la qualité de Français ; toutefois, les étrangers sont admis au bénéfice de l'institution sous certaines conditions.

Les versements peuvent être faits à capital aliéné ou à capital réservé, au choix du déposant.

On tient compte pour le calcul de la rente viagère de trois éléments :

- 1° De l'intérêt composé du capital ;
- 2° Des chances de mortalité d'après les tables de Deparcieux ;
- 3° Du remboursement du capital, si le déposant l'a stipulé.

Chaque versement constitue un contrat distinct et donne lieu à la liquidation de la rente qui lui est afférente ; cette liquidation n'a lieu qu'après que le déposant a atteint l'âge de 50 ans, mais elle peut être retardée sur la demande de l'intéressé. En cas de blessure et d'infirmités, entraînant incapacité absolue de travail, la pension pourra être liquidée par anticipation.

Le déposant, à l'appui de son premier versement, doit produire son acte de naissance ou un acte de notoriété qui en tient lieu ; ces actes sont délivrés sans frais. (Art. 11.)

Le maximum de la rente inscrite sur une même tête est de 600 fr. ; cette rente est insaisissable jusqu'à concurrence de 360 fr., aucune limite n'est assignée aux versements annuels. Les versements irréguliers ou excessifs sont remboursés sans intérêts par la caisse.

La Caisse des retraites n'est pas à proprement parler une véritable caisse ; elle se contente de recevoir les versements, mais ne s'occupe pas des pensions.

Ce service est fait par le ministère des Finances, à la direction de la dette publique. M. Maze a fait ressortir l'anomalie et le danger d'une pareille situation, et ses judicieuses critiques ont inspiré la loi du 30 janvier 1884, qui a établi l'unité de service de la Caisse des retraites.

Sous l'empire de la loi du 18 juin 1850 (art. 12), voici comment on procédait : les sommes versées par les déposants pour la constitution d'une rente viagère, ainsi que

les intérêts qu'elles produisaient, étaient employés en achats de rentes sur l'Etat, inscrites au nom de la Caisse des retraites.

Tous les six mois (ou trois mois), la Caisse des dépôts faisait inscrire sur le Grand-Livre de la dette publique les rentes viagères liquidées pendant cet intervalle, au nom des déposants. Aux mêmes époques, à l'aide d'un prélèvement sur le compte de la Caisse des retraites, elle faisait transférer au nom de la caisse d'amortissement, la quotité de rentes sur l'Etat, nécessaires pour constituer un capital équivalent à la valeur des pensions viagères à inscrire.

Les rentes transférées étant annulées, il y avait ainsi amortissement à terme.

La Caisse des dépôts recevait donc au nom de la Caisse des retraites les versements, et les faisait valoir, mais du jour où la pension arrivait à liquidation, elle perdait entièrement de vue les déposants qui n'avaient plus affaire qu'avec la direction de la dette publique. Il en résultait ce fait singulier que la direction ignorait les opérations de la Caisse des dépôts, et réciproquement : le Trésor pouvait être en perte et la caisse en bénéfice, sans compensation possible.

La création d'une commission, chargée d'examiner toutes les questions relatives à la caisse des retraites, est une des meilleures innovations de la loi de 1850. Comme on l'a dit « en mettant des hommes intelligents et dévoués à la tête de la nouvelle institution, on ouvrait la voie aux réformes et au progrès. La commission a pris soin de signaler au législateur, dans ses rapports annuels, les perfectionnements à apporter au service des retraites ; c'est elle qui peut revendiquer l'honneur d'avoir préparé, par ses sages avis, le succès et la prospérité de la plus

belle, comme de la plus utile des institutions de prévoyance.

La loi de 1850 a pris l'initiative de mentionner spécialement parmi les intermédiaires entre les individus et la Caisse des retraites, les caisses d'épargne et les sociétés de secours mutuels.

La faculté accordée aux sociétés de secours mutuels de servir d'intermédiaires entre leurs membres et la Caisse des retraites (art. 10 de la loi du 18 juin 1850, art. 17 du décret du 27 mars 1851, portant règlement d'administration publique), était précieuse ; cependant, on ne peut la considérer comme une faveur exceptionnelle. On évitait simplement aux ouvriers mutualistes quelques formalités gênantes, ainsi qu'une perte de temps.

Quoi qu'il en soit, les sociétés de secours mutuels, cotisant à la fois pour la maladie et la vieillesse, allaient se trouver délivrées d'une lourde responsabilité. La plupart, en effet, avaient compris l'inutilité de leurs efforts à garantir des pensions de retraites, maintenant rien ne les empêchait de veiller à la constitution des pensions, soit en invitant leurs membres à verser leurs épargnes à la caisse d'État, soit en consacrant une portion des cotisations reçues à cet usage.

Les relations entre la Caisse des retraites et les sociétés de secours mutuels étaient assurées dans l'avenir ; tout au plus pouvait-on désirer que le législateur reculât la liquidation des pensions jusqu'à l'âge de soixante-cinq ans, afin de faire coïncider l'ouverture de la pension avec l'époque où la majorité des sociétés cesse de fournir des secours en cas de maladie.

Mais il est regrettable que le législateur de 1850 n'ait pas favorisé des rapports immédiats entre les sociétés de secours mutuels et la caisse fondée.

Le capital amassé par les associations mutuellistes était déjà d'une certaine importance; à cette époque, Hubbard l'estime à plus de 7,000,000 de francs, sur lesquels 5,000,000 au moins formaient le fonds des retraites liquidées ou à liquider; ce capital, déposé dans les caisses d'épargne, aurait dû être transféré à la Caisse des dépôts et consignations pour le plus grand intérêt des pensionnaires présents et futurs. Malheureusement, en l'absence d'une disposition spéciale, ce transfert était impossible, au moins en pratique.

En effet, la Caisse des retraites, d'après la loi du 18 juin 1850, ne pouvait recevoir que des versements individuels; or, les fonds déposés dans les caisses d'épargne par les associations mutuellistes étaient la propriété des dites associations, personnes morales ou êtres collectifs. Pour pouvoir profiter des avantages de la Caisse des retraites, il aurait fallu que chaque association retirât les capitaux déposés en son nom à la caisse d'épargne et les divisât entre tous les sociétaires.

Cette répartition, au prorata des droits respectifs de chaque sociétaire, après ventilation exacte de ce qui, dans les capitaux déposés, représentait des risques de diverses sortes, offrait de sérieuses difficultés et ne pouvait guère se faire sans le concours de liquidateurs expérimentés. Aussi, la plupart des sociétés restèrent dans le statu quo, sans pouvoir profiter de suite du bénéfice que la législation nouvelle accordait aux fonds placés à la caisse des retraites.

La loi du 18 juin 1850 n'était pas parfaite, et le fonctionnement même de la caisse devait nécessairement suggérer un certain nombre d'améliorations à introduire dans la législation en vigueur.

L'institution nouvelle ne reçut pas l'accueil qu'elle

méritait. Le décret du 14 mars 1852, relatif à la conversion des rentes 5 0/0, vint heureusement mettre fin à une situation équivoque qui menaçait de s'éterniser.

Les petits rentiers, par une mesure de faveur, furent autorisés à transférer à la Caisse des retraites leur inscription de rentes, jusqu'au maximum de 600 fr., ce qui leur permettait de conserver le bénéfice du taux de 5 0/0 jusqu'à leur décès. Ce décret eut pour résultat immédiat de faire affluer à la Caisse des retraites des capitaux importants, mais ne provenant pas de l'épargne, l'institution était détournée de son but, mais elle venait de révéler son existence au public. Cette publicité coûtait cher au Trésor, mais il faut constater qu'elle atteignit son but.

Cependant, un double danger commença à attirer l'attention du gouvernement; l'élévation de l'intérêt à la Caisse des retraites risquait d'attirer des capitaux de spéculation; d'autre part, la Caisse allait nécessairement se trouver en déficit, étant donné la disproportion entre l'intérêt qu'elle servait et celui qu'elle retirait de ses propres placements. C'est dans ces circonstances qu'intervint la loi du 28 mai 1853, réduisant pour l'avenir, à 4 1/2 0/0 le taux de l'intérêt servant de base au calcul des tarifs.

La loi du 28 mai 1853, complétée par décret portant règlement du 18 août 1853, réalisait en outre d'importantes réformes :

1^o Le maximum des versements annuels opérés par un même déposant était limité à 2,000 fr. ;

2^o L'entrée en jouissance des rentes était ajournée à deux années de l'époque du premier versement ;

3^o Exceptionnellement, les sociétés de secours mutuels

gardaient la facilité de constituer une rente à jouissance immédiate sur la tête de leurs sociétaires; en outre, aucun maximum n'était fixé à leurs versements.

Ces réformes étaient peut-être prématurées, et produisirent un effet fâcheux; les versements diminuèrent, si bien que la commission supérieure crut devoir intervenir.

La loi du 7 juillet 1856 eut pour objet de calmer les susceptibilités des clients de la Caisse des retraites :

1° L'entrée en jouissance immédiate des rentes afférentes aux versements, fut permise ;

2° L'âge de l'entrée en jouissance fut reculé à soixante-cinq ans ;

3° Le maximum de la rente que chaque déposant pût se constituer, s'éleva à 750 fr. ;

4° Les déposants ayant fixé la date de leur entrée en jouissance de leur pension à une époque déterminée, eurent la précieuse faculté de reculer l'époque de l'ouverture de cette pension, par une déclaration lors de la liquidation. La conséquence de la nouvelle loi fut une augmentation sensible du chiffre des versements à la Caisse des retraites.

La loi du 18 juin 1861, suivie du décret portant règlement du 27 juillet 1861, alla encore plus loin que la loi du 7 juillet 1856 :

1° Les étrangers sont admis comme les nationaux à faire des versements ;

2° Le maximum de la rente viagère qui peut être inscrit sur une seule tête est porté à 1,000fr. ; les rentes constituées restent d'ailleurs incessibles et insaisissables jusqu'à concurrence de 360 fr. ;

3° Les versements annuels peuvent atteindre 3,000 fr. ;

4° Aucune limite n'est fixée aux versements opérés par les sociétés de secours mutuels au profit de leurs membres, ou par les administrations publiques et privées au profit de leurs employés ;

5° L'entrée en jouissance a lieu de cinquante à soixante-cinq ans, au choix du déposant, sans que l'option soit irrévocable ;

6° Le déposant, qui a réservé le capital versé, peut, à toute époque, revenir sur sa détermination, et faire abandon de tout ou partie de ce capital, afin d'obtenir une rente plus forte ;

7° Les capitaux réservés sont restitués aux ayant droit du pensionnaire, et ceux-ci ont trente ans pour faire leur réclamation.

En trois ans, la clientèle de la caisse des retraites doubla ; mais il faut remarquer que les nouveaux clients de la Caisse étaient pour la plupart des employés des grandes compagnies et des sociétés industrielles, ou même des agents relevant d'une façon ou d'une autre des administrations publiques.

Les nouveaux déposants, recrutés dans un milieu relativement aisé, étaient exigeants, et trouvaient le chiffre de la pension offerte par la caisse des retraites trop peu élevé. Pour les contenter, la loi du 4 mars 1864 admit les versements annuels de 4,000 fr., et porta à 1,500 fr. le chiffre des pensions viagères (1).

Vingt ans après, M. Maze protestait encore énergiquement contre la loi de 1864, et essayait de réagir contre

(1) La discussion préliminaire de la loi du 4 mars 1864 est très intéressante, MM. Pereire, Lanjuinais, d'Andelarre, Morin et Larrabure y prirent part. On trouvera cette discussion résumée très exactement dans l'ouvrage de LAURENT : *Le Paupérisme et les Associations de Prévoyance*. V. aussi SERULLAZ : *Les Sociétés de Secours mutuels*.

le courant détestable et dangereux créé par cette loi.
« *S'il y avait en France un ouvrier qui pût verser en un an, je ne dis pas 4,000, mais 2,000 ou même 1,000 fr. à la Caisse des retraites, disait-il, il y aurait un grand intérêt public à ce qu'il se fit connaître; malheureusement, cet ouvrier-là ne se rencontre pas.* »

La loi du 4 mars 1864 a régi pendant plus de vingt années la Caisse des retraites, et c'est à elle qu'on peut attribuer le déficit qui faillit compromettre le succès de l'institution.

Avant d'arriver à la législation récente, il faut signaler le décret du 20 décembre 1872, fixant à 5 0/0 l'intérêt de la Caisse des retraites, la loi du 12 août 1876, modifiant les époques pour le paiement des arrérages des pensions viagères, les circulaires du 19 novembre 1874 et du 2 mars 1878, relatives au paiement fait aux héritiers des arrérages échus avant le décès du titulaire d'une pension de retraite.

Depuis 1880, le gouvernement, préoccupé du déficit grandissant qui se manifestait à la Caisse des retraites, s'efforçait de chercher un remède à une situation qui ne pouvait se prolonger sans danger.

De nombreux projets furent présentés et discutés à la Chambre des députés ⁽¹⁾.

La loi du 30 janvier 1884, issue des travaux précédents, donna satisfaction aux critiques que la législation de 1864 avait soulevées. « Cette loi a révisé de la façon la plus heureuse le système ancien de liquidation des pensions, et, en constituant l'unité des services de la caisse de retraites, en comblant les pertes dues à un mécanisme

(1) Parmi les plus remarquables, nous citerons ceux de M. MAZE : *Rapport* 4 décembre 1882, et de M. WALDECK-ROUSSEAU : 1882, *Chambre, annexe 614*, J. O., avril, p. 861. V. aussi l'ouvrage de M. MAZE : *La Lutte contre la Misère*.

vicieux, elle a sauvé l'institution même qui, au milieu des investigations de nos commissions parlementaires et du gouvernement, n'aurait peut-être pas résisté à un exposé plus tardif d'une situation dangereuse pour nos finances ⁽¹⁾. »

L'article 9 charge la caisse de pourvoir au moyen de ses propres ressources au paiement des rentes viagères. L'importante opération du transfert du paiement des arrérages de ces rentes à la Caisse des dépôts et consignations a été accomplie, de concert avec le ministre des Finances, dans les conditions les plus satisfaisantes, et sans que les intéressés aient eu à subir aucun retard.

Pour couvrir le déficit antérieur, la loi du 30 janvier a attribué à la Caisse des retraites une somme de rentes correspondant, au cours moyen de 1883, au capital des rentes perpétuelles dont l'annulation avait été opérée en échange des rentes viagères inscrites.

Conformément à cette promesse, il a été remis à la Caisse une inscription de rente 3 0/0 amortissable de 11,032,125 fr., représentant un capital de 294,769,204 fr. 95.

La loi du 30 janvier 1884 inaugure une ère nouvelle dans l'existence de la Caisse des retraites. Désormais, la caisse est responsable de ses opérations, elle a donc le devoir impérieux d'assurer un équilibre parfait entre ses ressources et ses charges; de plus, les bases sur lesquelles sa situation financière a été établie jusqu'à ce moment, se trouvent complètement modifiées.

En revanche, grâce à l'unité du service, certaines opérations ont pu être simplifiées, par exemple, celle du remboursement des sommes versées avec clause de

(1) MAZE : *La Réforme de la Caisse nationale des Retraites* (Rev. des inst. de prévoyance, janvier 1887).

réserve, ou encore celle du paiement des arrérages échus aux héritiers du pensionnaire décédé.

La loi du 20 juillet 1886 a achevé l'œuvre commencée par la loi du 30 janvier 1884.

Avant d'aborder l'étude de cette loi, il faut jeter un coup d'œil sur les rapports que les sociétés de secours mutuels ont entretenu avec la Caisse des retraites.

Le décret du 26 avril 1856 a tranché définitivement la grave question des retraites, pour les sociétés de secours mutuels approuvées.

Quant aux sociétés libres, le problème des retraites était loin d'être résolu pour elles.

La loi du 18 juin 1850 invitait, ainsi que nous l'avons dit, les sociétés mutuelles à intervenir auprès de la Caisse des retraites, soit en qualité d'intermédiaires, soit en qualité de donatrices.

Envisageons d'abord la société comme donatrice. Les cotisations payées par les sociétaires deviennent la propriété de la société, qui s'engage en revanche à protéger les sociétaires contre certains risques déterminés. Une portion de la cotisation représente donc chaque risque : la maladie, la mort, la vieillesse. Dans certaines sociétés, la ligne de démarcation est très nette et chaque risque a sa caisse propre. Au lieu de gérer elle-même les fonds affectés à tels genres de risques, une société peut parfaitement confier ce soin à un tiers, du consentement des intéressés. C'est ce qui se produit dans l'hypothèse où nous nous plaçons. La société de secours mutuels se décharge sur la Caisse des retraites du service des pensions, en lui abandonnant ce qui dans le produit des cotisations représente le risque de la vieillesse.

Voici comment on procède : Les sommes que la société prélève chaque année pour créer le capital destiné

à assurer plus tard le service des pensions, sont réparties entre les sociétaires au prorata de leurs droits, et versées à la Caisse des retraites au nom des sociétaires eux-mêmes.

Les livrets sont au nom des sociétaires et deviennent leur propriété ; toutefois, la société donatrice stipulera généralement à son profit la réserve du capital.

Ce dernier mode est le plus rationnel, car la société ne se dessaisit pas des capitaux versés, qui peuvent servir dans la suite à constituer de nouvelles pensions.

Quoi qu'il en soit, le système du livret individuel, alors même que le capital est réservé par la société donatrice, présente certains inconvénients, qui ont attiré l'attention de la commission supérieure et des économistes mutualistes.

Le décret du 26 avril 1856 a mis hors de cause les sociétés de secours mutuels approuvées, restent les sociétés simplement autorisées, fort nombreuses à cette époque.

Une enquête fut ouverte à cette occasion, et donna d'intéressants résultats ⁽¹⁾.

Préoccupée d'une situation qui menaçait de rompre les liens entre la Caisse des retraites et les sociétés de secours mutuels, la commission supérieure, dans son rapport de 1855, émit l'avis qu'il conviendrait d'autoriser le remboursement des capitaux versés, aux sociétés donatrices dix ans après l'époque fixée pour l'ouverture de la pension, dont le titulaire n'aurait pas réclamé l'inscription ; la commission ne croyait pas pouvoir aller plus loin pour le moment.

Sur ces entrefaites fut promulgué le décret du

(1) V. LAURENT, t. II, p. 493, pour les détails sur cette enquête.

26 avril 1856, qui plaça les sociétés approuvées dans une situation exceptionnellement favorable au point de vue des retraites.

La question que nous venons d'examiner avait donc perdu beaucoup de son importance, et le gouvernement ne crut pas donner suite au vœu de la commission. Les sociétés libres restèrent donc vis à vis de la Caisse des retraites dans une situation assez fautive ; c'est ce qui explique même le peu d'empressement de ces sociétés à user des avantages offerts par l'institution.

Un certain nombre de sociétés continuent cependant à confier à la Caisse des retraites le soin du service des pensions.

Les unes partagent chaque année leurs excédents entre tous les sociétaires, de telle sorte que chacun se trouve en possession d'un livret ; les autres tirent au sort des livrets moins nombreux, mais d'un prix plus élevé ; les troisièmes distribuent les fonds disponibles en primes aux sociétaires qui ont opéré eux-mêmes les versements les plus considérables à la caisse ; enfin, les quatrièmes ne délivrent des livrets qu'aux sociétaires jeunes, se réservant d'assister elles-mêmes les sociétaires âgés.

Dans l'état de la législation, les sociétés libres avaient presque avantage à constituer, au profit de leurs membres, des livrets avec aliénation de capital. Comme le disait fort judicieusement, en 1855, la commission supérieure : « Une telle constitution impose un sacrifice moins lourd aux sociétés, ménage sensiblement leurs réserves, et ne les expose à aucune perte par le départ de leurs affiliés. »

Les mutualistes n'ont donc pas trouvé dans la loi de 1850, une solution satisfaisante au redoutable problème ; toutefois « quelque imparfaits que puissent être les divers

systèmes proposés, ils valent encore mieux que l'absence de systèmes, c'est-à-dire la continuation de ces promesses pures et simples de pensions à quotité fixe ; promesses stériles en bons résultats, fécondes en désillusions et en désastres ».

Il nous reste maintenant à envisager les sociétés de secours mutuels, comme intermédiaires entre leurs membres et la Caisse des retraites.

La Caisse nationale des retraites, malgré le chiffre élevé des versements qu'elle a reçus, malgré son apparente prospérité, n'a pas été dans ses débuts une institution populaire.

Créer de nombreux intermédiaires entre la Caisse des retraites et les individus, tel était, évidemment, le plus sûr moyen de vulgariser l'institution. Mais, en fait, la difficulté était de trouver des personnes qui veuillent bien consentir à servir d'intermédiaires.

Le législateur (loi du 18 juin 1850, art. 10 ; décrets du 28 mai 1853, art. 3, et du 27 juillet 1861, art. 2) a formellement investi les sociétés de secours mutuels du rôle d'intermédiaires ; leur intervention ne doit pas seulement consister à recueillir l'épargne, mais encore à en faire les versements, en remplissant pour le compte des déposants, les formalités requises.

La difficulté de rencontrer dans les sociétés de secours des membres ayant assez de dévouement, ou surtout assez de temps et d'habileté pour tenir une comptabilité compliquée et remplir des formalités délicates, a été une grave objection à la création de caisses intermédiaires, destinées à offrir aux membres de la société comme au public, leur concours officieux et gratuit.

M. P. Rougier a essayé de vulgariser à Lyon l'institution des caisses intermédiaires ; mais les mutualités ne

répondirent pas à cet appel. C'est regrettable, car la création de ces caisses aurait pu rendre d'immenses services, non seulement aux mutualistes, mais encore à tous ceux qui appartiennent à la classe ouvrière.

Donc, la situation des sociétés de secours mutuels libres vis-à-vis de la Caisse nationale des retraites, n'est nullement privilégiée.

Ces sociétés ne peuvent rien déposer en leur nom, elles ont seulement la faculté, commune à tous, de faire des versements au profit de leurs membres participants ; conformément au droit commun, elles sont autorisées à stipuler en leur faveur le retour du capital versé, lorsque ce capital provient de leurs propres économies.

Par une dérogation aux règles ordinaires, les sociétés de secours mutuels gardent la faculté de constituer une rente à jouissance immédiate sur la tête de leurs sociétaires, quelle que soit la somme nécessaire pour l'obtenir, dût-elle dépasser le versement maximum. (Loi du 28 mai 1853 et loi du 18 juin 1861.)

Au contraire le décret du 26 avril 1856 permet aux sociétés approuvées de se créer un fonds de retraite spécial à la Caisse des dépôts et consignations, sous la garantie de l'Etat. Ce fonds de retraite est composé des éléments suivants :

1^o DES VERSEMENTS DES SOCIÉTÉS :

Les sociétés doivent prendre, en assemblée générale, l'engagement de consacrer à leur fonds de retraite une portion de leur capital de réserve. Mais ce n'est qu'après avoir assuré le service de santé que les sociétés peuvent prélever sur leur excédent disponible une somme destinée au fonds de retraite. Les sociétaires malades ont un pri-

vilège primant celui des sociétaires âgés ; aussi, la commission supérieure a-t-elle condamné sévèrement les agissements de certaines sociétés, qui, dans le but de procurer à leurs vieillards une forte pension, ont épuisé leurs réserves, et se sont trouvées dans l'impossibilité de faire face aux indemnités de maladie.

Aux termes de l'article 7, les prélèvements votés au profit du fonds de retraite sont examinés par la commission supérieure, et approuvés, s'il y a lieu, par le ministre de l'Intérieur.

La commission supérieure s'assure si le service des indemnités de maladie n'est pas compromis pour l'avenir par un versement hors de proportion avec les ressources sociales. « Les sociétés, dit la commission, dans son rapport de 1859, doivent toujours conserver dans leur réserve la représentation d'une année de cotisation de tous leurs membres. » Telle est la règle qui a été suivie depuis cette époque, et qui a été reproduite dans une circulaire ministérielle du 31 mars 1859.

Le mode des délibérations relatives à la création d'un fonds de retraite, ou au prélèvement destiné à l'accroître, est réglé par deux circulaires ministérielles. (Bull. des soc. de sec. mutuels 1858 et 1859, p. 116 et 94.)

Deux autres circulaires indiquent l'époque utile des délibérations et des versements. (Circulaires des 31 mars 1859 et 25 février 1860.)

2° DES SUBVENTIONS ADMINISTRATIVES prises sur les revenus de la dotation des sociétés de secours mutuels. L'article premier du décret du 26 avril 1856 a tout d'abord affecté à la création du fonds de retraite une somme de 200,000 fr. ; le même jour, une somme de 00,000 fr. recevait le même usage. A partir de 1856,

chaque année, une portion des revenus de la dotation est répartie entre les sociétés approuvées pour grossir leur fonds de réserve.

3^e DES DONS ET DES LEGS, lorsque le donateur ou testateur en a déterminé lui-même l'emploi ; remarquons aussi que l'administration supérieure a la faculté, en vertu de l'article 4 de l'ordonnance du 2 avril 1877 (avis de la section de l'intérieur du Conseil d'Etat, du 8 mai 1877, du 13 novembre 1878 et du 24 décembre 1879), de prescrire, lorsque le donateur ou testateur n'a fait aucune déclaration formelle, le placement des fonds à la Caisse des retraites, si l'intérêt de la société l'exige.

Une fois le fonds de retraite constitué, les sociétés sont libres de choisir elles-mêmes les candidats aux pensions servies par ce fonds ; deux conditions sont toutefois édictées par l'article 6 du décret du 26 avril ; le futur pensionnaire doit avoir cinquante ans, il doit, de plus, avoir acquitté la cotisation sociale pendant dix ans au moins. Ces deux conditions sont un minimum ; les sociétés peuvent exiger un âge plus avancé ou un nombre d'années de sociétariat plus considérable.

Quant à la quotité des pensions, elle est également fixée par l'assemblée générale, dans les limites de l'article 8.

Nous ne pouvons, ici, entrer dans le détail des considérations qui guident les sociétés dans le choix de leurs pensionnaires, nous renvoyons au rapport de la commission supérieure pour l'année 1859. (Bull. des soc. de sec. mutuels 1860, p. 184.)

Lorsque la liste des candidats est arrêtée par l'assemblée générale, le président de la société doit la transmettre au préfet avec les pièces suivantes ;

1^o Acte de naissance des candidats ;

2^o Certificat indiquant la profession, l'état civil de chacun d'eux, ainsi que le nombre d'années de cotisation qu'ils ont payées.

Ces pièces sont examinées par la commission supérieure qui ratifie alors la décision de la société, si elle a été régulièrement prise.

Malgré la simplicité de la procédure à suivre pour la délivrance des pensions aux sociétaires désignés, beaucoup de sociétés n'arrivèrent pas à se tirer d'affaire seules ; par deux circulaires en date du 21 février 1873 et du 6 décembre 1877, le ministre de l'Intérieur dut appeler l'attention des préfets sur une situation fort préjudiciable à l'intérêt des pensionnaires eux-mêmes. Pour remédier à cet état de choses, le gouvernement a fait établir un modèle de délibération où sont consignés tous les renseignements indispensables et que les présidents n'ont plus qu'à remplir.

La pension est incessible et insaisissable, le pensionnaire ne peut même pas en faire abandon à la société dont il fait partie.

Les sociétés pour assurer des pensions à leurs membres, ont, d'ailleurs le choix entre les trois systèmes suivants :

1^o Verser leurs fonds à la Caisse des dépôts, sans prendre de livret à la Caisse des retraites ; dans cette hypothèse, les fonds déposés sont productifs d'intérêts jusqu'au jour où les pensions sont liquidées ; les capitaux absorbés par le service des pensions sont versés à la caisse des retraites par la Caisse des consignations, à l'époque de l'entrée en jouissance, et font retour au fonds de retraite social au décès des pensionnaires ;

2^o Placer de suite à la Caisse des retraites, au nom des membres désignés, la somme nécessaire pour la constitution de la pension, en réservant le capital ;

3^o Faire la même opération, mais en aliénant le capital.

Le premier système est celui que les sociétés approuvées ont adopté à peu près exclusivement.

Les versements au fonds de retraite ont lieu comme il suit :

Le trésorier doit être muni d'un ordre de versement, émané du président de la société ; si les fonds sont déjà à la Caisse des consignations, il faut tout d'abord en opérer le retrait en vertu d'un mandat spécial. Les versements, depuis le décret du 13 avril 1861, sont autorisés par les préfets ; quant aux sommes fournies par l'Etat à titre de subvention, elles sont directement inscrites par l'administration au compte de fonds de retraite ⁽¹⁾.

Après avoir analysé les principales dispositions du décret du 26 avril 1856, il nous faut examiner les résultats obtenus. Nous puiserons nos renseignements dans les rapports officiels publiés par le ministère de l'Intérieur ⁽²⁾.

Il est incontestable que les sociétés approuvées ont largement profité des justes avantages que l'Etat leur offrait ; il faut même ajouter que beaucoup de sociétés libres se sont soumises au régime de l'approbation dans l'unique pensée de profiter des subventions gouvernementales accordées au fonds de retraite.

(1) V. SERULLAZ : *Op. cit.*

(2) V. *Rapport sur les Opérations des Sociétés de Secours Mutuels pendant l'année 1897* (Melun, imprimerie administrative, 1900).

Dès 1856, neuf cent quatre-vingt-quatorze sociétés possédaient un fonds de retraite conformément au décret du 26 avril, et le montant de ces divers fonds s'élevait à 741,234 fr. A partir de ce moment, le mouvement prend une grande extension.

En 1860, 1.558 sociétés ont un fonds de retraite de. .		4.233.846 fr.
1865, 2.222	—	10.492.169
1870, 2.612	—	18.138.094
1875, 2.629	—	25.670.098
1880, 2.809	—	38.113.046
1885, 3.247	—	59.333.842
1890, 3.677	—	85.874.923
1895, 4.071	—	115.253.442
1896, 4.190	—	121.463.185
1897, 4.284	—	127.791.033

Le capital absorbé par les pensions de retraite liquidées, s'élève :

En 1860, à	199.365 fr.
1865, à	1.234.908
1870, à	3.761.903
1875, à	9.350.038
1880, à	17.162.080
1885, à	30.278.056
1890, à	46.906.769
1895, à	65.791.151
1896, à	69.894.900
1897, à	73.997.221

Au 31 décembre 1897, les sociétés de secours mutuels avaient un solde créditeur de 53,793,812 fr. à la Caisse des dépôts et consignations.

Le nombre des pensionnaires est aussi très intéressant à connaître :

En 1857, on compte	45 pensionnaires
1860, —	163 —
1865, —	848 —
1870, —	2.633 —
1875, —	6.589 —
1880, —	12.075 —
1885, —	19.904 —
1890, —	27.787 —
1895, —	36.944 —
1896, —	38.894 —
1897, —	40.996 —

La valeur moyenne des pensions concédées annuellement par les sociétés approuvées sur leur fonds de retraite, a été :

En 1875, de	70.47 c.
1880, de	66.22
1885, de	71.06
1890, de	72.04
1895, de	72.60
1896, de	73.71
1897, de	69.93

Quelques sociétés servent également des pensions importantes sur leur fonds de réserve, distinct de leur fonds de retraite. Quelques sociétés, étant donné la situation prospère de leur fonds de retraite, ont pris l'habitude d'accorder à leurs pensionnaires un supplément de pension. Cette manière de procéder est très fréquente dans le Rhône, où beaucoup de sociétés servent des pensions moyennes de 100 fr. et au-dessus à leurs sociétaires âgés.

En vertu de l'article 8 du décret du 26 mars 1852, les sociétés de secours mutuels sont capables de recevoir des dons et legs avec l'autorisation du gouvernement ; l'article 2 du décret réglementaire du 26 avril 1856, a étendu ce privilège à leur fonds de retraite, qui est ainsi investi d'une personnalité distincte. Cette disposition est fort importante ; de 1856 à nos jours, le fonds de retraite des sociétés de secours mutuels approuvées a augmenté, grâce à elle, d'une somme de plus de deux millions.

Les sociétés qui possèdent un fonds de retraite à la Caisse des dépôts et consignations, ont un mode de placement tout trouvé pour leurs économies ; les versements qu'elles opèrent, fructifient par la capitalisation des intérêts, et de plus, sont augmentés notablement par les subventions proportionnelles de l'Etat.

En 1869, les sociétés versaient à leur fonds de retraite 763,419 fr. ; les subventions de l'Etat s'élevaient à 396,283 fr. En 1875, les sociétés versaient 858,872 fr. ; les subventions étaient de 343,830 fr. En 1880, les sociétés versaient 1,500,486 fr. ; les subventions atteignaient le chiffre de 525,654 fr. En 1885, les sociétés versaient 2,381,880 fr. ; les subventions gouvernementales étaient de 792,205 fr. En 1890, les sociétés ont versé 2,703,295 fr., et ont obtenu 915,000 fr. de subventions. En 1895, elles ont versé 2,737,129 fr., et ont obtenu 1,009,079 fr. de subventions. En 1896, les versements ont été de 2,871,705 fr., et les subventions, de 1,031,802 fr. En 1897, enfin, 4,284 sociétés ont versé 2.743,360 fr. et ont obtenu 1,116,868 fr. de subventions.

Nous connaissons les trois éléments qui ont concouru à la formation des fonds de retraite des sociétés approuvées ; dans quelle proportion ce concours a-t-il eu lieu ? C'est ce que nous allons indiquer.

Au 31 décembre 1897, le solde créditeur des sociétés était de 127,791,033 fr. 18, se décomposant comme il suit :

Montant des versements depuis l'origine.	62.905.545	12
— des subventions de l'Etat	23.570.454	66
— des donations et des legs.	2.418.009	64
Intérêts	39.079.053	18
Total	127.973.059	60

A déduire :

Remboursement aux sociétés et réintégration au fonds			
de dotation en 1897. . .	9.511	42	} 182.026 42
Capital des rentes consti-			
tués en capital aliéné. .	172.515	»	
Total des fonds de retraites au 31 déc. 1897.	127.791.033	18	

Nous avons mentionné déjà le fonds de dotation concédé en 1852 aux sociétés de secours mutuels approuvées; le revenu annuel de la dotation est de 510,000 fr.; il est consacré au service des subventions proportionnelles accordées aux sociétés approuvées qui font des versements à leurs fonds de retraites. Ces subventions ont subi plusieurs remaniements depuis 1857 ⁽¹⁾; aujourd'hui, elles sont calculées comme il suit :

- 1° Le quart du versement;
- 2° Un franc par membre participant;
- 3° Un franc par membre participant âgé de plus de cinquante-cinq ans.

Toutefois, la subvention ne peut être supérieure au versement lui-même.

(1) V. sur ce point BARBERET : *Les sociétés de Secours Mutuels*, p. 17 et s.

Lorsque le nombre des membres participants est égal ou inférieur à mille, elle n'excède pas 3,000 fr. Si le nombre des membres participants est supérieur à mille, elle peut être égale au nombre des membres participants multiplié par trois, sans aller cependant, en aucun cas, au-delà de 10,000 fr.

Ce système sera certainement continué sous le régime de la nouvelle loi, car il est simple et pratique. Dans la séance de la Chambre des Députés du 4 juin 1897, lors de la discussion de l'article 26 de la loi du 1^{er} avril 1898, M. Barthou, ministre de l'Intérieur, répondant à une question de M. Louis Ricard, déclara que le mode de subventions en usage ne serait pas changé, à moins que le Conseil supérieur n'en reconnût la nécessité absolue.

Outre les 510,000 fr. provenant de la dotation, des crédits sont votés annuellement par les Chambres, afin de pourvoir aux dépenses nécessitées par l'allocation des subventions proportionnelles aux fonds de retraite et aux diverses autres dépenses accidentelles. Le crédit budgétaire s'élève à 160.000 fr., mais il est devenu insuffisant depuis quelques années, par suite de la progression croissante des versements opérés par les sociétés approuvées, à leur fonds de retraite. Ces crédits se décomposent ainsi :

En 1881,	160.000 fr.,	dépenses effectuées,	112.664 55
1882,	160.000	— —	151.390 83
1883,	160.000	— —	236.781 51
1884,	160.000	— —	282.338 55
1885,	360.000	— —	306.221 18
1886,	310.000	— —	328.207 81
1887,	365.000	— —	319.280 61
1888,	400.000	— —	337.883 03

1889,	450.000 fr., dépenses effectuées,	382.193	13
1890,	475.000 — —	430.287	47
1891,	625.000 — —	423.539	95
1892,	675.000 — —	450.506	54
1893,	1.125.000 (pour majorations)	723.275	55
1894,	775.000 — —	455.400	60
1895,	810.000 — —	516.872	60
1896,	810.000 — —	563.504	»
1897,	810.000 — —	630.321	09
1898,	810.000 (La dépense n'est pas encore connue)	»	»
Pour 1899,	860.000 — —	»	»

Totaux 9.300.000 fr., sur lesquels il a été dépensé. . 6.640.669 »

En somme, le total des crédits pour les subventions aux sociétés qui ont un fonds de retraite, n'a pas atteint neuf millions et demi en vingt ans, sur lesquels, à peu près sept millions ont été dépensés, alors que l'assistance publique coûte en France deux cents millions par an. Comme le fait remarquer M. Barberet, si l'on met en regard de ce minime sacrifice la somme de bienfaits sociaux qu'il rend aux populations laborieuses, on est forcé de convenir que c'est une libéralité bien employée. Les avantages qu'elle procure aux mutualistes, leur amènent de nouvelles recrues, qui, une fois entrées dans les rangs de la mutualité, ne frappent plus à la porte des bureaux de bienfaisance. C'est autant de clients éventuels enlevés de la sorte à l'assistance publique. Or, l'assisté reçoit tout et ne donne rien, tandis que l'Etat exige des membres des sociétés de secours mutuels qu'ils s'entraident d'abord eux-mêmes pour obtenir le bénéfice de ses subsides.

Il n'est pas exagéré de dire que dix millions alloués

à la mutualité font plus que cinquante millions versés dans les caisses de l'assistance publique, car il est bien rare qu'un assisté ne cherche pas à devenir un habitué de l'assistance et à s'en faire des moyens continus d'existence. Dans ce cas comme dans beaucoup d'autres, il n'y a que le premier pas qui coûte ; la récidive se produit en quelque sorte elle-même, et les récidivistes sont bientôt des mendiants et des paresseux.

Un mutualiste qui demanderait des secours à l'Assistance publique froisserait la dignité de la société à laquelle il appartient, et ses sociétaires aimeraient mieux, si besoin était, lui accorder une allocation extraordinaire que de lui voir faire un acte de mendicité déguisée (1).

Les sociétés approuvées possédant un fonds de retraite, jouissent encore d'une faveur intéressante : la loi du 20 juillet 1895, dans son article 20, leur attribue les trois cinquièmes des comptes des caisses d'épargne qui n'ont été l'objet depuis trente ans d'aucune opération de la part des déposants et qui sont atteints par la prescription. La première répartition a eu lieu en 1896 ; elle a produit 142,403 fr. 50 ; celle de 1897 s'est élevée à 167,280 fr. 38, soit en moyenne à peu près 37 fr. de rente pour chacune. Cette nouvelle forme de subventions sera, chaque année, pendant longtemps, de plus en plus importante, par la raison qu'il y a trente ans, les dépôts aux caisses d'épargne étaient de six cent millions de francs, et qu'ils s'élèvent maintenant à près de quatre milliards. Or, de même que depuis trente ans, chaque année, la proportion des dépôts s'est accrue jusqu'au chiffre maximum qu'ils ont atteint, celle des comptes abandonnés a sans doute suivi la même

(1) V. BARBERET.

progression, et il est présumable que les trois cinquièmes de la mutualité arriveront au demi million de francs.

Les sommes provenant des comptes abandonnés qui sont allouées aux sociétés de secours mutuels, sont inscrites au crédit de leurs fonds de retraites où elles produisent un intérêt de 4 1/2 0/0 (1).

Nous venons de suivre pendant une longue période le développement de l'institution, issue du décret du 26 avril 1856 ; il nous reste à étudier la loi du 20 juillet 1886 que nous avons jusqu'ici passée sous silence. Elle a achevé l'œuvre commencée par la loi du 30 janvier 1884.

Les travaux préparatoires sont assez intéressants pour mériter quelque attention : les projets Maze, Nadaud et Waldeck-Rousseau, bien qu'antérieurs à la loi du 30 janvier 1884, peuvent être considérés comme ayant eu une influence directe sur la loi du 20 juillet 1886.

M. Maze proposait les réformes suivantes :

1^o Modification du taux de capitalisation. Le taux était fixé à 4 0/0 pour toutes pensions supérieures à 600 fr. ; à 4 1/2 0/0 pour toutes pensions inférieures. Les versements effectués par les associations de prévoyance mutuelle continuaient à bénéficier du taux exceptionnel de 5 0/0 ;

2^o Abaissement du maximum des versements. Ce maximum allait à 300 fr. ; d'ailleurs, les associations mutuelles gardaient la faculté de faire des versements annuels égaux à la totalité de ceux qui seraient permis au profit de chaque sociétaire individuellement ;

3^o Revision du système des pensions ;

(1) V. BARBERET.

4° Emploi de nouvelles tables de mortalité ;

5° Bonification des pensions liquidées prématurément en vertu de l'article 6 de la loi du 18 juin 1850 ;

6° Création de timbres de retraite ; versements reçus à partir d'un franc ; propagande intelligente faite autour de l'institution. etc. ;

7° Nouvelle dotation de vingt millions de francs.

Le projet Nadaud équivalait à la suppression pure et simple de la Caisse des retraites telle qu'elle avait fonctionné jusqu'alors. L'auteur commençait à affirmer que les sociétés de secours mutuels entre travailleurs seuls étaient impuissantes à alimenter la Caisse des retraites et que d'autre part, à cinquante-cinq ans, l'ouvrier doit être considéré comme ne pouvant plus rien produire en travail « c'est la limite de son action, c'est à ce moment que la Caisse des retraites doit lui servir les retraites qui lui sont dues ». Etant donné ces deux propositions, une conclusion s'imposait : l'Etat devait intervenir. Toutefois, comme l'Etat ne pouvait pas tout faire, l'ouvrier devait contribuer dans une certaine mesure à l'œuvre de prévoyance ; on arrivait ainsi au principe des versements obligatoires. Ce projet était tellement impraticable que son auteur eut le bon sens de ne pas trop insister ; du reste, le Congrès mutualiste de Rouen avait refusé de se rallier aux théories socialistes de M. Nadaud ; une fois de plus, nos mutualistes avaient montré la profonde sagesse qui les inspire ⁽¹⁾.

(1) « Tout ouvrier travaillant pour gagner sa vie comme salarié, dit M. Nadaud, devra faire partie de l'institution et en subir les obligations. Nous entendons les objections faites au point de vue de la liberté individuelle, du droit imprescriptible de l'homme de vivre comme il l'entend, mais nous passons outre. Les abus de l'autorité dans ces matières ne sauraient mettre en danger la liberté des citoyens. Tout salaire sera frappé d'une retenue que le patron et l'Etat doubleront chacun. »

Quant à M. Waldeck-Rousseau, il voulait que la Caisse des retraites pour la vieillesse, comme les caisses d'assurances en cas de décès ou d'accidents, soit exclusivement affectée au service des associations de secours mutuels.

Les versements devaient y avoir lieu à capital aliéné et au compte individuel de chaque mutualiste.

Comme on l'a dit justement « le projet Waldeck-Rousseau aboutissait à faire de la Caisse des retraites une institution bâtarde et mesquine, gérant les économies d'une classe déterminée de citoyens et refusant celles de toutes les autres ».

La loi du 20 juillet 1886 qui régit encore la caisse des retraites est issue de ces projets (1).

La Caisse nationale des retraites pour la vieillesse fonctionne sous la garantie de l'Etat; elle est gérée par l'administration de la Caisse des dépôts et consignations qui pourvoit aux frais de gestion.

Les versements sont volontaires; ils peuvent être faits à capital aliéné ou à capital réservé; ils sont reçus et liquidés à partir d'un franc.

Le maximum de la rente viagère est fixé à 1,200 fr.; le maximum des versements annuels est fixé à 1,000 fr. Les sociétés de secours mutuels qui effectuent des versements avec leur fonds inaliénable ne sont pas soumises à cette dernière restriction.

Les rentes viagères constituées sont incessibles et insaisissables jusqu'à concurrence de 360 fr.

Le montant de la rente viagère à servir est calculé d'après des tarifs où il est tenu compte des trois éléments suivants :

(1) Nous passons sous silence les projets émanés du gouvernement qui ne présentent pas d'intérêt.

1^o L'intérêt composé, fixé chaque année par décret du chef de l'Etat, après avis de la commission supérieure ;

2^o Des chances de mortalité ;

3^o Du remboursement au décès des capitaux versés, si le déposant le demande.

L'entrée en jouissance de la pension est fixée, au choix du déposant de cinquante à soixante-cinq ans.

La pension peut même être liquidée par anticipation, en cas d'accident, de blessures ou d'infirmités entraînant incapacité absolue de travail, et par une heureuse innovation, bonifiée à l'aide d'un crédit ouvert chaque année au Ministère.

Les versements peuvent être commencés dès l'âge de trois ans. Les étrangers ne sont pas exclus et ont les mêmes droits que les nationaux, sauf en ce qui concerne l'application de l'article 11.

Le déposant qui a stipulé le remboursement du capital, peut, à toute époque, revenir sur sa détermination, sans encourir aucune déchéance ; il a pareillement la facilité de reculer, d'année en année, l'entrée en jouissance de la pension.

Au décès du crédit rentier, les capitaux réservés sont restitués à ses héritiers ou ayant droit, sans intérêt.

Tout versement irrégulier est de même restitué sans intérêt. Il est délivré à chaque déposant un livret sur lequel sont inscrits les versements effectués et les rentes correspondantes. Chaque année, la caisse établit le bilan de ses opérations. Toutes les pièces relatives à l'exécution de la loi sont dispensées des droits de timbre et d'enregistrement.

Un règlement d'administration publique devait déterminer :

1^o Les attributions et le mode de fonctionnement de la commission supérieure ;

2^o La forme des livrets et des extraits d'inscriptions ;

3^o Le mode des versements effectués, soit directement par les déposants, soit indirectement par les caisses d'épargne et les associations mutuelles.

La confection d'une instruction pratique, destinée à faire connaître les avantages de la Caisse nationale des retraites, est annoncée formellement par l'article 27.

L'article 3 s'occupe de la création d'une commission supérieure, chargée de l'examen de toutes les questions qui concernent l'institution.

Cette commission est composée de seize membres.

En résumé, la loi du 20 juillet 1886 a reconstitué la Caisse des retraites, ébranlée par les vices de son organisation primitive. La loi de 1884 avait fait de la Caisse des retraites une véritable caisse, la loi de 1886 a complété l'œuvre commencée et supprimé les causes de déficit, en admettant le principe de la mobilité du taux de l'intérêt.

La Chambre, conformément à l'opinion de M. Maze, avait consacré des distinctions et attribué un taux d'intérêt plus élevé aux petites épargnes, le Sénat a refusé d'entrer dans cette voie. A maintes reprises, les mutualistes ont protesté contre la mobilité du taux de l'intérêt, et leurs doléances ne sont pas restées sans échos. En droit pur, on ne peut cependant pas contester à l'Etat le droit qu'il s'est réservé dans l'article 12 ; on n'a d'ailleurs aucune crainte à concevoir, car l'Etat usera toujours de ce droit avec la plus sage réserve.

Quoi qu'il en soit, le service des retraites impose encore au budget une lourde charge, aussi la dotation que la Chambre avait votée au profit de la caisse, n'au-

rait pas été inutile. Le Sénat a préféré ouvrir, chaque année, au budget du Ministère de l'Intérieur, un crédit destiné à combler les pertes subies par la caisse, par suite de l'application de l'article 11.

Quant aux sociétés de secours mutuels, le législateur de 1885 ne leur a rien accordé d'une façon précise ; elles n'ont même pas le droit de constituer un fonds spécial de retraites, comme la Chambre avait manifesté l'intention de le permettre.

Le 28 décembre 1886 parut le règlement d'administration publique, annoncé par l'article 25 de la loi du 20 juillet 1886. En voici les dispositions principales :

Les versements sont reçus, à Paris, à la Caisse des dépôts et consignations ; dans les départements, par les trésoriers-payeurs généraux, receveurs particuliers des Finances, percepteurs et receveurs des postes.

Le déposant, lors du premier versement, doit faire connaître ses noms, prénoms, qualités civiles, nationalité, âge, profession et domicile ; dans ce but, il a à produire son acte de naissance, ou, à défaut, un acte de notoriété. (Ces actes sont dispensés des droits de timbre et d'enregistrement.)

De plus, il faut déclarer si le versement est fait à capital réservé ou aliéné, et fixer la date de l'entrée en jouissance. Diverses formalités sont exigées pour les versements faits par les mineurs, les femmes mariées ou séparées.

Chaque déposant reçoit un livret, où sont enregistrés ses versements. Cet enregistrement ne forme titre envers l'Etat qu'à la charge d'être visé dans les vingt-quatre heures par certains fonctionnaires énumérés par l'article 13.

Les rentes à jouissance immédiate, créées en vertu du

décret du 26 avril 1856, ne donnent pas lieu à l'émission des livrets. Les articles 14 et 15 sont relatifs aux bulletins-retraite, destinés à réaliser au moyen de timbres-poste, les versements d'un franc. Ces bulletins sont délivrés gratuitement par l'Administration. Les timbres sont collés dans des cases préparées à cet effet; le bulletin-retraite une fois rempli, est adressé par les comptables au service de la Caisse des retraites, à la Caisse des dépôts, chargée de l'oblitération des timbres-poste.

La création de ces bulletins-retraite est une excellente innovation. C'est encourager la petite épargne, l'épargne de chaque jour, la seule peut-être que l'ouvrier puisse réaliser.

Toute personne peut servir d'intermédiaire à un ou plusieurs déposants, en remplissant les formalités indiquées par l'article 16.

Les articles 20, 21, 22, 23, 24 et 25, traitent de la procédure à suivre pour la liquidation anticipée des pensions et les demandes de bonification. On ne peut s'empêcher de trouver cette procédure un peu longue et compliquée.

Conformément aux articles 1974 et 1975 du Code civil, toute somme versée au profit d'une personne morte au jour du versement ou atteinte de la maladie dont elle est morte dans les vingt jours du versement, est remboursée sans intérêts.

Conformément à l'article 2277, les arrérages non perçus se prescrivent par cinq ans; les rentes, dont les arrérages n'auront point été réclamés pendant trois années consécutives, seront présumées éteintes et rejetées des états de paiements, sauf à y être rétablies plus tard.

Tels sont les traits saillants du règlement du 28 décembre 1886; devant les formalités multiples dont il entoure

les versements à la Caisse des retraites, on pouvait à juste titre craindre pour la prospérité de cette institution ; on l'avait mise à la portée de toutes les bourses ; était-elle bien à la portée de toutes les intelligences ?

Le législateur s'était d'ailleurs parfaitement rendu compte de la situation, et c'est pour cela qu'il avait invité le gouvernement à rédiger une instruction pratique à l'usage des déposants à la Caisse nationale des retraites. Cette instruction devait être affichée dans toutes les mairies, dans les bureaux des comptables du Trésor, dans tous les bureaux de poste et dans toutes les écoles publiques.

L'instruction pratique annoncée par l'article 27 de la loi du 20 juillet a paru.

Dans le premier chapitre, l'instruction explique l'objet et la nature de l'institution.

Dans le second, il est question du mode des versements ; on invite les sociétés de prévoyance à servir d'intermédiaires entre leurs adhérents et la caisse nationale ; on rappelle également que les caisses d'épargne privées et la caisse nationale d'épargne postale, sont officiellement chargées de remplir le rôle d'intermédiaire vis-à-vis de leurs déposants.

Dans le troisième, il est traité des bulletins-retraites.

Dans les chapitres suivants, l'instruction passe successivement en revue tout ce qui touche à la Caisse des retraites, sous les rubriques suivantes : « Conditions des versements, rentes viagères, transfert des fonds déposés aux caisses d'épargne, tarifs.

A l'instruction sont annexés des tableaux indiquant la rente viagère produite par le versement de 100 fr., intérêt 4 0/0, d'après l'âge du déposant et la date fixée pour l'entrée en jouissance, suivant que le capital est aliéné ou

réservé. D'autres tableaux font également connaître la rente viagère produite par un versement annuel de 10 fr., commencé à un âge quelconque, à capital aliéné ou réservé.

Relativement aux sociétés de secours mutuels, la loi du 20 juillet n'a pas touché à la législation antérieure. Comme par le passé, l'intérêt du solde créditeur, déposé à la Caisse des consignations, reste fixé à 4 1/2 0/0. Le changement du taux de l'intérêt s'applique seulement au capital affecté aux pensions; c'est pourquoi les sociétés de secours mutuels, lorsqu'elles ont eu à remplacer des pensionnaires décédés, ont dû prévoir la différence résultant du changement de tarif.

La Caisse nationale met d'ailleurs à la disposition des sociétés, des tableaux contenant toutes les indications nécessaires au calcul des capitaux qui doivent être affectés au service des pensions (1).

Quelle est la situation actuelle de la Caisse des retraites ?

La commission supérieure a présenté son rapport sur les opérations de cette caisse pendant l'année 1898 et sur sa situation générale. Il ressort de ce document, qu'à cette époque, l'actif s'élevait à 870,508,237 fr. 96, et le passif à 842,070,538 fr. 47. L'excédent de l'actif sur le passif est donc de 28,437,699 fr. 49; il était supérieur de 1,579,265 fr. 67, à celui qui existait au 31 décembre 1897. (26,858,433 fr. 82) (2).

Cette situation, sans être des plus prospères, permet cependant à la Caisse des retraites de faire face à ses engagements, sans avoir recours à la garantie de l'Etat.

(1) SERULLAZ : *Op. cit.*

(2) V. *Journal Officiel*, numéro du 26 août 1899.

CHAPITRE V

Critiques formulées par les Mutualistes contre le régime de 1850-1852

LE MOUVEMENT MUTUALISTE PENDANT LES DERNIÈRES ANNÉES.
TRAVAUX PRÉPARATOIRES DE LA LOI DU 1^{er} AVRIL 1898.

Les Congrès

Depuis longtemps tout le monde avait compris que le régime anti-libéral de 1850-1852 avait fait son temps; la mutualité française était à l'étroit dans le cadre que lui avait donné la législation impériale. Il était urgent d'apporter des réformes à cet état de choses sous peine de voir périlcliter une institution à laquelle était attaché l'avenir de la démocratie française.

Le régime établi par la loi de 1850 et par les décrets de 1852 et de 1856 a donné lieu, en effet, à de nombreuses critiques.

On lui a reproché d'abord avec juste raison de gêner la multiplication et le développement des sociétés de

secours mutuels par la nécessité de l'intervention gouvernementale. Les sociétés reconnues « d'utilité publique » ne peuvent obtenir cette reconnaissance que par décret rendu dans la forme des règlements d'administration publique (décret du 14 juin 1851, art. 1.). Les sociétés « approuvées » sont soumises à l'approbation du ministre de l'Intérieur pour le département de la Seine, et du préfet pour les autres départements (décret du 26 mars 1852, art. 7). Les sociétés « libres » d'après la théorie de l'administration ne peuvent se constituer qu'en vertu de l'autorisation du gouvernement. (C. P., art. 291, loi du 10 avril 1834). Et dans ces trois cas, il ne s'agit point d'une simple homologation des statuts par les pouvoirs publics, mais d'une véritable permission que le gouvernement reste libre d'accorder ou de refuser et qu'en réalité il fait parfois attendre fort longtemps, comme le constate en 1882 M. Maze, dans son rapport à la Chambre des députés : « Nous pourrions citer, dit-il, telle société digne d'intérêt en tous sens, à laquelle on fait attendre pendant de longs mois, parfois pendant des années, l'approbation, la privant ainsi à ses débuts, d'avantages qui lui eussent été si précieux dans la période la plus difficile de son existence ⁽¹⁾. » D'ailleurs l'autorisation ainsi accordée peut être retirée sans recours possible, pour les sociétés déclarées « établissements d'utilité publique », par un décret rendu dans la forme des règlements d'administration publique, en cas d'inexécution des statuts ou de contravention aux lois et règlements (décret du 14 juin 1851, art. 14, 16); pour les sociétés « approuvées » par arrêté du préfet, en cas de mauvaise gestion, inexécution ou violation du décret

(1) *Journal Officiel*, 1882, Chambre, *Documents parlementaires*, p. 2560.

du 26 mars 1852 (art. 16); pour les sociétés libres simplement « autorisées » par arrêté, même non motivé, du préfet retirant l'autorisation accordée (loi du 10 avril 1834, art. 1) (1).

En réalité, sous l'empire de la loi de 1850 et du décret de 1852, faisait remarquer en 1893, à l'assemblée générale de la Ligue de la prévoyance et de la mutualité, un député rapporteur de la nouvelle loi, M. Audiffred, « les sociétés sont soumises au régime le plus draconien qu'on puisse rêver. L'Etat n'use pas de rigueur envers elles, mais qui dit que dans quelques années, il ne se trouvera pas un procureur de la République qui s'avisera de poursuivre des sociétés qui croient observer la loi, mais qui, en réalité, sont en contravention avec elle (2) ? »

On a fait également un juste grief à la loi de 1850 et au décret de 1852 de ce qu'ils assignaient aux sociétés de secours mutuels un objet absolument limité qui, en restreignant outre mesure le champ d'action de ces sociétés, paralysait leur initiative.

« Les sociétés de secours mutuels, dit l'article 2 de la loi du 15 juillet 1850, ont pour but d'assurer des secours temporaires aux sociétaires malades, blessés ou infirmes et de pourvoir aux frais funéraires des sociétaires. Elles ne pourront promettre des pensions de retraite aux sociétaires. » Le décret de 1852 reproduit textuellement la même définition, il élargit seulement, sur un point, les limites imposées aux sociétés de secours mutuels, aussi

(1) D'après la théorie administrative : *Circulaire du ministère de la Police générale* du 28 octobre 1852, DALLOZ ; J. G. v. *Secours publics*, n° 237, n° 2. — Contra : art. 12 de la loi du 15 juillet 1850 exigeant que la dissolution soit prononcée par le gouvernement, le Conseil d'Etat entendu.

(2) M. AUDIFFRED, *Revue de la Prévoyance et de la Mutualité*, juin 1893, p. 203.

bien en faveur des sociétés déclarées établissement d'utilité publique qu'en faveur des sociétés approuvées. Désormais ces sociétés pourront constituer des pensions de retraites, si elles comptent un nombre suffisant de membres honoraires (art. 6 et 14).

Mais les sociétés de secours mutuels ne pouvaient procurer à leurs membres des secours en cas de chômage provenant d'une cause autre que la maladie, les blessures ou les infirmités. « Dans aucun cas, dit l'instruction générale du ministère de l'Intérieur du 29 mai 1852, les préfets n'approuveront la promesse de secours en temps de chômage; cette condition ne serait pas seulement un principe de ruine et de démoralisation, puisqu'elle tendrait à encourager la paresse et à faire payer au travail une prime à l'insouciance, mais elle porterait en elle le germe de toutes les grèves et l'espérance de toutes les coalitions. »

De même une société de secours mutuels était incapable « d'ester en justice pour un objet étranger au but de son établissement ». Par exemple une société de secours mutuels formée entre des médecins ne pouvait pas défendre les intérêts professionnels de ses membres, ni intenter une action en dommages-intérêts contre une personne pour exercice illégal de la médecine (Aix, 13 mars 1861)⁽¹⁾.

Ainsi encore les sociétés de secours mutuels ne pouvaient organiser des sociétés coopératives entre leurs membres; elles ne pouvaient notamment, désir souvent exprimé dans les congrès de la mutualité, créer de pharmacie pour leur usage particulier ⁽²⁾.

(1) D. P., 61, 2, 208, aff. LÉPINE, D., J. G., supplément v. *Secours publics*, n° 224.

(2) Rapport du docteur SAVORIN : *Revue de Prévoyance et de Mutualité* 1895, p. 35.

Or, il semble bien que les associations, ayant pour base la mutualité, aient une tendance à sortir des strictes limites dans lesquelles la loi de 1850 et le décret de 1852, les enferment. M. Maze, dans son rapport à la Chambre en 1882, donne de curieuses preuves de ce mouvement d'expansion⁽¹⁾ : « tandis que certaines associations, dit-il, se borneront à assurer des secours en cas de maladie ou de décès, les autres auront en vue l'infirmité ou la vieillesse ; celles-ci promettent à leurs membres une indemnité en cas de vol ou d'incendie ; celles-là étendront à la famille les avantages que le plus grand nombre accordent exclusivement à leurs membres ; elles donneront des secours en nature, en argent, ou même en journées de travail, aux veuves chargées d'enfants, payeront les frais funéraires des femmes des sociétaires ou même de leurs veuves, feront visiter par le médecin les membres d'une famille dont le chef sera seul inscrit nommément sur leurs registres, ou bien accorderont un traitement quotidien aux femmes en couches ; ailleurs, l'esprit de prévoyance et de mutualité s'appliquera à la formation d'un petit capital, dans le but d'acheter en gros des denrées de première nécessité, comestibles ou combustibles, pour les revendre à un prix plus bas que les autres intermédiaires ; dans certaines régions par exemple, dans les départements de la Côte d'Or, de Saône et Loire, du Jura, des agriculteurs et des vigneron s'engageront à exécuter dans le temps fixé par l'usage et l'expérience la tâche de celui d'entre eux qui serait réduit par la maladie à l'impossibilité de travailler. Ils feront visiter le bétail des sociétaires par un vétérinaire et

(1) Rapport de M. H. MAZE : *Journal Officiel*, 1882, Chambre, documents parlementaires, p. 2558.

indemniseront ceux qui éprouveront quelques pertes ; ils offriront, dans le cas de détresse, ne provenant pas de l'inconduite, de petites avances qui devront être remboursées sans intérêts après la récolte de l'année courante, en ne demandant au sociétaire gêné qu'une caution solvable choisie parmi les membres de la société ou même en se fiant purement et simplement à son honneur ; ailleurs encore des ouvriers, des employés s'associeront pour constituer des bureaux de placement ».

Arrivé d'ailleurs à cette largeur dans sa définition, en face de cette variété dans son objet, le mouvement mutualiste dépasse la portée des simples sociétés de secours mutuels et embrasse toute la sphère des associations de prévoyance mutuelle. Nous devons dire, du reste, que beaucoup de partisans des sociétés de secours mutuels redoutaient précisément cette confusion, que d'autres désiraient voir établir, entre le domaine limité des sociétés de secours mutuels, depuis longtemps reconnu par la pratique, et le champ immense où l'activité des associations de prévoyance mutuelle peut prendre son essor.

Le régime de la loi de 1850 et du décret de 1852 avait un troisième inconvénient. Il n'accordait aux sociétés de secours mutuels, et encore pas à toutes, qu'une capacité civile insuffisante, qu'une personnalité morale incomplète.

Sans doute, sous l'empire de ces textes, les sociétés de secours mutuels déclarées établissements d'utilité publique peuvent recevoir des biens mobiliers ou même immobiliers (loi du 15 juillet 1850, art. 7). Le préfet autorise l'acceptation des dons et legs mobiliers jusqu'à concurrence de 5,000 fr. (décret du 26 mars 1852,

art. 8 et 17). Un décret du chef de l'Etat accorde l'autorisation pour l'acceptation des libéralités portant, soit sur des objets mobiliers d'une valeur supérieure, soit sur des immeubles. Mais nous avons dit combien les sociétés de cette nature s'étaient peu développées. Les sociétés approuvées, beaucoup plus nombreuses, sont incapables de recevoir des dons ou legs immobiliers; elles peuvent seulement accepter les dons et legs mobiliers (décret du 26 mars 1852, art. 8) avec l'autorisation, soit du préfet, soit du chef de l'Etat, suivant que la valeur de la libéralité dépasse ou non 5,000 fr. Enfin, les sociétés libres, simplement autorisées, n'ont aucune personnalité civile; ce sont de simples associations rendues licites par le fait de l'autorisation, mais n'ayant aucune capacité distincte de celle de leurs membres; leur capital demeure la propriété de ces membres, elles ne peuvent recevoir à titre gratuit. (Arr., Paris, 25 mars 1881, D. P., 1882, II, 214).

Les unions de sociétés n'étaient pas autorisées. La loi interdisait aux associations de secours mutuels de franchir les limites communales, sauf au cas où, les communes étant voisines, la population de chacune serait inférieure à 1,000 habitants (Décret du 26 mars 1852, art. 1^{er}). Les unions de sociétés restaient donc sous le régime de la simple tolérance. En fait, beaucoup de ces unions existent néanmoins: nous citerons le grand Conseil de Marseille, le Conseil supérieur de Grenoble, le Syndicat des Sociétés mutuelles de Besançon, l'Union Générale de Nantes, le Comité général de Lyon, etc... L'union de ces sociétés de secours mutuels répond, en effet, à un double besoin.

L'ouvrier, surtout l'ouvrier jeune, se déplace souvent, ne serait-ce que pour faire le classique « tour de France ».

Il hésite donc à entrer dans les sociétés de secours mutuels, car la plupart des règlements exige que le sociétaire ait son domicile réel ou tout au moins sa résidence dans la commune. S'il se transporte dans une autre commune, il perd le fruit des économies déjà faites et est en outre forcé, s'il veut entrer dans une autre société, de subir une interruption de secours, car il faut remplir des conditions de stage, de noviciat, ou tout au moins de résidence pendant une certaine période et payer un nouveau droit d'entrée. L'union des sociétés de secours mutuels évite ce grave inconvénient. On peut concevoir, en effet, dans l'hypothèse d'une union des sociétés, l'organisation suivante : l'ouvrier qui voudrait s'absenter du lieu où réside sa société se ferait délivrer, par le président, sur son diplôme de sociétaire, un certificat constatant qu'il est en règle avec l'association. A son arrivée dans la ville où il voudrait séjourner, il présenterait cette pièce à la société qui serait en correspondance avec la sienne; il serait dès lors admis à verser, pendant son séjour, dans la caisse de cette société ses cotisations mutuelles; Il recevrait en échange les secours qui lui seraient nécessaires. A son départ, la société qui l'aurait recueilli enverrait à la première le chiffre des sommes versées par l'ouvrier, des dépenses faites par lui et l'on se tiendrait respectivement compte de la différence ⁽¹⁾.

En second lieu, l'union des sociétés de secours mutuels permet de grouper les capitaux en vue des pensions de retraites. Bien des circonstances, communes à tous les groupements d'hommes, contribuent malheureusement

(1) Rapport de M. MAZE, loc. cit.

beaucoup plus à la création de nouvelles associations de secours mutuels qu'au développement de celles qui existent. L'union des sociétés de secours mutuels réagit contre cette tendance à l'émiettement.

On a reproché enfin à la loi du 15 juillet 1850 et au décret du 26 mars 1852, complétés par le décret du 26 avril 1856, la mauvaise organisation du régime des retraites dans les sociétés de secours mutuels.

La loi de 1850 leur interdisait de promettre des pensions de retraites; le décret de 1852 leur accorda ce droit, mais à la condition qu'elles comptassent un nombre suffisant de membres honoraires.

Le décret du 26 avril 1856 réalisa un progrès plus sérieux en autorisant certaines sociétés à constituer un fonds de retraites à la Caisse des dépôts et consignations, mais il ne concéda cet avantage qu'aux sociétés approuvées. Les sociétés autorisées en restèrent donc privées. Le gouvernement continua d'exiger que les associations constituant des retraites assurent d'abord aux sociétaires des secours en cas de maladie, blessure ou infirmité, si bien que « des associations ayant pour unique objet le service des pensions de retraite, deux seulement, constatait M. Maze en 1883,⁽¹⁾ ont obtenu l'approbation, mais elles ont dû inscrire dans leurs statuts le droit au secours en cas de maladie. L'Administration leur en a fait une condition *sine qua non* ».

Les pensions de retraite ainsi promises ne pouvaient excéder le décuple de la cotisation annuelle fixée par les statuts (décret du 26 avril 1856, art. 8), ce qui les

(1) Rapport de M. MAZE, loc. cit.

réduisait trop souvent à un chiffre insuffisant pour soutenir la vieillesse du sociétaire qui ne pouvait plus travailler.

Enfin, et c'est là un des plus graves griefs formulés par les mutualistes, le régime du décret du 26 avril 1856 sur l'organisation des retraites par les sociétés de secours mutuels était contraire au progrès même de ces retraites.

Quelques mots d'explications et quelques chiffres sont nécessaires pour exposer ce grief.

Le décret du 26 avril 1856 créait, comme nous l'avons vu, ce qu'on appelle le système du fonds de retraites collectif.

Ce fonds se compose, pour chaque société qui y prend part, des sommes accordées sur les intérêts de la dotation constituée par l'Etat en faveur des sociétés de secours mutuels, des sommes votées par les sociétés approuvées sur leur capital de réserve pour être affectées aux retraites, des legs et donations faits en vue d'accroître le fond de retraites. Ces sommes sont versées à la Caisse des dépôts et consignations et portent intérêt à 4 fr. 50 0/0.

Le revenu du fonds ainsi constitué sert à distribuer des rentes viagères aux membres participants âgés de plus de cinquante ans, ayant acquitté la cotisation sociale pendant dix ans au moins. L'Assemblée générale de la société de secours mutuels désigne les titulaires des rentes viagères, fixe la quotité des pensions, sauf approbation de la Commission supérieure d'encouragement et de surveillance des sociétés de secours mutuels.

Au décès du bénéficiaire de la pension, le capital fait retour aux fonds de retraite de la société pour servir

à fournir une nouvelle rente à un autre sociétaire désigné.

A première vue ce système paraît avoir donné de bons résultats si l'on en juge par la progression constante du fonds de retraite : 11,659,258 fr. 77 en 1866, dix ans après l'organisation du fonds de retraite par le décret du 26 avril 1856; 27,767,251 fr. 46 en 1876; 644,91,649 fr. 05 en 1886; 115,253,442 fr. 34 en 1895; et 121,463,185 fr. 22 en 1896.

Mais il importe de rechercher quels sont les éléments qui entrent dans la composition de ce fonds de retraite et quelle est leur importance proportionnelle.

Le premier élément constitutif du fonds de retraites, ce sont les *subventions de l'Etat*. Nous en avons parlé longuement en étudiant les rapports des sociétés de secours mutuels avec la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse. Nous avons vu que les subventions ont été établies sur plusieurs bases : à la suite du décret du 16 avril 1856, qui autorisa la constitution d'un fonds de retraite avec les excédents de recettes sur les dépenses de maladies, des subventions furent réparties sur les arrérages du fonds de la dotation non employés en secours aux mutualités.

On accordait alors un franc par membre participant; un cinquième du prélèvement voté par chaque société.

A partir de 1858, on alloua un franc par membre participant : cinquante centimes par franc versé.

En 1868, on alloua :

Un franc par membre participant;

Le quart du versement effectué par la société.

Mais en aucun cas le chiffre de la subvention ne pouvait être supérieur à celui du versement.

En 1869 on alloua :

- 1^o Un franc par membre participant;
- 2^o Le quart du versement;
- 3^o Un franc en sus par membre participant âgé de plus de cinquante-cinq ans;
- 4^o En aucun cas la subvention ne devait dépasser le montant de la somme versée;
- 5^o La subvention ainsi calculée ne devait pas excéder le chiffre de 3,000 fr., ou le nombre des membres participants multiplié par 3.

A partir de 1884, on décida qu'on donnerait en subvention :

- 1^o Le quart du versement;
- 2^o Un franc par membre participant;
- 3^o Un franc par membre participant âgé de plus de cinquante-cinq ans.

Toutefois, ce mode de répartition est soumis aux restrictions suivantes :

La subvention ne peut jamais dépasser le versement.

Lorsque le nombre des participants est égal ou inférieur à 1,000, la subvention ne peut excéder 3,000 francs.

Si le nombre des membres participants est supérieur à 1,000 la subvention ne peut excéder le nombre de ces membres multipliés par trois.

En aucun cas, la subvention ne peut dépasser la somme de 10,000 francs.

Les exemples suivants démontrent comment ces différentes règles sont appliquées.

VERSEMENT effectué par la Société	Nombre des membres participants hommes, femmes et enfants (1 fr. par membre)	Nombre des membres participants âgés de plus de 55 ans (1 fr. par membre)	QUART du versement	TOTAL des allocations	Déductions résultant des restrictions ci-dessus énumérées	SUBVENTION allouée
3.000 »	608	176	750 »	1.534 »	» »	1.534 »
252 »	294	53	63 »	410 »	158 »	252 » ⁽¹⁾
10.000 »	520	82	2.500 »	3.102 »	102 »	3.000 » ⁽²⁾
10.000 »	1.579	519	2.500 »	4.598 »	» »	4.598 »
15.000 »	1.580	524	3.750 »	5.854 »	1.114 »	4.740 » ⁽³⁾
24.000 »	4.000	840	6.000 »	10.840 »	840 »	10.000 » ⁽⁴⁾

(1) Subvention égale au versement, qu'elle ne peut excéder.
(2) Le nombre des membres participants étant inférieur à 1,000, la subvention ne peut dépasser 3,000 francs.
(3) La subvention ne peut excéder le nombre des membres participants multipliés par trois ($1,580 \times 3 = 4,740$).
(4) Somme qui ne peut être dépassée dans aucun cas.

Chaque fois qu'une association de secours mutuels a versé une somme de un franc pour constituer des retraites, l'Etat a versé, en 1871, 0,59 centimes; en 1872, 0,45; en 1873, 0,46; en 1874, 0,39; en 1875, 0,43; en 1876, 0,42; en 1877, 0,41; en 1878, 0,40; en 1879, 0,41; en 1880, 0,42; en 1881, 0,36; en 1882, 0,31; en 1883, 0,30; en 1884, 0,30; en 1885, 0,29; en 1886, 0,28; en 1887, 0,28; en 1888, 0,29; en 1889, 0,29; en 1890, 0,13; en 1891, 0,34; en 1892, 0,36; en 1893, 0,33; en 1894, 0,38; en 1895, 1896, 1897, 0,38; « Ce qui revient à dire, remarque M. Waldeck-Rousseau, que, toutes les fois qu'une association de secours mutuels a fait acte de prévoyance, l'Etat est venu à son aide dans une proportion qui n'est pas moindre de 40 0/0 (aujourd-

d'hui 38 0/0) versant au moins 0,40 centimes (0,38) quand la société versait un franc. » Voilà donc un premier élément du fonds de retraite, les *subventions de l'Etat*; il y entre pour l'énorme part de 0,38 pour cent.

Le deuxième élément du fonds de retraite comprend la *cotisation des membres honoraires*. De 1871 à 1895, les cotisations des membres honoraires se sont élevées à la somme considérable de 41,402,174 fr. 24, alors que les membres participants ont versé 49,829,641 fr. 41. Or, si l'on réfléchit que les membres honoraires enrichissent uniquement l'actif des sociétés de secours mutuels, tandis que les membres participants, s'ils font un apport, le balancent, dans une mesure plus ou moins grande, par les dépenses qu'ils occasionnent, on peut dire que le fonds de retraite, qui représente précisément un prélèvement sur l'excédent des recettes des sociétés de secours mutuels, est dû, en dehors des subventions et dons, à peu près complètement à l'accumulation des cotisations des membres honoraires.

Il faut en outre tenir compte dans la constitution du fonds de retraite d'un troisième élément, les *dons et legs*. Cet élément, plus variable, a évidemment une certaine importance, puisqu'en 1897 par exemple, les sociétés approuvées ont reçu en faveur de la Caisse de retraite par dons et legs 183,037 fr. 38.

Enfin le quatrième et dernier élément du fonds de retraite collectif est fourni par les membres participants eux-mêmes, par un *prélèvement sur leurs cotisations*.

Ces quatre éléments se combinent dans des proportions fort inégales, comme on peut en juger par les chiffres suivants :

Les sociétés de secours mutuels reconnues et approu-

vées qui ont consacré à la retraite, en 1895, 3.835.572 02

Ont reçu :

Des membres honoraires. 2.346.903 32

De l'Etat 1.009.079 »

A titre de dons et legs. 89.363 20

Ensemble.	3.445.345 52	3.445.345 52
-------------------	--------------	--------------

Les membres participants

ont donc fourni seule-

ment.	390.226 50
---------------	------------

Or, comme ils étaient au nombre de 1,039,783, leur part, la plus intéressante puisqu'elle est seule due à l'initiative de la classe ouvrière, représente dans la constitution des retraites 390,226 fr. 50, divisés par 1,039,783 soit annuellement, par sociétaire, le versement de 0,30 centimes. En 1897, le versement annuel par sociétaire a été plus faible encore.

On peut donc presque dire que les membres participants des sociétés de secours mutuels se désintéressent de la question des retraites.

Ce manque d'initiative de la classe ouvrière à l'égard d'un des avantages qui devrait, au contraire, être envisagé avec le plus de faveur dans les sociétés de secours mutuels la retraite pour la vieillesse, tient à l'incertitude qui règne, dans le système des fonds de retraite collectif, sur le sort des économies que le sociétaire s'impose.

Les associations de secours mutuels opèrent ainsi, en effet, pour constituer ces retraites: elles perçoivent une cotisation unique et sur cette cotisation, sans règle fixe, elles prélèvent chaque année un quantum qu'elles vont verser à la Caisse des dépôts et consignations au fonds des

retraites. Dans une assemblée générale, l'Association, qui depuis un certain temps fait des versements de cette nature, prend son bilan, examine son crédit, à la Caisse des dépôts et consignations, voit combien elle a de membres arrivés à l'âge d'avoir une retraite, quelle est la somme dont elle dispose; elle choisit alors, en Assemblée générale, à la majorité, les sociétaires qui auront une retraite; ce choix fait, l'association prend dans l'épargne amassée à la Caisse des consignations, la somme suffisante pour aller acheter à la Caisse des retraites les pensions déterminées par la délibération de l'Assemblée générale. Si bien que le participant, n'étant jamais assuré d'être, dans l'avenir un des heureux élus de la Caisse des retraites, ne fait aucun effort d'épargne pour dépasser la cotisation strictement réglementaire.

En fait, le système du fonds de retraite collectif n'a donné, la plupart du temps, que des chiffres de retraites très minimes, presque dérisoires, disent ses adversaires.

Sur 12,000 vieillards pensionnés, disait, en 1882, M. Maze, à la Chambre des Députés ⁽¹⁾, 11 touchent 600 fr.; 23 touchent 500 fr.; on en compte d'autre part :

172 touchant 240 francs			
198	—	200	—
161	—	180	—
221	—	150	—
425	—	120	—
1010	—	100	—
127	—	90	—

(1) Rapport de M. MAZE : *Journal Officiel*, 1882. Chambre, documents parlementaires, p. 2562 et note A.

419	touchant	80	francs
396	—	72	—
1629	—	60	—
1760	—	50	—
2412	—	30	—

Les mutualistes demandaient donc, sinon l'abrogation du système du fonds de retraite collectif, au moins que les encouragements des pouvoirs publics, se traduisant par des subventions, vinssent favoriser surtout le *système du livret individuel*. L'organisation de ce système de retraites, son fonctionnement et ses avantages ont été résumés par M. Waldeck-Rousseau, alors ministre de l'Intérieur, dans son discours à la Chambre en 1883. « Au lieu de laisser faire par les associations, disait-il en parlant du fonds de retraites collectif, cette sorte de dépôt anonyme à la Caisse des dépôts et consignations, dites que les associations de secours mutuels qui voudront obtenir la subvention de l'Etat consacreront un quantum de la cotisation mensuelle de leurs membres à leur assurer une retraite, une pension, une assurance en cas de décès. Dites que, si les membres d'une association de secours paient une cotisation de deux francs par exemple, une somme de un franc sera versée à la Caisse des retraites, à la Caisse des assurances en cas de décès ou en cas d'accidents; au nom, *au crédit de ces sociétaires, de façon à leur constituer un véritable droit*, un véritable titre. Et alors, savez-vous ce qui arrivera? Vous remettrez à chacun des associés ce petit livret qui sera peut-être le premier titre de rente circulant entre les mains du travailleur. Il y sera constaté que, toutes les fois qu'il se sera imposé un prélèvement quelconque, le titulaire aura acquis un droit proportionnel à une

retraite en cas de vieillesse, à une pension en cas d'incapacité de travail, à une indemnité en cas de décès. Quand il verra cela, quand il verra qu'un versement de 50 centimes par mois lui assure une pension de 100 francs par exemple, je mets en fait que vous aurez beaucoup de membres d'associations de secours mutuels qui, au lieu de verser 50 centimes, s'imposeront un sacrifice plus grand, parce qu'ils sentiront qu'ils sont les maîtres de leur retraite, de leur titre ⁽¹⁾. »

Les diverses critiques formulées contre le régime établi par la loi de 1850, le décret du 26 mars 1852 et le décret du 26 avril 1856, amenèrent, dès 1881, le dépôt d'une proposition de loi relative aux sociétés de secours mutuels, considérées en elles-mêmes et dans leurs rapports avec la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse. Elle était due à l'initiative de M. Maze, député de Seine et Oise, et de M. Guyot, député du Rhône.

Quelques mois plus tard, en mars 1882, le ministre de l'Intérieur et le ministre des Finances, MM. René Goblet et Léon Say déposaient un projet de loi relatif à l'organisation, aux droits et aux obligations des sociétés de secours mutuels.

Ce ne fut qu'à la fin de 1883 que la Chambre fut réellement saisie de la question par le rapport de M. Maze. Un nouveau texte en 27 articles se rapprochant beaucoup plus de la proposition Maze que du projet Goblet, fut voté et transmis au Sénat. Deux ans après, en 1885, celui-ci donnait son approbation sous réserves d'importantes modifications.

En 1889, la Chambre adopta une seconde fois le projet,

(1) Discours de M. WALDECK-ROUSSEAU : *Journal Officiel*, 1883. Chambre, débats parlementaires, p. 604.

sur le rapport de M. Audiffred, mais de nouveaux changements ayant été introduits dans le texte, il fallut le renvoyer au Sénat. Une commission fut nommée et M. Maze qui, autrefois, comme député, avait eu à soutenir les intérêts mutualistes devant la Chambre, fut nommé rapporteur. Le 15 décembre 1890, le rapport était déposé sur le bureau de la Haute Assemblée, mais la mort de M. Maze et les réserves du ministre de l'Intérieur, au sujet de certaines dispositions du projet de loi, eurent pour résultat un nouvel ajournement.

Un texte nouveau amendé après entente avec le gouvernement fut soumis au Sénat le 3 juin 1892 par le nouveau rapporteur, M. Cuvinot. Ce projet tenait compte des vœux émis par le Congrès National de la Mutualité, tenu à Paris en 1889 et des conclusions formulées par la commission extra-parlementaire, qu'un arrêté du ministre de l'Intérieur, du 20 mars 1889, avait constituée en vue « de procéder à un examen général de la comptabilité financière des sociétés de secours mutuels et d'étudier les moyens d'y faire apparaître la valeur de leurs engagements et des ressources correspondantes ». Il maintenait la division des sociétés de secours mutuels en trois catégories, mais précisait les règles qui devaient s'imposer à chacune, les facultés et les avantages qui leur étaient accordés et les obligations auxquelles elles étaient soumises. Il était adopté en 1892.

La Commission de la Chambre proposa l'adoption pure et simple du texte voté par le Sénat pour arriver promptement à une solution depuis longtemps désirée ; mais la législature prit fin et la Chambre se sépara sans s'être prononcée.

Après les élections de 1893, la commission d'assurances et de prévoyance sociales nommée par la Chambre pour

examiner toutes les questions se rattachant à l'épargne, à l'assurance et à la prévoyance, reprit l'étude du projet voté en 1892 par le Sénat. La commission s'entoura de tous les renseignements qu'il lui fut possible de recueillir, entendit nombre de personnes compétentes en la matière et chargea M. Audiffred de faire un nouveau rapport ⁽¹⁾.

L'idée de la Commission était d'apporter aux dispositions votées par le Sénat des modifications qui sans altérer l'économie générale du projet de loi transmis, réalisaient des améliorations sérieuses ⁽²⁾.

La Chambre ratifia dans toutes ses parties, dans ses délibérations des 21 mai, 28 mai et 4 juin 1897, la législation d'émancipation et de sage protection de l'épargne populaire que l'on soumettait à son approbation.

Le Sénat, à la suite d'un intéressant rapport de M. Lourties, apporta quelques légères modifications au nouveau texte qui lui était soumis et le retourna à la Chambre qui l'accepta sans autres changements. La nouvelle loi, dont la confection avait nécessité seize années et demie d'études parlementaires, fut promulguée le 1^{er} avril 1898.

Il est inutile d'analyser dans le détail les nombreux projets, contre-projets, rapports et discussions, formant les travaux préparatoires de la loi : nous remarquerons seulement que le projet de loi sur les sociétés de secours mutuels a passé par trois phases principales :

(1) La Ligue nationale de la prévoyance et de la mutualité se fit l'interprète des revendications des mutualistes et donna mission à l'un des vice-présidents, M. Cheysson de soumettre à la commission de la Chambre des Députés, les observations que l'étude du projet avait déterminées la Ligue à lui présenter. La plupart de ses doléances furent admises par la commission.

(2) V. sur ce point, GUILLEMAUT : *La Mutualité en France au XIX^e siècle*.

La première est caractérisée par un grand esprit de liberté. Comme en 1848, comme dans le projet de M. Benoist d'Azy, aucune limite n'est apportée à l'activité des sociétés de secours mutuels. Le projet présenté par la Commission de la Chambre, le 25 novembre 1882 ⁽¹⁾ donne pour but aux sociétés de secours mutuels :

1^o Les secours en cas de maladie, de blessures ou d'infirmités ;

2^o Les assurances individuelles ou collectives en cas d'accidents et en cas de décès ;

3^o Les pensions viagères sur la Caisse Nationale des retraites pour la vieillesse ;

4^o Les frais funéraires ;

5^o Les secours aux ascendants, veuves et orphelins des sociétaires décédés.

Mais cette énumération n'est pas limitative. Les sociétés libres, les sociétés approuvées elles-mêmes, pourvu que leur objet soit agréé par le Conseil supérieur de la mutualité, peuvent poursuivre un but que n'a pas prévu le législateur.

« Comment prétendre le limiter, dit le rapporteur M. Maze, le champ si vaste, grâce à Dieu, de l'action des associations de prévoyance mutuelle ⁽²⁾. »

Les sociétés de secours mutuels n'ont plus besoin d'une autorisation du gouvernement (art. 1^{er} du projet) pour se constituer ; leurs fondateurs devront seulement déposer à la mairie les statuts de l'association, la liste des noms et adresses de toutes les personnes qui seront chargées de l'administration (art. 2). L'approbation est

(1) *Journal Officiel*, 1882. Chambre, *Documents parlementaires*, p. 2567.

(2) *Journal Officiel*, 1882. Chambre, *Documents parlementaires*, p. 2558.

concée aux sociétés qui la demandent par le ministre de l'Intérieur, mais suivant délibération du Conseil Supérieur de la mutualité en partie électif (art. 7). Les unions de sociétés sont permises (art. 5). Enfin la dissolution des sociétés de secours mutuels ne peut être prononcée que par les tribunaux (art. 6).

La deuxième phase a vu naître, sans succès du reste, une théorie nouvelle sur la nature des sociétés de secours mutuels. Jusqu'en 1885, les sociétés de secours mutuels avaient été considérées comme des associations de personnes, non comme des sociétés au sens technique du mot. Elles ne répondent, en effet, nullement à la définition de la société, telle que la donne l'article 1832 du Code civil qui exige « un fonds commun créé avec intention de le faire valoir, et de partager les bénéfices qui résulteront des opérations faites avec l'aide de ce fonds ⁽¹⁾ ». La recherche du bénéfice à réaliser, le but lucratif, en un mot, caractère dominant de la société, est étranger à l'association de secours mutuels. « Les sociétés de secours mutuels mettent bien un fonds en commun, mais uniquement pour se le partager dans des circonstances déterminées. Ce n'est pas un profit qu'elles ont en perspective, elles n'ont en vue que de réunir des épargnes et d'en faire un fonds commun dont la distribution se fera ultérieurement en conformité des statuts ⁽²⁾. » Il y a plus, les membres des sociétés de secours mutuels professent, les uns à l'égard des autres, des sentiments de charité, de fraternité, d'assistance, qui se traduisent parfois dans les statuts par la promesse d'une aide mu-

(1) AUBRY & RAU : *Cours de Droit Civil*, § 377.

(2) Discours de M. LACOMBE, sénateur : *Journal Officiel*, 1885. Sénat, *Débats parlementaires*. p. 660.

tuelle. Ces sentiments, bases de la mutualité, sont complètement étrangers aux associés des sociétés civiles ou commerciales. Aussi ce caractère d'association de personnes n'avait cessé d'être reconnu aux sociétés de secours mutuels par la tradition, par la législation de 1850 et de 1852, et par la jurisprudence qui leur appliquait, les textes sur les associations, l'article 291 du Code pénal et la loi de 1834.

En 1885, la Commission du Sénat chargée d'examiner le projet de loi adopté par la Chambre, rejeta cette théorie jusqu'alors incontestée et proposa d'assimiler les sociétés de secours mutuels aux sociétés. « Votre commission, disait dans son rapport M. Léon Say, sénateur⁽¹⁾, a cru qu'on devait considérer les sociétés de secours mutuels non plus comme des associations, mais bien comme des sociétés. L'Etat puiserait son droit de régler les conditions de leur constitution à la même source où il puise le droit de régler la constitution des sociétés commerciales en général et des compagnies d'assurances en particulier. Entre les sociétés d'assurances mutuelles sur la vie ou contre certains risques et les sociétés de secours mutuels, votre commission n'a pas vu, en effet, qu'il y eut de différence de principe. » Le rapporteur rattachait donc l'économie des modifications proposées par la Commission du Sénat aux principes suivants : « Considérées comme des espèces de sociétés d'assurances mutuelles, les sociétés de secours mutuels ont droit à une liberté semblable à celle des autres sociétés de capitaux. Considérées comme des caisses d'épargne, elles ont droit, en outre, à une sollici-

(1) *Journal Officiel*, 1885. Sénat, *Documents parlementaires*. Annexe 117. pp. 81 et 94.

tude particulière et au moins égale à celle que les pouvoirs publics ont toujours professée en France pour les épargnes populaires (1). »

De ces principes nouveaux découlaient, dans l'application, les conséquences suivantes: le projet définissait strictement le but et l'organisation des sociétés de secours mutuels, comme la loi définit strictement la société commerciale. « La nouvelle loi, disait M. Léon Say, ne considère en fait de société de secours mutuels que celle qu'elle a définie dans son but et dans son organisation. » Les sociétés de secours mutuels se formaient librement, mais ne pouvaient commencer leurs opérations qu'après que leurs statuts avaient été homologués par le ministre de l'Intérieur. L'homologation n'était du reste qu'une simple déclaration de conformité des statuts avec les dispositions de la loi. Il n'existait plus qu'une seule classe de société de secours mutuels. La dissolution était prononcée, mais seulement pour inexécution des statuts ou violation de la loi, par un décret rendu en Conseil d'Etat, sur la proposition motivée du ministre de l'Intérieur et après avis du conseil supérieur des sociétés de secours mutuels. Enfin pour la distribution des fonds libres en liquidation, la commission du Sénat s'écartait de tous les précédents. Ayant considéré la fortune des sociétés de secours mutuels comme un actif social appartenant aux membres de la société, elle voulait que la liquidation fut conduite dans le même esprit qu'une liquidation commerciale. Les charges sociales, c'est-à-dire les pensions, étaient d'abord couvertes; l'Etat reprenait ensuite les subventions accordées sur le fonds du Trésor; le surplus, s'il en restait, était distribué entre les socié-

(1) Rapport de M. Léon SAY : *Journal Officiel*, loc. cit., p. 88.

taires dans la proportion de tous les versements qu'ils avaient effectués depuis le jour de leur entrée dans la société, sans tenir compte des secours qu'ils avaient obtenus.

Ce projet inspiré par des vues très spéciales ⁽¹⁾, sur la nature des sociétés de secours mutuels, forme une page à part dans les travaux préparatoires de la nouvelle loi. Il ne fut pas discuté dans son entier, par suite de son renvoi à la commission dès l'article 2. La thèse soutenue par M. Léon Say sur la nature des sociétés de secours mutuels n'a pas été reprise dans les rapports et les discussions postérieures. On peut donc considérer l'assimilation entre les sociétés de secours mutuels et les sociétés civiles ou commerciales comme écartée. Le contrat d'association de secours mutuels reste un contrat à part « une sorte de contrat innommé, suivant la définition de Dalloz, qui participe à la fois du contrat commutatif, du contrat d'assurance, du contrat aléatoire et du contrat de société ⁽²⁾ ».

Ce qui caractérise les projets et les discussions dans la troisième phase de la préparation de la loi actuelle, c'est le désir de définir avec précision les sociétés de secours mutuels et de n'accorder la reconnaissance légale qu'aux associations qui poursuivent un certain nombre de buts soigneusement déterminés. Sans doute ces projets divers varient sur la définition des sociétés de secours mutuels, ils multiplient ou diminuent le nombre des objets qu'elles pourront poursuivre, ils étendent ou restreignent la capacité des sociétés libres, ils favorisent

(1) Voir la réfutation de M. LACOMBE : *Journal Officiel*, 1885, Sénat. *Débats parlementaires*, pp. 661 et s.

(2) DALLOZ J.-G. : *V. Association de Secours Mutuels*, § 23.

plus ou moins les sociétés approuvées, mais en réalité tous sont inspirés par les principes qui vont dominer la loi du 1^{er} avril 1898, dont ces projets successifs contiennent la genèse.

Pendant que les Chambres élaboraient la loi nouvelle les mutualistes ne restaient pas inactifs : une des manifestations les plus intéressantes de leur activité est, sans contredit, l'institution des congrès nationaux. Le premier a eu lieu à Lyon du 5 au 9 septembre 1883; depuis lors, ils se sont succédé de trois ans en trois ans et ont été comme autant d'étapes marquant la marche de la mutualité française : Marseille 1886, Paris 1889, Bordeaux 1892, Saint Etienne 1895, Reims 1898 (1).

L'institution des Congrès est née du mouvement mutualiste qui a commencé à se manifester vers 1881, à l'occasion du premier projet de loi présenté pour remplacer le décret organique de 1852.

Depuis dix ans, il s'était formé à Lyon, sous le nom de Comité général, un groupe de présidents de sociétés de secours mutuels, se proposant d'être à la fois un centre

(1) Voir pour plus de détails :

Compte rendu des travaux du Congrès national des sociétés de Secours Mutuels, tenu à Lyon les 5, 6, 7, 8 et 9 septembre 1883. (Lyon, Henri GEORG, 1884.)

Compte rendu du 2^e Congrès national des sociétés de Secours Mutuels, tenu à Marseille les 24, 25, 26, 27, 28, 29 mai 1886. (Marseille, imprimerie MALLET, 1887.)

Compte rendu du 3^e Congrès national des sociétés de Secours Mutuels, tenu à Paris les 4, 5, 6, 7, 8, 9 juin 1889. (Paris, GUILLAUMIN & C^e, 1890.)

Compte rendu des travaux du 4^e Congrès national des sociétés de Secours Mutuels, tenu à Bordeaux les 19, 20, 21, 22, 23, 24 et 25 septembre 1892. (Bordeaux, FÉTEL & FILS, 1894.)

Compte rendu du 5^e Congrès de la Mutualité française, tenu à Saint Etienne du 26 août au 2 septembre 1895. (Saint Etienne, imprimerie du STÉPHANOIS, 1896.)

Compte rendu des travaux du 6^e Congrès national des sociétés de Secours Mutuels, tenu à Reims les 14, 15, 16 et 17 août 1898. (Reims, imprimerie de l'INDÉPENDANT REMOIS, 1898.)

d'étude et d'action. Le bureau de cette réunion se mit en rapport avec les deux auteurs de la proposition de loi, M. Guyot, alors député du Rhône, et M. Hippolyte Maze, député de Seine-et-Oise. C'est ainsi que le Comité de Lyon se trouva naturellement appelé à imprimer une première direction au mouvement mutualiste, en convoquant un congrès national.

Comme le dit justement M. Bleton⁽¹⁾, les manifestations de ce mouvement ont été doubles : il y a eu un mouvement en dehors et un mouvement en dedans. Le mouvement extérieur s'est traduit par des appels aux pouvoirs publics, le mouvement intérieur par des recherches faites en vue d'étendre les services ou de les améliorer.

Les appels aux pouvoirs publics pourraient être plus justement qualifiés de revendications.

Les mutualistes réclamaient trois choses : 1^o Faculté de constituer librement des sociétés de secours mutuels et d'obtenir pour elles la personnalité civile sans autre formalité que le dépôt des statuts ; 2^o liberté, pour les associés, de gérer leurs capitaux ; 3^o élargissement de la dotation qui a été constituée par décret du 22 janvier 1852.

En matière de constitution de société, le décret organique du 26 mars 1852 était des plus limitatifs. Il n'accordait la personnalité qu'aux seules sociétés dites approuvées, et l'approbation comportait des conditions très étroites : ainsi c'était une nécessité pour une société approuvée, d'admettre des membres honoraires, et l'approbation était refusée aux sociétés uniquement formées pour le service des pensions. Mais, en fait, l'administration en était arrivée à fermer les yeux, et, par

(1) BLETON : *Le Mouvement mutualiste pendant les quinze dernières années*. (Lyon, imprimerie Bonnaviat, 1899.)

dérégation, de nombreuses caisses de retraites avaient reçu l'approbation, dans les dernières années.

Restait toutefois une grosse question : la distinction des sociétés en approuvées et simplement autorisées : Les quatre premiers congrès s'étaient prononcés pour le maintien de cette dualité, mais avec certains tempéraments. Au Congrès de Saint Etienne, il se trouva une majorité pour demander l'unification.

Parmi les partisans de l'unité, il y a les radicaux qui veulent une seule catégorie d'associations ; c'est logique, mais impraticable. En effet, si le législateur confère l'existence à une association et lui accorde, en plus, des avantages matériels, sous forme de subventions ou autres, il a le droit et le devoir d'imposer des conditions à cette faveur. Quel que soit le minimum des conditions imposées, il peut se trouver des sociétés qui ne veulent ou ne peuvent s'y soumettre, et alors ce serait purement et simplement leur condamnation à mort.

A côté des radicaux, sont les soi-disants libéraux. Ceux-ci demandent que la loi confère les mêmes avantages aux deux catégories de sociétés ; c'est-à-dire qu'ils maintiennent la dualité pour la formation et établissent l'unité pour les avantages. Cette prétendue égalité serait la négation de tous principes d'équité : à égalité d'avantages, il doit y avoir égalité de conditions.

Mais, disent les adversaires de la dualité, les sociétés libres rendent les mêmes services que les autres et sont souvent mieux administrées. Pourquoi un privilège au profit d'une seule catégorie ?

La réponse est facile. Tout d'abord, si l'approbation confère des avantages enviables, pourquoi les sociétés libres, bien constituées et sagement administrées, ne se font-elles pas approuver ? En second lieu, peut-on appeler

privilege, ce qui est accordé à tous ceux qui le demandent?

Nous verrons que la loi du 1^{er} avril 1898 donne toute latitude pour constituer des associations, en leur proposant un ou plusieurs des buts suivants: secours de maladie, pension de retraite, frais funéraires, assurances en cas de décès ou d'accidents, secours aux veuves et aux orphelins. La loi nouvelle élargit même le cadre, en admettant au même titre (art. 8) les associations de mutualité au second degré formées entre un nombre plus ou moins grand de sociétés, sous le nom d'union, syndicat, comité.

Toutes ces associations, simples ou syndicales, ont la capacité pour recevoir et pour ester en justice; c'est ce qu'avait demandé dès le début, le premier congrès tenu à Lyon. Mais les subventions de l'Etat, l'exemption des droits de timbre et autres avantages sont réservés aux associations qui, ne se bornant pas au dépôt de leurs statuts, en obtiennent l'approbation par arrêté ministériel (art. 16).

Mais l'approbation ne peut-être refusée que dans deux cas: 1^o Si les statuts ne sont pas conformes aux dispositions de la loi; 2^o s'ils ne prévoient pas des recettes proportionnées aux dépenses, pour la constitution des pensions de retraites et des assurances en cas de décès ou d'accident. Aucun esprit raisonnable ne trouvera ces conditions excessives.

Voilà le premier point des vœux ou revendications, exprimés par les congrès mutualistes. Le second point portait sur la liberté du placement de l'avoir social; mais cette liberté n'était et ne pouvait être réclamée que pour les sociétés approuvées, puisque les sociétés libres ou autorisées jouissaient de toute latitude à ce sujet.

Jusqu'alors, le versement des fonds à la Caisse des dépôts et consignations était obligatoire pour les sociétés approuvées. Plusieurs d'entre elles demandaient la faculté d'employer directement tout ou partie de leur avoir en valeurs garanties par l'Etat, en prêts hypothécaires, en immeubles.

L'article 20 de la loi nouvelle permet l'acquisition de toutes valeurs d'Etat, garanties par l'Etat, mais il prescrit que les titres seront déposés à la Caisse des dépôts et consignations.

Sur les prêts hypothécaires, la loi est muette. Cette nature de placement est cependant usitée pour le plus grand profit des institutions de prévoyance et des emprunteurs, dans maints pays étrangers : notamment, en Italie et en Amérique.

Mais il est permis aux sociétés approuvées de posséder et d'acquérir des immeubles jusqu'à concurrence des trois quarts de leur avoir. Quant aux autres associations, elles ne peuvent recevoir ou acquérir des immeubles, sauf ceux qui seraient exclusivement affectés à leur service. (Art. 15).

Nous arrivons au troisième des vœux et celui-ci constitue la revendication par excellence : il s'agit de l'élargissement des subventions et des avantages financiers.

Comme le dit spirituellement M. Bleton, tout Français est enclin à faire du socialisme, comme M. Jourdain faisait de la prose, sans le savoir. Ce n'est pas tout à fait notre faute. Nous sommes élevés dans la foi à l'Etat-Providence. On nous a enseigné, et tous les Gouvernements nous ont entretenu de cette idée, que l'Etat, comme les fées, possède une baguette magique, qui lui révèle les choses les plus ignorées et lui confère l'omniscience qui

lui permet de dénouer toutes les difficultés et de conduire tout le monde au bonheur, sinon à l'apothéose.

Il faut donc pardonner aux mutualistes s'ils s'inclinent parfois vers des propositions qui cotoient le socialisme d'Etat : après tout, cotoyer un chemin dangereux, n'est-ce pas, diront quelques-uns, un moyen de ne point s'y embourber.

Du reste, il est juste de le reconnaître, en ce qui concerne les subventions, qu'elles ne constituent pas une exception en faveur de la mutualité, et que le principe existait bien avant qu'il y eût les sociétés de secours mutuels. Pour n'en citer qu'un exemple souvent produit, c'est par millions que se chiffrent les subventions accordées aux théâtres par l'Etat et les villes, sans compter presque autant de millions que représente la valeur locative des édifices et la franchise d'impôts dont jouissent les entrepreneurs de ces spectacles. Que sont, en comparaison, les allocations de 1 à 2 francs par tête accordées aux mutualistes ?

Nous savons en quoi consiste ces subventions :

1^o Arrérages de la dotation de 1852 ; 2^o crédit supplémentaire demandé chaque année par le ministre, pour augmenter les subventions allouées aux fonds de retraites et pour majoration des pensions ; 3^o allocation pour parfaire le taux de 4 1/2 maintenu par la loi aux versements effectués à la Caisse des dépôts et consignations, tant au fonds courant libre qu'aux fonds destinés à constituer des pensions de retraite.

Ce taux de 4 1/2 inscrit dans la loi, article 21, a eu le don d'émouvoir la mutualité entière. Certes, c'est une victoire sérieuse d'avoir obtenu du Parlement la fixité de l'intérêt. Mais ce résultat n'est point une conquête, puisque

les dépôts des sociétés — fonds libre et fonds collectif de retraite — jouissaient de l'intérêt de $4\frac{1}{2}$; le vote du 1^{er} avril n'a fait que confirmer ce qui existait.

Les fonds déposés par les sociétés de secours mutuels, aux termes du décret du 26 mars 1852 rapportaient un intérêt de 4,50 0/0, tandis que, d'après notre loi, le compte courant et le fonds commun de retraites sont ramenés aux taux de la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse qui est de 3,50 0/0. Mais pour indemniser les sociétés de secours mutuels de cette perte, il est stipulé qu'il sera inscrit chaque année au budget du ministère de l'Intérieur un crédit comblant la différence et réparti au compte de chaque société en raison du montant de ses dépôts et capitaux à la Caisse des dépôts et consignations (fonds libre et fonds de retraites). Les fonds se capitalisent d'eux-mêmes, et aux termes de la loi, les intérêts non employés du compte courant seront capitalisés d'office, sans qu'il y ait lieu à déclaration de la part des sociétés intéressées.

Ce qui donna lieu à une sérieuse discussion à la Chambre, ce fut le fait d'abaisser l'intérêt de 5 à 3,50 0/0, ce qui amenait une perte et pouvait être une cause de déficit pour un certain nombre de sociétés.

De plus, l'inaliénabilité du fonds commun paraissait une mesure grave à quelques-uns.

MM. Lechevallier et Sibille protestèrent avec énergie contre ces dispositions. Le rapporteur donne à ce sujet des explications fort intéressantes :

« Je leur avais fait observer que de ce que la loi nouvelle déclare que le fonds commun ne pourra être supprimé, cela ne veut pas dire qu'on ne pourra le retirer de la Caisse des dépôts et consignations, cela veut dire que ce fonds commun, résultat d'épargnes accumulées par une série

de générations, qui font actuellement partie de la société de secours mutuels, ne pourra être entamé.

« Le fonds commun, c'est tout ce qui a été accumulé par les sociétés de secours mutuels, tout ce qui existe au jour où nous légiférons sur ces sociétés. Dès lors que le fonds commun a été, jusqu'à ce jour, déclaré inaliénable de par la loi, il ne doit pas être permis de l'aliéner, il doit être maintenu au nom de la société.

« Je ne vois pas, quant à moi, quelle distinction il peut y avoir entre les différentes sources du fonds commun.

« Si vous le supprimez, c'est le trouble, la désorganisation des sociétés, et pour plusieurs d'entre elles le déficit.

« Ce sont les petites sociétés, c'est-à-dire les plus nombreuses, les plus pauvres, les sociétés de nos campagnes, celles dont précisément nous devons favoriser le développement, qui se trouveront atteintes. »

Le rapporteur et le ministre des Finances expliquèrent aussi que si l'on maintenait l'intérêt de 4 1/2 0/0 les charges du Trésor seraient accrues, parce qu'il y aurait avantage pour les sociétés à apporter leurs capitaux en très grande quantité pour les faire bénéficier de cet intérêt exceptionnel; qu'il pourrait y avoir à un moment donné un véritable péril pour le Trésor. Mais reconnaissant la situation très digne d'intérêt des sociétés de secours mutuels, ils étaient tout prêts à demander l'augmentation des subventions de l'Etat. Sur cette assurance, l'amendement de MM. Sibille et Lechevallier, tendant au maintien du taux de l'intérêt à 4 1/2 0/0, fut repoussé à la première délibération. Dans son rapport du 22 novembre 1894, M. Audiffred revint sur cette importante question :

« En ce qui concerne le taux à allouer à ces placements, nous avons jugé qu'il était nécessaire de l'uniformiser et

de le conformer à celui des tarifs de la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse pour épargner aux sociétés la tentation de verser à l'un des comptes les capitaux destinés à l'autre et de pratiquer certaines combinaisons auxquelles a donné lieu la différence actuelle des taux produits par les versements à la Caisse des dépôts et consignations et par les versements à la Caisse nationale des retraites.

« L'Etat n'entend pas pour cela réduire les subventions qu'il accorde aux sociétés de secours mutuels, tout au contraire, mais il importe qu'il sache toujours l'étendue des sacrifices qu'il consent; et en cela, ses allocations doivent revêtir la forme de crédits annuels inscrits au budget et non pas de majoration dont il n'est permis à personne de calculer l'importance. On ne saurait demander à l'Etat de commettre un acte d'imprévoyance pour encourager les sociétés de prévoyance. Dans cet ordre d'idées, la commission a pensé qu'il était équitable de faire bénéficier les sociétés de secours mutuels des bonis réalisés par la Caisse des dépôts et consignations. »

La question fut reprise en seconde délibération. M. L. Ricard, dans la séance du 28 mai 1897, déposa un amendement aux termes duquel :

« Le compte courant et le fonds commun portent intérêt au taux de 4 1/2 0/0. »

Cherchant à savoir qu'elle pourrait être la charge résultant de l'adoption de son amendement pour le Trésor, M. Ricard dit :

« Le compte courant disponible et le compte fonds de retraites des sociétés de secours mutuels à la Caisse des dépôts et consignations ont augmenté, depuis trois ans, de 4,650,000 fr., en 1893; de 4,350,000 fr. en 1894 et de

6,175,000 fr. en 1895, soit en trois ans, de 15 millions. Cela fait une moyenne annuelle de 5 millions. Voulez-vous faire le calcul ! il n'est pas difficile : 1 0/0 sur 5 millions, c'est 50,000 fr. par an. Voilà le risque que je fais courir. Les sociétés pourront normalement augmenter d'importance. Le budget pourra normalement être grevé de 50,000 à 60,000 fr. par an. Voilà tout et rien de plus. »

Le rapporteur répondit que si l'on maintenait un taux de faveur de 4 1/2 0/0 pour les sociétés de secours mutuels, il pouvait y avoir un véritable danger et que cette bonification pourrait favoriser la fraude et servir surtout à de petits capitalistes. M. Ricard protesta avec énergie contre cette allégation.

Le ministre des Finances proposa de revenir au système des subventions, mais que sur ce chapitre on prélèverait d'abord une somme suffisante pour compenser le déficit résultant de la différence d'intérêts.

La discussion de ce nouveau texte vint en discussion le 4 juin 1897. M. Ricard combattit le système des subventions par des raisons spécieuses.

« Les sociétés de secours mutuels se sont beaucoup préoccupées de savoir qui répartira les subventions. Sera-ce une répartition comme celle que j'indiquais tout à l'heure en quelque sorte automatique, qui fonctionne en tenant compte purement et simplement du chiffre des capitaux versés et du nombre des membres participants ? En aucune façon ; la commission a cru qu'il fallait s'en remettre à une grande commission qu'elle qualifie de conseil supérieur, commission qui sera renouvelée tous les quatre ans et dont les pouvoirs sont déterminés par l'article 34 *in fine*.

« Ce conseil supérieur sera composé de deux sénateurs, de deux députés, de deux conseillers d'Etat, de médecins, de fonctionnaires, de dix-huit membres des sociétés de secours mutuels, qui seront élus six parmi les sociétés libres, douze parmi les sociétés approuvées. Le conseil supérieur aura 36 membres et sera présidé par le ministre de l'Intérieur. Eh bien, je vous le demande, ne craignez-vous pas que dans l'élection, qui se fera, dit le projet, par région, en tenant compte de certains groupements territoriaux permettant de représenter un nombre à peu près égal de mutualistes, on ne fasse intervenir des considérations tout à fait étrangères au choix de tel ou tel candidat? N'introduira-t-on pas des éléments qui détourneront la commission du but qui lui est assigné? La détermination du chiffre des subventions ne passera-t-elle pas bientôt au second plan? »

A la suite d'un discours du ministre de l'Intérieur, la commission rédigea un paragraphe divisé ainsi : « La différence entre le taux fixé par le paragraphe précédent et le taux de 4 1/2 0/0 déterminé par le décret-loi du 26 mars 1852 et le décret du 26 avril 1856 sera versée à titre de bonification à chaque société de secours mutuels approuvée ou reconnue d'utilité publique, en raison de son avoir à la Caisse des dépôts et consignations (fonds libres et fonds de retraites), au moyen d'un crédit inscrit chaque mois au budget du ministère de l'Intérieur. »

En présence de ce nouveau texte, M. Ricard retira son amendement, mais sur la demande de M. Dusseaussoy qui voulait une réponse catégorique, M. Siegfried, président de la commission, dut faire la déclaration suivante :

« Messieurs, la commission considère que le texte qu'elle vous propose constitue un engagement formel de

la part de l'Etat, et que le ministre de l'Intérieur et le ministre des Finances seront tenus d'inscrire chaque année au budget la somme nécessaire pour compenser la différence d'intérêt résultant du taux de la Caisse des retraites pour la vieillesse et du taux de faveur de 4,50 0/0 dont bénéficient les sociétés de secours mutuels. Je crois que cette déclaration est suffisante et répond à l'observation qui vient d'être faite. »

Ce qui entraîna le vote immédiat des paragraphes 8, 9 et 10, de l'article 21.

Le nouveau texte revint au Sénat, où M. Cuvinot donna sa démission de rapporteur et fut remplacé par M. Lourties.

M. Lourties explique le progrès réalisé par l'article 21, en ce que, dorénavant, les sociétés de secours mutuels peuvent déposer à la Caisse des dépôts et consignations, soit au fonds des dépôts soit au fonds des retraites, tous les fonds qu'elles possèdent, quelle qu'en soit l'importance.

Passant à la question du taux d'intérêt, M. Lourties en a montré toute l'importance. Il a calculé qu'avec un versement annuel de 25 fr. pendant 30 ans, de 25 à 55 ans, au taux de 5 0/0 l'ouvrier obtiendra une pension de 205 fr. tandis que si le taux tombe à 3,50, la pension sera réduite à 135 fr., c'est-à-dire plus du tiers 34 0/0. Pour obtenir une pension de 1 fr. par jour (360 fr.), c'est-à-dire la pension alimentaire, il faudra que l'ouvrier s'impose pendant trente ans une retenue annuelle de 41 fr. avec le taux de 5 0/0, tandis qu'elle s'élèvera à 66 fr. 70 avec celui de 3,50 0/0.

M. Lourties, au nom de la commission du Sénat soutint la théorie qui demandait la consolidation du taux de 4,50 0/0 des capitaux versés à la Caisse des dépôts et

consignations jusqu'au jour de la promulgation de la loi. M. Cuvinot avait demandé pour l'avenir une majoration maxima de 1 0/0; mais la commission du Sénat, après un vote, décida de s'arrêter au système de la Chambre.

M. Morel, rapporteur de la commission des finances, repoussa la solution de la Chambre parce qu'il trouvait le système trop onéreux pour les finances de l'Etat. Il évaluait la nouvelle charge à cent mille francs, sans compter les augmentations possibles et selon lui prévoyables.

« Il est certain, disait l'honorable sénateur, que les sociétés autorisées voyant les avantages qui résulteront pour elles de l'approbation, se transformeront en sociétés approuvées, et de ce chef, il en résultera pour le Trésor, une augmentation de dépenses que, d'accord avec la commission spéciale, nous pouvons évaluer à environ 400,000 fr.

« Enfin, la Caisse de secours et de retraites des ouvriers mineurs qui, aux termes de la loi, peut profiter des avantages des sociétés de secours mutuels, viendra aussi verser à la Caisse des dépôts et consignations, et une augmentation nouvelle, qui n'est pas moindre de 70,000 à 80,000 fr., doit en être la conséquence.

« Enfin, Messieurs, il est certain que diverses sociétés de prévoyance, comme les *Prévoyants de l'Avenir*, et d'autres sociétés qui ne sont pas des mutualités proprement dites et qui ne sont pas comprises dans la loi actuelle, modifieront leurs statuts, et comme leurs fonds sont évalués à environ 30,000,000 fr. il faut encore de ce chef une augmentation d'au moins 300,000 fr. par an. »

De plus, d'après M. Morel, dans un avenir prochain, l'intérêt de la Caisse des retraites allait s'abaisser de

3 fr. 50 à 3 0/0 la perte de l'Etat allait être de 2,500,000 fr. de ce chef. Pour ces divers motifs le rapporteur de la commission des finances trouvait le système de la Chambre dangereux.

M. Cuvinot répondit au rapporteur qui avait soutenu le système de la commission que, d'après lui, le système de la loi était tout à fait injuste, qu'elle créait un privilège au profit des versements collectifs des mutualistes, au détriment des versements individuels, beaucoup plus intéressants, et posait ce dilemme : « Ou vous refuserez ces 4,50 0/0 aux déposants individuels ou collectifs de la Caisse des retraites pour la vieillesse, et vous commetrez une injustice, une faute; ou vous leur accorderez cette faveur comme aux déposants des sociétés de secours mutuels et, si vous la leur accordez, je vous laisse à juger le nombre de millions qui pèseront sur votre budget; il n'y résistera pas; vous serez obligés de faire machine en arrière, et vous aurez porté le coup le plus funeste aux sociétés de secours mutuels et à la prévoyance. »

Le ministre de l'Intérieur intervint pour réfuter le système des subventions préconisé par M. Cuvinot et soutint le texte de la commission. « On nous indique, dit-il, que des subventions pourront être payées dans l'avenir. Quelles seront ces subventions? Quel en sera le chiffre? A quel moment seront-elles payées? Dans quelles conditions seront-elles versées? On ne nous dit rien, c'est l'incertitude la plus complète, la plus absolue, et si le Sénat pouvait entrer dans la voie où l'on voudrait l'engager, le résultat serait celui-ci : c'est que les sociétés de secours mutuels seraient frappées d'un mal immédiat, puisqu'on leur retirerait le bénéfice dont elles jouissent depuis 1852 et qu'on leur laisserait entrevoir l'espoir

hypothétique d'un taux de faveur qui peut-être, ne leur serait jamais versé. »

M. Barthou dit, en terminant, que le budget contenait pour 150,000,000 fr. de subventions payées sous des formes diverses, dont 126,000,000 fr. de garanties d'intérêts, et 24,000,000 fr. pour encouragements à la sériculture, aux pêches maritimes et à la marine marchande et que, dans ces conditions, un crédit de 7, 8, 9 ou 10,000,000 fr. aux sociétés de secours mutuels pour maintenir le taux de faveur de 4,50 0/0 n'aurait rien que de très légitime.

M. Cuvinot n'en maintint pas moins son amendement, tendant à limiter au 1 0/0 le maximum du taux supplémentaire d'intérêt, mais cet amendement ne fut pas voté.

Après avoir examiné ce que l'on a appelé le mouvement extérieur de la mutualité, nous avons à voir quel a été le mouvement à l'intérieur. L'effort a-t-il été égal dans les deux sens ? Sur le terrain qui leur appartient en plein, les mutualistes ont-ils déployé la même activité que dans leurs revendications auprès des pouvoirs ?

Dans les Congrès, la mutualité a poursuivi l'étude et l'application de trois objets : 1^o Amélioration dans les services médicaux ; 2^o extension de la mutualité aux femmes et aux enfants ; 3^o constitution de véritables pensions de retraites, service qui, jusqu'alors, n'était venu qu'au second rang dans les prévisions des sociétés.

Le service des malades a été amélioré par la création d'unions entre les associations d'une même ville. Cette organisation commune a permis le sectionnement du service, d'où ce double avantage : courses limitées pour les médecins, choix entre plusieurs médecins pour les malades. Lyon avait, en 1871, inauguré cette union dont l'idée s'est propagée dans plusieurs centres.

Un service commun offre encore aux malades le choix entre plusieurs pharmaciens pour la fourniture des médicaments et fait que chacun peut avoir un pharmacien à sa porte.

Une autre amélioration — celle-ci d'ordre pécuniaire — s'est produite par l'établissement des caisses de réassurances pour la prolongation des indemnités de maladie. Il est de principe général que tout risque doit être limité. La plupart des sociétés ont donc limité leurs promesses d'indemnité pécuniaire à six mois. Les associations aisées vont toujours au-delà, mais la réassurance fournit aux membres des sociétés moins libérales, le moyen de se garantir une prolongation d'indemnité.

L'admission dans la mutualité des femmes et des enfants est une question fort controversée. Mais le seul fait que depuis quinze ans, elle a préoccupé tous les Congrès, témoigne assez de l'importance qu'elle présente.

En ce qui concerne particulièrement les femmes, les moyens de les faire participer à la mutualité sont divers et doivent nécessairement varier suivant les milieux.

Il y a, d'abord, les associations spécialement composées de femmes; on peut, en second lieu, les admettre aux mêmes charges et droits que les hommes, dans les sociétés existantes, qui deviendront mixtes; enfin, il y aurait à les agréger moyennant une cotisation moindre, aux seuls secours médicaux et pharmaceutiques sans indemnité pécuniaire.

Le Congrès de Reims s'est prononcé pour l'admission pleine et simple, mais ce desideratum ne saurait être partout d'une application absolue. Une des causes de vitalité des institutions mutuelles, c'est leur diversité et leur souplesse d'adaptation: pas de sujet où cette diversité

ait davantage lieu de se montrer qu'en ce qui regarde l'admission des femmes.

Quant aux enfants, on préconise la création de sociétés scolaires « œuvres très louables, dit M. Bleton, mais qui n'ont pas encore justifié par leurs résultats, tout ce que les créateurs s'en promettent. Ces enrôlés du premier âge, fourniront-ils de précieuses réserves à la mutualité dans leur âge mûr ? On n'a produit, jusqu'à présent, aucune statistique qui permette de répondre affirmativement ».

Nous arrivons aux pensions de retraite, la grande et légitime préoccupation du moment. Pour aboutir, il n'y a pas à chercher longtemps. La solution a été indiquée dans le congrès : péréquation et spécialisation ; c'est-à-dire, verser une cotisation en rapport avec le résultat à obtenir, et spécialiser la part afférente aux pensions, en renonçant à solidariser deux services qui répondent à deux besoins bien distincts.

Dans la voie de la spécialisation, il y a du chemin déjà fait, en ce qu'on commence à en comprendre la nécessité. Mais encore faut-il que la spécialisation s'applique à des quotités suffisantes pour obtenir les résultats espérés. Or il ne paraît pas que le mouvement mutualiste se soit bien affirmé en ce sens. La vérité oblige à dire que l'effort de la mutualité ne correspond pas, jusqu'à présent, à l'effort du gouvernement. Il semblerait pourtant de bonne logique qu'à mesure que le gouvernement accroît sa quote-part, les mutualistes, de leur côté, augmentent leurs cotisations.

Pour compléter ce tableau du mouvement mutualiste pendant les dernières années écoulées, nous devons mettre en parallèle la situation des sociétés de secours mutuels en 1883, époque où la Chambre a commencé à discuter le

projet Maze et en 1897, dernière année dont les résultats officiels sont connus :

	1883	1897
Nombre des sociétés. .	7,496	10,588
Nombre des membres.	1,199,841	1,599,438
Avoir général.	11,4709,904	226,982,118

Si nous décomposons ces chiffres, nous voyons que l'avoir général, qui était d'environ 95 fr. par tête, se trouve maintenant à 140 fr. Mais le nombre moyen des sociétaires est descendu de 160 à 150 par société, ce qui dénote un émiettement des plus regrettables.

Ces préliminaires achevés, il nous reste maintenant à étudier les dispositions de la loi du 1^{er} avril 1898 et à apprécier en détail les réformes accomplies.

TROISIÈME PARTIE

LA LOI DU 1^{er} AVRIL 1898

Texte de la Loi du 1^{er} avril 1898 relative aux Sociétés de Secours Mutuels

TITRE PREMIER. — Dispositions communes à toutes les Sociétés

Article premier. — Les sociétés de secours mutuels sont des associations de prévoyance qui se proposent d'atteindre un ou plusieurs des buts suivants : assurer à leurs membres participants et à leurs familles des secours en cas de maladie, blessures ou infirmités, leur constituer des pensions de retraites, contracter à leur profit des assurances individuelles ou collectives en cas de vie, de décès ou d'accidents, pourvoir aux frais des funérailles et allouer des secours aux ascendants, aux veufs, veuves ou orphelins des membres participants décédés.

Elles peuvent, en outre, accessoirement, créer au profit de leurs membres, des cours professionnels, des offices gratuits de placement et accorder des allocations en cas de chômage, à la condition qu'il soit pourvu à ces trois ordres de dépenses au moyen de cotisations ou de recettes spéciales.

Art. 2. — Ne sont pas considérées comme sociétés de secours mutuels, les associations qui, tout en organisant, sous un titre quelconque, tout ou partie des services prévus à l'article précédent, créent, au profit de telle ou telle catégorie de leurs membres et au détriment des autres, des avantages particuliers. Les sociétés de secours mutuels sont tenues de garantir à tous leurs membres participants les mêmes avantages, sans autre distinction que celle qui résulte des cotisations fournies et des risques apportés.

Art. 3. — Les sociétés de secours mutuels peuvent se composer de membres participants et de membres honoraires; les membres honoraires payent la cotisation fixée ou font des dons à l'association sans prendre part aux bénéfices attribués aux membres participants; mais les statuts peuvent contenir des dispositions spéciales pour faciliter leur admission au titre de membres participants, à la suite de revers de fortune.

Les femmes peuvent faire partie des sociétés et en créer : les femmes mariées exercent ce droit sans l'assistance de leur mari; les mineurs peuvent faire partie de ces sociétés sans l'intervention de leur représentant légal.

L'administration et la direction des sociétés de secours mutuels ne peuvent être confiées qu'à des Français majeurs de l'un ou de l'autre sexe, non déchus de leurs

droits civils et civiques, sous réserve, pour les femmes mariées, des autorisations de droit commun.

Les sociétés de secours mutuels constituées entre étrangers ne peuvent exister qu'en vertu d'un arrêté ministériel toujours révocable. Par exception, elles peuvent choisir leurs administrateurs parmi leurs membres.

Les membres du conseil d'administration et du bureau des sociétés de secours mutuels seront nommés par le vote au bulletin secret.

Les administrateurs et directeurs ne pourront être choisis que parmi les membres participants et honoraires de la société.

Art. 4. — Un mois avant le fonctionnement d'une société de secours mutuels, ses fondateurs devront déposer en double exemplaire : 1^o les statuts de la dite association; 2^o la liste des noms et adresses de toutes les personnes qui, sous un titre quelconque, seront chargées à l'origine de l'administration ou de la direction.

Le dépôt a lieu, contre récépissé, à la sous-préfecture de l'arrondissement où la société a son siège social, ou à la préfecture du département.

Le maire de la commune en est informé immédiatement par les soins du préfet ou du sous-préfet.

Un extrait des statuts sera inséré dans le recueil des actes de la préfecture.

Tout changement dans les statuts ou dans la direction sera notifié et publié selon les formes indiquées ci-dessus.

Art. 5. — Les statuts déterminent :

1^o Le siège social qui ne peut être situé ailleurs qu'en territoire français;

2^o Les conditions et les modes d'admission et d'exclu-

sion, tant des membres participants que des membres honoraires;

3° La composition du bureau et du conseil d'administration, le mode d'élection de leurs membres, la nature et la durée de leurs pouvoirs, les conditions du vote à l'assemblée générale et du droit pour les sociétaires de s'y faire représenter;

4° Les obligations et les avantages des membres participants;

5° Le montant et l'emploi des cotisations des membres, soit honoraires, soit participants, les modes de placement et de retrait des fonds;

6° Les conditions de la dissolution volontaire de la société;

7° Les bases de la liquidation à intervenir si la dissolution a lieu;

8° Le mode de conservation des documents intéressant la société;

9° Le mode de constitution des retraites pour lesquelles il n'a pas été pris d'engagement ferme et dont l'importance est subordonnée aux ressources de la société;

10° L'organisation des retraites garanties, et spécialement la fixation de leur quotité et de l'âge de l'entrée en jouissance;

11° Les prélèvements à opérer sur les cotisations pour le service spécial des retraites, lorsque, conformément à la clause précédente, les cotisations des membres honoraires ou participants devront être affectées pour partie à la constitution des retraites garanties, que ce soit au moyen d'un fonds commun ou de livrets individuels ouverts au nom des sociétaires.

Art. 6. — Lorsque l'assemblée générale sera convoquée, les pouvoirs dont les sociétaires seront porteurs, si les statuts autorisent le vote par procuration, pourront être donnés sous seing privé et seront affranchis de tout droit de timbre et d'enregistrement; ils seront déposés au siège social.

Les contestations sur la validité des opérations électorales sont portées, dans le délai de quinze jours à dater de l'élection, devant le juge de paix du siège de la société. Elles sont introduites par simple déclaration au greffe.

Le juge de paix statue, dans les quinze jours de cette déclaration, sans frais ni forme de procédure et sur simple avertissement donné trois jours à l'avance à toutes les parties intéressées.

La décision du juge de paix est en dernier ressort, mais elle peut être déférée à la Cour de cassation. Le pourvoi n'est recevable que s'il est formé dans les dix jours de la notification de la décision. Il est formé par simple requête déposé au greffe de la justice de paix et dénoncée aux défendeurs dans les dix jours qui suivent. Il est dispensé du ministère d'un avocat à la Cour et jugé d'urgence sans frais ni amende.

Les pièces et mémoires fournis par les parties sont transmis sans frais par le greffier de la justice de paix au greffier de la Cour de Cassation. La chambre civile de cette Cour statue directement sur le pourvoi.

Tous les actes sont dispensés du timbre et enregistrés gratis.

Art. 7. — Dans les trois premiers mois de chaque année, les sociétés de secours mutuels doivent adresser, par l'intermédiaire des préfets, au ministre de l'Intérieur, et dans les formes qui seront déterminées par lui, la

statistique de leur effectif, du nombre et de la nature des cas de maladie de leurs membres, telle qu'elle est prescrite par la loi du 30 novembre 1892.

Art. 8. — Il peut être établi entre les sociétés de secours mutuels, en conservant d'ailleurs à chacune d'elles son autonomie, des unions ayant pour objet notamment :

a) L'organisation en faveur des membres participants, des soins et secours énumérés dans l'article premier, notamment la création de pharmacies dans les conditions déterminées par les lois spéciales sur la matière;

b) L'admission des membres participants qui ont changé de résidence;

c) Le règlement de leurs pensions viagères de retraite;

d) L'organisation d'assurances mutuelles pour les risques divers auxquels les sociétés se sont engagées à pourvoir, notamment la création de caisses de retraites et d'assurances communes à plusieurs sociétés pour les opérations à long terme et les maladies de longue durée;

e) Le service de placements gratuits.

Art. 9. — Les sociétés de secours mutuels sont admises à contracter des assurances, soit en cas de décès, soit en cas d'accidents, aux caisses d'assurances instituées par la loi du 11 juillet 1868, en se conformant aux prescriptions des articles 7 et 15 de la dite loi.

Ces assurances peuvent se cumuler avec les assurances individuelles.

Art. 10. — Les infractions aux dispositions de la présente loi seront poursuivies contre les administrateurs ou les directeurs et punies d'une amende de 1 à 15 fr. inclusivement.

Si une société est détournée de son but de société de

secours mutuels et si, trois mois après un avertissement donné par arrêté du préfet du département, cette société persiste à ne pas se conformer aux prescriptions de la présente loi ou aux dispositions de ses statuts, la dissolution pourra être prononcée par le tribunal civil de l'arrondissement.

Le ministère public introduira l'action en dissolution par un mémoire présenté au président du tribunal, énonçant les faits et accompagné des pièces justificatives ; ce mémoire sera notifié au président de la société avec assignation à jour fixe.

Le tribunal jugera en audience publique, sur les réquisitions du procureur de la République, le président de la société entendu ou régulièrement appelé.

Le jugement sera susceptible d'appel.

L'assistance de l'avoué ne sera obligatoire ni en première instance ni en appel.

En cas de fausse déclaration faite de mauvaise foi ou de toutes autres manœuvres tendant à dissimuler, sous le nom de sociétés de secours mutuels, des associations ayant un autre objet, les juges de répression auront la faculté de prononcer la dissolution à la requête du ministère public. Les administrateurs et directeurs seront passibles d'une amende de 16 à 500 fr.

Art. 11. — La dissolution volontaire d'une société de secours mutuels ne peut être prononcée que dans une assemblée convoquée à cet effet par un avis indiquant l'objet de la réunion et à la condition de réunir à la fois une majorité des deux tiers des membres présents et la majorité des membres inscrits.

En cas de dissolution par les tribunaux, le jugement

désigne un administrateur chargé de procéder à la liquidation définitive.

Aucun encaissement de cotisations autres que celles échues au jour de la liquidation ne peut être effectué.

Communication sera faite à l'administrateur des livres, registres, procès-verbaux et pièces de toute nature ; la communication aura lieu sans déplacement, sauf le cas où le tribunal en aurait ordonné autrement.

La liquidation s'opérera conformément aux statuts ; elle sera homologuée sans frais par le tribunal, à la diligence du Procureur de la République.

Art. 12. — Les secours, pensions, contrats d'assurances, livrets et généralement toutes sommes et tous titres à remettre par les sociétés de secours mutuels à leurs membres participants, sont incessibles et insaisissables jusqu'à concurrence de 360 fr. par an pour les rentes et de 3,000 fr. pour les capitaux assurés.

Art. 13. — Les sociétés de secours mutuels ayant satisfait aux prescriptions des articles précédents ont le droit d'ester en justice, tant en demandant qu'en défendant, par le président ou par le délégué ayant mandat spécial à cet effet, et peuvent obtenir l'assistance judiciaire aux conditions imposées par la loi du 22 janvier 1851.

Art. 14. — Les sociétés de secours mutuels se divisent en trois catégories :

- 1^o Les sociétés libres ;
- 2^o Les sociétés approuvées ;
- 3^o Les sociétés reconnues comme établissements d'utilité publique.

TITRE II. — Des Sociétés libres

Art. 15. — Les sociétés libres et unions de sociétés libres peuvent recevoir et employer les sommes provenant des cotisations des membres honoraires et participants, et généralement faire des actes de simple administration ; elles peuvent posséder des objets mobiliers, prendre des immeubles à bail pour l'installation de leurs divers services.

Elles peuvent, avec l'autorisation du préfet, recevoir des dons et legs mobiliers.

Toutefois, si la libéralité est faite à une société dont la circonscription comprend des communes situées dans des départements différents, il est statué par un décret. S'il y a réclamation des héritiers du testateur, il est statué par un décret du Président de la République, le Conseil d'Etat entendu.

Lorsque l'emploi des dons et legs n'est pas déterminé par le donateur ou testateur, cet emploi sera prescrit par l'arrêté ou le décret d'autorisation, en exécution de l'article 4 de l'ordonnance du 2 avril 1817.

Les sociétés libres ne peuvent acquérir des immeubles, sous quelque forme que ce soit, à peine de nullité, sauf les immeubles exclusivement affectés à leurs services. Elles ne peuvent, à peine de nullité, recevoir des dons ou legs immobiliers qu'à la charge de les aliéner et d'obtenir l'autorisation mentionnée au § 3 ci-dessus. La nullité sera prononcée en justice, soit sur la demande des parties intéressées, soit d'office, sur les réquisitions du ministère public.

TITRE III. — Des Sociétés approuvées

Art. 16. — La société de secours mutuels et les unions de sociétés prévues à l'article 8, qui auront fait approuver leurs statuts par arrêté ministériel, auront tous les droits accordés aux sociétés libres et unions de sociétés libres et jouiront des avantages concédés par les articles suivants.

L'approbation ne peut-être refusée que dans les deux cas suivants :

1^o Pour non-conformité des statuts avec les dispositions de la loi.

2^o Si les statuts ne prévoient pas des recettes proportionnées aux dépenses, pour la constitution des retraites garanties ou des assurances en cas de vie, de décès ou d'accident.

L'approbation ou le refus d'approbation doit avoir lieu dans le délai de trois mois. Le refus d'approbation doit être motivé par une infraction aux lois et notamment aux dispositions du § 4 du précédent article.

En cas de refus d'approbation, un recours peut être formé devant le Conseil d'Etat. Ce recours sera dispensé de tout droit ; il pourra être formé sans ministère d'avocat.

Tout changement dans les statuts d'une société approuvée doit être l'objet d'une nouvelle demande d'approbation, et aucune modification statutaire ne peut être mise à exécution si elle n'a pas été préalablement approuvée.

Il sera procédé, pour les changements dans les statuts, comme en matière de statuts primitifs, pour tout ce qui concerne les dépôts, les délais et les recours.

Art. 17. — Les sociétés de secours mutuels approuvées pourront, sous réserve de l'autorisation du Conseil d'Etat, recevoir des dons et legs immobiliers.

Les immeubles compris dans un acte de donation ou dans une disposition testamentaire, que les sociétés n'aient pas été autorisées à conserver, seront aliénés dans les délais et la forme prescrits par le décret qui en autorise l'acceptation ; le délai pourra, en cas de nécessité, être prorogé.

Les sociétés de secours mutuels et les unions approuvées prévues à l'article 8 peuvent être autorisées, par décret rendu en Conseil d'Etat, à acquérir les immeubles nécessaires soit à leurs services d'administration, soit à leur service d'hospitalisation.

Art. 18. — Les communes sont tenues de fournir aux sociétés approuvées qui le demandent les locaux nécessaires à leurs réunions, ainsi que les livrets et registres nécessaires à l'administration et à la comptabilité. En cas d'insuffisance des ressources des communes, cette dépense est mise à la charge des départements. Dans le cas où la société s'étend sur plusieurs communes ou sur plusieurs départements cette obligation incombe d'abord à la commune dans laquelle est établi le siège social, ensuite au département auquel appartient cette commune.

Dans les villes où il existe une taxe municipale sur les convois, il est accordé aux sociétés approuvées remise des deux tiers des droits sur les convois dont elles peuvent avoir à supporter les frais, aux termes de leurs statuts.

Art. 19. — Tous les actes intéressant les sociétés approuvées sont exempts des droits de timbre et d'enregistrement.

Sont également exempts du droit de timbre de quit-

tance les reçus de cotisations des membres honoraires ou participants, les reçus des sommes versées aux pensionnaires, ainsi que les registres à souche qui servent au paiement des journées de maladies.

Cette disposition n'est pas applicable aux transmissions de propriété, d'usufruit ou de jouissance de biens meubles et immeubles, soit entre vifs, soit par décès.

Conformément aux articles 19 de la loi du 11 juillet 1868 et 24 de la loi du 20 juillet 1886, les certificats, actes de notoriété et autres pièces exclusivement relatives à l'exécution des lois précitées et de la présente loi seront délivrés gratuitement et exempts des droits de timbre et d'enregistrement.

Art. 20. — Les placements des sociétés de secours mutuels approuvées doivent être effectués en dépôt aux caisses d'épargne, à la Caisse des dépôts et consignations, en rentes sur l'Etat, bons du Trésor ou autres valeurs créées ou garanties par l'Etat, en obligations des départements et des communes, du Crédit foncier de France ou des compagnies françaises de chemin de fer qui ont une garantie d'intérêts de l'Etat.

Les sociétés de secours mutuels approuvées pourront, en outre, posséder et acquérir des immeubles jusqu'à concurrence des trois quarts de leur avoir, les vendre et les échanger.

Pour être valables, ces opérations devront être votées à la majorité des trois quarts des voix par une assemblée générale extraordinaire composée au moins de la moitié des membres de la société, présents ou représentés.

Les titres et valeurs au porteur appartenant aux sociétés de secours mutuels approuvées seront déposés à la Caisse des dépôts et consignations qui sera chargée

de l'encaissement des arrérages, coupons et primes de remboursement de ces titres, et en portera le montant au compte de dépôt de chaque société.

Art. 21. — Les sociétés de secours mutuels approuvées sont admises à verser des capitaux à la Caisse des dépôts et consignations :

1^o En compte courant disponible ;

2^o En un compte affecté pour toute la durée de la société à la formation et à l'accroissement d'un fonds commun inaliénable.

Le fonds commun de retraites existant au jour de la promulgation de la loi ne peut être supprimé.

Il peut être placé soit à la Caisse des dépôts et consignations, soit en valeurs ou immeubles, conformément aux articles 17 et 20, soit à la caisse des retraites.

Pour l'avenir, les statuts de chaque société déterminent si elle entend user de cette faculté de constituer un fonds commun et dans quelles conditions ; ils règlent les moyens de l'alimenter, qu'il s'agisse d'un fonds commun conservé ou d'un fonds commun à créer. Ils décident notamment si la société devra verser à ce fonds, en totalité ou en partie, les subventions de l'Etat, les dons et legs, les cotisations des membres honoraires et les autres ressources disponibles.

Le compte courant et le fonds commun portent intérêt à un taux égal à celui de la caisse nationale des retraites pour la vieillesse.

La différence entre le taux fixé par le paragraphe précédent et le taux de 4 1/2 0/0 déterminé par le décret-loi du 26 mars 1852, et le décret du 26 avril 1856, sera versée, à titre de bonification, à chaque société de secours mutuels approuvée ou reconnue d'utilité publique, en

raison de son avoir à la Caisse des dépôts et consignations (fonds libres et fonds de retraites) au moyen d'un crédit inscrit chaque année au budget du ministère de l'Intérieur.

Les intérêts qui ne reçoivent pas d'emploi au cours de l'année sont capitalisés tous les ans.

La Caisse des dépôts et consignations aura la faculté de faire emploi des fonds versés aux comptes ci-dessus désignés, dans les mêmes conditions que pour les fonds des caisses d'épargne.

Art. 22. — Les pensions de retraites peuvent être constituées soit sur le fonds commun, soit sur le livret individuel qui appartient en toute propriété à son titulaire, à capital aliéné ou réservé.

Art. 23. — Les pensions de retraites alimentées par le fonds commun sont constituées à capital réservé au profit de la société. Elles sont servies directement par la société à l'aide des intérêts de ce fonds ou par l'intermédiaire de la caisse nationale des retraites.

Pour bénéficier de ces pensions, les membres participants doivent être âgés d'au moins cinquante ans, avoir acquitté la cotisation sociale pendant quinze ans au moins et remplir les conditions statutaires fixées pour l'obtention de la pension.

Les sociétés qui constituent sur le fonds commun des pensions de retraites garanties sont tenues de produire, tous les cinq ans au moins, au ministre de l'Intérieur, la situation de leurs engagements, éventuels ou liquidés, et des ressources correspondantes, en se conformant aux modèles qui leur sont fournis par l'administration compétente. Elles devront modifier, s'il y a lieu, leurs statuts

d'après les résultats de ces inventaires au moins quinquennaux.

Art. 24. — Les pensions de retraites constituées par le livret individuel, à l'aide de la caisse nationale des retraites ou d'une caisse autonome, sont formées, en conformité des statuts, au moyen de versements effectués par la société au compte de chacun de ses membres participants.

Ces versements proviennent :

1^o De la cotisation spéciale que le sociétaire a lui-même acquittée en vue de la retraite, ou de la portion de la cotisation unique prélevée en vue de ce service ;

2^o De tout ou partie des arrérages annuels du fonds commun inaliénable, s'il en existe un ;

3^o Des autres ressources dont les statuts autorisent l'emploi en capital au profit des livrets individuels.

Les versements effectués par la société sur le livret individuel le sont à capital aliéné ou à capital réservé, au profit de la société, suivant que les statuts en auront décidé.

Quant aux versements qui proviennent des cotisations du membre participant, ils peuvent être, au choix de ce membre, faits à capital aliéné ou à capital réservé au profit de ses ayants droit.

Pour la liquidation des pensions de retraites constituées à capital aliéné et à jouissance immédiate par les sociétés de secours mutuels, les tarifs à la caisse nationale des retraites seront calculés jusqu'à 80 ans.

Art. 25. — En dehors des retraites garanties ou non garanties, constituées soit à l'aide des fonds communs, soit au moyen du livret individuel, dans les conditions

prévues aux articles 23 et 24, les sociétés peuvent accorder à leurs membres des allocations, non pas viagères, mais annuelles, prises sur les ressources disponibles. Le montant en sera fixé chaque année par l'assemblée générale. Les titulaires sont désignés par elle, parmi les membres âgés de plus de 50 ans et ayant acquitté la cotisation sociale au moins pendant 15 ans.

Les statuts déterminent les autres conditions que doivent remplir les bénéficiaires.

Le service de ces allocations annuelles s'effectue à l'aide des arrérages du fonds commun inaliénable ou des autres ressources disponibles.

Une indemnité pécuniaire, fixée également chaque année en assemblée générale et prélevée sur les fonds de réserve, peut être allouée aux membres participants devenus infirmes ou incurables avant l'âge fixé par les statuts pour être admissibles à la pension viagère de retraite.

Art. 26. — A partir de la promulgation de la présente loi, les arrérages des dotations et les subventions annuellement inscrites au budget du Ministère de l'Intérieur au profit des sociétés de secours mutuels seront employés à accorder à ces sociétés des allocations : 1^o Pour encourager la formation des pensions de retraites à l'aide du fonds commun ou du livret individuel ; 2^o pour bonifier les pensions liquidées à partir du 1^{er} janvier 1895 et dont le montant, y compris la subvention de l'Etat, ne sera pas supérieur à 360 fr. ; 3^o pour donner, en raison du nombre de leurs membres, des subventions aux sociétés qui ne constituent pas de retraites.

Pour chacune de ces affectations, la répartition du crédit aura lieu dans les proportions et suivant les barè-

mes arrêtés par le ministre de l'Intérieur, après avis du Conseil supérieur.

Il sera, préalablement à toute répartition, opéré chaque année, sur les dotations et subventions, un prélèvement déterminé par le Conseil supérieur, qui ne pourra dépasser 5 0/0 de l'actif total, pour venir en aide aux sociétés de secours mutuels qui, par suite d'épidémies ou de toute autre cause de force majeure, seraient momentanément hors d'état de remplir leurs engagements.

Les subventions de l'Etat, en vue de la retraite par livret individuel, profiteront aux étrangers, lorsque leur pays d'origine aura garanti par un traité des avantages équivalents à nos nationaux.

Les pensions allouées sur le fonds commun ne pourront être servies aux étrangers que dans le cas où ils résideront en territoire français.

Art. 27. — Un règlement d'administration publique détermine les conditions et les garanties à exiger pour l'organisation des caisses autonomes que les sociétés ou les unions pourront constituer, soit pour servir de pensions de retraites, soit pour réaliser l'assurance en cas de vie, de décès ou d'accident, et, d'une manière générale, toutes les mesures d'application destinées à assurer l'exécution de la loi.

Les fonds versés dans ces caisses devront être employés en rentes sur l'Etat, en valeurs du Trésor ou garanties par le Trésor, en obligations départementales ou en valeurs énumérées au § 1^{er} de l'article 20.

La gestion de ces caisses sera soumise à la vérification de l'inspection des Finances et au contrôle du receveur particulier de l'arrondissement du siège de la caisse.

La Caisse des dépôts et consignations est tenue d'en-

voyer dans le courant du premier trimestre de chaque année, aux présidents des sociétés de secours mutuels ayant constitués des pensions de retraites en faveur de leurs membres participants, la liste des retraités qui, dans l'année précédente, n'auront pas touché leurs arrérages.

Art. 28. — Les sociétés de secours mutuels qui accordent à leurs membres ou à quelques-uns seulement des indemnités moyennes ou supérieures à 5 fr. par jour, des allocations annuelles ou des pensions supérieures à 360 fr. et des capitaux en cas de vie ou de décès supérieurs à 3,000 fr. ne participent pas aux subventions de l'Etat et ne bénéficient ni du taux spécial d'intérêt fixé par les décrets des 26 mars 1852 et 26 avril 1856, ni des avantages accordés par la présente loi sous forme de remises de droits d'enregistrement et de frais de justice.

Les sociétaires qui s'affilieront à plusieurs sociétés en vue de se constituer une pension supérieure à 360 fr. ou des capitaux en cas de vie ou décès supérieurs à 3,000 fr. seront exclus des sociétés de secours mutuels dont ils font partie, sous peine, pour la société de perdre les avantages concédés par la présente loi.

Art. 29. — Dans les trois premiers mois de chaque année, les sociétés de secours mutuels approuvées doivent adresser au ministre de l'Intérieur, par l'intermédiaire des préfets et dans les formes prescrites, indépendamment de la statistique exigée par l'article 7, le compte-rendu de leur situation morale et financière.

Elles sont tenues de communiquer leurs livres, registres, procès-verbaux et pièces comptables de toute nature aux préfets, sous-préfets ou à leurs délégués. Cette communi-

cation a lieu sans déplacement, sauf le cas où il en serait ordonné autrement par arrêté du préfet.

Les infractions aux prescriptions du § 2 du présent article seront punies d'une amende de 16 à 500 fr.

Art. 30. — Dans le cas d'inexécution des statuts ou de violation des dispositions de la présente loi, l'approbation peut être retirée par un décret rendu au Conseil d'Etat sur la proposition motivée du ministre de l'Intérieur et après avis du Conseil Supérieur des sociétés de secours mutuels, lequel sera convoqué dans le plus bref délai.

La décision portant retrait d'approbation sera susceptible d'un recours au contentieux devant le Conseil d'Etat, sans ministère d'avocat et avec dispense de tous droits.

Art. 31. — Lorsque la dissolution d'une société approuvée est votée par l'assemblée générale conformément aux statuts, ou ordonnée par le Tribunal, la liquidation est poursuivie sous la surveillance du préfet ou de son délégué.

Il est prélevé sur l'actif social, y compris le fonds commun inaliénable de retraites déposé à la Caisse des dépôts et consignations et dans l'ordre suivant :

1^o Le montant des engagements contractés vis-à-vis des tiers ;

2^o Les sommes nécessaires pour remplir les engagements contractés vis-à-vis des membres participants, notamment en ce qui concerne les pensions viagères et les assurances en cas de décès, de vie, ou d'accident ;

3^o a) Une somme égale au montant des subventions et secours accordés depuis l'origine de la société par l'Etat, à titre inaliénable, sur les fonds de la dotation ou autres, pour être, ladite somme, versée au compte de la dotation des sociétés de secours mutuels ;

b) Des sommes égales au montant des subventions et secours accordés depuis l'origine de la société par les départements et les communes, à titre inaliénable, pour être, lesdites sommes, réintégrées dans leurs caisses ;

c) Des sommes égales au montant des dons et legs faits à titre inaliénable, pour être employés conformément aux volontés des donateurs et testateurs, s'ils ont prévu le cas de liquidation, ou, si leur volonté n'a pas été exprimée, pour être ajoutée au compte de dotation des sociétés de secours mutuels.

Si après le paiement des engagements contractés vis-à-vis des tiers et des sociétaires, il ne reste pas de fonds suffisants pour le plein des prélèvements prévus au § 3 ci-dessus, ces prélèvements auront lieu au marc le franc des versements faits respectivement par l'Etat, les départements, les communes, les particuliers.

Le surplus de l'actif social, sera, s'il y a lieu, réparti entre les membres participants appartenant à la société au jour de la dissolution et non pourvus d'une pension ou indemnité annuelle, au prorata des versements opérés par chacun d'eux depuis leur entrée dans la société, sans qu'ils puissent recevoir une somme supérieure à leur contribution personnelle. Le reliquat sera attribué au fonds de dotation.

TITRE IV. — Des Sociétés reconnues comme établissements d'utilité publique

Art. 32. — Les sociétés de secours mutuels et les unions sont reconnues comme établissements d'utilité publique par décret rendu dans la forme des règlements d'administration publique.

La demande est adressée au préfet avec les pièces suivantes : la liste nominative des personnes qui y ont adhéré et trois exemplaires des projets de statuts et du règlement intérieur.

Art. 33. — Les sociétés reconnues comme établissements d'utilité publique jouissent des avantages accordés aux sociétés approuvées. Elles peuvent, en outre, posséder et acquérir, vendre et échanger des immeubles, dans les conditions déterminées par le décret déclarant l'utilité publique.

Elles sont soumises aux obligations de l'article 11 qui précède.

TITRE V. — Conseil supérieur. — Rapports annuels. — Tables statistiques

Art. 34. — Il est institué près le ministère de l'Intérieur un Conseil supérieur de sociétés de secours mutuels. Ce Conseil est composé de 36 membres, savoir :

Deux sénateurs élus par leurs collègues ;

Deux députés élus par leurs collègues ;

Deux conseillers d'Etat élus par leurs collègues ;

Un délégué du ministre de l'Intérieur ;

Un délégué du ministre de l'Agriculture ;

Un délégué du ministre du Commerce ;

Un membre de l'Académie des Sciences morales et politiques, désigné par l'Académie ;

Un membre du Conseil supérieur du travail, nommé par ses collègues ;

Deux membres agrégés de l'Institut des Actuaire français, désignés par le ministre de l'Intérieur ;

Le directeur général de la comptabilité au Ministère des Finances ;

Le directeur du Mouvement général des fonds au même Ministère ;

Le directeur général de la Caisse des dépôts et consignations ;

Un membre de l'Académie de médecine, désigné par l'Académie, et un représentant des syndicats médicaux, élu par les délégués de ces syndicats dans les formes qui seront déterminées par un règlement d'administration publique ;

Dix-huit représentants de sociétés de secours mutuels, dont six appartenant aux sociétés libres, élus par les délégués des sociétés dans des formes qui seront déterminées par un règlement d'administration publique.

Chaque représentant des sociétés approuvées sera élu par un collège comprenant un certain nombre de départements.

Cette division sera faite par le règlement d'administration publique à intervenir, de telle sorte que chaque collège comprenne un nombre à peu près égal de mutualistes.

Tous les membres sont nommés pour quatre ans ; leurs pouvoirs sont renouvelables ; leurs fonctions sont gratuites.

Le ministre de l'Intérieur est président de droit du Conseil Supérieur des sociétés de secours mutuels.

Le Conseil choisit parmi ses membres deux vice-présidents et son secrétaire. Il est convoqué par le ministre compétent au moins une fois tous les six mois et toutes les fois que cela lui paraîtra nécessaire.

Il reçoit communication des états statistiques et des comptes-rendus de la situation financière fournis par

les sociétés de secours mutuels, ainsi que des inventaires au moins quinquennaux et des autres documents fournis par les sociétés de secours mutuels, en exécution des articles 8, 23 et 29 ci-dessus.

Il donne son avis sur toutes les dispositions réglementaires ou autres qui concernent le fonctionnement des sociétés de secours mutuels, et notamment sur le mode de répartition des subventions et secours qui seront attribués sur les mêmes bases et dans les mêmes proportions pour les retraites constituées soit à l'aide du fonds commun, soit à l'aide de livrets individuels.

Art. 35. — Sept membres nommés par le ministre, dont quatre pris parmi ceux qui procèdent de l'élection, constituent une section permanente.

La section permanente a pour fonction de donner son avis sur toutes les questions qui lui sont renvoyées soit par le Conseil supérieur, soit par le ministre.

Le ministre de l'Intérieur soumet chaque année au Président de la République un rapport qui est présenté au Sénat et à la Chambre des Députés sur les opérations des sociétés de secours mutuels et sur les travaux du Conseil supérieur.

Art. 36. — Dans un délai de deux ans après la promulgation de la présente loi, les ministres de l'Intérieur et du Commerce feront établir des tables de mortalité et de morbidité applicables aux sociétés de secours mutuels.

Dispositions transitoires

Art. 37. — Les sociétés de secours mutuels antérieurement autorisées ou approuvées sont tenues, dans le délai de deux ans, de se conformer aux prescriptions de la

présente loi. Jusqu'à l'expiration de ce délai elles continueront à s'administrer conformément à leurs statuts.

Les sociétés approuvées, qui ne solliciteront pas, dans ce délai, ou n'obtiendront pas l'approbation de leurs statuts, devront placer leurs fonds communs en valeurs nominatives, conformément à l'article 20 ci-dessus, et déposer leurs titres à la Caisse des dépôts et consignations. L'inexécution de ces dispositions entraînera l'application des articles 10 et 30 de la présente loi.

Toutefois, les sociétés qui assurent leurs membres exclusivement contre la maladie sont dispensées de solliciter de nouveau cette approbation.

Le ministre de l'Intérieur, après avis du Conseil supérieur, prévu à l'article 34, déterminera dans quelle mesure il pourra être fait exception, pour le passé, aux prescriptions de l'article 2 en faveur des sociétés de secours mutuels qui, établies en vue de l'assurance contre la maladie, auront accordé certains avantages à ceux de leurs membres entrés dans la société à un âge relativement avancé et n'ayant pu arriver à la liquidation de leur pension en satisfaisant aux conditions normales de stage.

Art. 38. — Les articles 13, 18, 19 et 21 de la présente loi, à l'exception, pour ce dernier, de ce qui concerne le fonds commun, s'appliquent aux sociétés régulièrement constituées, en conformité du titre III de la loi du 29 juin 1894 dont l'article 20 est abrogé.

Art. 39. — Le décret-loi du 27 mars 1858 est ainsi modifié : « Les personnes auxquelles le gouvernement de la République aura accordé des médailles d'honneur, en leur qualité de membre d'une société de secours

mutuels, libre ou approuvée, pourront porter publiquement ces récompenses ».

Art. 40. — Les syndicats professionnels constitués légalement aux termes de la loi du 21 mars 1884, qui ont prévu dans leurs statuts les secours mutuels entre leurs membres adhérents, bénéficieront des avantages de la présente loi, à la condition de se conformer à ses prescriptions.

Art. 41. — Toutes les dispositions contraires à la présente loi sont abrogées.

CHAPITRE PREMIER

But et caractère des sociétés de Secours Mutuels

Les sociétés de secours mutuels sont destinées à garantir leurs membres contre les éventualités qui peuvent les priver du salaire acquis habituellement par leur travail.

Les risques auxquels est exposée la vie du travailleur sont nombreux et variés : la maladie, l'infirmité, la vieillesse et la mort sont les plus redoutables.

La maladie et l'accident entraînent l'incapacité temporaire de travailler et imposent au malade ou au blessé un accroissement de dépenses dans le moment même où il est privé de son salaire : il est obligé, en effet, de payer le médecin qui le soigne et d'acheter les médicaments nécessaires à sa guérison. La mort prématurée, naturelle ou accidentelle, supprime le travailleur et par suite les ressources qui faisaient vivre une famille. De plus, la mort, à quelque instant qu'elle survienne, entraîne une dépense spéciale, les frais funéraires. L'infirmité, autrement dit l'invalidité prématurée, a pour conséquence la réduction permanente et, quelquefois, la suppression totale de la capacité de travailler et par conséquent du salaire ; elle entraîne également des dépenses en hono-

raires de médecins et en médicaments. L'homme mûr que la mort épargne sent peu à peu ses forces décliner avec l'âge et se trouve enfin dans l'impossibilité de gagner sa vie.

Le rôle des sociétés de secours mutuels est de garantir leurs adhérents contre ces risques divers. Pour avoir une action vraiment salubre elles doivent même étendre leurs bienfaits plus loin qu'à la personne du sociétaire et en cas de trépas inattendu du chef de famille, elles doivent assister les enfants, la veuve et quelquefois les ascendants du défunt.

Jusqu'à ces dernières années, les sociétés de secours mutuels françaises n'étaient réellement venues en aide à leurs adhérents que pour les garantir contre la maladie et la vieillesse. D'ailleurs, la législation existante ne leur permettait guère d'étendre plus loin leur action bienfaisante. Aujourd'hui, le champ ouvert à l'activité des sociétés de secours mutuels est largement agrandi et toutes peuvent désormais assurer des secours aux membres participants et à leurs familles dans toutes les crises que nous avons énumérées plus haut.

L'article premier de la loi du 1^{er} avril 1898 donne, en effet, de nouvelles attributions aux sociétés. Au droit de garantir les sociétaires contre les risques de maladie et de la vieillesse il ajoute la faculté de les assurer sur la vie ; d'allouer des secours aux ascendants, veufs, veuves, orphelins de membres participants décédés ; et de créer, s'il y a lieu, des cours professionnels, des offices gratuits de placement et de donner des secours en cas de chômage. Dorénavant donc les familles des membres participants seront admises à la répartition des secours en cas de maladie. Cette extension est un bienfait, mais elle ne pourra être pratiquée que si les sociétés ont des ressources

correspondant à ce nouveau genre de dépenses. Les statistiques annuelles établissent que les frais de maladie absorbent à eux seuls plus que l'apport des participants : d'après les dernières statistiques, la cotisation moyenne annuelle des membres participants est de 14 fr. 15 et la moyenne de leurs dépenses de 17 fr. 84 soit un excédent de dépenses de 3 fr. 69. Les capitaux qui garantissent les pensions de retraites des mutualistes, sauf ceux des sociétés en très petit nombre (une soixantaine environ) qui n'ont d'autre but que la retraite, sont donc exclusivement fournis par les cotisations des membres honoraires, les dons et legs, les subventions de l'Etat et les intérêts des fonds placés. Or, l'ouverture de dépenses nouvelles exigeraient la création de ressources correspondantes, c'est-à-dire l'augmentation du taux des cotisations payées par les membres participants.

Comme le fait remarquer M. Barberet, il est probable que les droits en question resteront quelque temps à l'état de lettre morte, ou du moins, qu'ils seront peu appliqués pendant plusieurs années, car tous les administrateurs de sociétés savent combien il est difficile de faire consentir aux participants un surcroît de sacrifices sans qu'ils aperçoivent en regard des avantages immédiats. Quoiqu'il en soit l'article premier introduit dans la loi un principe nouveau, en ce qu'il met sur le même pied la maladie et la retraite. Auparavant, comme nous l'avons vu, les pensions de retraite ne formaient qu'un service accessoire de la mutualité et n'étaient accordées qu'en cas d'excédent de recettes sur les dépenses de maladie : dorénavant, l'assurance contre la vieillesse existera au même titre que l'autre.

L'assurance en cas de maladie embrasse toute la famille des participants, et non pas seulement les membres

qui résident sous le même toit qu'eux comme le voulait l'honorable M. Gauthier de Clagny (1). Des explications données par M. Audiffred en réponse à l'amendement de M. Gauthier de Clagny il résulte que les sociétés de secours mutuels peuvent insérer dans leurs statuts une clause assurant aux membres de la famille des sociétaires participants les soins du médecin et les médicaments, ainsi qu'une indemnité de chômage pendant leurs maladies. Les participants ont aussi le droit d'assurer sur la vie, au décès ou en cas d'accidents, leurs père, mère, frères, sœurs et enfants, et de leur constituer des pensions de retraite par l'intermédiaire de la société (2).

Nous avons vu que les sociétés de secours mutuels avaient été autorisées par les articles 7 et 15 de la loi du 11 juillet 1868 à contracter des assurances en cas de décès ou d'accidents, mais ces assurances devaient être collectives, c'est-à-dire porter sur tous les membres de la société, ce qui était un grand empêchement à leur réalisation. L'article premier de la loi du 1^{er} avril 1898 dit que ces assurances pourront être dorénavant individuelles : cette disposition a pour but d'autoriser les sociétés qui ne contracteront pas des assurances collectives à recevoir les primes de leurs membres qui voudront s'assurer et à les verser en leur nom à la Caisse des dépôts et consignations. Elles dresseront à cet effet un bordereau de leurs assurés et rempliront les formalités prescrites pour les assurances collectives (3).

(1) Séance du 9 mars 1896 de la Chambre des Députés.

(2) Pour établir ici l'égalité des charges par rapport aux avantages qui peuvent en découler les statuts sociaux devront naturellement prévoir des cotisations graduées proportionnellement au nombre des membres composant la famille des participants (BARBERET).

(3) BARBERET.

Quant aux assurances sur la vie également prévues par l'article premier de la loi les institutions d'état n'ayant aucune organisation de ce genre elles auront lieu, comme l'indique M. Barberet, au moyen des compagnies d'assurances privées ou au moyen de caisses mutuelles d'assurances fondées par les sociétés les plus importantes ou les unions de sociétés établies conformément à l'article 8. Ces assurances seront garanties par des caisses autonomes qui sont prévues à l'article 27 de la loi et dont le fonctionnement sera déterminé par un règlement d'administration publique rendu en Conseil d'Etat.

Aux termes du second paragraphe de l'article premier, les sociétés peuvent accessoirement créer au profit de leurs membres des cours professionnels, des offices gratuits de placement et accorder des allocations en cas de chômage, à la condition qu'il soit pourvu à certains ordres de dépenses au moyen de cotisations ou de recettes spéciales. Ces deux points de la loi concernent surtout les sociétés professionnelles, c'est-à-dire composées de membres d'un même métier ou profession et celles qui comprennent en majorité des membres de professions similaires. « On ne saurait trop encourager la propagation de ces deux rouages, dit M. Barberet, en parlant des cours professionnels et des offices gratuits de placement, les services qu'ils sont appelés à rendre méritent toute sollicitude. Relever le niveau des connaissances techniques dans les professions et procurer gratuitement des emplois aux travailleurs sont deux points qu'il importe de ne pas négliger. Déjà, dans un certain nombre de sociétés de secours mutuels, notamment dans celles des professions alimentaires, fonctionnent des offices gratuits de placement qui donnent des résultats très satis-

faisants. Leur développement par la mutualité montrera davantage encore leur raison d'être (1). »

Ce n'est que lors de la deuxième délibération de la loi que l'institution des cours professionnels fut introduite par un amendement de MM. Brindeau et Siegfried, sous la condition qu'il puisse y être pourvu par des cotisations ou des recettes spéciales ; cet enseignement nécessite en effet presque toujours des professeurs rétribués ; cette addition fut admise sans difficultés.

Il n'en fut pas de même en ce qui concerne le chômage, cas qui n'était pas prévu par le texte primitif et qui avait été introduit par la commission. On objectait la charge lourde et indéfinie imposée par là aux sociétés, qui pourraient ainsi se voir conduites à la ruine, car il est impossible de prévoir la durée et l'extension du chômage, surtout du chômage volontaire résultant d'une grève. Le chômage, du reste, n'est pas d'ordre naturel, puisqu'il dépend souvent des volontés, mais ce qui est plus grave c'est qu'on ne peut le soumettre à aucune prévision tandis qu'on peut prévoir exactement ce que coûte toute autre assurance, même celle en cas d'accident ; cependant, l'office du travail prépare des statistiques qui permettent d'évaluer approximativement le risque. Il y a des industries où l'ouvrier gagne de 9 à 18 francs par jour, par exemple celle des ouvriers passementiers de Saint-Etienne, ils auraient bientôt épuisé une caisse d'assurance contre le chômage. La caisse d'épargne et le placement gratuit sont des moyens très effectifs et beaucoup moins onéreux, disait-on, et le rapporteur avait été d'abord de cet avis.

On craignait l'excitation à la grève ; on répondit que cette dernière crainte n'était pas fondée, puisqu'à la diffé-

(1) BARBERET, page 61.

rence des syndicats professionnels, les sociétés de secours mutuels réunissent des ouvriers des professions les plus diverses, et d'ailleurs ils ne laisseront pas faire des grèves qui seraient une lourde charge pour eux ; ce sera plutôt pour elles une cause de cessation. La commission de prévoyance discuta longuement cette question. Cette disposition a été critiquée à un autre point de vue : la trop grande multiplicité des buts de la société, a-t-on dit, peuvent amener une certaine confusion. On a répondu avec raison que cette confusion n'existait pas puisqu'il y avait pour les chômeurs une cotisation spéciale.

Cependant la crainte qu'elle ne se produise sinon en droit, au moins en fait et que par exemple on n'emploie aux buts accessoires : placements gratuits, chômage, cours professionnels, etc., les ressources destinées au but fondamental, l'assurance contre la maladie et la vieillesse inspirèrent à un député, M. Guillemin, la proposition de frapper de peines correctionnelles les administrateurs qui feraient ce virement. Cette mention fut repoussée comme inutile, un tel fait devant constituer un abus de confiance déjà puni. Les sociétés qui assurent contre le chômage sont d'ailleurs assez nombreuses ; on en comptait au 31 décembre 1896 une soixantaine environ (1).

Il faut remarquer que la question de l'assurance contre le chômage par les sociétés de secours mutuels n'est pas nouvelle. Dans la discussion de la loi de 1850, M. Dabeaux avait proposé à l'assemblée législative un amendement d'après lequel les sociétés mutuelles auraient eu pour but en même temps que d'assurer des secours aux ouvriers malades, blessés ou infirmes et de pourvoir aux frais funéraires des sociétaires, de subvenir, en cas de

(1) Il n'y a sur ce point aucune mention dans le rapport officiel.

chômage, aux besoins des ouvriers sans travail. Il disait à l'appui de son amendement : « Messieurs, les maladies, les infirmités doivent être rangées, je le reconnais, au nombre des plus graves fléaux qui puissent atteindre l'ouvrier qui n'a d'autres ressources que son travail..... Mais il est une autre calamité qui peut avoir pour l'ouvrier les conséquences les plus graves, cette calamité c'est le chômage qui vient frapper parfois et trop souvent certaines industries, c'est la cessation du travail par des circonstances indépendantes de la volonté de l'ouvrier. Cette situation est également intéressante et appelle aussi votre sollicitude. Je crois qu'on doit l'assimiler à celle des ouvriers qui sont atteints par les maladies ou les infirmités. » L'amendement Dabeaux ne trouva pas alors de défenseur et ne put passer.

Les observations qui précèdent résument les différents buts de la mutualité ⁽¹⁾ et par suite indiquent les premières conditions à remplir par une association qui veut mériter le titre de sociétés de secours mutuels. Ces conditions sont nécessaires, mais elles ne sont pas suffisantes. La loi veut en outre que, dans chaque société, les droits des uns soient les droits des autres et que l'égalité parfaite existe entre les membres qui apportent les mêmes cotisations et supportent les mêmes risques. De là, l'article 2 qui a pour but de distinguer des véritables sociétés de secours mutuels celles qui n'en ont que l'apparence et dont le but est un but lucratif; on les reconnaît à ce qu'elles offrent aux membres d'une certaine catégorie des avantages exclusifs ou plus considérables. Il ne faut

(1) De plus, quoique le texte ne l'exprime pas, il a été entendu lors de la discussion que les sociétés pourraient faire des prêts sur l'honneur. Ce prêt mutuel est peu usité chez nous, il figure au contraire dans la loi italienne. Il serait intéressant de comparer à ce sujet les deux lois, celle de nos voisins est certainement plus compréhensible et plus libérale que la nôtre.

pas que sous le couvert de la loi du 1^{er} avril, des fondateurs de sociétés se livrent à des spéculations de nature à décourager les travailleurs et à les détourner des véritables institutions de prévoyance. L'exclusion de ces pseudo-mutualités était aussi nécessaire à un autre point de vue : l'Etat accorde aux sociétés de secours mutuels de très grandes faveurs pécuniaires et la charge qu'il assume ainsi et qui a pour cause l'intérêt que méritent les sociétés de secours mutuels véritables serait vraiment trop grande si elle s'étendait à d'autres sans être justifiée par ce motif. Ces cotisations ont cependant été souvent autorisées. On a visé surtout les *Prévoyants de l'Avenir* et les sociétés similaires (1). Là, les fondateurs se sont fait une situation privilégiée, même léonine au détriment des adhérents qui viennent se grouper autour d'eux. Ces associations, qu'il importe de ne pas confondre avec les vraies sociétés de secours mutuels, recueillent pendant de longues années des cotisations destinées à produire un capital inaliénable dont les revenus seront à partir d'une certaine époque partagés entre les souscripteurs les plus anciens : ceux qui ont vingt ans de sociétariat comme dans la société des *Prévoyants de l'Avenir* par exemple. Le mécanisme de ces sociétés, dont le caractère tontinier ressort au premier coup d'œil a été décrit d'une manière très complète dans le rapport de M. Lourties au Sénat ; voici quelles sont ses considérations sur les *Prévoyants de l'Avenir* :

« Tous les sociétaires ayant vingt ans de présence effective dans la société auront droit au partage intégral des intérêts de l'avoir de la société pendant l'année écoulée.

(1) La France Prévoyante et le Grain de Blé ont modifié leurs statuts dans un sens équitable et ont obtenu l'approbation ministérielle.

Les pensionnés ne sont pas exempts du paiement des cotisations.

Les parents du sociétaire décédé n'ont aucun recours contre la société. Les sommes versées par lui restent acquises à la société.

D'après ces dispositions, les fonds provenant des cotisations et les ressources extraordinaires, s'il y en a, se capitalisent à intérêts composés pendant les vingt premières années; mais, après la vingtième, les intérêts annuels ne s'ajoutent plus au capital; ils sont partagés intégralement entre les membres ayant vingt ans ou plus de vingt ans de présence effective dans la société. Après vingt ans, l'épargne cesse et la société dépense tout son revenu.

Une première anomalie est celle qui consiste à faire payer la cotisation aux pensionnés. En fait, les pensionnés ne paient plus rien, pas plus ceux qui touchent la pension depuis l'âge de 35 ans que ceux qui ne l'obtiennent qu'à 80 ans. Les uns et les autres touchent la même pension, ou, plus exactement, le même dividende; les 12 fr. de cotisation viennent, purement et simplement en déduction du dividende. En d'autres termes, le dividende est grevé d'un droit de 12 fr., au profit de la société. En retenant d'office ces 12 fr., on éviterait aux sociétaires le dérangement et l'ennui de les apporter eux-mêmes, on simplifierait la comptabilité et ce serait plus clair, car enfin, on ne peut pas dire qu'on a une pension de 30 fr. quand on ne touche que 18 fr.

Il était utile d'insister sur ce détail, pour rectifier une idée fausse qui a couru parmi les prévoyants. Deux membres meurent au même âge, à 80 ans par exemple; l'un, entré à 15 ans a été admis au partage du revenu à 35 ans, tandis que l'autre entré 50 ans, n'y a été admis qu'à

70 ans. C'est une erreur de croire que le premier a versé à la société plus que le second, parce qu'il a payé ses cotisations pendant 65 ans, tandis que le second ne les a payées que pendant 30 ans. Il n'en est rien : tous les deux ont versé 240 fr. en vingt ans; puis, ces vingt ans de stage écoulés, ils ont touché exactement le même dividende net et n'ont plus rien versé ni l'un ni l'autre.

Une autre anomalie, c'est l'inégalité du traitement faite aux membres de la société admis à des âges différents. Celui qui est reçu à 15 ans est pensionné depuis l'âge de 35 ans jusqu'à sa mort; celui qui n'entre qu'à 50 ans n'obtient la pension qu'à 70 ans. Or la chance de vivre 20 ans, c'est-à-dire de participer aux dividendes, est plus grande à 15 ans qu'à 50 ans (elle est de 88 à 15 ans et de 52 à 50 ans d'après les tables de mortalité), et la vie probable qui n'est que de 32 ans à 35 ans n'est que de 8 ans à 70 ans, ce qui revient à dire que le nombre probable des dividendes qu'ils toucheront sera de trente-deux pour l'un et de huit seulement pour l'autre.

Les chances du premier sont donc incomparablement meilleures que celles du second, et pourtant la cotisation est la même pour l'un et pour l'autre, et payée en réalité pendant le même nombre d'années, pendant vingt ans, et les dividendes aussi sont les mêmes.

Mais ce qui importe encore davantage, c'est de voir quel est le dividende sur lequel peuvent légalement compter les prévoyants, en raison du sacrifice qu'ils s'imposent en versant pendant vingt ans une cotisation annuelle de 12 fr. à capital aliéné.

On a prétendu qu'il est établi d'une façon irréfutable que tout sociétaire ayant versé pendant les vingt ans

réglementaires une somme de 240 fr. (soit 3 centimes par jour) devient pendant le reste de sa vie titulaire d'une pension annuelle minima de 240 fr. (soit 70 cent. par jour).

Cette assertion téméraire ne résiste pas aux calculs les plus élémentaires.

La société *Les Prévoyants de l'Avenir* et les sociétés similaires ne spéculent pas; elles placent leurs fonds en valeurs de tout repos et n'ont d'autres revenus que celui qu'elles retirent de leurs placements. Ils équivalent, en réalité, aux placements effectués à la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse.

Voyons donc les pensions viagères que ferait obtenir aux Prévoyants, suivant les âges d'entrée, une cotisation annuelle viagère de 12 fr., versée à capital aliéné, et versée aux mêmes conditions que fait à ses clients la Caisse des retraites; c'est-à-dire avec capitalisation à intérêts composés et chances de survie.

Transformons en une prime unique la cotisation viagère de 12 fr.; cette prime unique représentera la somme que le prévoyant aurait versée en une fois au moment de son admission pour se libérer de toutes ses cotisations futures.

La société jouira, pendant vingt ans, de cette prime, puisque le sociétaire ne touche rien pendant vingt ans. Que produira cette prime, ou, autrement dit, quel produit la Société aura-t-elle reçu du sociétaire au moment où celui-ci va participer pour la première fois au dividende? Et quelle sera la pension viagère équivalente à cette prime unique, en tenant compte de l'âge auquel la pension commence, c'est-à-dire à l'âge qui surpasse de vingt ans l'âge d'entrée du sociétaire?

La table suivante nous donne la réponse :

**Valeurs diverses pour une cotisation annuelle
et viagère de 12 fr.**

AGES d'entrée	PRIMES uniques équivalentes à la prime annuelle et viagère de 12 fr.	PRODUIT des primes uniques précédentes capitalisées à intérêts composés pendant 20 ans avec chances de service	PENSIONS VIAGÈRES équivalentes aux primes uniques de la colonne 3. La jouissance avec âges supérieurs de 20 ans à ceux de la colonne 1	
			Pension totale	Pension réduite de 12 fr.
ans	fr.	fr.	fr.	fr.
15	233	580	36	24
20	226	579	38	26
25	216	566	41	29
30	206	558	44	32
35	194	551	50	38
40	182	555	59	47
45	167	578	74	62
50	150	631	100	88
55	133	755	150	138
60	113	1.051	292	280

Ainsi donc, si, à un partage, les membres entrés à quinze ans touchent 36 fr., il faudrait, pour qu'il y eut égalité entre les prévoyants, pour que la part de chaque membre fût proportionnelle aux sacrifices exigés de lui, que le membre âgé de 50 ans au moment de son admission touchât 100 fr., celui âgé, de 60 ans, 292 fr. Au lieu de cela, le revenu annuel est partagé entre tous et le dividende est compris entre 36 fr. et 292 fr. En réalité, le dividende sera très voisin de 44 fr. qui correspond à l'âge

moyen d'entrée de 30 ans, et alors les membres admis à 50 ans et ceux admis à 60 ans perdent respectivement 56 fr. et 248 fr. à chaque partage. Ce sont les vieillards qui perdent; c'est la jeunesse qui vit aux dépens de la vieillesse. N'est-ce pas une monstruosité?

Mais arrivons à l'anomalie la plus choquante. L'idée des fondateurs a été de constituer une sorte de rente au profit des participants par le partage des intérêts du capital accumulé.

Constatons tout d'abord qu'à partir du premier partage (1901) le capital inaliénable ne peut plus croître que d'une quantité relativement faible, parce que les intérêts annuels seront absorbés, chaque année, par les adhérents arrivés au terme de ce qu'on nomme improprement la pension, et voyons ensuite dans quelles conditions se feront les partages successifs. »

Ici, M. Lourties passe en revue les calculs qui ont été faits sur la répartition aux ayants droit des intérêts du capital des *Prévoyants de l'Avenir*. D'après M. Prosper de Lafitte, en admettant un recrutement annuel de 20,000 adhérents, les survivants de la première série, c'est-à-dire les fondateurs, toucheraient, après vingt ans de sociétariat, 2,422 fr. par tête la première année, 1,412 fr. la seconde, 108 fr. la sixième et 26 fr. la vingtième. Cette quotité remonterait à 74 fr. vers la centième année de la société.

Et si, au lieu de 20,000 par an, les adhérents nouveaux étaient de 50,000 par an, le premier partage serait de 4,192 fr., le second descendrait à 2,491 fr., le sixième à 207 fr., puis à 26 fr. vers la vingtième, sur lesquels les bénéficiaires continuent à payer la cotisation de 12 fr. par an, de sorte que le minimum est réduit à 14 fr.

D'autre part, M. Rouget, fondateur à Nancy de la 446^e section, estime que la part des fondateurs déjà acquise en 1889 était de 2,156 fr., de 1,300 fr. en 1890, de 120 fr. en 1894, et de 32 fr. en 1897.

De son côté, M. Bouteville, président de la 3^e section, a calculé qu'en 1901 la part des fondateurs serait de 5,952 fr., de 3,546 fr. en 1902 et de 275 fr. en 1906.

« En résumé, dit le rapporteur, il résulte de tous ces calculs :

Que la part des fondateurs sera absolument hors de proportion avec les parts suivantes ;

Que ces dernières parts subiront une décroissance très marquée jusqu'à la sixième ou septième distribution ;

Que la décroissance continuera jusque vers la vingtième distribution environ, pour reprendre ensuite une marche progressive extrêmement lente. »

Et M. Lourties conclut qu'il y a un vice radical dans les statuts des *Prévoyants de l'Avenir* qui consacrent cette inégalité et que la société doit procéder à une révision si elle veut vivre et échapper à une crise aussi certaine que douloureuse. Ce n'est, en tout cas, qu'à cette condition qu'elle pourra prétendre au droit de figurer parmi les sociétés de secours mutuels.

L'article 2 n'a point passé sans des discussions assez vives. A la Chambre des députés, M. Roch proposait une rédaction différente dont voici la teneur :

« Ne sont considérées comme sociétés de secours mutuels que les sociétés qui, en organisant à un titre quelconque, tout ou partie des services prévus à l'article précédent, garantissent à tous leurs membres participants les mêmes avantages, sans autre distinction que celle qui résulte des cotisations fournies et des risques supportés.

« Ne perdent toutefois le caractère de sociétés de secours mutuels :

« Ni les sociétés qui exigent de leurs fondateurs ou de ceux qui deviennent sociétaires, après un âge déterminé par les statuts, un temps moins long que de leurs autres membres pour l'admission au bénéfice de la pension de retraite, si le chiffre de cette pension est proportionné au nombre d'années de versements.

« Ni les sociétés qui, postérieurement à cette constitution, se trouvent dans l'obligation de modifier leurs statuts et de diminuer pour leurs nouveaux membres les avantages apportés aux anciens. »

L'auteur de l'amendement, sans contester le principe de l'égalité d'avantages à charges égales, déclarait cependant que l'équité ne serait pas blessée, mais au contraire satisfaite, si l'on réduisait la durée du paiement des cotisations pour les fondateurs ou pour ceux qui seraient entrés à un certain âge dans la société ; agir autrement serait en fermer la porte à ceux qui voudraient y entrer à un âge avancé. On devrait au moins les admettre, en rendant la pension proportionnelle au temps du sociétariat. D'autre part, une société s'aperçoit que ses charges sont trop lourdes, elle ne pourra revenir sur les obligations déjà contractées, mais ne pourra-t-elle pas déclarer qu'elle n'accordera aux adhérents de l'avenir que de moindres avantages ? Cela est plus frappant, s'il s'agit des sociétés existant lors la promulgation de la loi, faudra-t-il revenir sur cette liquidation accomplie ? Que si l'on retire à ces sociétés leur caractère de sociétés de secours mutuels, on leur enlève l'immunité d'impôt. Le rapporteur a répondu à ces questions qu'en ce qui concerne la situation transitoire de certaines sociétés, il y a été donné satisfaction par

l'article 37, qui permet au conseil suprême d'accorder des exceptions pour le passé en faveur des sociétaires entrés dans la société à un âge avancé et n'ayant pas les conditions normales de stage; quant à l'avenir, il admet comme le texte lui-même que la pension soit proportionnelle. Pour le surplus, le même article 37 permet aux sociétés de secours mutuels hybrides, visées par le présent article de continuer à vivre sous le régime des arrêtés ministériels qui les ont constituées. Cet article 2 tranche une question vitale pour les sociétés du groupe indiqué et il est certain que la loi ne leur laisse pas toute la liberté possible; cependant le rapporteur nous semble avoir répondu avec raison qu'il ne s'agissait pas de les reconnaître comme sociétés, mais comme sociétés de secours mutuels ce qui est bien différent.

Quoiqu'il en soit, ce qui a prévalu, c'est une double idée très juste. On a voulu défendre les ouvriers qui font partie des sociétés de secours mutuels, souvent inexpérimentés, contre des mécomptes possibles, contre des promesses irréalisables, et l'on a soumis dans ce but les conditions de l'assurance à des règles techniques, scientifiques et égalitaires. Puis, pour pouvoir accorder à ces sociétés d'assurances ouvrières des faveurs fiscales utiles, mais qui ne pouvaient être concédées qu'à la condition d'être limitées dans leurs chiffres, on a dû exclure toutes celles qui présentent un caractère, au moins en partie, de spéculation et de lucre, et qui ne procurent plus de secours mutuels au profit de tous. Empêcher la spéculation d'envahir la mutualité, était certainement faire œuvre utile.

Il nous paraît à propos de mettre en regard des buts multiples qu'il est permis aux sociétés de secours mutuels françaises de se proposer, ceux que l'act de 1875, amendé

par celui de 1876 sur les « friendly societies », leur permet d'atteindre en Angleterre.

Ces « friendly societies » fort nombreuses en Angleterre, ont les objets les plus divers. Elles sont établies en vue de secourir leurs membres, leurs maris, femmes et enfants, pères, mères, frères, sœurs, neveux, nièces, pupilles, orphelins en cas de maladie, d'infirmité physique ou mentale, dans leur vieillesse ou leur veuvage, ou, durant la période de minorité, leurs enfants orphelins. Elles donnent un secours en argent à la naissance d'un enfant à leurs membres, ou à la mort d'un sociétaire. Elles pourvoient aux frais funéraires des mari, femme, enfants d'un sociétaire ou de la veuve d'un sociétaire décédé. Elles viennent au secours des sociétaires sans emploi qui voyagent pour trouver du travail ; de ceux dont les affaires ont périclité ; de ceux qui ont souffert d'un naufrage ; de ceux dont les bateaux ou filets de pêche sont perdus ou endommagés. Elles donnent des dots, assurent contre l'incendie des outils ou instruments de travail de leurs membres et paient en ce cas jusqu'à concurrence de 15 livres. Elles donnent des pensions de retraite n'excédant pas 200 livres. Leur champ d'action est donc des plus vastes, il est plus étendu que celui des sociétés de secours mutuels françaises.

Au surplus, elles ont le même caractère et sont fondées dans le même esprit de prévoyance et de mutualité. « They may be described as the mutual assurance societies of the poorer classes by which they seek to aid each other in the emergencies arising from sickness and death and other causes of distress ». Ce sont des sociétés « of good fellowship », de bonne camaraderie. (Encyclopædia Britannica V^o Friendly societies).

Ces « friendly societies » ont eu une histoire mouve-

mentée et un développement difficile par suite de ce fait qu'elles n'appliquaient pas à l'origine les principes de la mutualité. Beaucoup ne purent faire honneur à leurs engagements et en 1882 on comptait en Angleterre jusqu'à 3913 personnes obligées de travailler dans les « workhouses », et qui avaient été membres des « friendly societies ». (Dictionary of political economy, V^o Friendly societies).

La réforme qui a provoqué le bon fonctionnement des « friendly societies » et assure aujourd'hui leur réussite est qu'on a substitué au système dit des « levies », le système des « premiums ». Cela veut dire qu'au lieu de demander aux membres d'une société considérée à l'expiration de l'année d'exercice, une contribution ou « levy », de façon à combler le déficit qu'a pu entraîner le paiement des diverses charges auxquelles la société a dû faire face, on calcule par avance la cotisation à payer par chaque membre pour faire face aux charges prévues pour l'avenir. Cette cotisation ne varie pas comme la « levy » elle est calculée d'après l'expérience par des actuaires au moyen des tables de mortalité et de morbidité, périodiquement dressées. (Dictionary of political economy.)

Par leur immense prospérité et les grands services qu'elles rendent, les « Friendly societies » constituées en fédération, unions ou ordres, démontrent surabondamment, à défaut d'autre raison, l'utilité de l'article 8 de la loi du 1^{er} avril qui permet aux sociétés de secours mutuels françaises de former des unions entre elles.

La catégorie la plus importante des Friendly societies comprend des affiliations de sociétés ou « Orders » parmi lesquelles on peut citer : The Manchester Unity of odd Fellows ; The Ancient Order of Foresters ; The Rechabits,

etc., etc. Ces sociétés ont un Comité central qui reste fixé dans une grande ville comme celui de Odd Fellows de Manchester, ou bien qui se déplace comme celui des Foresters. Au-dessous de ce Comité central, le pays se divise en « districts », lesquels se subdivisent en branches autonomes appelées lodges, courts, tents or divisions. Ces subdivisions ont une caisse qu'elles administrent elles-mêmes, mais elles contribuent à un fonds commun qui est sous le contrôle du Comité central.

En 1878, l'unité de Manchester comptait 456 districts, 4,121 loges, 526,802 membres, ses fonds s'élevaient à 4,325,000 livres. L'ordre des Foresters comptait 287 districts, 4,414 courts, 521,416 membres avec un capital de 2,497,000 livres. Les différents courts des Foresters paient en moyenne à leurs membres malades, 3,197,366 journées par an; elles paient les frais de 4,666 enterrements.

A côté de ces grandes fédérations, on compte une quarantaine d'ordres d'une importance moins considérable, mais qui comptent tous plus de 1,000 membres et cette forme d'affiliation jouit en Angleterre d'une grande faveur. En Australie, toutes les Friendly societies affectent cette forme⁽¹⁾.

Notons cependant qu'une loi de 1887 semble consacrer une tendance nouvelle qui consisterait à faire considérer par le législateur les simples branches des sociétés comme des sociétés distinctes⁽²⁾.

(1) *Encyclopedia Britannica*, t. IV, p. 782.

(2) Cf. *Annuaire de la Législation étrangère*, 1888, p. 22, MATHÉI DE VALFONS : *Les sociétés de Secours Mutuels en France*.

CHAPITRE II

Création, composition, administration et dissolution des sociétés de Secours Mutuels

Nous ne dirons qu'un mot de la création des sociétés de secours mutuels. Sous l'ancienne législation les sociétés naissantes devaient soumettre leurs statuts au préfet du département, et obtenir un arrêté d'approbation ou d'autorisation. Il n'en est plus de même aujourd'hui. Pour les formalités constitutives, l'article 4, sauf la publicité des statuts, assimile les sociétés de secours mutuels aux syndicats professionnels établis en vertu de la loi du 21 mars 1884. Au lieu de soumettre leurs statuts au préfet comme le prescrivait l'article 7 du décret du 26 mars 1852, les sociétés n'auront qu'à en effectuer le dépôt, ainsi que celui de la liste des noms et adresses des personnes qui, sous un titre quelconque, seront chargées à l'origine de l'administration ou de la direction.

Une grande somme de liberté est ainsi accordée aux sociétés par l'article 4; un simple dépôt donnant lieu à un récépissé, et l'association est constituée en fait. Un mois après, elle peut fonctionner. Le préfet ou le sous-préfet avertit immédiatement après la formalité du dépôt, le maire de la commune où sera le siège de la société. Puis, un extrait des statuts est inséré dans le

recueil des actes de préfecture. Celui-ci doit énoncer les dispositions essentielles des statuts ; il doit contenir notamment l'énumération complète des services auxquels la société se propose de pourvoir ; il doit mentionner aussi son titre, ainsi que les noms des membres du bureau. La même publicité est exigée par la loi en ce qui concerne les modifications statutaires et les changements dans la direction de la société ⁽¹⁾.

Ces dispositions de l'article 4 n'ont donné lieu à aucune discussion. La loi italienne, dont nous avons déjà parlé, a ordonné des mesures identiques, et le code allemand nouveau, qui organise le régime des associations en général, les a soumises aussi à cette publicité indispensable qui est un élément de la formation de la personnalité civile ⁽²⁾.

L'article 5 indique les points qui doivent être décidés par les statuts et plusieurs d'entre eux sont essentiels. Ces dispositions visent la composition, l'administration et l'organisation financière des sociétés. D'une manière générale, certaines sociétés avaient vu une atteinte à leur liberté dans ces prescriptions ; comme on l'a fait remarquer, cette critique n'est pas fondée, car leur décision est libre, mais il importe que les associés se rendent bien compte de la situation « ce que la publicité est pour les tiers une grande clarté dans les statuts l'est pour eux, c'est une de leurs principales sauvegardes ⁽³⁾ ».

Les sociétés de secours mutuels peuvent se composer de deux catégories de membres : les membres participants qui sont appelés à bénéficier de tous les avantages

(1) Article 4.

(2) V. *Lois nouvelles*, 15 février 1900.

(3) V. *Lois nouvelles*, 15 février 1900.

de l'association et les membres honoraires qui viennent de leur bon vouloir contribuer à la prospérité de la société, sans prétendre en retour à aucun droit. Cette intervention des membres honoraires ne peut être blâmée. Elle est facultative d'après la loi pour une société qui se forme et par suite ne peut avoir qu'une heureuse influence. Elle ne dégrade pas la société et paraît par le rapprochement des classes, une des assises les plus larges des améliorations de l'avenir. Cette admission des membres honoraires facilite du reste beaucoup la marche laborieuse des sociétés, grâce à l'assistance désintéressée d'hommes habitués aux affaires, qui permet à l'association de se passer des services d'un agent salarié. De plus, l'adjonction des membres honoraires a une importance capitale pour les sociétés, puisqu'elle leur procure leurs principales ressources. Peut-être, eût-il été bon de les attirer par certains avantages, notamment par des titres honorifiques, on n'y a pas songé. Mais on leur accorde le bénéfice éventuel de les convertir en membres participants en cas de revers de fortune. Cette prévision n'a rien d'in vraisemblable. Il peut arriver en effet, et les exemples ne sont malheureusement pas rares, que des cas de force majeure ou des opérations trompant les données ordinaires amènent la ruine de maisons prospères dont les chefs avaient fait jusqu'alors partie de l'honorariat de la mutualité. Les victimes de ce changement de situation sont d'autant plus intéressantes qu'elles s'étaient montrées plus généreuses pendant leur aisance, et il est de toute justice que les sacrifices qu'elles ont consentis, leur valent les bénéfices attachés au titre de participant. On ne peut donc qu'applaudir à une pareille décision qui permet à une société de venir atténuer l'infortune de ceux qui avaient fait preuve de générosité envers elle. Seulement, la loi

ne fixe pas le point de départ de ces bénéfices en ce qui concerne la pension de retraite. Partiront-ils du commencement de leur honorariat, ou commenceront-ils le jour où il a pris fin ? Ces conditions seront sans doute déterminées par l'âge des intéressés, les risques qu'ils apporteront et les versements qu'ils auront effectués (1). Il est probable qu'il y aura là un assez faible excitant, car, comme le fait spirituellement remarquer M. de la Grasserie (2), les gens d'une certaine aisance, ne prévoient guère leur ruine. Puis l'avantage est par trop restreint, il aurait dû être concédé aux membres honoraires tombés dans le malheur d'une manière rétroactive, il aurait dû l'être aussi de plein droit. Ce n'est qu'une faculté laissée aux sociétés. L'essai fait dans ce sens est excellent, mais il est certainement trop mesuré.

Les femmes peuvent faire partie des sociétés de secours mutuels et en créer : il faut distinguer entre les célibataires et les femmes mariées, et pour ces dernières, entre la création, la participation et l'administration. Les femmes non mariées ont naturellement pleine capacité pour le tout. Quant aux autres, il faut tenir compte de l'autorité maritale.

L'article 3 décide que les femmes mariées pourront être membres des sociétés mutuelles sans l'assistance de leur mari. Elles pourront même se passer de leur consentement pour en créer ; mais lorsqu'il s'agit d'administration, l'autorisation de celui-ci devient nécessaire. Cela se comprend : par cette administration la femme s'oblige. Cependant, dans la discussion, plusieurs députés n'ont pas saisi ni admis cette distinction, ni surtout celle entre

(1) C'est l'opinion de M. Barberet à laquelle nous nous rallions.

(2) V. *Lois nouvelles*, numéro 15 février 1900.

la création et l'administration. La différence est bien sensible cependant : la création n'oblige qu'au versement de la mise, tandis que l'administration entraîne la responsabilité pour toutes les fautes auxquelles on est exposé.

Pour les mêmes motifs, les mineurs sont admis à faire partie des sociétés, même sans l'intervention de leur représentant légal. Ils ne s'engagent pas au-delà de leurs cotisations et leur admission est éminemment morale et utile ; dans cet ordre d'idées se place la mutualité scolaire, dont les membres participants se recrutent parmi les enfants depuis l'âge de trois ans. Il est évident que les mineurs ne peuvent créer des sociétés à eux seuls. (Art. 3.)

L'accès des sociétés de secours mutuels se trouve donc maintenant ouvert de la façon la plus large aux femmes et aux enfants. C'est là une heureuse innovation dans le domaine de la prévoyance. La loi de 1898 affranchit de leur tutelle deux catégories de personnes jusqu'alors soumises à l'autorisation de leurs ayants-droit. Pareille dérogation au Code civil est admissible sur le terrain de la prévoyance, car il s'agit, non de dissiper, ce qui est impossible dans l'espèce, mais au contraire d'épargner en vue des besoins éventuels qui peuvent se produire dans le cours de l'existence et laisseraient sans ressources ceux qui auraient à les supporter, sans avoir pris les mesures propres à en atténuer ou à en annuler les effets.

Quelles sont maintenant les conditions généralement exigées pour être admis à titre de membre participant dans une société de secours mutuels ?

Les conditions à remplir pour pouvoir faire partie, à titre de membre participant, d'une société de secours mutuels, sont déterminés par les statuts et varient avec le but que se propose la société. Celle-ci est absolument libre et elle peut demander aux futurs sociétaires les

garanties qu'il lui plait. Une société exigera presque toujours d'un nouvel adhérent qu'il soit de bonne vie et mœurs et qu'il n'ait jamais été flétri par une condamnation infamante. Il est ordinairement nécessaire aussi d'imposer des limites d'âge aux candidats; ils ne devraient en général n'avoir jamais dépassé quarante ans. La moyenne des journées de maladie s'élève naturellement avec l'âge, et les règlements doivent être de plus en plus sévères sur ce point, afin d'éviter que, dès son admission, un membre qui n'aura pas eu le temps de contribuer encore à la prospérité de la société ne soit un fardeau pour elle. Les sociétés les plus prévoyantes établiront même un droit d'admission gradué proportionnellement à l'âge.

Lorsqu'une société se forme dans une commune qui n'en possédait pas encore, il est toutefois moral et humain qu'elle fasse, pendant un délai de six mois à un an au plus, une exception qui laisse la porte ouverte à tous ceux à qui il avait été impossible jusque-là d'obtenir les avantages de la mutualité; mais ce délai expiré, il importe essentiellement, dans l'intérêt même de l'avenir de cette société, qu'elle n'admette pas de membres participants au-dessus de cinquante ans.

Quand une société a pour but principal de donner à ses membres des secours en cas de maladie et de décès, les statuts doivent être très sévères au point de vue de l'admission. Il est bon d'exiger que les candidats soient vaccinés et ne soient pas atteints de maladies chroniques; on les soumettra, par conséquent, à une visite médicale préalable et on les astreindra même avec raison à un noviciat plus ou moins long (six mois par exemple).

Les statuts sociaux peuvent encore exiger d'autres conditions des nouveaux adhérents. Il arrivera assez

souvent par exemple que certaines sociétés refuseront d'admettre dans leur sein les membres d'une autre société et prononceront l'exclusion de quiconque fera partie de deux ou plusieurs sociétés en même temps. Cela s'explique : pour celui qui va toucher différentes indemnités quotidiennes, il y a intérêt à devenir malade, et pour celui-là, l'association n'est en réalité qu'un jeu.

En ce qui concerne les conditions d'admission des sociétaires mutualistes, une observation est encore à faire. De nombreux médecins de sociétés de secours mutuels se sont plaint avec raison, en voyant que certaines personnes d'une aisance indiscutable, se faisaient inscrire en qualité de membres participants, pour bénéficier, en cas de maladie, des soins médicaux aux prix réduits accordés à la mutualité. Il n'est pourtant pas juste que des gens aisés, qui ont le moyen de payer, le cas échéant, les médecins au tarif de leur clientèle ordinaire, obtiennent presque gratuitement, en versant une minime cotisation, les visites médicales, les médicaments et même une indemnité pour les journées où la maladie les empêche de vaquer à leurs occupations habituelles. Tel n'est pas le but des sociétés de secours mutuels qui ont été créées surtout pour les laborieux qui vivent de leur salaire. Les plus fortunés doivent en être les soutiens naturels en leur consacrant leurs loisirs et leurs conseils, et ils font acte de bons citoyens en leur accordant, à titre de bienfaiteurs, une cotisation annuelle. C'est généralement lorsque les sociétés se fondent que la confusion se produit. Les fondateurs sont heureux de recruter le plus grand nombre possible d'adhérents pour grossir le fonds social et sans s'arrêter à la différence des situations ; ils les admettent indistinctement, selon leur désir, aussi bien en qualité de membres participants que parmi les mem-

bres honoraires. C'est là une grave erreur contre laquelle a mis en garde une circulaire du ministre de l'Intérieur du 1^{er} décembre 1897. Les sociétés de secours mutuels ne doivent pas ignorer qu'il est de leur intérêt de se renseigner sur la situation de leurs adhérents et qu'il leur appartient de ne pas attribuer à ceux qui peuvent être membres honoraires les avantages alloués aux participants. Les fondateurs ou administrateurs doivent apporter la plus grande circonspection dans la réception des nouveaux sociétaires participants et engager les anciens dont la situation de fortune dénote plus que l'aisance à entrer dans la catégorie des membres honoraires.

Les statuts, d'après l'article 5 de la loi, doivent fixer non seulement les conditions, mais encore les modes d'admission des membres d'une société de secours mutuels. Il est probable que les statuts des différentes sociétés ne varieront guère sur ce point et que dans l'avenir on aura ordinairement recours aux modes d'admission qu'exigeait l'ancienne législation. Les membres participants seraient en conséquence reçus au scrutin et à la majorité des voix de l'Assemblée générale, et le bureau serait chargé, dans chaque société, de prononcer l'admission des membres honoraires.

Quant aux conditions et aux modes d'exclusion, la loi laisse aux sociétés la même liberté que lorsqu'il s'agit de l'admission. Les sociétés voudront ordinairement que le membre qui a perdu le caractère d'honorabilité qui avait été exigé de lui lors de son entrée dans l'association, soit rayé de la liste des adhérents.

Relativement à l'exclusion, le décret de 1852 ne la prévoyant pas, il convient de se reporter à la jurisprudence établie sur ce point par l'article 9 des anciens statuts-modèles, qui en énumère les causes, et à l'article 10, qui

en fait ressortir les conséquences. Toutefois, les nouveaux statuts-modèles établis par une commission spéciale qui a siégé au ministère de l'Intérieur, admettent que le membre participant qui sort de la société pour une cause quelconque après cinq ans d'acquittement régulier de ses cotisations spéciales de retraite, reçoit une indemnité pour la perte de ses droits éventuels à la retraite. Cette indemnité comprend la portion de ses cotisations qui aura pu contribuer à l'acquisition de ses droits.

Cette réserve ne peut avoir son effet que dans les sociétés qui n'assurent que la retraite à leurs adhérents, car dans celles qui donnent les soins en cas de maladie et une pension sur les excédents de leurs recettes, les membres participants dépensent plus qu'ils n'apportent. Si d'un côté, cette mesure apparaît sous un jour équitable, et peut l'être en certains cas, il ne faut pas se dissimuler que, d'un autre côté, si elle facilitait, par suite de cabales ou de questions de personnes, des démissions en masse, elle deviendrait une prime à la désertion et pourrait provoquer la dissolution des sociétés qui seraient en butte à ces dissentiments.

Au surplus, les statuts-modèles ne sont pas autre chose que des conseils et des indications que les sociétés sont libres, en se conformant à la loi, de s'assimiler ou de modifier.

La composition et le mode d'élection du bureau et du conseil d'administration, ainsi que la nature et la durée de leurs pouvoirs font l'objet du § 3 de l'article 5. Pour la composition, il n'y a rien à changer au principe en vigueur sous l'ancienne législation. Quant au mode d'élection, les articles 3 et 4 du décret du 26 mars 1852 et les décrets des 18 juin 1864 et 27 octobre 1870, disposaient :

1° Que les présidents seraient élus pour cinq ans par l'Assemblée générale. L'article 3, § 5, de la loi du 1^{er} avril, ajoute que leur nomination a lieu au scrutin secret, à la majorité absolue des suffrages ;

2° Que les membres du bureau étaient également nommés par l'Assemblée générale, mais la loi nouvelle ne spécifie rien sur la durée de leurs pouvoirs ;

3° Que le président et le bureau prononçaient l'admission des membres honoraires ;

4° Que le président surveillait et assurait l'exécution des statuts, tandis que le bureau administrait la société.

Sur le premier point, sans faire une obligation de la durée des pouvoirs du président, il y a lieu de tenir compte des raisons qui l'ont fait adopter. Il a paru que les changements trop fréquents dans les fonctions de la présidence seraient de nature à nuire aux intérêts de la société, parce que le président a des attributions étendues et que, pour les mettre sagement à profit, il lui faut discerner, non seulement le caractère et les aptitudes de ses collaborateurs, mais encore, dans une certaine mesure, la situation des membres de la société. Or, ces connaissances d'ordre très délicat sont d'une longue pénétration, et d'ailleurs les sociétaires eux-mêmes ne peuvent bien juger le président qu'après plusieurs années d'exercice. Pour ces motifs, bien que la loi ne fixe pas la durée des pouvoirs présidentiels, il est utile qu'elle soit portée au maximum déterminé par le décret du 18 juin 1864. Les statuts-modèles révisés conseillent même d'élever cette durée à six ans.

Sur le second point, relatif à la nomination des autres membres du bureau et du conseil d'administration, ladite commission a estimé que leurs pouvoirs devaient avoir

la même durée que ceux du président ; elle a en outre émis l'avis que le renouvellement de ces administrateurs, tous indéfiniment rééligibles, ayant lieu par tiers tous les deux ans, les deuxième et quatrième années assurerait la continuité dans leur expérience administrative.

Le nombre des administrateurs varie évidemment avec l'importance de la société, mais généralement on trouvera à la tête de chaque association : 1° Un président chargé de la police des assemblées, signant toutes les délibérations et représentant la société en justice et dans tous les actes de la vie civile ; 2° un vice-président ; 3° un secrétaire ; 4° un trésorier ; 5° un certain nombre d'administrateurs.

Dans les sociétés importantes et dans celles qui visent plusieurs buts, les statuts peuvent prévoir qu'il y aura plusieurs vice-présidents. Ils peuvent également prévoir l'existence de trésoriers et de secrétaires adjoints (1).

Tout le monde ne peut pas faire partie du conseil d'administration ou du bureau d'une société de secours mutuels. Certaines conditions sont imposées par la loi : il faut être Français et jouir de ses droits civils et civiliques (2).

Ici se pose une question intéressante et bien pratique : la loi du 4 mars 1889, portant modification de la législation de 1838 sur les faillites, en atténue les effets à l'égard de certains faillis par la liquidation judiciaire. Ce bénéfice est accordé au commerçant dont le tribunal de commerce reconnaît la bonne foi dans ses opérations et qui

(1) Rien n'empêche d'autre part les sociétés importantes d'avoir, pour assurer le fonctionnement de leurs services, un ou plusieurs agents rétribués.

(2) Nous nous occuperons plus loin de l'administration des sociétés de secours mutuels formées entre étrangers.

n'a commis aucune faute lourde démontrant son incapacité ou le mépris de sa responsabilité. Dans ce cas, il est déclaré excusable et il ne perd pas ses droits électoraux. Mais peut-il être éligible ? L'article 21 de la loi du 4 mars 1889 est ainsi conçu :

« A partir du jugement d'ouverture de la liquidation judiciaire, le débiteur ne peut être nommé à *aucune* fonction élective ; s'il exerce une fonction de cette nature, il est réputé démissionnaire. »

S'agit-il seulement des fonctions électives publiques, ou comprend-on les fonctions électives quelles qu'elles soient ? Le texte dit *aucune*, ce qui semble les impliquer toutes, aussi bien celle d'administrateur de sociétés de secours mutuels que celle de conseiller municipal, par exemple.

Le rapporteur de la loi du 4 mars 1889, M. Laroze, dit dans son rapport : « Il n'est qu'un seul cas où celui qui est tombé, commercialement parlant, puisse acquérir de nouveau l'intégralité de ses droits civils et politiques : c'est lorsqu'il est réhabilité. » Or, la réhabilitation du failli consiste dans le paiement intégral de tous ses créanciers.

M. Laroze ajoute ; « Les législateurs ont donc déclaré que celui qui se réhabiliterait, rentrerait seul dans l'exercice des droits civils et politiques qu'il a perdus. Mais ils ont établi une échelle dans les incapacités dont ils ont frappé les faillis qui peuvent se trouver dans les autres catégories. Ils ont dit que celui qui aurait obtenu son concordat ne perdrait qu'un seul droit, celui d'être élu membre d'un tribunal ou d'une chambre de commerce, d'un de ces corps, en un mot, où l'admission constitue pour un commerçant une sorte de récompense de son honorabilité.

« Ils ont estimé que lorsque par le suffrage libre de ses pairs, on est appelé à siéger dans une chambre ou un tribunal de commerce, on ne peut pas rester sous le coup de cette accusation qu'on a laissé en souffrance quelque-une de ses obligations. C'est un titre d'honneur que l'élection à une chambre ou à un tribunal de commerce ; ils n'ont pas voulu qu'une personne à qui l'on pourrait reprocher de n'avoir pas tenu un seul de ses engagements pût recevoir cet honneur de ses concitoyens. »

Comme M. Barberet, nous voyons beaucoup d'analogie au point de vue de l'honorabilité entre la situation de membre d'une chambre ou d'un tribunal de commerce et celle de membre d'un conseil d'administration d'une société de secours mutuels. Les uns et les autres sont élus par leurs pairs. Les administrateurs mutualistes qui gèrent les fonds sociaux ont même une responsabilité directe que n'encourent pas les magistrats consulaires. Dans ces conditions, la jurisprudence sur la matière n'étant pas établie, il y a lieu d'estimer, au point de vue du droit strict, que la liquidation judiciaire entraîne la perte des droits électifs de quelque nature qu'ils soient. Cependant, si les statuts d'une société maintenaient ces droits en pareil cas, certains mutualistes estiment que le contrat social ferait la loi des parties et que les tribunaux respecteraient cette clause.

Consulté à ce sujet par le ministre de l'Intérieur, M. Laroze a répondu catégoriquement dans le sens indiqué par M. Barberet :

« C'est à dessein, dit-il, que la commission de la Chambre, qui a étudié la loi de 1889 sur la liquidation judiciaire, a rendu aussi large que possible l'interdiction pour le liquidé d'être nommé à aucune fonction élective.

Il lui a paru, indépendamment de toute considération juridique, qu'il fallait rendre hommage à cet adage de simple bon sens : « Celui qui s'est montré incapable de gérer ses propres affaires ne doit pas demeurer chargé des affaires d'autrui. » Le liquidé reste donc électeur, mais ne peut être élu pendant toute la durée des opérations de sa liquidation. Cette incapacité s'étend-elle aux membres des bureaux des sociétés de secours mutuels ?

« Je n'hésite pas à répondre affirmativement. Les fonctions électives dont il s'agit ont précisément pour objet la gestion du bien d'autrui, et non seulement les membres des bureaux de ces sociétés recueillent les cotisations des associés, mais ils les distribuent entre eux conformément aux statuts ; ils encourent donc une certaine responsabilité.

« De plus, nos sociétés de secours mutuels, approuvées ou non, depuis la plus modeste jusqu'à la plus opulente, étant, d'après notre législation, sous la surveillance de l'autorité municipale (1), leurs opérations importent au plus haut degré à l'ordre public et au bien être d'un grand nombre de citoyens, et toutes sont donc intéressées à ce que les fonctions de membre du bureau ne tombent pas entre des mains qui peuvent être suspectées.

« Pour que ces membres ne tombassent pas sous l'expression très générale de l'article 21 de la loi de 1889, il faudrait une disposition spéciale qui n'existe ni dans cette loi ni ailleurs. »

La volonté du législateur est donc nettement exprimée dans les observations de M. Laroze ; il en résulte que le

(1) Le décret-loi du 26 mars 1852 a abrogé, en ce qui concerne les sociétés approuvées, l'article 4 de la loi du 15 juillet 1850, qui place sous la surveillance de l'autorité municipale les sociétés de secours mutuels reconnues comme établissements d'utilité publique.

liquidé judiciaire perd ses droits d'éligibilité et qu'il ne les recouvre qu'au jour de sa réhabilitation.

Les autorisations de droit commun sont en outre nécessaires à la femme mariée pour faire partie du conseil d'administration d'une société de secours mutuels. Cela se comprend facilement ⁽¹⁾.

Les administrateurs ne peuvent pas d'autre part être choisis en dehors de la société ; ils sont nécessairement pris parmi les membres participants ou honoraires de l'association. L'administration des sociétés scolaires ne peut être confiée qu'aux membres honoraires jusqu'à ce que les participants soient devenus majeurs. Les statuts peuvent cependant les admettre à l'électorat à partir de l'âge de seize ans.

Afin d'éviter toute défiance, il est peut-être bon, dans les sociétés d'adultes, que la majorité des membres du bureau soit prise parmi les participants ; mais pour que la coopération des membres honoraires soit efficace, ils doivent être évidemment représentés au bureau dans une proportion variable.

(1) M. Louis Ricard, député de la Seine-Inférieure, disait à la Chambre à ce sujet : Qu'on permette aux femmes d'être membres participants de sociétés de secours mutuels sans l'autorisation de leurs maris, il n'y a à cela aucun inconvénient, parce qu'elles ne seront membres participants qu'autant qu'elles apporteront à la Caisse sociale la cotisation fixée par les statuts. Elles n'ont d'autres obligations que de payer leurs cotisations régulièrement. La situation des administratrices des sociétés de secours mutuels serait tout à fait différente ; elles pourraient prendre des engagements et être responsables des actes qu'elles accompliraient comme membres du conseil d'administration. Il est donc tout naturel qu'on exige pour cela l'autorisation maritale. Puisqu'elles prendraient une qualité qui pourrait les obliger et obliger leurs maris, il faudrait que ces derniers eussent préalablement donné leur agrément. Voulez-vous me permettre, Messieurs, de vous donner un exemple ? Le conseil d'administration des sociétés de secours mutuels de femmes doit comprendre un trésorier. Eh bien, est-ce que la trésorière pourra encaisser les cotisations, se rendre comptable des sommes qu'elle aura reçues, être susceptible de procès en responsabilité, si elle n'a pas eu au préalable l'autorisation de son mari ?

Les administrateurs des sociétés de secours mutuels sont nommés en assemblée générale ; le vote a lieu au bulletin secret (art. 3) ; mais la loi reconnaît aux sociétés le droit d'admettre statutairement le vote par procuration. La procuration est affranchie de tous droits de timbre et d'enregistrement. Pour se conformer à cette clause, les votants, qui seront absents de la localité où aura lieu l'assemblée générale, adresseront leur procuration, soit directement au siège social, soit à un tiers qui en effectuera le dépôt. Ces pouvoirs, qui n'auront pas à être timbrés ni enregistrés, devront être déposés au moins vingt-quatre heures avant la tenue de l'assemblée, pour que le bureau ou des scrutateurs puissent en opérer le dépouillement en temps voulu. Ils seront affranchis à la poste comme des lettres ordinaires.

Dans son instruction relative à l'application de la loi, M. le Directeur général de l'Enregistrement, des Domaines et du Timbre dit que la double exemption prescrite par l'article 6 « n'est nullement subordonnée par le texte, à la condition que le pouvoir soit sous signature privée ; qu'elle serait par conséquent acquise, le cas échéant, aux procurations passées devant notaire ; enfin que l'objet de la réunion n'importe pas plus que la forme du pouvoir donné pour y répondre : il suffit qu'il s'agisse d'une assemblée générale ».

D'ailleurs, le plus simple, comme le fait remarquer M. Barberet, serait de passer les pouvoirs sur papier libre et de les faire légaliser par le maire ou le commissaire de police.

La procuration, semble-t-il, pourrait aussi être générale. Dans une société s'étendant par exemple à toute la France, rien n'empêche de décider statutairement que, pour chaque région déterminée, un seul sociétaire désigné

à l'avance reçoive mission de représenter tous les autres sociétaires de la région aux assemblées générales se tenant au siège social.

Quant aux contestations sur la validité des opérations électorales, les § 2, 3, 4 de l'article 6 en simplifient la procédure et la rendent économique. Par une simple déclaration au greffe, les contestants ont le droit d'introduire, dans le délai de quinze jours, sans frais ni forme de procédure, une action devant le juge de paix qui statue également dans les quinze jours, pourvu qu'il ait averti les intéressés trois jours à l'avance. Son jugement n'est pas susceptible d'appel, mais il peut être déféré à la Cour de cassation dans les dix jours de sa notification. Une simple requête déposée au greffe de la justice de paix, et dénoncée aux défendeurs dans les dix jours qui suivent, sont les seules formalités pour aller, sans ministère d'avocat et sans frais ni amende, devant la magistrature suprême qui doit juger d'urgence. Sont pareillement transmis sans frais par le greffier de la justice de paix au greffier de la Cour de cassation les pièces et mémoires touchant le jugement de première instance, que la Chambre civile de la Cour examine et sur lesquels elle statue directement. Les formalités de cassation sont donc bien simplifiées : l'intermédiaire de la Chambre des requêtes est supprimé. Voilà un modèle de procédure, il serait vivement à souhaiter qu'il devint entièrement ou à peu près le droit commun.

Quoi qu'il en soit, pour éviter autant que possible les contestations électorales qui sont toujours fâcheuses, on fera bien, surtout dans les sociétés dont l'effectif est nombreux et disséminé, et dont les élections administratives durent plusieurs jours, de sceller les urnes à la fin de chaque jour de scrutin et de les emporter hors du

siège social, soit à la mairie, soit au commissariat de police (1).

L'article 6 omet de parler de la convocation en conciliation. Il va de soi, comme le fait remarquer M. Barberet, qu'en cas de différend entre une société et un ou plusieurs de ses sociétaires, le juge de paix procédera comme dans les autres affaires soumises à son jugement, et qu'il tentera de concilier les parties avant de les citer en audience publique.

Le même article (§ 3), dit que ce magistrat statue sans frais ni forme de procédure ; cependant, il est obligé d'expédier à qui de droit les lettres de convocation dont il ne peut supporter les frais d'affranchissement ni les faire payer aux destinataires. Comment trancher cette question ? Nous ne pouvons mieux faire que de laisser la parole à M. Barberet qui expose la solution donnée en ces termes :

« Saisi de cette difficulté par le juge de paix du 11^e arrondissement de Paris, qui avait à statuer sur des contestations électorales, le ministre de l'Intérieur, par lettre en date du 17 novembre 1898, en a référé au ministre des Postes et Télégraphes, qui, dans sa réponse en date du 12 décembre 1898, s'est reporté aux articles 1 et 2 de l'ordonnance du 17 novembre 1844, régissant les franchises postales et stipulant que l'immunité de taxe est réservée à la correspondance des fonctionnaires publics exclusivement relative au service de l'Etat.

« Or, dit le ministre, les lettres de convocation dont il s'agit ne remplissent aucune des deux conditions, puisqu'elles sont adressées à des particuliers dans un intérêt d'ordre privé. Le ministre ajoute :

(1) C'est l'opinion de M. Barberet.

« Accorder l'immunité de taxe que vous réclamez, constituerait donc une dérogation au principe fondamental posé dans l'ordonnance du 17 novembre 1844, et créerait en outre un précédent qui mettrait bientôt l'administration des Postes dans l'obligation d'étendre cette mesure, non seulement aux communications de même nature, rentrant actuellement dans le droit commun et qui sont expédiées par le juge de paix, mais encore à toutes les correspondances que les divers fonctionnaires sont tenus d'adresser aux particuliers à raison de leurs fonctions. »

Et le ministre conclut à l'impossibilité absolue d'accueillir favorablement la demande de son collègue de l'Intérieur.

L'ordonnance du 17 novembre 1844 remonte bien haut, et il ne serait pas extraordinaire que les lois ultérieures puissent la modifier, La loi du 1^{er} avril 1898 stipule la gratuité de la procédure dans l'espèce prévue à son article 6 : ce texte signifie quelque chose ou ne dit rien. Si le législateur a voulu accorder la franchise postale aux lettres de convocation adressées par le juge de paix aux parties en contestation relativement aux élections administratives des sociétés de secours mutuels, l'ordonnance de 1844 doit faire place à cette décision, sans qu'elle entraîne la même mesure pour d'autres espèces analogues, mais non déterminées par une loi spéciale. Dans le cas contraire, c'est-à-dire si les parties convoquées doivent payer l'affranchissement des lettres de convocation, qui est de trente centimes comme pour toutes les lettres non affranchies, on ne voit pas pourquoi la loi dit : « *sans frais ni forme de procédure* ».

Malgré le silence de la loi, le juge de paix du III^e arron-

dissement de Paris estima qu'il devait convoquer les parties en conciliation. A cet effet, il fit porter par son secrétaire quatre lettres au domicile des protestataires et du président de la société dont les élections administratives étaient contestées. Il consentit à cet acte de complaisance parce que le domicile des destinataires était à proximité du siège de la justice de paix ; mais dans les départements, où les juges de paix n'ont pas de secrétaires, et où le domicile des justiciables peut être éloigné de dix et même de vingt kilomètres, cette mesure est inapplicable.

La conciliation n'ayant pu avoir lieu, et le défendeur de l'une des parties ayant fait remarquer au juge de paix que sa décision pouvait déplacer la majorité du conseil d'administration, il était peut-être nécessaire de convoquer en audience de jugement tous les administrateurs dont les élections étaient contestées, ce magistrat reconnut la justesse de cette observation, d'autant plus que le § 3 de l'article 6 de la loi du 1^{er} avril 1898 dit que « toutes les parties intéressées » doivent être averties. Or, il y en avait dix-sept, et le juge de paix n'avait plus que quarante-huit heures pour satisfaire aux prescriptions légales.

D'un commun accord, les lettres furent rédigées séance tenante. Le juge de paix, les avocats, le greffier, les parties, tous se mirent à la besogne. Ce n'était pas tout. Les lettres étant rédigées, il s'agissait de savoir comment on les ferait parvenir aux destinataires, qui étaient disséminés aux quatre coins de Paris, même dans la banlieue. Il fut convenu que toutes les lettres seraient portées au siège de la société, puis que l'administration de celle-ci se chargerait de leur envoi, soit par exprès, soit par la poste. Pour obtenir cette solution imprévue, il a fallu le

consentement des ayants cause et elle ne peut constituer un précédent.

Après que son jugement fut rendu, le juge de paix alla au parquet prendre des instructions pour le cas où une nouvelle affaire de ce genre serait soumise à sa juridiction. Le procureur de la République lut attentivement l'article 6 et fut aussi perplexe que le juge de paix. Réflexion faite, il lui conseilla d'appliquer le droit commun en attendant qu'un règlement d'administration publique tranchât cette question. Or, le droit commun, c'est ici la négation des termes de la loi, puisque les frais de convocations sont à la charge des justiciables.

On a peut être craint les abus. Il semble que la franchise postale pour ces sortes de lettres, à la condition que le sceau du juge de paix et son paraphe, avec la mention : « *clos par nécessité* », apposés sur la fermeture de l'enveloppe, offrirait des garanties suffisantes pour obéir aux prescriptions de la loi et éviter les affranchissements illégaux. Nous sommes absolument de l'avis de M. Barberet sur ce point.

Relativement au § 5 de l'article 6, stipulant que la décision du juge de paix peut être déférée à la Cour de cassation ; que le pourvoi est dispensé du ministère d'un avocat à la cour et jugé d'urgence sans frais ni amende, et que les pièces et mémoires fournis par les parties sont transmis sans frais par le greffier de la Justice de paix au greffier de la Cour de cassation, le même auteur signale une autre difficulté, attendu que le greffier d'un tribunal quelconque est propriétaire de sa charge au même titre qu'un huissier ou un avoué, et que la loi ne peut le contraindre à exercer gratuitement ses fonctions.

Le ministre de l'Intérieur a demandé à son collègue de

la Justice quelle mesure il comptait prendre à ce sujet et s'il pouvait prélever, sur un chapitre de son budget, les frais nécessités par cette disposition législative.

Par lettre en date du 12 décembre 1898, le ministre de la Justice a répondu :

« Les contestations relatives aux élections au conseil d'administration sont, aux termes de l'article 6 de la loi du 1^{er} avril 1898, jugées « sans frais » tant par le juge de paix que par la Cour de cassation. En présence de cette disposition, vous inclinez à penser que les honoraires dus aux greffiers, à raison de leur intervention dans la procédure, peuvent être imputés sur les frais de justice. Vous exprimez le désir qu'il soit pris un arrêté en vue de déterminer le chapitre du crédit de mon département sur lequel ces frais seront prélevés.

« J'ai l'honneur de vous faire connaître que je ne saurais partager votre manière de voir.

« Les dispositions contenues dans l'article 6 de la loi du 1^{er} avril 1898 se retrouvent dans les articles 22 et 23 de la loi du 2 février 1852 sur les élections au Corps législatif, et j'ai été amené à rechercher quelle était la pratique suivie en matière de contestations relatives à l'établissement des listes électorales.

« Il résulte des renseignements qui m'ont été fournis sur ce point, qu'en vertu d'un usage constant et qui me paraît n'avoir donné lieu à aucune réclamation, le greffier de la Justice de paix touche, à titre d'honoraire, une somme de cinquante centimes pour la réception de la déclaration qui constitue l'acte initial de la procédure d'appel, et cinquante centimes pour l'envoi des avertissements. Ces frais sont payés par les parties.

« En raison de l'identité qui existe entre les prescrip-

tions de la loi du 1^{er} avril 1898 et celle de la loi du 2 février 1852, il y a lieu de penser que les greffiers appliqueront les mêmes règles dans les contestations relatives à la nomination des membres du conseil d'administration des sociétés de secours mutuels.

« Au surplus, à défaut d'un texte, il est impossible d'allouer aux greffiers, dans la procédure dont il s'agit, les émoluments imputables sur le crédit des frais de justice. »

Comme on le voit par les explications qui précèdent, les honoraires des greffiers seront, contrairement au texte de la loi, payés par les parties en cause, à moins que, par une décision parlementaire, une autre solution soit adoptée.

L'article 6 dit en outre (§ 6) que tous les actes sont dispensés du timbre et enregistrés gratis. Nous renvoyons pour le détail, à l'instruction de M. le directeur général de l'Enregistrement, des Domaines et du Timbre, en date du 25 juin 1898.

Par les considérations qui précèdent, on voit que la législation ne pouvait être en matière de contestation et de procédure, à la fois plus simple et plus favorable ; peut-être aurait-elle dû avoir un peu plus de clarté ; mais en ouvrant si libéralement la porte de la justice aux intéressés, elle a entendu que ces facilités exceptionnelles ne les inciteraient pas à en abuser. En les octroyant, le législateur a compté sur l'esprit pondéré dont les mutualistes ont toujours fait preuve, et il a estimé qu'ils ne s'en serviraient qu'à bon escient.

Autrefois, la durée des pouvoirs du président d'une société de secours mutuels était fixée par la loi à cinq

années. Aujourd'hui, il n'en est plus de même, la loi laisse toute liberté à cet égard. (Art. 5, § 3.)

L'administration supérieure invoquant les avantages de la stabilité dans la direction d'une association invite les sociétés qui lui demandent conseil à élire leur président pour cinq ans et les autres membres du bureau pour trois ans ; mais en somme, les sociétés agissent comme elles l'entendent.

Quelle que soit la durée des fonctions des membres du bureau d'une société de secours mutuels, ils sont toujours rééligibles à l'expiration de leur mandat, si les statuts n'en ont pas décidé autrement.

Il nous reste à parler des sociétés de secours mutuels constituées entre étrangers. L'article 3 (§ 4), leur impose certaines règles : elles ne devront fonctionner qu'après y avoir été autorisées par arrêté ministériel, d'ailleurs révocable si, dans leurs réunions, les membres ne se bornaient pas strictement au rôle qui leur est assigné et s'ils prétaient à des observations de la part des autorités compétentes. Il ne faut pas qu'à l'abri de la mutualité, notamment dans les départements de la frontière, des étrangers puissent se grouper et se concerter dans un but hostile au pays. Ils sont reçus chez nous en vertu des lois internationales qui leur interdisent de s'immiscer dans nos affaires d'ordre gouvernemental. Des groupements de ce genre manqueraient à leurs devoirs les plus élémentaires s'ils profitaient de l'hospitalité qu'on leur accorde pour se livrer à des manœuvres tendant à créer des embarras intérieurs ou extérieurs au gouvernement français. Les étrangers résidant dans notre pays doivent se montrer respectueux de nos lois et de nos institutions, de même que nos nationaux habitant hors des frontières ont à faire acte de réciprocité.

Avant la promulgation de la loi du 1^{er} avril 1898, les administrateurs des sociétés de secours mutuels constituées entre étrangers devaient être Français ; l'article 3 autorise, par exception, ces sociétés à se faire administrer par leurs membres. Toutefois, il y aura lieu de s'assurer que leurs chefs résident bien dans la localité où est situé le siège social et qu'ils sont régulièrement affiliés. Cette précaution est nécessaire pour éviter les inconvénients qui peuvent résulter d'une surveillance insuffisante (1).

L'admission des étrangers, soit dans des sociétés composites, soit dans des sociétés ne comprenant que des étrangers, soit à l'administration des sociétés, a donné lieu à d'assez longs débats (2), la solution du problème nous semble satisfaisante à tous les points de vue.

Autrefois, la majeure partie des sociétés de secours mutuels, les sociétés approuvées, pouvaient bien se dissoudre par décision prise en assemblée générale, mais la dissolution n'était valable qu'après approbation préfectorale (3). Avec la nouvelle législation, toutes les sociétés sont libres de se dissoudre sans l'intervention de l'administration. Toutefois, l'article 11 soumet la dissolution à certaines règles obligatoires : elle ne peut être prononcée que dans une assemblée convoquée à cet effet par un avis indiquant le but de la réunion et à la condition de réunir à la fois une majorité des deux tiers des membres présents et la majorité des membres inscrits. Cette dernière condition est quelquefois bien difficile à remplir, et pour ne pas rendre impossible la dissolution de certaines sociétés, il semble nécessaire d'admettre en pratique que dans une deuxième assemblée spécialement

(1) BARBERET.

(2) V. à ce sujet, *Lois nouvelles*, 15 février 1900, p. 48 et 49.

(3) Décret du 26 mars 1852, article 15.

convoquée à cet effet, la dissolution pourra être votée à la majorité des membres présents. La liquidation se fait conformément aux statuts (1).

La dissolution peut aussi être judiciaire.

Toute loi, si libérale qu'elle soit, a des limites dans la liberté; au-delà de ces limites commence l'abus. De là, les dispositions pénales qui en assurent le respect et l'observation. Les infractions à la loi du 1^{er} avril 1898 sont punies par l'article 10.

Dans son paragraphe premier, cet article inflige une amende de un à quinze francs aux administrateurs ou directeurs de sociétés de secours mutuels qui, par négligence grave ou mauvaise volonté, ne se conformeraient pas aux vues du législateur.

Le § 2 expose un exemple d'infraction. Il prévoit qu'une société de secours mutuels peut être détournée de son but et montre la dissolution en expectative comme suite aux manœuvres des infracteurs. Il pourrait se faire que les meneurs voulussent entraîner les sociétés sur le terrain politique, ou, étant donné le droit aux secours en cas de chômage involontaire, dans les conflits professionnels entre les patrons et ouvriers. « Dans un pays où règne le suffrage universel, dit M. Barberet, les mutualistes, comme les autres citoyens, ont le devoir de s'occuper, en tant qu'individus, de la politique nationale, mais ils feraient œuvre de sectaires en l'introduisant dans l'atmosphère sereine de la mutualité. De même, les différends entre les employeurs et les salariés doivent lui être étrangers. Ces questions irritantes sont du ressort des syndicats professionnels constitués en vertu de la loi du 21 mars 1884 (2). »

(1) V. GUILLEMAUT : *La Mutualité en France au XIX^e siècle*, p. 96.

(2) V. BARBERET, p. 139.

Si des infractions aussi graves se produisaient, le préfet prendrait un arrêté d'avertissement et les infracteurs auraient trois mois pour s'y conformer. Si les prescriptions de la loi et les dispositions des statuts sociaux continuaient à ne pas être observées, ce fonctionnaire saisirait le tribunal civil de l'arrondissement, qui pourrait prononcer la dissolution de la société.

L'action en dissolution appartient au ministère public. A cet effet, sur la plainte motivée du préfet, le procureur de la République rédigera un mémoire qui sera soumis au président du tribunal et notifié au président de la société poursuivie en même temps qu'il recevra une assignation à jour fixe. Cette mesure offre toutes les garanties nécessaires à la défense. Et si, dans l'intervalle qui s'écoulera entre l'assignation et la date de la comparution devant le tribunal, la société mise en cause reconnaissait ses torts et déclarait authentiquement sa soumission à la loi et à ses statuts, l'affaire pourrait être rayée du rôle judiciaire, sinon elle répondrait à l'audience par la voix de son président qui serait régulièrement appelé.

La loi laisse un recours aux administrateurs d'une société déclarée dissoute par un jugement du tribunal civil, ils ont le droit d'aller en appel et sont dispensés de l'assistance de l'avoué, aussi bien devant la Cour d'appel que devant le Tribunal de première instance ⁽¹⁾. Etant donné l'esprit de conduite intelligent et pondéré qui règne dans les rangs mutualistes, nous pensons avec M. Barberet, que la loi sera observée et que les tribunaux n'auront pas à sévir.

L'article 10 (§ 7), vise encore les fausses déclarations

(1) Article 10, § 5 et 6.

faites de mauvaise foi et toutes les autres manœuvres tendant à dissimuler sous le couvert de la mutualité des associations qui en seraient la négation ou la parodie. Il s'agit certainement ici des associations visées par l'article 2 de la loi.

« Le législateur interdit absolument la contrefaçon du principe mutualiste ; il s'oppose à ce que des spéculateurs, se targuant d'idées philanthropiques, ne drainent à leur profit les économies des travailleurs en faisant miroiter à leurs yeux des avantages irréalisables. Aussi se montre-t-il plus sévère contre les administrateurs ou directeurs de ces entreprises nébuleuses qui rendent dupes les gens naïfs qui s'y laissent affilier. Outre la dissolution de leur œuvre de désorganisation sociale qui est prononcée à la requête du ministère public, la loi les frappe d'une amende de seize à cinq cents francs (4). »

En somme, lorsqu'il s'agit d'une société détournée de son but véritable, c'est la juridiction civile qui intervient ; et au contraire, c'est la juridiction correctionnelle qui est compétente lorsqu'il s'agit de fausses déclarations faites de mauvaise foi.

Lorsque la dissolution est prononcée par la justice, le tribunal nomme un liquidateur, chargé de la liquidation définitive. Bien que la loi soit muette sur sa qualité, il est évident que ce subrogé devra être choisi en dehors de la société, afin qu'il soit complètement indépendant. Le paiement des cotisations non échues sera arrêté à partir du jour où le liquidateur sera nommé, mais il lui est permis, s'il en est besoin, de faire rentrer celles qui seront dues et qui figureront à l'actif social avant d'être pas-

(4) BARBERET.

sées, s'il y avait lieu, au compte de profits et pertes. (Art. 11.)

Les administrateurs déchus devront communiquer sur place au liquidateur judiciaire toutes les pièces comptables et autres de la société dissoute qui seront de nature à éclairer son jugement. La loi prévoit cependant le cas où un déplacement pourrait être ordonné par le tribunal. D'après M. Barberet, cette dérogation à la règle ne se produirait que si le siège social était trop éloigné du domicile du liquidateur, et si la comptabilité de la société se trouvait défectueuse au point de motiver ses fréquentes allées et venues et ses demandes réitérées d'explications verbales; nous sommes absolument de son avis sur ce point.

L'article 11 (§ 5) dit que le liquidateur doit procéder à la liquidation en se conformant aux statuts sociaux et que son travail sera homologué sans frais par le tribunal, à la diligence du procureur de la République (1). Cela signifie : en premier lieu, que la rédaction des statuts sociaux devra être particulièrement claire et définie sur ce point; en second lieu, que le législateur a voulu affranchir des frais de justice le reliquat de la caisse mutuelle, s'il existe, et à son défaut, la responsabilité des ayants cause; en dernier lieu, que le procureur de la République par le mot « diligence » au lieu de « requête », devra, dans l'intérêt des ayants droit, provoquer le plus tôt possible l'homologation, afin de répartir les fonds liquidés aux intéressés, ou dans le cas contraire, c'est-à-dire s'il y avait faute, détournement ou lourde négligence, prendre les dispositions prévues par l'article 10 (2).

(1) Cette homologation est analogue à celle qui est ordonnée par la loi pour le concordat des commerçants, les liquidations et partages notariés.

(2) BARBERET.

Les dispositions que nous venons d'étudier sont fort intéressantes : elles font l'application du principe d'autonomie et substituent la dissolution judiciaire à la dissolution administrative. C'est une heureuse innovation coupant court à l'arbitraire.

CHAPITRE III

Des membres participants

Les membres participants des sociétés de secours mutuels contractent des obligations vis-à-vis de la société et ont droit en retour à divers avantages.

La première obligation imposée aux membres des sociétés de secours mutuels est le paiement d'une cotisation généralement mensuelle. Cette cotisation peut être établie sur différentes bases.

Jusqu'à ce jour, la plupart des sociétés de secours mutuels ont admis le système des cotisations uniformes, avec droits d'entrée compensateurs. La cotisation est invariable à tous les âges, mais on réclame à l'adhérent un droit d'entrée qui équivaut à une partie des cotisations qu'il aurait versées s'il était entré plus jeune dans la société.

Ce système est très séduisant au premier abord et nous le trouvons appliqué presque partout à l'heure actuelle. Il a pourtant, par suite de l'élévation même des droits d'entrée compensateurs, un grave inconvénient, celui d'éloigner des sociétés de secours mutuels certaines personnes qui seraient tentées d'y entrer si elles ne devaient payer, dès leur admission, un droit égal à plusieurs cotisations. La plupart sont hors d'état d'effec-

tuer un pareil versement, à moins qu'il ne soit réparti sur un plus ou moins grand nombre de mois.

La cotisation proportionnelle à l'âge rencontre de chauds partisans parmi les écrivains mutualistes.

Voici comment s'exprime M. Villard ⁽¹⁾ :

« Un jeune homme de 16 ans, qui d'après la statistique ne subit qu'une moyenne de quatre journées de maladie par an, fait supporter à la société bien moins de risques que le sociétaire de 45 ans qui sera soumis à une moyenne annuelle de huit jours de maladie; il grèvera donc le fonds social d'une dépense double de celle de son compagnon de 16 ans. Voilà pour la maladie et il en est de même pour les secours en cas d'infirmité ou de vieillesse. Mais l'écart est bien autrement grand lorsqu'il s'agit de la retraite.

« Les fonds de retraites sont formés par les économies sociales réalisées et accumulées à l'aide des versements égaux de chacun. Or le sociétaire qu'on admet à 45 ans viendra au bout de quinze ans puiser dans ce fonds commun, tandis que le jeune homme de 16 ans, admis le même jour, attendra quarante-quatre ans, si dans ce long parcours il a survécu.

« L'équilibre des versements est donc rompu. La juste proportionnalité des risques et des avantages a cessé d'être équitable.

« Quelques sociétés ont essayé grossièrement de la rétablir, en exigeant un droit d'entrée proportionnel à l'âge, de 4, 6 ou 10 fr. ce qui représente un intérêt supplémentaire de cotisation de 20, 30 ou 40 centimes par an, tandis que le supplément de maladie coûte 3 fr. à la mutualité.

(1) *Les sociétés de Secours Mutuels. Législation comparée*, 1889.

« D'où il suit qu'un homme de quarante ans qui subit normalement quatre jours de maladie de plus que son associé, coûte 12 fr. par an de plus que celui-ci. »

L'auteur des observations qui précèdent conclut en invitant les sociétés de secours mutuels à former quatre ou cinq catégories, chaque catégorie devant payer une cotisation différente. Par exemple une première catégorie composée de participants âgés de 16 à 20 ans ; une deuxième de 20 à 30 ans ; une troisième de 30 à 40 ans, etc.

En théorie, l'usage des cotisations croissantes nous paraît irréprochable, mais en pratique il est très critiquable. Les participants seraient amenés à payer des cotisations de plus en plus fortes à mesure que l'âge viendrait réduire leurs forces de production.

M. Léon Marie, reprenant une idée émise par Laurent dans son ouvrage sur la prévoyance, indique un troisième système qui serait préférable aux deux autres, s'il n'avait pas pour résultat de compliquer la comptabilité des sociétés qui pourraient l'admettre.

« Le seul moyen dit-il, pour assurer la stabilité financière de l'association, c'est de proportionner la cotisation de chaque membre, pris individuellement, aux charges probables apportées par lui. Or, ces charges varient d'une manière considérable, suivant l'âge d'entrée. Il en résulte que si la cotisation est uniforme pour tous, l'équilibre n'existe pas d'une manière certaine et la situation sociale dépend de la répartition des participants entre les divers âges d'entrée prévus par les statuts. Sans insister sur l'injustice d'un pareil système, nous voyons qu'il peut amener les plus fâcheux mécomptes financiers. Il offre d'autant plus d'inconvénients que les jeunes gens, sacri-

fiés à leurs aînés, ne se presseront pas d'entrer dans l'association, tandis que les hommes plus âgés se rendront compte instinctivement du favoritisme dont ils bénéficient et se présenteront en grand nombre pour être admis. La répartition, dont nous parlions plus haut, se fera donc de la manière la plus défavorable à la société.

On doit par conséquent proscrire l'usage de la cotisation uniforme et demander à chacun une cotisation proportionnée à l'âge qu'il avait au moment de son entrée. Grâce à cette précaution, tous les sociétaires couvriront, avec leurs versements personnels, les risques probables qu'ils apportent à l'association et l'équilibre financier ne pourra plus être troublé par une modification dans le recrutement des membres (1). »

Ce dernier système est peut-être le plus équitable, mais, comme nous l'avons déjà dit, il a le tort de compliquer les comptes des sociétés de secours mutuels et ne peut être mis en pratique que dans les grandes sociétés savamment organisées.

Admettons le système de la cotisation uniforme pour tous les membres participants, c'est-à-dire le système le plus simple et par suite le plus pratique. Demandons-nous maintenant quel sera le montant de cette cotisation ? Il doit certainement varier suivant les localités, la nature et le nombre des risques à couvrir et la profession des membres.

La statistique nous apprend qu'en moyenne chaque sociétaire dépense annuellement en frais médicaux 2 fr. 70; en frais pharmaceutiques 2 fr. 80: ce qui fait un premier total de 5 fr. 50 par an. Quant à l'indemnité

(1) LÉON MARIE : *Rapport sur la Comptabilité des sociétés de Secours Mutuels*, 1893.

journalière de maladie, elle est en moyenne de 5 jours par an; il faut donc ajouter 5 fr. si la société accorde 1 fr. par jour, 10 fr. si elle accorde 2 fr. Si l'on compte pour frais de gestion et frais funéraires une somme moyenne de 2 fr. par membre, on obtient un chiffre de cotisation d'un minimum de 12 fr. ou de 18 fr., suivant l'importance donnée à l'indemnité de maladie.

En résumé, chaque société doit demander à ses membres participants une cotisation suffisante pour couvrir, d'après les données de la statistique, chacun des risques sociaux. La cotisation minima de 12 fr. par an suffit à assurer les services médicaux et pharmaceutiques: indemnité de maladie de 1 fr. par jour pendant une durée de 3 mois et une indemnité funéraire, cela dans la majorité de nos départements. Dans les grandes villes, l'indemnité en cas de maladie doit s'élever au moins à 1 fr. 50 ou 2 fr. par jour, et la cotisation doit être fixée au moins à 18 fr. Avec ces cotisations il ne faut pas songer à étendre les services médicaux et pharmaceutiques à la famille du sociétaire, encore bien moins espérer de constituer un fonds de retraite. Si un membre participant veut avoir droit pour sa femme et ses enfants non sociétaires aux soins du médecin et aux médicaments (la généralité des sociétés assurent ce service) il doit être autorisé à verser à cet effet un supplément de cotisation dont le taux est fixé statutairement et qui varie suivant qu'il vit seul avec sa femme ou qu'il a un ou plusieurs enfants. En ce qui concerne la retraite, elle demeurera la plupart du temps illusoire si une cotisation spéciale déterminée n'est pas rendue obligatoire.

Le paiement d'un droit d'entrée et d'une cotisation mensuelle sont ordinairement les principales obligations auxquelles les statuts sociaux soumettent les membres

participants. Les autres prestations qui peuvent être imposées aux sociétaires varient avec les sociétés et le but qu'elles poursuivent. Par exemple dans certains départements, comme la Côte-d'Or, Saône-et-Loire, etc..., il existe des sociétés où les membres participants n'ont pas à payer de cotisation pécuniaire, mais pendant la maladie d'un de leurs associés ils cultivent sa vigne, font sa vendange, etc. Ils empêchent ainsi bien souvent la ruine totale d'un confrère pour lequel un secours dans une autre forme n'aurait nullement remplacé la culture de sa terre au moment opportun ⁽¹⁾.

En retour des obligations qu'ils contractent, les membres participants ont droit à certains avantages.

Les avantages accordés par une société de secours mutuels varient avec le but en vue duquel s'est constituée l'association. Aujourd'hui les sociétés ont une grande liberté dans le choix des services qu'elles désirent assurer à leurs sociétaires ; toutefois parmi ces services, il en est qui se trouvent à peu près dans toutes les sociétés : nous voulons parler de l'indemnité quotidienne en cas de maladie, des frais médicaux et pharmaceutiques.

Il est de principe que l'indemnité journalière ne doit pas être inférieure à la cotisation mensuelle ; mais elle ne doit pas non plus remédier en totalité à la perte du salaire, car il faut éviter les tentations de chômage volontaire et forcer le malade et les siens à avoir un intérêt à la reprise du travail. La plupart des sociétés pour atténuer leurs charges dans la mesure du possible, réduisent le montant de l'indemnité au bout de quelques semaines de maladie. Cette réduction s'accroît de plus en plus à mesure que l'indisposition se prolonge et l'indemnité finit, au bout de

(1) V. GUILLEMAUT : *La Mutualité en France au XIX^e siècle*.

six mois ordinairement, par être supprimée. Comme le fait remarquer M. Léon Marie, la méthode en question est très critiquable : elle diminue les secours à mesure que les ressources du malade s'épuisent de plus en plus ⁽¹⁾. De plus elle est fort coûteuse, car elle attribue les plus fortes indemnités aux maladies les plus courtes, c'est-à-dire les plus fréquentes ⁽²⁾.

Certaines sociétés ont adopté le système contraire ; elles accordent des indemnités croissantes et obtiennent ainsi une diminution sensible dans les dépenses de maladie, en même temps qu'elles présentent l'avantage d'assurer à leurs sociétaires malades des indemnités qui croissent en même temps que leurs besoins.

Quelquefois les sociétés allouent seulement une indemnité pécuniaire et ne fournissent au sociétaire malade ni les soins du médecin ni les médicaments. Il vaut mieux à notre avis qu'une société accorde au malade une indemnité moins importante, mais prenne en même temps à sa charge les frais médicaux et pharmaceutiques. Il existe certaines affections, en effet, qui exigent impérieusement l'intervention continuelle du médecin et de grandes dépenses pharmaceutiques. Dans ce cas-là, l'ouvrier se voit contraint d'employer en totalité pour sa guérison l'indemnité qu'il a reçue et il ne lui reste plus rien pour remplacer le salaire absent.

Il vaut donc mieux que le sociétaire reçoive de la société les soins que réclame son état, plus une indemnité de chômage.

Le règlement du service médical peut se faire à l'abonnement ou à la visite. Les sociétés préfèrent

(2) V. Rapport de L. MARIE sur la *Comptabilité des sociétés de Secours Mutuels*, 1893.

(3) Id.

ordinairement l'abonnement et elles allouent au médecin de la société une somme fixe par tête de sociétaire.

Le service pharmaceutique a toujours préoccupé, à juste titre, les mutualistes et l'administration supérieure. C'est un service qui coûte fort cher aux sociétés et chez quelques-unes le développement des dépenses causées par l'achat des médicaments a produit de funestes résultats et les a placées dans une situation très critique. La principale cause de l'augmentation des frais ne réside pas dans l'exagération des bénéfices réalisés par les pharmaciens; elle provient presque uniquement de l'abus de médicaments coûteux et surtout de ceux qui sont désignés sous le nom de « spécialités ». Les sociétés soucieuses de leur prospérité doivent prendre des mesures propres à faire disparaître cette cause principale de l'exagération constatée dans les dépenses pharmaceutiques. Elles doivent édicter des règlements qui interdisent à leurs médecins la prescription de tous médicaments de luxe ⁽¹⁾.

Les dépenses du service pharmaceutique pourront, surtout dans les grandes villes, être réduites au strict minimum pour les sociétés de secours mutuels par la création de pharmacies coopératives à leur usage. Nos sociétés ont aujourd'hui à cet égard la même liberté que possèdent depuis longtemps les sociétés belges et pourront, en se groupant, organiser un service pharmaceutique des moins onéreux.

L'allocation d'une indemnité quotidienne de maladie et le paiement des frais médicaux et pharmaceutiques forment un des plus importants services assurés par les sociétés de secours mutuels. Mais chaque société est libre

(1) V. circulaire du ministre de l'Intérieur en date du 15 avril 1891.

d'étendre ses attributions dans les limites fixées par la loi et elle détermine dans ses statuts tous les différents avantages qu'elle entend réserver à ses participants. C'est ainsi que de nombreuses sociétés décident que les membres participants valides sont tour à tour désignés pour veiller pendant la nuit leurs confrères sans famille gravement malades. La plupart des sociétés, lorsqu'un sociétaire vient à mourir, se réunissent en corps pour suivre le convoi du défunt ; de plus non seulement elles se chargent de payer les frais des obsèques, mais encore elles accordent à la famille, sous le nom d'allocation de décès, une somme plus ou moins importante destinée à atténuer les difficultés que va lui créer la mort de son chef.

D'où provient en ce cas la somme versée à la famille du sociétaire défunt ? Elle peut être prélevée sur le fonds social ou résulter d'une assurance. La loi du 1^{er} avril 1898 décide en effet que toutes les sociétés de secours mutuels sont admises à contracter des assurances en cas de décès à la caisse d'assurances instituée près la Caisse des dépôts et consignations par la loi du 11 juillet 1868 ; elles ont à remplir en ce cas les formalités prescrites par les articles 7 et 15 de ladite loi, par l'article 17 du décret du 13 août 1877 et par le décret du 29 novembre 1890.

Le président d'une société de secours mutuels qui veut contracter une assurance collective, souscrit une proposition d'assurance. Cette proposition indique le nom de la société et celui du président qui la représente, le montant de la prime collective versée, la somme à recevoir au décès de chacun des membres de la société (elle ne peut en aucun cas excéder 1,000 fr.) et l'année pour laquelle l'assurance est contractée. A cette proposition est jointe une liste nominative de tous les membres qui composent

la société ; cette liste mentionne les noms et prénoms des sociétaires, la date de leur naissance et la prime correspondant à l'âge de chacun d'eux, conformément à un tarif spécial ⁽¹⁾. La proposition d'assurance et la liste nominative, dûment revêtues de la signature du président, qui appose en outre le timbre de la société, sont adressées directement par lui à la Caisse des dépôts et consignations pour y être examinées et complétées, s'il est nécessaire. Ces deux pièces sont ensuite soumises par la Caisse des dépôts et consignations à l'approbation du ministre de l'Intérieur et renvoyées à cette administration. Le président effectue ensuite le versement du montant de la prime collective. Les versements sont reçus à Paris et dans les départements par les trésoriers-payeurs généraux, les receveurs particuliers des finances, les percepteurs des contributions directes et les receveurs des postes. Le paiement des sommes dues à une société par suite du décès d'un des membres est effectué entre les mains du trésorier de cette société dûment autorisé. Ce paiement a lieu à Paris à la Caisse des dépôts et consignations, ou dans les départements par l'entremise des préposés, sur une autorisation du directeur général, auquel la demande doit être adressée par le président de la société avec l'acte de décès du sociétaire.

(1) Les limites de cet ouvrage ne nous permettent pas de reproduire le tarif spécial appliqué pour le calcul des primes à payer, mais il est facile de se le procurer en s'adressant à la Caisse des dépôts et consignations. La prime individuelle varie avec l'âge de chaque sociétaire : ainsi, pour assurer 100 fr. pendant un délai d'un an, la prime à verser serait environ de 0 fr. 75 pour un sociétaire de 15 ans, de 1 fr. pour un sociétaire de 25 ans, de 2 fr. pour un sociétaire de 50 ans. Pour les sociétés qui contractent une première assurance, il est fait application, sans modification, du tarif spécial cité plus haut. Mais, pour les autres sociétés, depuis le décret du 28 novembre 1890, le montant de la prime à payer pour les assurances collectives est augmenté ou diminué conformément à un coefficient de mortalité déduit, pour chaque société, de sa mortalité moyenne constaté au cours des cinq dernières années d'assurance, qu'elles soient consécutives ou non.

L'article 9 de la loi du 1^{er} avril 1898 permet aux sociétés de secours mutuels de contracter aussi des assurances collectives en cas d'accidents. Celles-ci peuvent comme les assurances au décès se cumuler avec les assurances individuelles. Ainsi que nous l'avons dit précédemment la loi du 11 juillet 1868 en même temps qu'elle créait une caisse d'assurances en cas de décès organisait une caisse d'assurances en cas d'accidents. Les sociétés de secours mutuels à quelque catégorie qu'elles appartiennent ⁽¹⁾ peuvent s'adresser à cette caisse et assurer leurs membres au moyen de listes nominatives. En fait si le nombre des sociétés s'assurant au décès est déjà très minime ⁽²⁾ le nombre de celles assurant leurs membres contre les suites des accidents dont ils peuvent être victimes est encore plus restreint : il n'y en a pas une seule qui ait voulu bénéficier de la faculté qui leur a été accordée ⁽³⁾.

Si les sociétés de secours mutuels se sont jusqu'à présent abstenues d'assurer des pensions viagères à ceux de leurs membres atteints de blessures entraînant incapacité permanente de travail, ce n'est pas à dire qu'elles ne sont jamais intervenues et n'interviennent pas en matière d'accidents. L'allocation de secours par les sociétés de secours mutuels en cas de blessures n'est

(1) L'article 9 faisant partie des dispositions communes à toutes les sociétés, il va de soi que les sociétés libres sont admises à bénéficier de ces dispositions.

(2) La caisse d'assurances en cas de décès est loin d'avoir donné tous les résultats qu'on avait attendus d'elle. Elle ne parut jamais avoir été très goûtée par les mutualistes. Cependant parmi les sociétés prévoyant statutairement le secours à la veuve ou à la famille du sociétaire défunt, quelques-unes ont contracté une assurance collective en cas de décès et y ont trouvé profit ; mais elles sont extrêmement rares. 69 sociétés approuvées seulement ont contracté du 1^{er} janvier au 31 décembre 1896 des assurances collectives en cas de décès. (Voir sur ce point le rapport sur les opérations des sociétés de secours mutuels pendant l'année 1896. (Melun, imprimerie administrative, 1899.)

(3) V. GUILLEMAUT : *La Mutualité en France au XIX^e siècle*.

point une innovation de la loi du 1^{er} avril 1898. Le décret du 26 avril 1856 leur donnait déjà pour but « d'assurer des secours temporaires aux sociétaires malades, *blessés* ou infirmes, et de pourvoir à leurs frais funéraires (article 6) ». Ce texte n'était pas resté lettre morte; et souvent on s'était même demandé si un sociétaire blessé dans l'exercice de son travail et recevant une indemnité de la personne qui l'occupe ou de l'auteur responsable de l'accident, pouvait en outre justement prétendre à la gratuité des frais médicaux et pharmaceutiques et à l'allocation de l'indemnité de chômage pendant l'incapacité de travail causé par l'accident. La jurisprudence judiciaire admit toujours le sociétaire blessé à réclamer à la société dont il fait partie et dans la caisse de laquelle il verse périodiquement une cotisation l'indemnité statutaire, bien qu'il ait obtenu des dommages-intérêts de la personne responsable de l'accident. L'autorité administrative au contraire considéra comme anormal le cumul de deux indemnités pour un même fait et chercha un remède à cet état de choses. Elle s'inspira, à cet égard, de l'exemple des compagnies d'assurances, qui n'admettent pas que la victime d'un accident puisse à la fois réclamer à l'assurance la somme prévue au contrat et exiger de la personne responsable la réparation du préjudice causé. L'impossibilité du cumul des deux indemnités résulte, en matière d'assurance, d'une stipulation par laquelle la compagnie prévoit qu'elle sera subrogée aux droits de la victime contre la personne responsable. Il suffit donc pour parer à tous les inconvénients de cet état de choses d'insérer dans les statuts sociaux une clause prescrivant que tout sociétaire blessé au service d'autrui est tenu, s'il est indemnisé, de rembourser à la société les dépenses qu'il a occasionnées.

Une circulaire du ministre de l'Intérieur en date du 15 décembre 1897 engage les présidents des sociétés de secours mutuels à agir de cette manière. Nous croyons qu'ils feront bien de se conformer à l'avis de l'administration sur ce point.

Les sociétés de secours mutuels continueront-elles à limiter leur rôle, en matière d'accidents, au service d'allocations purement temporaires ? Certainement non. On peut légitimement espérer qu'avec la création des caisses autonomes et la constitution d'unions de sociétés, c'est-à-dire de groupements d'une importance assez considérable pour faire face aux charges d'indemnités d'un caractère durable, un grand nombre de sociétés de secours mutuels voudront, en augmentant un peu le chiffre de leurs recettes, viser la réalisation d'une véritable assurance en cas d'accidents, assurance contre l'invalidité et assurance de la veuve et des orphelins mineurs ⁽¹⁾.

Outre les avantages que nous venons d'énumérer, les sociétés de secours mutuels peuvent encore promettre des pensions de retraites à leurs adhérents pour l'époque où les années les auront condamnés au repos ⁽²⁾. Nous étudierons plus loin cette importante question des retraites mutuelles, qui est encore remplie d'obscurité et qui demande d'assez longues explications.

(1) GUILLEMAUT : *La Mutualité en France au XIX^e siècle*.

(2) V. plus loin, chapitre VI : Des sociétés approuvées.

CHAPITRE IV

Droits et avantages reconnus aux sociétés de Secours Mutuels en général — Unions — Incessibilité et insaisissabilité des allocations — Droit d'ester en justice — Assistance judiciaire — Récompenses honorifiques.

La loi nouvelle accorde aux sociétés de toute catégorie des avantages considérables qui ont trait aux points suivants: elle leur permet de s'unir entre elles et de constituer des unions, elle déclare incessibles et insaisissables jusqu'à un maximum de 360 fr. les allocations qu'elles accordent à leurs membres, elle leur donne le droit d'ester en justice et les autorise à demander l'assistance judiciaire, enfin elle accorde plus libéralement des récompenses honorifiques pour services rendus à la mutualité.

Etudions en détail chacun de ces avantages.

L'article 8 de la loi nouvelle qui permet les unions de sociétés accorde aux mutualistes un droit qu'ils réclamaient à juste titre depuis longtemps. La création des unions fera faire un grand pas à la mutualité française, et la faculté accordée ainsi aux sociétés de secours mutuels procurera vraisemblablement à un grand nombre

d'entre elles des avantages considérables auxquels elles n'avaient pas pu prétendre jusqu'à ce jour. Les unions seront surtout utiles pour les opérations à long terme qui ne peuvent être logiquement entreprises que par des groupements nombreux et puissants. Ces opérations ne réclament en effet qu'une très faible surveillance tandis qu'elles exigent un groupe nombreux de participants afin d'éliminer les écarts de la mortalité, de donner une base suffisamment large aux prévisions et d'éviter que les frais de gestion indispensables ne grèvent pas trop lourdement chacun des associés. Pour que les petites sociétés puissent entreprendre sans danger ces opérations à long terme, il faut que plusieurs d'entre elles réunissent leurs membres et se constituent à l'état d'union. Chaque union distribuera des secours aux décès et servira des pensions de retraites à tous les participants des sociétés unies.

Le système d'unions entre sociétés de secours mutuels a reçu la sanction de l'expérience. Il fonctionne depuis fort longtemps en Angleterre, sous la forme de sociétés affiliées. Ces grandes associations sont aujourd'hui en pleine prospérité, elles comptent leurs membres par centaines de mille et leur actif par centaines de millions ⁽¹⁾.

Avant même la promulgation de la loi nouvelle, on a vu se former en France des unions de sociétés de secours mutuels qui furent tolérées par l'administration et donnèrent d'excellents résultats.

Par exemple des sociétés se sont réunies et ont créé des caisses de réassurance, à l'effet de prolonger au-delà du terme fixé par leurs statuts, l'indemnité journalière de

(1) V. GUILLEMAUT : *La Mutualité en France au XIX^e siècle*.

maladie. La cotisation des sociétés adhérentes est d'ordinaire de 15 centimes par sociétaire et par mois, et moyennant ce versement leurs malades ont droit à une indemnité pendant plusieurs années consécutives.

Parmi les fédérations mutualistes actuellement existantes une des plus intéressantes est certainement le Comité général des sociétés de secours mutuels et de retraite du Rhône fondé à Lyon le 19 novembre 1871.

Sous la direction d'hommes tels que MM. Guillard, Bleton, Rougier et Duquaire le succès du comité général était assuré.

Le but du Comité général était de former un groupement sérieux des diverses sociétés lyonnaises qui, tout en respectant la liberté et l'autonomie de chacune d'elles, permettrait de diminuer leurs frais, d'obtenir des réductions de tarifs, etc.

La première préoccupation du comité général fut de fonder un service médical et pharmaceutique qui permit aux sociétés, tout en n'obérant pas leur budget, de faire donner à leurs malades les soins du docteur et les médicaments à des prix aussi réduits que possible. Le premier projet pour la création de ce service fut présenté à l'assemblée générale du 20 octobre 1872; neuf sociétés seulement y adhérèrent de prime abord, mais ce ne fut qu'à partir de juillet 1873 qu'il fonctionna; à ce moment l'union comprenait quinze sociétés.

Depuis cette époque il a été si apprécié que 110 sociétés s'en servent actuellement, et qu'il a été réparti aux docteurs et pharmaciens, pour l'année 1899, une somme totale de 59,255 fr. 65 dans laquelle sont comprises, en dehors des médicaments, 7,042 consultations au cabinet et 14,612 visites à domicile.

Dans ces 110 sociétés, 74 sont à l'abonnement, 31 à la

visite et 5 ont conservé leurs medecins et n'usent que du service pharmaceutique.

Le service medical est divisé en deux catégories : catégorie à l'abonnement et catégorie à la visite.

Le premier système consiste dans un versement annuel d'une cotisation plus ou moins élevée, suivant qu'il s'applique au sociétaire seul ou qu'il englobe la famille.

Le second dans un taux déterminé du prix des consultations et des visites tant pour le sociétaire que pour la famille.

Les sociétés ont le choix entre ces deux combinaisons.

Vingt-trois medecins rependirent au premier appel du comité. Pour faciliter leur service, la ville de Lyon fut divisée en sections déterminées d'après les divers quartiers et chaque docteur eut la faculté de choisir une ou plusieurs de ces sections sans pouvoir en accepter moins d'une entière, demeurant libre de visiter dans les autres quartiers tels malades qu'il lui plairait, mais sans augmentation de prix pour le comité général. Tout medecin inscrit sur la liste était, et est encore formellement engagé pour toute l'année suivante à moins d'un avis de demission adressé au comité avant fin novembre.

Depuis le nombre des docteurs a plus que double, il est à l'heure actuelle de cinquante-sept.

Le sectionnement primitif, mal delimité et qui donnait lieu à des discussions entre sociétaires et medecins, a été réformé. De dix-neuf, le nombre des sections a été porté à vingt-quatre et les limites de chacune ont été précisées de manière à éviter toute erreur.

Les malades ne peuvent exiger les soins des docteurs à domicile que dans les sections que ces derniers ont choisies.

Les sociétés adherentes au Comité peuvent encore

adopter le service pharmaceutique. Plusieurs même ont préféré conserver leur service médical primitif et ne mettre le comité à contribution que pour la pharmacie. Trente et une pharmacies composent actuellement ce service.

Au début tous les pharmaciens pouvaient servir les sociétés affiliées au comité. C'est ainsi que nous en trouvons quatre-vingt dès les premières années qui accordaient aux sociétés des réductions de 20 à 30 0/0 sur leurs prix habituels.

Le comité, se trouvant souvent embarrassé pour faire vérifier les mémoires produits et devant le refus du syndicat de la pharmacie d'y procéder gratuitement, déclina les offres que lui faisait un groupe de pharmaciens pour accepter dans sa séance du 30 novembre 1884 les propositions du syndicat à savoir :

« Application du tarif du bureau de bienfaisance avec une réduction de 5 0/0 au profit des sociétés, les frais de vérification restant à la charge des fournisseurs. »

Plus tard de nouvelles conventions intervinrent entre le syndicat des pharmaciens et le comité, d'après lesquelles les médicaments, tout en étant de premier choix, devaient être fournis au prix du tarif du bureau de bienfaisance, avec une réduction de 6 0/0 destinée à couvrir les frais de trésorerie et de vérification. Le comité de son côté, s'engagea à n'agréer que des pharmaciens faisant partie du syndicat.

Ces conventions qui n'ont pas changé depuis lors, régissent le service actuel.

Toutes les sociétés adhérentes au comité général, qu'elles usent ou non d'un service quelconque, ont droit,

pour leurs membres, à la réduction consentie par les pharmaciens.

Les deux services médical et pharmaceutique réunis ont provoqué pendant les vingt-sept années écoulées, 1873-1899, une dépense importante de la part des sociétés. Le total s'en élève à la somme de 1,025,059 fr. 40, soit une moyenne par année de 37,964 fr. 83, et ces dépenses vont s'augmentant d'année en année.

Le comité général ne s'est pas tenu à l'organisation déjà si compliquée du service médical et pharmaceutique ; pour la compléter efficacement, il s'est assuré le concours d'un certain nombre d'établissements thermaux dans toutes les parties de la France et a obtenu des réductions importantes pour les membres des sociétés sur les prix de traitement.

Le comité général a été encouragé dans la voie qu'il s'était tracée par des bienfaiteurs qui ont caché leur générosité sous le voile de l'anonymat. C'est ainsi qu'en 1893 une libéralité d'un de ces donateurs inconnus lui permit de créer la caisse des prêts d'honneur, qui consiste dans l'avance aux mutualistes, que la maladie et le chômage ont mis dans l'impossibilité de faire face aux engagements contractés vis-à-vis de leur société, d'une certaine somme leur permettant de payer leurs cotisations en retard, et de ne pas perdre par des circonstances indépendantes de leur volonté le bénéfice des droits acquis. Ces prêts, qui ne sont connus pour ne blesser la susceptibilité de personne que du président du comité et du président de la société du solliciteur, sont consentis aux sociétaires qui en font la demande par l'intermédiaire de leur président, moyennant l'engagement moral de le rembourser aussitôt qu'ils pourront. Quelques-uns sans doute malgré eux n'ont pas tenu cet engagement, mais le plus

grand nombre y ont fait honneur et ont permis, de la sorte, de faire bénéficier de cet avantage d'autres mutualistes.

Une autre libéralité a permis au comité d'acquérir dix cartes du dispensaire qui permettent de donner gratuitement les soins du médecin et les médicaments aux familles de mutualistes. La meilleure preuve des services qu'elles ont rendus existe dans ce fait qu'elles ont été constamment occupées.

Nous devons citer encore un certain nombre d'unions existantes avant la loi du 1^{er} avril 1898 : *l'Union médicale et pharmaceutique de Paris, le grand Conseil de Marseille, le Syndicat girondin de Bordeaux, l'Union mutuelle des sociétés de la Loire à Saint Etienne*, etc. Dans ces dernières années ces unions s'étaient beaucoup multipliées, on les rencontrait à Lille, à Nantes, à Rennes, etc., elles comptaient presque partout à la fois des sociétés approuvées et des sociétés autorisées.

L'article 8 est certainement l'un des plus importants de la loi, en ce qu'il autorise les sociétés à s'unir pour faire en nombre indéterminé et sur tout le territoire, ce qu'une seule ne pourrait réaliser, tout en laissant son autonomie à chacune des sociétés unies.

Vaste est le programme des unions. Outre l'organisation des soins et secours aux malades de toutes les sociétés qui les compose, le paragraphe *a* de l'article 8 les autorise à créer des pharmacies dans les conditions déterminées par la loi du 21 germinal, an xi. L'article 25 de cette loi, encore en vigueur, dit que nul ne peut ouvrir une officine de pharmacie s'il n'est pas pharmacien muni d'un diplôme régulier. Cependant l'article 8 de la déclaration du 25 avril 1777 autorisant certaines communautés et les hôpitaux à avoir une pharmacie pour leur usage particulier intérieur, un arrêt de la Cour de cassation, en

date du 17 juin 1880 se reportant à la dite déclaration et à certains articles de la loi de germinal, avait étendu ce bénéfice aux sociétés de secours mutuels, pourvu que leurs officines soient gérées par des pharmaciens diplômés et qu'elles ne vendent pas au public, mais seulement à leurs membres. C'est cette jurisprudence que sanctionne l'article 8 de la loi du 1^{er} avril 1898 en l'étendant aux familles des participants.

Pour les soins et les secours, les unions présenteront un grand avantage : moyennant une cotisation, elles permettront aux sociétés adhérentes de faire ce qu'elles ne pourraient accomplir en restant dans l'isolement, et notamment, d'étendre la durée des soins et secours au delà des limites fixées par les statuts de chacune d'elles. C'est le rôle que remplissaient dans certaines régions, les caisses de réassurances de la mutualité, qui, jusqu'au 1^{er} avril 1898, fonctionnaient en vertu d'une tolérance administrative justifiée par l'utilité de l'œuvre.

Le paragraphe *b* attribue aux unions la faculté d'admettre dans l'une des sociétés qu'elles agrègent, les membres participants des autres sociétés également agrégées, qui changent de résidence. Sous l'empire de l'ancienne législation, alors que les unions n'étaient pas permises, les participants qui se trouvaient dans ce cas étaient *mis en subsistance*, c'est-à-dire qu'ils demeuraient inscrits sur les registres de leur société initiale et que celle-ci, par une convention avec la société qui les recevait, continuait l'encaissement de leurs cotisations et restait responsable de leurs dépenses de maladie. Dorénavant, cette formalité n'aura plus sa raison d'être; il appartiendra à l'union compétente de rattacher aux sociétés de son ressort les mutualistes qui changeront de localité.

Le paragraphe *c* confère aux unions le droit de régler les pensions de retraites des participants rattachés à une seconde société. Pour opérer la liquidation de ces sortes de pensions, elles devront déterminer la part contributive du capital constitutif de chaque société à laquelle les ayants droit auront été ou seront affiliés — si toutefois les statuts des sociétés dont ils sortent prévoient les retraites — en se basant sur les trois coefficients ci-dessous :

- 1° Le temps d'affiliation ;
- 2° Le taux des cotisations ;
- 3° Le montant des fonds de retraites.

Le paragraphe *d* accorde aux unions le privilège, dégagé des obligations prescrites par la loi du 24 juillet 1867, de constituer, avec les sociétés, qui les composent, des assurances mutuelles pour couvrir les risques divers de chacune d'elles. Ces risques portent principalement sur les retraites et les maladies de longue durée. Aux termes de ce paragraphe, les unions peuvent englober un nombre indéterminé de sociétés dans les mêmes opérations, centraliser leurs recettes destinées à la création des pensions garanties ou non-garanties, en effectuer les versements aux caisses qui leur sont affectées distinctement, et se charger de la liquidation des pensions lorsqu'elles arrivent à échéance. Relativement aux maladies de longue durée, ce paragraphe met également à la disposition des unions les moyens de prolonger les soins aussi longtemps que la santé des malades l'exigera, par la combinaison indiquée dans l'explication du paragraphe *a*.

Cette clause permettra aux petites sociétés, notamment à celles qui fonctionnent dans les communes rurales, de

participer aux avantages dont les sociétés importantes ont seules bénéficié jusqu'à présent.

Le dernier paragraphe admet que les unions peuvent s'occuper du service des placements gratuits que chaque société, d'ailleurs, a le droit d'organiser, comme le porte l'article 1^{er} de la loi. Les administrateurs des associations composées de membres appartenant à une même profession ou à des professions similaires pourront ainsi offrir des renseignements et des moyens précieux, pour le placement de leurs membres, aux sociétés de secours mutuels composées d'éléments hétérogènes au point de vue professionnel.

Les formalités constitutives des unions de sociétés sont les mêmes que celles relatives aux sociétés. Le dépôt de leurs statuts devra être effectué à la préfecture du département où sera établi leur siège social.

Deux points méritent une étude spéciale : quel objet la loi admet-elle pour les unions qui se constituent ? Quelles conditions impose-t-elle aux unions qui demandent l'approbation ?

L'article 8 ouvre un champ très large à leur action : organisation de soins et secours pour les maladies ; admission des membres qui ont changé de résidence ; règlement des pensions de retraites ; organisations d'assurances mutuelles pour les risques divers auxquels les sociétés se sont engagées à pourvoir, notamment, la création de caisses de retraites et de réassurances ; service de placements gratuits.

Cette énumération n'est nullement limitative, car le législateur l'a fait précéder de ce mot « notamment ». Les unions peuvent donc, à côté, se proposer d'autres objets. Elles peuvent aussi, comme les sociétés, se proposer un but unique ou plusieurs objets : mais, si

l'union embrasse plusieurs services, chacun doit avoir sa comptabilité distincte en recettes comme en dépenses.

Pour la constitution des unions, l'article 1^{er} d'un projet de décret portant règlement d'administration publique, en exécution de l'article 27 de la loi du 1^{er} avril 1898, déclare formellement qu'une union approuvée ne peut être composée que de sociétés approuvées, et une union libre que de sociétés libres (1). On comprend facilement que des sociétés non approuvées ne sauraient posséder collectivement des droits qu'elles n'ont pas individuellement, mais la prétention d'interdire les unions qui réuniraient des sociétés libres et des sociétés approuvées semble injustifiable, en fait et droit.

M. Vermont, l'éminent président de l'émulation chrétienne de Rouen s'exprime ainsi à ce sujet (2) :

« La loi du 1^{er} avril 1898 étant devenue, grâce à nos efforts persévérants, une loi libérale, on est tout d'abord surpris qu'une sous-commission, plus ou moins parlementaire, ait eu la singulière prétention d'interdire les unions ou syndicats mutualistes, qui réuniraient aux sociétés approuvées les sociétés libres.

« En droit, cette prétention est illégale ; en fait, elle serait déplorable et rétrograde.

« Un adage de droit incontesté est assurément celui qui proclame que *« tout ce qui n'est pas défendu est permis »*, à plus forte raison lorsqu'une loi nouvelle se trouve en face d'un fait préexistant qu'elle accepte et qu'elle consacre.

(1) Article premier. — Les sociétés de secours mutuels libres forment des unions libres. Les sociétés approuvées des unions approuvées.

Les sociétés libres ne peuvent constituer par elles-mêmes des unions approuvées, ni s'associer à des sociétés approuvées pour former des unions approuvées.

(2) V. *Le Mutualiste lyonnais*. N° du 10 mars 1900.

« Or, le droit légal de former des unions de sociétés, consacrant le droit à l'existence de celles qui existaient déjà par tolérance administrative, résulte de l'article 8 de la nouvelle loi, ainsi conçue : « Il peut être établi entre les sociétés de secours mutuels des unions. » Voilà le principe, et son application est ensuite restreinte par l'énumération des différents buts que les unions sont autorisées à poursuivre.

« Le droit est absolu, rien ne diminue le droit à l'existence des unions ; la loi ne se préoccupe nullement de savoir quelles seront les sociétés de secours mutuels qui s'uniront. Il n'y a de limite imposée qu'aux services qu'elles peuvent rendre. Par conséquent, rien n'empêche les sociétés libres de s'unir aux sociétés approuvées, et réciproquement.

« Vainement, invoquerait-on les articles 13 et 18, qui se bornent à étendre, soit aux unions de sociétés libres, soit aux unions de sociétés approuvées, les avantages que la loi leur confère en dehors de l'existence légale, car tout ce qui est restrictif d'un droit doit être interprété d'une manière restreinte et non extensible, suivant un autre adage non moins certain : *Odia restringenda*.

« La loi n'a pas prévu qu'il y aurait des unions comprenant à la fois des sociétés libres et des sociétés approuvées, c'est une omission fâcheuse, mais une omission ne saurait équivaloir à une interdiction, surtout quand la loi qu'on invoque a tout d'abord posé le principe du droit absolu qu'on réclame.

« Comme jurisconsulte, l'interdiction de conserver ou de former des unions entre sociétés de secours mutuels libres et approuvées, me paraît donc illégal.

« Comme mutualiste, je n'hésite pas à déclarer qu'une telle interprétation de la loi serait fâcheuse et rétrograde,

et qu'il n'est pas admissible qu'une loi dont un des nombreux avantages est d'augmenter nos libertés, nous prive d'une de celles que nous pratiquions avant elle et qu'on tolérerait ouvertement, parce qu'elle n'avait jamais produit que d'excellents résultats.

« Puisqu'il existe, de par la loi, un conseil supérieur, la sous-commission, qui n'a pas d'existence légale, aurait peut-être sagement fait d'attendre avant de nous préparer de nouvelles entraves.

« Quant à moi, j'espère bien que le conseil supérieur de la mutualité ne sera point un instrument politique et ne se laissera pas conduire par les politiciens, mais, que tout au contraire, également éloigné de l'esprit de contradiction, qui est le propre des partis, et de l'esprit d'obséquiosité, qui est le propre des courtisans et des ambitieux, le conseil supérieur, dont c'est l'impérieux devoir, n'aura pas d'autre désir que d'élargir la route où nous marchons et de faciliter le progrès de nos sociétés en augmentant leur liberté. »

Ajoutons que les sociétés constituées entre étrangers ne peuvent former des unions entre elles, mais lorsqu'elles offrent des garanties morales et financières, nous croyons qu'elles peuvent être admises dans les unions de sociétés françaises libres. Elles ne sauraient faire partie des unions approuvées, parce que les sociétés approuvées reçoivent des subventions de l'Etat, et que les sociétés étrangères ne peuvent y participer ⁽¹⁾.

Outre le droit de former des unions, les sociétés jouissent de privilèges importants sur d'autres points.

L'article 12 de la loi nouvelle déclare incessibles et insaisissables jusqu'à concurrence de 360 fr. par an pour

(1) BARBERET.

les rentes et de 3,000 fr. pour les capitaux assurés toutes les allocations accordées par les sociétés de secours mutuels à leurs membres participants (secours divers, pensions servies sur livrets, ou sur fonds commun inaliénable, contrats d'assurance, etc).

Ce texte innove seulement sur le point suivant : lorsque l'assurance consistait en un capital, ce capital n'était insaisissable dans aucune mesure, il y avait là une inégalité choquante qui devait être réparée ; ce capital sera désormais insaisissable jusqu'à concurrence de 3,000 fr.

L'article 13 donne le droit d'ester en justice, tant en demandant qu'en défendant, aux sociétés de secours mutuels qui ont satisfait aux prescriptions de la loi du 1^{er} avril 1898. Ceci est une conséquence de la personnalité civile qui leur est concédée, ce qui est un point très important. On sait quelle est la situation des autres sociétés ou associations. Les sociétés proprement dites ont de par la loi la personnalité juridique si elles sont commerciales ; si elles sont civiles, la loi ne la leur concédait pas ; mais la jurisprudence plus généreuse la leur accorde quand elles sont constituées dans les formes commerciales et par extension dans presque tous les cas. Quant aux associations, c'est bien différent, les syndicats professionnels l'ont obtenue, les autres ne l'ont pas, à moins qu'elles ne soient reconnues d'utilité publique. Les sociétés de secours mutuels l'auront désormais de plein droit, sans la nécessité d'aucune autorisation et sous la seule condition de la publicité. Ce sont encore à cet égard des sociétés ou plutôt des associations privilégiées. C'est pour elles une grande ressource, surtout quand il s'agit d'ester en justice ; elles sont en ce cas représentées par leur président ou un délégué ayant mandat spécial à cet effet.

Une autre faveur leur est accordée par le même article,

elles peuvent obtenir le bénéfice de l'assistance judiciaire.

Dans les différends qui se produisaient entre les sociétés approuvées et des sociétaires ou des tiers, si une action s'engageait devant les tribunaux, elles y étaient représentées par leur président ou par un administrateur délégué à cet effet, et d'aucunes bénéficiaient de l'assistance judiciaire. Pour les sociétés approuvées, l'article 13 de la loi confirme en droit ce qui existait en fait et en attribue également le bénéfice aux sociétés libres ; pour l'obtenir, les unes et les autres devront se conformer aux prescriptions des articles 8, 9, 10 et 11 de la loi du 22 janvier 1851. L'article 8 de cette loi dit qu'une demande doit être adressée sur papier libre au procureur de la République, qui la transmet au tribunal, lequel se renseigne sur la situation financière du demandeur et ne se prononce favorablement que si son indigence est constatée. L'article 9 ajoute que si l'affaire va en appel et en cassation, il faut autant de demandes et de décisions qu'il y a de juridictions. En appel devant le Tribunal civil, la demande doit être adressée au procureur de la République près ce tribunal ; en appel devant la Cour d'appel, elle est reçue par le procureur général près cette cour, et en cassation, par le procureur général près la Cour de cassation. L'article 10 prescrit une déclaration du demandeur attestant en toute sincérité qu'il est, à raison de son indigence, dans l'impossibilité d'exercer ses droits en justice, et le maire de la commune de son domicile lui en donne acte au bas de sa déclaration. L'article 11 enjoint au tribunal de faire prendre toutes les informations nécessaires pour s'éclairer sur l'indigence du demandeur ; de donner avis à la partie adverse qu'elle peut se présenter devant lui, soit pour contester l'indigence, soit

pour fournir des explications sur le fond, et d'employer ses bons offices pour un arrangement amiable.

Le rôle d'intermédiaire du préfet entre les sociétés de son département, qui lui adressent chaque année leurs états statistiques, et le service compétent du ministère de l'Intérieur à qui il les transmet, lui permet de connaître la situation de chacune d'elles, et il est naturellement désigné pour renseigner la justice lorsqu'elle aura besoin de son ministère pour décider si elle devra accorder ou non l'assistance judiciaire aux sociétés de secours mutuels qui la lui demanderont.

Lorsqu'une société aura besoin d'user du droit que lui confère l'article 13, et qu'elle sollicitera le bénéfice de l'assistance judiciaire, soit pour répondre à l'assignation d'un sociétaire coutumier de maladies simulées ou radié pour une cause légitime, soit pour réduire les exigences exagérées de tiers fournisseurs, la demande qu'elle adressera à cet effet au procureur de la République, devra faire ressortir ses charges en regard de son avoir.

Le certificat d'indigence prescrit par la loi de 1851 est ici d'une production difficile. Telle société qui possède un capital de 50,000 ou de 100,000 fr., et même plus, peut n'être pas dans une situation prospère. Si, par exemple, son avoir est immobilisé pour le service des pensions de retraites qu'elle est tenue de servir à ses ayants droit, c'est comme si elle n'avait rien. Cependant, le bureau d'assistance qui fonctionne près le tribunal, se basant uniquement sur le capital aliéné, ne considérera pas la société à l'état d'indigence au sens propre du mot et il rejettera sa demande.

Il importe donc surtout, lorsque la société aura le rôle de défenderesse dans une action judiciaire qui lui sera

indûment intentée, que les préposés à l'examen de sa situation financière puissent se rendre un compte exact de ses disponibilités.

Par une lettre en date du 20 mai 1899, le ministre de l'Intérieur a appelé sur ce point l'attention du procureur de la République près le Tribunal de première instance de la Seine.

Lors de la discussion de l'article 13, plusieurs députés ont demandé l'assistance judiciaire de plein droit pour les sociétés de secours mutuels. Ce système aurait dû être adopté selon nous; en effet, ces sociétés jouissent d'autres faveurs fiscales, exemption du droit de timbre et de faveurs budgétaires, élévation du taux de l'intérêt sans compter les subventions, on pouvait bien sans inconvénient leur ajouter celle-là plus complète; du reste, grâce à la sagesse de leurs administrateurs, elles ne plaident pas à la légère comme le font trop souvent les particuliers.

Enfin, comme dernière faveur, la loi de 1898 accorde plus libéralement des récompenses honorifiques pour services rendus à la mutualité.

Le décret-loi du 26 mars 1852 avait décidé que des mentions honorables et des médailles d'honneur seraient accordées aux membres honoraires ou participants des sociétés de secours mutuels approuvées qui en paraîtraient les plus dignes. Le décret du 27 mars 1858 autorisa les titulaires des médailles à les porter ostensiblement, dans l'intérieur des édifices où leur société se réunissait en vertu de convocations régulières.

Aujourd'hui la loi ne distingue plus et des récompenses honorifiques peuvent être accordées aussi bien aux membres des sociétés libres que des sociétés approuvées.

D'autre part, les médailles peuvent être portées publi-

quement. La commission d'assurance et de prévoyance sociales de la Chambre des députés, consultée par le ministre de l'Intérieur, a même décidé à l'unanimité que l'article 39 de la nouvelle loi abrogeait complètement le décret du 27 mars 1858 et laissait aux mutualistes la faculté de porter le ruban seul.

La médaille d'honneur accordée pour services rendus à l'institution des sociétés de secours mutuels est du module de vingt-sept millimètres. La face porte une allégorie de la mutualité, avec les mots : « Sociétés de secours mutuels » en exergue. En revers sont inscrits les nom et prénoms du membre à qui la médaille a été décernée, le nom de la commune siège de la société, et le millésime avec ces mots : « République Française, Ministère de l'Intérieur, médaille d'honneur », en exergue.

La bélière se compose d'une couronne d'olivier de forme ovale et d'un anneau.

La médaille est suspendue à un ruban moiré, fond noir, de 30 millimètres de large portant deux liserés bleus de 4 millimètres et bordé de filets noirs d'un millimètre.

Un arrêté du ministre de l'Intérieur, en date du 22 mars 1899, a décidé que le ruban de la médaille d'argent serait marqué par un liseré d'argent de chaque côté de la partie bleue à l'intérieur et que le ruban de la médaille d'or serait marqué par un liseré d'or de chaque côté de la partie bleue à l'intérieur.

Les médailles d'honneur dont il existe trois catégories (or, argent et bronze), sont accordées par décret du président de la République, sur la proposition du ministre de l'Intérieur. Les promotions n'ont lieu ordinairement que tous les trois ans.

L'administration exige d'habitude des candidats dix années de fonctions ; elle admet cependant des propositions pour services exceptionnels.

L'article 39 répare une longue injustice : n'était-il pas bizarre, pour ne pas dire scandaleux, de voir s'étaler chez nous des décorations étrangères dont l'obtention est plus que facile alors que de bons citoyens qui s'étaient dévoués à une institution, dont les bienfaits ne sont plus à démontrer, n'avaient même pas la juste satisfaction de porter aux yeux de tous la récompense de leur vertu.

CHAPITRE V

Des Sociétés libres

Nous savons que le décret de 1850-1852 reconnaissait trois espèces de sociétés : 1^o Les sociétés reconnues comme établissements d'utilité publique, 2^o les sociétés approuvées, 3^o les sociétés autorisées.

Ces dernières sociétés jouissaient d'une existence régulière et légale, mais le décret du 26 mars 1852, faisant revivre l'article 291 du Code pénal et la loi de 1834, l'autorisation en vertu de laquelle pouvait se former une société de la troisième catégorie était toujours révocable.

Lors de la discussion de la loi nouvelle, il fut question de ne pas laisser subsister cette division. Les uns voulaient que toutes les sociétés fussent libres : les autres, en particulier M. Léon Say, rapporteur de la loi au Sénat, voulaient que toutes fussent approuvées.

Le triomphe de l'une ou de l'autre doctrine comportait, pour toutes les sociétés de secours mutuels, un régime d'unité qui soulevait des critiques sérieuses.

Par suite d'une transaction, la loi s'est efforcée de donner satisfaction aux deux opinions en présence.

Cette solution est d'ailleurs conforme à l'opinion générale des mutualistes, telle qu'elle s'est manifestée au cours de la troisième réunion du congrès national des

sociétés de secours mutuels de prévoyance et de retraites qui s'est tenu à Paris du 4 au 9 juin 1889, sous la présidence de M. H. Maze, sénateur.

Trois cent cinquante-six sociétés de secours mutuels s'y trouvaient représentées.

Le congrès s'était posé la question de savoir s'il était désirable de laisser subsister la division des sociétés de secours mutuels en sociétés autorisées et en sociétés approuvées.

Le congrès décida qu'il y avait lieu de maintenir le principe de la dualité des sociétés approuvées et autorisées ; qu'il serait juste d'accorder aux sociétés autorisées la personnalité civile ; qu'il serait juste de leur laisser le droit de constituer comme elles l'entendraient les pensions de retraites de leurs vieillards.

La loi du 1^{er} avril maintenant le principe du décret de 1852 a divisé les sociétés de secours mutuels (art. 14) en trois catégories :

- 1^o Les sociétés libres ;
- 2^o Les sociétés approuvées ;
- 3^o Les sociétés reconnues comme établissements d'utilité publique.

La seule modification apportée par l'article 14 à l'ancien état de choses consiste dans un changement de dénomination. Les sociétés dites autorisées qui étaient soumises aux dispositions des articles 291 à 294 du Code pénal, et à la loi de 1834 seront désormais les sociétés libres, c'est-à-dire se constitueront sans l'autorisation du gouvernement, pourvu que leurs statuts soient conformes à l'esprit de la loi. En outre elles reçoivent des prérogatives étendues dont l'énumération est faite par l'article 15 qui leur est spécialement consacré. Les deux

autres catégories de sociétés conservent à peu près le caractère que les lois antérieures leur avait attribué avec cette différence que les sociétés approuvées reçoivent la personnalité civile beaucoup plus étendue qu'elles ne l'avaient auparavant.

La catégorie des sociétés libres renferme toutes les sociétés qui préfèrent la pleine et entière liberté de leur action à la protection de l'Etat.

Elles se constituent sans l'intervention du gouvernement. Les organisateurs comme nous l'avons vu précédemment, déposent à la préfecture ou à la sous-préfecture des statuts conformes aux dispositions de la loi du 1^{er} avril 1898 et, un mois après ce dépôt, la société peut fonctionner sans autorisation préalable (art. 4).

Les sociétés libres jouissent de droits plus nombreux que n'en avaient les sociétés autorisées de l'ancienne législation auxquelles elles se substituent, et des prérogatives assez importantes leur sont accordées (art. 15).

Jusqu'à présent, les sociétés autorisées n'avaient joui d'aucun des avantages attachés à la personnalité civile; elles étaient considérées comme des réunions de personnes poursuivant un but utile, mais sans liens définitifs entre elles, et pouvant être dissoutes par simple arrêté préfectoral. Ces sociétés ont montré un remarquable esprit de conduite et ont attiré sur elles l'attention et la bienveillance du législateur. Dorénavant elles seront appelées sociétés libres et pourront former entre elles des unions.

Outre la faculté de s'unir, le § 1^{er} de l'article 15 leur reconnaît un certain droit de possession, limité aux objets mobiliers, puis de passer des baux avec les propriétaires d'immeubles pour y installer leurs services d'administration. Les unions, la possession légale d'objets mobiliers et le droit de passer des baux sont déjà trois avantages

marqués, mais la loi ne s'en tient pas là à l'égard de ces sociétés.

Le § 2 leur permet avec l'autorisation du préfet de recevoir des dons et legs mobiliers, dont le montant n'est pas fixé. Les dons déclarés et les legs faits aux sociétés autorisées se trouvaient caducs sous l'ancienne loi, ces associations n'étant pas alors aptes à recevoir. Le cas s'est produit assez fréquemment, parce que les donateurs ou les testateurs ignoraient cette incapacité civile. Maintenant les sociétés libres ont la qualité voulue pour profiter des bienfaits de ce genre, et il est probable que cette aptitude leur vaudra la générosité de philanthropes jusqu'alors retenus dans leur élan par son illégalité.

Dans le département de la Seine, ces sortes d'affaires sont traitées directement entre les sociétés en cause et l'administration du ministère de l'Intérieur.

La loi autorisant les sociétés de secours mutuels à rayonner sur tout le pays, une difficulté s'est élevée au sujet des dons et legs qui pourraient être faits à celles qui embrassent plusieurs départements. Pour trancher cette difficulté, le § 3 décide qu'il sera statué par décret. Un décret rendu en Conseil d'Etat devra également intervenir si les héritiers naturels du testateur soulevaient des réclamations. Le préfet saisira l'administration du ministère de l'Intérieur lorsque les libéralités de ce genre auront été faites en faveur de sociétés dont le siège social sera établi dans son département. Et c'est à elle qu'appartiendra l'initiative des mesures à prendre pour faire rendre le décret conforme au caractère du legs et à la situation de la société légataire.

Le § 4 prévoit le cas où le testateur ou le donateur n'auraient réservé aucune condition au don ou au legs qu'ils auraient consenti en faveur d'une société de

secours mutuels libre, et il se reporte à l'article 4 de l'ordonnance du 2 avril 1817, qui fait règlement d'administration publique de la loi du 2 janvier de la même année sur la matière. Aux termes de cet article 4, les ordonnances (aujourd'hui les décrets) et arrêtés d'autorisation déterminent l'emploi des sommes données ou léguées et prescrivent la conservation ou la vente des effets mobiliers, lorsque le donateur ou le testateur auront omis d'y pourvoir. Le préfet aurait donc si le cas se présentait dans son département, à spécifier dans son arrêté, après en avoir référé au ministre, l'affectation qu'il conviendra de donner à ces libéralités.

Le § 5 complète la série des avantages relatés dans les paragraphes précédents en faveur des sociétés libres. S'il leur interdit d'acquérir des immeubles, cette interdiction ne va pas néanmoins jusqu'à les empêcher de posséder ceux qu'elles affecteraient à leurs services. Il les autorise même à recevoir des dons et legs immobiliers, à la condition que l'arrêté ou le décret d'autorisation, suivant les espèces, leur soit accordé et qu'elles les aliènent. L'annulation sera obtenue sur la demande des héritiers du testateur ou du donateur, ou sur les réquisitions du procureur de la République.

Les acquisitions par les sociétés libres d'immeubles autres que ceux affectés exclusivement à leurs services sont nulles si elles sont faites à titre onéreux. La nullité sera prononcée en justice, soit sur la demande des parties intéressées, soit d'office sur les réquisitions du ministère public⁽¹⁾.

(1) On avait voulu aller plus loin et on proposait d'accorder aux sociétés libres le droit d'acquérir, vendre, échanger, hypothéquer, comme les sociétés approuvées. M. Dussaussoy déposa un amendement dans ce sens, mais sans succès.

M. Gauthier de Clagny proposa d'obliger les communes à fournir aux sociétés libres les locaux nécessaires à leurs réunions.

Le rapporteur refusa d'acquiescer à cette demande, prétendant que les

Il est bon de faire remarquer ici que les articles 9, 12 et 13 sont applicables aux sociétés libres, puisqu'ils sont placés dans les dispositions communes à toutes les sociétés.

L'article 9 leur donne le droit de contracter des assurances soit en cas de décès, soit en cas d'accidents, aux caisses d'assurances instituées par la loi du 11 juillet 1868; l'article 12 rend incessibles et insaisissables jusqu'à concurrence de 360 fr. par an pour les rentes et 3,000 fr. pour les capitaux assurés, les secours, pensions, contrats d'assurances, livret et toutes les sommes et tous titres qu'elles remettent à leurs membres participants; et l'article 13 leur accorde le droit d'estimer en justice et d'obtenir l'assistance judiciaire.

Si importants que paraissent être les droits accordés par la loi aux sociétés libres, surtout lorsqu'on les compare à ceux que leur assuraient les anciennes lois de police, ces associations n'ont qu'une personnalité civile très restreinte et elles ne sont pas appelées à bénéficier des faveurs de l'Etat.

maires étaient embarrassés pour procurer des locaux aux sociétés approuvées; que les sociétés libres n'avaient, si elles voulaient avoir des locaux, qu'à se faire approuver.

Il y a eu toutefois une modification apportée au texte primitif. Dans le premier projet, les sociétés libres n'étaient autorisées qu'à posséder l'immeuble nécessaire à leurs services. M. l'abbé Lemire proposa d'être plus large et de leur accorder le droit de posséder les immeubles nécessaires à leurs services. A l'appui de cette modification, il faisait remarquer que dans la loi sur les syndicats professionnels, on les autorisait à acquérir les immeubles nécessaires à leurs réunions, à leurs bibliothèques et à des cours d'instruction professionnelle. Dans son amendement, il demandait la même faveur pour les sociétés de secours mutuels. Il ajoutait : « A maintes reprises, dans la discussion précédente, il a été rappelé que les syndicats professionnels peuvent organiser des sociétés de secours mutuels. S'ils font usage de ce droit, il en résultera cette conséquence assez bizarre, que les sociétés de secours mutuels fondées par les syndicats pourront avoir plusieurs immeubles, alors que les sociétés de secours mutuels non greffées sur les syndicats ne pourront en posséder qu'un seul. »

« Les sociétés libres, écrivait M. Audiffred, dans son rapport de 1893, se constituent et s'administrent dans les conditions déterminées par la loi sans autorisation préalable. L'Etat ne les aide pas de ses subventions et ne leur assure que des avantages limités, parce qu'il s'abstient de contrôler leur gestion et l'emploi de leurs fonds. Mais elles peuvent en tout temps obtenir l'approbation et les avantages qui y sont attachés, dont le principal consiste dans une subvention, en se conformant aux dispositions très simples édictées par le projet.

« Nous tendons, ajoute-t-il, au cours de la discussion, à n'avoir en France qu'un seul genre de sociétés, nous le disons très franchement, la société approuvée qui obtient l'approbation après cette seule justification qu'elle est en mesure de bien faire ses affaires et de tenir ses engagements pris en toute liberté. C'est en effet à cette obligation si peu rigoureuse que nous limitons les prescriptions de la loi. Nous ne comprenons pas que les sociétés ne demandent pas l'approbation. Quand le gouvernement avait des exigences d'ordre politique, ces sociétés pouvaient dire : nous ne voulons pas nous courber sous les fantaisies de l'autorité. Mais aujourd'hui qu'elles n'ont plus à faire qu'une justification d'ordre financier si le ministre de l'Intérieur leur refuse l'approbation, elles ont le droit de se pourvoir devant le Conseil d'Etat.

« C'est parce que nous désirons que ces sociétés fassent cette évolution — et dès aujourd'hui elles l'accomplissent en grand nombre — que nous ne maintenons pas aux sociétés libres trop d'avantages, car elles ne seraient pas tentées de demander l'approbation.... »

Les sociétés libres, en ce qui concerne les avantages qu'elles accordent à leurs membres, ne diffèrent guère

des sociétés des autres catégories: elles promettent en général secours en cas de maladie, soins médicaux, médicaments, indemnité funéraire, souvent une pension de retraite. Les retraites des sociétés libres ne sont pas du tout constituées comme celles des sociétés approuvées dont l'organisation est, comme nous le verrons plus loin absolument spéciale. Les sociétés libres ne sont tenues par la loi qu'à insérer dans leurs statuts la manière dont elles entendent servir dans l'avenir des retraites à leurs membres, mais leurs engagements ne sont pas en général contrôlés par l'administration. Les unes placent des capitaux et en affectent les intérêts au paiement des rentes statutairement fixées; les autres servent directement sur leurs fonds disponibles des pensions variables suivant l'importance de ces fonds.

CHAPITRE VI

Des Sociétés approuvées

Une société de secours mutuels qui s'est constituée librement en se conformant aux formalités de la loi de 1898, peut si elle le désire, prétendre à des avantages plus considérables que ceux qui sont accordés aux sociétés libres : elle n'a qu'à demander l'approbation.

La loi nouvelle en facilite beaucoup l'obtention. Jusqu'alors les sociétés qui voulaient se faire approuver en faisaient la demande au préfet et lui soumettaient leurs statuts; celui-ci émettait à l'administration du ministère de l'Intérieur un avis sur l'opportunité qu'il y avait à leur accorder ou à leur refuser l'approbation. « Il arrivait parfois, dit M. Barberet, que sous le couvert de la mutualité, des initiateurs ayant un but politique et cherchant à tromper la vigilance préfectorale, voulaient constituer des associations à l'abri de la loi pour avoir sous la main, groupés en permanence les éléments qu'ils croyaient utiles à leurs desseins. Le devoir du préfet était de signaler au ministre les agissements de ces organisateurs et de le mettre en garde contre leurs visées en lui demandant de l'autoriser à ne pas les laisser s'organiser. Le législateur de 1898 a estimé qu'après trente années d'existence, le gouvernement de la République avait dans le

pays des racines assez profondes pour accorder sans danger, au moins sur le terrain mutualiste, la liberté d'association à tous les citoyens, même à ses adversaires, pourvu qu'ils se conformassent à la loi, et les paragraphes 2, 3 et 4 de l'article 16 déclarent généreusement que l'approbation d'une société de secours mutuels ne peut être refusée que si les statuts contiennent des clauses illégales et ne prévoient pas, pour les retraites qu'elle garantira, ou les assurances qu'elle contractera, des recettes proportionnées à ses dépenses (1). »

Aujourd'hui donc toute société de secours mutuels peut obtenir l'approbation et le ministre de l'Intérieur, que la loi investit du pouvoir de prendre les arrêtés d'approbation, ne peut s'y refuser que dans deux cas : si les statuts renferment certaines clauses contraires aux dispositions de la loi ; si d'autre part, ils ne prévoient pas des recettes proportionnées aux dépenses pour la constitution des retraites garanties ou pour les assurances contractées (2).

L'administration a un délai de trois mois pour accorder ou refuser l'approbation. Ce laps de temps est certainement suffisant pour que le préfet puisse se rendre compte du véritable caractère de la société en instance. L'appréciation des dispositions contenues dans le paragraphe 4 de l'article 16 concerne le service compétent du ministère de l'Intérieur ; néanmoins le préfet aura à renseigner le ministre sur le côté moral de l'organisation projetée, à savoir si ses organisateurs sont bien en règle avec l'article 10 de la loi (3).

En cas de refus d'approbation, recours peut être formé

(1) Les sociétés de Secours Mutuels, p. 164.

(2) Article 16.

(3) BARBERET.

gratuitement devant le Conseil d'Etat contre la décision ministérielle. Un simple exposé de l'affaire, accompagné des pièces qui y sont relatives, transmis au secrétariat général du Conseil suffirait pour que le recours fût introduit régulièrement, il est également dispensé du ministère d'avocat. Le Conseil d'Etat agit en ce cas comme juridiction contentieuse et ne peut refuser capricieusement, mais dans une matière qui touche aux intérêts des particuliers, ceux-ci sont privés de la juridiction ordinaire, ce qui les fait encore sortir du droit commun en ce cas.

Il est recommandé aux sociétés de secours mutuels qui veulent se faire approuver de transmettre au préfet, pour que ce dernier les fasse parvenir au ministère de l'Intérieur, quatre exemplaires de leurs statuts établis conformément à la loi de 1898. Dès que l'approbation est accordée, le ministre de l'Intérieur informe le préfet de la décision et joint à sa lettre d'avis une ampliation de l'arrêté d'approbation en même temps que deux exemplaires des statuts portant la mention de l'approbation. L'un de ces exemplaires reste aux archives de la préfecture et l'autre est transmis au président de la société.

Tout changement dans les statuts d'une société approuvée doit faire l'objet d'une nouvelle demande d'approbation, et aucune modification statutaire ne peut être mise à exécution si elle n'a pas été préalablement approuvée. En conséquence, les sociétés désirant apporter certains changements dans la rédaction de leurs statuts doivent faire parvenir par l'intermédiaire du préfet, au ministre de l'Intérieur quatre exemplaires du texte des modifications à apporter. Les sociétés qui ont été approuvées antérieurement à la loi du 1^{er} avril 1898 et qui désirent faire sanctionner des modifications statutaires, doivent profiter

de la circonstance pour mettre l'ensemble de leurs statuts en conformité avec les dispositions de la nouvelle loi, notamment avec les prescriptions de son article 5.

L'article 5 est placé dans les dispositions communes à toutes les sociétés. Il indique les points qui doivent être décidés par les statuts et plusieurs d'entre eux sont essentiels. Il est nécessaire d'appeler sur eux l'attention des mutualistes. D'une manière générale, certaines sociétés avaient vu une atteinte à leur liberté dans ces prescriptions ; cette critique n'est pas fondée, car leur décision est libre, mais il importe que les associés se rendent bien compte de la situation : ce que la publicité est pour les tiers, une grande clarté dans les statuts l'est pour eux, c'est une de leurs principales sauvegardes, comme on l'a dit avec juste raison ⁽¹⁾.

C'est ainsi que les conditions d'admission ou d'exclusion des membres, la composition du bureau et du conseil d'administration et leur mode d'élection, ainsi que l'étendue de leurs pouvoirs, les conditions du vote à l'assemblée générale, les obligations des membres participants, l'emploi des cotisations, les modes de placement des fonds, les bases de la liquidation éventuelle, les causes de dissolution, le mode de constitution des retraites dépendant des ressources de la société, la valeur des retraites garanties ne devaient pas rester livrés à l'arbitraire.

MM. Dussaussoy et Berry déposèrent un amendement tendant à ne pas faire figurer dans les statuts la mention de l'emploi des cotisations ; suivant eux, il y aurait là une application du système de spécialisation qu'ils rejetaient ; au contraire, l'assemblée a tenu à adopter ce système dans une certaine mesure, comme permettant

(1) V. de la GRASSERIE : *Lois nouvelles*, 15 février 1900. 1^{re} partie, page 51.

séul de se rendre compte de la situation et de ne pas s'engager au-delà des possibilités.

Il faut distinguer parmi les retraites celles qui sont garanties et celles qui ne le sont pas ; les secondes sont, en réalité, de simples secours qui peuvent devenir nuls si les ressources deviennent insuffisantes ; il importe de préciser ce caractère dans les statuts ; il importe, en outre, pour celles garanties, d'indiquer d'une manière complète le moyen de les acquérir et leurs diverses conditions, de manière à n'y pouvoir rien changer ensuite. Souvent les cotisations de membres participants ou honoraires sont affectées en partie à cette destination, on devra alors indiquer cette mesure.

Les rentes garanties sont constituées tantôt au moyen du fond commun, tantôt par livrets individuels ouverts au nom des sociétaires.

L'approbation accordée à une société de secours mutuels n'est pas irrévocable : elle peut lui être retirée dans les deux cas suivants : inexécution des statuts ou violation de la loi (art. 30).

Le décret du 26 mars 1852, à son article 16, prévoyait la suspension ou la dissolution, par le préfet, des sociétés de secours mutuels approuvées. Il posait le principe que l'autorité qui prenait l'arrêté d'approbation pouvait le rapporter si les conditions exigées n'étaient pas observées. L'article 30 de la nouvelle loi, qui remplace l'article 16 du décret de 1852, introduit un nouveau système de pénalité en cas d'inexécution des statuts ou de violation de ces dispositions. La suspension et la dissolution par le préfet n'existent plus. Le paragraphe 1^{er} borne au retrait de l'approbation le pouvoir de l'autorité administrative, et il entoure cette mesure de garanties telles que l'arbitraire en est absolument exclu.

L'approbation ne peut être retirée à une société que dans les deux cas précités, et seulement, dit ce paragraphe, par un décret rendu en Conseil d'Etat, sur la proposition motivée du ministre de l'Intérieur, et après avis du conseil supérieur, qui sera convoqué dans le plus bref délai.

Désormais, l'initiative du préfet consistera à faire connaître, au ministre de l'Intérieur, par un rapport circonstancié, les sociétés approuvées qui ne se seront pas conformées à leurs statuts ou à la loi, et il appartiendra au ministre de donner aux affaires de ce genre les suites qu'elles comporteront.

Le retrait de l'approbation laissera à la société la faculté de fonctionner à l'état libre, sous la réserve que le ministre de l'Intérieur, appréciant les causes du retrait, ne juge à propos de saisir le procureur de la République pour lui demander de faire à ladite société application de l'article 10 de la loi. Si le retrait de l'approbation n'entraînait pas d'autres mesures de répression, la société devrait modifier ses statuts de manière à leur donner le caractère afférent aux sociétés libres.

L'article 30, § 2, dispense du ministère d'avocat et de tous droits les sociétés qui auront été frappées du retrait d'approbation et qui voudront appeler de cette décision devant le Conseil d'Etat. Ici encore, la législation se montre on ne peut plus libérale. Toute latitude est donnée aux administrateurs prévenus d'infractions aux statuts sociaux ou de violation de la loi.

Ils auront la gratuité de la justice devant la plus haute magistrature administrative, et pourront présenter directement leur défense devant elle, soit personnellement, soit par un mémoire détaillant les faits de la cause. Aucune loi dans aucun pays ne comporte une telle sollicitude à l'égard de l'institution mutualiste.

Sous l'ancienne législation, seules les sociétés reconnues comme établissements d'utilité publique pouvaient recevoir des dons et legs immobiliers. Aujourd'hui les sociétés approuvées ont le droit, sous réserve de l'autorisation du Conseil d'Etat, de recevoir des immeubles par donations entre vifs ou par dispositions testamentaires (1).

Le Conseil d'Etat décide si la société bénéficiaire peut conserver les immeubles qui lui sont donnés ou légués (2). S'il n'en est pas ainsi, la société doit les aliéner dans un délai qui sera fixé par le décret qui autorisera l'acceptation ; ce délai pourra, en cas de nécessité, être prorogé.

Les sociétés de secours mutuels et les unions approuvées peuvent être autorisées, par décret rendu en Conseil d'Etat, à acquérir les immeubles nécessaires à leurs services administratifs ou d'hospitalisation (3).

L'article 17 établit donc une distinction entre les acqui-

(1) L'article 17 apporte une innovation très heureuse dans la loi ; il est arrivé souvent en effet que des possesseurs d'immeubles ont vu paralyser leurs bonnes intentions à l'égard des sociétés de secours mutuels parce que la loi ne leur permettait pas de les instituer légataires. Quelques-unes qui avaient en perspective des legs de ce genre, étaient obligées pour en bénéficier de demander la reconnaissance comme établissements d'utilité publique, dont la réglementation est plus compliquée que celle de l'approbation. Des legs sont tombés en caducité parce que les donateurs ignoraient l'obstacle légal qui existait entre leur volonté et les sociétés. Cet obstacle est désormais abaissé.

(2) Relativement aux donations entre vifs lorsque le donateur se réserve l'usufruit sa vie durant, les sociétés bénéficiaires auront à payer immédiatement en vertu de la loi du 22 frimaire an VII (art. 15 remanié par les lois du 22 avril 1852 et du 15 mai 1850, le droit de transmission de 11 0/0 comme si elles entraient en jouissance. Il importe que les donateurs et les sociétés soient instruits de cette obligation.

(3) Quant au service d'hospitalisation il a surtout en vue les unions de sociétés, attendu qu'à l'état isolé, très peu d'entre elles seraient capables de l'organiser. Aucun précédent ne permet d'apprécier d'ores et déjà le fonctionnement éventuel de ces asiles où iraient se réfugier les vieillards de la mutualité dépourvus de famille ou dont la famille ne pourrait pas les recevoir. Cette tâche sociale est absolument digne de toute la bienveillance de l'administration supérieure et si des manifestations tendant à l'accomplir se produisaient, les préfets auraient pour devoir de suivre attentivement les efforts de leurs auteurs, de les encourager par leurs conseils et les influences qu'ils pourraient mettre en œuvre pour les aider. (BARBERET).

sitions d'immeubles à titre gratuit et les acquisitions à titre onéreux. D'après M. Barberet, le motif de cette distinction est basé :

1° Sur la difficulté pour les locaux donnés ou légués d'être appropriés aux emplois désignés, tandis que leur achat implique des dispositions conformes à leur utilisation (1).

2° Sur ce que les capitaux placés sur ces immeubles seront immobilisés et ne constitueront pas à proprement parler un placement. L'autorisation du Conseil d'Etat est une mesure de prudence, car ces sortes d'acquisitions sont d'essence onéreuse, et leur importance non justifiée par des besoins correspondants serait de nature à compromettre les finances et la sécurité des sociétés. Il est donc bon que le Conseil d'Etat soit juge en dernier ressort de leur opportunité et de leur nécessité.

Si les sociétés approuvées n'ont pas d'immeubles à leur disposition, elles peuvent demander aux communes où elles sont établies les locaux nécessaires à leurs réunions ; la loi du 1^{er} avril 1898, énonce en effet dans son article 18 que les communes sont tenues de fournir aux sociétés approuvées qui le demandent les locaux nécessaires à leurs réunions, ainsi que les livrets et registres nécessaires à l'administration et à la comptabilité. En cas d'insuffisance des ressources des communes, la dépense est mise à la charge des départements. Le décret du 26 mars 1852 disposait déjà de même ; mais comme la loi de 1871 sur les conseils généraux n'avait pas prévu pour eux l'obligation de se substituer, en la circonstance, aux

(1) Outre l'emplacement nécessaire pour les bureaux et pour les réunions du Conseil d'Administration, les services administratifs de la mutualité comportent l'organisation de cours professionnels et d'offices de placement (art. 1^{er} de la loi) et l'établissement de pharmacies (art. 8).

communes sans ressources, ils se considérèrent toujours comme non liés par le décret de 1852 et refusèrent systématiquement de voter de ce fait aucun crédit. Dorénavant les assemblées départementales n'auront plus de motif légal pour se soustraire à l'obligation qui leur incombe.

Dans le cas où une société rayonnerait sur plusieurs communes et même sur plusieurs départements, d'après M. Barberet, qui invoque à l'appui de son dire une circulaire ministérielle (*Bulletin des sociétés de secours mutuels*, février 1897), la dépense totale doit être répartie entre les communes, proportionnellement au nombre des membres participants de la société qui résident dans chacune d'elles.

« Le motif de cette décision est le suivant, dit le *Bulletin des sociétés de secours mutuels* de février 1897 : les dispositions légales qui imposent certaines charges aux communes, au profit des sociétés de secours mutuels, ne sont pas fondées sur un acte arbitraire du législateur, elles puisent au contraire leur raison d'être dans cette considération que le secours de maladie et de vieillesse, les allocations des frais funéraires accordées par les sociétés, atténuent dans une mesure considérable l'entretien de vieillards indigents, les frais d'inhumation gratuite qui incomberaient nécessairement aux communes en l'absence d'une société mutuelle. Les avantages que retire une commune du fonctionnement d'une société approuvée ne peuvent être mesurés qu'en se basant sur le nombre de ses habitants faisant partie de la société et pour lesquels le budget communal est suppléé par les ressources sociales. Il est donc juste que, corrélativement, pour évaluer les charges incombant à la commune, la même unité de mesure, c'est-à-dire le nombre des habitants admis dans la société, soit appliquée. »

Les communes sont tenues de fournir les registres et livrets. D'après un arrêté du ministre de l'Intérieur du 15 avril 1853, les communes sont tenues de donner :

- 1° Un registre matricule ;
- 2° Un journal pour le trésorier ;
- 3° Un registre blanc pour inscrire les procès-verbaux et sans qu'il soit besoin d'y joindre le texte des statuts ;
- 4° Les livrets à l'usage des sociétaires pour inscrire les versements et sans qu'il soit besoin d'y joindre le texte des statuts ;
- 5° Des feuilles de visite.

La loi dit bien que les communes doivent donner des locaux aux sociétés de secours mutuels, mais elle ne dit pas si les communes doivent fournir le chauffage et l'éclairage, les chaises, tables, etc.

Il est admis que les communes doivent fournir également un mobilier suffisant et prendre à leur charge les dépenses nécessitées par le chauffage et l'éclairage du local.

Dans le cas où les sociétés s'étendent sur plusieurs communes et sur plusieurs départements, cette obligation incombe d'abord à la commune où est établi le siège social, et ensuite au département auquel appartient cette commune. Au sujet de la fourniture des locaux, M. Lourties s'exprime ainsi dans son rapport au Sénat :

« Il n'y a pas de difficulté pour le local, c'est le plus souvent, presque toujours, une salle de la mairie ; en tout cas, c'est la commune qui choisit le local, et la société de secours mutuels doit s'en contenter s'il remplit les conditions nécessaires pour sa destination. Dans le cas contraire, elle a un recours gracieux devant le préfet, et elle peut, en outre, attaquer au contentieux l'arrêté municipal qui fixe le local.

« En effet, cet arrêté viole un droit acquis, puisque la société a droit au local nécessaire pour ses réunions et qu'on ne lui donne pas un local remplissant ces conditions. C'est là une question de fait. »

Comme nous l'avons vu, les sociétés de secours mutuels supportent généralement les frais de funérailles de leurs membres décédés. Mais la loi stipule que dans les villes où il existe une taxe municipale sur les convois, il est accordé aux sociétés approuvées remise de deux tiers des droits sur les convois dont elles peuvent avoir à supporter les frais aux termes de leurs statuts.

La famille du décédé doit avertir immédiatement, en ce cas, le président ou le secrétaire de la société, qui doivent faire en temps voulu les déclarations nécessaires.

Les sociétés approuvées sont en outre exemptes des droits de timbre et d'enregistrement sur les quittances, les reçus de cotisation de membres honoraires ou participants, les reçus des sommes versées aux pensionnaires, ainsi que les registres à souches qui servent au paiement des journées de maladie. Il résulte de ces dispositions que les reçus dépassant même la somme de 10 fr., donnés par les sociétés de secours mutuels, sont dispensés du droit de timbre, mais les transmissions de propriété, d'usufruit ou de jouissance de leurs meubles et immeubles, soit entre vifs, soit par décès, sont soumis aux droits de timbre et d'enregistrement. Toutefois les actes de notoriété, certificats et autres pièces pour les assurances en cas de décès ou d'accidents et pour la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse, sont dispensés des droits de timbre et d'enregistrement.

On avait même songé, un moment, à admettre que les quittances trimestrielles données par les titulaires de

pensions de 100 fr. et au-dessous fussent exemptes de droits de timbre et d'enregistrement. Mais on revint sur cette disposition à la suite de l'intervention du directeur de la Caisse des dépôts et consignations, qui déclara qu'il n'y avait aucune raison, au point de vue de l'impôt, pour créer une situation différente aux rentiers dont les rentes proviennent de versements faits par les sociétés de secours mutuels.

On se serait trouvé en outre en présence d'une difficulté pratique très considérable. En effet, le payeur qui opère le paiement ne peut faire aucune distinction entre les rentiers : ce sont les mêmes types de titres de rentes qui servent pour toutes les catégories, et dans la pratique, il serait absolument impossible de faire une distinction.

M. Barberet, dans son commentaire, rappelle que non seulement les quittances de livres à souches sont dispensées du droit de timbre, mais même les quittances données sur feuille volante dans le cas où le livre à souches ne pourrait être déplacé facilement. Il rappelle à ce sujet une circulaire du ministre des Finances, en date du 19 décembre 1898, stipulant que ces quittances volantes bénéficient de l'exemption d'impôts, accordée par l'article 19 aux registres à souches qui servent au paiement des journées de maladie dues aux membres des sociétés approuvées.

M. Barberet rappelle également que les frais de timbre, que les hospices et les hôpitaux exigent des sociétés de secours mutuels pour l'hospitalisation de leurs malades, sont perçus indûment, contrairement à l'article 19 de la loi. Le 23 juin 1894, les sections réunies de l'Intérieur, des Cultes, de l'Instruction publique et des Beaux-Arts, des Finances, de la Guerre, de la Marine et des Colonies, du Conseil d'Etat, sur le renvoi ordonné par le ministre de

l'Intérieur, ont examiné la question de savoir si les droits de timbres afférents aux mémoires, états ou décomptes concernant les frais de séjour d'hospitalisés indigents devaient être supportés par les hospices, asiles d'aliénés, dépôts de mendicité ou par les départements et les communes, et décidé que les droits de timbre devaient être supportés par les établissements d'assistance et non par les départements ou les communes. D'après M. Barberet, la même solution doit être admise à l'égard des malades hospitalisés pour le compte des sociétés de secours mutuels.

Voici, du reste, l'avis du Conseil d'Etat qui serait applicable aux sociétés de secours mutuels :

Considérant que les droits de timbre établis par l'article 12 de la loi du 13 brumaire an VII, doivent être en principe et à moins de stipulations contraires, supportés par les signataires des actes assujettis à l'impôt;

Que les mémoires justificatifs, états et décomptes produits par les hospices, asiles d'aliénés et autres établissements dépositaires pour obtenir le remboursement de frais de séjour d'indigents à la charge des départements ou des communes, sont rédigés par ces établissements dans leur intérêt, en vue de justifier leur créance et d'en obtenir la liquidation;

Que si l'article 1248 du Code civil porte que les frais de paiement sont à la charge du débiteur, cette disposition, qui s'applique au timbre de quittance, ne saurait être étendue aux droits perçus à l'occasion de mémoires qui servent à établir la créance.

En résumé, il résulte de l'article 19, qu'à l'exception des transmissions de propriété, d'usufruit ou de jouissance de biens meubles et immeubles, soit entre vifs, soit en cas

de décès, tous les actes intéressant les sociétés de secours mutuels sont exempts des droits de timbre et d'enregistrement.

Occupons-nous maintenant du placement des fonds des sociétés approuvées. La loi les a délivrées d'entraves qui paralysaient leur initiative et les a rendues maîtresses du placement de leurs fonds, dans les limites imposées par le souci de leur sécurité.

Avant 1898, tous les capitaux des sociétés de secours mutuels approuvées devaient être versés à la Caisse d'épargne (maximum 15,000 fr.) ou à la Caisse des dépôts et consignations. Désormais ces caisses leur demeureront ouvertes ; mais en outre les fonds des sociétés approuvées peuvent être placés en rentes sur l'Etat ; ils peuvent être convertis en obligations des départements et des communes, du Crédit foncier de France ou des compagnies françaises de chemin de fer qui ont une garantie d'intérêt de l'Etat.

Aux termes de l'article 20, les titres et valeurs au porteur appartenant aux sociétés de secours mutuels approuvées doivent être déposés à la Caisse des dépôts et consignations, qui fera l'encaissement des arrérages, coupons et primes de remboursement de ces titres et en portera le montant au compte de dépôt de chaque société.

Au sujet de l'application de cette règle, le directeur général de la Caisse des dépôts et consignations, par une circulaire en date du 27 août 1898, adressée aux trésoriers payeurs généraux et aux receveurs particuliers des finances, enjoint d'ouvrir deux comptes :

1° Divers comptables L/C d'envoi de titres déposés. Ce compte devra être inscrit sur avis décadaires et les relevés

mensuels sous le n° 129 bis, après le compte consignations L/C de rentes et de valeurs mobilières ;

2° Divers L/C de rentes et valeurs inactives ou déposées à inscrire à la fin de la nomenclature sous le n° 130.

De plus, on doit fournir pour chaque compte un bordereau conforme au modèle n° 14 annexé à la circulaire de 1892, en complétant le titre par le mot : consignés ou déposés.

Dans le cas où les sociétés voudront vendre des valeurs, elles devront envoyer au préfet un extrait sur papier libre du procès-verbal de l'assemblée générale qui a permis la vente et qui, outre les signatures légalisées du président et du secrétaire de cette assemblée, contiendra le bordereau des titres ou valeurs avec leurs numéros et leurs séries. A ces pièces devra être jointe la lettre d'avis signée du président de la société. Le préfet transmettra le tout au ministère de l'Intérieur, qui pourra prendre un arrêté d'autorisation.

Les placements hypothécaires ont été refusés aux sociétés approuvées ; cette exclusion peut paraître surprenante, et un député avait proposé de les admettre, mais on a pensé avec raison que ces placements faits directement exigeaient du prêteur une certaine connaissance des affaires, car il a fallu souvent recourir à la responsabilité des notaires, à la suite de ces prêts et du reste, comme le fait remarquer M. de la Grasserie, le placement en bons fonciers est un placement hypothécaire indirect beaucoup plus sûr. Par contre, les achats d'immeubles leur sont permis jusqu'à concurrence des trois quarts de leur avoir. Chose curieuse, remarquons-le en passant, l'approbation d'une assemblée générale extraordinaire

suffit pour ratifier ces acquisitions immobilières; on s'explique difficilement que la loi soit ici moins sévère que lorsqu'il s'agit de l'acquisition d'un immeuble destiné aux services de la société. Nous avons vu plus haut que, dans ce dernier cas, un décret rendu en Conseil d'Etat était obligatoire.

Les sociétés approuvées sont admises, nous l'avons déjà dit, à verser des capitaux à la Caisse des dépôts et consignations: aucun maximum ou minimum de versement n'a été fixé par la loi. Les sommes ainsi déposées constituent pour chaque société soit un compte courant dont elle a la libre disposition, soit un compte affecté pour toute la durée de la société à la formation et à l'accroissement d'un fonds commun inaliénable (art. 21).

Le fonds commun de retraites existant au jour de la promulgation de la loi du 1^{er} avril 1898 ne peut, en aucun cas, être supprimé: mais la loi autorise le placement de ce fonds de trois manières différentes: 1^o à la Caisse des dépôts et consignations; 2^o en achats de valeurs ou immeubles; 3^o à la Caisse des retraites.

Pour une société qui se fonde après la promulgation de la loi nouvelle, les statuts doivent énoncer si la société entend constituer un fonds commun de retraites; dans ce cas, ils doivent indiquer les moyens d'alimenter ce fonds commun. Ils décident notamment si la société doit verser à ce fonds, en totalité ou en partie les subventions de l'Etat, les dons et legs, les cotisations des membres honoraires et les autres ressources disponibles.

Le compte courant et le fonds commun portent naturellement intérêt. Le décret-loi du 26 mars 1852 et le décret du 26 avril 1856 fixaient à 4 1/2 0/0 le taux de l'intérêt servi aux sociétés approuvées. La loi du

1^{er} avril 1898 (art. 21, § 8) dit que la différence entre le taux d'intérêt de la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse et le 4 1/2 0/0 sera versée, à titre de bonification, à chaque société de secours mutuels approuvée ou reconnue d'utilité publique, en raison de son avoir à la Caisse des dépôts et consignations (fonds libres et fonds de retraites), au moyen d'un crédit inscrit chaque année au budget du ministère de l'Intérieur. C'est le maintien pur et simple du taux de faveur de 4 1/2 0/0.

Il est probable, comme le fait remarquer M. Guillemaut, que les autres intentions libérales de la nouvelle loi relatives au placement des capitaux des sociétés approuvées resteront sans effet, par suite de la disposition de l'article 21 que nous venons d'analyser. Aucun placement ne pourra rivaliser avec celui fait à la Caisse des dépôts et consignations. Les immeubles eux-mêmes ne donnent plus, à beaucoup près, un revenu net aussi élevé. Presque toutes les sociétés approuvées, nous en sommes persuadés, verseront l'intégralité de leurs fonds à la Caisse pour jouir de l'intérêt que l'Etat leur garantit.

De grandes discussions se sont engagées à la Chambre et au Sénat au moment du vote de l'article 21. Cet article, dans sa dernière partie surtout, est l'un des plus importants de la loi; c'est ce qui explique les vifs débats auxquels il a donné lieu.

Il s'agissait de savoir quel serait le taux d'intérêts des sommes déposées par les sociétés de secours mutuels à la Caisse des dépôts et consignations. Le fait de cette consignation et les divers titres auxquels elle peut être faite n'ont donné lieu à aucune controverse; elle peut se réaliser, comme nous l'avons dit, soit en compte courant disponible, soit en un compte spécial affecté pour toute la durée de la société à la formation et à l'accroissement

d'un fonds commun inaliénable, c'est un véritable fonds de réserve; quant au fonds commun de retraites existant déjà, il ne peut être supprimé, mais peut-être placé aussi en immeubles ou en valeurs d'Etat ou assimilées. Le maintien d'un fonds commun avait été, lors de la préparation de la loi, controversé, car il ne se constitue qu'au détriment des sociétaires actuels et sacrifie le présent à l'avenir, mais les mutualistes tiennent beaucoup à cette réserve; d'ailleurs presque partout il y a un fonds commun inaliénable sous le nom de « fonds de retraites ». Il ne faut pas perdre de vue la distinction suivante: ce fonds commun est maintenu à titre obligatoire pour le passé, mais il n'est que facultatif pour l'avenir. Beaucoup de personnes pensent en effet que le livret individuel est préférable.

Ce nouveau mode de constitution du capital de retraite au moyen du livret individuel que le législateur nous présente, en lui attribuant d'emblée les bénéfices jusqu'alors réservés au fonds inaliénable de retraites doit attirer particulièrement notre attention.

Le dernier paragraphe de l'article 34 de la loi du 1^{er} avril 1898 édicte, en effet, que les subventions et secours accordés aux sociétés de secours mutuels « seront désormais attribués sur les mêmes bases et dans les mêmes proportions pour les retraites constituées, soit à l'aide du fonds commun, soit à l'aide des livrets individuels ».

Il est bon de se demander quelles vertus exceptionnelles ont pu justifier l'octroi de semblables faveurs au profit du nouveau venu qui, au dire de quelques-uns, doit s'étonner lui-même, lui *personnel* et *individuel*, ainsi qu'il s'est toujours appelé, d'être tout à coup élevé au rôle d'instrument de prévoyance mutualiste.

La valeur du livret individuel, en tant qu'agent de

l'effort personnel venant s'adjoindre à l'effort social et augmenter ses effets, est incontestable, mais nous nous refusons à le voir exclusivement employé dans l'œuvre de fraternelle solidarité que nous poursuivons et nous adoptons sur ce point les conclusions d'une communication faite tout dernièrement par M. Cavé au congrès régional de Montpellier et tendant à l'adoption d'un *nouveau livret de pension mutualiste*.

Les hommes éminents qui préconisent l'usage du livret individuel formulent contre la constitution du capital de retraite, à l'aide du fonds commun, de sérieux griefs.

Les adversaires du fonds commun objectent d'abord que le sociétaire, obligé par les hasards de sa vie de travailleur à changer de domicile, perd, le plus souvent, les économies réalisées à son profit, dans la société qu'il abandonne.

La subsistance, disent-ils, n'oppose à ce grave inconvénient qu'un remède insuffisant; car le sociétaire peut émigrer dans une localité ne possédant pas de société de secours mutuels, ou porter son domicile dans la circonscription d'une société qui n'accepte pas ce service.

Un autre reproche plus sérieux encore est adressé. A la fin de sa carrière laborieuse, le sociétaire, privé des ressources de son travail par la fatigue ou le chômage, ne peut plus acquitter ses cotisations; au moment où il va jouir de la pension de retraite, parce qu'il est désormais incapable de remplir ses devoirs de sociétaire, il se voit dépouillé de ce qu'il pouvait presque considérer comme un droit acquis.

Avec le livret de retraite, au contraire, le sociétaire est certain de ne pas voir disparaître le fruit de son séjour prolongé dans la société. Il suivra d'une façon plus tan-

gible l'accroissement de son capital de retraite lorsque la part d'économie qui lui sera attribuée par la société sera annuellement inscrite sur ce livret ; et si, pour des raisons quelconques, il est contraint de quitter l'association, il lui sera loisible de continuer l'œuvre commencée et de parfaire son capital de retraite à toute époque et où qu'il soit, sans risquer aucun préjudice.

Si ces reproches sont justifiés dans une certaine mesure, la constitution du capital de retraite par le livret individuel, n'en est pas plus exempte.

L'adoption de ce livret ne serait-elle pas la rupture immédiate et permanente du lien de solidarité qui doit unir les membres d'une société de secours mutuels ? Ce lien si précieux une fois détruit, est-il au moins remplacé ? Non ; car il y a opposition absolue de principe, incompatibilité pour ainsi dire, entre l'effort mutualiste et le livret individuel ?

Puissamment aidée par l'Etat, la mutualité a voulu, par ses économies, contribuer à l'extension d'un patrimoine commun qui représente actuellement près de 300 millions. Ce capital permet, dès aujourd'hui de servir des pensions qui, malgré leur modicité relative, dépassent de beaucoup ce que les sociétaires auraient pu espérer, puisque les dépenses qu'ils coûtent absorbent, et au-delà, le montant des cotisations par eux versées.

Les économies réalisées grâce à la générosité des membres honoraires et au concours de l'Etat appartiennent au moins pour le capital à l'œuvre et non au sociétaire. L'accroissement continu de ce patrimoine commun permettra d'augmenter progressivement la pension de retraites des sociétaires sans modifier leurs cotisations et après la génération actuelle les générations qui nous suivront et dont nous sommes solidaires en profiteront à

leur tour. En agissant comme nous l'avons fait jusqu'à ce jour, nous obéissons au sentiment familial dans lequel nous cherchons nos exemples et nous nous conformons aux règles mêmes de la civilisation, réservant pour les membres de la cité future la juste part des trésors de bien-être qu'elle ajoute sans se lasser aux trésors accumulés par les précédentes générations.

Pour nous comme pour M. Cavé, les sociétés de secours mutuels sans fonds commun offrent l'image d'abeilles sans ruches et le partage annuel des bénéfices répartis sur les livrets individuels n'est pas sans quelque analogie avec l'éventrement de la poule aux œufs d'or.

Quel crédit, quelle influence accorder à la société financière qui, sans se soucier d'accroître ses réserves, distribuerait chaque année la totalité de ses gains entre ses actionnaires ? Une telle société serait-elle jamais capable d'entreprendre de grandes choses ? Serait-elle même assez viable pour ne pas sombrer au premier revers de fortune ?

Dans cet ordre d'idées, qu'advviendrait-il de la mutualité, si une diminution importante du taux de l'intérêt ou un cataclysme quelconque obligeait l'Etat à restreindre ou à suspendre ses sacrifices ? La mutualité ne serait-elle pas arrêtée dans son essor, détruite peut-être, si, par une sage et persévérante prévoyance, elle ne s'était pas, dès longtemps, fortifiée de ressources suffisantes pour assurer son avenir ? Au point de vue de la sécurité matérielle et morale, voilà des garanties que le livret de retraite ne saura jamais réaliser.

Présente-t-il au moins, au regard financier, des avantages de nature à légitimer sa préférence au fonds commun ? Il n'en est rien. Si nous jetons un coup d'œil sur les tarifs des pensions autrefois fournies par la Caisse

nationale des retraites sur le taux de 4 1/2/0 et de celles aujourd'hui obtenues au taux de 3 1/2 qui est celui du livret individuel, nous constatons que la pension produite par une somme inscrite, même à capital aliéné, sur le livret individuel (taux de 3 1/2) est, jusqu'aux environs de quarante ans, notablement inférieure à celle qu'obtient la même somme, placée seulement à capital réservé, au taux de 4 1/2 dont profite le fonds commun (1).

Et, si peu versés que nous soyons dans le calcul des pensions, il ne peut nous échapper que, pour la constitution de leurs pensions, les sociétés de secours mutuels sont exactement dans les mêmes conditions que la Caisse nationale des retraites, quant aux chances de survie et autres éléments d'évaluation; et que, même en tenant compte d'autres facteurs importants, comme les abandons, les cotisations des membres honoraires, etc., etc., nos sociétés sont virtuellement autorisées à compter sur des pensions au moins égales à celles liquidées sur le capital aliéné.

Notons en outre, contre l'usage du livret de retraite que, dans l'impossibilité où elles seraient, le plus souvent,

(1) Voici le tableau comparatif de la pension produite pour 55 ans par un franc versé au fonds commun et sur le livret individuel.

AGE du versement	Au fonds social à capital		Au livret de retraite à capital	
	réservé	aliéné	réservé	aliéné
3 ans	1 324	1 736	0 599	0 746
10 »	0 89	1 118	0 44	0 567
20 »	0 525	0 663	0 276	0 381
30 «	0 274	0 383	0 168	0 249

de suivre le titulaire du livret sur lequel elles auraient porté des sommes importantes à capital réservé, nos sociétés seraient exposées, sinon à la perte du capital qui pourrait lui être restitué après quelque cinquante ans ou cent ans, tout au moins à celle des intérêts accumulés pendant un demi-siècle; ces intérêts iraient grossir, à notre détriment, le bénéfice énorme déjà réalisé annuellement par la Caisse des retraites.

Mais toutes ces considérations qui expliquent les désavantages de l'emploi du livret individuel, ne convertissent pas ses apôtres au fonds commun, et c'est là le but qu'a voulu atteindre M. Cavé, en soumettant aux mutualistes le projet de création d'un livret spécial sous la dénomination suggestive de *livret de pension mutualiste*, qui serait délivré au sociétaire contraint de quitter sa société pour cause de force majeure et admis dans une autre société avant la liquidation de sa retraite.

Sans toucher au fonds commun, qu'il envisage comme l'une des bases principales de la religion mutualiste, il arrive, à l'aide de ce livret, à en mobiliser les arrérages.

L'emploi du *livret de pension mutualiste* ferait disparaître les inconvénients qu'on signale et permettrait de profiter des avantages qu'on se plaît à reconnaître au livret individuel de retraite.

Aux termes de l'article 23, les sociétés de secours mutuels sont autorisées à payer les pensions de retraite de leurs membres sur les produits du fonds commun inaliénable, et en vertu des § B et C de l'article 8 de la même loi, « en conservant d'ailleurs leur autonomie respective, les sociétés peuvent contracter entre elles des unions, en vue de l'admission des membres participants qui ont changé de résidence et en vue du règlement de leur pension viagère de retraite ». Dans ces conditions,

il serait facile aux diverses sociétés où émigrerait successivement le sociétaire, d'inscrire elles-mêmes, sur ce livret spécial dont il s'agit, ce que la Caisse nationale des retraites inscrirait à leur place, sur le livret individuel du sociétaire, si les mêmes sommes y étaient déposées ?

Peut-il y avoir difficulté à ce que, chaque année, une société de secours mutuels évalue par une simple division, la part de chacun de ses membres, et sur ses propres économies, et sur les subventions obtenues, et qu'elles en portent l'indication sur le livret projeté, pour servir de base à l'établissement futur de la pension ?

N'est-il pas élémentaire de concevoir une entente intervenant entre toutes les associations mutualistes d'après laquelle le porteur du livret, contraint pour cause de force majeure d'abandonner une première société, retrouverait dans celles sur la circonscription desquelles il aurait transporté son domicile et qui l'auraient admis avant la liquidation de sa retraite, l'application des mêmes procédés, dans les conditions exigées par la loi et conformément à ce qui précède ? Et qu'à défaut de société similaire à portée de son nouveau domicile, la société qu'il a quittée le maintienne sur ses contrôles, en ce qui concerne la retraite, moyennant le paiement d'une cotisation égale au montant des économies réalisées tous les ans, au profit de chacun des autres sociétaires ?

Ne sera-t-il pas facile, au moment de la liquidation de la retraite qui pourra être éventuellement calculée par avance pour chaque année, d'en déterminer l'importance à l'aide des tarifs mêmes de la Caisse nationale des retraites, selon la somme inscrite pour chaque exercice et l'âge du bénéficiaire à la date de cette inscription ?

Et cette liquidation pouvant s'effectuer sur le taux du

capital aliéné, le titulaire n'est-il pas certain de jouir d'une pension supérieure à celle que lui aurait procuré le livret individuel de retraite au taux de 3 1/2 ? Tout cela sans préjudice du secours annuel supplémentaire qui pourrait être proportionnellement alloué en sus de la pension.

Les sociétés qui contribueront ainsi à la constitution collective d'une pension de retraite à leur membres, n'éviteront-elles pas les complications des formalités à remplir, les déclarations doubles et les états à fournir à la Caisse nationale des retraites ? Ne trouveront-elles pas dans ce mode d'opérer un double avantage ? Elles ne seront pas obligées de suivre le sociétaire, puisqu'il devra, ayant rempli les conditions statutaires, leur réclamer sa part de pension ; de plus, en cas de décès ou d'absence, leur compte ne sera pas débité de la pension impayée.

Enfin, ces sociétés n'échapperaient-elles pas de la sorte aux pertes d'intérêts accumulés qui les menacent avec l'emploi du livret personnel de retraite ?

Autant de questions auxquelles il est impossible de répondre défavorablement. Il n'y avait qu'une seule difficulté susceptible d'entraver la réalisation du projet de M. Cavé : le ministre de l'Intérieur doit désormais établir un *certificat de pension* destiné à remplacer le titre de rente constitutif de la pension antérieurement servie par l'intermédiaire de la Caisse nationale des retraites ; mais, consulté par lui, le bureau des institutions de prévoyance ne voit heureusement aucun inconvénient à la délivrance d'un certificat comportant les pensions servies collectivement par plusieurs sociétés d'un même titulaire.

Le ministère, en effet, pourra débiter le compte respectif de chacune des sociétés dans la proportion de la pension fournie par elle.

La création du livret de pension mutualiste donnera donc complète satisfaction et à la loi et aux reproches encourus par le système actuel de la constitution de la retraite par le fonds commun, sans qu'il en résulte autre chose que des avantages pour les sociétés intéressées et une pension plus considérable pour les vieillards.

Disons du reste que le projet de création du livret de pension mutualiste proposé par M. Cavé, a été adopté à l'unanimité par le Congrès régional de Montpellier, et certainement il sera employé à l'avenir.

Le chiffre des versements à la Caisse des consignations n'est nullement limité, ni quant au maximum, ni quant au minimum; avant la loi nouvelle, les sociétés ne pouvaient verser que 3,000 fr. au moins si elles avaient plus de cent membres, ou 1,000 fr, dans le cas contraire.

Les ressources se composent : 1° Des cotisations des membres honoraires, des dons et legs et des subventions de l'Etat ; 2° des cotisations des membres participants ; les premières, seules, constituent le fonds commun inaliénable, mais la confusion a été souvent faite, c'est pour cela que la loi nouvelle le maintient pour le passé, mais pour l'avenir, on peut ne pas constituer de fonds commun et laisser le tout disponible ; seulement lorsqu'on en constitue un, les statuts doivent indiquer la façon de l'alimenter et si l'on devra y verser en tout ou en partie les subventions, les dons et legs.

Les controverses les plus vives ont porté sur le taux de l'intérêt; il faut pour les bien comprendre expliquer la législation antérieure.

Le décret de 1852 obligeait les sociétés de secours mutuels à verser leurs fonds disponibles à la Caisse des consignations, à un taux fixe de 4 1/2 0/0 ; il est à noter

qu'à cette époque ces sociétés auraient trouvé à les placer à un taux beaucoup plus avantageux ; cette législation est restée toujours en vigueur, et après y avoir perdu, les sociétés y gagnent, car depuis plusieurs années le taux annuel de l'intérêt ne dépasse pas 3 0/0. En outre, le décret organique du 26 avril 1856 a autorisé la constitution d'un fonds de retraites par les sociétés approuvées et dispose que les sommes accordées sur les intérêts de la dotation, celles votées par les sociétés, et le montant des dons et legs faits pour accroître le fonds de retraite seront versés à la Caisse des consignations dans les mêmes conditions, c'est-à-dire, au taux fixe de 4 1/2 0/0 ; il édicte, en outre, que les pensions seront servies par la Caisse nationale de retraites pour la vieillesse ; cette Caisse opéra d'abord à 5 0/0, mais la loi du 20 juillet 1886 a changé la situation, en ce qui la concerne, c'est un décret du Chef de l'Etat qui fixe tous les ans, au mois de décembre, pour l'année suivante, le taux à appliquer ; depuis 1886, ce taux a été réduit de 5 à 4 0/0, et depuis 1892 à 3 1/2 0/0, tandis que le taux alloué par la Caisse des consignations aux sociétés de secours mutuels pour leurs fonds non employés en retraites, restait fixé invariablement à 4,50 0/0. Il en résultait que pour les fonds de ces sociétés employés en fonds de retraites pour la vieillesse, il y avait une inégalité de 1 0/0 au-dessous de celui des autres. On chercha à remédier à cette situation, au moyen de majorations accordées sur les crédits spéciaux et de subventions allouées, lors de chaque versement au fonds de retraites, pour augmenter les rentes viagères servies. En 1894, on inscrivait, dans ce but, un premier crédit de 400,000 fr. et l'année suivante, un de 1,200,000 fr., sous le titre de : « Subvention aux sociétaires pensionnés par les sociétés de secours mutuels au cours de l'année 1894. »

Auparavant, les subventions accordées avaient été ajoutées au fonds commun, et, par là, se trouvaient inaliénables ; les mutualistes actuels ne profitèrent que de leurs intérêts ; depuis lors, la subvention était employée à bonifier les pensions liquidées, celles du moins, ne dépassant pas 300 fr., et ayant par conséquent un caractère alimentaire. Grâce à ces subventions, et d'une manière indirecte, le taux d'intérêt s'est trouvé porté pour 1894 et 1895, de 3,5 à 3,94 0/0. Cependant, ce taux restait toujours inférieur à celui de 4,50 assuré aux autres fonds.

Les sociétés de secours mutuels avaient donc avantage à garder à la Caisse des consignations tous leurs fonds, sauf à servir elles-mêmes leurs pensions de retraites et à abandonner les majorations et subventions, de telle sorte que les crédits pour subventions n'ont même été employés qu'en partie, et qu'il a fallu en annuler pour 862,965 fr. en 1895 et pour 563,055 fr. en 1896.

Tel est l'exposé très net de la situation emprunté au remarquable rapport de M. Lourties. Dans cette situation, que devait décider la loi nouvelle ? Il fallait évidemment uniformiser et étendre à tout, soit dépôt en fonds disponibles, soit dépôt pour retraites, le taux de faveur de 4,50 0/0, ou réduire le tout à 3 1/2 0/0, mais lequel ? Et si l'on choisissait le taux de 3 1/2 0/0, celui-ci resterait-il invariable, ou pourrait-il descendre avec le taux normal de l'intérêt à 2,50, 2 0/0 et au-dessous ? Si ce taux normal venait à s'abaisser progressivement, et même s'il restait à l'état actuel, 3 0/0 au maximum, l'Etat se verrait obligé de faire des sacrifices considérables. D'autre part, si l'on instituait un taux variable ou peu élevé, la situation des sociétés de secours mutuels serait compromise. Enfin, n'ont-elles pas un droit acquis, au moins en ce qui concerne les fonds disponibles, en vertu de la législation de

1852? Un dernier moyen avait été employé; y avait-il lieu de l'employer encore? Il s'agissait de combler le déficit d'intérêts par des subventions annuelles.

L'argument de justice rigoureuse résultant de ce que la législation de 1852 a tout d'abord et longtemps été défavorable, quant au taux de l'intérêt aux sociétés qui étaient contraintes de placer leurs fonds à la Caisse des consignations, est d'un grand poids, et il est juste, maintenant que la balance a changé de côté, de ne pas leur imposer un taux préjudiciable, ces sociétés n'ayant pas choisi leur régime financier, mais l'ayant subi. L'influence du taux sur le chiffre de la pension est énorme et avec la baisse de l'intérêt on peut arriver à des pensions dérisoires. C'est ce qui fait qu'on a proposé de recourir à l'expédient des subventions pour augmenter le chiffre des pensions. Mais on peut se demander alors pourquoi le moyen direct ne serait pas employé si l'on recourt à un moyen indirect ayant le même résultat.

Le texte présenté, en dernier lieu à la Chambre des députés était ainsi conçu :

« Le compte courant et le fonds commun portent intérêt
« à un taux égal à celui de la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse. »

Il en résultait que l'unification du taux se faisait de la manière la plus défavorable aux sociétés de secours mutuels d'autant plus qu'il n'était nullement question de combler la perte résultant du taux par des subventions, et que si celles-ci étaient encore accordées, elles le seraient sans corrélation avec cette perte.

Aussi les protestations furent nombreuses dans le monde des mutualistes et plusieurs députés s'en firent l'écho. On demandait au moins l'élévation indirecte du

taux de l'intérêt au moyen d'une subvention adéquate et bien supérieure à celle qui est maintenant accordée; sans doute le sacrifice serait grand, mais n'économiserait-on pas, en même temps, des dépenses d'assistance publique? Il serait trop long d'entrer ici dans les arguments financiers mis en avant de part et d'autre. Il y eut renvoi à la commission qui proposa l'addition suivante :

« Toutefois, pour les dépôts antérieurs au 1^{er} juin 1897, il sera accordé une subvention spéciale inscrite au budget du ministère de l'Intérieur pour compenser la différence d'intérêt entre le taux ci-dessus et celui de 4 1/2 0/0 déterminé par le décret de 1856.

« Il sera également inscrit des crédits au budget du ministère de l'Intérieur pour majorer l'intérêt des dépôts faits postérieurement à l'époque ci-dessus, en vue de la création des retraites, soit par le fonds commun, soit par le fonds individuel. »

Ainsi, la question se résolvait par une distinction entre le passé et l'avenir. Pour le passé, sans doute, on ne maintenait par directement le taux de 4 1/2 0/0, mais ce qui revenait au même, la subvention devait être adéquate au déficit; pour l'avenir les subventions devaient majorer le chiffre des pensions, mais sans cependant combler cette différence d'intérêts.

Un nouveau débat s'établit sur l'article ainsi modifié.

Le résultat pour le passé était considérable, car les capitaux au 1^{er} juin 1897, soit pour fonds de dépôt, soit pour fonds de retraites, s'élevaient à 44,000,000 pour les fonds libres et 52,000,000 pour les fonds de retraite; ce qui constitue pour l'Etat une perte de 960,000 fr.; seulement comme, paraît-il, il trouve à placer les fonds, non à 3,50, mais à 3,75, la perte ne ressortirait plus qu'à

720,000 fr. Mais en ce qui concerne l'avenir, ce résultat est plus défavorable que le résultat actuel; en effet, aujourd'hui, pour tous les dépôts qui ne sont pas destinés à constituer des pensions de retraites, l'intérêt est de 4,50 0/0 fixe, tandis que désormais, il sera inférieur et variable; les sociétés auraient donc avantage à servir elles-mêmes les pensions, si elles avaient des fonds suffisants; or, il y a encore beaucoup de sociétés qui ne font pas de retraites et s'occupent seulement de la maladie, et l'un des orateurs, M. Ricard estimait qu'on leur enlevait ainsi plus de 200,000 fr. de ressources annuelles. L'effet eut été plus désastreux pour les pensions de retraites, parce que, grâce à cette variabilité de l'intérêt, il eut été impossible de se rendre un compte exact d'avance de la retraite qu'on pourrait espérer. D'autre part, les subventions accordées pour les pensions de retraites n'auraient été soumises à aucune règle pour leur répartition, d'autant plus qu'il existerait pour le faire un conseil supérieur qui pourrait suivre d'autres principes que celui de la proportionnalité exacte. Ces critiques, le ministre de l'Intérieur, M. Barthou, les reconnut fondées et proposa d'assimiler l'avenir au passé et d'accorder, toujours sous la forme indirecte de subventions, la différence entre l'intérêt servi par la Caisse et le 4 1/2 0/0. La commission tomba d'accord et le texte fut remanié dans ce sens, il est ainsi devenu l'article actuel.

Il résulte de cet article que la distinction entre le passé et l'avenir est supprimée et que pour leurs dépôts, les sociétés de secours mutuels auront droit, soit directement, soit indirectement, par une subvention de l'Etat obligatoire et adéquate au taux de 4 1/2 0/0 fixe.

Cette uniformité est juste, et quant à elle-même, et

quant à la faveur qu'elle accorde aux sociétés de secours mutuels; il en résulte, il est vrai, une charge sérieuse pour l'Etat, mais cette faveur est méritée, elle forme d'ailleurs une subvention; en outre, comme on l'a dit, elle se décharge elle-même, en ce que l'assistance publique se trouve allégée. L'encouragement donné est précieux, si on l'eût retiré, les sociétés mutualistes auraient pu désespérer de l'avenir et la loi nouvelle leur eût été funeste; on ne peut donc qu'approuver ce système définitif.

Cependant il aurait été préférable de garantir un taux fixe direct sans recourir au système des subventions, d'autant plus qu'ainsi les subventions qui leur sont accordées se cantonnent à ce but, tandis qu'autrement l'Etat eut pu en outre, adopter des subventions pour d'autres causes.

D'autre part, si le compte courant et le fonds commun atteignent par la subvention compensatrice et obligatoire indirectement le taux de $4\frac{1}{2} 0/0$, sans distinction entre eux et sans distinction non plus entre l'avenir et le passé, cependant dès que les fonds déposés ou les intérêts produits, s'il s'agit d'un fonds inaliénable, sont employés pour nourrir une retraite, cette retraite ne se liquide qu'au taux variable institué par la Caisse nationale des retraites, aujourd'hui de $3\frac{1}{2} 0/0$; les auteurs d'une proposition de loi en date du 14 novembre 1899 ont cherché à élever aussi à $4\frac{1}{2} 0/0$ le taux de capitalisation pour le calcul des pensions de retraite; la loi de 1898 n'est pas allé jusque là. Il s'agirait d'accorder cette nouvelle faveur seulement aux pensions alimentaires, c'est-à-dire n'excédant pas 360 fr.

Après s'être occupé du placement des fonds, la loi du 1^{er} avril 1898 traite la question des retraites ;

L'article 22 indique explicitement les solutions que peut adopter une société de secours mutuels approuvée pour servir des pensions de retraites à ses membres : « Les pensions de retraites peuvent être constituées, soit sur le fonds commun, soit sur le livret individuel qui appartient en toute propriété à son titulaire à capital aliéné ou réservé. »

Il y a donc deux modes de constitution de retraites pour les sociétés approuvées : le mode ordinairement employé jusqu'en 1898, c'est le fonds commun ; le mode nouveau sanctionné par la loi, c'est le livret individuel. Les sociétés ont le choix entre les deux systèmes et si elles le désirent elles peuvent même les adopter concurremment l'un et l'autre : c'est ce qui arrive pour les sociétés de secours mutuels scolaires.

La question du maintien du fonds commun avait été très controversée ; ce fonds n'existe, en réalité, puisqu'il est inaliénable qu'au détriment des participants actuels ; cela est d'autant plus grave qu'il est nourri en partie par un prélèvement sur les ressources ordinaires, lesquelles suffisent à peine à la marche de la société ; ce fonds inaliénable constitue donc une sorte de main-morte. Désormais, nous le savons, sa constitution ne sera que facultative (art. 21).

Jusqu'à nos jours le fonds commun n'a eu qu'une seule et unique destination. Placé à la Caisse des dépôts et consignations, on y puisait les sommes nécessaires pour constituer la retraite du sociétaire dont le droit était reconnu par l'assemblée générale. Avec la somme qu'on y avait puisée, on achetait à la Caisse des retraites une rente viagère immédiate avec capital réservé, et quand le fonds était reconstitué par la mort du titulaire, il servait à acheter une autre rente viagère pour un autre sociétaire.

Aujourd'hui, il y a différentes manières de constituer des pensions à l'aide du fonds commun. Les statuts peuvent prévoir soit des pensions éventuelles, soit des retraites garanties, soit des allocations annuelles. Dans l'une ou l'autre de ces trois hypothèses que nous allons examiner, la loi impose au bénéficiaire l'obligation d'être âgé de plus de 50 ans et d'avoir acquitté la cotisation sociale pendant quinze années au moins, laissant aux statuts le soin de déterminer les autres conditions à remplir.

Une question se pose ici. Aux termes de l'article 6 du décret du 26 avril 1856 pour avoir droit à la pension il fallait une durée minimum de sociétariat de 10 ans ; la loi de 1898 exige une durée minimum de 15 ans ; les sociétaires affiliés, d'après le droit ancien, conservent-ils leurs droits à la retraite après 10 ans ? Nous pensons avec M. Barberet et la plupart des mutualistes, que la loi n'a pas d'effet rétroactif, et que les membres entrés avant le 1^{er} avril 1898 peuvent bénéficier des dispositions de l'ancienne législation. Il en résulte que la pension de ces membres sera liquidée par la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse avec le taux d'intérêt de 3,50 pour cent, augmenté de la majoration qui est d'environ 0 fr. 50 pour cent, au lieu d'être réglée par la société avec les intérêts du fonds de retraites qui rapporte 4 1/2 0/0 ⁽¹⁾.

(1) M. Barberet s'exprime ainsi à ce sujet : « Si un différend sur ce point se produisait entre un sociétaire et la société, et qu'il fût porté devant les tribunaux compétents, nous sommes convaincu que le sociétaire obtiendrait gain de cause. Les termes du contrat lient les parties, et les clauses d'une loi nouvelle n'entrent en vigueur qu'à dater du jour de sa promulgation, et seulement à l'égard des nouveaux contractants.

La raison de décider tient à la nature même du contrat. Dans un arrêt du 18 juin 1872 (S. 72, 4, 286), la Cour de cassation dit que les sociétés de secours mutuels sont des « sociétés *sui generis*, créant entre leurs membres un contrat synallagmatique et les obligeant à exécuter les engagements contractés par l'adhésion aux statuts ».

D'autre part, la Cour d'appel de Douai a développé cette idée (24 novembre 1871, S. 72, II, 78). « Ce sont, dit-elle, des sociétés d'une nature particu-

Cette détermination de l'âge minimum et du temps de service de la cotisation sociale a pour but d'empêcher un abus qui se produit souvent ; on accorde des pensions à des sociétaires trop jeunes ou après un temps insuffisant. Dans un autre sens on a critiqué la fixation de la loi nouvelle et trouvé l'âge de cinquante ans prématuré ; en retardant l'âge d'entrée en jouissance on peut accroître beaucoup le chiffre des pensions, sans augmenter la cotisation annuelle, et d'autre part, ne travaille-t-on pas normalement jusqu'à 60 ans ? Cette critique nous semble très juste, d'autant plus que ce n'est qu'à 60 ans, et dans le service actif qu'à 55, que les fonctionnaires publics prennent leur retraite. De même la durée des cotisations fixée à 15 ans n'est que la moitié de celle exigée aussi des fonctionnaires. Cependant en cas d'infirmités survenues auparavant, il y aurait lieu, semble-t-il, de concéder une retraite proportionnelle.

Le système des pensions éventuelles n'est autre que le système employé depuis si longtemps par les sociétés de secours mutuels approuvées. Il ne s'agit en réalité que

lière où chaque partie est en même temps créancière et débitrice et établissant entre leurs membres participants un contrat synallagmatique qui les oblige réciproquement à exécuter les engagements contractés par l'adhésion aux statuts. Dans ces associations, le droit et le devoir sont corrélatifs : « si l'ouvrier (il s'agissait d'une caisse de secours entre ouvriers) en état de santé doit acquitter sa cotisation, par contre, lorsqu'il est atteint par la maladie, il a droit aux indemnités fixées par le règlement. »

Les appréciations de la Cour de Douai et de la Cour de cassation sur les droits du sociétaire, en ce qui concerne la maladie, s'étendent, par analogie, à toutes les clauses statutaires, en tant qu'elles ne sont pas contraires aux lois qui régissent la matière, et pour qu'une loi postérieure au contrat puisse en modifier les termes, il faudrait qu'elle prescrivît explicitement la rétroactivité. Or, la loi du 1^{er} avril 1898 ne contient aucune clause de cette nature. Donc, nous croyons pouvoir dire que, dans les sociétés dont les statuts promettaient la pension de retraite après dix années de sociétariat, les ayants droit sont fondés, aujourd'hui comme auparavant, à en demander l'exécution, mais aux conditions de l'article 5 du décret du 26 avril 1856, qui prescrit le service des pensions par la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse. »

de pensions aléatoires et qui ne peuvent être attribuées par les sociétés que suivant les ressources disponibles. Tous les sociétaires ont des droits à la retraite lorsqu'ils réunissent les conditions exigées par la loi et les statuts sociaux ; mais ils restent simples candidats à la pension tant que le fonds commun est intégralement employé par la constitution antérieure de rentes viagères et ils se trouvent obligés d'attendre, comme on l'a dit, que leurs prédécesseurs veuillent bien, par leur décès, laisser des places vacantes pour eux.

Si les pensions éventuelles ne sont réellement que des libéralités faites, dans la mesure du possible, aux membres les plus âgés et les plus nécessiteux, libéralités dont le montant et l'attribution même dépendent des ressources disponibles et du nombre des candidats, les retraites garanties ont un caractère tout différent. Ce sont des indemnités dues aux sociétaires au même titre que les indemnités payables en cas de maladie ou de décès. Ce sont des rentes d'une quotité déterminée et qui doivent nécessairement être servies à tous les participants dès qu'ils remplissent les conditions fixées par les statuts.

Les retraites garanties, à raison de leur nature même, ne peuvent pas, comme les précédentes, être uniquement alimentées par les ressources extraordinaires de la société ; mais il est facile de les constituer régulièrement à l'aide d'une cotisation spéciale acquittée, dans ce but, par chacun des membres participants. Il existe alors en effet, entre les pensions et les cotisations, une relation qui ne dépend que du taux d'intérêt produit par le placement des cotisations et de la loi de mortalité à laquelle est soumis le sociétaire. La nécessité d'une cotisation spéciale pour la création des retraites garanties ne fait de doute pour personne et la loi l'impose.

- L'existence obligatoire d'une cotisation spéciale, pour la formation de retraites garanties, avait été précédemment consacrée par le rapport rédigé en 1893 par M. Léon Marie, au nom de la commission de comptabilité des sociétés de secours mutuels. Cette commission avait en outre nettement établi que le montant des retraites se trouve nécessairement déterminé par l'importance des cotisations spéciales destinées à leur constitution et que, pour une même cotisation, le chiffre de la rente s'élève très vite avec la durée du stage et l'âge d'entrée en jouissance. Le rapporteur basait ses observations sur le tarif de la Caisse nationale des retraites, au taux de 3 fr. 50 0/0, en le complétant pour les âges n'y figurant point. Il indiquait que, dans une société où la cotisation en vue de la retraite est de 10 francs par an, la rente acquise par un membre, admis à l'âge de 25 ans, peut varier de 21 fr. 48 à 291 fr. 27, c'est-à-dire dans la proportion de 1 à 14, quand l'âge d'entrée en jouissance est porté de 45 à 70 ans.

Les conditions d'âge et de stage, concluait-il, ne doivent donc pas être inférieures à un minimum suffisamment élevé pour que la retraite soit appréciable et efficace, et la valeur précise des chiffres qui définissent ces conditions comme le montant de la rente à servir est un élément qui échappe à la compétence d'une assemblée de sociétaires et doit être déterminé uniquement par les statuts.

Les conclusions du rapport Marie ont été adoptées par la loi de 1898 qui édicte deux obligations pour les sociétés approuvées qui veulent constituer des retraites garanties. Si les statuts prévoient pour l'entrée en jouissance de la pension un minimum d'âge et de stage inférieur au minimum légal précédemment indiqué, si d'autre part ils ne prévoient pas des ressources proportionnées aux

engagements pris pour le service de ces pensions, l'approbation devra être refusée par l'administration à qui incombe le soin de vérifier soigneusement si la société est en mesure de remplir ses engagements à longue échéance et de procurer à ses membres les avantages auxquels ils ont droit de prétendre. Une autre obligation incombe aux sociétés approuvées qui constituent des retraites garanties : elles devront produire un inventaire quinquennal de leurs engagements éventuels et liquides et des ressources correspondantes, c'est-à-dire que tous les cinq ans au moins les capitaux du fonds commun employés ou destinés au service des pensions de retraites garanties, seront l'objet d'un contrôle. D'après M. Barbet l'administration de l'Intérieur dressera des tableaux modèles que les sociétés engagées auront à remplir très exactement, de manière qu'il soit possible de se rendre compte si leurs ressources spéciales correspondent aux engagements pris tant pour les pensions en cours de service que pour les autres dont l'échéance est échelonnée.

Il est bien entendu que seules les sociétés dont les pensions sont garanties doivent procéder tous les cinq ans à leur inventaire.

Lors de la discussion de l'article 23 devant la Chambre, M. Loyer demanda que la Caisse nationale des retraites fut tenue de donner avis de toute cessation de paiement de retraite à la société intéressée, et de lui porter en majoration de compte la rente disponible jusqu'à emploi. En faveur de cette demande, l'orateur faisait les justes observations suivantes :

« Les sociétés de secours mutuels éprouvent un préjudice considérable quand un retraité vient à mourir ; elles

perdent la jouissance du capital constitutif de leurs pensions depuis le jour de la mort jusqu'à sa notification.

« Le retraité peut toucher directement sa pension, il suffit pour cela d'obtenir un certificat de vie de la commune ou de la ville où il habite ; mais souvent il change de résidence, il va finir ses jours loin du siège de la société. Celle-ci n'est avisée ni de la date de la mort, ni de la cessation de paiement, il lui est donc difficile de se procurer l'extrait mortuaire exigé par l'article 35 du décret du 28 décembre 1852. Cet embarras dure quelquefois de longues années.

Pendant ce temps, la Caisse des retraites conserve les fonds ; elle ne les donne que sur la présentation des pièces à l'appui. Pourtant elle opère le remboursement quand le retraité a plus de cent ans et qu'on n'a pas exigé pour lui le remboursement des arrérages au bout de cinq ans. Si donc un sociétaire a soixante-dix ans et si l'on perd sa trace, la société doit attendre trente ans avant d'avoir ses fonds. Pendant tout ce laps de temps elle perd l'intérêt de cette somme, ce qui empêche les autres sociétaires de jouir de la pension à laquelle ils ont droit.

Le directeur de la Caisse des dépôts et consignations a fait savoir que cette grosse question avait été déjà soumise à deux ministres et qu'elle recevrait vraisemblablement une prompte solution. Espérons que la réalisation de sa promesse ne se fera pas trop attendre.

C'est, comme on le voit, une question fort délicate que celle des pensions de retraites garanties servies par les sociétés de secours mutuels approuvées sur le fonds commun. En considérant attentivement les dispositions de la loi qui s'y rapportent, on arrive à conclure que le

système adopté ne peut donner que de bien mauvais résultats. L'article 23 décide en effet que toutes les retraites provenant du fonds commun sont constituées à capital réservé au profit de la société. Cette manière de procéder se comprend fort bien quand il s'agit de pensions éventuelles ; il n'y a dans ce cas que quelques membres qui soient appelés à jouir de la pension, les arrérages du fonds commun seront toujours suffisants pour leur constituer une pension appréciable. Mais la situation est bien différente quand il s'agit de pensions garanties. Nous croyons avec M. Guillemaut, qu'il y a plusieurs raisons qui militent en faveur de la constitution à capital aliéné de ces pensions. Tout d'abord, les retraites garanties ne sont plus, comme les pensions éventuelles, produites par les ressources extraordinaires de la société, mais, en majeure partie, par les cotisations spéciales des participants et logiquement aucune partie de ces cotisations ne doit être détournée de son but. Les sociétaires se sont imposés de réels sacrifices pour parvenir à effectuer leurs versements et il semble nécessaire de leur fournir le maximum d'indemnité qu'il est possible d'obtenir. En réservant le capital des rentes au profit de la société, on dépouille forcément le sociétaire actuel pour avantager des successeurs inconnus et peut être bien moins nécessaires. D'autre part, et c'est là une critique qu'on aurait bien pu prévoir, les retraites vont être absolument insignifiantes et au lieu de prêter aux pensionnaires une aide réellement efficace, elles descendront à des chiffres presque dérisoires, sans rapport aucun avec les nouveaux sacrifices consentis.

De plus, plusieurs sociétés importantes et bien organisées, se fiant sur la législation antérieure, ont constitué depuis longtemps un véritable service de retraites

garanties à capital aliéné. Que vont-elles faire ? Devront-elles manquer à leurs engagements, pour se conformer à l'article 23 qui déclare tout à coup inaliénables toutes les ressources qui vont au fonds commun ?

Il est infiniment probable que les sociétés ne pratiqueront pas le système des retraites garanties servies au moyen du fonds commun. Celles qui auront un fonds commun l'emploieront très vraisemblablement comme auparavant, en s'en servant à constituer à leurs membres les plus âgés, et les plus dignes d'intérêt, de petites pensions au moins appréciables. Les sociétés puissantes qui voudront promettre à leurs sociétaires de véritables retraites garanties en leur demandant un supplément de cotisation, auront recours au système du livret individuel qui semble plus pratique en l'espèce.

Outre les pensions de retraites prévues aux articles 23 et 24, l'article 25 permet aux sociétés approuvées d'accorder à leurs membres participants des allocations non pas viagères, mais annuelles, sur les intérêts du fonds commun inaliénable et les autres ressources disponibles. Le montant en est fixé tous les ans par l'assemblée générale d'après les ressources et les besoins de la société. Cette disposition est une facilité de plus donnée aux sociétés qui ne croient pas pouvoir s'engager à servir des pensions viagères, mais dont le fonds de retraites, quand il existe, et les disponibilités sur les autres chapitres de leur budget, offrent néanmoins des crédits utilisables en faveur des anciens sociétaires. Le service de ces allocations peut s'effectuer non seulement à l'aide des ressources disponibles de la société, mais à l'aide des arrérages du fonds commun. Il est à remarquer que d'après l'article 23 et contrairement à ce qui existait autrefois, les sociétés approuvées peuvent employer les revenus de leur fonds

commun sans recourir à l'intermédiaire de la Caisse des retraites pour la vieillesse.

L'assemblée générale désigne chaque année parmi les membres qui ont payé au moins quinze années de cotisations et qui sont âgés de plus de 50 ans, ceux qu'elle croit devoir doter de ces allocations. Ce sont des conditions minima.

Le § 2 de l'article 25 autorise les statuts à reculer l'âge des bénéficiaires et à augmenter la durée de leur sociétariat. C'est une question financière. Si les ressources sociales sont assez élevées pour délivrer des allocations au minimum de durée fixé par le § 1^{er}, il sera loisible à l'assemblée générale de prendre une décision en ce sens et d'étendre les conditions en faveur des situations particulièrement intéressantes; dans le cas contraire, les statuts diront à quel âge ultérieur à 50 ans et au bout de combien d'années de sociétariat au delà de quinze les expectants seront admis à l'allocation annuelle.

Notons pour en finir avec les retraites constituées à l'aide du fonds commun, qu'une indemnité pécuniaire fixée chaque année par l'assemblée générale peut être prélevée sur les fonds dits « de réserve » en faveur des membres participants infirmes ou incurables avant l'âge d'être admis à la retraite. L'expression de fonds de réserve, employée seulement dans la loi, signifie d'après M. Barberet que des fonds spéciaux pris sur le compte courant déposé à la Caisse des dépôts et consignations ou sur les disponibilités de la Caisse sociale, formeront une réserve destinée à ce genre d'indemnité (Art. 25, § 4^e).

A côté des pensions servies sur le fonds commun, la loi envisage les pensions constituées au moyen du livret individuel. L'article 24 en établit le mécanisme et inaugure un nouveau mode de formation du capital constitutif

sous l'appellation de « caisse autonome » c'est-à-dire de caisse à part et exclusivement réservée à la liquidation des pensions de retraites.

L'article 24 admet deux formes de réalisation du capital constitutif des pensions : celle qui consiste dans le versement de ses fractions à la Caisse nationale des retraites au fur et à mesure qu'elles sont effectuées dans la Caisse sociale, et celle qui dérive de la Caisse autonome dont la gestion est à peu près indépendante de la société.

La pratique de la première forme, qui pouvait avoir lieu en vertu de l'article 4 du décret du 26 avril 1856, n'a pas encore été adoptée par les sociétés. Elle nécessiterait, à époque périodique, tous les trimestres ou tous les semestres, l'établissement d'un bordereau sur lequel seraient inscrites les parts de chaque ayant droit, et le versement en bloc du total à la Caisse nationale des retraites s'effectuerait par les soins du trésorier ou de tout autre délégué de la société.

La seconde forme offre plus de difficultés, en ce sens que la Caisse autonome placée sous la responsabilité de la société devra être mise par elle en valeurs de rapport, suivant l'énumération qui en est faite au § 1^{er} de l'article 20 et 2 de l'article 27, et il est probable que la création de cette Caisse, dans les sociétés qui soignent leurs malades, demandera aux sociétaires une augmentation du taux de leurs cotisations.

Aux termes de la loi, les versements sur les livrets individuels de pension proviennent :

1^o De la cotisation spéciale que le sociétaire a lui-même acquittée en vue de la retraite ou de la portion de la cotisation unique prélevée en vue de ce service ;

2° De tout ou partie des arrérages annuels du fonds commun inaliénable s'il en existe un ;

3° Des autres ressources dont les statuts autorisent l'emploi en capital au profit des livrets individuels.

Ces ressources doivent donc tout d'abord émaner du sacrifice individuel du participant, soit qu'il verse une cotisation spéciale, soit qu'on opère sur sa cotisation un prélèvement statutaire, en vue de la retraite. La société ensuite peut ajouter à ce versement fait par l'intéressé tout ou partie des arrérages du fonds commun ; la répartition se fait également entre tous les membres. Elle peut enfin la grossir à l'aide de différentes ressources dont elle n'aura pas fait d'autre emploi (excédent de recettes....)

Les versements effectués par la société sur le livret individuel le sont à capital aliéné ou à capital réservé, au profit de la société, suivant que les statuts en auront décidé.

Les sociétés, quel que soit d'ailleurs leur mode d'emploi des arrérages du fonds commun inaliénable, devront se pourvoir de l'autorisation de les retirer et justifier qu'elles les auront employés selon les termes du § 1^{er} de l'art. 23. Un reçu du retrait sera fait en double expédition, l'un pour la Caisse des dépôts et consignations, l'autre pour l'administration du ministère de l'Intérieur. Le reçu sera donné sur papier libre et exempté du droit de timbre.

De plus, si les pensions sont liquidées par la Caisse nationale des retraites, la production du bordereau de versement sur les livrets individuels donnera lieu à la délivrance, également en double expédition, d'un reçu de la Caisse des dépôts et consignations ou de ses pré-

posés. Une expédition sera remise à la société et une autre à l'administration du ministère de l'Intérieur.

Les receveurs particuliers feront le contrôle des Caisses autonomes et l'inspecteur des finances en fera la vérification.

Les receveurs et les inspecteurs devront s'assurer si les intérêts du fonds de retraites ont été bien employés au service des pensions.

Si la société autorise par ses statuts l'abandon du capital aux titulaires des livrets, en cas de décès des pensionnés, l'Etat reprendra les subventions sur les versements annuels effectués par les sociétés.

Si la société n'a pas aliéné le capital, il sera réinscrit au compte de la société au décès des pensionnaires, pour repasser à d'autres bénéficiaires, sans que l'Etat reprenne ses subventions, dont les intérêts se capitalisent.

Le membre participant peut, selon son désir, verser sur son livret les cotisations à capital aliéné ou à capital réservé au profit de ses ayants droit. M. Lourties, dans son rapport, s'est surtout occupé des pensions sur livret individuel. « Cet article écrit-il, vise les pensions de retraites constituées par le livret individuel à l'aide de la Caisse nationale des retraites ou d'une caisse autonome. Il précise les ressources destinées à les alimenter; elles émanent tout d'abord du sacrifice individuel du participant, soit qu'il verse une cotisation spéciale, soit qu'on opère sur sa cotisation unique un prélèvement statutaire en vue de la retraite.

« La société ajoute à ce versement fait par l'intéressé les arrérages du fonds commun répartis entre tous les membres; elle peut enfin le grossir également à l'aide de différentes ressources dont elle n'aura pas fait d'autre emploi.

« La société sera libre, pour la part de versements, qu'elle a à sa charge, de décider statutairement si la pension sera constituée à capital aliéné ou à capital réservé à son profit.

« Il en sera tout autrement, en ce qui concerne les versements opérés par le participant lui-même. Aucune partie de ces cotisations ne saurait être détournée de son véritable but. Le produit ne doit, en aucun cas, être placé à capital réservé au profit de la société. C'est à l'intéressé à constituer sa pension à capital aliéné ou à capital réservé au profit de ses ayants droit, si telle est sa volonté. Mais en réalité, ce dernier système est très défectueux, car la rente à capital réservé produit seulement la restitution des sommes versées par le rentier jusqu'à son décès. En d'autres termes, le capital remboursé au décès est d'autant plus élevé que le déposant est plus âgé. Or, les besoins de la famille privée de son chef diminuent au contraire à mesure que la femme vieillit et à moins d'années à vivre, à mesure que les enfants grandissent et qu'ils peuvent se suffire à eux seuls. Il est donc plus pratique, selon nous, que le sociétaire constitue sa pension à capital aliéné, mais il est désirable que là où cela est possible, elle soit complétée par une véritable assurance au décès faite au profit de sa femme et de ses enfants mineurs. »

La liquidation des pensions de retraite sur livret individuel constituées à capital aliéné et à jouissance immédiate par les sociétés de secours mutuels sera faite par la Caisse nationale des retraites, d'après des tarifs de cette caisse calculés jusqu'à quatre-vingts ans.

La rente à capital aliéné semble devoir se pratiquer davantage que celle à capital réservé qui produit seule-

lement la restitution des sommes versées jusqu'au décès du rentier.

M. Barberet s'occupe d'une situation intéressante faite par la loi aux sociétés mutuelles scolaires qui constituent des pensions sur le livret individuel en même temps que sur le fonds commun. Au sujet de ces sociétés pour lesquelles l'encaissement des cotisations est une difficulté, il cite la demande adressée par le préfet de l'Ardèche en faveur de la mutualité scolaire de ce département, demandant que les percepteurs soient autorisés à agir comme préposés de la Caisse des dépôts et consignations et à recevoir les cotisations et collectes communales et à payer les indemnités de maladie aux ayants droit. Après une réponse négative, le ministre des Finances consentit à ce que les percepteurs de l'Ardèche reçussent les fonds libres qui leur seraient versés par les trésoriers des sections et des sous-sections.

M. Barberet estime qu'il y aurait avantage à généraliser cette décision et à autoriser les percepteurs à favoriser, par leurs attributions nouvelles, l'extension de ces sociétés mutuelles scolaires.

M. Fleury-Ravarin, député du Rhône, a du reste déposé un projet en ce sens dans la séance du 26 mars 1899.

Aux termes de l'article 27, les sociétés ou les unions qui voudront créer des caisses autonomes pour servir des pensions de retraite, pour réaliser l'assurance en cas de vie, de décès ou d'accident, doivent se soumettre à un règlement d'administration publique qui déterminera les conditions et les garanties à exiger pour l'organisation de ces caisses.

Il a été décidé, après controverse, que ces caisses autonomes sont des détachements des sociétés ou des

unions qui les créent, mais qu'elles ont une existence libre et une responsabilité propre.

D'après le projet de règlement d'administration publique, publié par M. Barberet (p. 456, annexes), la caisse autonome se forme et s'administre comme les unions ordinaires. Elle est alimentée par des cotisations spéciales qui doivent suffire pour les charges probables. La caisse autonome doit verser ses fonds à la Caisse des dépôts et consignations en compte courant disponible. Elle jouit de la bonification déterminée par l'article 21 de la loi du 1^{er} avril 1898.

Les caisses autonomes ayant pour but l'assurance en cas d'accidents sont soumises aux prescriptions de la loi du 9 avril 1898.

La caisse autonome remet à chaque intéressé, par l'intermédiaire des sociétés adhérentes, un livret sur lequel sont inscrits les versements par lui effectués et les rentes viagères ou le capital assuré en cas de décès ou en cas de vie, auquel il a droit.

Une société de secours mutuels approuvée peut constituer en caisse autonome le service spécial de ses pensions de retraites ou de ses assurances en cas de vie, si elle compte plus de mille participants, versant des cotisations à cet effet.

Mais pour fonctionner valablement, la caisse autonome doit être autorisée par le ministre de l'Intérieur.

Chaque année, dans le premier trimestre, les présidents des Conseils d'administration des caisses autonomes sont tenus de faire établir :

- 1^o Un tableau sommaire des recettes et des dépenses ;
- 2^o La balance au 31 décembre de l'actif social et du passif ;

3° Un état des modifications survenues au cours de l'année précédente ;

4° Un état des membres participants groupés selon les âges ; qui sont envoyés en trois expéditions, dont une au ministère de l'Intérieur, l'autre reste à la préfecture, et la troisième est envoyée aux receveurs particuliers.

Les présidents des Conseils d'administration des caisses autonomes doivent communiquer à l'inspection des finances les quatre états, ainsi que leurs livres, registres, procès, bilan et toutes pièces susceptibles de permettre la vérification de la gestion.

Les fonds versés dans les caisses autonomes devront être employés en rentes sur l'Etat, en valeurs du Trésor ou garanties par le Trésor, en obligations départementales ou communales, du Crédit foncier de France, et des compagnies françaises de chemins de fer dont les intérêts sont garantis par l'Etat. Il résulte du silence de la loi, que les acquisitions immobilières sont interdites aux caisses autonomes. C'est certainement regrettable.

L'obligation de placer les fonds des caisses autonomes en valeurs sûres, mais dont l'intérêt est faible, limitera sans doute beaucoup leur champ d'activité.

L'introduction du livret individuel dans les sociétés de secours mutuels est certainement une innovation d'une grande portée. Le mutualiste placé ainsi chaque année, en face des avantages personnels que lui fournira la société, pouvant se rendre compte de l'augmentation de pension qu'il lui sera possible d'obtenir, en ajoutant au versement de la société un versement prélevé sur sa propre épargne, ne tardera pas à s'imposer un léger sacrifice pour atteindre un aussi heureux résultat. Et ainsi, comme le faisait valoir M. Audiffred, sous l'influence

puissante du mobile de l'intérêt personnel sagement guidé, on verra l'œuvre de la constitution des pensions de retraites recevoir un développement considérable.

Mentionnons encore une heureuse réforme : la Caisse des dépôts et consignations est tenue d'envoyer dès le premier trimestre de chaque année, aux présidents des sociétés de secours mutuels ayant constitué des pensions de retraite en faveur des membres participants, la liste des retraités qui, dans l'année précédente, n'auront pas touché leurs arrérages. Grâce à cette mesure, les sociétés informées pourront faire des recherches en temps opportun pour s'assurer de l'existence ou du décès des ayants cause.

Pour l'exécution de cette disposition, le directeur de la Caisse des dépôts et consignations, dans une lettre du 12 août 1898, au ministre, proposait de régler ainsi les diverses formalités :

« Mon administration établirait et vous adresserait dans le courant du quatrième trimestre de l'année, pour être transmise à chaque société, la liste nominative de ses pensionnaires dont les rentes viagères constituées sans condition de retour, en cas de décès, des capitaux constitutifs étaient, à la date du 31 décembre, imputées sur le fonds des retraites d'après les écritures de la Caisse des dépôts et consignations.

« Les sociétés rapprocheraient ces listes de celles qui résultent de leurs propres écritures et pourraient provoquer immédiatement la réintégration du capital constitutif des rentes des pensionnaires figurant sur la liste de la Caisse des dépôts et consignations dont elles connaîtraient le décès et pour lesquels elles n'auraient pas encore produit l'acte. Elles auraient à tenir ces listes au

courant, par addition des nouveaux pensionnaires et par déduction des pensionnaires décédés, au fur et à mesure de la réception, soit des titres des nouvelles rentes viagères accompagnées des bulletins indiquant les sommes prélevées sur le fonds commun de retraites, soit des avis concernant la réintégration du capital constitutif.

« Chaque année, à partir de 1899, dans le courant du premier trimestre, les sociétés comptant des sociétaires dont elles n'auraient pas eu de nouvelles dans le courant de l'année précédente, transmettraient la liste de ces pensionnaires à la Caisse des dépôts et consignations, qui ferait les recherches nécessaires pour discerner ceux qui n'auraient pas touché leurs arrérages depuis plus d'un an, et notifierait aux sociétés intéressées, dans le courant du mois de mars ou dans le mois de la réception des listes qu'elles auraient transmises, le nom de ces pensionnaires et leur dernier domicile connu qui, le plus souvent, sera celui du décès. »

Pour cette réintégration des pensions au fonds des sociétés, le directeur de la Caisse a fait part au ministère de l'Intérieur, par lettre du 12 janvier 1899, de la décision prise par la commission supérieure de la Caisse nationale des retraites :

« La commission supérieure a émis l'avis que, lorsqu'un pensionnaire d'une société de secours mutuels approuvée, titulaire d'une rente viagère de la Caisse nationale des retraites constituée à capital réservé, sera resté plus d'un an sans toucher les arrérages de sa pension, le capital constitutif de cette pension pourra être réintégré au fonds des retraites sur la demande du président de la société, avec valeur de la date d'arrivée de cette demande à la Caisse des dépôts et consignations.

« Toutefois, cette réintégration sera subordonnée à l'engagement préalable pris par la société de ne pas disposer du capital réintégré et d'une somme ne dépassant pas le montant des arrérages de cinq années, jusqu'à ce qu'il se soit écoulé trente ans depuis la disparition du pensionnaire, ou cent ans depuis sa naissance.

« Par suite de cette mesure toute bienveillante à l'égard des sociétés de secours mutuels, plusieurs demandes de réintégration qui n'avaient pu être accueillies parce que les conditions antérieurement exigées pour suppléer à la production des actes de décès des pensionnaires n'étaient pas remplies, pourront être utilement renouvelées.

« Dès que vous m'aurez fait parvenir des demandes concernant ces réintégrations, accompagnées d'une pièce constatant l'engagement pris par les sociétés, conformément à la délibération de la commission supérieure de la Caisse nationale des retraites, je m'empresserai de vous faire donner la suite qu'elle comporte. »

Grâce à cette disposition, les sociétés pourront faire meilleur emploi de leurs capitaux.

Enfin, la loi s'occupe aussi de la situation des étrangers mutualistes au point de vue de la retraite : l'article 26 exige, pour que les mutualistes étrangers qui ont une pension sur livret individuel, puissent emporter le capital constitutif de cette pension, que leur pays d'origine ait une législation équivalente à la nôtre, de sorte que les Français y résidant puissent y trouver des avantages équivalents.

Pour les pensions allouées sur le fonds commun, la loi exige la résidence sur le territoire français, aussi bien pour les pensions prises sur le fonds commun inaliénable que sur le fonds commun disponible, l'article 26 ne spé-

cifiant pas, si ces pensions sont prélevées sur le fonds commun inaliénable, intérêts ou capital, ou sur le fonds commun disponible.

Le même article 26 s'occupe des subventions de l'Etat. Nous avons vu en étudiant la législation des sociétés de secours mutuels avant 1898 les subventions considérables qui leur étaient allouées par l'Etat, soit sur les arrérages de la dotation, soit à l'aide des crédits importants votés par le Parlement. Les allocations aux sociétés de secours mutuels approuvées sont maintenues. Comme nous l'avons dit, les subventions aux sociétés de secours mutuels ont été faites sur plusieurs bases. A la suite du décret du 26 avril 1856, qui autorisa la constitution d'un fonds de retraite avec les excédents de recettes sur les dépenses de maladies, des subventions furent réparties sur les arrérages du fonds de la dotation non employés en secours aux mutualités.

On accordait alors un franc par membre participant ; un cinquième du prélèvement voté par chaque société.

A partir de 1858, on alloua un franc par membre participant ; cinquante centimes par franc versé.

En 1868, on alloua :

Un franc par membre participant ;

Le quart du versement effectué par la société.

Mais en aucun cas, le chiffre de la subvention ne pouvait être supérieur à celui du versement.

En 1869, on alloua :

1^o Un franc par membre participant ;

2^o Le quart du versement ;

3^o Un franc en sus par membre participant âgé de plus de cinquante-cinq ans ;

4° En aucun cas, la subvention ne devait dépasser le montant de la somme versée ;

5° La subvention ainsi calculée ne devait pas excéder le chiffre de 3,000 fr., ou le nombre des membres participants multiplié par 3.

A partir de 1884, on décida qu'on donnerait en subvention :

1° Le quart du versement ;

2° Un franc par membre participant ;

3° Un franc par membre participant âgé de plus de cinquante-cinq ans.

C'est ce système qui était encore appliqué au moment de la loi. Aussi, M. L. Ricard, dans la séance du 4 juin 1897, demanda-t-il que le ministre prit l'engagement que les subventions seraient réparties d'après les mêmes principes.

De plus, la nouvelle loi, outre les subventions qui étaient accordées aux sociétés qui effectuaient des versements à leurs fonds de retraites, la répartition des trois cinquièmes des comptes abandonnés des caisses d'épargne (art. 20, loi 20 juillet 1895) et la majoration des pensions au-dessous de 360 fr., liquidées sur le fonds commun inaliénable à partir du 1^{er} janvier 1895, accorde des subventions pour encourager la formation des pensions sur le livret individuel. Elle entend également que des subventions soient accordées aux sociétés qui ne constituent pas de retraites.

La répartition des crédits affectés aux sociétés de secours mutuels doit avoir lieu dans les proportions et suivant les barèmes arrêtés par le ministre de l'Intérieur après avis du conseil supérieur ; toutefois, en ce qui concerne les subventions pour les versements effectués

par les sociétés à leurs fonds de retraites, comme il a été entendu lors de la discussion, les bases en resteront les mêmes, à moins qu'il n'y ait nécessité absolue de changement, ce qui n'est guère probable.

Une autre subvention est inscrite à l'article 26 : elle prime même toutes les autres, attendu qu'elle devra être distraite sur leur ensemble avant qu'aucune autre ait été prélevée. Son maximum est de cinq pour cent sur l'actif total, et son but est de venir en aide aux sociétés, qui par suite d'épidémies ou d'autres causes de force majeure n'auraient pu remplir momentanément leurs engagements. Ces subventions éventuelles, qui existaient déjà sous l'ancienne législation, sont indispensables. Les services qu'elles rendent sont considérables. Non seulement elles doivent être accordées aux sociétés qui tout d'un coup, par suite d'une catastrophe inattendue, se trouvent sans ressources et risquent une ruine imméritée, mais encore, et les pouvoirs publics ne voulant pas abandonner la tradition jusqu'alors suivie, elles doivent aller aux sociétés naissantes et qui, malgré toute la bonne volonté des organisateurs, n'arrivent pas à se soutenir. Tous ceux qui ont vu de près la formation de sociétés de secours mutuels savent les difficultés qu'elles ont malheureusement quelquefois à vaincre au début. L'indifférence des uns, les préjugés des autres ; la tendance de plusieurs de n'entrer dans la société que quand ils la verront fonctionner, que les résultats en seront palpables, rendent très laborieux l'enfantement de l'association. La subvention de l'Etat peut justement, par une allocation une fois donnée, faciliter ces commencements, soutenir les sociétés naissantes, venir en aide à leur faiblesse et les aider à faire face aux dépenses premières de leur organisation.

Pour obtenir une subvention, le président d'une société

approuvée doit adresser une demande au ministre de l'Intérieur par l'intermédiaire du préfet, en joignant à sa demande un exposé détaillé de la situation financière de la société et un état numérique des membres, tant honoraires que participants. « Lorsque des demandes de subventions seront adressées aux préfets pour être transmises au ministre de l'Intérieur, dit M. Barberet, il leur appartiendra de se renseigner exactement sur leur bien fondé et de lui communiquer leurs observations pour qu'il puisse statuer en connaissance de cause. Les appréciations de ces administrateurs départementaux devront appuyer sur la gestion plus ou moins prudentes des sociétés demanderesses, sur la situation financière, sur les causes qu'elles invoquent et sur le nombre de leurs membres participants et honoraires (1). »

Le bénéfice des subventions de l'Etat, de même que celui de l'intérêt de 4 1/2 0/0 et des avantages fiscaux accordés par la loi aux sociétés approuvées, est refusé à celles d'entre elles qui accordent à leurs membres ou à certains de leurs membres soit des indemnités moyennes ou supérieures à 5 fr. par jour, soit des allocations annuelles et des pensions supérieures à 360 fr., soit des

(1) En dehors des subventions de l'Etat, les sociétés de secours mutuels ont reçu dans de très nombreux départements des subventions des Conseils généraux et municipaux. La dernière statistique des allocations départementales et communales, établie au ministère de l'Intérieur, nous fait connaître que les Conseils généraux ont affecté au cours de l'année 1897, la somme de 165,218 fr. à 1633 sociétés approuvées, et de 5,949 fr. à 104 sociétés autorisées, et que les communes ont donné 368,594 fr. à 1743 sociétés approuvées et 27,649 fr. à 139 sociétés autorisées. Très certainement, ces subventions s'augmenteront rapidement.

Rappelons aussi que les sociétés approuvées qui possèdent des caisses de retraites participent annuellement à la répartition des trois cinquièmes des sommes provenant des comptes abandonnés des caisses d'épargne (loi du 20 juillet 1895, art. 20). Chaque répartition est faite par les soins du ministère de l'Intérieur.

capitaux en cas de vie ou de décès, supérieurs à 3,000 fr. (art. 28).

Cette disposition de l'article 28 a soulevé de très vives critiques dans certains milieux mutualistes. L'interprétation n'avait donné lieu à aucune difficulté. Ses termes formels paraissaient bien indiquer que l'Etat entendait restreindre ses subventions et les immunités fiscales aux seules sociétés qui accordent notamment à leurs membres des pensions de retraites inférieures à 360 fr.

Et déjà pour se mettre à l'abri des sanctions de l'article 28, quelques sociétés qui promettaient à leurs membres des pensions supérieures à 360 fr., avaient tout simplement modifié leurs statuts et déclaré qu'elles ne promettaient plus que des pensions *égales* à 360 fr.

Sur ces entrefaites parut le commentaire de la loi du 1^{er} avril 1898, par M. Barberet, chef de bureau des Institutions de prévoyance au ministère de l'Intérieur, commentaire qui fut envoyé à tous les préfets de France et d'Algérie comme contenant l'interprétation administrative de la loi.

Or, sous l'article 28, M. Barberet expliquait, contrairement à l'opinion universelle et contrairement aux termes formels du texte de la loi, que les sociétés accordant des pensions supérieures à 360 fr., conservaient quand même l'avantage du taux d'intérêt à 4 1/2 0/0.

Et il en donnait la raison suivante :

« L'article 21 dit que le fonds commun de retraites existant au jour de la promulgation de la loi ne peut être supprimé. Conséquemment, puisque ce fonds demeure en tout état de cause à la Caisse des dépôts et consignations, il va de soi que le taux de 4 1/2 0/0 doit lui être

continué, d'abord en vertu du principe de non rétroactivité, ensuite aux termes mêmes de la loi. »

On ne voyait pas bien ce que venait faire ici le principe de non rétroactivité. Le principe de non rétroactivité s'opposait simplement à ce qu'on *retirât* aux sociétés accordant des pensions de plus de 360 fr., les bonifications d'intérêt à 4 1/2 qu'on leur *avait versées* en vertu des textes antérieurs et avant la promulgation de la nouvelle loi. Mais de cela il n'avait jamais été question.

Quant *aux termes de la loi*, ils sont tels, que juridiquement, sinon administrativement, ils ne supportent aucune controverse : « Les sociétés qui accordent à leurs membres.... des pensions supérieures à 360 fr...., ne bénéficient... *ni du taux spécial d'intérêt fixé par les décrets du 26 mars 1852 et 26 avril 1856.* »

Aussi, dans la séance de la Chambre du 1^{er} décembre 1899, M. Ricard, député de la Seine-Inférieure, a posé une question à ce sujet à M. le ministre de l'Intérieur, lui demandant si cette interprétation de M. Barberet serait bien celle de l'administration.

M. Waldeck-Rousseau lui a répondu que l'article 28 lui paraissait tellement clair, qu'il ne pouvait y avoir aucun doute sur son interprétation, que le commentaire du chef de bureau des Institutions de prévoyance ne liait pas l'administration, et qu'en tous cas, l'erreur serait rectifiée.

L'article 28 demeure donc avec le sens si formel que tous lui avaient jusqu'ici accordé ; les sociétés de secours mutuels accordant des pensions supérieures à 360 fr., n'ont plus droit à l'intérêt de 4 1/2 0/0 sur leurs fonds en dépôt à la Caisse des dépôts et consignations, pas même sur ceux déposés antérieurement à la nouvelle loi. Et

c'est par voie législative que devront procéder les adversaires de cette mesure pour en obtenir la modification.

De plus, cet article interdit formellement à toute personne de s'affilier à plusieurs sociétés en vue de se constituer soit des pensions multiples dépassant au total 360 fr., soit des capitaux supérieurs à ceux indiqués par la loi. Si un mutualiste déroge à cette règle, il doit être sans retard exclu des sociétés dont il fait partie, sous peine pour celles-ci de perdre les avantages concédés par la loi de 1898.

Cette disposition a pour but de viser certains mutualistes qui s'affilient à cinq ou six sociétés pour obtenir des pensions multiples, jusqu'au maximum de 1,200 fr. fixé par la loi du 20 juillet 1886, ou pour assurer sur leur tête des capitaux en cas de survie ou de décès, au tarif consenti aux sociétés de secours mutuels. Il résulte de cette disposition que si un sociétaire n'a pas le droit de se constituer plus de 360 fr. de rente, ou de s'assurer, en cas de survie ou de décès, pour plus de 3,000 fr., à l'aide des sociétés de secours mutuels approuvées, cette disposition ne vise que les sociétaires qui s'affilieront et non ceux qui seront affiliés à plusieurs sociétés.

En entrant dans une nouvelle société, les sociétaires devront faire une déclaration dans laquelle ils déclareront qu'ils n'enfreignent pas les dispositions de l'article 28, et les présidents de sociétés devront aviser le préfet des infractions portées à leur connaissance.

Au sujet de cette disposition de la loi, M. Audiffred, dans son rapport supplémentaire à la Chambre, en a fixé le sens : « L'article 28, dit-il, n'interdit pas les cumuls de pensions ou d'assurances. C'eût été porter atteinte à la liberté d'association qui constitue un des progrès réalisés par la loi nouvelle. Mais il réserve les avantages pécu-

niaires aux personnes peu favorisées de la fortune et les refuse à celles qui n'ont pas besoin des subventions de l'Etat.

« Si une de ces violations de la loi se produit, les sociétés contrevenantes devront la faire cesser. Il se peut qu'elles l'ignorent. Dans ce cas, on ne pourra leur faire grief de leur inaction. Mais lorsque cette violation de la loi leur aura été signalée, dans les formes déterminées par un règlement d'administration publique, par un avis, une injonction, une mise en demeure, si elles se refusent à faire cesser l'abus qui leur aura été signalé, elles perdront, par cela même, les avantages concédés par la loi. Tel est l'avis de votre commission et de la commission du Sénat. »

D'après M. Lourties, l'article 28 se justifie complètement.

« L'article 28, dit-il dans son rapport, stipule que le bénéfice des subventions et des avantages fiscaux accordés par la loi sera refusé aux sociétés qui accordent à leurs membres, soit des indemnités moyennes supérieures à 5 fr. par jour, soit des allocations annuelles ou des pensions supérieures à 3,000 fr. La commission a pensé que cette mesure devait s'appliquer aussi aux sociétés qui accordaient ces avantages à certains de leurs membres seulement et qu'il y avait lieu d'interdire aussi dans cet article l'affiliation à plusieurs sociétés en vue de se constituer une pension supérieure à 360 fr., ou des capitaux en cas de vie ou de décès supérieurs à 3,000 fr., sous peine d'exclusion des sociétés de secours mutuels. Autant il est équitable de venir en aide aux personnes de condition modeste qui, par un prélèvement continu sur leurs modiques ressources, s'assurent contre les risques inhé-

rents à la vie humaine, autant il est inadmissible que le produit de l'impôt serve à accorder des faveurs à des personnes aisées qui usent du levier puissant de l'association pour supporter plus facilement les charges toujours lourdes pour les individus isolés. »

Le directeur de l'Enregistrement et des Domaines, dans une instruction, a spécifié la situation faite à l'administration par l'article 28.

« Les agents qui auront acquis, au moyen d'actes ou pièces régulièrement parvenus à leur connaissance, la preuve que des membres de sociétés de secours mutuels approuvées se sont affiliés à plusieurs sociétés pour se constituer, soit une pension supérieure à 360 fr., soit des capitaux en cas de vie ou de décès supérieurs à 3,000 fr., devront en informer leur directeur qui s'empressera de porter le fait à la connaissance du préfet, afin que l'autorité compétente puisse inviter les sociétés à prononcer l'exclusion de ces sociétaires. Ce n'est que dans le cas où cette mise en demeure ne serait pas suivie d'effet que les sociétés cesseraient dans la mesure ci-dessus indiquée de jouir des immunités fiscales que la loi leur confère. »

Il importe d'observer à ce sujet, que le dernier paragraphe de l'article 28 de la loi n'attache aucune sanction à l'affiliation d'un sociétaire à plusieurs sociétés qu'autant que le sociétaire y recourt en vue de se constituer une pension de plus de 360 fr. ou un capital de plus de 3,000 fr. Quand cette intention n'existe pas, la disposition précitée est sans application. Elle ne régit donc pas notamment, le cas d'un sociétaire appelé à jouir d'une pension supérieure au chiffre sus-indiqué, sans l'avoir cherché, uniquement parce que les ressources des sociétés

dont il est membre se sont accrues depuis qu'il en fait partie.

Remarquons enfin avec M. Barberet ⁽¹⁾ :

1^o Que la loi n'a pas d'effet rétroactif vis-à-vis des personnes affiliées à plusieurs sociétés antérieurement au 1^{er} avril 1898 et dont l'affiliation tomberait sous le coup de l'article 28 ;

2^o Que les sociétés qui ignoreraient la violation de la loi par leurs membres n'encourent aucune responsabilité ;

3^o Que l'interdiction du sociétariat dans plusieurs sociétés jusqu'à concurrence des chiffres indiqués ne portait que sur celles qui sont subventionnées par l'Etat.

L'article 28, dans son ensemble, ne peut être critiqué : il ne faut pas donner aux riches. Comme le fait très bien remarquer M. Lourties dans son rapport au Sénat, autant il est équitable de venir en aide aux personnes de condition modeste qui par un prélèvement continu sur leurs modiques ressources s'assurent contre les risques inhérents à la vie humaine, autant il est inadmissible que le produit de l'impôt serve à accorder des faveurs à des personnes aisées qui usent du levier puissant de l'association pour supporter plus facilement des charges toujours lourdes pour les individus isolés.

Les sociétés approuvées ont des devoirs vis-à-vis de l'administration : comme précédemment elles doivent, aux termes de l'article 29, adresser annuellement au ministère de l'Intérieur, par l'intermédiaire des préfets, le compte rendu de leur situation morale et financière dans les trois premiers mois de chaque année. Cette disposition n'est en somme que la répétition de l'article 21 du décret du 26 mars 1852.

(1) BARBERET, p. 274 et suiv.

Le § 2 de l'article 29 fait revivre l'article 6 du décret du 14 juin 1851 portant règlement d'administration publique sur les sociétés de secours mutuels, qui était abrogé par le décret du 26 mars 1852, en prescrivant aux sociétés approuvées de communiquer leurs livres, registres, procès-verbaux et pièces comptables aux préfets, sous-préfets ou à leurs délégués lorsqu'ils croiront devoir à faire la réquisition. Cette communication aura lieu au siège de la société. Si extraordinairement elle motivait un déplacement, le préfet prendrait un arrêté pour l'ordonner.

Dans le cas où la société refuserait de faire cette communication le préfet traduirait les récalcitrants devant le tribunal correctionnel, et la société pourrait être condamnée à une amende de 15 à 500 fr. Ce retour aux dispositions du décret du 14 juin 1851 est motivé par l'abus qui pourrait être fait des libertés nouvelles octroyées aux sociétés approuvées par la loi du 1^{er} avril 1898.

Pour en finir avec les sociétés approuvées, nous devons voir de quelle manière s'opère leur liquidation après dissolution. C'est l'article 31 qui traite cette importante question. Que la dissolution d'une société approuvée soit volontaire (c'est-à-dire votée en assemblée générale), ou forcée (c'est-à-dire ordonnée par le tribunal), la liquidation s'opère sous la surveillance du préfet ou de son délégué, comme le voulait l'article 17 du décret du 17 juin 1851.

Il est prélevé sur l'actif social, y compris le fonds commun inaliénable de retraites déposé à la Caisse des dépôts et consignations (1) :

(1) Jusqu'alors l'actif social liquidable après dissolution n'était composé que du fonds commun disponible, c'est-à-dire des fonds en caisse et en compte courant à la Caisse des dépôts et consignations. Le § 2 de l'article 31 comprend en outre dans cet actif le fonds commun inaliénable non employé au service des pensions. Cette jurisprudence était d'ailleurs admise par le Conseil d'Etat depuis plusieurs années.

1° Le montant des engagements contractés vis-à-vis des tiers. Ces engagements peuvent être de deux sortes :

1° Les achats mobiliers faits par la société, tels qu'ameublement du siège social, fournitures de bureau, fournitures de médailles décernées par la société à ses membres les plus dévoués, etc. ; 2° paiement de l'usufruit de donations d'immeubles faites entre vifs et dont la société serait bénéficiaire, redevance sur des achats de propriétés immobilières (1) ;

2° Les sommes nécessaires pour remplir les engagements contractés vis-à-vis des membres participants notamment en ce qui concerne les pensions viagères et les assurances en cas de décès, de vie ou d'accident. Il s'agit ici du prélèvement du capital nécessaire au service des pensions acquises ou en cours de réalisation et le paiement des primes d'assurances contractées sur la vie ou au décès des participants, ainsi que contre les accidents dont ils peuvent être victimes.

3° Les sommes versées à titre inaliénable par l'Etat, celles versées à titre inaliénable par les départements et les communes, les dons et legs faits à titre inaliénable.

Ces reprises sont divisées en trois parties :

a) Les subventions et secours de l'Etat, depuis l'origine des sociétés dissoutes, accordées à titre inaliénable pour être reversées au compte de la dotation des sociétés de secours mutuels établie par les décrets des 22 janvier et 27 mars 1852, et dont le montant est déposé à la Caisse des dépôts et consignations ;

b) La totalité des subventions et secours départementaux et communaux, dont l'allocation aurait été faite

(1) BARBERET.

également à titre inaliénable, pour retourner respectivement aux caisses départementales et communales ;

c) L'intégralité du montant des dons et legs pour exécuter les volontés des donateurs ou testateurs, s'ils ont prévu la liquidation des sociétés et, dans le cas contraire, pour être versée au compte du fonds de dotation.

La reprise des dons et legs sera effectuée par l'Etat, qui deviendra par ce fait l'exécuteur testamentaire en ce qui concerne les volontés exprimées par les donateurs ou testateurs.

Cet ordre de prélèvement est logique, et il en résulte que de tout ce qui a été versé par des tiers à titre inaliénable, ceux-ci peuvent exercer le retour, si bien que ces sommes n'ont alors constitué qu'un prêt primé cependant par les autres engagements.

En cas d'insuffisance de fonds après le paiement intégral de ce qui sera dû aux tiers d'abord, aux sociétaires ensuite, les prélèvements ont lieu au marc le franc entre l'Etat, les départements, les communes et les particuliers.

Lorsque tous les engagements contractés par la société ont été satisfaits et que les reprises de droit ont été opérées, le surplus de l'actif social (s'il existe) est réparti entre les membres participants appartenant à la société au jour de la dissolution et non pourvus d'une pension ou indemnité annuelle, au prorata des versements opérés par chacun d'eux depuis leur entrée dans la société, défaction faite des frais généraux qu'ils auront coûté, sans qu'ils puissent recevoir une somme supérieure à leur contribution personnelle. Pour avoir droit au partage proportionnel des fonds disponibles, il ne suffira évidemment pas de rester inscrit sur les registres de la société au jour de la dissolution : les sociétaires devront être en

règle avec les statuts, c'est-à-dire avoir payé leur cotisation jusqu'à la date statutaire, en deçà de laquelle ils seront règlementairement considérés comme démissionnaires ⁽¹⁾.

Enfin le reliquat, s'il existe, est attribué au fonds de dotation. Cette disposition est très sage, car, comme le fait remarquer M. Barberet, elle coupera court aux velléités spéculatives de certaines sociétés relativement riches en raison du petit nombre de leurs membres participants par rapport au montant de l'avenir social, et qui refusent de nouveaux adhérents dans l'espoir d'arriver à la dissolution volontaire pour se partager le capital réuni par leurs devanciers.

(1) BARBERET.

CHAPITRE VII

Des sociétés de Secours Mutuels reconnues comme Etablissements d'utilité publique.

Le titre iv de la loi du 1^{er} avril 1898 s'occupe des sociétés de secours mutuels reconnues comme établissements d'utilité publique ; il ne contient que deux articles.

L'article 32 donne aux sociétés de secours mutuels la faculté de se faire reconnaître d'utilité publique aussi bien qu'aux unions. La loi du 15 juillet 1850 n'est pas abrogée et rien n'est changé au point de vue des formalités à remplir préalablement à la déclaration d'utilité publique.

Cette reconnaissance est prononcée par décret rendu en Conseil d'Etat, dans la forme des règlements d'administration publique.

La demande en reconnaissance d'utilité publique des sociétés ou unions de sociétés devra être adressée au préfet du département où sera établi le siège social. Cette demande contiendra la liste nominative des personnes qui y ont adhéré et trois exemplaires des statuts et du règlement intérieur.

En ce qui concerne la liste nominative des adhérents, il ne saurait être question de tous les membres des

sociétés ou unions de sociétés, mais seulement de leurs administrateurs, car si par exemple une union comprenait 100,000 membres et plus, il serait impraticable de fournir une telle quantité de noms.

Quant au règlement intérieur qui doit être joint aux statuts, cela tient, d'après M. Barberet, à ce que le Conseil d'Etat ayant établi des statuts modèles très précis, portant uniquement sur les grandes lignes de la reconnaissance d'utilité publique, un certain nombre de détails propres à chaque société qui ne sont pas d'ordre statutaire, et dont la nécessité a semblé néanmoins s'imposer ont dû faire l'objet d'un contrat supplémentaire sous la forme de règlement intérieur (1).

Le préfet transmettra les statuts et le règlement au ministre de l'Intérieur. Les statuts seront soumis à l'appréciation du Conseil d'Etat et il appartiendra au ministre d'approuver le règlement.

Les sociétés et unions reconnues jouissent de tous les avantages accordés aux sociétés et unions approuvées. De plus l'article 33 confirme aux sociétés reconnues et étend aux unions qui obtiendront la reconnaissance le bénéfice de la loi du 15 juillet 1850 qui leur accorde la personnalité civile et leur donne le droit de posséder, acquérir, vendre et échanger des immeubles sans aucune restriction.

Elles devront se conformer aux obligations de l'article 11 de la loi, qui est relatif à la dissolution volontaire ou par les tribunaux des sociétés à quelque ordre qu'elles appartiennent.

Etant donné les nombreux avantages dont on a doté les sociétés approuvées, il est fort probable que le nombre

(1) BARBERET p. 283-284.

des sociétés reconnues comme établissements d'utilité publique restera aussi restreint que sous l'ancienne législation ; d'après les dernières statistiques on ne compte que dix-sept sociétés de secours mutuels reconnues comme établissements d'utilité publique. Leur personnel s'élève à 49,829 membres et elles possèdent un capital de 15,495,233 fr. La plus importante est la société des Artistes dramatiques dont l'avoir total atteignait au 31 décembre 1896 la somme de 4,841,976 fr. ⁽¹⁾. Cette fortune considérable s'explique par la situation exceptionnelle de cette association philanthropique.

(1) V. Rapport sur les opérations des sociétés de secours mutuels pendant l'année 1896. — Melun, imprimerie administrative, 1899.

CHAPITRE VIII

Conseil supérieur. — Rapports annuels. — Tables statistiques

I. — Conseil supérieur

L'émancipation des sociétés de secours mutuels nécessitait la création d'un organe spécial destiné à servir d'intermédiaire entre elles et l'autorité administrative. Cet organe est le Conseil supérieur des sociétés de secours mutuels que les articles 34 et 35 établissent près le ministre de l'Intérieur.

Dans presque toutes les lois nouvelles des Conseils de ce genre sont institués. Ils peuvent rendre de plus ou moins grands services suivant leur mode de recrutement. S'ils se composent de membres de droit pris parmi les chefs des grandes administrations, l'effet est presque nul, parce que ces hauts fonctionnaires ont trop d'attributions; ils ne peuvent matériellement y suffire, et ne fonctionnent pas réellement; ils figurent à titre purement honorifique. Il en est presque ainsi lorsque les membres sont à la nomination du chef de l'Etat, car celui-ci, pour épargner l'embarras du choix, désignera presque toujours les directeurs généraux. Il n'y a que deux modes de recru-

tement pouvant produire de bons résultats et ces deux modes peuvent et doivent être cumulés. Il importe de faire entrer dans ces conseils des personnes ayant des connaissances techniques, scientifiques, qui puissent éclairer sur les conditions fructueuses des assurances de diverses sortes et en même temps sur celles de sécurité, et d'autre part, des personnes représentant les intérêts de diverses sociétés, connaissant leurs besoins pratiques. Si elles sont bien choisies dans chaque catégorie, on pourra obtenir de grands progrès, et l'institution d'un Conseil supérieur ne sera pas, comme elle l'est trop souvent, *ad pompam et ostentationem* sans utilité réelle. Comment choisira-t-on dans chaque catégorie ? Plusieurs systèmes sont encore ici en présence.

Suivant les uns, c'est le chef de l'Etat, effectivement un ministre, ou plutôt les bureaux du ministère, qui font la sélection, discernent les plus techniques entre les techniques, et les plus pratiques entre les pratiques. Ce mode est mauvais ; l'Etat est juge incompétent de la technicité, puisqu'il n'est pas technicien ; il est plus mauvais juge encore de ceux qui connaîtront les besoins de chaque société de secours mutuels ; il ne choisira le plus souvent que par influence ou par faveur. Le second mode, le seul à retenir, consiste à laisser choisir par les sociétés elles-mêmes ceux qui les représenteront et à conférer aux techniciens le droit de déléguer les plus techniciens d'entre eux.

La loi que nous analysons a tenu compte de ces idées d'une manière approximative. Elle a réuni dans le Conseil suprême les techniciens et les praticiens. Pour les premiers elle a eu recours à des experts spéciaux en matière d'assurance, formant des sortes de collègues : les actuaires ; ce sont des experts libres en matière

d'assurance, qui observent la comptabilité et les divers systèmes d'opérations des compagnies, cherchent à les perfectionner; ils ne sont pas consacrés par des diplômes et chacun peut se constituer actuaire, comme on se proclame ingénieur civil, c'est là le point faible, mais l'institution peut se perfectionner et d'ailleurs elle forme une corporation, ce qui est une garantie; ce n'est du reste que sur un amendement qu'ils ont été introduits dans le Conseil. Au point de vue technique, le Conseil se compose donc de deux membres agrégés de l'institut des actuaires français désignés par le ministre de l'Intérieur; d'un membre de l'Académie de médecine choisi par l'Académie, d'un représentant des syndicats médicaux, élu par les délégués de ces syndicats, d'un membre de l'Académie des sciences morales et politiques, désigné par l'Académie, d'un membre du Conseil supérieur du Travail nommé par ses collègues.

Au point de vue pratique, les sociétés de secours mutuels sont représentées au Conseil par dix-huit membres dont six appartiennent aux sociétés libres, et sont élus par les délégués des dites sociétés, les autres appartenant aux sociétés approuvées et élus par un collège comprenant un certain nombre de départements, de manière à établir des collègues à peu près égaux.

A ces deux éléments, la loi ajoute l'élément politique. Il comprend deux sénateurs nommés par le Sénat, deux députés nommés par leurs collègues, deux conseillers d'Etat nommés par les leurs; un délégué du ministre de l'Intérieur, et un du ministre du Commerce.

Enfin, le législateur n'a pas voulu renoncer aux membres de droit: à cette catégorie appartiennent le Directeur général de la comptabilité au ministère des Finances, celui du mouvement général des fonds au même minis-

tère et le Directeur général de la Caisse des consignations.

On voit que la composition de ce Conseil supérieur, sans être parfaite, est meilleure que celle de beaucoup d'autres, et qu'il se recrute au suffrage des intéressés ou à celui des gens compétents.

La durée du mandat pour le Conseil supérieur est de quatre ans, mais on est rééligible.

Une session doit avoir lieu tous les six mois, et se tient sous la présidence du ministre de l'Intérieur. Le Conseil peut être réuni extraordinairement toutes les fois que les circonstances l'exigent. Ce Conseil doit se rendre compte de la situation de la mutualité en France et donner son avis sur les progrès qu'il y a lieu de réaliser dans le fonctionnement des sociétés. Il a à faire passer dans la pratique les réformes décrétées par le législateur : son attribution la plus importante est certainement de donner son avis sur le mode de répartition des subventions et secours à distribuer entre les sociétés de secours mutuels.

L'article 34 fut l'objet de sérieuses discussions.

M. Gauthier de Clagny demanda la création des Conseils départementaux de la mutualité. Il justifiait ainsi sa demande, qui ne fut pas votée :

« Je ne méconnais pas, disait-il, les services que pourra rendre ce Conseil supérieur. Mais je crois qu'il s'occupera surtout des questions d'ordre général, de dresser des tables de statistique, de répartir les subventions entre les diverses sociétés. Il ne touche pas d'assez près l'organisme des sociétés locales ; il ne pourra leur donner les encouragements et l'impulsion nécessaires à leur développement.

« Je demande donc à la Chambre de vouloir bien

instituer des conseils départementaux entre les sociétés locales et le Conseil supérieur de la mutualité qui siègera à Paris et que les mutualistes n'apercevront que dans une espèce d'auréole qui les éblouira peut-être trop pour qu'ils l'osent aborder.

« Ces Conseils départementaux devront se composer du préfet, des membres du Conseil général élus par l'assemblée départementale à raison d'un par arrondissement, de conseillers d'arrondissement élus par leurs collègues, à raison d'un par Conseil d'arrondissement ; de délégués de sociétés de secours mutuels, élus dans chaque département par les membres de sociétés de mutualité, à raison de trois par arrondissement.

Ce Conseil départemental est chargé de provoquer les mesures nécessaires à la création de sociétés nouvelles, à la formation d'unions entre les sociétés, et au développement de l'idée mutualiste ».

Suivant M. Gauthier de Clagny, ce Conseil départemental serait un instrument de propagande considérable. On pourrait par exemple grâce aux subventions données aux départements, allouer des primes aux instituteurs qui auraient organisé dans leurs communes des sociétés de secours mutuels.

Le rapporteur répondit que, loin de contribuer au développement de la mutualité, ces Conseils pourront en arrêter le mouvement ; que ces Conseils départementaux pourront être très jaloux de leurs attributions, et que les sociétés pourront rencontrer les oppositions de ces comités officiels qui voudraient faire seuls chez eux une propagande qu'ils seront impuissants à mener à bien.

A la suite de cette observation, l'amendement de M. Gauthier de Clagny fut repoussé.

Sur la demande de MM. Leydet et Bovier-Lapierre, le nombre de délégués des sociétés libres fut porté de deux à six, et à la suite de l'intervention de MM. Leydet et Lechevallier, le nombre des représentants des sociétés de secours mutuels fut porté de douze à dix-huit, et le nombre des membres du Conseil de trente à trente-six.

Sur une question posée par M. Maurice Faure, demandant si des femmes pourraient faire partie du Conseil supérieur de la mutualité, le rapporteur répondit que le § 2 de l'article 3 portant que les femmes peuvent faire partie des sociétés et en créer, rien ne les empêchait d'entrer dans le Conseil supérieur. Cette décision fut ratifiée par le ministre de l'Intérieur.

Dans la séance du 4 juin 1897, M. Roch demanda et obtint que, sur les douze médecins faisant partie du Conseil supérieur de la mutualité, deux appartenissent à l'Académie de médecine, et que l'un fut le représentant des syndicats médicaux.

Le mode d'élection des représentants des sociétés de secours mutuels au Conseil supérieur est déterminé par un règlement d'administration publique daté du 2 mai 1899 et publié au *Journal Officiel* du 9 mai. En voici la teneur :

Le Président de la République Française,

Sur le rapport du président du Conseil, ministre de l'Intérieur et des Cultes,

Vu la loi du 1^{er} avril 1898 sur les sociétés de secours mutuels et, en particulier, l'article 34 ainsi conçu :

« Il est institué près le ministère de l'Intérieur un Conseil supérieur des sociétés de secours mutuels. Ce conseil est composé de trente-six membres, savoir :

« Dix-huit représentants de sociétés de secours mutuels dont six appartenant aux sociétés libres, élus par les délégués des sociétés dans des formes qui seront déterminées par un règlement d'administration publique.

« Chaque représentant des sociétés approuvées sera élu par un collège comprenant un certain nombre de départements.

« Cette division sera faite par le règlement d'administration publique à intervenir, de telle sorte que chaque collège comprenne un nombre à peu près égal de mutualistes.

« Tous les membres sont nommés pour quatre ans ; leurs pouvoirs sont renouvelables. »

.....

Vu le décret du 24 mars 1899 qui rend applicable à l'Algérie la loi du 1^{er} avril 1898,

Le Conseil d'Etat entendu,

Décète :

Article premier. — Les représentants au Conseil supérieur des sociétés de secours mutuels doivent être Français, âgés de trente ans au moins, non déchus de leurs droits civils et civiques ; les femmes mariées doivent être pourvues des autorisations du droit commun. Ils doivent en outre, avoir été pendant cinq ans au moins, membres du Conseil d'administration d'une société de secours mutuels.

Art. 2. — Les collèges appelés à élire les douze représentants des sociétés approuvées sont constitués ainsi qu'il suit :

Premier collège. — Seine, Paris : sociétés municipales, sociétés inscrites, à l'exception de *La France prévoyante*,

jusque et y compris les sociétés dont les dénominations commencent par la lettre « L », au tableau alphabétique annexé au rapport annuel prévu par l'article 35 de la loi susvisée du 1^{er} avril 1898.

Deuxième collège. — Seine, Paris : sociétés inscrites au dit tableau à partir de la lettre « M ».

Troisième collège. — Seine, Paris : société dite *La France prévoyante*; communes suburbaines; Seine-et-Oise.

Quatrième collège. — Aisne, Ardennes, Nord, Pas-de-Calais.

Cinquième collège. — Aube, Belfort, (territoire de), Côte-d'Or, Doubs, Marne, Haute-Marne, Meurthe-et-Moselle, Meuse, Haute-Saône, Saône-et-Loire, Seine-et-Marne, Vosges.

Sixième collège. — Ain, Isère, Jura, Rhône, Savoie, Haute-Savoie.

Septième collège. — Basses-Alpes, Hautes-Alpes, Alpes-Maritimes, Ardèche, Bouches-du-Rhône, Drôme, Var, Vaucluse, Corse, Alger, Constantine, Oran.

Huitième collège. — Allier, Cantal, Cher, Corrèze, Creuse, Indre, Loir-et-Cher, Loire, Haute-Loire, Loiret, Nièvre, Puy-de-Dôme, Vienne, Haute-Vienne, Yonne.

Neuvième collège. — Ariège, Aude, Aveyron, Gard, Haute-Garonne, Gers, Hérault, Lot, Lozère, Hautes-Pyrénées, Pyrénées-Orientales, Tarn, Tarn-et-Garonne.

Dixième collège. — Charente, Charente-Inférieure, Dordogne, Gironde, Landes, Lot-et-Garonne, Basses-Pyrénées.

Onzième collège. — Côtes-du-Nord, Finistère, Ille-et-

Vilaine, Indre-et-Loire, Loire-Inférieure, Maine-et-Loire, Mayenne, Morbihan, Sarthe, Deux-Sèvres, Vendée.

Douzième collège. — Calvados, Eure-et-Loir, Eure, Manche, Oise, Orne, Seine-Inférieure, Somme.

Article 3. — Les collèges appelés à élire les représentants des sociétés libres sont constitués ainsi qu'il suit :

Premier collège. — Seine, Paris : sociétés inscrites au tableau alphabétique ci-dessus mentionné jusque et y compris les sociétés dont les dénominations commencent par la lettre « R ».

Deuxième collège. — Seine, Paris : sociétés inscrites au tableau alphabétique à partir de la lettre « S »,

Seine : communes suburbaines.

Aisne, Nord, Oise, Pas-de-Calais, Seine-et-Oise, Somme.

Troisième collège. — Ain, Allier, Ardennes, Aude, Territoire de Belfort, Cher, Côte d'Or, Creuse, Doubs, Eure-et-Loir, Haute-Marne, Haute-Saône, Indre, Indre-et-Loire, Jura, Loire, Loir-et-Cher, Marne, Meurthe-et-Moselle, Meuse, Nièvre, Puy-de-Dôme, Saône-et-Loire, Seine-et-Marne, Vosges, Yonne.

Quatrième collège. — Alpes-Maritimes, Ardèche, Basses-Alpes, Drôme, Haute-Loire, Hautes-Alpes, Haute-Savoie, Isère, Rhône, Savoie.

Cinquième collège. — Calvados, Charente, Charente-Inférieure, Corrèze, Côtes-du-Nord, Deux-Sèvres, Dordogne, Eure, Finistère, Gironde, Haute-Vienne, Ile-et-Vilaine, Loire, Loire-Inférieure, Lot-et-Garonne, Maine-et-Loire, Manche, Mayenne, Morbihan, Orne, Sarthe, Seine-Inférieure, Vienne, Vendée.

Sixième collège. — Alger, Ariège, Aude, Aveyron, Basses-Pyrénées, Bouches-du-Rhône, Cantal, Constantine,

Corse, Gard, Gers, Haute-Garonne, Hautes-Pyrénées, Hérault, Landes, Lot, Lozère, Oran, Pyrénées-Orientales, Tarn, Tarn-et-Garonne, Var, Vaucluse.

Art. 4. — Le nombre des délégués membres du collège électoral est calculé sur le chiffre total des membres honoraires et participants des sociétés et dans les proportions suivantes :

Jusqu'à 100 membres, un délégué ;

De 101 à 300 membres, deux délégués ;

De 301 à 600 membres, trois délégués ;

De 601 à 1,000 membres, quatre délégués ;

De 1,001 à 2,000 membres, cinq délégués ;

Au dessus de 2,000 membres, le nombre de cinq délégués est augmenté d'un délégué par 2,000 membres.

Le nombre des délégués déterminé conformément aux bases ci-dessus indiquées est arrêté par le préfet, chaque année avant le 15 décembre, d'après les renseignements statistiques envoyés par les sociétés avant le 1^{er} juillet.

Les sociétés qui ne fournissent pas ces renseignements avant cette date perdent le droit d'avoir des délégués.

Art. 5. — Les délégués sont désignés par le Conseil d'administration de la société.

Ils doivent être majeurs, Français, non déchus de leurs droits civils et civiques ; les femmes mariées doivent être pourvues des autorisations de droit commun.

Art. 6. — Lorsqu'il y a lieu de procéder à l'élection du représentant au Conseil supérieur, le ministre de l'Intérieur fixe le jour et l'heure, la durée des opérations électorales par un arrêté inséré au *Journal Officiel*. Le jour fixé doit toujours être un dimanche. Les élections des représentants des sociétés approuvées et des sociétés libres ne

peuvent avoir lieu le même jour, dans un même département.

Art. 7. — A la suite de la publication du dit arrêté, les présidents des sociétés appelées à choisir leurs délégués sont invités par le préfet à faire procéder à cette désignation par leurs Conseils d'administration, dans un délai maximum de dix jours. Les noms des délégués sont envoyés au maire de la commune où siègent les sociétés qu'ils représentent. Le maire en arrête et en transmet la liste au préfet.

Cette liste est affichée à la mairie.

La désignation des délégués peut être attaquée dans un délai de cinq jours devant le juge de paix, soit par les membres de la société, soit par le maire, dans les formes et les conditions prévues à l'article 6 de la loi du 1^{er} avril 1898.

Art. 8. — Au jour fixé pour l'élection du représentant au Conseil supérieur, chaque délégué remet au maire son bulletin de vote dans une enveloppe cachetée qui est, par les soins du maire, renfermée dans une deuxième enveloppe portant en suscription le titre de la société et le nom de l'électeur, et paraphé par le maire et par l'électeur. Ces enveloppes sont adressées au préfet.

A Paris, les bulletins de vote sont remis au préfet de la Seine.

Art. 9. — Le dépouillement du scrutin est effectué, cinq jours après le vote, au chef-lieu du département, au lieu et à l'heure que fixe le préfet et par les soins d'une commission composée des trois plus âgés et des trois plus jeunes délégués présents, sous la présidence d'un représentant du préfet.

En cas d'insuffisance du nombre des délégués présents, il y est suppléé par des membres des sociétés de secours mutuels désignés par le préfet.

Art. 10 — Les résultats partiels des élections sont adressés dans les vingt-quatre heures, avec les bulletins contestés, par les soins du préfet, au ministère de l'Intérieur, où le relevé des votes est fait par une commission composée de dix présidents de sociétés de secours mutuels désignés par le ministre de l'Intérieur et présidée par un représentant du ministre.

Les résultats des élections sont insérés au *Journal Officiel*.

Art. 11. — L'élection des représentants au Conseil supérieur a lieu à la majorité absolue des suffrages exprimés. Dans le cas où aucun candidat n'obtiendrait la majorité absolue, il est procédé, quinze jours après, à un second tour de scrutin. Cette fois l'élection a lieu à la majorité relative.

Art. 12. — Les élections au Conseil supérieur peuvent être attaquées par tout électeur devant le ministre de l'Intérieur dans un délai de dix jours à partir de la publication des résultats de l'élection au *Journal Officiel*. La décision du ministre ne peut être attaquée devant le Conseil d'Etat que dans un délai de quinze jours à partir de la notification. Faute par le ministre d'avoir statué dans le délai d'un mois, la réclamation est considérée comme rejetée et peut être portée devant le Conseil d'Etat statuant au contentieux.

Le recours est dispensé du ministère d'avocat.

Art. 13. — Dans le cas où l'un des représentants des sociétés cesse pour une cause quelconque, de faire partie

du Conseil supérieur avant l'expiration de son mandat, il est procédé à son remplacement, dans un délai maximum de deux mois.

Art. 14. — Le ministre de l'Intérieur est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié dans le *Journal Officiel* de la République Française et inséré au *Bulletin des lois*.

Aux termes de l'article 35 de la loi, une section permanente est établie au sein du Conseil supérieur. Elle est composée de sept membres, dont quatre pris parmi les membres élus, choisis par le ministre de l'Intérieur. Cette section permanente doit donner son avis sur toutes les questions qui lui sont renvoyées soit par le Conseil supérieur, soit par le ministre.

Une commission dite « commission supérieure des sociétés de secours mutuels » existe depuis longtemps au ministère de l'Intérieur et continue à tenir ses réunions attendant qu'elle soit définitivement remplacée par le Conseil supérieur. Composée de parlementaires et de mutualistes nommés par le ministre, elle s'est toujours exclusivement occupée de questions relatives aux sociétés de secours mutuels et non prévues par les lois sur la matière. C'est ainsi qu'elle a eu à s'occuper de la confection du barème relatif à la majoration des pensions en exécution de la loi de finance du 23 juillet 1893, de la répartition entre les sociétés de secours mutuels, possédant un fonds de retraites des sommes provenant des comptes abandonnés des Caisses d'épargne, etc.... En 1899, la même commission a été chargée de l'élaboration d'un règlement d'administration publique sur les unions de sociétés de secours mutuels et les Caisses autonomes prévues par la loi du 1^{er} avril 1898.

II. — Rapport annuel

Le ministre de l'Intérieur doit soumettre chaque année au Président de la République un rapport qui est présenté au Sénat et à la Chambre des députés sur les opérations des sociétés de secours mutuels et les travaux du Conseil supérieur (article 35 de la loi).

Les principaux éléments de ce rapport seront fournis à l'administration par les sociétés elles-mêmes. Toutes, en effet, quelle que soit la catégorie à laquelle elles appartiennent doivent dans les trois premiers mois de chaque année adresser au ministre de l'Intérieur, par l'intermédiaire des préfets, une statistique de leur effectif, du nombre et de la nature des cas de maladie de leurs membres, telle qu'elle est prescrite par la loi du 30 novembre 1892 (sur l'exercice de la médecine). Indépendamment de cette statistique prescrite par l'article 7 de la loi du 1^{er} avril 1898, les sociétés approuvées doivent en outre adresser, dans les mêmes délais et toujours par l'intermédiaire des préfets, au ministre de l'Intérieur le compte rendu de leur situation morale et financière.

Un rapport annuel et identique à celui dont parle la loi de 1898 était prévu par le décret du 26 mars 1852 et fut annuellement établi au ministère de l'Intérieur, à l'aide des renseignements statistiques transmis par les préfets.

Durant ces dernières années le rapport en question prit une importance considérable; le dernier exemplaire paru en 1899 et portant sur les opérations des sociétés de secours mutuels pendant l'année 1896 compte un millier de pages et l'exactitude des renseignements qu'il contient fait honneur à ceux qui sont chargés de sa préparation.

III. — Tables de morbidité et de mortalité spéciales aux sociétés de secours mutuels

L'article 36 a trait aux tables de morbidité et de mortalité : elles doivent être dressées par le ministère du Commerce et le ministère de l'Intérieur dans un délai de deux ans. Dans ce but, dit l'instruction du ministre de l'Intérieur, les préfets auront à veiller à ce que les états statistiques fournis chaque année au ministère de l'Intérieur par les sociétés contiennent tous les détails demandés conformément à l'article 7 de la loi, pour qu'il puisse être procédé à l'application de l'article 36. D'après les déclarations du rapporteur les tables seront communiquées aux sociétés de secours mutuels et tous les frais et honoraires résultant de leur confection seront exclusivement supportés par l'Etat.

Le travail a été confié à une commission instituée par arrêté ministériel du 17 avril 1899. Son œuvre est difficile à accomplir surtout en ce qui touche les tables de morbidité ; car le risque de maladie varie sensiblement avec l'âge et les professions, avec les contrées, les tempéraments, les climats, les mœurs et les habitudes d'hygiène. Les gens sobres ont une meilleure santé que ceux qui sont intempérants, et certaines parties de la population présentent sous ce rapport des différences sensibles avec d'autres parties.

Il existe de ces tables en Angleterre, dressées par de savants actuaires tels que Nelson, Finlaison et Ratcliff. Les tables anglaises accusent une morbidité croissant très rapidement avec l'âge (six jours de maladie et infirmité par membre à 27 ans et trente-deux jours à 62 ans), dans d'autres tables, comme celles d'Hubbard

par exemple, la progression est bien plus lente. Ces tables existent aussi en Italie. En France au contraire, malgré la prescription du décret de 1852 ⁽¹⁾, les tables de morbidité manquent encore et nous ne possédons qu'une table antérieure, celle d'Hubbard dressée en 1850 sur la base insuffisante de vingt-cinq sociétés pendant une période de 1830 à 1849. Depuis, il n'a paru que deux autres tables : celle du bulletin de la ligue et celle de M. Jacques Bertillon, qui sont très incomplètes, comme l'a fait remarquer M. Lourties.

En somme, les dispositions de l'article 36 nécessitent un travail considérable et de gros sacrifices. Il était absolument impossible de faire le nécessaire dans le délai de deux ans imparti par la loi. Rien d'étonnant donc que les tables n'aient pas encore paru. Il y a quelque temps, M. Guiyesse, député du Morbihan, membre du Conseil supérieur a fait connaître à la presse mutualiste que la commission qu'a instituée dernièrement le ministre de l'Intérieur pour préparer les tables de mortalité et de morbidité et qu'il a l'honneur de présider, a terminé ses travaux préliminaires, et que les sociétés vont recevoir sans tarder de l'administration les questionnaires auxquels elles auront à répondre ⁽²⁾.

L'article 36 ne restera donc pas lettre morte comme l'article 7 du décret de 1852; dans quelque temps nous posséderons certainement de bonnes tables statistiques qui nous permettront d'agir en connaissance de cause et par conséquent d'établir scientifiquement les bases et le fonctionnement de nos sociétés.

(1) Décret du 26 mars 1852, article 7 § 2.

(2) Voir le *Mutualiste lyonnais*, n° du 10 avril 1900.

CHAPITRE IX

Dispositions diverses

I. — Revision des Statuts

L'article 37, § 1^{er}, accorde un délai de deux ans à partir du jour de la promulgation de la loi aux sociétés de secours mutuels, qu'elles aient été auparavant approuvées ou autorisées, pour se conformer à ses prescriptions. Dans l'intervalle (c'est-à-dire jusqu'au 1^{er} avril 1900) il leur était loisible de conserver la forme et le caractère qui les régissaient. D'après M. Barberet, la raison d'être de ce délai était de permettre aux sociétés d'apprécier l'esprit de la loi et de se préparer à sa pratique.

D'après le § 2, les sociétés qui, après deux ans, n'auront pas obtenu l'approbation de leurs statuts, modifiés s'il y a lieu, verront leurs fonds communs convertis d'office en valeurs nominatives énumérées à l'article 20, et seront tenues de les déposer à la Caisse des dépôts et consignations. Préalablement à cette conversion, l'Etat ferait la reprise des subventions qu'il aurait accordées aux sociétés qui seraient l'objet de cette mesure. En outre, lesdites sociétés seraient astreintes aux pénalités

inscrites aux articles 10 et 30 de la loi ; le premier impliquant l'amende, et au besoin, la dissolution ; le second, visant le retrait de l'approbation.

Cependant, le § 3 excepte de ces dispositions les sociétés dont le but unique est d'assurer leurs membres contre la maladie, c'est-à-dire qui ne donnent pas de pensions à leurs vieillards. Celles-là continueront à s'administrer avec leurs anciens statuts si bon leur semble.

Le § 4 admet une exception en faveur de certaines sociétés qui, outre les secours en cas de maladie, allouent à ceux de leurs membres qui se sont affiliés à un âge déjà avancé, et qui ne peuvent remplir les conditions de stage imposées par les statuts pour obtenir la liquidation régulière de leur pension de retraite, des secours annuels renouvelables. Ces secours annuels, consentis au bénéfice d'une partie seulement des sociétaires, contreviennent aux dispositions de l'article 2 de la loi, qui ne considèrent pas comme sociétés de secours mutuels les associations qui créent, au profit de telle ou telle catégorie de leurs membres et au détriment des autres, des avantages particuliers. « En pareil cas, dit M. Barberet, le ministre de l'Intérieur, après avis du Conseil supérieur, pourra faire abstraction de l'article 2, et maintenir les sociétés visées par le § 4 du présent article dans le giron de la mutualité. » Les sociétés dont le but exclusif est d'assurer des pensions de retraite à leurs membres et dont les statuts contiendraient des clauses prévues dans l'espèce, ne seront pas comprises dans cette exception ; elles resteront en dehors des sociétés de secours mutuels régulièrement constituées.

M. Roch, lors de la discussion, avait demandé en vain le droit, pour les sociétés existant avant la promulgation de la loi, de s'administrer conformément à leurs statuts,

sans qu'elles soient tenues de les modifier. Le rapporteur répondit que les sociétés qui avaient été approuvées jusqu'alors, n'auraient pas besoin de demander de nouveau l'approbation, mais qu'elles ne bénéficieraient des avantages de la loi qu'à la condition de se conformer à ses dispositions.

Les sociétés de secours mutuels reconnues comme établissements d'utilité publique, n'ont pas à se préoccuper de l'obligation ci-dessus indiquée, leur fonctionnement n'est nullement changé ; la raison en est bien simple : la disposition qui les vise est contenue dans la loi de 1850, et rien dans la loi de 1898 ne vient infirmer ce texte.

Le délai imparti par l'article 37 est certainement trop court ; nous sommes sûrs que l'administration n'utilisera pas de rigueur envers les sociétés qui ont pu se mettre en retard ; du reste, comme on l'a fait remarquer, ce délai a été plus apparent que réel, car jusqu'à présent, les sociétés se sont trouvées empêchées de reviser leurs statuts parce que toutes ne possédaient pas de statuts-modèles, parce qu'il n'existe pas de règlement d'administration publique ni de tables statistiques.

II. — Application de la loi aux Sociétés d'ouvriers mineurs

Les sociétés d'ouvriers mineurs ont été constituées en vertu de la loi du 29 juin 1894.

Cette loi prescrit l'organisation obligatoire de sociétés de secours dans les exploitations minières en faveur des ouvriers et employés. Ces sociétés ont pour objet principal de donner aux membres participants, que la maladie ou les infirmités empêchent de travailler, des secours en

argent et des soins médicaux et pharmaceutiques, et en cas de décès, d'allouer aux familles des subventions en nature et en argent. Pour satisfaire aux charges qui lui incombent, les caisses des sociétés de secours sont alimentées par un prélèvement opéré sur le salaire de chaque ouvrier et employé dont le montant est fixé par le Conseil d'administration de la société, sans pouvoir dépasser 2 0/0 du salaire ni 48 fr. par an ; par un versement de l'exploitant égal à la moitié de celui des ouvriers ou employés, par les sommes allouées par l'Etat sur les fonds de subventions aux sociétés de secours mutuels, par les dons et legs faits à la société, le produit des amendes pour infractions aux statuts de la société ou au règlement intérieur de l'entreprise. Comme on le voit, ces sociétés de secours ne différaient des vraies sociétés de secours mutuels que par le caractère obligatoire de l'affiliation des participants et du versement de l'exploitant.

En effet, l'article 20 de la loi du 29 juin 1894 décidait que les sociétés régulièrement constituées, bénéficieraient des lois sur les sociétés de secours mutuels et seraient soumises aux obligations découlant de ces lois.

L'article 38 de la loi du 1^{er} avril 1898 abroge cette disposition ; désormais, les sociétés d'ouvriers mineurs n'auront de connexité avec les sociétés de secours mutuels proprement dites, qu'en ce qui concerne les articles 13, 18, 19 et 21, à l'exception pour ce dernier de ce qui concerne le fonds commun.

L'article 13 est relatif au droit d'ester en justice ; l'article 18 a trait aux fournitures gratuites, par les communes ou les départements, des livrets et registres nécessaires à la comptabilité ; l'article 19 exempte du droit de timbre et d'enregistrement, les actes, reçus et certificats

relatifs aux sociétés de secours mutuels ; l'article 2 autorise le versement des fonds des sociétés approuvées à la Caisse des dépôts et consignations, et leur accorde les avantages résultant de ces placements, sauf ceux qui sont concédés aux fonds communs et qui consistent dans les subventions proportionnelles pour les versements effectués au fonds de retraites, ainsi que dans la répartition des comptes abandonnés des caisses d'épargne et, plus tard, lors de la liquidation des pensions par la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse, dans les majorations de ces pensions.

III. — Les sociétés de Secours Mutuels dérivant des Syndicats professionnels

La loi énonce (art. 40) que les syndicats professionnels constitués légalement aux termes de la loi du 21 mars 1884, qui ont prévu dans leurs statuts les secours mutuels entre leurs membres adhérents, bénéficieront des avantages de la présente loi, à la condition de se conformer à ses prescriptions.

Que signifie cet article né d'un amendement déposé en première lecture par MM. Faberot, Toussaint et Renou, qui ont tenu surtout à faire une manifestation anti-mutualiste ?

D'après la plupart des auteurs mutualistes, c'est une disposition tout à fait inutile : « L'article 40 est une inutilité et n'a aucune raison d'être, dit M. Strauss (1). » Il dispose, en effet, que les syndicats professionnels constitués légalement aux termes de la loi du 21 mars 1884,

(1) STRAUSS : *Les sociétés de Secours Mutuels*, étude et commentaire de la loi du 1^{er} avril 1898, p. 66.

qui ont prévu dans leurs statuts des secours mutuels entre leurs membres adhérents, bénéficieront des avantages de la loi du 1^{er} avril 1898, en se conformant à ses prescriptions. Or, l'article 6 de la loi du 21 avril 1884 dit que ces sociétés sont réglées pas les lois sur la matière, par conséquent par la loi nouvelle. Elles ont donc droit à en jouir à l'égal des autres, et cet article est une répétition inutile.

Tel est aussi l'avis de M. Guillemaut : « Cette disposition était pour ainsi dire inutile, car il résulte explicitement de l'article 6 de la loi du 21 mars 1884 et de la circulaire ministérielle pour l'application de cette loi, que les caisses de secours constituées par les syndicats professionnels sont régies par les textes sur la matière. Une société de secours mutuels libre ou approuvée peut être organisée par un syndicat professionnel ; du moment qu'elle a une existence indépendante du syndicat et une caisse spéciale, elle est considérée comme une société de secours mutuels ordinaire, et par suite, est appelée à bénéficier de tous les avantages accordés aux sociétés de sa catégorie ⁽¹⁾. »

M. Barberet arrive lui aussi à la même conclusion : « L'article 6 de la loi du 21 mars 1884, § 4, sur les syndicats professionnels, permet à ces associations de constituer dans leur sein et avec leurs membres, des caisses de secours et de retraites, en se conformant aux lois sur la matière. Les caisses de secours mutuels syndicales, bien que dérivant d'une organisation autre, ont néanmoins une individualité propre, ainsi qu'une administration et une caisse particulières ; elles sont, en droit, indépendantes des syndicats qui fournissent les éléments

(1) GUILLEMAUT : *La Mutualité en France au XIX^e siècle*, p. 170.

de leur constitution. Cette indépendance les place devant la loi, sur le même pied que les sociétés de secours mutuels proprement dites. Cela ressort nettement de la circulaire ministérielle du 25 août 1884, relative à l'application de la loi du 21 mars de la même année. Donc, l'article 40 de la loi du 1^{er} avril 1898 ne fait que confirmer les droits déjà établis des sociétés de secours mutuels basées sur les syndicats professionnels.

De cette nouvelle consécration il appert doublement, puisque le § 4 de l'article 6 de la loi du 21 mars 1884 n'est pas abrogé, que les caisses de secours ou de retraites fondées par les syndicats professionnels régulièrement constitués, qu'elles soient approuvées ou libres, sont assimilées aux sociétés de secours mutuels de leur catégorie et jouissent des avantages et prérogatives qui leur sont attribués. »

Puis après avoir résumé les travaux préparatoires de l'article 40, l'éminent chef de bureau des institutions de prévoyance ajoute :

« De ce qui précède, il résulte :

1^o Que les syndicats professionnels qui voudront, en vertu des articles 6 de la loi du 21 mars 1884 et 40 de la loi du 1^{er} avril 1898, constituer des sociétés de secours mutuels, devront se conformer aux prescriptions de cette dernière loi ;

2^o Que les sociétés de secours mutuels libres et celles créées par les syndicats professionnels ont le droit de participer aux récompenses triennales de la mutualité.

Elles ont bénéficié pour la première fois de cette participation à la distribution qui a eu lieu par le décret du 13 août 1898. »

Le texte un peu vague de cet article a fait supposer à

certain juriconsultes, que les syndicats professionnels pouvaient bénéficier directement des avantages de la loi du 1^{er} avril 1898. On a cru que les syndicats agricoles, notamment, dont le programme diffère de celui des syndicats de l'industrie, s'adaptaient à cette loi par son article 40 et qu'ils étaient fondés à réclamer les subventions et le taux d'intérêt de faveur accordée aux sociétés de secours mutuels.

Les membres des syndicats professionnels de toute nature peuvent, en effet, participer collectivement et individuellement aux avantages accordés à la mutualité approuvée, mais à la condition que ces syndicats organisent des sociétés de secours mutuels à leur usage, et que, pour ces organisations, ils se conforment à la loi qui régit la matière. Les mutuelles syndicales régulièrement constituées sont complètement indépendantes des syndicats (1).

La véritable doctrine sur ce point nous semble avoir été exposée par notre ami J. Gairal, dans son récent ouvrage sur les syndicats agricoles (2).

D'après lui, si la loi de 1898 n'avait pas spécialement prévu les sociétés de secours mutuels fondées par les syndicats professionnels, on aurait pu se demander si elle leur était applicable. Mais il n'en a pas été ainsi. Lors de la première discussion devant la Chambre des Députés, MM. Faberot, Toussaint et Renou, ont proposé un article additionnel ainsi conçu : « Les syndicats ouvriers constitués légalement, aux termes de la loi du 21 mars 1884, qui ont prévu dans leurs statuts les secours mutuels entre les membres adhérents, bénéficieront de

(1) BARBERET : *Commentaire de la loi du 1^{er} avril 1898*, p. 346 et s.

(2) Joseph GAIRAL : *Les Droits et Devoirs des Syndicats agricoles*, p. 379 et suivantes.

la présente loi. » Le gouvernement répondit que cette assimilation était de droit et qu'il acceptait l'amendement, à la condition qu'on ajoutât aux mots « de la présente loi », ceux-ci : « à la condition de se conformer à ses prescriptions ». Cette disposition additionnelle fut adoptée.

Lors de la seconde délibération devant la Chambre, on substitua aux mots « syndicats ouvriers », l'expression beaucoup plus générale « syndicats professionnels », et au membre de phrase « bénéficieront de la présente loi », celui-ci : « bénéficieront des avantages de la présente loi ». M. Julien Goujon essaya de prouver l'inutilité de l'article 40. Pourquoi, objectait-il, assujettir les syndicats à une nouvelle déclaration, puisqu'ils ont dû en faire une en tant que syndicats ? M. Audiffred, rapporteur, répondit, ce qui était inexact, que lorsque les syndicats professionnels voulaient jusqu'à la nouvelle loi, fonder une société de secours mutuels, ils devaient, d'une part, demander l'approbation, et, d'autre part, se soumettre au contrôle permanent du ministère de l'Intérieur ; mais que la loi nouvelle supprimait à la fois cette tutelle et ce contrôle permanent et les remplaçait par l'obligation d'obéir à ses prescriptions.

Avec ce changement et sur ces observations, l'article 40 fut adopté par la Chambre, et après avoir été admis sans nouvelle modification par le Sénat, passa définitivement dans la loi.

Les syndicats professionnels doivent-ils nécessairement avoir prévu dans leurs statuts la constitution de sociétés de secours mutuels, pour pouvoir en créer ? Nous croyons que telle n'a pas été l'intention du législateur et que le régime établi par la loi de 1898 pour les sociétés de secours mutuels, est aussi bien fait pour les syndicats

qui n'ont pas prévu dans leurs statuts la constitution de ces sociétés, et qui, au cours de leur fonctionnement, décident d'en fonder, que pour les autres.

Il ne faudrait pas davantage attribuer à l'article 40 une portée temporaire, bien qu'il se trouve placé au milieu des « dispositions transitoires ». Il a été proposé comme article additionnel et non comme disposition transitoire, et il ne présente pas, du reste, le caractère habituel de ces sortes de dispositions qui fixent ordinairement un terme à leur application.

L'article 40 fera peut-être naître une difficulté d'une nature encore plus grave. On pourrait prétendre que l'article 6 de la loi de 1884 n'est nullement modifié, et que les syndicats professionnels ne sont pas toujours tenus de se soumettre à la nouvelle loi : ils y sont tenus, dira-t-on, s'ils veulent jouir de ses avantages ; mais s'ils y renoncent, ils sont libres de rester sous le régime organisé par la loi de 1884 pour les sociétés de secours mutuels fondées par les syndicats. Ainsi, l'article 6 de la loi de 1884 et l'article 40 de la loi de 1898, viseraient deux situations distinctes ; le premier concernerait le cas où un syndicat voudrait fonder une caisse annexe de secours mutuels, tout en continuant à jouir des avantages de la loi de 1884 ; l'article 40, au contraire, donnerait aux syndicats la faculté de faire eux-mêmes, personnellement et directement, de la mutualité, sans être obligés de recourir à la personnalité d'une société distincte ; la loi de 1898 créerait donc simplement un type nouveau de sociétés de secours mutuels pouvant être fondées par les syndicats, mais en laissant subsister les anciens.

Cette opinion a été soutenue dans un rapport fait à la session de 1899 de l'*Union Centrale des Syndicats des Agriculteurs de France*, par M. Voron. D'après lui,

l'intention du législateur, parlant par la bouche de M. Faberot, un des auteurs de l'amendement, paraît assez clair : « Il veut que mutualité et syndicat ne fassent qu'un. Il veut que les Chambres syndicales soient alimentées par les subventions. » M. Voron arrive à cette conclusion : « Si les syndicats veulent créer des sociétés annexes, la loi de 1884 s'applique. Veulent-ils faire de la mutualité par eux-mêmes, ils le peuvent, l'article 40 de la loi de 1898 le leur permet (1). »

Pour nous, telle ne nous paraît pas avoir été l'intention du législateur, il a voulu faire une loi générale, régissant toutes les sociétés de secours mutuels, quels que soient leurs fondateurs. La loi n'aurait pas fait allusion aux syndicats professionnels, qu'elle n'en aurait pas moins été applicable, c'était l'avis du gouvernement, aux sociétés de secours mutuels fondées par eux, comme elle l'est à toutes les autres, à plus forte raison doit-on décider ainsi, après l'introduction d'un article visant spécialement ces sociétés.

D'ailleurs, la loi de 1898 marque, sans doute, un progrès sur les dispositions qui régissaient anciennement les sociétés de secours mutuels ; elle leur accorde de grands avantages, elle augmente considérablement leur capacité, en un mot elle procède d'une idée de liberté analogue à celle qui a fait voter la loi si libérale de 1884 sur les syndicats professionnels ; mais elle ordonne en même temps d'utiles mesures de prudence ; elle oblige les sociétés de secours mutuels à communiquer leur situation et leur comptabilité. Or, pourquoi certaines sociétés de secours mutuels, parce qu'elles sont fondées par des syn-

(1) V. *Corresp. mens. de l'Union Centrale des Agriculteurs de France*, 1^{er} avril 1899, page 18.

dicats, pourraient-elles se soustraire à ces mesures de protection qui ont été édictées, soit dans l'intérêt général, soit dans l'intérêt même des sociétés de secours mutuels, et que n'avait pas prescrites la loi de 1884 ?

Au reste, l'article 41 de la loi du 1^{er} avril 1898 est formel : « Toutes les dispositions contraires à la présente loi sont abrogées. » Si donc les syndicats professionnels pouvaient faire de la mutualité sans contrôle, ils violeraient l'article 40 et l'article 41. En réalité, c'est toute la législation sur les sociétés de secours mutuels qui est devenue applicable aux sociétés de cette espèce fondées par les syndicats.

Mais alors, dira-t-on, il ne reste plus rien de l'article 6, § 4, de la loi de 1884. — Assurément, la disposition qui donne le droit aux syndicats de fonder sans autorisation des caisses de secours mutuels n'a plus de portée, puisque toutes les sociétés de secours mutuels sont aujourd'hui dispensées de toute autorisation ; mais il ne subsiste pas moins de la loi de 1884 relativement à ces sociétés, toutes les dispositions qui ne sont pas incompatibles avec la nouvelle loi.

Ainsi, les sociétés de secours mutuels fondées par les syndicats ne doivent admettre que des adhérents aux syndicats, l'article 6 disant qu'ils peuvent constituer « entre leurs membres des caisses de secours mutuels ; c'est là une conséquence du principe posé par l'article 3 que les syndicats ont pour objet l'étude et la défense des intérêts de la profession. Pour rester syndicale et pouvoir rentrer dans les attributions légitimes d'un syndicat professionnel, une société de secours mutuels doit ne se recruter que parmi les membres du syndicat ; mais elle peut très bien sans violer la loi, conserver ceux de ses membres qui se retirent du syndicat, après avoir contribué

à l'actif de la caisse de secours mutuels par des cotisations ou des versements de fonds (art. 7, § 2).

De même encore, les caisses syndicales de secours mutuels et de retraites doivent rester « spéciales », c'est-à-dire que, comme elles ont une capacité juridique distincte de celle du syndicat, elles doivent avoir un patrimoine, une administration, une gestion distincte de ceux du syndicat.

Que ces caisses fondées par les syndicats aient une administration distincte, cela se comprend, puisque les syndiqués ne font pas obligatoirement partie de la société de secours mutuels ou de la caisse de retraites fondée par leur syndicat, et que d'autre part, les syndiqués démissionnaires qui ont contribué à l'actif de ces caisses ont droit à en demeurer membres. Il doit en être de même de la gestion du patrimoine syndical et du patrimoine de ces caisses : « Il résulte tant du texte de la loi que des discussions, dit la circulaire, que les sociétés de secours mutuels doivent posséder une individualité propre et avoir une administration et une caisse particulières. Il en est de même des sociétés de retraites, qui peuvent bien se greffer sur les sociétés de secours mutuels et faire caisse commune avec elles, mais dont le patrimoine ne doit pas se confondre avec celui des syndicats eux-mêmes. D'ailleurs, une telle confusion serait fatale à la prospérité de ces œuvres et des syndicats eux-mêmes. Mais le syndicat demeure libre de prélever sur son propre fonds des secours individuels et purement gracieux ⁽¹⁾. »

Enfin, dans le cas où un syndicat n'observerait pas les prescriptions de la nouvelle loi sur les sociétés de secours mutuels, la société établie par lui encourrait sans doute

(1) Circ. minist., 25 août 1884.

les sanctions établies par cette loi ; mais, en outre, les administrateurs du syndicat pourraient être poursuivis et la dissolution du syndicat pourrait être prononcée, en cas d'infractions très graves, accessoirement à la condamnation des administrateurs, pour violation de l'article 3 de la loi du 21 mars 1884, qui dit que les syndicats ont exclusivement pour objet l'étude et la défense des intérêts de la profession.

Telle est, croyons-nous, la véritable situation faite aux sociétés de secours mutuels et caisses de retraites établies par les syndicats professionnels.

L'article 41 qui termine la loi, contient la formule habituelle :

« Toutes les dispositions contraires à la présente loi sont abrogées. La présente loi délibérée et adoptée par le Sénat et la Chambre des Députés, sera exécutée comme loi de l'Etat. »

Les lois et décrets touchant la mutualité qui sont antérieurs à la loi du 1^{er} avril, n'étant pas abrogés par l'article 41, que dans les dispositions contraires à cette loi, il en résulte que celles qui ne lui sont pas contraires subsistent. En conséquence, dans le décret-loi du 26 mars 1852, les décrets du 26 avril 1856 et du 18 juin 1866, la loi du 11 juillet 1868 relative aux assurances collectives, les décrets des 13 août 1877 et du 26 novembre 1890 sur le même objet, tout ce qui n'est pas en contradiction avec la présente loi est maintenu.

Ajoutons enfin que le décret du 24 mars 1899 rend applicable à l'Algérie la loi du 1^{er} avril 1898.

CONCLUSION

L'Avenir de la Mutualité

L'étude que nous venons de faire nous a familiarisés avec les dispositions de la loi du 1^{er} avril 1898, qui constitue la véritable Charte de la Mutualité en France. Il nous est possible maintenant d'apprécier cette loi dans son ensemble et de prévoir les conséquences qui pourront résulter de son application.

La nouvelle législation n'est pas à l'abri de tout reproche, car bien des dispositions manquent d'homogénéité et la mise à exécution de certains articles sera quelquefois pénible, surtout en ce qui concerne la question des retraites dans les sociétés approuvées. Malgré tout et quelles que soient les critiques de détail que l'on puisse lui adresser, la loi du 1^{er} avril 1898 est certainement appelée à exercer dans notre pays une excellente influence sur l'avenir de la mutualité.

L'intention du législateur a été des plus louables et le résultat est bon en somme ; si la loi n'est pas parfaite de tous points, elle réalise cependant de grands progrès sur la législation antérieure. Voici les principaux :

Tout d'abord, et ceci est un acheminement vers la liberté générale des associations, elle enlève beaucoup

d'entraves, et la plus grande et la moins rationnelle, l'entrave administrative. L'acquisition de l'autonomie est précieuse. Autrefois, les sociétés de secours mutuels libres n'existaient pas légalement, il leur fallait au moins être autorisées par l'administration, aujourd'hui elles existent de plein droit. Il y a bien encore les sociétés approuvées, mais cette approbation est forcée lorsqu'elles réunissent certaines conditions, et on peut l'exiger par voie contentieuse. Quant à la troisième classe, celles des sociétés reconnues comme établissements d'utilité publique, elles continuent de former une catégorie. Seulement pour toutes il y a des conditions de publicité qui ont semblé à juste titre une garantie nécessaire. L'arbitraire administratif qui a cessé de régner lors de la constitution disparaît aussi lors de la dissolution. C'est l'autorité judiciaire qui seule pourra la prononcer désormais.

Cette transformation radicale aurait seule suffi pour justifier une nouvelle loi. Une autre connexe non moins importante, c'est la concession de la personnalité civile à toutes les sociétés de secours mutuels. Cependant ces personnes civiles sur beaucoup de points restent encore des mineurs, elles ne peuvent posséder des immeubles que dans certaines limites et ces limites sont peut-être à critiquer. Devenant de véritables personnes autonomes, ces sociétés peuvent désormais se fédérer entre elles comme elles l'entendent et se former en unions.

D'autres améliorations élargissent considérablement le système de ces sociétés, surtout en ce qui concerne les retraites ; on leur permet l'assurance mutuelle contre le chômage, et elles ont une plus grande liberté pour le placement de leurs fonds.

La part qui est faite aux femmes est un fait remarqua-

ble ; elles peuvent créer des sociétés et y adhérer sans l'autorisation de leur mari, et les administrer si elles obtiennent cette autorisation.

La loi fait une très grande faveur à ces sociétés en leur accordant un taux d'intérêt fixe de beaucoup supérieur au taux normal ; cependant il y a sur ce point des distinctions qu'il y avait lieu d'effacer.

Elle développe à côté du but de secours temporaires qui a été le premier envisagé, celui de l'assurance contre la vieillesse qu'elle égale au premier ; elle ajoute même celle contre les accidents du travail ; elle y prime les bureaux de placement et les cours professionnels.

Par contre, elle exclut les sociétés qui n'ont de sociétés de secours mutuels que le nom.

Enfin, elle institue un conseil supérieur, chargé à la fois de surveiller et de proposer des améliorations, et, quoique en général l'activité de ces conseils et de ces inspections n'aboutissent pas à un grand résultat, cependant il est intéressant qu'un lien se trouve ainsi établi entre toutes les sociétés.

Le progrès est donc très réel. Mais la loi nouvelle n'est donc pas au-dessus de toute critique et obéit encore au besoin de réglementation que dans notre pays nous ne croyons jamais assez satisfaire.* Il nous semble qu'il eût fallut donner aux sociétés une capacité entière et les soustraire complètement à la tutelle administrative. Pourquoi ne leur permet-on pas d'acquérir des immeubles, d'accepter des dons sans restriction ? Nous pensons qu'on devait seulement les astreindre à garantir les rentes qu'elles promettent, à se soumettre à la publicité, à ne jouir des faveurs accordées que jusqu'à concurrence d'une certaine somme, à communiquer leur bilan aux fonctionnaires de l'Etat, et à se voir dissoudre judiciaire-

ment en cas de malversation ou d'interversion de leur but. D'autre part, la question des intérêts à servir par l'Etat est toujours en débat, malgré la solution législative qui vient de lui être donnée et qu'une loi nouvelle pourra changer. Comment l'Etat pourrait-il payer un intérêt de 4 1/2 0/0, si l'intérêt normal descend à 2 0/0 et même au-dessous ? Voilà un point noir dans l'avenir des sociétés de secours mutuels, qui touche à la fois au fait et au droit. Par contre, les sociétés continueront de souffrir de ce côté puisque l'intérêt fixe est indirectement permis seulement à leurs dépôts non à la capitalisation des rentes viagères. Il y a un autre point sombre par apparence, mais qui n'en est pas moins menaçant. Les sociétés de secours mutuels ne peuvent vivre que grâce aux cotisations des membres honoraires, surtout en ce qui concerne les rentes pour la vieillesse. Mais lorsque les membres titulaires augmenteront, le nombre des membres honoraires ne s'accroîtra pas en proportion. Dès lors le déficit s'aggravera ; il devra être comblé par de nouvelles subventions de l'Etat qui s'impose déjà de lourds sacrifices pour le maintien du taux de l'intérêt.

Malgré tout le résultat est bon en somme. On s'est inspiré du principe de liberté, ce qui était essentiel. En outre, on a pris des précautions pour que les fonds appartenant aux sociétés de secours mutuels soient sauvegardés. D'autre part, l'assurance contre la vieillesse, les infirmités et la mort a été amplifiée et on s'est efforcé de la faire se réaliser d'une manière scientifique, c'est-à-dire sans mécomptes. Enfin, des faveurs budgétaires ont été concédées d'une manière définitive et de façon à donner aux sociétés un taux fixe d'intérêts. Le fonctionnement régulier de ces sociétés se trouve assuré ainsi, l'initiative leur est rendue et avec elle leur vitalité ne peut que s'accroî-

tre. Ce qu'on a voulu encourager surtout, plus encore què les secours temporaires en cas de maladie, c'est la constitution de retraites pour la vieillesse, branche qui s'est établie plus tard que la première, mais qui tend à dominer; c'était le point difficile, parce qu'il faut que les sociétés garantissent le résultat qui est éloigné; on y est parvenu dans la mesure du possible. Ces assurances, se réalisant par la mutualité et n'étant plus astreintes à procurer de gros dividendes à des actionnaires, opéreront avec la plus grande économie et pour le chiffre maximum de pension. La prévoyance aura ainsi son plus grand effet. Si l'on ajoute celui de la loi récente sur les accidents du travail, on aura assuré aux travailleurs le plus de sécurité possible pour le cas d'impossibilité de travail à fournir. On aura, d'ailleurs, suivi un système contraire à celui des lois allemande et autrichienne, et voulu parvenir par des moyens volontaires de la part des travailleurs à des résultats égaux ou supérieurs au système de l'assurance forcée. Le débat reste cependant ouvert entre ces deux natures de procédés: le socialisme d'Etat des nations germaniques, le système d'initiative privée et libre des peuples latins et anglo-américains; sur ce point l'avenir décidera. Etant donné le système d'initiative privée, ce sont les sociétés de secours mutuels qui en forment la réalisation la plus pratique; la loi actuelle avec ses imperfections, sans doute, mais avec ses améliorations certaines, sera d'un puissant secours pour les développer; on doit seulement regretter sa tardive et quelque peu timide apparition, mais ses retards ont permis son perfectionnement en chemin, et il y a loin sur les points essentiels du projet primitif à son texte promulgué; il est même possible que des dispositions additionnelles provoquées par son fonc-

tionnement soient encore votées et lui donnent son couronnement et sa teneur définitive.

Les mutualistes ont attendu de la loi un soutien, un aide, une garantie contre les vicissitudes du régime financier et surtout et avant tout, ils lui ont demandé la liberté.

La loi du 1^{er} avril 1898 la leur a accordée, et devant ce bienfait s'effacent tous les autres.

Elle a laissé les sociétés libres de se constituer et de s'organiser à leur gré, ne faisant intervenir le contrôle de l'Etat que lorsqu'elles promettaient d'une façon positive des services à date fixe, lorsqu'elles prenaient des engagements qui pouvaient être dangereux, qui pouvaient retomber sur elles, enfin lorsqu'il fallait les protéger contre elles-mêmes.

Elle les a laissées libres de placer leurs fonds suivant l'appréciation particulière de leurs intérêts en des placements industriels garantis et même en immeubles, répudiant (et ceci est au grand honneur du législateur de 1898) sur un point de détail, ce funeste régime de l'emploi d'Etat qui pèse sur l'épargne française.

Enfin elle les a laissées libres de s'associer entre elles, de former des unions, des fédérations capables de résoudre des problèmes qu'il était interdit aux sociétés isolées d'aborder, capables surtout d'apporter dans leurs opérations le souci des calculs scientifiques qu'on ne pouvait vraiment pas leur imposer sous l'ancien régime de la loi.

Cette loi d'affranchissement ouvre donc une nouvelle carrière à la mutualité française, et il est utile d'indiquer le sens dans lequel il paraît que le progrès est possible.

Le législateur du 1^{er} avril 1898 ne s'est pas attardé à définir la mutualité, à rechercher quelles formes d'applications elle comportait dans la société moderne. Cela eût

été infiniment intéressant. Le travail lui était préparé par les consultations des mutualistes en leurs congrès nationaux et régionaux et par les conseils des unions existantes.

Le législateur de 1898 n'a pas voulu entrer dans ce détail; il a légiféré sur le fait; il a pris pour base les services que rendent effectivement aujourd'hui les sociétés de secours mutuels.

Le premier, le plus important de ces services est le secours en cas de maladie.

En 1896, sur 26,884,528 fr. 77 de ressources totales que réunissaient les sociétés mutuelles, les frais de maladie ont absorbé 11,877,563 fr. 75, se décomposant en trois parts selon les trois interventions de la mutualité auprès des malades :

Les soins médicaux	2,889,711 03
Les fournitures pharmaceutiques.	3,518,951 84
Les indemnités quotidiennes . . .	5,468,900 88

TOTAL. 11,877,563 75

Nous n'avons pas à discuter le bien fondé de ces différents services à propos desquels se sont élevées les opinions les plus contradictoires au cours des congrès successifs où la mutualité a pris l'habitude de se réunir depuis dix-huit ans.

Ce qu'on peut dire en deux mots, sans soulever aucune question de détail, c'est qu'il n'est pas un de ces services où le groupement par fédération ne permette d'apporter plus d'ordre et plus d'économie.

Les médecins, traitant par l'entremise de leurs syndicats avec les sociétés qui groupent des milliers d'adhé-

rents pourront, sans nuire à leurs intérêts, abaisser leurs prétentions et en revenir au système de l'abonnement, le seul compatible avec la situation actuelle des sociétés de secours mutuels.

Des pharmacies coopératives pourront se former dans chaque union et faire bénéficier la mutualité des profits parfaitement légitimes, mais détournés de ces ressources, que font aujourd'hui les officines particulières.

Enfin les deux obstacles principaux que soulève la question de l'indemnité journalière aux malades, c'est-à-dire la prolongation de cette indemnité au delà des six mois réglementaires et le maintien de cette indemnité aux mutualistes changeant de résidence, seront résolus très facilement par l'institution de grandes caisses de réassurance et de caisses de subsistance.

Il suffira que les sociétés mutualistes aient le droit et le pouvoir de s'unir pour qu'immédiatement tombent la plupart des difficultés qui rendaient leur fonctionnement sur certains points impossible.

En sera-t-il tout à fait de même des deux fonctions qui sont peut-être les plus graves, les plus épineuses que puisse assumer l'économie sociale; l'assurance contre les accidents et la retraite pour la vieillesse.

Il n'est pas douteux que la mutualité soit dès à présent en état de les aborder avec de sérieuses chances de succès.

Pour l'assurance contre les accidents, assurance qui réclame la disponibilité de grosses sommes au moment où l'accident vient à se produire, on ne saurait demander aux sociétés mutuelles, à ces simples groupements d'ouvriers qui mettent leurs maigres cotisations en commun, de pourvoir à des risques aussi graves.

Aussi la loi du 9 avril 1898, spéciale aux accidents,

s'est-elle contentée de faire de ces sociétés mutuelles des espèces d'intermédiaires entre l'ouvrier victime de l'accident et le patron chez qui l'accident s'est produit, intermédiaires réduits d'ailleurs au service de la maladie que détermine l'accident.

Mais la mutualité joue encore un autre rôle en cette délicate matière. Elle a sa place à un autre niveau social où elle porte les avantages et les bienfaits qui tiennent à sa nature.

Les patrons de l'industrie, craignant de voir la prospérité de leur établissement mis en péril par un accident soudain, se groupent à leur tour, forment entre eux des caisses d'assurances mutuelles et garantissent ainsi aux ouvriers les indemnités que l'humble société de secours mutuels eût été incapable de leur fournir. Il nous suffira de rappeler dans ce cas l'œuvre admirable du Comité des Forges de France qui s'est annexé la caisse des industries textiles et qui assure en ce moment plus de 100,000 ouvriers avec 100 millions de salaire sans demander rien à aucun d'eux, non plus qu'à l'Etat.

Nous arrivons à la plus intéressante, à la plus redoutable aussi des questions qui s'imposent à l'attention des hommes d'Etat comme des sociologues, à la question des retraites ouvrières. Cette question a pris au cours de ces dernières années, une acuité, une urgence extraordinaire dans notre démocratie.

C'est chose tout à fait étrange, comme on l'a dit ⁽¹⁾, que ce peuple de France, qu'on se représente volontiers comme si léger, se soit hypnotisé pour ainsi dire sur cette idée de retraite, négligeant toutes les autres formes

(1) M. Léopold MABILLEAU : *Conférence donnée au Musée social.*

de la prévoyance pour ne s'attacher qu'à celle-là, pour poursuivre aveuglément l'image peut-être vaine, peut-être chimérique, d'une pension toujours précaire.

Peut-être cependant, sera-t-il permis de faire observer que, réduite à ses propres forces, la mutualité a commencé de résoudre le problème, et que la charte de liberté qui vient de lui être octroyée, lui donne les moyens de pousser cette solution plus avant.

Voyons d'abord le chemin fait :

En 1860, le service des retraites de toutes les sociétés mutuelles ne comprenait pas plus de quatre millions de capital ;

En 1870, il atteignait dix-huit millions ;

En 1880, trente-huit millions ;

En 1890, quatre-vingt-trois millions ;

A la fin de 1896, il dépassait cent-vingt-et-un millions.

Sans doute, c'est peu de chose si l'on considère l'énorme quantité de risques assurés, si l'on se souvient qu'il y a 1,700,000 mutualistes, et qu'il n'y a que 36,000 pensionnés ; qu'enfin, la moyenne des pensions est de 73 fr., chiffre absolument insuffisant, lorsqu'il s'agit de pourvoir à la subsistance d'un homme.

Mais l'humilité de ces résultats provoque quelquefois un excès de défiance. On en tire argument pour assurer que la mutualité devrait renoncer délibérément à un service qu'elle est incapable de mener à bien, qu'elle devrait se tourner plutôt vers l'assurance sur la vie qui est susceptible de bien plus multiples et de plus souples applications.

Avant de prendre ce parti désespéré, avant d'arrêter dans son développement une force qui a donné par elle-même de sérieuses preuves de vitalité, il faut bien se

rendre compte de la cause qui en explique l'insuccès relatif. Cette cause, c'est l'obligation où les sociétés se sont trouvées d'aborder isolément le problème, au lieu de former ces fédérations qui, hier interdites et permises aujourd'hui, lui ouvrent l'avenir.

Il résulte d'un calcul d'actuaire que, pour qu'une société puisse réussir dans une entreprise de retraite, elle doit compter au moins 2,000 membres, c'est-à-dire présenter une condition hors de laquelle 90 0/0 des sociétés mutuelles sont actuellement placées.

Mais tout change depuis la loi du 1^{er} avril ; ce que les sociétés séparées n'ont pu faire, les unions le feront, soit qu'elles continuent à verser à la Caisse des dépôts et consignations, soit plutôt, qu'elles constituent des caisses autonomes qu'elles administreront elles-mêmes, gardant la responsabilité et la direction de leur prévoyance, au lieu de s'en rapporter toujours à des institutions d'Etat.

Ainsi se résoudra peu à peu le problème des retraites ouvrières, qu'il serait peut-être imprudent de vouloir trancher d'un seul coup.

L'homme qui a travaillé toute sa vie ne doit pas être abandonné en ces derniers jours par la société qui a profité de son travail —, mais il reste à savoir si la solution du problème doit être demandée à la loi ou à la liberté.

La liberté a fait ses preuves ; elle les a faites modestement en France, mais pourtant d'une manière saisissante. Elle les a faites mieux encore en Angleterre, où elle n'était pas arrêtée par des réglementations abusives et vexatoires, et il semble que le système qu'elle comporte soit à la fois plus souple et plus moral que celui de la contrainte légale.

Dans cette conception, le travailleur doit mériter sa retraite ; et ce n'est pas seulement sa propre retraite qu'il

prépare et qu'il conquiert par un effort de prévoyance, c'est la retraite de ses camarades. Il fait œuvre de solidarité en même temps que de prévoyance ; il assure l'avenir des autres en même temps que le sien.

Mais, suffira-t-il d'organiser la libre action de la mutualité pour lui faire produire les résultats qu'on en attend ?

Il faut l'espérer, et l'Angleterre nous donne sur ce point un exemple riche d'enseignements. Chez elle, plus encore que chez nous, il existe une foule de petites sociétés qui pénètrent, comme des radicules dans la terre, jusqu'au tissu cellulaire du corps social, qui vont chercher jusque dans les petits endroits les plus reculés des adhérents à la prévoyance et qui réunissent ainsi des millions d'hommes pour l'œuvre de solidarité qu'elles ont en vue. Ces petites sociétés n'entreprennent que les services rudimentaires de la mutualité, le service de maladie par exemple, qui exige la proximité et la surveillance de tous les membres.

Mais elles se groupent et au-dessus d'elles se forment des unions de district qui se chargent des services supérieurs, des pensions de retraites, des placements de fonds, de la pharmacie, de la mise en subsistance.

Ces unions à leur tour forment de grandes fédérations qui traitent les intérêts généraux de l'institution ⁽¹⁾.

C'est ainsi qu'il faut entrevoir l'avenir de la mutualité française ; un réseau de sociétés répandues sur tout le territoire, hiérarchiquement organisées et fédérées ensemble dans des associations vouées à des fonctions de plus en plus étendues ; au sommet, un grand conseil de prévoyance réunissant les plus hautes compétences et les dévouements les plus éprouvés.

(1) MABILLEAU : *Conférence déjà citée.*

Malheureusement nous sommes loin d'un pareil idéal.

Non seulement les sociétés mutualistes sont restées jusqu'à présent isolées et dispersées, sans cohésion et sans action commune, mais elles ne réunissent qu'une fraction infime de la population française.

En Angleterre, les *Friendly Societies* groupent huit à neuf millions d'individus, et en Allemagne les offices d'assurances en comprennent plus de dix-huit millions, tandis que nous ne sommes pas deux millions en France.

Avant tout, il faut donc conquérir les classes laborieuses ; il faut entraîner ces cultivateurs, ces travailleurs de la terre qu'on a cru si longtemps réfractaires à l'esprit d'association et qui sont en train de montrer depuis dix ou quinze ans à quel point au contraire ils sont sensibles à tous les bienfaits qu'ils peuvent en recueillir. Les syndicats agricoles feront beaucoup de bien en ce sens, ils sont une organisation toute prête, où se grefferont les sociétés et les unions mutualistes.

Dans le monde ouvrier lui-même, il y a comme une plèbe du travail qui jusqu'ici est demeurée indifférente à la mutualité. Seize à dix-sept cent mille ouvriers sont venus à elle. Il en reste 2,500,000 en dehors d'elle, précisément les plus durement occupés, les moins salariés, ceux qui ont le plus besoin d'elles. C'est à eux qu'il faut aller ; « c'est à eux qu'il faut faire entendre la parole de concorde, de prévoyance et de solidarité ⁽¹⁾ ».

Mais il est à craindre que si l'on attend que l'homme ait atteint l'âge où tous ses besoins sont développés et où toutes ses habitudes sont prises, on n'échoue auprès de lui en prétendant l'attirer dans des associations qui supposent toujours un certain abandon relatif de sa liberté.

(1) MABILLEAU : *Conférence au Musée social.*

C'est pourquoi, c'est à l'enfant d'abord qu'il faut aller ; c'est l'enfant qu'il faut conquérir au seuil de la vie, au moment où l'école le réunit à ceux de son âge. Cette idée a reçu très heureusement son application depuis plusieurs années déjà avec la Mutualité scolaire née dans l'école primaire. Les *Petites Cavé* se répandront certainement bientôt dans toute la France. Dans ces petites mutualités, qui se compteront bientôt par plusieurs centaines, chaque semaine des milliers d'écoliers et d'écolières remettent aux instituteurs, outre le sou de la prévoyance réservé pour la retraite, le sou de l'aide mutuelle qui servira à donner une indemnité quotidienne, en cas de maladie, aux condisciples dans le besoin.

Enfin, il faut bien le dire, tout cela ne servira de rien si, avec le père et le mari, en n'entraîne pas l'épouse et la fille, avec l'enfant la mère.

La femme est restée trop longtemps étrangère à la mutualité ; c'est peut-être parce qu'elle n'avait pas le moyen d'en profiter autant qu'il l'aurait fallu ; et cependant combien sa faiblesse, isolée souvent et laborieuse, la rendait digne d'intérêt et de pitié. L'ouvrier mérite à coup sûr notre attention, l'ouvrière la mérite davantage encore ; c'est vers elle que doivent se tourner les premiers efforts de la liberté reconquise des mutualistes.

Quel que soit le but en vue duquel s'organisent les sociétés de secours mutuels, quelle que soit la forme qu'elles revêtent (mutualité d'adultes, mutualité scolaire, mutualité maternelle, etc...), le gouvernement ne doit pas rester indifférent en présence des efforts accomplis par l'initiative individuelle dans un but utile à l'ordre général. Pour que la mutualité puisse prendre un nouvel essor, il faut que les pouvoirs publics lui accordent à la fois leur patronage moral et leur patronage financier.

Sans doute, le rôle de l'Etat doit consister surtout à donner carrière à l'initiative des individus, à provoquer à l'épargne et à la prévoyance et à mettre en train les volontés, mais il est aussi du devoir et de l'intérêt de l'Etat d'aider la mutualité dans son évolution par des encouragements financiers. Tel sera le but des subventions importantes prévues ou maintenues par la nouvelle législation.

L'avenir de la démocratie nous paraît lié à l'avenir même des associations mutuelles et dans l'intérêt supérieur de la société on doit encourager le développement de ces institutions. En le faisant, on allègera les charges qu'imposent les établissements de bienfaisance ; on relèvera le sentiment de la dignité humaine et l'on fortifiera également le sentiment de la famille. De telles associations, véritables écoles de probité et d'honneur, sont, suivant l'expression de M. H. Maze, de véritables forteresses pour la défense de la paix sociale (1).

Assurément, la mutualité n'est pas une panacée, car dans ce bas monde il n'y a pas de panacée, mais comme le disait M. Deschanel au Congrès de Montpellier : « C'est la grandeur de la vie humaine que le moindre progrès ; le moindre acheminement vers un peu plus de justice et un peu plus de bonheur coûtent beaucoup d'efforts et de peines. L'idée de mutualité est une de celles qui d'ici un quart de siècle auront le plus profondément transformé la société française.

Dans le principe de la mutualité perfectionnée et agrandie, il y a un puissant instrument de sécurité, de concorde et de relèvement, un des moyens de résoudre la question sociale.

(1) GUILLEMAUT : *La Mutualité en France au XIX^e siècle*. °

La question sociale, en effet, n'est pas seulement la question du pain ; en même temps que matérielle, elle est aussi intellectuelle et morale. Et ici encore, nos associations rendent et rendront de plus en plus à notre peuple des services essentiels.

Elles sont des foyers d'éducation civique. Lorsque les citoyens ont appris à débattre leurs intérêts, touché du doigt les difficultés de la pratique et discuté des questions aussi délicates que celle des retraites par exemple, il est impossible qu'ils soient désormais accessibles à l'esprit d'aventure et de chimère ; leur raison en passant au crible de la controverse s'épure. Elle ne se laisse plus prendre au mirage des formules, à la piperie des mots.

Et l'association joue aussi un rôle moral. Tel qui, avant d'y entrer, n'avait eu, peut-être, que la notion d'un intérêt étroit, borné, l'intérêt individuel, ou même la notion d'un intérêt plus large, mais égoïste encore, l'intérêt familial, voit briller à ses yeux la notion d'un intérêt plus haut, plus noble, celui de la collectivité dont il fait partie et, par conséquent, de la société tout entière. Il comprend qu'il peut compter sur les autres, à la condition que les autres puissent également compter sur lui. Et par là, les associations mutuelles deviennent les plus solides assises de la nation, car elles fortifient chaque jour cette vertu qui est le fondement même de la République : LA FRATERNITÉ.

Enfin, et par dessus tout, ces sociétés sont autant de foyers de concorde civique. Oui, c'est pour cela surtout qu'elles nous sont chères, car c'est de cela surtout que la France a besoin désormais, de concorde pour accomplir les grandes œuvres que le destin a imposées à notre génération,

L'instrument premier du relèvement et de la grandeur de notre pays, c'est la paix entre les Français. Et travailler à la puissance de notre noble et adorée patrie, c'est encore le plus sûr moyen de servir la cause de la civilisation, de l'humanité et de la justice. »

ANNEXES

LA MUTUALITÉ SCOLAIRE

Avant 1898, la plupart des sociétés de secours mutuels étaient à peu près complètement fermées aux enfants. Par exemple sur les 330 sociétés mutuelles que comptait en 1896 le département du Rhône, 120 assuraient aux enfants le secours médical et 10 seulement les secours médicaux et pharmaceutiques ; les 200 autres ne s'occupaient en rien des enfants.

Les sociétés d'adultes redoutent, en effet, les enfants, tout aussi bien que les sociétés d'adultes hommes s'efforcent de se préserver d'un envahissement féminin.

Et cette défiance s'explique : le nombre des journées de maladie est notablement plus élevé chez les femmes et chez les enfants que chez les hommes adultes, ce qui a pour conséquence d'augmenter les charges des sociétés qui les acceptent.

C'est pour parer à ces résistances sinon généreuses, du moins fort logiques, que s'est développée une institution destinée spécialement à l'enfance : nous voulons parler de la *Mutualité scolaire*.

Nous étudierons successivement l'organisation de la mutualité scolaire, ses avantages, son histoire, le développement qu'elle a su prendre dans ces dernières années et les progrès dont elle est susceptible.

Organisation

Le principal caractère de cette institution nouvelle est d'être comme son nom l'indique, une institution *scolaire*.

C'est à l'école qu'elle naît, c'est sous la surveillance et quelquefois la direction de l'instituteur qu'elle se développe, c'est l'écolier seul qui en remplira les cadres.

Aussi comme l'école est le centre commun où aboutit nécessairement depuis la loi sur l'instruction obligatoire la totalité de l'enfance française, cette institution peut comprendre dans ses cadres tous les enfants de 7 à 13 ans sans aucune exception.

L'écolier, voilà donc le sociétaire.

Quelles seront ses charges ?

Les sociétés existantes lui demandent toutes une cotisation de 0,10 par semaine. Cette cotisation se divise immédiatement par moitié.

A. — La première moitié, soit 0,05 est versée dans le *fonds commun*. Ce fonds commun est employé à payer à l'enfant malade une somme de 0,50 par jour de maladie pendant le premier mois et de 0,25 par jour pendant les deux suivants. Cette petite somme indemnise les parents des frais médicaux et pharmaceutiques que la maladie de leur enfant leur cause. C'est le secours médical et pharmaceutique fixé à forfait et égal pour tous.

Il n'y a pas lieu d'indemniser l'enfant de sa journée de chômage, puisqu'il ne travaille pas d'une façon productive.

L'expérience des sociétés existantes démontre que le fonds commun alimenté par le sou hebdomadaire du petit mutualiste et par les dons des membres honoraires,

suffit au-delà, à payer les indemnités quotidiennes des journées de maladies et les dépenses d'administration.

L'excédent, très fréquemment constaté, constitue la réserve de la société. Nous étudierons plus loin son emploi.

B. — Le second sou du mutualiste, formant le solde de sa cotisation hebdomadaire, est versé à un livret individuel de retraite pour la vieillesse, établi au nom de l'enfant, dès que ces sous accumulés produisent une somme de 2 ou de 5 francs. Ce sera la base de sa constitution de retraite.

Quelques sociétés ont ajouté à cette cotisation hebdomadaire de 0,10, une cotisation annuelle de 0,50 ou même de 0,25, qui sert à payer les frais d'inhumation de l'enfant, s'il meurt pendant la durée de son sociétariat. C'est la *cotisation funéraire* dont l'organisation a un peu effrayé les parents dans certaines sociétés; ce qui a nui à sa généralisation.

Toutes ces cotisations sont perçues à l'école, le plus souvent par les instituteurs et les institutrices, toujours sous leur surveillance.

A Paris, les instituteurs tiennent gratuitement la comptabilité de ces sociétés; dans certaines communes rurales les statuts leur allouent une petite indemnité pouvant s'élever à 4 ou 5 0/0 du montant des encaissements.

Telle est, décrite en quelques mots, l'organisation de ces petites mutuelles d'enfants.

Ses avantages et sa fonction sociale

La mutualité scolaire est appelée à produire les plus féconds résultats. Elle contribuera certainement dans une très notable mesure au développement des idées de

prévoyance et de solidarité, soit dans les couches profondes de la population, soit même dans le personnel enseignant et par là sera augmentée la somme de bien-être matériel et de progrès moral et social dans l'ensemble de la nation.

N'est-ce donc rien en effet que d'arriver à initier dès l'enfance les générations nouvelles aux principes de la mutualité ? de leur montrer par une expérience qui leur sera personnelle, qu'il y a un remède aux risques de maladie et de vieillesse qui pèsent sur tous et si lourdement en particulier sur les moins fortunés ? de leur inculquer par une leçon de choses, répétée chaque semaine, que ce remède, ce sont l'association et la prévoyance qui seules peuvent le fournir ?

Quand l'enfant sera devenu un homme, il sera donc tout naturellement ouvert aux idées de mutualité, tout prédisposé à adhérer aux grandes associations, qui s'offriront à lui, parce qu'il aura apprécié les bienfaits des petites. L'empreinte que son cerveau aura subie sera d'autant plus profonde qu'elle lui aura été apposée à l'âge où il est plus malléable, et nous n'assisterons plus à ces étonnements naïfs et moqueurs, qu'on lit sur la figure des jeunes hommes de vingt ans, qui entendent pour la première fois affirmer qu'il est utile de se garantir contre le chômage, les frais de maladie et les éventualités d'une vieillesse misérable.

Les mutuelles scolaires seront donc les pépinières des sociétés de secours mutuels. Elles contribueront en effet au développement de ces sociétés non seulement en augmentant le nombre de leurs adhérents ; mais aussi en contribuant à former de bons mutualistes. L'enfant qui tous les lundis songera avant de partir pour l'école à réclamer à ses parents les dix centimes nécessaires à sa

cotisation à la mutuelle, aura au bout de fort peu de temps contracté une habitude, celle du versement périodique et continu à jour fixe ; et lorsqu'il passera dans une société de secours mutuels d'adultes, il y entrera avec cette habitude acquise à la mutuelle scolaire, de la régularité et de la continuité du versement. Ne sont-ce pas là deux qualités indispensables aux mutualistes pour assurer le bon fonctionnement de leurs associations ?

Former un grand nombre de mutualistes, les former excellents, c'est la première fonction des mutuelles scolaires. La seconde, non moins importante, c'est d'asseoir solidement les assises d'une constitution éventuelle de retraite pour la vieillesse. Cela est véritablement former l'homme à la prévoyance dès l'âge de l'imprévoyance. On sait combien il est difficile à l'adulte qui commence ses versements à la caisse des retraites pour la vieillesse à 25 ou 30 ans de parvenir à se constituer une pension sérieuse à 60 ou 65 ans. Si les versements au contraire ont été effectués dès l'âge de 7 ans, même de 12, il est relativement facile à un ouvrier de vivre à l'heure de la diminution des forces physiques de la pension qu'il se sera ainsi constitué. Donc création pour tous d'un livret individuel de retraites et augmentation très sensible du chiffre de la pension de retraites par suite de l'âge peu élevé auquel les premiers versements auront été effectués, voilà donc les grands avantages que procure, quant au risque de la vieillesse, la mutualité scolaire.

Le personnel enseignant lui aussi est appelé à tirer grand profit de l'institution. Elle le met en contact plus direct, plus intime avec les enfants et leurs familles ; nécessairement mis au courant des maladies et des misères de ses petits écoliers, il s'y attache davantage si possible et l'intérêt qu'il leur témoigne se traduit par une

confiance plus complète des parents de l'enfant envers ses maîtres. L'instituteur, le maître d'école devient ainsi un apôtre plus ardent de la mutualité au fur et à mesure qu'il en constate sur ses élèves les bienfaits et son prestige en est augmenté.

Mais il n'est pas d'institution qui ne rencontre des détracteurs, la Mutualité scolaire n'a pas échappé au sort commun. On lui a reproché deux choses : d'abord de n'être pas une institution rationnelle, ensuite de faire double emploi avec l'épargne scolaire.

Certains économistes prétendent qu'on ne saurait avoir droit à une indemnité de chômage en cas de maladie, que si la maladie empêche de continuer un travail productif : or chez l'enfant, elle n'arrête pas un travail productif puisque l'enfant ne produit pas. Donc il ne devrait pas recevoir d'indemnité de chômage. Les théoriciens qui ont développé ce thème ont pris la forme de l'organisation de la mutualité scolaire pour le fond ; l'indemnité de 50 centimes par jour de maladie attribué à l'enfant, a bien la forme d'une indemnité de chômage, mais au fond elle représente uniquement le secours médical et pharmaceutique fixé à forfait et égal pour tous. Cette mutualité ne donne pas l'indemnité de chômage comme les sociétés de secours mutuels d'adultes et la preuve s'en trouve dans ce fait qu'elle ne demande aux sociétaires qu'une cotisation bien moindre (5,20 au lieu de 24 fr.).

On dit en second lieu que la Mutuelle scolaire fait double emploi avec la caisse d'épargne scolaire. Cette critique vaut la précédente : la caisse d'épargne scolaire en effet est loin d'avoir l'importance de la mutuelle scolaire. Le sou déposé à la caisse d'épargne, les parents de l'enfant pourront le retirer, le sou déposé sur le livret individuel de retraites y demeurera sans retour. A 21 ans, l'âge

des dépenses inconsidérées, le jeune homme aura tôt fait de délapider le fruit de ses petites économies d'enfant déposées à la caisse d'épargne, celles au contraire qu'il aura versées à la mutuelle auront tout à la fois servi à indemniser ses parents de ses frais de maladie pendant son enfance et à lui former le noyau d'une future retraite pour la vieillesse. Ces deux institutions sont donc bien différentes, elles sont loin de faire double emploi et certainement la mutuelle scolaire est appelée à une action sociale bien supérieure à celle produite par la caisse d'épargne scolaire.

Cette action sociale se fera sentir dans un avenir rapproché. Quand dans 20 ans d'ici, une génération tout entière aura été initiée dès l'école aux idées de mutualité, en aura ressenti les bienfaits et en aura pris les habitudes fécondes, elle sera certes moins sujette à se laisser prendre aux rêveries peu pratiques du socialisme révolutionnaire.

La Mutualité scolaire, c'est l'école de l'association libre, et l'association libre, c'est l'antidote du socialisme, c'est-à-dire de l'association forcée.

Son histoire et ses progrès

Le fondateur de la Mutualité scolaire est un ancien magistrat du Tribunal de commerce de la Seine, M. J.-C. Cavé. Plus heureux que Christophe Colomb, il laissa son nom à sa découverte ; dans beaucoup de centres, les sociétés mutuelles scolaires sont toujours désignées par l'expression *Les Petites Cavé*.

M. Cavé fit la première application de son idée en 1881 à Paris, dans le XIX^e arrondissement. Cette première association réussit merveilleusement dès le début ; son

importance n'a cessé de grandir, ni sa vitalité de s'affirmer tous les ans.

Cette heureuse innovation eut un grand succès : les Mutuelles scolaires se répandirent bientôt dans les départements. M. Edouard Petit, professeur au lycée Janson-de-Sailly, à Paris, constatait que pendant la seule année 1896, 15 ans après, il s'était fondé 110 mutuelles scolaires nouvelles; sur ces 110 sociétés nouvelles, 70 ont été créés dans des centres où il n'en existait encore aucune.

Les départements les plus en vedette alors sont :

Le Nord	7 sociétés nouvelles		
La Gironde	10	—	—
La Seine-Inférieure . .	12	—	—
Les Basses-Pyrénées .	18	—	—

Le mouvement a même gagné l'Algérie: Alger, Mustapha, Blidah, Constantine, Batna et Biskra ont organisé de petites Cavé; des projets sont, dit-il, à l'étude à Bône, Sétif, Philippeville et Oran.

C'est à coup sûr dans les villes que le succès a été le plus rapide et le plus complet.

A Paris à côté de *La Mutuelle* du xix^e arrondissement dont nous avons parlé plus haut, il faut aussi signaler *La Mutuelle* du viii^e arrondissement (1,496 sociétaires) et celle du xvi^e (1,000 sociétaires).

A Saint-Denis, 2,400 enfants sont encadrés dans l'institution: c'est plus de 40 0/0 de la population scolaire.

A Bordeaux, la mutualité est organisée dans toutes les écoles de la ville et des communes suburbaines (3,500 membres); à Reims les quarante écoles de la ville donnent un total de 1,500 mutualistes; celles de Rouen en fournissent 3,000.

L'organisation la plus complète est celle de la Rochelle

où les onze écoles de la ville parviennent avec l'appoint fourni par deux écoles privées à former un total de 600 sociétaires.

On peut ajouter encore à cette énumération le fait très intéressant de l'organisation d'une mutuelle par les neuf communes de l'île de Ré associées dans ce but.

Dans son rapport adressé au ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts sur l'éducation populaire en 1898-1899, M. Edouard Petit nous fournit de nouveaux renseignements officiels sur la mutualité scolaire, son évolution et ses progrès durant la dernière année.

Les mutualistes ne peuvent qu'applaudir aux succès grandissants des « Petites Cavé » ; mais l'évolution que signale avec faveur M. Petit ne laissera pas, au contraire, que de leur donner quelques inquiétudes sur l'avenir de ces excellentes organisations.

Les progrès se sont manifestés soit par l'augmentation sensible du nombre des mutuelles scolaires, soit par leur extension à de nouvelles catégories sociales d'enfants, soit enfin par la toujours plus grande variété des types adoptés.

Au point de vue du nombre on comptait :

En 1896-1897	110 groupements	
En 1897-1898	400	—
Au 31 mars 1899 . .	811	—
Et plus de 250 sociétés en projet.		

Ces 811 sociétés englobent environ 10,000 écoles et comprennent 400,000 jeunes mutualistes.

Paris et la Seine ont vu s'accroître encore leur mouvement ascendant : à Paris, quatorze arrondissements sur vingt sont organisés en mutuelles d'arrondissements ; dans la Seine, Saint-Denis, Aubervilliers, Charenton,

Neuilly, Pantin, Courbevoie ont de florissantes associations.

En province, les agglomérations de mutuelles scolaires ont pris les formes les plus variées : *Mutualités d'écoles* plus particulièrement dans le département de l'Ain : *Mutualité de villes* à Bordeaux, Tours, Caen, Angoulême, Toulouse, Reims, Rouen, Orléans, Lille, Roubaix, Arras, Troyes, Moulins, Limoges, Amiens ; *Mutualités de cantons* dans le Nord, les Ardennes, la Charente-Inférieure, la Meuse ; *Mutualités d'arrondissements* à Montélimar, Libourne, Lesparres, Bazas, Saint-Claude, Agen, Douai, Tulle, Ussel, Brive ; *Mutualités départementales* dans le Haut-Rhin et l'Ardèche.

Précédemment, M. Audiffred, à Roanne, avait réussi à englober dans la même mutuelle écoliers et lycéens. Cet exemple a porté ses fruits, et cette année Moulins, Nevers, Carcassonne, Saint-Etienne, Orléans, Le Puy, Lille, tous les collèges de l'Aude ont imité celui de Roanne.

Enfin, les enfants assistés eux-mêmes ont été appelés dans les mutuelles scolaires. M. Cruchon, préfet de l'Ardèche, dont le nom demeure attaché à l'histoire des grandes organisations de mutuelles scolaires, a fait voter par son Conseil général une somme permettant l'inscription des enfants assistés du département à la grande Mutuelle de l'Ardèche.

La ville de Courbevoie a voté une subvention destinée à payer les cotisations des enfants des familles les plus nombreuses ; la ville de Tours paie celles des orphelins.

L'extension de la mutualité scolaire a donc été très rapide ; il faut l'attribuer en grande partie à l'impulsion donnée à la campagne de propagande par la création de missions départementales confiées par le ministère de

l'Intérieur conjointement avec le ministère de l'Instruction publique à de vigoureux mutualistes.

Douze départements ont été soumis par eux à une action officielle et méthodique. Les résultats en ont été très satisfaisants.

M. Petit signale avec faveur une certaine évolution de la mutualité scolaire. Il se félicite notamment de voir les Mutuelles scolaires « prendre sous leur patronage les œuvres complémentaires de l'école ».

« La mutualité scolaire, dit-il, est devenue la mutualité instructive. Elle intervient d'une façon directe dans l'enseignement complémentaire et professionnel. Elle a introduit dans les statuts une cotisation dite le *trésor d'avenir* qui contribuera à soutenir l'école du soir... Déjà un certain nombre de mutuelles enfantines épargnent le petit sou mensuel qui assurera deux ou trois ans d'études aux anciens élèves devenus des adolescents ».

Là où M. Petit voit un progrès, de nombreux mutualistes voient, avec raison selon nous, un réel danger.

Voilà de petites sociétés à cotisations hebdomadaires de 0,10 fournies par les parents des enfants et qui couvrent en quelque sorte à la fois les risques de vieillesse et de maladie, attributions déjà bien considérables, bien suffisantes; on les charge néanmoins « d'intervenir dans l'enseignement complémentaire et professionnel, de soutenir l'école du soir, d'assurer deux ou trois ans d'études aux anciens élèves devenus des adolescents ».

Dans tous ces accessoires qui n'ont rien à faire avec le but des sociétés de secours mutuels, on perdra vite de vue le but véritable des *Petites Cavé*. Elles tomberont au niveau de vulgaires sociétés de propagande en faveur de telle catégorie d'écoles; en restant trop l'œuvre d'une

école, elles ne parviendront pas à atteindre le but que beaucoup d'hommes de bonne volonté leur assignaient dans l'avenir : devenir cellule primitive où se referait par l'association pour la lutte contre la misère humaine, l'unité morale du pays divisé par l'école.

Il importerait si, l'on veut que les *Petites Cavé* produisent tous les fruits qu'on attendait d'elles, qu'elles réagissent contre un enchevêtrement exagéré avec les œuvres complémentaires de l'école, contre l'excès de l'esprit de scolarité, et qu'elles restent simplement la pépinière de sociétés de secours mutuels seules outillées réellement pour parer aux risques de maladie.

L'avenir

Nous avons vu précédemment avec quelle rapidité d'heureux augure s'est développée partout l'institution de la mutualité scolaire ; les brillants résultats acquis ne doivent pourtant pas nous laisser supposer que dès le début les *Petites Cavé* ont atteint la perfection absolue.

Au contraire, l'expérience fournie par des sociétés ayant déjà plusieurs années d'existence démontre qu'il est nécessaire d'apporter dans leur organisation primitive quelques légers perfectionnements pour leur assurer une féconde vitalité.

Le plus important est celui qui consistera à établir dans les statuts de la société une clause d'après laquelle les sociétaires devront cesser de faire partie de la Mutuelle scolaire le jour où ils auront atteint un certain âge.

Il importe en effet de remarquer que la plupart des Mutuelles scolaires, qui par définition ne devraient

comprendre que les enfants appartenant encore au personnel scolaire, comptent cependant un nombre assez élevé de sociétaires ayant depuis plusieurs années quitté l'école ; bientôt même, à côté d'enfants de 7 à 8 ans, pourront se trouver associés des hommes d'âges mûrs, même des vieillards.

L'institution perdrait son caractère si l'on ne réagissait pas énergiquement contre cette tendance. La Mutuelle scolaire ne doit être que le vestibule de la Mutuelle d'adultes ; elle ne doit pas la concurrencer. Aussi, il serait fort utile de fixer par les statuts l'âge maximum qu'on pourrait atteindre comme membre de la Mutuelle scolaire ; 16 ans paraîtrait une limite, puisque c'est précisément l'époque à laquelle la plupart des grandes sociétés fixent l'âge minimum d'admission parmi leurs membres.

Les inconvénients d'une solution différente seraient assez graves.

Tout d'abord, au point de vue du recouvrement des cotisations, il est certain que l'instituteur directeur rencontre des difficultés assez nombreuses à recueillir les cotisations de ses anciens élèves, alors qu'ils ne viennent plus à l'école et sont dispersés peut-être dans toutes les directions.

D'autre part, il est également certain que les services qu'un adulte peut attendre de la Mutuelle scolaire sont notoirement insuffisants en cas de maladie ; ce n'est pas d'une indemnité de 0,50 c. par jour, couvrant tout à la fois le risque de chômage, les frais médicaux et pharmaceutiques, qu'un homme de 20, 25 ou 30 ans peut tirer un secours raisonnable et satisfaisant. L'accroissement du besoin lui impose l'entrée dans une organisation plus riche et mieux outillée.

C'est de l'organisation du fonds commun que vient la

principale difficulté de cette limitation d'âge. Nous avons indiqué en effet que la moitié de la cotisation de 0,10 c. par semaine versée par l'enfant était attribuée à un fonds commun, à l'aide duquel on payait les journées de maladie. L'expérience a démontré que loin d'être mises en déficit par le service des indemnités journalières, les Mutuelles scolaires avaient toutes en fin d'exercice un excédent notable. Cet excédent constitue une réserve ; cette réserve par son continuel accroissement crée ainsi une disponibilité importante que certaines sociétés pensent affecter à des constitutions de retraites supplémentaires. Or, pour qu'il y ait lieu à retraites, il faut qu'il y ait des vieillards, et les *Petites Cavé* n'en auront qu'autant qu'aucune limite d'âge ne sera établie.

A vrai dire, l'objection ne paraît pas sérieuse, l'embarras provenant de l'excès de richesse d'une société est des plus faciles à faire disparaître ; une fois une réserve normale établie, suffisante pour faire face aux plus grands besoins, l'excédent de l'encaissement sur la dépense pourrait être réparti annuellement entre tous les sociétaires, et être employé à un versement sur leur livret individuel de retraites déjà constitué par la seconde moitié de la cotisation hebdomadaire. Cette mesure serait fort juste, puisqu'elle ferait retomber sur l'associé lui-même l'excédent de son versement.

D'autre part, une seconde solution fort acceptable a été préconisée : puisque la Mutuelle scolaire a surtout pour but de vulgariser les idées de mutualité et de précipiter les jeunes générations dans les cadres des grandes sociétés de secours mutuels, l'excédent dont nous venons de parler pourrait servir tout d'abord à payer les droits d'entrée des jeunes hommes sortant de la Mutuelle scolaire, pour entrer dans une société de secours mutuels.

Ce n'est que sur le solde qu'un emploi sur livret individuel de retraites pourrait être effectué.

Quel que soit le moyen employé, répartition de l'excédent du fonds commun en totalité sur les livrets individuels en fin de chaque année, ou paiement préalable à l'aide du fonds commun des droits d'entrée dus par les sociétaires arrivés à la limite d'âge, et désirant être admis dans une grande mutuelle, la solution est parfaitement équitable et l'objection tirée de l'existence du fonds commun disparaît.

En résumé, il importe que les Mutuelles scolaires inscrivent dans leurs statuts une limite d'âge après laquelle les jeunes mutualistes ne feront plus partie de la société. Cette limite doit être fixée à 16 ans, parce que c'est l'âge minimum d'admission prévu par les statuts des sociétés de secours mutuels.

Cette limite s'impose pour conserver aux Mutuelles scolaires leur véritable caractère, qui est d'être formées par des écoliers et dirigées par l'instituteur, et leur but, qui est uniquement de constituer des pépinières de mutualistes pour le recrutement des grandes sociétés.

Elle s'impose encore à raison de la difficulté que rencontrerait le directeur pour recouvrer les cotisations minimales d'hommes dispersées de tout côté, et surtout parce que l'adulte ne peut se trouver suffisamment indemnisé en cas de maladie par le versement d'une indemnité de 0,50 par jour.

Si les Mutuelles scolaires entrent résolument dans la voie de la limite d'âge et restent ainsi pénétrées du but de leur institution, le magnifique succès qui a accueilli l'idée de M. Cavé, ne pourra que grandir pour le plus grand avenir de la Mutualité française.

La loi du 9 avril 1898 sur les Accidents du travail et les sociétés de Secours Mutuels et Caisses de secours

Après avoir fait le commentaire de la loi du 1^{er} avril 1898, nous devons dire quelques mots d'une loi née en même temps qu'elle. Il s'agit de la loi du 9 avril 1898 sur les accidents du travail dont les dispositions viennent d'être mises récemment en application.

La loi du 9 avril 1898, sur les accidents du travail, met à la charge exclusive du patron les accidents survenus à ses ouvriers par le fait du travail ou à l'occasion du travail. C'est là, évidemment, une lourde charge pécuniaire, en même temps qu'une source d'embarras considérable. Il était donc bon de venir en aide au patron et de lui faciliter les moyens de se décharger des difficultés et des abus que pouvait entraîner sur ce point l'application de la loi nouvelle. Tel est le but des articles 5 et 6 qui doivent particulièrement attirer notre attention.

En voici le texte :

« Art. 5. — Les chefs d'entreprise peuvent se décharger pendant les 30, 60 ou 90 premiers jours, à partir de l'accident, de l'obligation de payer aux victimes les frais de maladie et l'indemnité temporaire, ou une partie seulement de cette indemnité, comme il est spécifié ci-après, s'ils justifient :

« 1^o Qu'ils ont affilié leurs ouvriers à des sociétés de secours mutuels et pris à leur charge une quote-part de

la cotisation qui aura été déterminée d'un commun accord, et en se conformant aux statuts-types approuvés par le ministre compétent, mais qui ne devra pas être inférieur au tiers de cette cotisation ;

2^o Que ces sociétés assurent à leurs membres, en cas de blessures, pendant 30, 60 ou 90 jours, les soins médicaux et pharmaceutiques et une indemnité journalière.

Si l'indemnité journalière servie par la société est inférieure à la moitié du salaire quotidien de la victime, le chef d'entreprise est tenu de lui verser la différence.

Art. 6. — Les exploitants de mines, minières et carrières, peuvent se décharger des frais et indemnités mentionnés à l'article précédent moyennant une subvention annuelle versée aux caisses ou sociétés de secours constituées dans ces entreprises, en vertu de la loi du 29 juin 1894.

Le montant et les conditions de cette subvention devront être acceptés par la société et approuvés par le ministre des Travaux publics.

Ces deux dispositions seront applicables à tous les autres chefs d'industrie qui auront créé en faveur de leurs ouvriers des caisses particulières de secours, en conformité du titre 3 de la loi du 29 avril 1894. L'approbation prévue ci-dessus sera, en ce qui les concerne, donnée par le ministre du Commerce et de l'Industrie.

Société de Secours Mutuels, art. 5. — L'article 5 autorise les chefs d'entreprise à se décharger pendant les 30, 60 ou 90 premiers jours à partir de l'accident, de l'obligation de payer aux victimes les frais de maladie et l'indemnité temporaire, ou une partie seulement de cette indemnité, sous les conditions suivantes :

Première condition. — Le patron doit avoir pris à sa charge une quote-part de la cotisation. Cette quote-part

ne peut pas être inférieure *au tiers*. Il est constaté, en effet, que dans la plupart des sociétés de secours mutuels, les frais de maladie et d'indemnités temporaires résultant des accidents ne s'élèvent pas au tiers des disponibilités.

Telle est d'ailleurs la proportion de la contribution patronale aux caisses de maladies instituées en Allemagne, en Autriche, en Norvège et en Danemark.

Mais il était à craindre que le patron ne fit affilier le personnel de son usine à une société de secours mutuels dont les ressources seraient exclusivement, ou à peu près, affectées à la réparation des accidents ; l'usage de la faculté prévue par la loi aurait, en pareil cas, indûment chargé la société de la presque intégralité, et les ouvriers de presque les deux tiers des indemnités d'accidents. Pour prévenir cette éventualité, la loi a décidé que la cotisation devrait être déterminée « conformément aux statuts-type approuvés par le ministre compétent ⁽¹⁾ ».

Le ministre compétent est celui de l'Intérieur, chargé de l'exécution de la loi pour les sociétés de secours mutuels.

Par arrêté du 16 mai 1899, il a déterminé les conditions qui devraient être insérées dans les statuts ⁽²⁾.

(1) Le texte primitif exigeait l'approbation individuelle des statuts de chaque société. Il fut heureusement modifié, grâce à l'intervention de MM. Le Cour Grandmaison et Waddington (Sénat, 18 mars 1898).

(2) ARRÊTÉ DU MINISTRE DE L'INTÉRIEUR
du 16 Mai 1899

Relatif aux statuts-types à insérer, pour l'exécution de l'article 5 de la loi du 9 avril 1898, dans les statuts des sociétés de secours mutuels qui se proposent de contracter avec les chefs d'entreprise, dans les conditions spécifiées par ledit article.

Journal Officiel du 17 mai 1899.

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL, MINISTRE DE L'INTÉRIEUR ET DES
CULTES,

Vu l'article 5 de la loi du 9 avril 1898,

Vu le décret du 2 mai 1899, instituant une commission chargée de la préparation des statuts-types prévue par cet article,

Les conventions doivent être passées par le Conseil de la société sous réserve de l'approbation par l'Assemblée générale. Elles sont conclues pour une durée déterminée et se poursuivent par tacite réduction, sauf aux intéressés à les dénoncer dans un délai déterminé.

Les chefs d'entreprise ne peuvent affilier aux sociétés leurs ouvriers et employés qu'avec le consentement de ceux-ci.

Les allocations des chefs d'entreprise doivent être

Arrête :

Article premier. — Les sociétés de secours mutuels peuvent, dans les conditions prévues à l'article 5 de la loi du 9 avril 1898, passer avec des chefs d'entreprise des conventions, à l'effet de prendre à forfait, en cas d'accidents entraînant une incapacité temporaire de travail, la charge de payer à ceux de leurs membres participants occupés par ces chefs d'entreprise, les frais de maladie et l'indemnité journalière ou partie seulement de cette indemnité,

La convention peut également stipuler le paiement des mêmes frais ou indemnités en cas d'accidents entraînant la mort ou une incapacité permanente.

Art. 2. — La convention prévue à l'article premier est passée par le Conseil, sous réserve de l'approbation par l'assemblée générale. Elle est conclue pour une durée de... et se poursuit par tacite reconduction, sauf aux intéressés à la dénoncer dans le délai de...

Art. 3. — Les chefs d'entreprise peuvent affilier aux sociétés avec leur consentement, et sans condition de durée de résidence, ceux de leurs ouvriers et employés qui n'en sont point encore membres participants.

Art. 4. — Les allocations des chefs d'entreprise sont calculées en vue de couvrir entièrement les charges supplémentaires qu'assument les sociétés en vertu de la convention prévue à l'article premier.

Elles ne peuvent être inférieures au tiers du montant des cotisations statutaires pour les secours en cas de maladie et pour les frais de gestion des sociétés.

Art. 5. — Les allocations prévues par la convention sont payables par les chefs d'entreprise toutes les... (quinzaines, mois, trimestres, etc...) et d'avance.

calculées en vue de couvrir entièrement les charges supplémentaires qu'assurent les sociétés pour le paiement des indemnités d'accidents du travail. Elles ne peuvent être inférieures au tiers du montant des cotisations statutaires pour les secours de maladie et pour les frais de gestion des sociétés. Elles sont payables à des échéances déterminées et d'avance.

Deuxième condition. — La société de secours mutuels doit assurer à ses membres, en cas de blessure, pendant 30, 60 ou 90 jours, les soins médicaux et pharmaceutiques et l'indemnité journalière.

Art. 6. — Les sociétés à partir du cinquième jour après l'accident et pendant la durée fixée par la convention (30, 60 ou 90 jours), fournissent à leurs membres participants blessés par le fait ou à l'occasion du travail, les soins médicaux et pharmaceutiques et l'indemnité journalière prévue dans les statuts.

Dans les cas où l'indemnité journalière statutaire n'atteint pas 50 0/0 du salaire journalier touché au moment de l'accident, le complément est payé aux victimes soit directement par les chefs d'entreprise, soit par les sociétés, moyennant remboursement par les chefs d'entreprise, soit directement par les sociétés, si elles ont consenti cette charge spéciale dans la convention.

Les frais et indemnités dus au-delà du délai spécifié par la convention et jusqu'au moment de la guérison, de l'entrée en jouissance d'une pension ou du décès, sont payés soit directement par les chefs d'entreprise, soit par les sociétés, à charge de remboursement par les chefs d'entreprise.

Art. 7. — Les sociétés doivent fournir et les participants sont tenus d'accepter les secours médicaux et pharmaceutiques dans les conditions fixées aux statuts.

En cas d'accidents régis par la loi du 9 avril 1898, ces soins, ainsi que les indemnités convenues, sont fournis pendant toute la période pour laquelle les chefs d'entreprise ont payé l'allocation stipulée au contrat, même si les participants n'ont point payé leur cotisation personnelle statutaire.

Art. 8. — Les directeurs du cabinet et du personnel et du secrétariat sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Paris, le 16 mai 1899.

CHARLES DUPUY.

Si l'indemnité journalière fixée par les statuts est inférieure à 50 0/0 du salaire (taux fixé par l'article 3 de la loi), le chef d'entreprise est tenu de payer le complément aux victimes. Toutefois, les sociétés peuvent convenir d'en faire l'avance moyennant remboursement par les chefs d'entreprise, ou même de le prendre à leur charge.

Quant aux secours médicaux et pharmaceutiques, le blessé est tenu de les accepter tels qu'ils sont fournis par la société, dans les conditions prévues aux statuts. Ainsi, il ne pourra se faire soigner par un médecin de son choix comme il en aurait le droit vis-à-vis de son patron.

Si les ouvriers participants n'ont pas payé leur cotisation personnelle statutaire, la société n'en est pas moins tenue, en cas d'accident de travail, de leur fournir les soins et indemnités convenus. C'est juste, puisque le patron a satisfait à leurs obligations, en payant l'allocation stipulée au contrat.

Le chef d'entreprise a toujours la faculté de se décharger sur les sociétés de secours mutuels des frais de maladie et de l'indemnité journalière dus à la suite d'accidents ayant entraîné une incapacité temporaire de travail.

Il en est de même pour les indemnités journalières et les frais de maladie consécutifs aux accidents qui ont entraîné la mort, ou une incapacité permanente de travail.

Cette solution, qui pouvait faire doute, a été confirmée par l'arrêté ministériel du 16 mai 1899. Mais les sociétés de secours mutuels ne sont débitrices de ces indemnités qu'autant qu'il y a eu stipulation expresse.

La faculté de se décharger sur les sociétés de secours mutuels de l'obligation d'acquitter les indemnités,

s'étend-elle aux rentes dues en cas de mort ou d'incapacité permanente ?

Il est incontestable que les sociétés de secours mutuels peuvent pratiquer l'assurance contre les accidents quels qu'ils soient. Il est vrai que l'article 24 de la loi du 9 avril 1898 ne mentionne pas ces sociétés parmi les débiteurs éventuels des indemnités à long terme. Mais la solution contraire résulte : 1^o de l'article 1^{er} de la loi organique du 1^{er} avril 1898 sur les sociétés de secours mutuels qui leur assigne entre autres buts : l'allocation de secours à leurs participants, *en cas de blessures*, et aux conjoints, ascendants ou descendants des membres décédés ; 2^o de l'article 8 de la même loi qui prévoit la création d'unions de sociétés pour l'organisation d'assurances mutuelles, notamment la création de caisses de retraites et d'assurances pour les opérations à long terme et les maladies de longue durée ; 3^o de l'article 27 qui prévoit l'organisation de caisses autonomes pour réaliser l'assurance en cas d'accidents (1).

Toutefois il ne suffira plus aux patrons pour se décharger sur des sociétés du paiement des rentes dues aux victimes d'accidents et à leurs ayants droits, que les conditions prévues à l'article 5 aient été remplies. Il faudra encore que ces sociétés soient organisées conformément aux dispositions du titre premier du deuxième décret du 28 février 1899 relatif aux Sociétés d'assurance mutuelle ou à primes fixes. En effet, ces dispositions s'étendent à *toutes les sociétés qui pratiquent, dans les termes de la loi du 9 avril 1898, l'assurance contre le risque des accidents de travail ayant entraîné la mort ou une incapacité permanente* (Art. 1^{er}).

(1) BELLOM : De la responsabilité en matière d'accidents du travail, n° 300.

Caisses de secours (art. 6). — Le chef d'entreprise peut également se décharger du paiement des frais de maladie et de l'indemnité journalière — pendant une période de 30, 60 ou 90 jours — sur les caisses ou sociétés de secours en cas de maladie, constituées en vertu de la loi du 29 juin 1894.

Ces Caisses de secours sont obligatoires dans les mines et elles peuvent être créées dans toutes autres entreprises.

Elles sont alimentées par un prélèvement de 20/0 au plus, effectué sur le salaire de chaque ouvrier ou employé et par un versement du chef d'entreprise égal à la moitié de celui des ouvriers et employés.

Elles sont administrées par un Conseil dont les membres sont pour un tiers nommés par le chef d'entreprise et pour les deux autres tiers élus par les ouvriers ou employés participants.

Les statuts sont soumis à l'approbation du ministre compétent qui est celui des Travaux publics s'il s'agit d'exploitations de mines, minières et carrières, et celui du Commerce dans les autres cas.

Le contrôle et la surveillance sont exercés par le le Préfet et les Ingénieurs des mines pour les Caisses de secours des mines, minières et carrières, par le Comité consultatif des accidents du travail et des agents de surveillance spécialement délégués à cet effet pour celles constituées dans les autres entreprises.

La dissolution peut être prononcée soit par le ministre des Travaux publics après avis du Conseil général des mines, soit par le ministre du Commerce, après avis du Comité consultatif des Accidents du travail ⁽⁴⁾.

Ces Caisses de secours ne donnent pas d'indemnités en

(4) Décret du 10 Mai 1899.

cas d'accidents. Toutefois les patrons peuvent mettre à leur charge le paiement des frais de maladie et des indemnités journalières pendant 30, 60 ou 90 jours sous la double condition suivante :

1° Qu'ils verseront une *subvention annuelle* dont le montant et les conditions devront être acceptés par la société et approuvés par le ministre compétent, soit celui des Travaux publics ou du Commerce ;

2° Que les Caisses de secours assureront à leurs membres en cas de blessures, pendant 30, 60 ou 90 jours, les soins médicaux et pharmaceutiques et une indemnité journalière.

Ce système offre les mêmes avantages que nous avons reconnus au paiement par les sociétés de secours mutuels; il décharge le patron du soin d'acquitter les indemnités, il facilite la repression des fautes par les associés, il fait participer les ouvriers à la gestion de leurs inétrets (1).

Le rôle des Caisses de secours ne saurait être étendu, dans les mêmes conditions, au paiement des rentes et pensions. Leur organisation ne se prête pas à un service aussi compliqué et elles devraient alors s'astreindre aux dispositions qui régissent les sociétés d'assurance.

Vu :

*Le Doyen de la Faculté de Droit
de l'Université de Dijon,*

E. BAILLY.

Vu :

H. TRUCHY.

Vu et permis d'imprimer :

Dijon, le 24 juillet 1900.

Le Recteur de l'Académie,

Ch. ADAM,

Correspondant de l'Institut.

(1) BELLON : *Op. cit.* n° 277.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION

LIVRE PREMIER

ÉVOLUTION HISTORIQUE DE L'IDÉE DE MUTUALITÉ

PREMIÈRE PARTIE

L'Idée de Mutualité dans l'antiquité

	Pages
CHAPITRE I. — Les sociétés d'Eranistes	19
— II. — Les Collèges funéraires	32

DEUXIÈME PARTIE

L'Idée de Mutualité dans les temps modernes

CHAPITRE I. — Les Ghildes	53
— II. — Les Corporations et les Confréries...	73
— III. — Le Compagnonnage et la Franc-Maçonnerie	93

LIVRE DEUXIÈME

LES SOCIÉTÉS DE SECOURS MUTUELS

PREMIÈRE PARTIE

Prolégomènes

CHAPITRE I. — Progrès théoriques de l'Idée de Mutualité	111
— II. — Des bases scientifiques sur lesquelles les sociétés de Secours Mutuels doivent être établies.....	128

DEUXIÈME PARTIE

Législation fondamentale

	Pages
CHAPITRE I. — Régime légal des sociétés de Secours Mutuels de 1790 à 1848.....	155
— II. — Les sociétés de Secours Mutuels de 1848 à 1852 : la loi du 15 juillet 1850 et le décret-loi du 26 mars 1852....	168
— III. — Modifications apportées à la législation de 1850-1852. — Dispositions législatives qui intéressent les sociétés de Secours Mutuels. — Dotation. — Médailles et récompenses honorifiques. — Admission des membres d'une société mutuelle dans les asiles et hôpitaux. — Timbre de quittance, impôt sur les Cercles. — Les sociétés de Secours Mutuels et les Caisses d'épargne. — Les sociétés de Secours Mutuels et les Caisses nationales d'assurances en cas de décès ou d'accidents.....	185
— IV. — Les sociétés de Secours Mutuels et la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse.....	199
— V. — Critiques formulées par les mutualistes contre le régime de 1850-1852 — Le mouvement mutualiste pendant les dernières années. — Travaux préparatoires de la loi du 1 ^{er} avril 1898. — Les Congrès.....	236

TROISIÈME PARTIE

La loi du 1^{er} avril 1898

Texte de la loi	279
CHAPITRE I. — But et caractère des sociétés de Secours Mutuels.....	304
— II. — Création, composition, administration et dissolution des sociétés de Secours Mutuels.....	324

	Pages
CHAPITRE III. — Des membres participants.....	354
— IV. — Droits et avantages reconnus aux sociétés de Secours Mutuels en général. — Unions. — Incessibilité et insaisissabilité des allocations. — Droit d'ester en justice. — Assistance judiciaire. — Récompenses honorifiques	367
— V. — Les sociétés libres	386
— VI. — Les sociétés approuvées.....	394
— VII. — Les sociétés reconnues comme établissements d'utilité publique.....	460
— VIII. — Conseil supérieur. — Rapport annuel. — Tables statistiques.....	463
— IX. — Dispositions diverses : Révision des statuts. — Application de la loi aux sociétés d'ouvriers mineurs. — Les sociétés de Secours Mutuels dérivant des Syndicats professionnels.	479

CONCLUSION

L'Avenir de la Mutualité	493
--------------------------	-----

ANNEXES

I. — La Mutualité scolaire	513
II. — La loi du 9 avril 1898 (sur les accidents du travail) et les sociétés de Secours Mutuels et Caisses de secours.....	528

